Elaboration du PLAN LOCAL D' URBANISME

Commune de Guilliers

Département du Morbihan

Elaboration

Pièce n°7 : Annexes









1-1 Elaboration du POS approuvée le 25 mars 1988
1-2 Elaboration du PLU prescrite par délibération du conseil municipal en date du 3 mars 2015
Arrêtée par délibération du conseil municipal en date du 5 février 2024
Enquête publique 23 septembre 2024 au 24 octobre 2024 inclus
Approuvée par délibération du conseil municipal en date du 13 janvier 2025

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal en date du 13 janvier 2025

Le Maire :

MAIRIE DE GUILLIERS 56 (Morbihan)

URBA Ouest Conseil Grez-Neuville - Tel : 02.41.69.46.76
urbaouestconseil@orange.fr

Département du Morbihan
Commune de Guilliers

Annexes sanitaires

L'alimentation en eau potable

Depuis le 1er janvier 2012, le syndicat départemental de l'eau, Eau du Morbihan, exerce les compétences production et transport d'eau potable sur l'ensemble des 224 communes de son territoire dont celui de Ploërmel Communauté. Ce dernier œuvre pour une gestion solidaire et mutualisée de la ressource, et assure la sécurisation des services d'eau potable.

Partie intégrante du schéma départemental d'interconnexion et de sécurisation, plusieurs sites de prélèvement / production sont présents sur le territoire de Ploërmel Communauté :

- *Prélèvement/Production de Kermeur à Monterrein (eau souterraine),*
- *Prélèvement/Production de Blogo-Pouho à Val d'Oust-Quily (eau souterraine),*
- *Prélèvement/Production du Pré d'Abas - Casteldeuc à Les Froges / La-Trinité-Porhoët (eau souterraine),*
- *Prélèvement/production du Lac au Duc à Ploërmel (eau de surface),*
- *Prélèvement La Herbinaye à Guillac (eau de surface),*
- *Prélèvement/Production de Prassay à Val d'Oust – Le Roc Saint-André (eau souterraine).*



La distribution de l'eau potable est gérée par le ***SIAEP de Brocéliande*** (créé en janvier 2014) pour la commune de Guilliers. Le service est exploité dans le cadre d'une délégation de service public. Le délégataire est la société SAUR.

(voir cartographie du réseau d'Alimentation en Eau Potable ou AEP)

Les prestations confiées à la société SAUR sont les suivantes :

Gestion du service	Application du règlement du service, surveillance et entretien des installations, relève de compteurs
Gestion des abonnés	Accueil des usagers, facturation, traitement des doléances clients
Mise en service	Des branchements
Entretien	De la voirie, de l'ensemble des ouvrages, des branchements, des canalisations, des captages, des clôtures, des compteurs, des équipements électromécaniques, des forages, des ouvrages de traitements, du génie civil
Renouvellement	Des canalisations < 6m, des captages, des compteurs, des équipements électromécaniques, des forages, des ouvrages de traitement
Prestations particulières	Maintenance des ascenseurs de réservoirs, surveillance des ouvrages de retenue d'eau, traitement des boues

La collectivité prend en charge :

Renouvellement	De la voirie, des branchements, des canalisations des clôtures, du génie civil

En 2017, on recensait 847 abonnés sur la commune de Guilliers (824 en 2013).

Le prix du service comprend une partie fixe (abonnement) et un prix au m^3 consommé. Au total un abonné domestique consommant 120 m^3 a payé 301,73 € TTC en 2018. **Le coût théorique du m^3 d'eau pour une consommation de 120 m^3 est de 2,55 € TTC.**

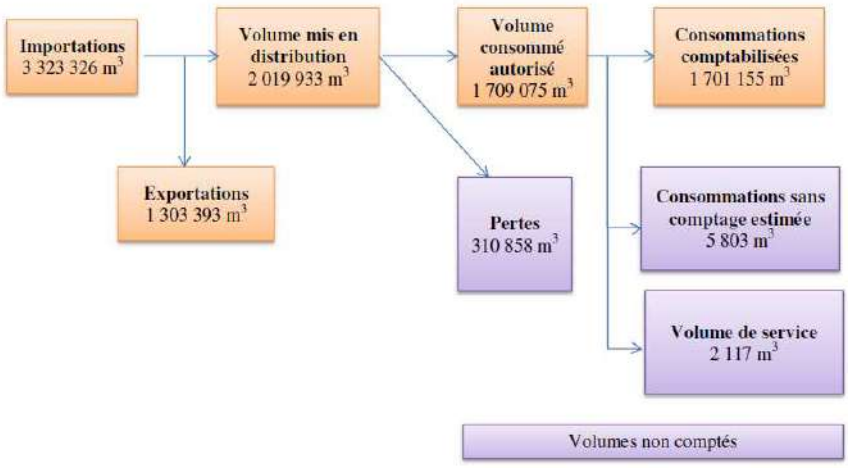
La commune de Guilliers ne dispose pas de captage d'eau potable sur son territoire. L'eau distribuée sur la commune provient de l'usine de traitement de Ploërmel.

Les données relatives à la qualité de l'eau distribuée définies par l'article D.1321-103 du code de la santé publique sont indiquées dans le rapport établi et transmis par la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé (ARS). Parallèlement l'exploitant vérifie la qualité de l'eau distribuée par des analyses menées dans le cadre de l'autocontrôle.

Résultats du contrôle réglementaire :

	Nombre de prélèvements réalisés	Nombre de prélèvements conformes	% de conformité
Conformité bactériologique	71	71	100 %
Conformité physico-chimique	84	84	100 %

Performance du réseau su Syndicat :



Source : Rapport annuel SIAEP de Brocéliande - 2017.

La gestion des eaux usées / Assainissement collectif

La compétence assainissement des eaux usées a été transférée à Ploërmel Communauté.

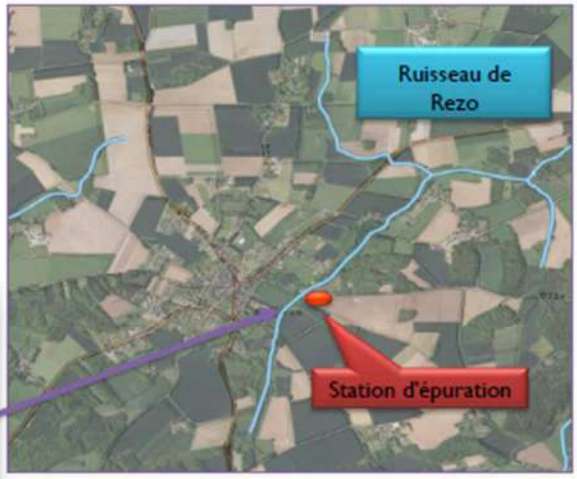
Le réseau (voir cartographie du réseau des eaux usées) : Le réseau de collecte des eaux usées de Guilliers a une longueur de 9 617 m de réseau gravitaire et 1450 m de réseau en refoulement. Il est de type séparatif. Il existe 4 postes sur le réseau : PR Les Gros chênes, PR Evriguet, PR Josselin et PR Croix Billy.

L'équipement de traitement : La station d'épuration est sous compétence communautaire qui a confié l'exploitation à la SAUR. La station d'épuration est de type Lagunage naturel mis en service en 1986. Elle traite uniquement des eaux domestiques ou assimilées. Il n'existe pas d'industriel assujetti à l'assainissement collectif sur la commune.

Fiche du site (extrait du zonage d'assainissement des eaux usées) :

Station d'épuration de **type lagunes de 1000 Eq-hab**

- Mise en service en 1986.
- Rejet dans le Rezo





L'équivalent habitant (Eq-hab.) est une unité de charge rejetée par 1 habitant moyen (valeur retenue à l'échelle européenne) :

Le dimensionnement d'une station repose avant tout sur la charge hydraulique et sur la charge en matière organique. La matière organique est mesurée à l'aide d'une analyse indirecte : la Demande Biologique en oxygène sur 5 jours (DBO5).

La charge maximale admissible sur la station est de :

	Charge Organique	Charge Hydraulique
1 000 Eq-hab	60 kg de DBO5/j	150 m^3/j







Abonnés :

Le nombre d'abonnés au service assainissement sur la commune de Guilliers est de 333 (*source listing d'eau potable 2014 - SAUR*). L'évolution du nombre de branchements est faible avec un nombre d'abonnés en 2021 de 341 (données SATESE). Sur la base de la consommation d'eau potable, les branchements de particulier ne représentent que 50 % des volumes d'eaux usées à épurer.

14 branchements sont des effluents provenant d'établissements privés. Parmi ceux-ci, on trouve notamment : EHPAD : 2846 m³ en 2014, la Maison Familiale Rurale (école accueillant 120 pensionnaires en alternance) : 1485 m³ en 2014, l'école primaire privée : 114 m³ en 2014, et l'Hôtel – restaurant Au relais du Porhoët : 747 m³ en 2014.

Ces établissements sont dits "gros consommateurs". De plus, ils sont pour 3 d'entre eux liés à une activité de restauration. Les cuisines sont équipées de bacs dégraisseurs avant rejets vers le réseau.

8 branchements sont communaux : WC, cantine, école primaire publique, mairie, équipements sportifs, salle des fêtes, cimetière…

Fonctionnement de la station d'épuration

Le rejet de l'eau traitée se fait dans le ruisseau de Rézo.

Communes	Schéma directeur d'assainissement	Date du zonage Eaux Usées (EU)	Arrêté Autorisation de rejet
Guilliers	2018	2004	1986

Les concentrations maximales de rejet autorisées en mg/l sont :

Paramètre	Norme : Concentrations de rejet autorisées en mg/l
DBO5*	40 : norme revue à 35 mg/l en application de l'arrêté du 21 juillet 2015
DCO[1]	120
MES	120
NTK	40 (sur 24h)

En application de l'arrêté du 21 juillet 2015, la concentration maximale de rejet de la station doit respecter 35 mg/l de DBO5/j (échantillons filtrés)

Source : Données SANDRE fourni par la SAUR.

La Charge organique : En théorie, la station devrait recevoir 33 kg de DBO5 / j (*341 branchements x 2,03 taux d'occupation en 2020*), soit 69% de la capacité de la station.

L'ensemble des mesures réalisées en entrée de station est relativement stable depuis 2019, avec une pointe mesurée en septembre 2021 à 54 kg de DBO5/j. Des investigations complémentaires ont été initiées depuis 2020 avec un doublement des bilans par deux prestataires différents.

La charge moyenne retenue est de 510 Eq-hab en moyenne sur les 5 dernières années. Et 670 en pointe (Percentile 90).

La Charge hydraulique : Des surcharges hydrauliques sont constatées. Un diagnostic a été réalisé et le schéma directeur est en cours de validation afin diminuer les eaux parasites et d'augmenter les performances de la station d'épuration.

Fonctionnement : Dans le cadre de l'autosurveillance, les bilans sont réalisés deux fois par an selon les paramètres (conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015) : des bilans réalisés : entrée / sortie lagunes. Compte tenu de données non cohérentes pour cette station, 2 bilans additionnels sont réalisés par un autre prestataire pour conforter l'autosurveillance.

Les résultats des mesures réalisées sur les paramètres physico-chimiques sont conformes à l'ancien arrêté et surtout sont beaucoup plus faibles que les normes définies dans l'arrêté préfectoral.

Le diagnostic et le schéma directeur des eaux usées sont en cours sur Ploërmel communauté. Les travaux seront principalement orientés pour supprimer des entrées d'eaux parasites et chercher des solutions communales, ou intercommunales, pour répondre à la gestion de l'assainissement.

Source : extrait du zonage d'assainissement des eaux usées / DMEAU / 2023.

Assainissement non collectif

Ploërmel Communauté assure en régie le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) pour la commune de Guilliers.

Ces contrôles concernent : les installations récentes, les installations existantes (contrôles de bon fonctionnement, et dit "à la vente") mais aussi les contrôles de conception puis de réalisation.

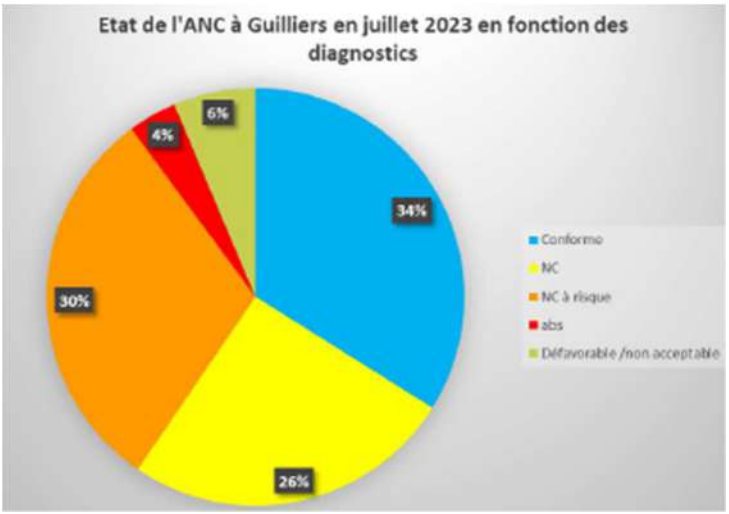
Ploërmel communauté a acté un règlement en 2019, applicable depuis janvier 2020. Par décision du bureau communautaire du 2 décembre 2019, il a été retenu :

- une périodicité des contrôles de "bon fonctionnement " à 8 ans, et réduite à 4 ans si le dernier contrôle présente un danger pour la santé des personnes ou un risque pour l'environnement.

- chaque dispositif d'assainissement a été évalué sur les bases de la réglementation de l'arrêté du 27 avril 2012, selon les catégories, définies dans l'arrêté.

	Zones à enjeux sanitaires et environnementaux		
	Non	Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
Conforme			
Non conforme : défaut d'usure ou d'entretien	Recommandation pour l'amélioration		
Non conforme : installation incomplète	Travaux sous 1 an en cas de vente	Travaux sous 4 ans ou sous 1 an en cas de vente	Travaux sous 4 ans ou sous 1 an en cas de vente
Non conforme : risque sanitaire	Travaux sous 4 ans ou sous 1 an en cas de vente		
Absence d'installation	Mise en demeure : travaux dans les meilleurs délais		

Les graphiques ci-dessous permettent de visualiser l'état de l'assainissement en fonction des besoins de travaux des 506 ANC diagnostiquées.



Dans le cadre de la mise en conformité des installations autonomes, le SPANC assure la mission de contrôle tous les 8 ans. Ce contrôle est réduit à 4 ans pour les installations non suivant l'avis du contrôleur (dans les cas prévus au chapitre 12 du règlement adopté en 2019) et dans l'année suivant la signature de l'acte de vente.

Fin 2009, 44 ANC ont été réalisées ou réhabilitées, 21 propriétaires ont déposé un projet pour un contrôle de conception., soit 13% du parc.

Un listing des 19 habitations sans ANC a été diffusé à Ploërmel communauté afin de prendre connaissance et d'approfondir la nécessité d'intervention. En effet ces habitations peuvent, et sont souvent, des habitations inoccupées dont l'assainissement est mis en place lors d'une rénovation.

90 contrôles de cession dont 37 sont non conformes à risques.

L'étude a été réalisée par recoupement des zones à enjeux et l'état des installations à l'échelle des hameaux (géolocalisation des ANC sur la base du renseignement cadastrale 177 ANC localisée sur 506 ANC).

Le parc est en renouvellement régulier via les créations, mais surtout les réhabilitations des installations autonomes. Ploërmel communauté programme de réaliser des campagnes complètes à partir de 2024.

Source : extrait du zonage d'assainissement des eaux usées / DMEAU / 2023.

Zonage d'assainissement

Une étude de zonage d'assainissement réalisée en 2003-2004

La carte de zonage d'assainissement réalisée par BETAM a été validée en 2004 suite à l'étude datée de 2003. Cette étude a porté sur 25 secteurs d'habitats diffus. Sur 510 habitations répertoriées, 129 habitats localisés dans des hameaux ont été étudiés. Les hameaux étudiés étaient composés de 7 habitations (La Ville Mainguy) à 34 habitations (Le Bioux). Le conseil municipal avait décidé de retenir en assainissement collectif le secteur suivant :

• Bourg – La Hache :

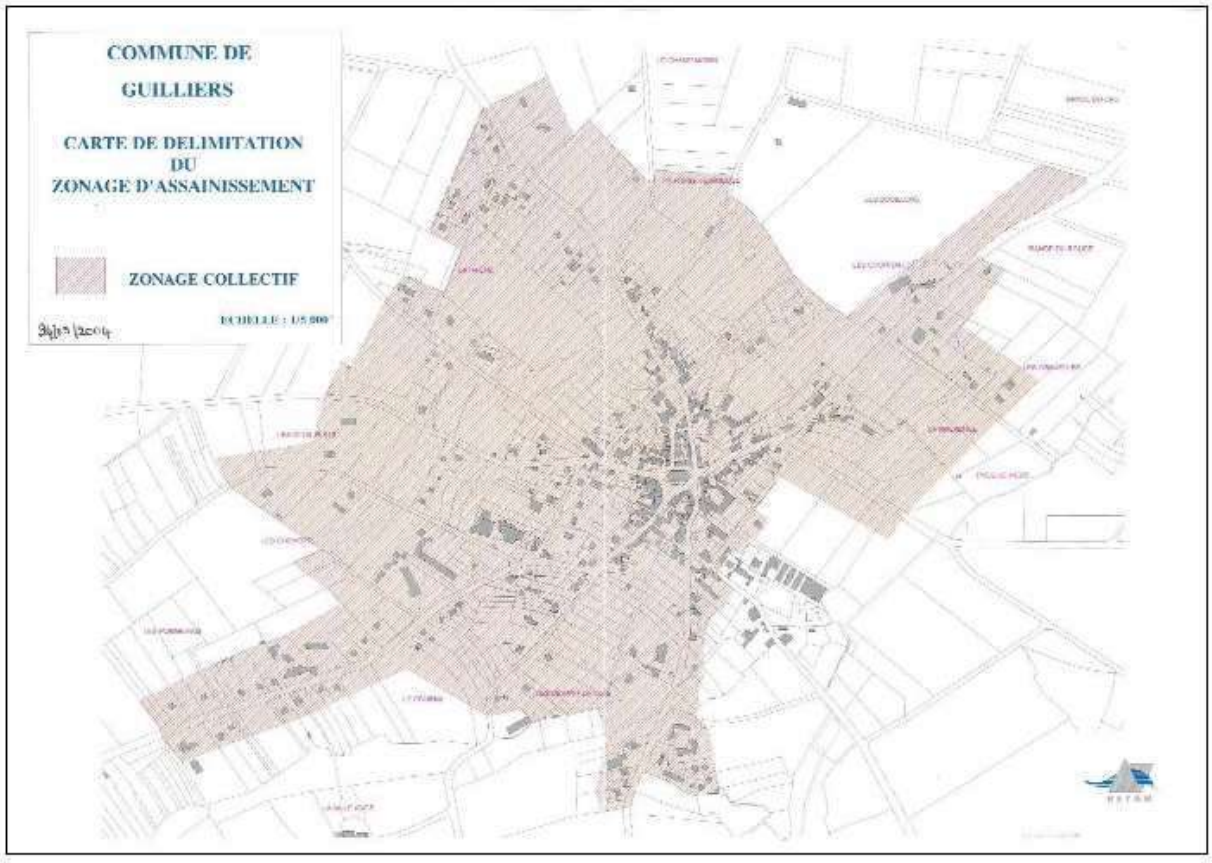


Figure 9: périmètre défini en assainissement collectif en 2004

En effet, compte tenu de la répartition des hameaux sur le territoire communal, leur éloignement du réseau d'assainissement collectif existant dans le bourg et surtout de la topographie, aucune solution de raccordement des hameaux sur le réseau collectif n'avait été retenue.

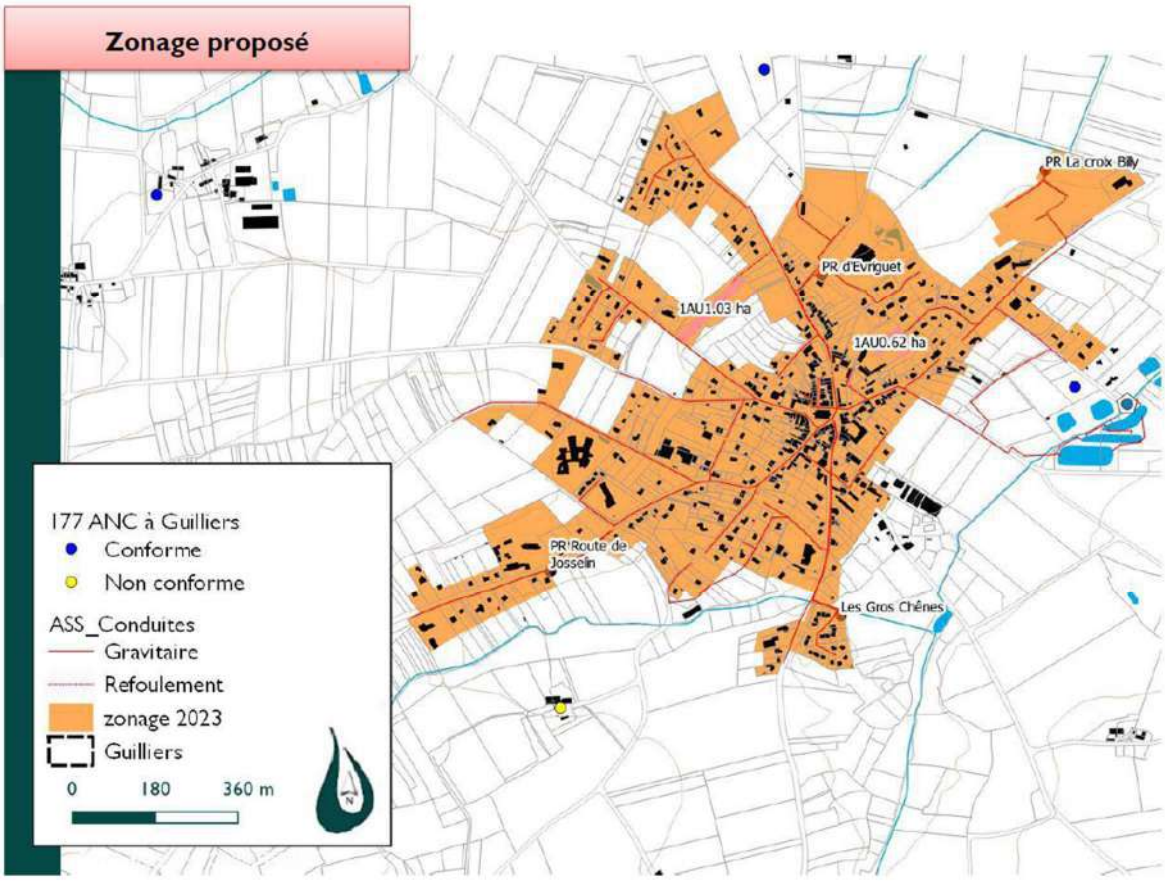
L'assainissement collectif a été retenu uniquement pour le bourg et la Hache.

Un projet de zonage modifié

Dans les orientations de développement urbain de la commune, et du nouveau plan de desserte en assainissement collectif, aucune zone urbanisable et leur future desserte ne permet d'envisager le raccordement de hameau. Aucun autre hameau, ou zone urbanisée actuellement en ANC n'est proposé au zonage collectif.

À horizon 10 ans, il est projeté la construction de 50 logements dans la zone agglomérée. La station recevra, au terme du PLU, un apport supplémentaire de 120 Eq-hab. Ajouter à la charge de pointe actuelle estimée à 670 Eq-hab, la station arrivera approximativement à 790 Eq-hab soit 79 % de sa capacité de traitement organique.

Il est prévu de raccorder les différentes zones de projets. Ces dernières ayant été très largement resserrées par rapport à celles qui avaient été définies dans le cadre du POS, le zonage des eaux usées a dû être adapté à ces projets de recentrage.



Source : extrait du zonage d'assainissement des eaux usées / DMEAU / 2023.

La commune maintient sa décision de classement de l'agglomération de Guilliers, de ses zones d'urbanisation en zone d'assainissement collectif. Le reste du territoire en assainissement "non collectif".

Les flux engendrés par les futurs logements à l'échelle du PLU seront traités par la station d'épuration, sous condition des travaux proposés dans le schéma directeur des eaux usées. Au-delà de 50 logements raccordés, une étude sur le devenir du traitement devra être initié.

La gestion des déchets

La gestion de la collecte et du traitement des ordures ménagères a été confiée au SMICTOM Centre Ouest Ille-et-Vilaine qui regroupe 64 communes d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan et de Côtes-d'Armor. Son siège est basé à Saint-Méen-le-Grand.

Les ordures ménagères

La collecte est réalisée une fois par semaine dans toutes les communes du Syndicat.

Les ordures ménagères sont déchargées à l'Unité de Valorisation Organique (UVO) du SMICTOM Centre Ouest, située au lieu-dit Point Clos à Gaël. Cette installation produit, à partir de nos ordures ménagères, un compost à la norme NFU 44051 destiné au monde agricole. Les refus, issus du process, sont stockés dans l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux attenante à l'UVO.

Les emballages et les papiers recyclables

La collecte sélective des bacs jaunes est réalisée toutes les 2 semaines sur chaque commune du Syndicat.

Une fois collectés, les emballages et les papiers recyclables sont envoyés au centre de tri « Tri Centre Bretagne Théaud » situé à Gaël. Le centre de tri est une installation chargée de séparer les différents matériaux déposés dans les bacs jaunes, d'enlever les erreurs de tri, et de conditionner les matériaux par catégorie pour le transport.

Les différents matériaux conditionnés sont acheminés vers les usines de recyclage, leur transport étant pris en charge financièrement par les recycleurs des emballages et des papiers.

Les emballages en verre recyclable

La collecte du verre existe sur le Syndicat depuis 1987. Cette collecte est réalisée en apport volontaire grâce à des colonnes de 2,5 et 4 m^3 placées de façon régulière sur l'ensemble du territoire.

Des colonnes à verres sont disponibles à plusieurs endroits sur la commune : Parking du stade de foot / Parking de la salle du Carrouêz / Rue des Courtieux / Déchetterie

Le vidage des colonnes a lieu tous les quinze jours. Les emballages en verre sont déchargés dans un silo attenant à l'UVO du SMICTOM Centre Ouest, puis rechargés en semi-remorque pour être transportés jusqu'à l'usine de recyclage.

Collecte des déchets professionnels

Les déchets assimilables aux ordures ménagères, produits par les professionnels (artisans et commerçants), qui souhaitent bénéficier du service, sont collectés dans le cadre de la collecte des déchets résiduels.

Ces professionnels « Gros Producteurs » entrant dans cette catégorie, sont dans l'obligation de s'équiper de bacs de contenance suffisante et sont soumis à une Redevance Incitative dont le montant est fonction du volume du bac vert collecté et du nombre de levées du ou des bacs verts avec un forfait minimum de 36 levées dans l'année.

Un contrat « Gros Producteur » est émis par le Syndicat pour chaque professionnel concerné et rappelle le volume du ou des bacs collectés. Chaque contrat est visé par le professionnel et le SMICTOM Centre Ouest. Les professionnels peuvent être équipés gratuitement de bacs de collecte sélective afin de réduire leur volume de déchets. Un contrat est également signé.

9 déchèteries dont une sur la commune de Guilliers

Le syndicat est propriétaire de 9 déchèteries réparties sur son territoire : *Caulnes, Loscouët sur Meu, Gaël, Le Verger, Montauban de Bretagne, Montfort sur Meu, Plélan le Grand, Porcaro, et Guilliers*. Une déchèterie est un centre d'apport volontaire, clos et gardienné.

Déchets acceptés à Guilliers :

Tout venant : moquettes, plastiques, plâtre, vitres et polystyrène ;

Bois : palettes, planches et poutres ;

Métaux : tous les métaux;

Gravats : carrelage, béton, briques, terre, cailloux et parpaings ;

Cartons : cartons secs et pliés ;

Déchets verts : gazon de tonte, taille de haie, branches de diamètre 10 cm maximum, feuilles ;

Huiles : voiture et moto de moins de 20L, alimentaire (friture) ;

Batteries : Toutes les batteries ;

Piles et cartouches : Privilégier les points de collectes ;

Textiles : Contacter les associations et bornes de collectes.

La Redevance Incitative

Afin de répondre aux préconisations de la loi issue du Grenelle de l'environnement en 2009, et pour instaurer une facturation au plus juste du service d'enlèvement des déchets, les élus du SMICTOM ont décidé de mettre en place la Redevance Incitative.

La Redevance Incitative permet de financer la totalité des charges du Syndicat (*équipements, collecte des bacs verts et jaunes, collecte des colonnes à verre, fonctionnement des déchèteries, traitement des déchets, etc*.).

Basé sur le nombre de levées du bac vert et le volume du bac vert mis à disposition de chaque foyer, ce nouveau mode de facturation est mis en application depuis le 1er janvier 2015.

***La facture se décompose de la façon suivante** :*

*- **L'abonnement au service** : Obligatoire et dû pour chaque bac vert ; le prix de l'abonnement est identique pour tous les usagers, quelle que soit la taille du bac.*

*- **Le forfait** : Obligatoire et dû pour chaque bac vert. Le prix du forfait dépend de la taille de ce dernier. Il correspond au coût de 18 vidages du bac par an.*

*- **La part variable** : Chaque vidage au-delà de 18 levées donne lieu à un supplément, dont le prix dépend de la taille du bac.*

L’évolution des tonnages collectés et valorisés :



Les ordures ménagères

11 170 T

soit 108 kg/hab/an

Evolution 2021-2022 : - 7 kg/hab/an (**- 5 %**)



Le verre

4 769 T

soit 46 kg/hab/an

Evolution 2021-2022 : - 2 kg/hab/an (**- 4 %**)



Les emballages et papiers recyclables

5 013 T

soit 48 kg/hab/an

Evolution 2021-2022 : + 1 kg/hab/an (**+ 4 %**)

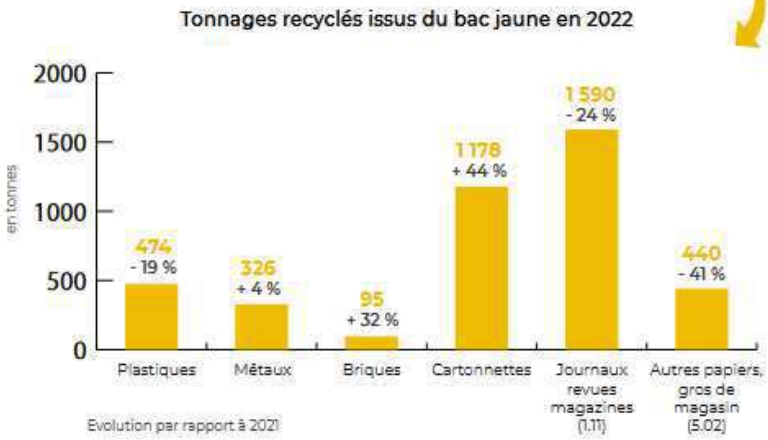


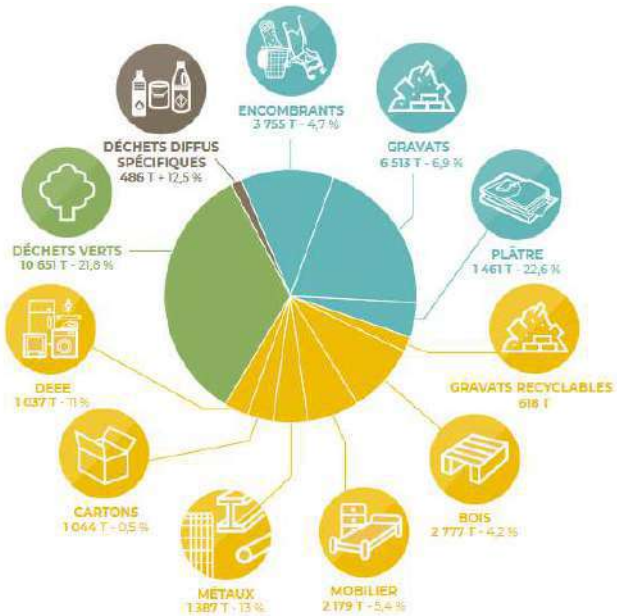
Les papiers en déchèterie

309 T

soit 3 kg/hab/an

Evolution 2021-2022 : **stable**





Valorisation organique	Enfouissement	Valorisation en recyclage	Valorisation en énergie
33 %	37 %	27 %	2 %

Total tonnages des déchèteries : 31 908 T

Hors papiers/journaux.
Le tonnage des déchets verts est estimatif. Il est calculé sur la base des heures de broyage effectuées sur chaque déchèterie.

Source : rapport d’activités 2021 du SMICTOM.

REGION GRAND OUEST
21 rue Anita Conti
56000 VANNES cedex

Département : MORBIHAN — Echelle :1/ 9500

SIAEP DE BROCELIANDE
(ex-SIAEP DE LA REGION DE PLOERMEL)

GUILLIERS

RESEAU EAU POTABLE

PLAN D'ENSEMBLE

Plan : 56250001_GUILLIERS_9500_ADPa_1/1	Format : ADPa	Planche : 1 / 1	Indice : 00

Date d'impression : 18/02/2016

DIFFUSION

Ind.	Date	Etabli par	Nature des modifications
00	18/02/2016	A. BROHAN	MISE EN FORME DES DONNEES SUR NOUVEAU SIG

Ouvrages de ressource
Barrage
Forage
Captage
Prise d'eau
Puits
Resurgence
Ouvrages de traitement
Production avec traitement
Traitement sur réseau
Ouvrages de régulation
Station de pompage
Station de surpression
Ouvrages de stockage
Réservoir sur tour
Réservoir semi-enterré
Réservoir au sol
Réservoir enterré
Bâche
Réservoir incendie
Vannes
Vanne de sectionnement / o.a.c
Vanne fermée condamnée
Vanne en attente de sous
Vanne en attente de dérivation
Vanne de sur-tissage
Vanne régler
Vanne asservie
Vanne de pi
Robinet 1/4 tour
Protection de réseau
Volange
Purge
Ventouse
Hydro-éjecteur
Bride à brides
Réducteur de pression
Clapet
Pièce d'extrémité
Hydrants
Poteau d'incendie en sous; Poteau d'incendie en té
Bouche d'incendie en sous; Bouche d'incendie en té
Puisard
Borne de puisage monobloc
Borne fontaine
Compteurs
Débitmètre
Compteur de production; Compteur de sectorisation
Compteur export; Compteur import
Compteur simple
Régulation
Régulateur de pression amont; Régulateur de pression amont-aval; Régulateur de pression aval
Reducteur d'ecoulement
Régulateur de débit
Accélérateur
Hydrants publiques
Bouche de lavage en sous; Bouche de lavage en té
Distribution
Feeder
Bau xiliaire
Refoulement
Refoulement/Gerbaudon
Vidange
Defense incendie

La position, la nature des canalisations et la géométrie des fonds de plan sont données à titre indicatif. Elles n'engagent en aucun cas la responsabilité de la société émettrice du plan. Toute précision nécessaire sera confirmée par relevé de terrain ou sondage. BD parcellaire®, BD adresse®, ©IGN - reproduction interdite Licence n°2008CUI-ENT0432 acquise au titredu contrat n°9783 signé le 03/06/08. L'année de référence des produits IGN représentés est disponible sur http://sips.iris.saur.fr

Ménéac
Évriguet
Mohon
Guilliers
Mauron
Saint-Malo-des-Trois-Fontaines
Loyat
Néant-sur-Yvel

REGION GRAND OUEST
21 rue Anita Conti
56000 VANNES cedex

Département : MORBIHAN

Echelle : 1/ 2500

GUILLIERS-ASSAINISSEMENT

GUILLIERS

RESEAU ASSAINISSEMENT

PLAN D'ENSEMBLE

Plan : 56250701_GUILLIERS_A1Pa_1/200_1/1	Format : A0Pa	Planche : 1 / 1	Indice : 00

Date d'impression : 17/02/2016

DIFFUSION

Ind.	Date	Etabli par	Nature des modifications
01	17/02/2016	A. BROHAN	PARC D'ACTIVITES LES CROIX BILLY
00	17/02/2016	A. BROHAN	MISE EN FORME DES DONNEES SUR NOUVEAU SIG

LEGENDE

- CONDUITE GRAVITAIRE EAUX USEES OU SEPARATIF
- CONDUITE REFOULEMENT EAUX USEES OU SEPARATIF
- CONDUITE GRAVITAIRE REJET STEP
- CONDUITE REFOULEMENT REJET STEP
- CONDUITE PRIVEE GRAVITAIRE EAUX USEES OU SEPARATIF
- CONDUITE PRIVEE REFOULEMENT EAUX USEES OU SEPARATIF
- CONDUITE GRAVITAIRE UNITAIRE
- CONDUITE GRAVITAIRE PRIVEE UNITAIRE
- CONDUITE PRECISTEE GRAVITAIRE
- CONDUITE PRECISTEE REFOULEMENT
- REGARD VISITABLE
- REGARD VISITABLE A GRILLE
- CHASSE
- POSTE DE RELEVAGE
- STATION D'EPURATION

La position, la nature des canalisations et la géométrie des fonds de plan sont données à titre indicatif. Elles n'engagent en aucun cas la responsabilité de la société émettrice du plan. Toute précision nécessaire sera confirmée par relevé de terrain ou sondage. BD parcellaire®, BD adresse®, ©IGN - reproduction interdite Licence n° 2008CUI-ENT0432 acquise au titredu contrat n°9783 signé le 03/06/08. L'année de référence des produits IGN représentés est disponible sur http://sips.iris.saur.fr

le murtay
le valet
la roualle
la roualle
la hache
les croix billy
les gravelles
la ville hagan
la mormazière
la ville augé
Guilliers
ZA LA CROIX BILLY
LAGUNES DU BOURG
PR ROUTE DE JOSSELIN
PR LES GROS CHENES
LAGUNES DU BOURG
LA VILLE CHRIST

Commune de Guilliers (56)

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Actualisation de l'étude de zonage
Carte de zonage d'assainissement collectif

Echelle plan communal 1:10 719 — 0 190 380 m
Echelle plan agglomération 1:5 277 — 0 90 180 m

177 ANC à Guilliers
- Conforme
- Non conforme
- NC à risques
- Absence d'installation

ASS_Conduites
- Gravitaire
- Refoulement
- Postes de refoulement
- zonage 2024

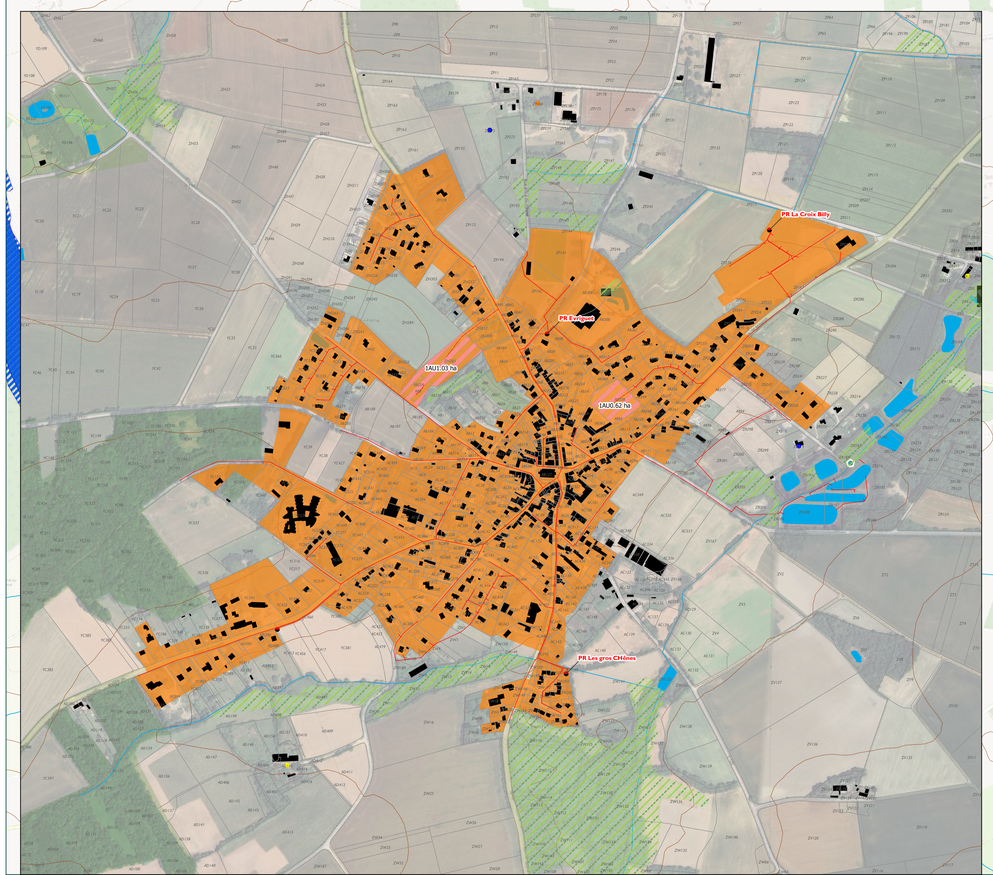
ZONE_URBAprojet2
- 1AU

IZH et bassins
- Zones humides
- Guilliers

Réalisation :
DMEAU
La Chauvelière
35150 JANZE
02 99 47 65 63

Demandeur :
Ploermel communauté
Place de la Mairie
56800 Ploermel

Carte éditée le :
01/08/2023



Evaluation Environnementale

Département du Morbihan (56)

Commune de Guilliers

Demandeur :

COMMUNE DE GUILLIERS
1, Place de la Mairie
56 490 GUILLIERS

Evaluation environnementale du zonage d'assainissement des eaux usées

Evaluation environnementale au titre des articles R.122-17 à 24 du Code de l'Environnement

Juillet 2023

Rapport d'étude

Maître d'ouvrage de l'évaluation environnementale :

COMMUNE DE GUILLIERS
1, Place de la Mairie
56 490 GUILLIERS
Tél : 02 97 74 40 15
accueil.mairie@guilliers.fr

Étude réalisée par :

http://www.dmeau.fr/

DM EAU
Ferme de la Chauvelière
PA de la Chauvelière
35 150 JANZE
02.99.47.65.63



Peggy ARMANGE – Chargée d'études eaux usées *p.armange@dmeau.fr*

Avant-Propos

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme portée par la commune de Guilliers (PLU), le zonage d'assainissement des eaux usées s'est révélé obsolète.

Ploërmel communauté qui a pris la compétence "assainissement", souhaite actualiser le zonage EU pour mettre en cohérence l'ensemble des documents d'urbanisme et le soumettre à l'ensemble de la procédure administrative jusque l'enquête publique.

Cette étude est réalisée conjointement à la réalisation des documents d'urbanisme conformément aux préconisations du SDAGE Loire-Bretagne, du SAGE Vilaine et du SCoT du Pays de Ploërmel – Cœur de Bretagne.

Le zonage répond alors à l'article L. 2224-10 du code des collectivités territoriales. Les collectivités compétentes délimitent, après enquête publique :

> 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
>
> 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations (…) des installations d'assainissement non collectif ;
>
> 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
>
> 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Conformément à la procédure il a été déposé au préalable, une demande d'examen au « cas par cas », pour les zones visées par l'article L 2224-10 du code général des collectivités territoriales et selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement relatives aux études de zonage d'assainissement des eaux usées. Le dossier a fait l'objet d'une saisie auprès de la MRAe le 28 novembre 2018.

L'avis de la MRAe, rendu le 25 janvier 2019, soumet le zonage « eaux usées » à évaluation environnementale.

Le rapport d'évaluation environnementale rend compte de la démarche environnementale, et conformément à l'article R122-20 du code de l'environnement, il comprend :

1. La présentation générale développant les objectifs et lu contenu du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune et l'articulation avec les autres plans et documents de planification.
2. La description de l'état initial de l'environnement et les perspectives d'évolution en l'absence de zonage d'assainissement des eaux usées.
3. La présentation des solutions de substitution raisonnables et les raisons pour lesquelles le projet de zonage a été retenu.
4. L'exposé des Incidences probables du zonage d'assainissement des eaux usées sur l'environnement.
5. Les mesures pour éviter, réduire, ou compenser les effets négatifs du zonage des eaux usées et le suivi de ces mesures.
6. L'analyse des méthodes utilisées pour réaliser l'évaluation environnementale
7. Le résumé non technique (RNT)

Résumé non technique

1. Contexte de l'étude

L'actualisation du zonage d'assainissement à l'échelle du territoire de la commune de Guilliers a été initié, lors de l'élaboration du PLU.

Cette étude a été initialisée pour la commune puis poursuivi par Ploërmel communauté qui a pris la compétence assainissement des eaux usées.

L'objectif de cette étude est de réaliser des outils d'aide à la décision, concernant la gestion des eaux usées. Elle détermine alors, pour les eaux usées, l'établissement des zones relevant du traitement des eaux en assainissement collectif / assainissement non collectif. L'évaluation des incidences nécessite cependant d'intégrer la programmation des travaux définis dans le cadre du schéma directeur des eaux usées. Dans cette étude, il est défini les travaux nécessaires à la sécurisation du réseau (en situation future) et à l'amélioration de collecte.

Un nouveau schéma directeur à l'échelle de Ploërmel communauté est en cours d'élaboration.

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui seraient susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du Code de l'Environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Le zonage d'assainissement de Guilliers a donc fait l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas. Cette dernière a conclu à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale par avis en date du 25 janvier 2019

Pour donner suite aux différentes remarques émises, la commune a ainsi repris son étude de zonage d'Assainissement des eaux usées et intégré les résultats et mesures prises notamment celles retenues dans le schéma directeur des eaux usées en cours de validation et son programme de travaux.

Considérant que *le projet de zonage s'inscrit dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme (PLU) qui doit faire l'objet d'une évaluation environnementale ;*
Considérant que *le projet de zonage de l'assainissement collectif des eaux usées, notamment fondé sur l'utilisation d'une station d'épuration d'une capacité de 1 000 équivalents-habitants (EH), correspond à la prise en compte d'un projet d'urbanisation qui concernera plusieurs secteurs du bourg et tient compte du projet de densification urbaine, ces deux aspects représentant une charge additionnelle de traitement de 336 EH ;*
Considérant les caractéristiques du territoire susceptible d'être touché, en particulier :
– les enjeux de la préservation qualitative des masses d'eau mis en avant par le SCoT du Pays de Ploërmel Cœur de Bretagne et le SAGE de la Vilaine (qui rappellent notamment l'importance des schémas directeurs d'assainissement et celle de la préservation du rôle tampon des zones humides) ;

– l'enjeu particulier de l'amélioration qualitative du cours de l'Yvel qui comprend parmi ses affluents, le ruisseau du Rézo, récepteur des eaux traitées par la station d'épuration, accompagné de nombreuses zones humides sur son parcours ;
– la proximité de hameaux en assainissement non collectifs vis-à-vis du réseau hydrographique Nord et Ouest de la commune (cours du Signan, étang du Chateau Trô, cours du Léverin, sous-affluents de l'Oust) ;
Considérant que les incidences potentielles du projet de zonage peuvent être significatives au vu de l'absence de données sur :
– l'assainissement non collectif (incidence des dispositifs d'assainissement individuels sur l'environnement), notamment pour le réseau hydrographique considéré ci-dessus ;
– l'impact sur les milieux naturels récepteurs, des rejets de l'assainissement collectif (évolution de l'incidence des rejets de la station d'épuration dont le fonctionnement futur atteindra, en pic, 94 % de sa capacité maximale) et donc de l'impact du zonage ;
Considérant qu*'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de zonage d'assainissement est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement*

Ainsi, le présent dossier constitue l'évaluation environnementale du zonage d'assainissement des eaux usées de Guilliers, conformément aux articles R.122-17 à 24 de Code de l'Environnement.

2. Etat initial de l'environnement

L'analyse de l'état initial de l'environnement a permis de définir que le territoire communal de Guilliers se trouve dans un environnement peu sensible.

La commune de Guilliers se situe dans le département du Morbihan, en région Bretagne, à une dizaine de kilomètres au Nord de Ploërmel.

L'ensemble du territoire communal se situe sur le périmètre de deux bassins versants : le Ninian et l'Yvel, sur le grand bassin versant de l'Oust.

Le PLU, en cours d'étude, envisage 50 logements supplémentaires d'ici 10 ans. Cette urbanisation est envisagée pour 25 logements dans des secteurs d'extensions (zones 1AU : OAP 1 et 2 : 25 logements), et 25 dans des secteurs de densification dont 10 dans les OAP 3 et 4.

Les contraintes environnementales sont associées à des usages sensibles (eau potable, baignade, …), des zones protégées (Natura 2000…), des inondations. L'ensemble de ces contraintes sont étudiées et réglementées dans des arrêtés, profils de baignade… qui définissent les risques et les objectifs à respecter.

Il n'existe pas de site Natura 2000 sur, ou à proximité du territoire communal. Les facteurs de vulnérabilité identifiés pour ces sites remarquables ne sont pas directement liés à l'assainissement.

L'ensemble des éléments géographiques et environnementaux sont pris en compte dans la réflexion globale des projets de la commune et de la communauté de communes.

3. Objectifs et contenu du zonage des eaux usées

L'objectif de l'étude de zonage d'eaux usées est de limiter les zones relevant de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif sur un territoire, et de fixer des prescriptions relatives aux techniques d'assainissement à mettre en œuvre : zones à raccorder à l'assainissement collectif, dispositifs de traitement à mettre en œuvre dans les zones d'assainissement non collectif.

La station d'épuration de Guilliers collecte et traite, uniquement les eaux du secteur aggloméré.

Ces objectifs passent par une connaissance de l'état initial de l'environnement, de la démographie, du patrimoine de la commune, une analyse technique du traitement et de la collecte des eaux usées, une étude du zonage existant et des documents de planification et de programmation : PLU, SAGE, SDAGE, ….

Carte du périmètre de zonage d'assainissement collectif ci-dessous

Commune de Guilliers (56)

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Actualisation de l'étude de zonage
Carte de zonage d'assainissement collectif

Echelle plan communal 1:10 719 — 0 190 380 m
Echelle plan agglomération 1:5 277 — 0 90 180 m

177 ANC à Guilliers
- Conforme
- Non conforme
- NC à risques
- Absence d'installation

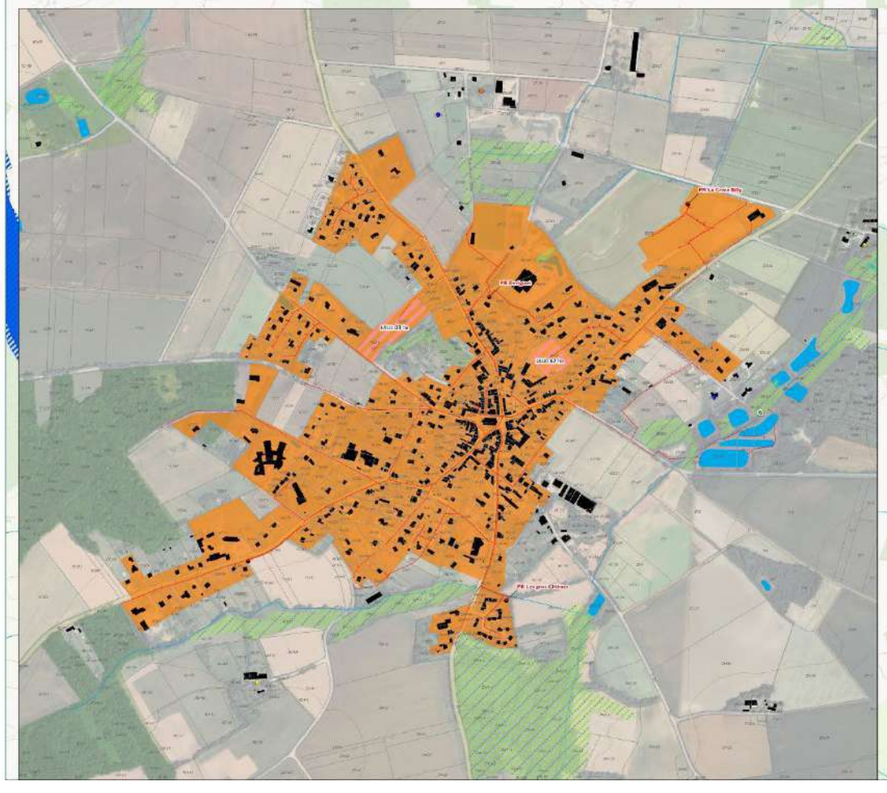
ASS_Conduites
- Gravitaire
- Refoulement
- réseau gravitaire projeté
- Postes de refoulement

- zonage 2024
- ZONE_URBAproject2
- TAU
- IZH et bassins
- Zones humides
- Guilliers

Réalisation :

Date exécution :

Carte éditée le : 01/08/2025



4. Incidences du zonage d'assainissement sur l'environnement

Le zonage d'assainissement des eaux usées retenu, tient compte de l'évolution de l'urbanisation.

Le projet de zonage des eaux usées examine et actualise une situation existante qui ne prenait pas forcément en compte le zonage réglementaire. Ainsi, des zones avaient été raccordées au-delà du zonage. Le projet reconsidère ces zones et intègre les nouvelles zones urbanisables localisées sur le secteur aggloméré et les hameaux situés à proximité et raccordables au réseau collectif. Le projet supprime également des zones agricoles et naturelles (zones boisées ou d'étang notamment) qui n'ont pas vocation à être raccordées à l'assainissement. Le périmètre a été validé en fonction de la capacité de transfert des eaux (réseau, postes) et de la capacité de la station d'épuration à recevoir et traiter les futurs effluents.

Le zonage tient compte de l'ensemble des travaux et investissement à l'échelle de la commune, et notamment ceux dans le cadre du Schéma directeur des eaux usées et les investissements programmés dans l'étude de la station pour le bassin versant de l'Yvel. Ce programme a pour objectifs :

- - Réduire les apports d'eaux parasites d'infiltration : Programme de réhabilitation et de remplacement.
- - Améliorer la gestion et la surveillance du système d'assainissement : suivi milieu et nombre de bilans renforcés.

Les effets sur le milieu aquatique, naturel, sur la santé humaine, le cadre de vie, les déchets, ont été analysés au regard de l'ensemble des mesures en cours sur la commune.

Dans ce contexte de petite commune sur un cours d'eau à faible étiage, la collectivité a fait le choix d'investir rapidement dans la suppression des points sensibles, "à risque" pour le milieu (station d'épuration dimensionnée pour traiter les eaux avec une évolution de population et surtout limiter le rejet en période estivale).

Au terme du PLU qui vient d'être arrêté, l'impact des rejets seront maitrisés (pas de rejet direct chronique connu). Cependant, au-delà de 50 logements raccordés, une étude pour réaliser une extension de la capacité de traitement devra être lancée (l'étude de scénarii, déjà envisagés seront formalisés dans le SDAEU, schéma directeur d'assainissement des eaux usées).

En matière d'assainissement non collectif, aucune habitation proche du réseau sera intégrée au périmètre collectif. La politique de contrôle assurée par Ploërmel communauté doit contribuer à une amélioration rapide du parc assainissement (environ 60 % des assujettis sur la commune).

5. Mesures pour éviter, réduire, ou compenser les effets négatifs du zonage d'assainissement des eaux usées, et suivi de ces mesures

La doctrine "éviter, réduire et compenser (ERC)", résulte d'une obligation réglementaire.

Les mesures envisagées pour éviter, réduire, ou compenser les conséquences dommageables du zonage sur l'environnement et la santé sont des mesures prises par la mairie dans le cadre

de l'amélioration du fonctionnement de leur réseau tant dans l'amélioration de la connaissance que dans les mesures préventives.

Afin d'éviter des nuisances, Ploërmel communauté a retenu certains principes de préservation et mise en conformité :

- Contrôles des branchements EU (AC et ANC),
- Mise en place d'un suivi renforcé sur la station

Les futures opérations d'urbanisation augmenteront les eaux usées à traiter. Des mesures de réduction sont retenues pour chaque projet.

- Les réductions d'eaux usées sont programmées dans le schéma directeur :
    - Supprimer et Limiter les eaux parasites
    - Entretien et maintien du bon état des réseaux (gestion patrimoniale)
    - Poursuite des recherches pour diminuer la surface active (contrôle de branchement, travaux sur le domaine privé)

6. Articulation avec les autres plans et documents de planification

Le zonage d'assainissement proposé pour la commune est compatible avec les documents de planification communaux et supra-communaux.

Document de planification	Compatibilité
SDAGE Loire Bretagne	Compatible
SAGE Vilaine	Compatible
PLU	Compatible
Natura 2000	Non concerné

7. Mesures et indicateurs de suivi

Les points de mesure sur le ruisseau de Rezo, sont suivis par le GBO (Syndicat du Grand Bassin de l'Oust) : Le suivi porte sur les paramètres azotés et phosphorés. C'est ce dernier qui a été interprété.

SOMMAIRE

1 DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 13

1.1 Contexte communal 13

1.1.1 Localisation géographique 13

1.1.2 Démographie 14

1.1.3 Projection aux PLU 16

1.2 Milieu physique 17

1.2.1 La topographie 17

1.2.2 Le climat 18

1.2.2.1 Les températures 18

1.2.2.2 Les précipitations 19

1.3 Réseau hydrographique 20

1.3.1 SDAGE 20

1.3.2 SAGE Vilaine 22

1.3.3 Le réseau hydrographique sur le territoire de Guilliers 23

1.3.4 Hydrologie 25

1.3.1 Qualité. 26

1.4 Les risques d'inondation 27

1.5 Captages en eau potable et usages sensibles 28

1.6 Patrimoine naturel 28

1.6.1 Natura 2000 28

1.6.2 ZNIEFF 30

2 REGLEMENTATION 31

2.1 Zonage "Assainissement collectif" 31

2.2 Assainissement non collectif 32

2.2.1 Réglementation générale 32

2.2.2 Collectivité et compétence 33

3 ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES : ETAT INITIAL 34

3.1 Étude de zonage actuel (2003-2004) 34

3.2 Assainissement collectif 35

3.2.1 Situation administrative du bourg 35

3.2.2 Réseaux et station d'épuration du bourg 36

3.2.2.1 Généralités 36

3.2.2.2 Réseaux à Guilliers 36

3.2.3 Fonctionnement de la station d'épuration 38

3.3 Assainissement non collectif 39
3.4 Perspectives d'évolution en l'absence d'assainissement des eaux usées 44

4 ÉTUDE DES SCENARIOS ET JUSTIFICATION DU ZONAGE 45

4.1 Evaluation des besoins 45
4.1.1 Présentation du PLU en cours 45
4.1.2 Augmentation de la population 46
4.2 Le zonage d'assainissement actuel 46
4.3 Étude d'extensions du réseau collectif 47
4.3.1 Zones urbanisables 47
4.4 Incidences probables du zonage sur l'environnement 50
4.4.1 Effets sur les milieux aquatiques 50
4.4.2 Influence de l'augmentation de la population sur la qualité du cours d'eau 51
4.4.3 Impact sur le cours d'eau 52
4.4.3.1 Hypothèses retenues 52
4.4.3.2 Simulation de l'impact 54
4.4.4 Effets sur les milieux naturels 56
4.4.5 Effets sur les déchets 56
4.4.6 Effets sur la santé humaine et le cadre de vie 56

5 MESURES POUR EVITER, REDUIRE, OU COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES, ET SUIVI DE CES MESURES 58

6 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET DOCUMENTS DE PLANIFICATION 59

6.1 Caractéristiques générales du zonage d'assainissement 59
6.2 Objectifs et contenu du zonage d'assainissement des eaux usées 60
6.3 Articulation avec les autres plans et documents de planification 60
6.3.1 Les plans et documents de gestion des eaux : Le SDAGE LB 2022-2027 60
6.3.2 Le PLU de Guilliers 64

7 MESURES ET INDICATEURS SUIVI 65

8 CONCLUSION 66

9 CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – PROPOSE EN CONFORMITE AVEC LE PLU 67

10 ANNEXES – EXTRAIT DU ZONAGE RETENU AU PLU 68

1 Description de l'état initial de l'Environnement

En introduction à l'évaluation environnementale du zonage de gestion des eaux usées de la commune de Guilliers, ce premier chapitre rappelle la qualité environnementale du territoire concerné.

1.1 Contexte communal

1.1.1 Localisation géographique

La commune de Guilliers se situe dans le département du Morbihan, en région Bretagne, à une dizaine de kilomètres au Nord de Ploërmel.

La commune compte 1 305 habitants (Insee 2019) pour une superficie de 35,14 km².

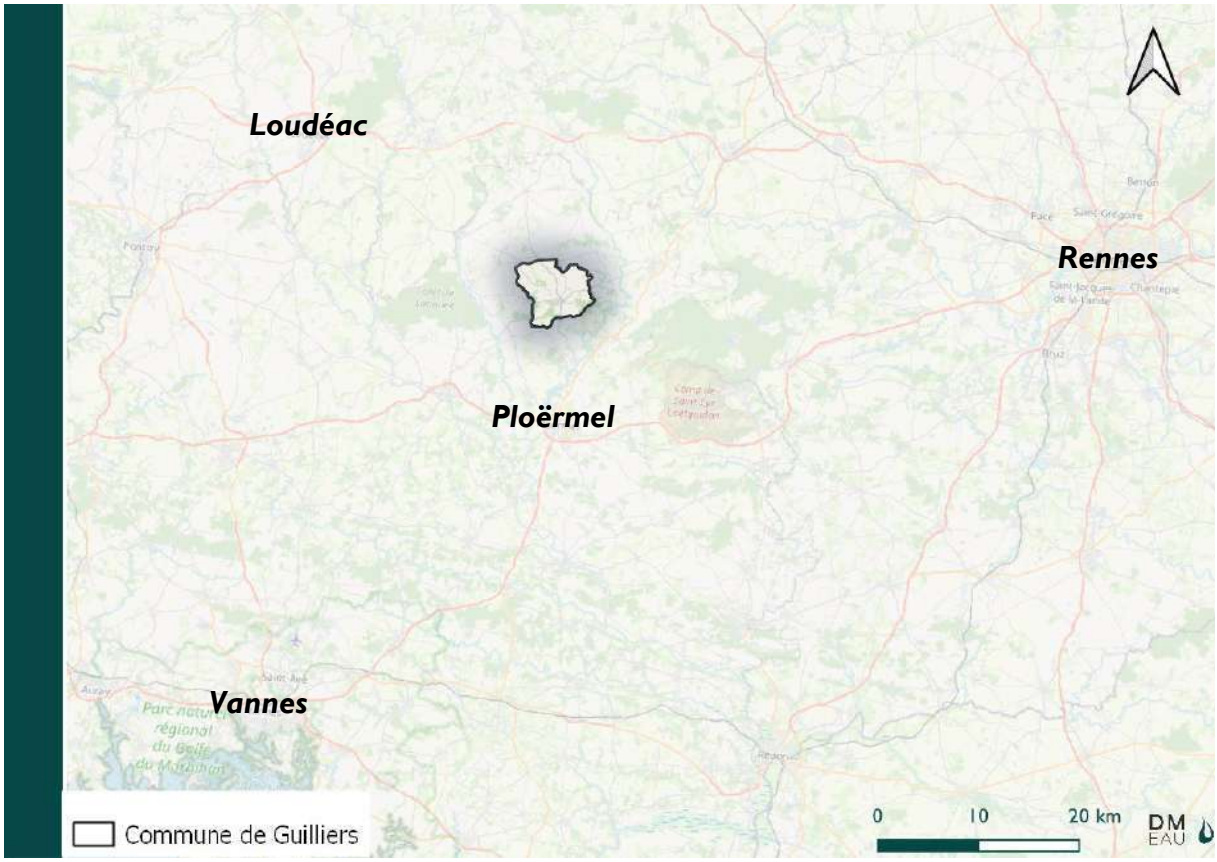


Figure 1 : Localisation de la commune de Guilliers (Source : OpenStreetMap)

Guilliers fait partie de la Communauté de Communes de Ploërmel Communauté, établissement public de coopération intercommunale regroupant 30 communes pour un total d'environ 42 000 habitants.

La Commune appartient au Pays de Ploërmel – Cœur de Bretagne, associant les Communautés de Communes de Ploërmel Communauté et De l'Oust à Brocéliande Communauté. Piloté par un Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR), ce territoire de projet est couvert par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

La commune dispose d'un réseau de collecte de type séparatif pour l'évacuation des eaux usées et eaux pluviales. Les eaux usées sont traitées par la station d'épuration communale dont la gestion est déléguée à la SAUR. Le SPANC (contrôle des installations d'assainissement non-collectif) est une compétence déléguée à Ploërmel Communauté.

1.1.2 Démographie

En 2019, la population légale (INSEE) de Guilliers était de 1 305 habitants sur le territoire communal.

La démographie a connu des dynamiques relativement disparates depuis 1968, alternant entre des phases de décroissance, de stagnation, et de croissance. Il s'avère ainsi que la population communale a fortement diminué de 1968 à 1982, de l'ordre de -2% puis de -1,1% par an sur la seconde période.

S'en est suivit une phase de stagnation démographique jusqu'à la fin des années 1990 avant une période de croissance du début des années 2000 jusqu'en 2013, de l'ordre de 0,8% puis de 1,3 % par an à partir de 2008.

Depuis 2013, à l'instar de nombreux territoires du Centre-Bretagne, Guilliers se démarque par une baisse de la population communale avec une variation annuelle équivalente à -1,1%.

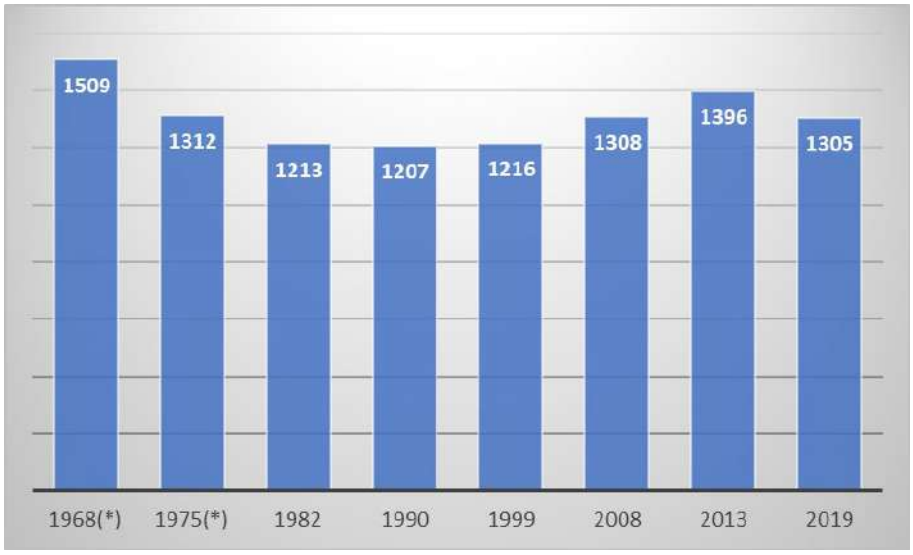


Figure 2 : Evolution de la population sur la commune de Guilliers (données INSEE)

La relativement augmentation de population au cours des 30 dernières années s'est accompagnée de la construction de nouveaux logements, de la réduction des logements secondaires, et d'une augmentation des logements vacants.

La taille moyenne d'un ménage, comme dans beaucoup de centre-bourgs de cette taille, est en diminution constante, passant de 3,01 en 1968 à 2,05 en 2019. A Guilliers, cette diminution s'explique notamment par les phénomènes de décohabitation dus aux départs des jeunes du foyer, et par le vieillissement de la population. Ainsi, le nombre de ménage d'une ou deux personnes augmente pour les tranches d'âges comprises entre 20 et 24 ans (départ du foyer familial) et supérieures à 65 ans (fin de carrière).

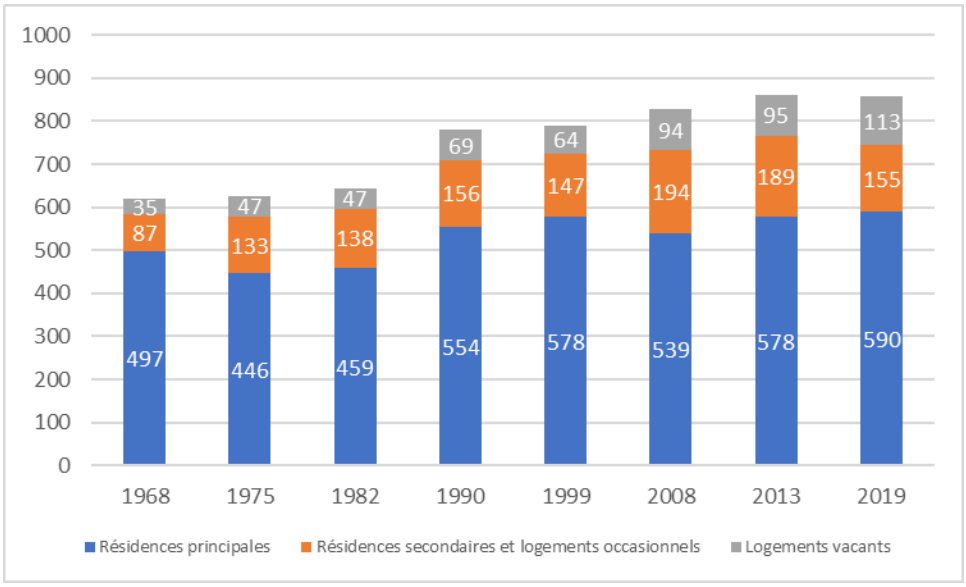


Figure 3 : Evolution du nombre de logements annuel entre 1968 et 2018 sur Guilliers (INSEE)

La commune de Guilliers comptait en 2019, 857 logements contre seulement 619 en 1968. Le nombre de logements a évolué de manière irrégulière au cours des cinquante dernières années, alternée par des périodes de croissance forte (de 1982 à 1990 par exemple), de stagnation, voire de très légère décroissance sur les dernières années.

Le nombre de logements, qui a augmenté de 38% depuis 1968, est composé désormais à 69 % de résidences principales. Par ailleurs, le nombre de logements vacants a connu une croissance régulière, à l'exception des années 1990, mais plus ou moins marquée selon les périodes. Ainsi, 35 logements vacantes étaient dénombrés en 1968, contre 113 en 2019, pour atteindre un taux de 13,1%. Ce pourcentage est bien supérieur à la moyenne régionale de 7,5% et métropolitaine de 8,1%.

Le nombre de logement secondaire est faible, et sa part respective dans le parc total de logements est en baisse depuis une dizaine d'années.

Sur la commune de Guilliers, localisée au Nord du département du Morbihan, l'évolution de la population et du nombre de logements est très irrégulière. Une stagnation du nombre de logements accompagnée d'une baisse de la démographie a été initiée au début des années 2000, et s'accompagne d'une diminution du nombre d'habitants par logement.

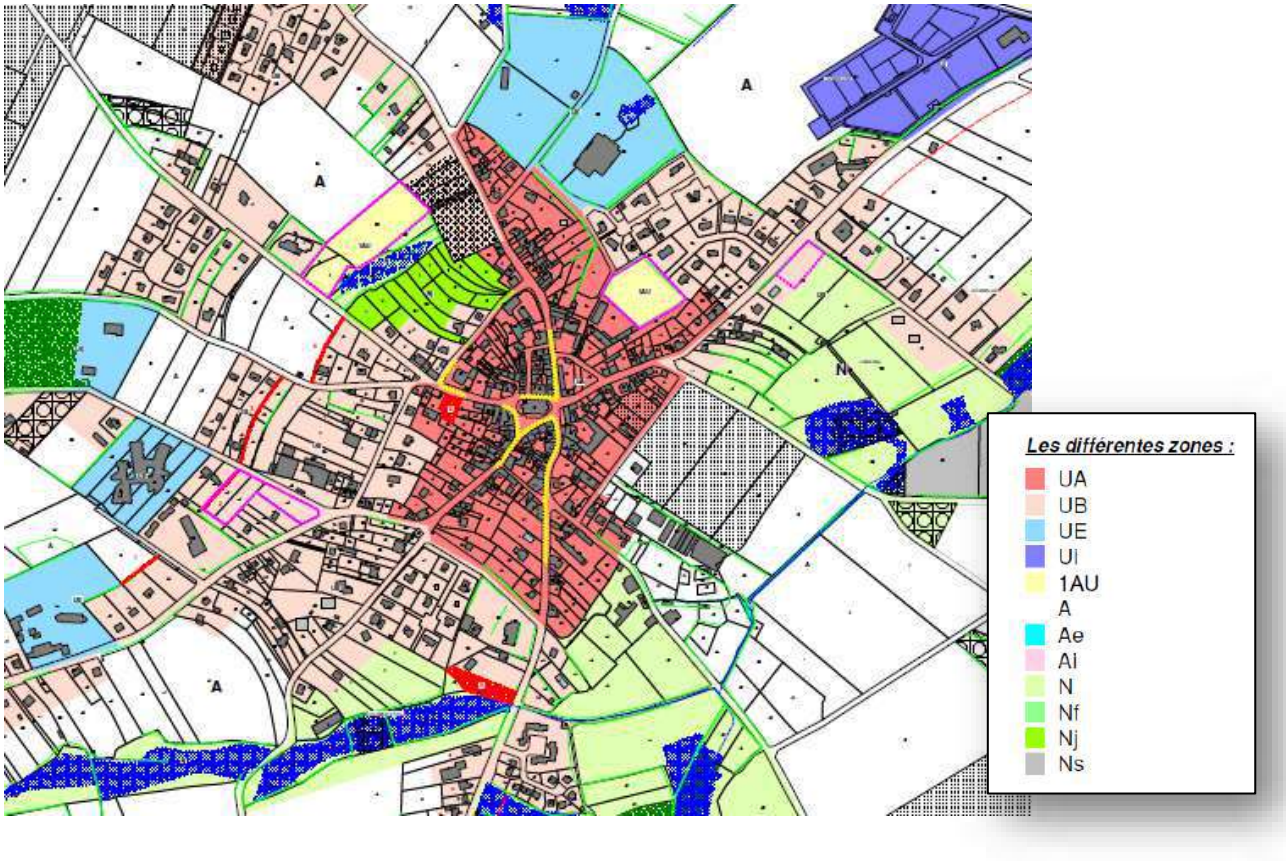
1.1.3 Projection aux PLU

La commune de Guilliers, qui arrêtera l'élaboration de son PLU deuxième semestre 2023, souhaite préserver et valoriser les espaces naturels terrestres, tout en poursuivant le développement urbain, et en favorisant notamment la reconstruction sur elle-même. La consommation foncière est limitée afin de maintenir, et même développer les activités agricoles.

Au regard de la croissance passée, le projet de PLU envisage l'accueil d'environ 150 habitants supplémentaires d'ici 2033. Cette urbanisation est envisagée d'une part dans des **secteurs d'extensions de l'urbanisation** et d'autre part dans des **secteurs en densification / renouvellement**

A horizon 10 ans, il est prévu la construction de 50 logements dont 25 en extension urbaine et 25 en densification.
Les zones AU du PLU sont présentées dans le tableau suivant :

ZONES DU PLU CONCERNEES	LOCALISATION	SURFACES ZONES PLU (ha)	ORIENTATIONS DU PLU
Zone 1AUE	La Hache	1,0	13 Habitats
Zone 1AUE	Ateliers municipaux	0,6	12 Habitats



Un programme d'évolution de l'habitat et des zones d'activités a été élaboré sur le territoire. La construction globale de logements est de 5 logements par an pour les 10 prochaines années (50 prévus).

1.2 Milieu physique

1.2.1 La topographie

Le territoire de Guilliers est caractérisé par un relief relativement marqué, variant de 47 m à 114 m NGF.
La vallée du Léverin, relativement large et peu encaissée, constitue le point bas topographique de la Commune. A l'inverse, les parcelles boisées et les coteaux agricoles des hameaux de la Mormazière et des Brousses représentent les points hauts du ban communal.
La zone urbanisée s'est développée en contre-bas de cette colline, à proximité du ruisseau du Rézo.

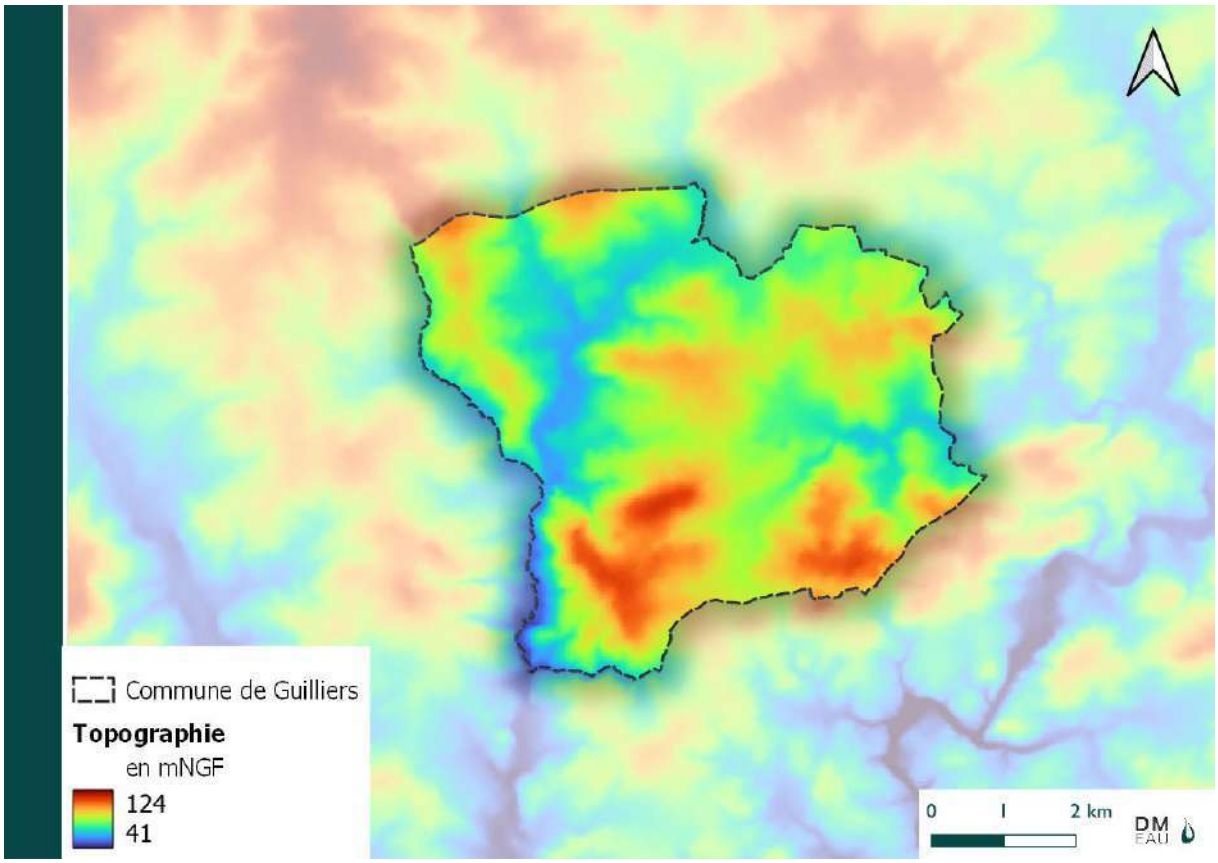


Figure 4 : Topographie du territoire communal – BD ALTI 56

La commune se caractérise par une topographie peu marquée. Deux collines surplombent un centre-bourg qui s'est développé à proximité du réseau hydrographique, et du ruisseau du Rézo. A l'Ouest du ban communal, la vallée du Léverin sillonne Guilliers sur un axe Nord-Sud.

1.2.2 Le climat

La climatologie de la commune de Guilliers est appréciée à partir des données issues de la station météorologique de Vannes-Séné, entre 1991 et 2020. La station est située à environ 5 kilomètres au Sud-Est de Vannes.

La carte présentée ci-dessous montre que la commune de Guilliers se situe dans les mêmes isohyètes que Vitré et que Saint-Malo (de 700 à 800 mm/an).

Les précipitations moyennes annuelles sont moins importantes que sur Vannes. La variation reste cependant analogue à celle relevée sur la période 1991-2020, présenté ci-après.

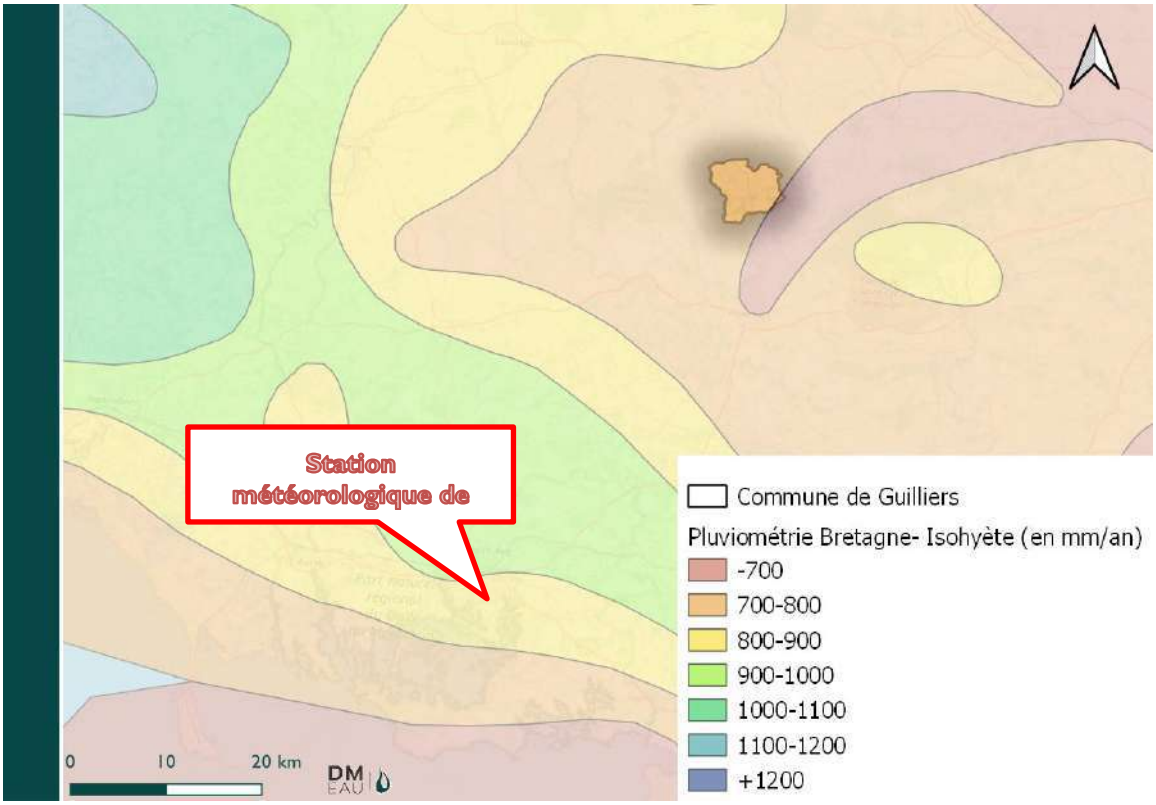


Figure 5: Isohyètes de précipitations - Source : Météo-France

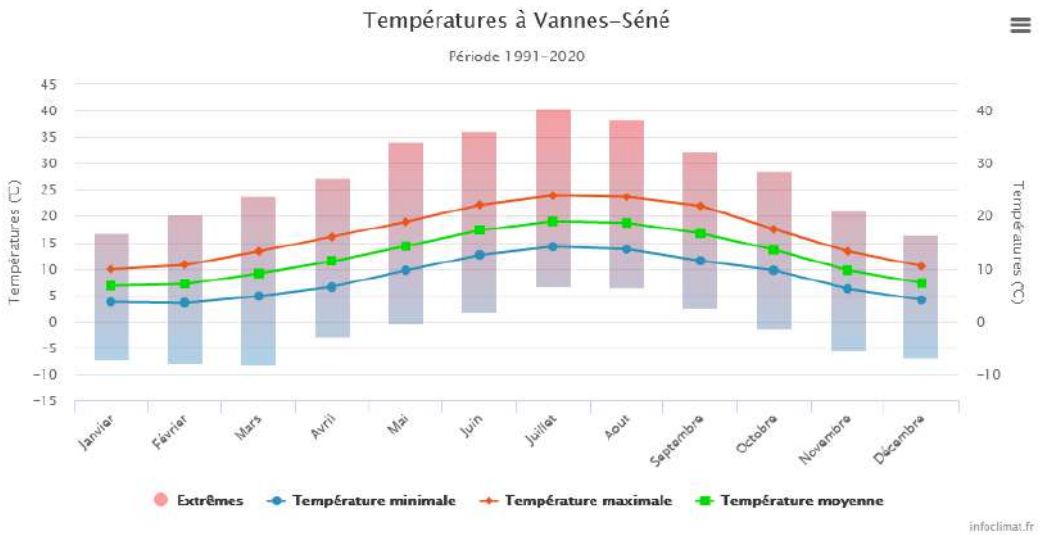
1.2.2.1 Les températures

D'après les relevés de température de Météo France, la température moyenne annuelle est de 12,6 °C.

En effet, les températures sont caractérisées par des froids hivernaux peu marqués (aucune température moyenne mensuelle minimale négative) et des étés tempérés. L'écart entre les minimales et la maximales est quasiment identique toute l'année.

L'influence maritime réduit les amplitudes thermiques journalières et annuelles (le maximum de la température moyenne s'élève à 19 °C ; son minimum à 6,8 °C). Les températures minimales moyennes sont atteintes en février (3,5 °C) et les maximales moyennes en juillet (23,9 °C).

Figure 6 :



Températures à Vannes-Séné – période 1991- 2020 (infoclimat.fr)

1.2.2.2 Les précipitations

Le territoire présente une hauteur moyenne des précipitations de 899 millimètres par an, ce qui est élevé par rapport à la moyenne nationale (867 mm)

Le climat est de type océanique tempéré, avec une répartition de la pluviométrie relativement homogène sur l'année. Les mois de mai à septembre sont cependant sensiblement plus secs (inférieurs à 58 mm en moyenne de pluies).

Les pluies décroissent de décembre à juin pour atteindre un minimum de 48,2 mm. Les derniers mois de l'année sont les plus arrosés (supérieurs à 101 mm). Les pluies sont ainsi relativement abondantes, les orages sont rares et les épisodes neigeux exceptionnels.

Lors de la dernière décennie, une succession de périodes (de 2 à 3 années) sèches et humides a été mesurée. En particulier, notons le dernier passage de la période très humide (2013 – 2014 et 2019 - 2020) à la dernière période sèche (2016 - 2017).

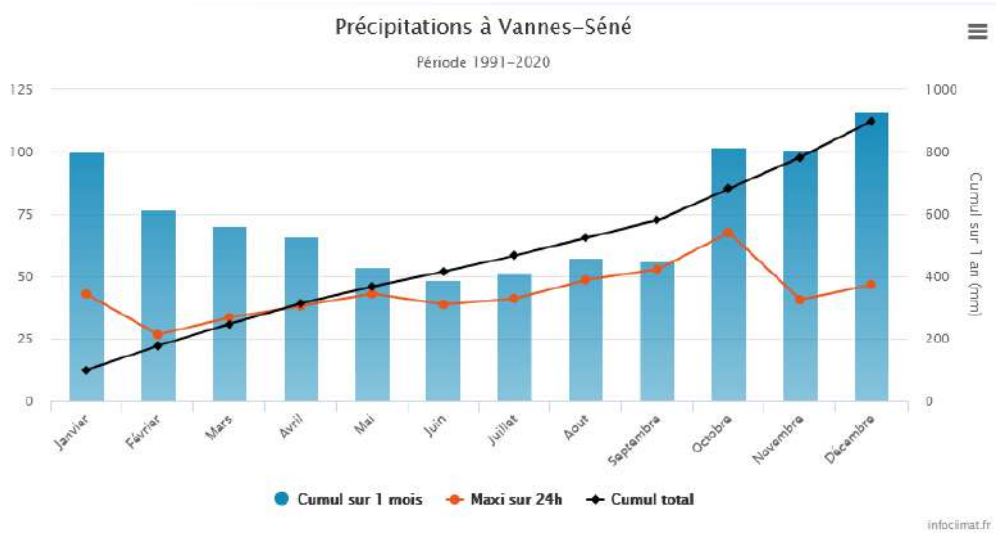


Figure 7 : Evolution de la pluviométrie moyenne mensuelle de 1991 à 2020 (infoclimat.fr)

Les variations d'un mois à l'autre sont fortes. Mais même au cours d'années plus sèches, des pics mensuels supérieurs à 100 mm peuvent être mesurés (ex : octobre – novembre 2003). Il est donc délicat de définir une loi sur la répartition des pluies dans le temps, et surtout de prédire l'apparition des pics hydrologiques.

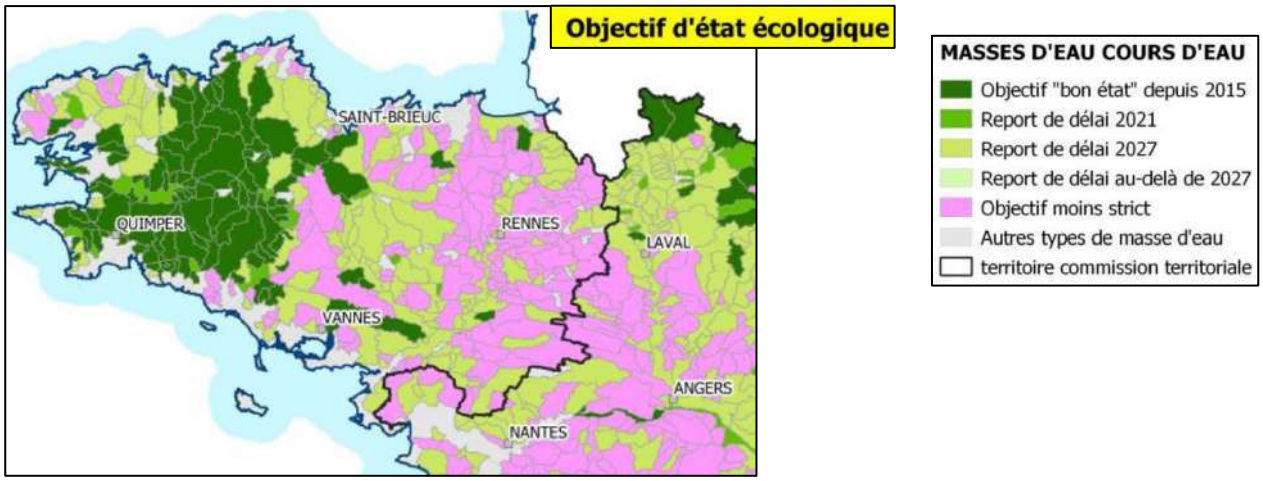
1.3 Réseau hydrographique

1.3.1 SDAGE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne a été adopté par le comité de bassin le 3 mars 2022 pour la période 2022-2027, puis arrêté par le préfet coordonnateur du bassin le 18 mars 2022 et publié au Journal officiel de la République française le 3 avril 2022.

Ce SDAGE 2022-2027 s'inscrit dans la continuité du précédent pour permettre aux acteurs du bassin Loire-Bretagne de poursuivre les efforts et les actions entreprises pour atteindre les objectifs environnementaux. Ce document, rappelle les enjeux de l'eau sur le bassin Loire-Bretagne, définit les objectifs de qualité pour chaque masse d'eau (très bon état, bon état, bon potentiel, objectif moins strict) et les dates associées (2021, 2027, 2033, 2037), et indique les mesures nécessaires pour l'atteinte des objectifs fixés et les coûts associés.

Les SDAGEs précédents avaient définit des objectifs de qualité par masse d'eau et des délais pour atteindre ces objectifs. Dans le programme 2022-2027 l'échéance de retour au bon état écologique est 2027. Cependant, il existe quelques cas particuliers pour lesquels un objectif moins strict est retenu (OMS).



Les bassins versants principaux de la commune appartiennent aux masses d'eau de :

- « *L'Yvel depuis la confluence avec le Doueff jusqu'à l'Etang au Duc* » - (FRGR0133a).
- « *L'Yvel et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Doueff* » - (FRGR0601)
- « *Le Ninian et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Léverin* » - (FRGR0605)

Dans le SDAGE, **des orientations fondamentales** et dispositions sont fixées. Pour ce projet, elles correspondent à :

« Chapitre 3 : réduire la pollution organique et bactériologique"

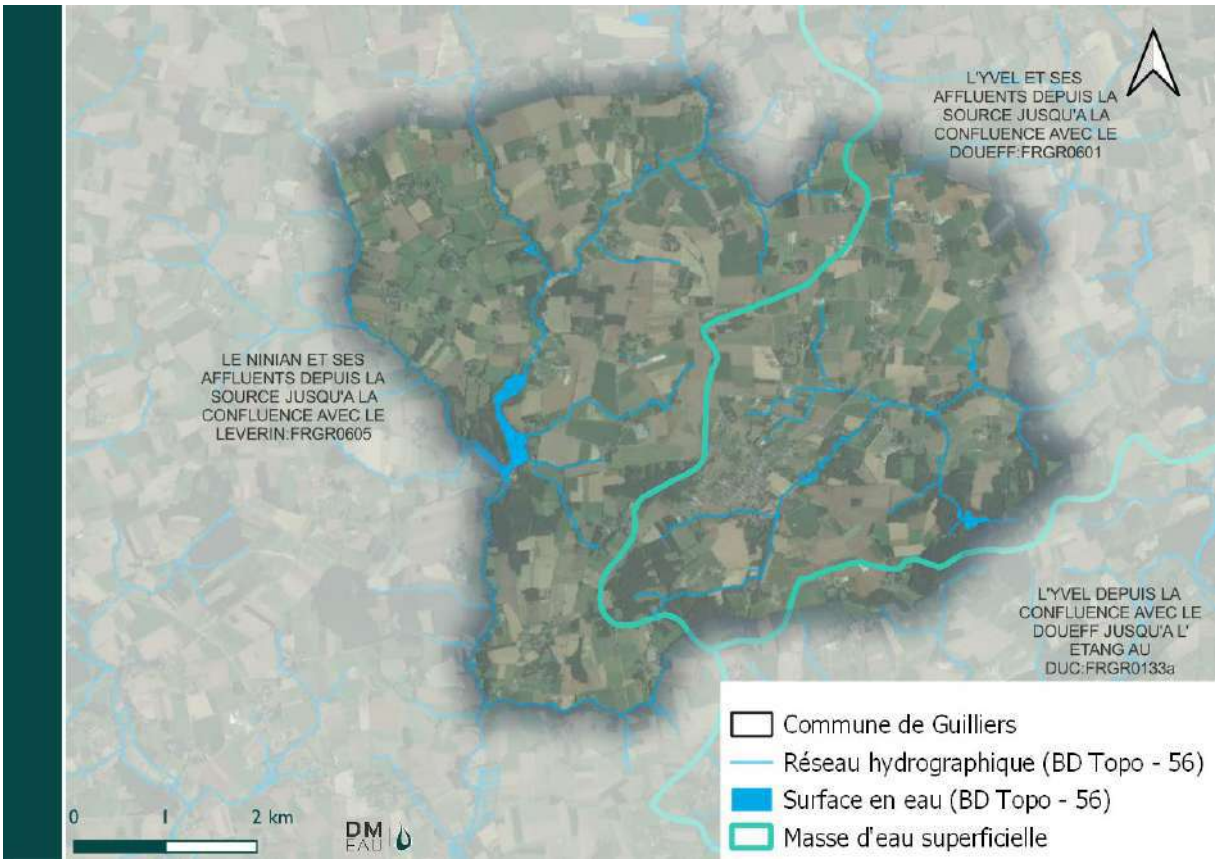


Figure 8: Répartition spatiale des masses d'eau (Source : agence de l'eau Loire Bretagne)

La directive cadre sur l'eau fixe des objectifs environnementaux, dont l'atteinte du bon état des eaux dès 2015.

Les SDAGEs précédents avaient définit des objectifs de qualité par masse d'eau et des délais pour atteindre ces objectifs. Dans le programme 2022-2027, l'échéance de retour au bon état écologique est 2027.

Toutefois, des exemptions dûment justifiées sont possibles, notamment par un report de l'échéance limitée à deux cycles de gestion. C'est ce motif qui a été utilisé lors des deux premiers cycles, entre 2010 et 2021. Au-delà de 2027, sauf pour quelques cas particuliers, ce n'est plus possible. C'est pourquoi le SDAGE 2022-2027 a recours à un autre type d'exemption : l'objectif moins strict (OMS).

Il ne s'agit pas d'une remise en cause définitive de l'objectif de bon état, mais plutôt de son rééchelonnement dans le temps. L'atteinte de l'objectif de bon état en 2027 est considérée comme ne pouvant pas être envisagée, et l'ambition est adaptée pour seulement certains éléments de qualité. Le bon état doit être atteint pour les autres.

Aucune dégradation supplémentaire n'est tolérée, et toutes les actions possibles doivent être engagées. Tous les 6 ans, la situation est réexaminée, afin de voir si les conditions permettant de lever la dérogation sont réunies.

L'objectif moins strict correspond ainsi à l'adaptation ciblée de l'objectif de bon état, associée à la mise en œuvre d'actions, pour l'atteinte échelonnée dans le temps du bon état des eaux.

Masse d'eau	Etat (2017)	Station de référence	Objectif d'atteinte du bon état	Risques de non atteinte
« *L'Yvel depuis la confluence avec le Doueff jusqu'à l'Etang au Duc* » (FRGR0133a).	*Ecologique* **Moyen**	L'Yvel à LOYAT (04196950)	OMS (2027)	Morphologie, Hydrologie
« *L'Yvel et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Doueff* » (FRGR0601)	*Ecologique* **Bon**	L'Yvel à ST-BRIEUC-DE-MAURON (04196655)	Bon état (2027)	Macropolluants, Pesticides, Morphologie, Hydrologie
« *Le Ninian et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Léverin* » (FRGR0605)	*Ecologique* **Bon**	Le Ninian à MOHON (04197510)	Bon état (2027)	Pesticides, Morphologie

Tableau 1 : Evaluation de l'état écologique de la masse d'eau et définition des objectifs (Source : agence de l'eau Loire Bretagne)

1.3.2 SAGE Vilaine

L'ensemble des cours d'eau de la commune de Guilliers appartient au bassin versant de la Vilaine, et font ainsi partie du territoire du SAGE Vilaine dont la première révision a été validée par arrêté préfectoral le 2 juillet 2015. Ses préconisations doivent être prises en compte.

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) composé de trois volumes et un règlement ont alors été adoptés.

Dans cette première révision du SAGE Vilaine, il est rappelé dans l'état des lieux que, en accord avec le SDAGE, il doit y avoir une cohérence entre les politiques d'aménagement et de gestion des eaux. L'eau doit être prise en compte comme élément à part entière pour l'aménagement du territoire.

Les dispositions déclinées dans le volume 2 du PAGD doivent respecter des objectifs transversaux du SAGE :

1. L'amélioration de la qualité des milieux aquatiques
2. Le lien entre la politique de l'eau et l'aménagement du territoire
3. La participation des parties prenantes
4. L'organisation et la clarification de la maitrise d'ouvrage publique.
5. Appliquer la réglementation en vigueur.

Afin d'atteindre ces différents objectifs, des dispositions et orientations de gestion sont regroupées au sein de 14 chapitres. Certaines de ces thématiques doivent être prises en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

Disposition 125 - Conditionner les prévisions d'urbanisation et de développement à la capacité d'acceptabilité du milieu et des infrastructures d'assainissement : Lors de l'élaboration du PLU, les collectivités compétentes s'assurent de la cohérence entre les prévisions d'urbanisme et la délimitation des zonages d'assainissement.

Le PLU et les zonages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales seront conçus afin d'assurer leur compatibilité avec le SDAGE et le SAGE Vilaine.

1.3.3 Le réseau hydrographique sur le territoire de Guilliers

L'ensemble du territoire communal se situe sur le périmètre de deux bassins versants : le Ninian et l'Yvel, sur le grand bassin versant de l'Oust.

La ligne de crête entre ces bassins versant traverse la commune du Nord au Sud, partageant le territoire entre, à l'Est le Bassin de l'Yvel-Hyvet pour environ 1/3 de la surface communale, et à l'Ouest le bassin du Ninian-Léverin pour la surface restante

Le Ninian prend sa source à Laurenan, dans les landes du Menez en Côtes-d'Armor. Il prend une direction sud-est à partir de La Trinité-Porhoët, marque sur une dizaine de kilomètres la limite entre les Côtes-d'Armor et le Morbihan, traverse la ville de La Trinité-Porhoët, avant de confluer avec l'Oust au Sud de Guillac, à proximité de Montertelot.

L'Yvel s'écoule vers le sud-est en traversant notamment Merdrignac puis vers le sud-ouest en traversant Néant-sur-Yvel et Loyat. Il forme ensuite le lac au Duc avant de rejoindre le Ninian à l'ouest de Ploërmel, entre les trois communes de Ploërmel, Taupont et Guillac, à l'altitude de 23 mètres et après un parcours de 58,3 km.

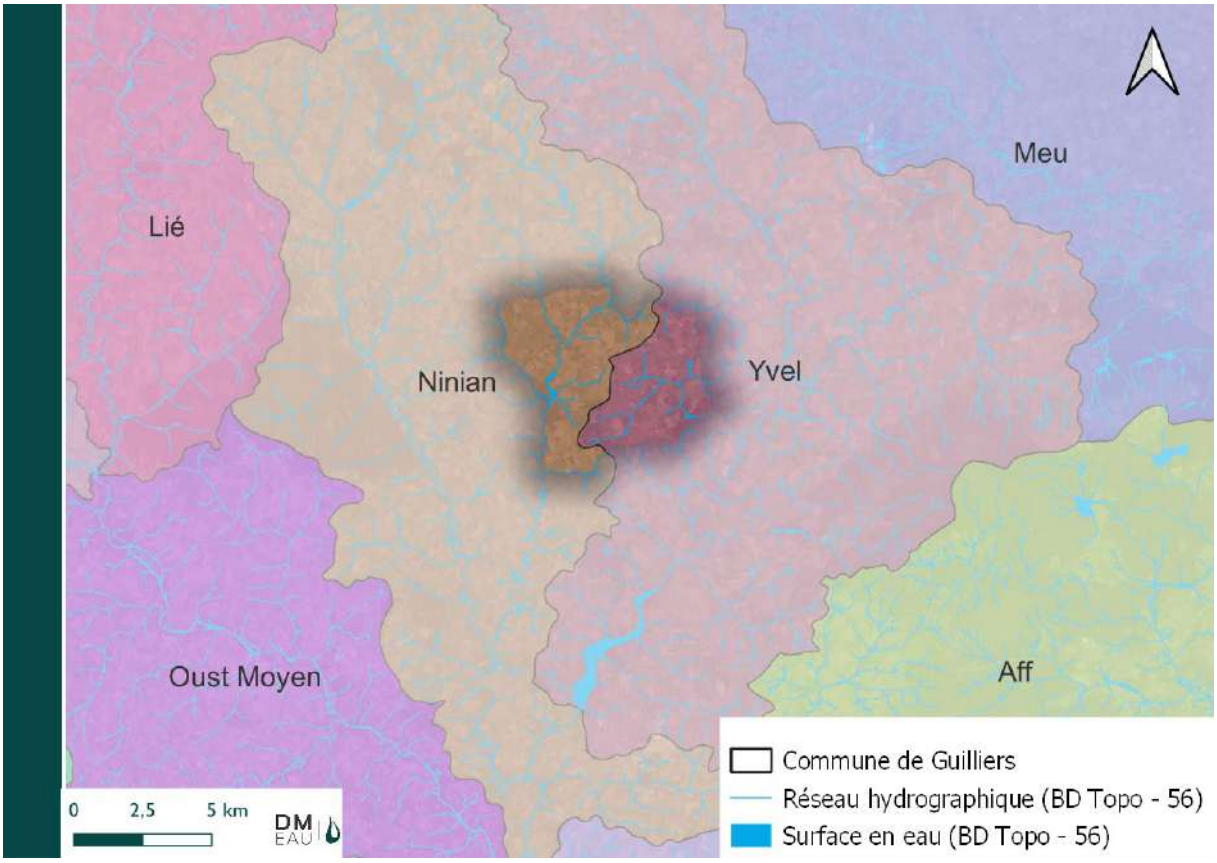


Figure 9 : Répartition des bassins versants hydrographiques sur la Commune de Guilliers – EPTB Vilaine

Le Ninian et l'Yvel sont, de ce fait, les milieux récepteurs des eaux pluviales de la commune.

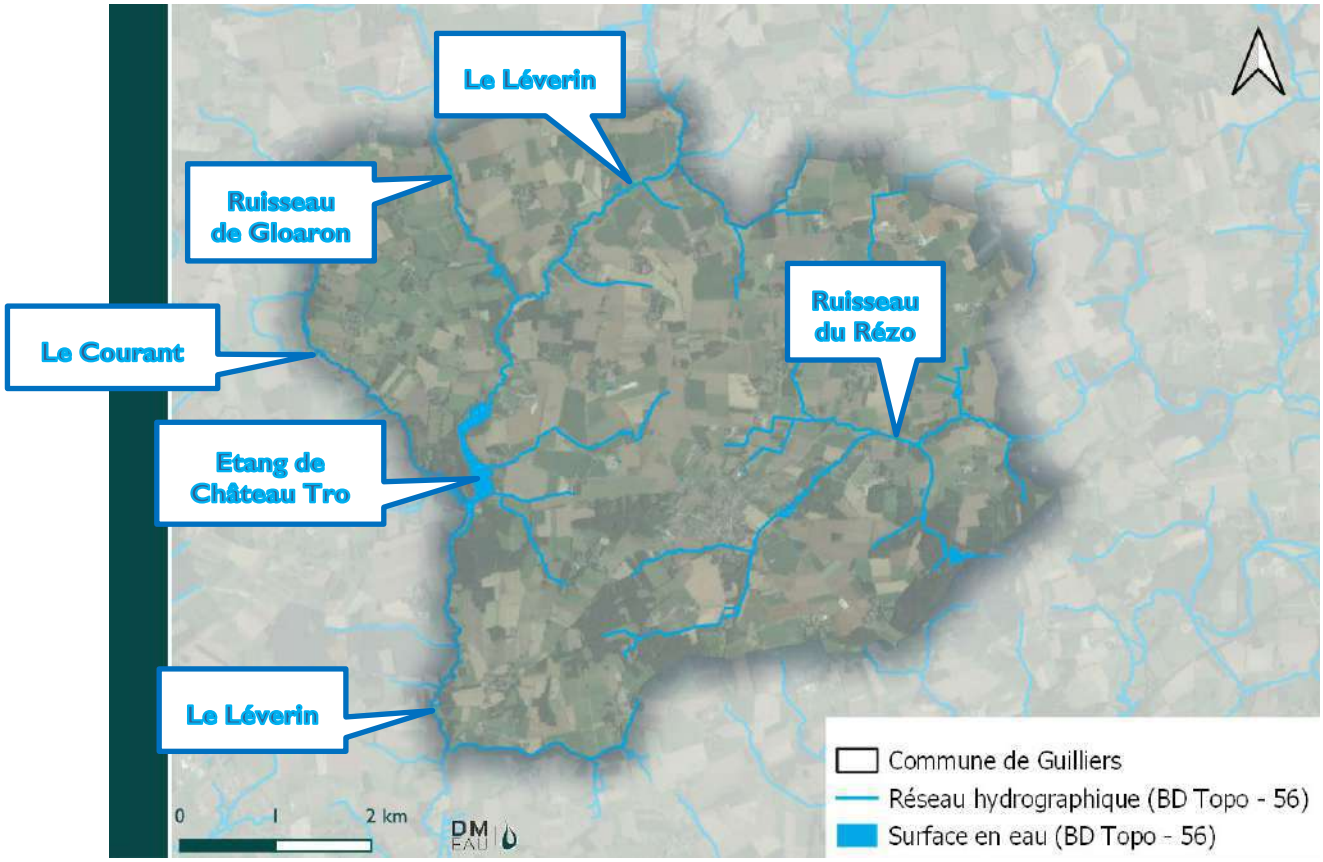


Figure 10 : Réseau hydrographique sur la Commune de Guilliers

La ligne de partage des eaux entre le Ninian et l'Yvel sépare Guilliers en deux sur un axe Nord-sud.

D'une part, le ruisseau du Rézo est le principal affluent de la commune vers l'Yvel, tandis que le Léverin est le principal affluent du Ninian. Le Léverin collecte notamment les eaux du ruisseau du Gloaron et du Courant sur le territoire de Guilliers. Il y forme également l'Etang naturel de Château Tro, d'une superficie de 27 ha.



L'étang est notamment un lieu prisé pour la pêche au brochet et à la carpe.

Figure 11 : Vue de l'Etang de Château Tro – Crédits photographiques : Les Marcheurs de Ménéac

1.3.4 Hydrologie

L'Yvel est équipé d'une station de mesure hydrologique qui permet de surveiller et d'étudier les débits de ce cours d'eau sur sa partie aval, à Loyat.

Cette station, mesure, depuis 1967, un bassin versant de 300,25 km². La climatologie et géologie de son affluent étant similaire, cette station est prise en référence pour estimer les débits du ruisseau de Rézo. Aussi, la caractérisation des variations hydrologiques sera illustrée à partir des données de cette station hydrométrique.

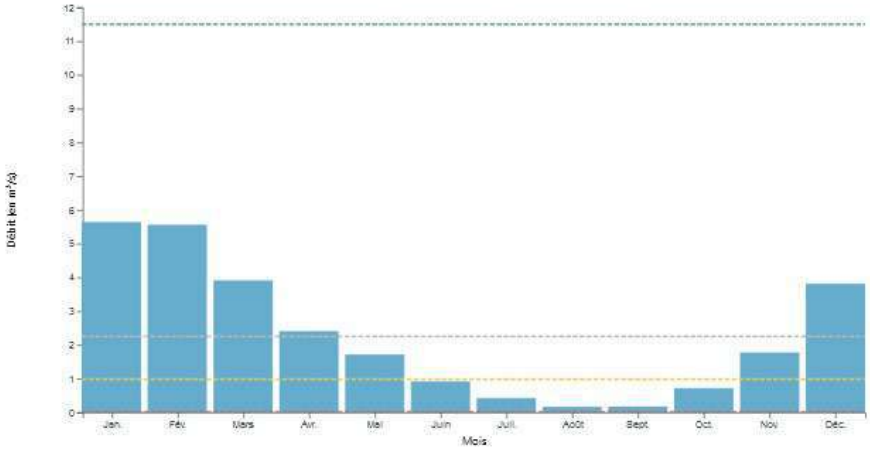


Figure 12 : Évolution des débits spécifiques mensuels de l'Yvel à Loyat (Banque hydro RBDE)

Comme tout bassin schisteux, les variations de débits sont très importantes. Les débits moyens hivernaux les plus élevés sont mesurés aux mois de janvier et février. Ils atteignent près de 18 ,8 l/s/km².

Les débits moyens les plus faibles sont statistiquement observés aux mois d'août et septembre.

Le débit QMNA 5 ans est de 13 l/s à Loyat (300,5 km²), c'est à dire qu'il correspond à un débit spécifique faible de 0,04 l/s/km².

L'Yvel Loyat (300 km²)	m^3/s	**Débits spécifiques** *l/s/km²*
QMNA5	0,043	0,013
Débit moyen annuel	2,25	7,5
Débit de crue décennale instantané	47,4	157,82
Débit moyen mensuel (Janvier)	5,64	18,8

Tableau 2 : Récapitulatif du comportement hydraulique de l'Yvel (donnée banque hydro)

Cependant, nous rappelons ici que les débits moyens mensuels sont très différents d'une année à l'autre. Il n'y a en fait pas d'années comparables sur le plan hydrologique.

En période de basses eaux, les variations entre années sèches et humides sont, bien entendu, les plus faibles. En période de hautes eaux (décembre à mars), nous observons régulièrement des décrues hivernales importantes (débit maximum en histogramme vert particulièrement contrasté).

Il est rare de retrouver deux années successives comparables sur le plan hydrologique. Notons par exemple les hivers des années 2000-2001, 2006-2007,2013-2014 ou encore 2019-2021 très humides, qui alternent avec des hivers plus secs (2004-2006, 2009-2012, 2016-2017, 2021-2022).

1.3.1 Qualité.

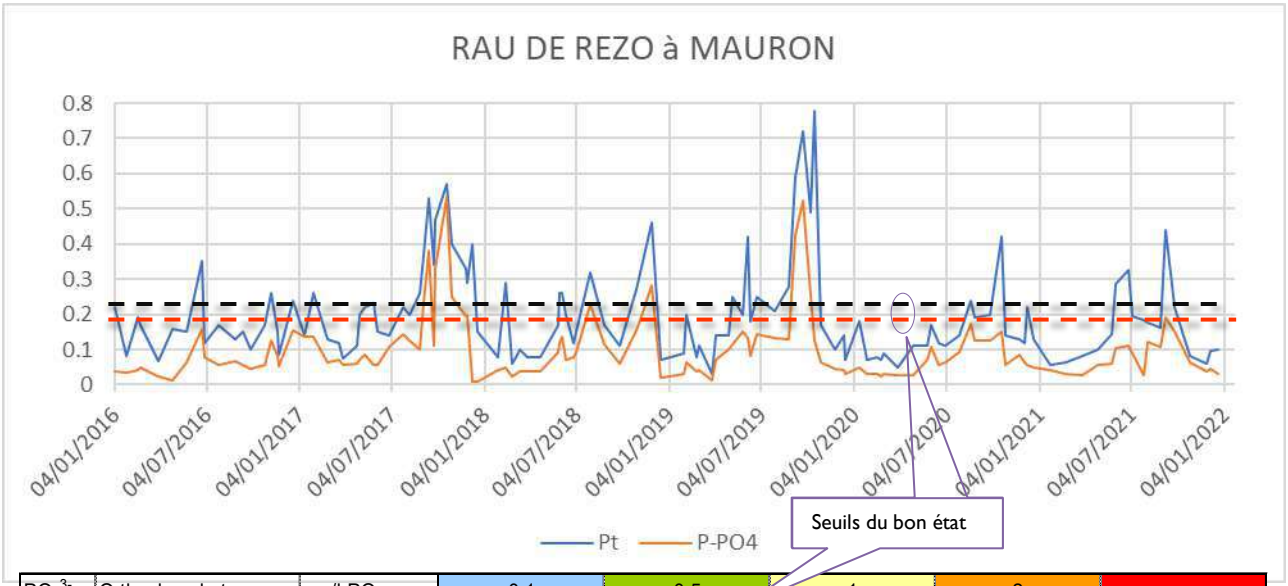
Le suivi de la qualité du ruisseau de Rézo est assuré par le GBO (Syndicat du grand bassin de l'Oust) pour les paramètre azotés et phosphorés.

Nous présentons, ci-dessous les résultats des campagnes sur les paramètres phosphorés, indicateur de la qualité de l'eau.

Le phosphore est un paramètre fortement dépendant des déplacements de particules (MES) dans la colonne d'eau, sur lesquelles il est adsorbé. Il a été mesuré sous les deux formes : Orthophosphates (assimilés souvent au phosphore dissous) et phosphore total (particulaire). Le phosphore total est alors un paramètre qui est à la fois lié à la qualité de l'assainissement des eaux usées, à l'érosion des sols agricoles et aux déplacements du sédiment dans le cours d'eau.

Sur la période étudiée, la valeur médiane des concentrations en phosphore total était de 0,17 mg P/l et la valeur 90 percentile était de0,38 mg P/l (classe qualité moyenne). Un diminution des concentrations en phosphore total est constatée depuis 2020. La mise en place de campagne de mesure par le syndicat multiplie les résultats, mais les variations du phosphore total semblent davantage toujours dépendant des déplacements des MES.

La comparaison avec l'évolution des concentrations en Orthophosphates ($P\text{-}PO_4^{3-}$) exprimées en mg P/l permet de montrer que la fraction soluble du phosphore n'est pas toujours la forme dominante de cet élément. Seuls quelques pics, observés avant 2017, 2018 et 2019 coïncident avec les pics de phosphore total, pouvant traduire des rejets urbains (assainissement collectif et non collectif).



PO_4^{3-}	Orthophosphate	mg/l PO_4	0,1	0,5	1	2	
		mg/l $P\text{-}PO_4$	0,03	0,16	0,33	0,65	
Ptot	Phosphore total	mgP /l	0,05	0,2	0,5	1	

Figure 13 : Concentrations en matières phosphorées (mg de P/l) mesurées dans le ruisseau de Rezo par la GBO.

1.4 Les risques d'inondation

Le PPRi (Plan de Prévention des Risques d'inondations) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques.

Aucun PPRi n'a été approuvé sur le territoire communal.

L'atlas des zones inondables (AZI) vise à faciliter la connaissance des risques d'inondations par les collectivités territoriales, les services de l'État et le public.

Les AZI sont élaborés par les services de l'Etat et portés à la connaissance des collectivités et établissements en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme. Il ne s'agit pas d'un document réglementaire mais d'un outil d'information, qui aide à la décision et à l'intégration des risques dans l'aménagement du territoire (à l'échelle des documents d'urbanisme comme à celle de l'aménagement opérationnel).

Le territoire est couvert par un Atlas des Zones Inondations (AZI). Il recense des zones soumises à un aléa inondations situées aux abords du Léverin.

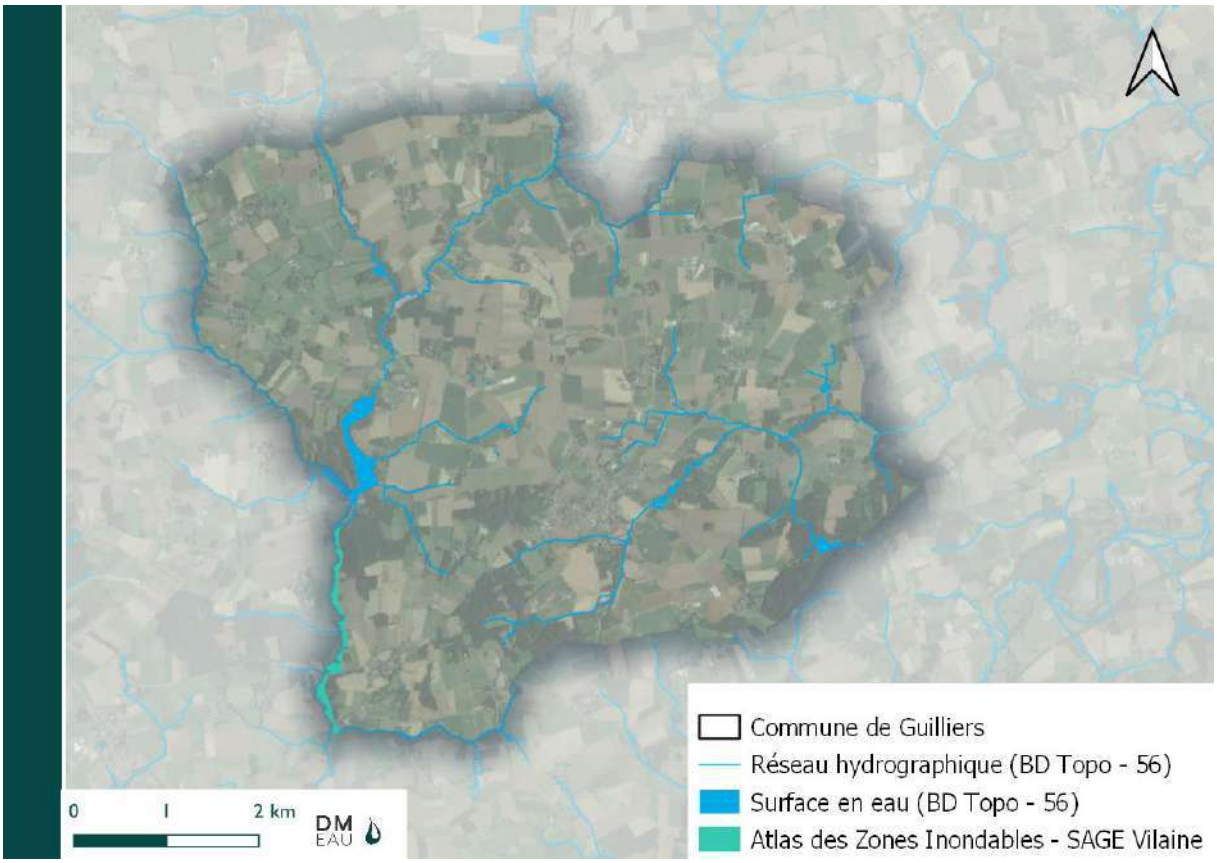


Figure 14 : Zones inondables recensées par l'AZI sur la Commune de Guilliers

Le projet de révision du PLU de Guilliers devra veiller à la prise de compte de l'aléa inondations, et notamment aux zones recensées au sein de l'AZI.

1.5 Captages en eau potable et usages sensibles

D'après Ploërmel Communauté, plusieurs sites de Prélèvement/Production sont présents sur le territoire communautaire :

- Prélèvement/Production de Kermeur à Monterrein (eau souterraine – 15 943 m3 en 2016) ;
- Prélèvement/Production de Blogo-Pouho à Val d'Oust-Quily (eau souterraine – 9 798 m3 en 2016) ;
- Prélèvement/Production du Pré d'Abas - Casteldeuc à Les Froges / La-Trinité-Porhoët (eau souterraine – 90 366 m3 en 2016) ;
- Prélèvement/production du Lac au Duc à Ploërmel (eau de surface – 1 931 610 m3 en 2016) ;
- Prélèvement La Herbinaye à Guillac (eau de surface – 574 559 m3 en 2016) ;
- Prélèvement/Production de Prassay à Val d'Oust – Le Roc Saint-André (eau souterraine – 114 262 m3 en 2016).

La commune n'est donc pas concernée par un captage, par un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable ou par une Aire d'Alimentation de Captages (AAC).

Il existe aucune zone de baignade sur la commune.

1.6 Patrimoine naturel

Depuis la loi du 10 juillet 1976, la protection des espèces de la faune et de la flore est réglementée, et s'est ensuite étendue à la conservation de la diversité biologique.

Plusieurs outils réglementaires spécifiques de protection de la flore et de la faune ont été mis en place. Les différents statuts de protection des espaces peuvent être dissociés en trois grandes catégories : la protection contractuelle ou conventionnelle ; la protection réglementaire ; la protection par la maîtrise foncière.

Des zones d'inventaires ont également été élaborées et constituent des outils de connaissance de la diversité d'habitats et d'espèces. Ces zones, les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), n'ont pas de valeur juridique directe mais incitent les porteurs de projets à une meilleure prise en compte du patrimoine naturel.

La DREAL Bretagne recense les espaces naturels et sites paysagers remarquables, selon les données disponibles (ZNIEFF, site inscrit, etc…), les données sur le site Natura 2000 et les espèces patrimoniales associées, aucun espace naturel et site paysager remarquable n'est recensé sur la commune de Guilliers.

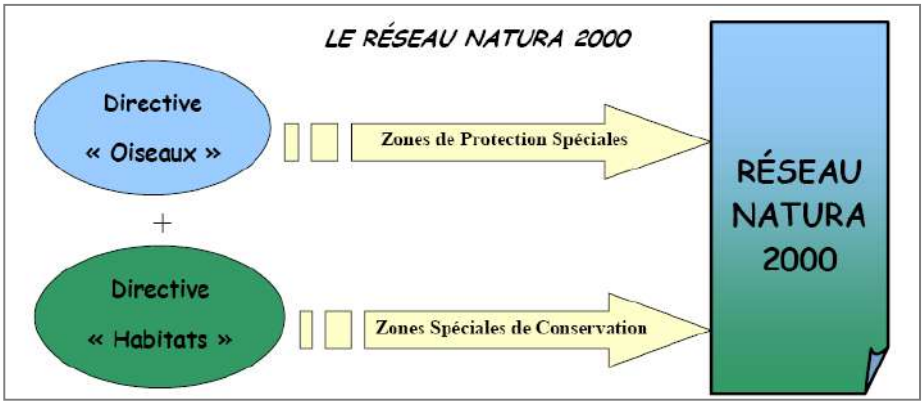
1.6.1 Natura 2000

Le réseau Natura 2000 s'inscrit au cœur de la politique de conservation de la nature de l'Union européenne et est un élément clé de l'objectif visant à enrayer l'érosion de la biodiversité. La réglementation européenne repose essentiellement sur le Réseau Natura 2000 qui regroupe la Directive Oiseaux (du 2 avril 1979) et la Directive Habitats-Faune-Flore (du 21 mai 1992), transposées en droit français. Leur but est de préserver, maintenir ou rétablir, dans un état

de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire.

La Directive « Oiseaux » (CE 79/409) désigne un certain nombre d'espèces d'oiseaux dont la conservation est jugée prioritaire au plan européen. Au niveau français, l'inventaire des Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sert de base à la délimitation de sites appelés Zones de Protection Spéciale (ZPS) à l'intérieur desquels sont contenues les unités fonctionnelles écologiques nécessaires au développement harmonieux de leurs populations : les « habitats d'espèces ». Ces habitats permettent d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages menacés de disparition, vulnérables à certaines modifications de leurs habitats ou considérés comme rares.

La Directive « Habitats » (CE 92/43) concerne le reste de la faune et de la flore. Elle repose sur une prise en compte non seulement d'espèces mais également de milieux naturels (les « habitats naturels », les éléments de paysage qui, du fait de leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.), dont une liste figure en annexe I de la Directive. À la suite de la proposition de Site d'Importance Communautaire (pSIC) transmise par la France à l'U.E., elle conduit à l'établissement des Sites d'Importance Communautaire (SIC) qui permettent la désignation de Zones Spéciales de Conservation (ZSC). C'est seulement par arrêté ministériel que ce SIC devient ZSC, lorsque le Document d'Objectifs (DOCOB), équivalent du plan de gestion pour un site Natura 2000) est terminé et approuvé.



Les sites Natura 2000 font l'objet de mesures de protection et les programmes pouvant les affecter doivent faire l'objet d'une évaluation appropriée de leurs incidences. Le DocOb est un dispositif contractuel qui contient une analyse, des objectifs et des propositions de mesures pour conserver un site, il contient également une charte, et les procédures de suivi.

Aucun site NATURA2000 n'est présent sur la commune de Guilliers.

Le site NATURA2000 le plus proche est situé à environ 3 km de la Commune. **Il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation de la Forêt de Paimpont (FR300005).**

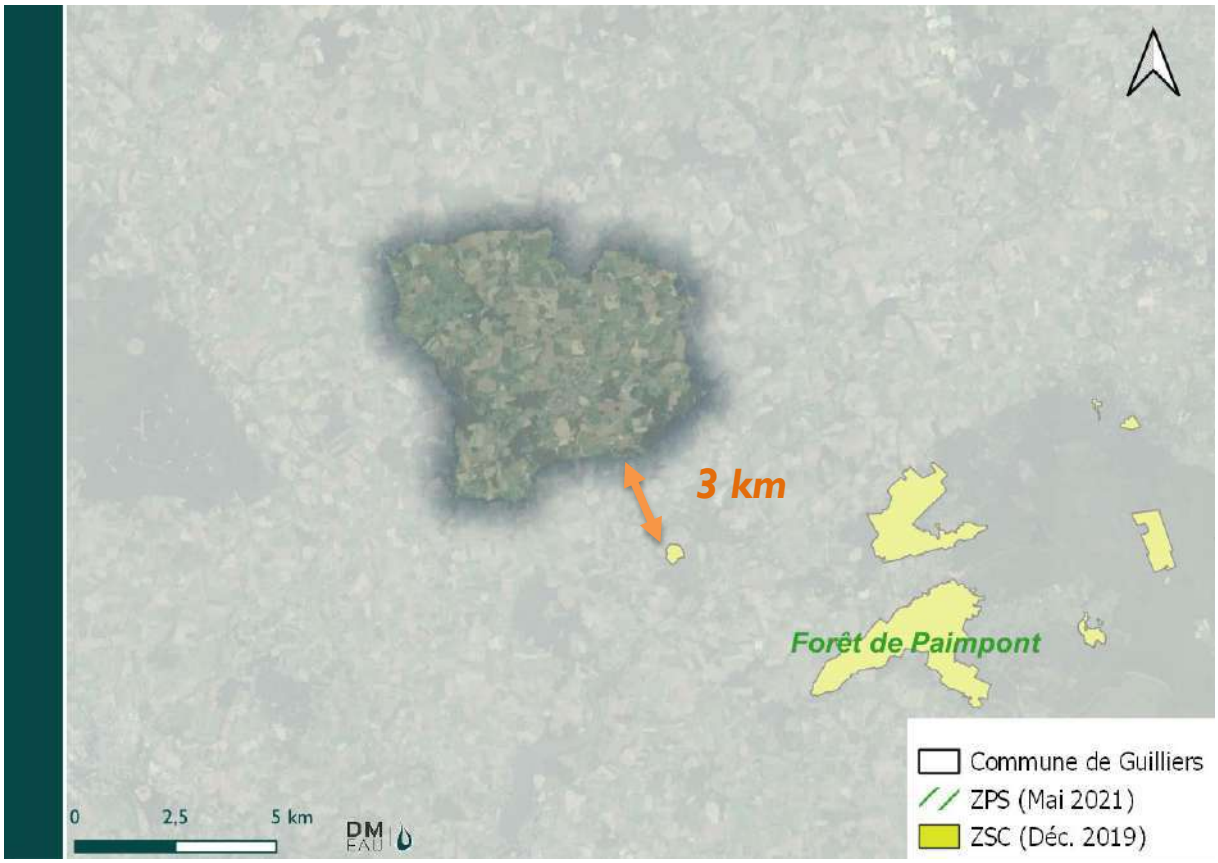


Figure 15: Localisation des sites NATURA2000 sur le territoire communal et les communes limitrophes

En référence au code de l'environnement article R414-19 issu du décret du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 et l'arrêté préfectoral du 18 mai 2011, fixant la liste locale des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000, **le projet situé hors zone classée n'aura aucun impact sur une zone Natura 2000.**

1.6.2 ZNIEFF

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance indiquant la présence sur certains espaces d'un intérêt écologique. Les ZNIEFF peuvent constituer une preuve de la richesse écologique des espaces naturels et de l'opportunité de les protéger. L'inventaire n'a pas, en lui-même, de valeur juridique directe et ne constitue pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels.

Ce sont des inventaires destinés à recenser les zones présentant un intérêt écologique, désignées par la présence d'au moins une espèce déterminante. Les ZNIEFF de type I recensent les espaces de taille modeste, le type II, les sites plus vastes.

Il n'existe pas de ZNIEFF sur le territoire.

Il n'existe pas de contraintes dû à la présence de site recensés au patrimoine naturel sur la commune.

2 Réglementation

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire communal les zones relevant de l'assainissement collectif et les zones relevant de l'assainissement non collectif (Article L2224-10 du Code Général des collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

Il ne peut toutefois déroger aux dispositions du Code de la Santé publique, Code de l'Urbanisme et Code de la construction et de l'habitat.

Notamment : Une zone classée en assainissement collectif ne rend pas cette zone urbanisable.

Le zonage d'assainissement est validé par enquête publique.

2.1 Zonage "Assainissement collectif"

Le zonage "assainissement collectif " engage la commune sur un délai raisonnable de travaux pour la réalisation d'un réseau de desserte.

Dans une zone desservie

Les habitations situées dans une zone d'assainissement collectif desservie (réseau d'eaux usées existant sur le domaine public) ont une obligation de raccordement soumise à des conditions de déversement, de branchement et de redevance.

- Il est obligatoire de se raccorder à un réseau d'assainissement collectif dans un délai de 2 ans, dès lors que la conduite passe devant l'installation à assainir *(Article L.1331-1 du Code de la Santé Publique).*
- Les frais à la charge du particulier sont alors :
  - Raccordement de l'habitation jusqu'au domaine public (boite de branchement),
  - Mise hors d'état de l'installation autonome après raccordement,
  - Coût du branchement,
  - Redevance assainissement.
- Peuvent être exonérés de cette obligation, les immeubles sous certaines conditions (démolition, insalubrités, interdit d'habiter…) (article L.1331-1 du Code de la Santé Publique).
- Le zonage n'est pas un document de programmation. La collectivité ne s'engage donc pas sur un délai de réalisation d'une desserte d'une zone classée en assainissement collectif. Le classement ne constitue pas un droit pour les propriétaires des parcelles concernées de disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée.

Dans une zone non desservie (absence de réseau sur le domaine public)

- La collectivité s'engage dans un délai raisonnable à la réalisation des travaux de desserte de cette zone.
- Si l'habitation est réalisée avant le réseau de desserte, une installation d'assainissement autonome devra être mise en place (en accord avec les règlements d'urbanisme, et après avis du service d'assainissement non collectif).

2.2 Assainissement non collectif

2.2.1 Réglementation générale

Les assainissements non collectifs sont régis par l'arrêté du 7 septembre 2009 (modifié le 7 mars 2012), dont les modalités d'application ont été reprises par la norme AFNOR DTU 64.1.

En sortie de tout dispositif de traitement, les eaux usées traitées doivent être infiltrées si la perméabilité du sol le permet. Le rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel n'est possible qu'après une étude particulière démontrant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable et après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

Ces dispositifs doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique, et sont classés en 2 catégories :

Installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué composé :

- D'un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué,
- D'un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol.

Les dispositifs de traitement utilisant :

Le sol en place :

- Tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain)
- Lit d'épandage à faible profondeur

Le sol reconstitué :

- Lit filtrant vertical non drainé
- Filtre à sable vertical drainé
- Lit filtrant drainé à flux vertical à massif de zéolithe
- Lit filtrant drainé à flux horizontal

Installations avec d'autres dispositifs de traitement

Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8 (La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au Journal officiel).

Les dispositifs de traitement agréés sont :

- Les filtres compacts
- Les filtres plantés
- Les microstations à cultures libres
- Les microstations à cultures fixées
- Les microstations SBR

Il est obligatoire de réaliser et d'entretenir les ouvrages.

Remarque : Au-delà d'une capacité de traitement de 20 équivalents habitants, l'unité de traitement doit répondre aux prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015 (modifié le 31 juillet 2020). En application du nouvel article R214-106-1 du code de l'environnement, les propriétaires de ces systèmes devront renseigner par voie électronique le registre national selon les modalités de l'Annexe IV de l'arrêté du 31 juillet 2020 (document en Annexe 1).

2.2.2 Collectivité et compétence

Ploërmel Communauté assure le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) pour la commune de Guilliers.

Ploërmel communauté assure en régie le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), pour la commune de Guilliers ainsi que pour 24 autres communes qui composent les 30 communes de la communauté de communes.

Cette communauté regroupe environ 43 000 habitants sur 30 communes : Brignac, Campénéac, Concoret, Cruguel, Evriguet, Gourhel, Guégon, Guillac, **Guilliers**, Helléan, Josselin, La Croix-Helléan, La Grée-Saint-Laurent, Lanouée, Lantillac, La Trinité-Porhoët, Les Forges, Loyat, Mauron, Ménéac, Mohon, Monterrein, Montertelot, Néant-sur-Yvel, Ploërmel, St-Brieuc de Mauron, St-Léry, St-Malo des Trois Fontaines, St-Servant sur Oust, Taupont, Tréhorenteuc et Val d'Oust.



Le pouvoir de police est assuré par les maires des communes. Il peut dresser des procès-verbaux en cas de non-respect de la réglementation.

3 Assainissement des eaux usées : Etat initial

3.1 Étude de zonage actuel (2003-2004)

La carte de zonage d'assainissement réalisée par BETAM a été validée en 2004 suite à l'étude datée de 2003. Cette étude a porté sur 25 secteurs d'habitats diffus.

Sur 510 habitations répertoriées, 129 habitats localisés dans des hameaux ont été étudiés.

Les hameaux étudiés étaient composés de 7 habitations (la ville Mainguy) à 34 habitations (Le Bioux).

Le conseil municipal avait décidé de retenir en assainissement collectif le secteur suivant :

- **Bourg – La Hache**

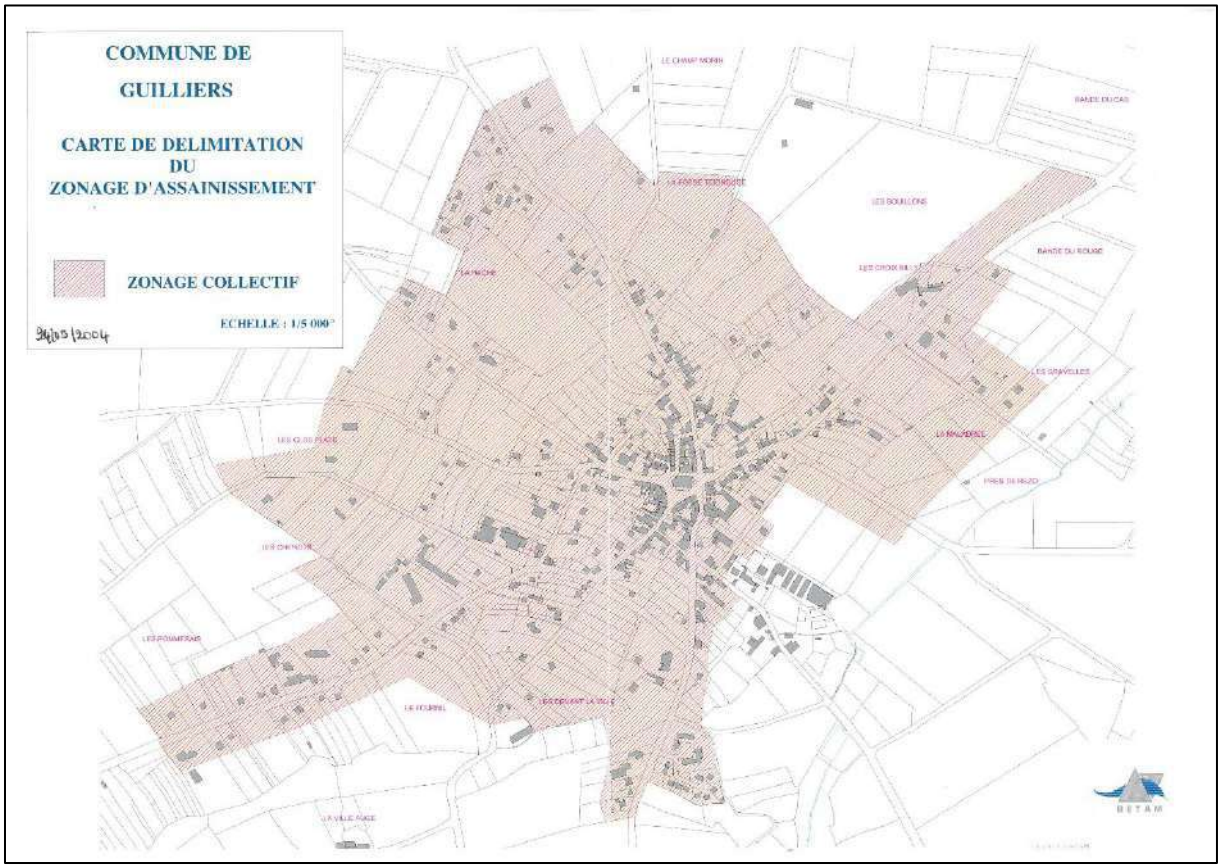


Figure 16: périmètre défini en assainissement collectif en 2004

En effet, compte tenu de la répartition des hameaux sur le territoire communal, leur éloignement du réseau d'assainissement collectif existant dans le bourg et surtout de la topographie, aucune solution de raccordement des hameaux sur le réseau collectif n'avait été retenue.

3.2 Assainissement collectif

3.2.1 Situation administrative du bourg

La commune a transféré la compétence "assainissement collectif" à Ploërmel Communauté.

Les données indiquées ci-dessous sont issues des bilans annuels du délégataire (données SANDRES fournies par SAUR).

Communes	Schéma directeur d'assainissement	Date du zonage Eaux Usées (EU)	Arrêté Autorisation de rejet
Guilliers	2018	2004	1986

Les concentrations maximales de rejet autorisées en mg/l sont :

Paramètre	Norme : Concentrations de rejet autorisées en mg/l
DBO5*	~~40~~ : norme revue à 35 mg/l en application de l'arrêté du 21 juillet 2015
DCO[1]	120
MES	120
NTK	40 (sur 24h)

En application de l'arrêté du 21 juillet 2015, la concentration maximale de rejet de la station doit respecter 35 mg/l de DBO5/j (échantillons filtrés)

Nombre d'abonnés sur le secteur aggloméré

Le nombre d'abonnés au service assainissement sur la commune de Guilliers est de 333 (source listing d'eau potable 2014 - SAUR). L'évolution du nombre de branchements est faible avec **un nombre d'abonnés en 2021 de 341** (données SATESE).

Sur la base de la consommation d'eau potable, les branchements de particulier ne représentent que 50 % des volumes d'eaux usées à épurer.

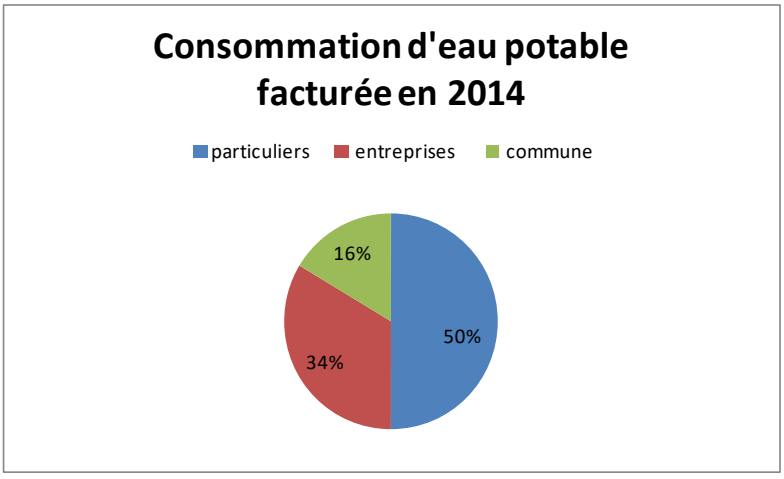


Figure 17 : Répartition des consommations d'eau potable

[1] Sur échantillons filtrés

14 branchements sont des effluents provenant d'établissements privés. Parmi ceux-ci, on trouve notamment :

- EHPAD : 2846 m³ en 2014,
- Maison familiale (école accueillant 120 pensionnaires en alternance): 1485 m³ en 2014,
- École primaire privée : 114 m³ en 2014,
- Société au relais du Porhoët (Hôtel -restaurant) : 747 m³ en 2014.

Ces établissements sont dits "gros consommateurs". De plus, ils sont pour 3 d'entre eux liés à une activité de restauration. Les cuisines sont équipées de bacs dégraisseurs avant rejets vers le réseau.

8 branchements sont communaux : WC, cantine, école primaire publique, mairie, équipements sportifs, salle des fêtes, cimetière…

Sur la base des données issues du listing d'eau potable 2014 et des données 2021, le débit sanitaire théorique (débit d'eaux usées rejetés dans les réseaux et arrivant à la station d'épuration) est évalué à 65 m³/j.

3.2.2 Réseaux et station d'épuration du bourg

3.2.2.1 Généralités

La station d'épuration est sous compétence communautaire qui a confié l'exploitation à la SAUR.

La station d'épuration est de type Lagunage naturel. Elle traite uniquement des eaux domestiques ou assimilées.

Il n'existe pas d'industriel assujetti à l'assainissement collectif sur la commune.

3.2.2.2 Réseaux à Guilliers

Le réseau de collecte des eaux usées de Guilliers a une longueur de 9 617 m de réseau gravitaire et 1450 m de réseau en refoulement. Il est de type séparatif.

Il existe 4 postes sur le réseau :

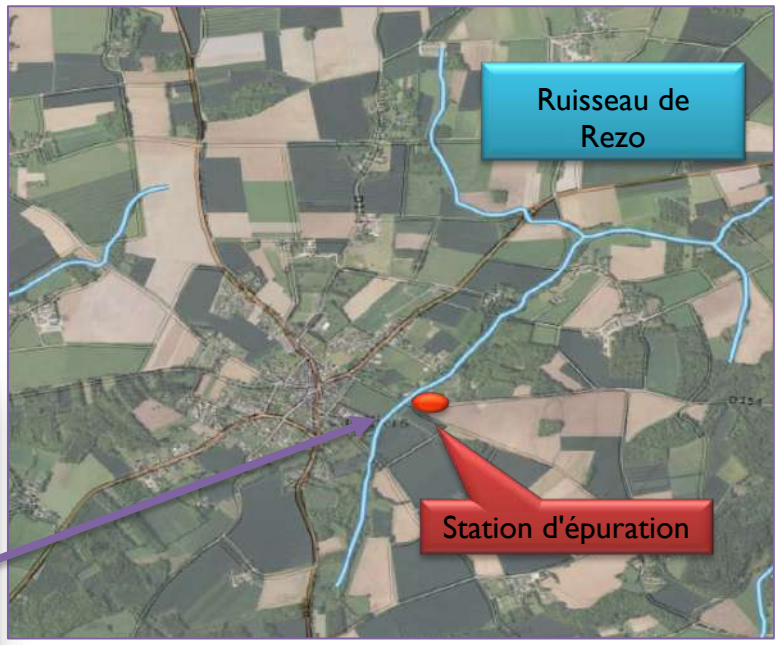
- PR Les Gros chênes
- PR Evriguet
- PR Josselin
- PR Croix Billy

Les postes ont été inspectés dans le cadre de l'étude "diagnostic des réseaux". Ils feront l'objet de fiches de renseignements pour chacun.

Nom des postes	Télésurveillance PR
Les Gros chênes	Oui – Sofrel
Evriguet	Oui – Sofrel
Josselin	Oui - Sofrel
Croix Billy	Oui – Sofrel

Station d'épuration de **type lagunes de 1000 Eq-hab**

- Mise en service en 1986.
- Rejet dans le Rezo





L'équivalent habitant (Eq-hab.) est une unité de charge rejetée par 1 habitant moyen (valeur retenue à l'échelle européenne) :

Le dimensionnement d'une station repose avant tout sur la charge hydraulique et sur la charge en matière organique. La matière organique est mesurée à l'aide d'une analyse indirecte : la Demande Biologique en oxygène sur 5 jours (DBO5).

La charge maximale admissible sur la station est de :

	Charge Organique	Charge Hydraulique
1 000 Eq-hab	60 kg de DBO5/j	150 m^3/j







3.2.3 Fonctionnement de la station d'épuration

Le rejet de l'eau traitée se fait dans le ruisseau de Rézo

En conformité avec la réglementation 2 bilans annuels sont réalisés.

La Charge organique

En théorie, la station devrait recevoir 33 kg de DBO5 / j (341 branchements x 2,03 taux d'occupation en 2020), soit 69% de la capacité de la station.

L'ensemble des mesures réalisées en entrée de station est relativement stable depuis 2019, avec une pointe mesurée en septembre 2021 à 54 kg de DBO5/j. Des investigations complémentaires ont été initiées depuis 2020 avec un doublement des bilans par deux prestataires différents.

La charge moyenne retenue est de 510 Eq-hab en moyenne sur les 5 dernières années. Et 670 en pointe (Percentile 90).

FLUX entrée DBO5 puis Eq-hab					
moyenne	min	max	p50	**p90**	p95
30.5	10.9	53.9	29.2	**40.2**	45.8
508	182	899	486	**670**	763

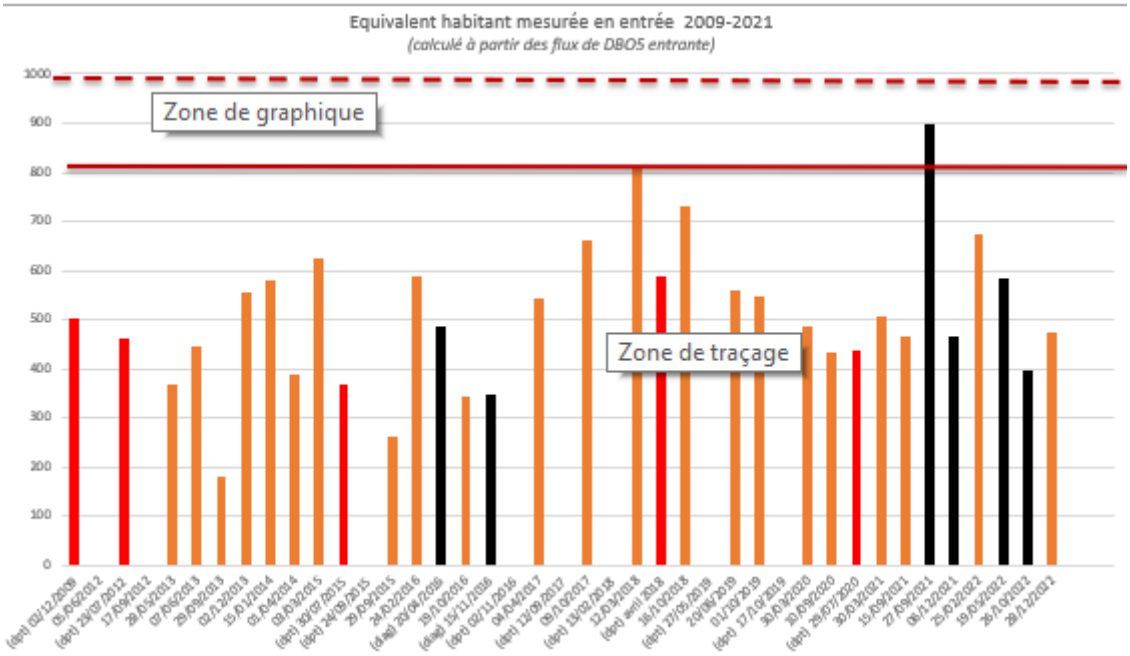


Figure 18 Résultats des bilans 24 h traduit en Eq-hab DBO5:
Rouge = SATESE ; Noir = Diag en 2016 puis SGS, Orange = SAUR,

La Charge hydraulique Des surcharges hydrauliques sont constatées.
Un diagnostic a été réalisé et le schéma directeur est en cours de validation afin diminuer les eaux parasites et d'augmenter les performances de la station d'épuration.

Fonctionnement :

Dans le cadre de l'autosurveillance, les bilans sont réalisés deux fois par an selon les paramètres (conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015):

- Des bilans réalisés : entrée / sortie lagunes
- Compte tenu de données non cohérente pour cette station, 2 bilans additionnel sont réalisés par un autre prestataire pour conforter l'autosurveillance.

Les résultats des mesures réalisées sur les paramètres physico-chimiques sont conformes à l'ancien arrêté et surtout sont beaucoup plus faibles que les normes définies dans l'arrêté préfectoral.

Le diagnostic et le schéma directeur des eaux usées sont en cours sur Ploërmel communauté. Les travaux seront principalement orientés pour supprimer des entrées d'eaux parasites et chercher des solutions communales, ou intercommunales, pour répondre à la gestion de l'assainissement.

3.3 Assainissement non collectif

Ploërmel communauté assure en régie le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), pour la commune de Guilliers ainsi que pour 24 autres communes qui composent les 30 communes de la communauté de communes (carte p6).

Ces contrôles concernent : les installations récentes, les installations existantes (contrôles de bon fonctionnement, et dit "à la vente") mais aussi les contrôles de conception puis de réalisation.

Ploërmel communauté a acté un règlement en 2019, applicable depuis janvier 2020. Par décision du bureau communautaire du 2 décembre 2019, il a été retenu :

Une périodicité des contrôles de "bon fonctionnement " à 8 ans, et réduite à 4 ans si le dernier contrôle présente un danger pour la santé des personnes ou un risque pour l'environnement.

Chaque dispositif d'assainissement a été évalué sur les bases de la réglementation de l'arrêté du 27 avril 2012, selon les catégories, définies dans l'arrêté.

	Zones à enjeux sanitaires et environnementaux		
	Non	Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
Conforme			
Non conforme : défaut d'usure ou d'entretien	Recommandation pour l'amélioration		
Non conforme : installation incomplète	Travaux sous 1 an en cas de vente	Travaux sous 4 ans ou sous 1 an en cas de vente	Travaux sous 4 ans ou sous 1 an en cas de vente
Non conforme : risque sanitaire	Travaux sous 4 ans ou sous 1 an en cas de vente		
Absence d'installation	Mise en demeure : travaux dans les meilleurs délais		

Les graphiques ci-dessous permettent de visualiser l'état de l'assainissement en fonction des besoins de travaux des 506 ANC diagnostiquées.

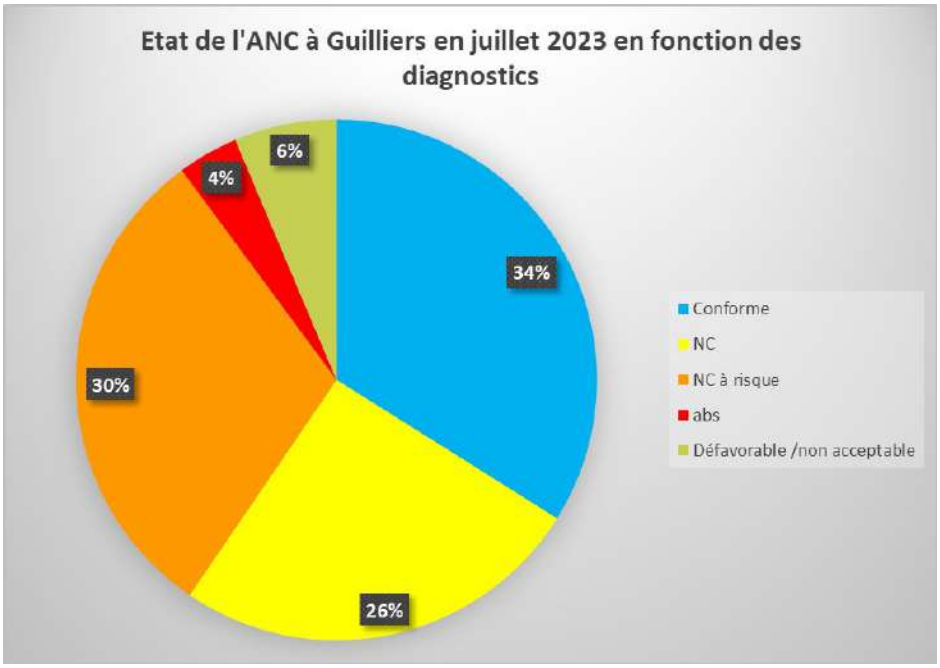


Figure 19 : état du parc d'assainissement non collectif à Guilliers

Dans le cadre de la mise en conformité des installations autonomes, le SPANC assure la mission de contrôle tous les 8 ans. Ce contrôle est réduit à 4 ans pour les installations non suivant l'avis du contrôleur (dans les cas prévus au chapitre 12 du règlement adopté en 2019) et dans l'année suivant la signature de l'acte de vente.

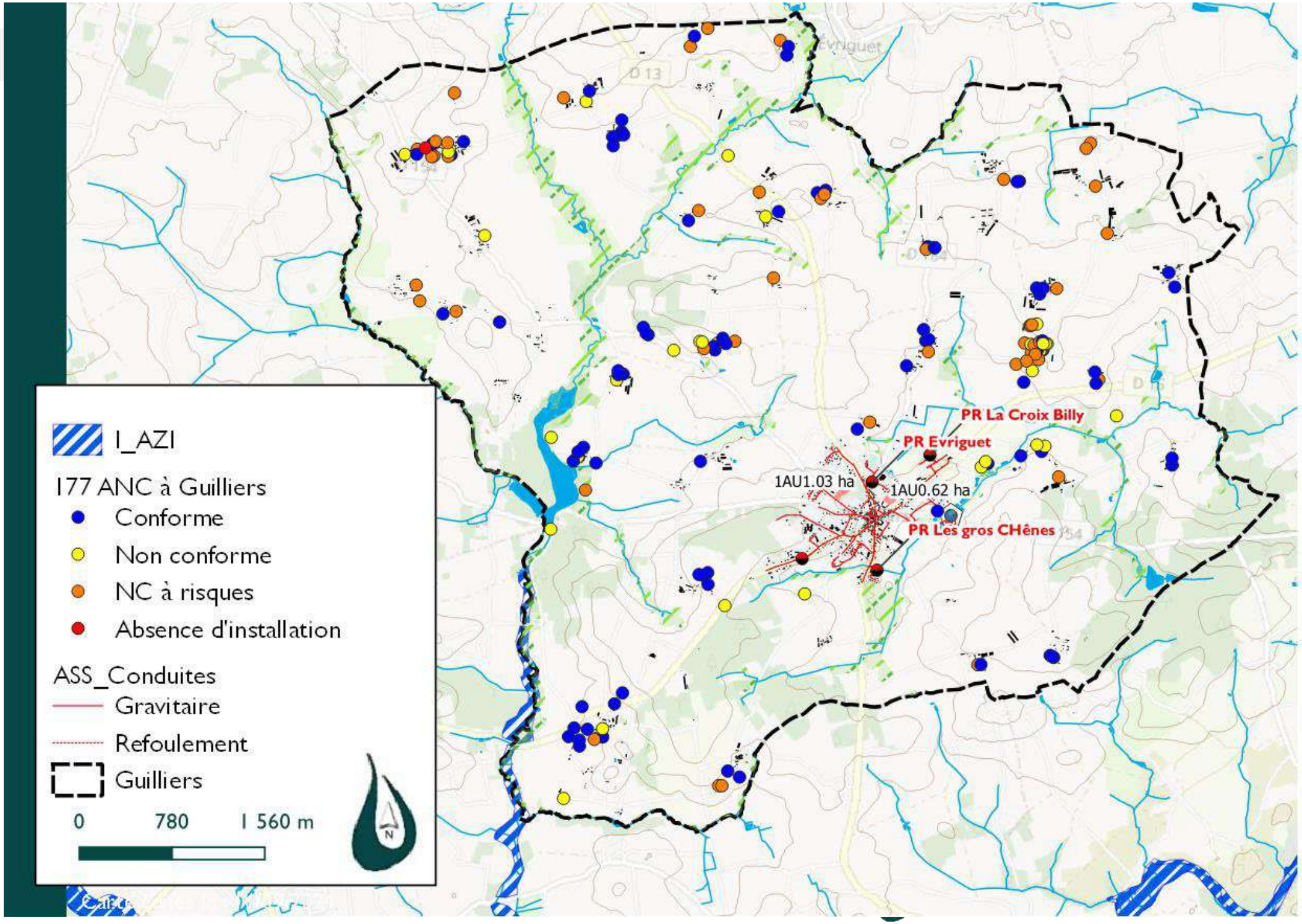
Fin 2009, 44 ANC ont été réalisées ou réhabilitées, 21 propriétaires ont déposé un projet pour un contrôle de conception., soit 13% du parc.

Un listing des 19 habitations sans ANC a été diffusé à Ploërmel communauté afin de prendre connaissance et d'approfondir la nécessité d'intervention. En effet ces habitations peuvent, et sont souvent, des habitations inoccupées dont l'assainissement est mis en place lors d'une rénovation.

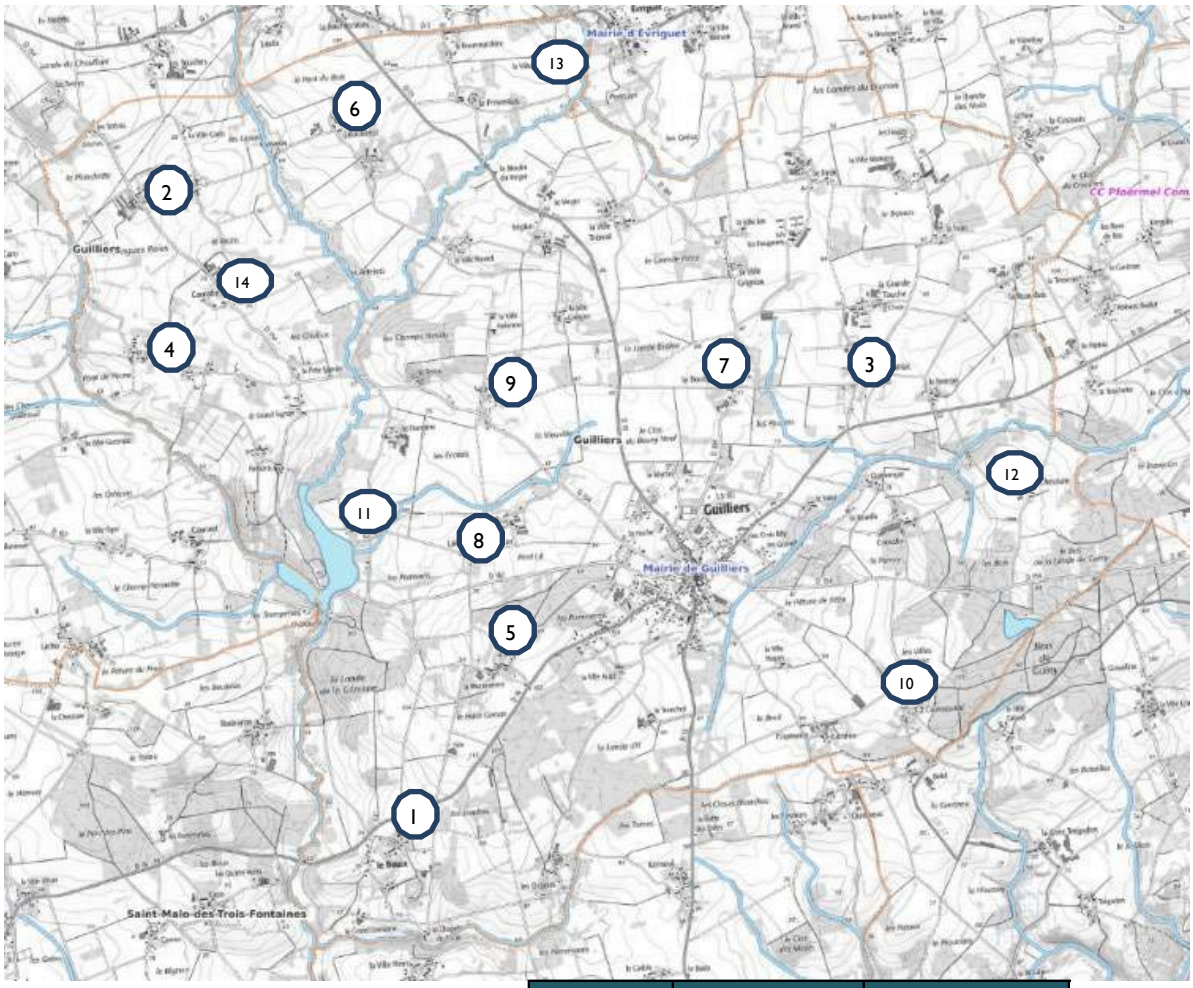
90 contrôles de cession dont 37 sont non conformes à risques.

Le parc est en renouvellement régulier via les créations, mais surtout les réhabilitations des installations autonomes. Ploërmel communauté programme de réaliser des campagnes complètes à partir de 2024.

L'étude a été réalisée par recoupement des zones à enjeux et l'état des installations à l'échelle des hameaux (géolocalisation des ANC sur la base du renseignement cadastrale 177 ANC localisée sur 506 ANC).


I_AZI
177 ANC à Guilliers
Conforme
Non conforme
NC à risques
Absence d'installation
ASS_Conduites
Gravitaire
Refoulement
Guilliers
0
780
1 560 m
N
PR La Croix Billy
PR Evriguet
1AU1.03 ha
1AU0.62 ha
PR Les gros CHênes

Il existe sur la commune peu de hameaux plus denses (les données du tableau sont issues du listing ANC) :



		NB ANC	absence d'intallation	NC à Risques
LE BOUIX	1	43	1	9
RIOLO	2	31	2	14
ESQUINIAC	3	25		12
KERBIGOT	4	23	4	8
LA MORMAZIERE	5	22		9
LEUCADEUC	6	21		8
LE BOURG NEUF	7	20		9
LIEROU	8	18		3
TREBLOU	9	17		4
COUROUSSAINE	10	13	1	2
QUERY	11	13		3
LA CHESNAIS	12	12		6
LA VILLE HERVE	13	12		3
CARNABET	14	12	2	4

Le parc est en renouvellement régulier via les créations, mais surtout les réhabilitations des installations autonomes dans le cadre des ventes (90 contrôles de cession).

3.4 Perspectives d'évolution en l'absence d'assainissement des eaux usées

Le zonage permet de définir une limite entre le territoire relevant de l'assainissement collectif (AC) et de l'assainissement non collectif (ANC).

L'étude d'actualisation dresse un état initial de l'assainissement sur la commune. Ce diagnostic intègre les contraintes environnementales, sanitaires et techniques susceptibles d'affecter le zonage.

L'Etat de l'assainissement collectif et non collectif est analysé dans la situation actuelle et future (évolution du développement communal inscrit au PLU). L'étude s'appuie sur des données techniques et les suivis annuels et hebdomadaires réalisés par la commune.

Sur la base de la solution retenue, l'étude de zonage permet alors d'anticiper sur les besoins en matière d'assainissement.

L'étude de zonage d'assainissement est un outil d'aide à la décision. Elle présente le devenir de l'assainissement de la commune pour une dizaine années. Elle intègre les mesures à prendre pour assurer le traitement des eaux usées, ainsi que la sécurisation des ouvrages afin de respecter la qualité du cours d'eau dans l'objectif d'atteinte du bon état (SDAGE Loire Bretagne).

La limite de la zone qui est destinée à être desservie par l'assainissement collectif est tracée sur la base de l'existant. Le périmètre proposé intègre les zones desservies depuis l'ancien zonage (2004) ainsi que les zones constructibles au PLU.

Enfin, les limites du périmètre sont ajustées afin d'exclure notamment les zones non constructibles (zones naturelles au PLU), comme cela avait été le cas dans le précédent zonage.

L'étude et l'actualisation du zonage permet également d'identifier et d'étudier les éventuels secteurs ou habitations aujourd'hui en ANC qui pourraient être raccordés. Ces secteurs sont retenus en fonction de l'état de l'assainissement, des conditions environnementales et des coûts d'investissements "raisonnables".

Sur le territoire de Guilliers, dans le projet de périmètre de zonage présenté, les futures habitations des zones 1AU ont été intégrées.

Aucune extension de réseau vers un hameau n'est envisagée.

4 Étude des scénarios et justification du zonage

4.1 Evaluation des besoins

4.1.1 Présentation du PLU en cours

Le PLU a notifié les zones urbanisables dans la continuité des zones urbanisées.

Les prévisions déclinées par le plan local d'urbanisme ont défini les futurs secteurs d'habitats sur le territoire communal de Guilliers.

A horizon 10 ans, il est prévu la construction de 50 logements répartis dans des opérations de densification et d'extension pour les zones classées à urbaniser au PLU.

- 25 logements en densification du bourg.
- 25 logements dans les zones AU

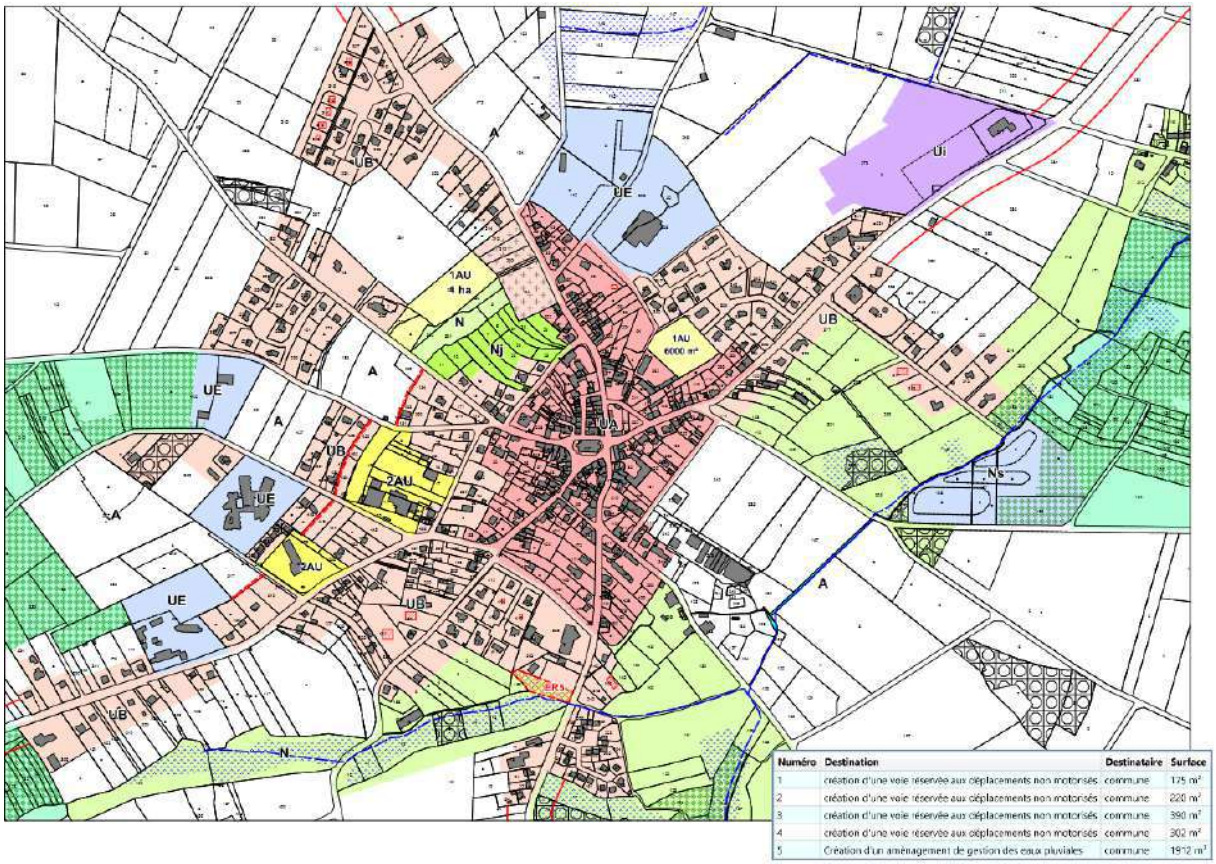


Figure 20 : Extraits du projet de zonage de Guilliers – Juillet 2023

Dans les orientations de développement urbain de la commune, et du nouveau plan de desserte en assainissement collectif, aucune zone urbanisable et leur future desserte ne permet d'envisager le raccordement de hameau. Aucun autre hameau, ou zone urbanisée actuellement en ANC n'est proposé au zonage collectif.

À horizon 10 ans, il est projeté la construction de 50 logements dans la zone agglomérée.

4.1.2 Augmentation de la population

Pour estimer l'apport futur des charges sur la station d'épuration, on retient :

Zones d'habitat :

- Un taux d'occupation de 3 habitants par logement (base de calcul retenu pour estimer les charges futures)
- Une charge de 48 g de DBO5/j par habitant,
- 1 Eq-hab (valeur européenne) = 60 g de DBO5/j
  - donc un logement =2,4 Eq-hab

Zones d'activités à vocation artisanale :

- 5 Eq-hab /ha

Soit 120 Eq-hab supplémentaires :

- Pour 50 logements (maximum), on aura 150 habitants et 120 équivalents habitants raccordés à la station d'épuration.

La station recevra, au terme du PLU, un apport supplémentaire de 120 Eq-hab.
Ajouter à la charge de pointe actuelle estimée à 670 Eq-hab, la station arrivera approximativement à 790 Eq-hab soit79 % de sa capacité de traitement organique.
Le diagnostic des réseaux et le schéma directeur à l'échelle de Ploërmel communauté devra proposer une solution de traitement pérenne des effluents futurs.

4.2 Le zonage d'assainissement actuel

Cette étude reprend l'ensemble des zones à proximité des réseaux actuels ainsi que la faisabilité du raccordement des hameaux les plus proches.

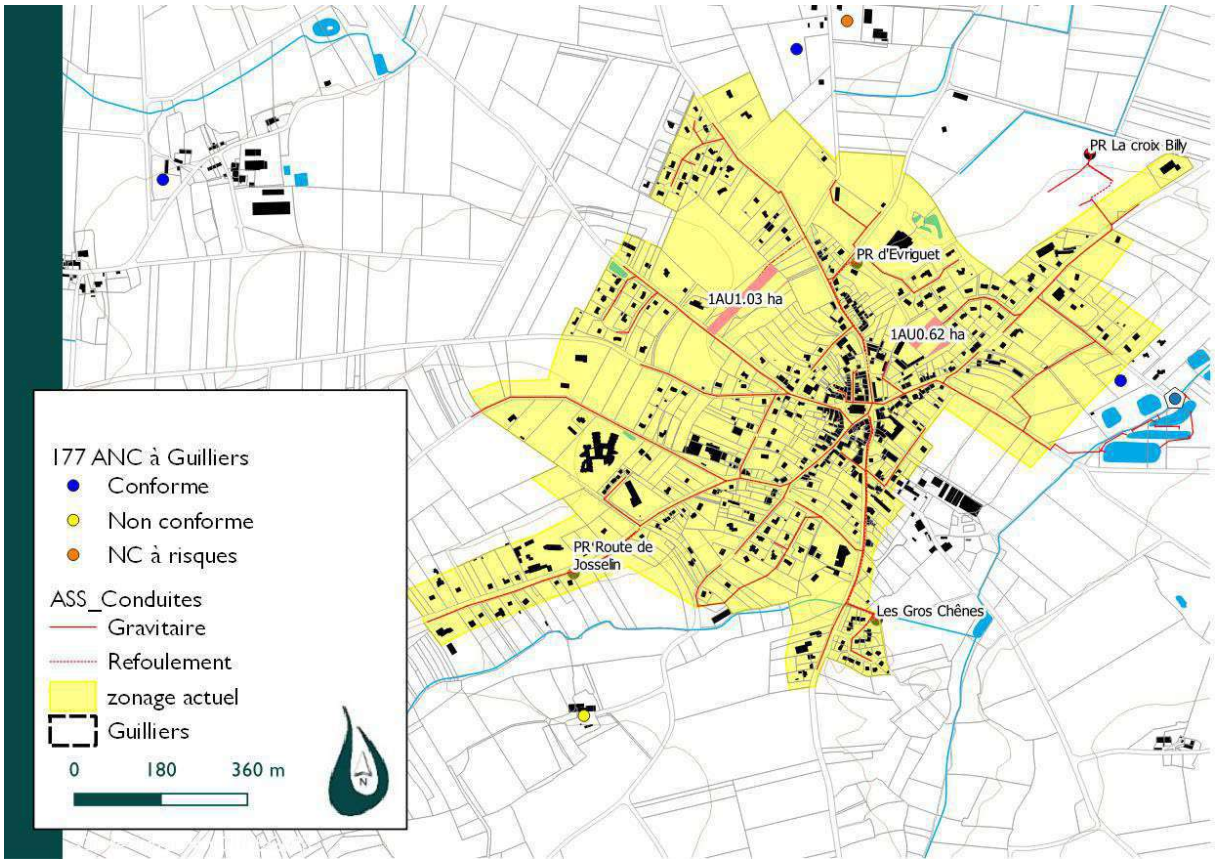


Figure 21 : Présentation du zonage existant et des hameaux aux abords

Aucun hameau à proximité n'a été retenu pour faire l'objet d'extension de réseau.

4.3 Étude d'extensions du réseau collectif

4.3.1 Zones urbanisables

Les différentes zones urbanisables à proximité des réseaux seront raccordées gravitairement

Pour les futurs secteurs urbanisables, les orientations de raccordement sont détaillées ci-dessous :

- **Gestion de l'agglomération** : La collecte des eaux usées est assurée par un réseau de type séparatif. La gestion des réseaux est assurée par Ploërmel communauté qui a engagé un diagnostic de ces réseaux.

Pour les futurs secteurs urbanisables, les orientations de raccordement sont détaillées ci-dessous :

- **Zones urbanisables :** les propositions de raccordement des différentes zones urbanisables sont présentées ci-dessous.

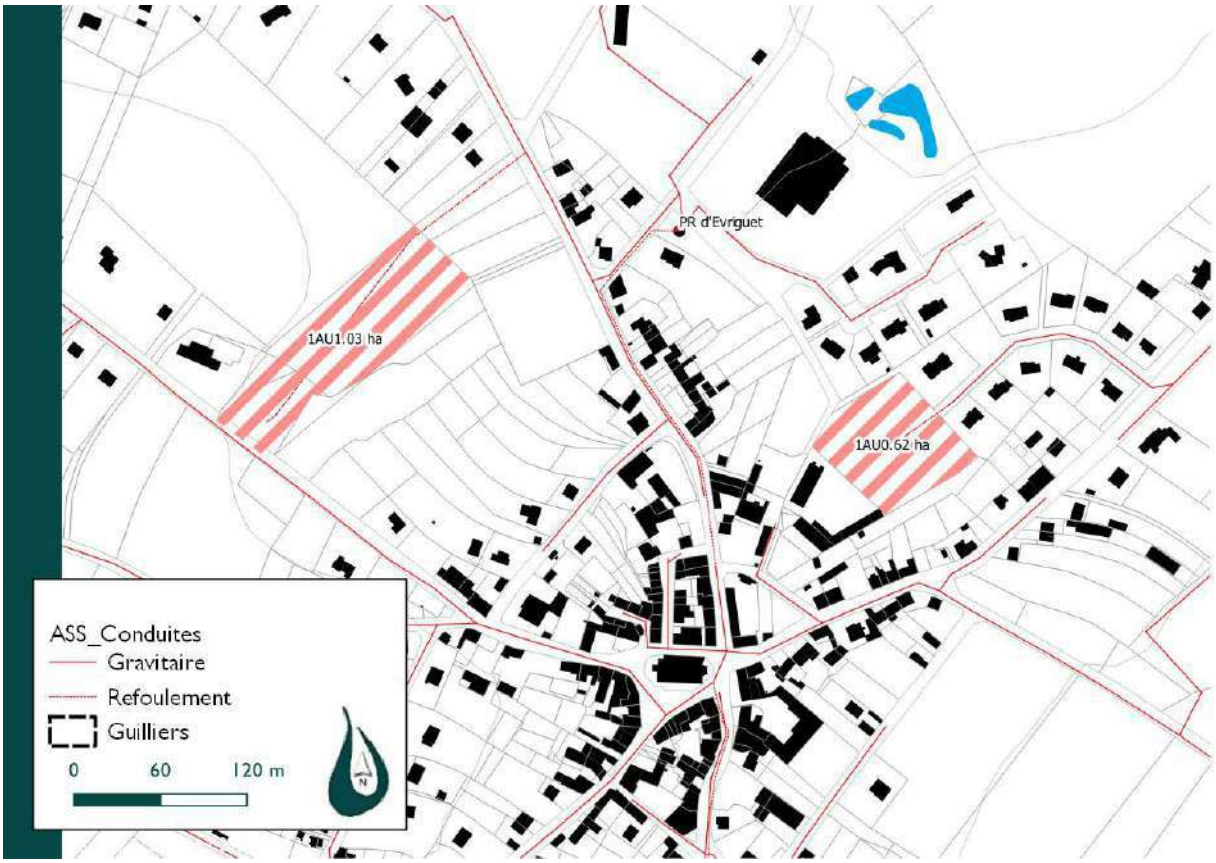
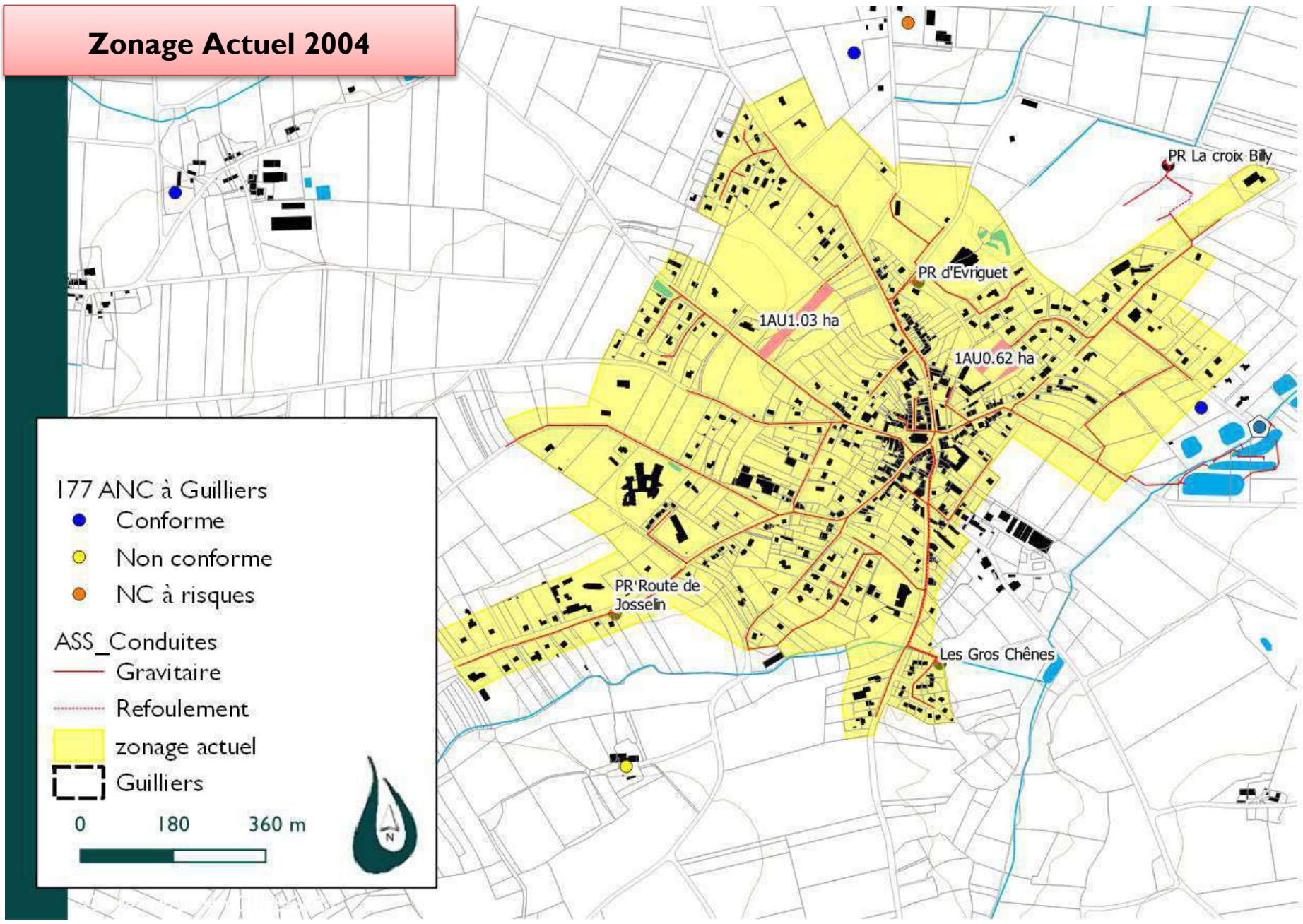
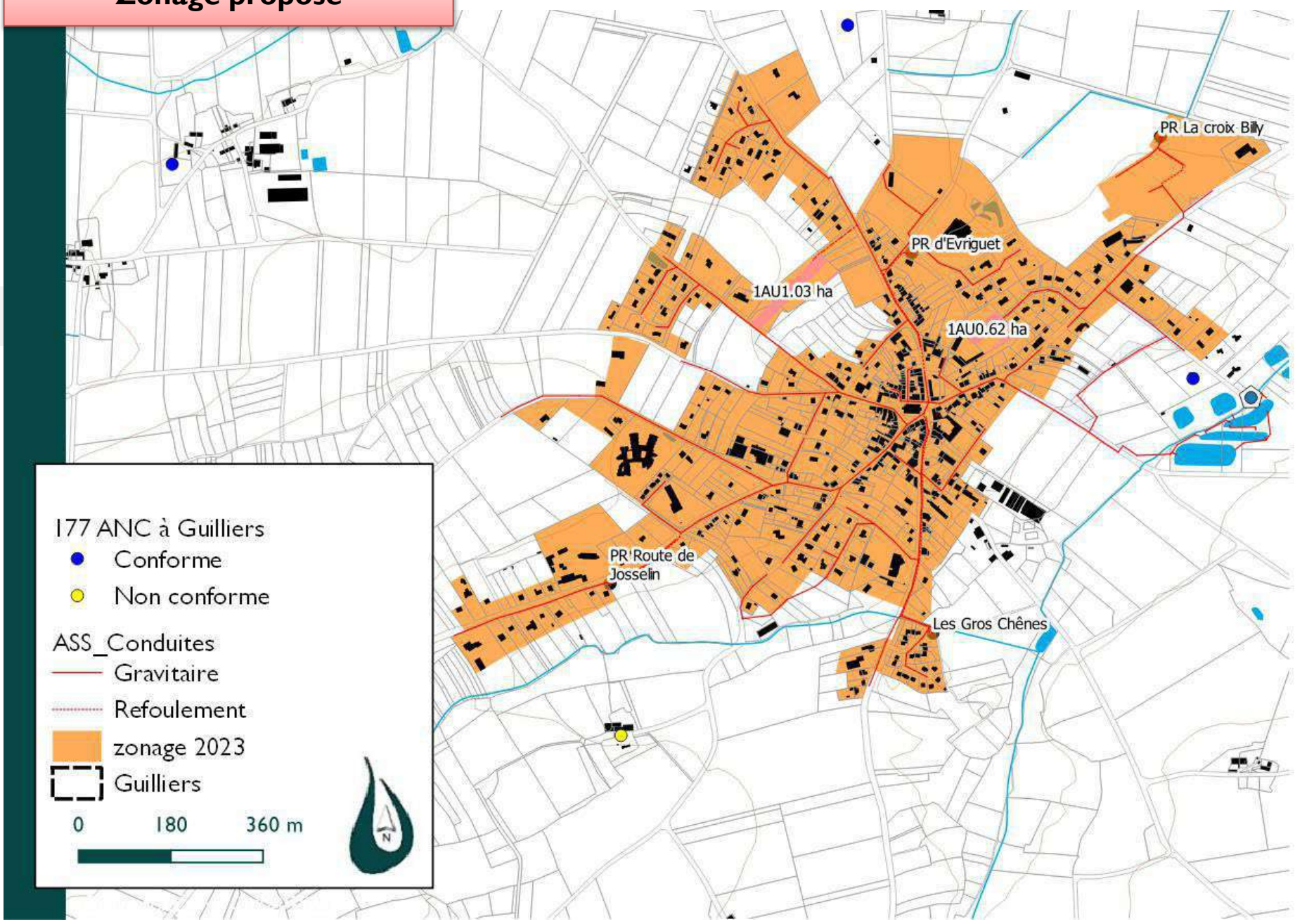


Figure 22 : Raccordement de chacune des deux zones urbanisables vers le Nord

Zonage Actuel 2004



Zonage proposé



4.4 Incidences probables du zonage sur l'environnement

L'étude de zonage d'assainissement des eaux usées permet d'identifier les secteurs relevant de l'assainissement collectif (AC) ou non collectif (ANC). La limite de ces périmètres est étudiée sur la base des zones raccordées actuellement. Cette limite est étudiée en fonction des contraintes environnementales ou des risques identifiés sur le territoire. Enfin l'étude technique et financière permet à la collectivité de justifier le choix du périmètre afin de satisfaire l'ensemble des incidences des projets de raccordement ou de maintien en zone non collective.

En ce sens, le zonage présente un impact positif sur la qualité des eaux, puisqu'il anticipe les incidences de l'urbanisation sur la collecte et le traitement des eaux usées et définit les mesures à prendre quand il y a des enjeux environnementaux sur le territoire.

4.4.1 Effets sur les milieux aquatiques

L'approche consistant à prendre en compte les nombreux apports à l'échelle des bassins versants est entreprise par les syndicats. Dans un premier temps, ces études ont été réalisées sur les bassins versants considérés comme prioritaires (3B-1) vis-à-vis de la problématique « Eutrophisations des eaux de surface ». Pour ces bassins versants, les syndicats concernés ont terminé les diagnostics.

Les bassins versants de l'Yvel est prioritaire.

A partir des conclusions de ces premières études, il apparait que, selon les paramètres étudiés (Nitrates / Phosphore / Ammoniaque/Matières Organiques …), l'assainissement collectif peut être une source non négligeable.

En effet pour les paramètres ammoniaque et phosphore total, sur un tel bassin rural, occupé par quelques agglomérations et peu d'industrie, la part de l'assainissement sur le flux total fluctuent entre 10% en année humide et 30% en année sèche.

Nous l'avons quantifié sur les bassins de la Haute Vilaine, de la Cantache, de la Valière et encore de la Flume ou du Meu lors de 5 années lors des études BV portées par leurs différents syndicats de bassin versant.

Ceci ne revient pas à dire que l'assainissement n'a pas d'impact mais que, quantitativement parlant, des sources plus importantes existent, et en particulier l'érosion des parcelles agricoles.

Guilliers se situe sur les têtes de bassins versant.

Il n'existe pas d'activités fortes et significatives (agriculture intensive, industrie) sur ce bassin versant rural. Un suivi de GBO sur les nitrates et le phosphore permet de suivre les améliorations dues aux mises en place de la politique agricole sur l'ensemble du bassin versant.

Rq : Le flux de nitrates est quasi exclusivement dû au lessivage des sols cultivés, et apparait alors en période de hautes eaux (80% lors du mois le plus humide sur les bassins versants principalement schisteux).

4.4.2 Influence de l'augmentation de la population sur la qualité du cours d'eau

Au terme de la programmation du PLU de Guilliers (échéance 10 ans) et prenant en compte l'évolution urbaine en cours, la station recevra une charge d'environ 120 Eq-hab supplémentaires.

A titre d'information, nous rappelons que les sources de pollution par l'assainissement collectif peuvent être de 2 ordres :

1- Rejet direct en amont de la station : via les trop-pleins (de poste de refoulement), les réseaux d'eaux pluviales (mauvais branchements), ou les déversoirs d'orage (cas sur des réseaux unitaires).

2- Rejet après une station d'épuration qui est sous-dimensionnée, surdimensionnée, non adaptée (…) et ne traite plus ou pas correctement les effluents.

1- A Guilliers, il n'existe pas de trop plein sur les postes.

2- La station d'épuration reçoit actuellement entre 56 à 65% % de sa capacité de traitement et atteindra entre 68 et 77 % de la charge nominale au terme du PLU (en Pointe).

Le flux de matière à traiter va nécessairement augmenter (de 15 % de la capacité de traitement en situation de pointe).

Le dimensionnement et la technique retenue pour le traitement des effluents, ont été proposés dans un dossier réglementaire "loi sur l'eau". Cette étude, qui présentait les incidences du projet puis l'impact sur la qualité du cours d'eau à capacité nominale de la station, a été la base de l'établissement de normes de rejet validées dans un arrêté préfectoral d'autorisation de rejet.

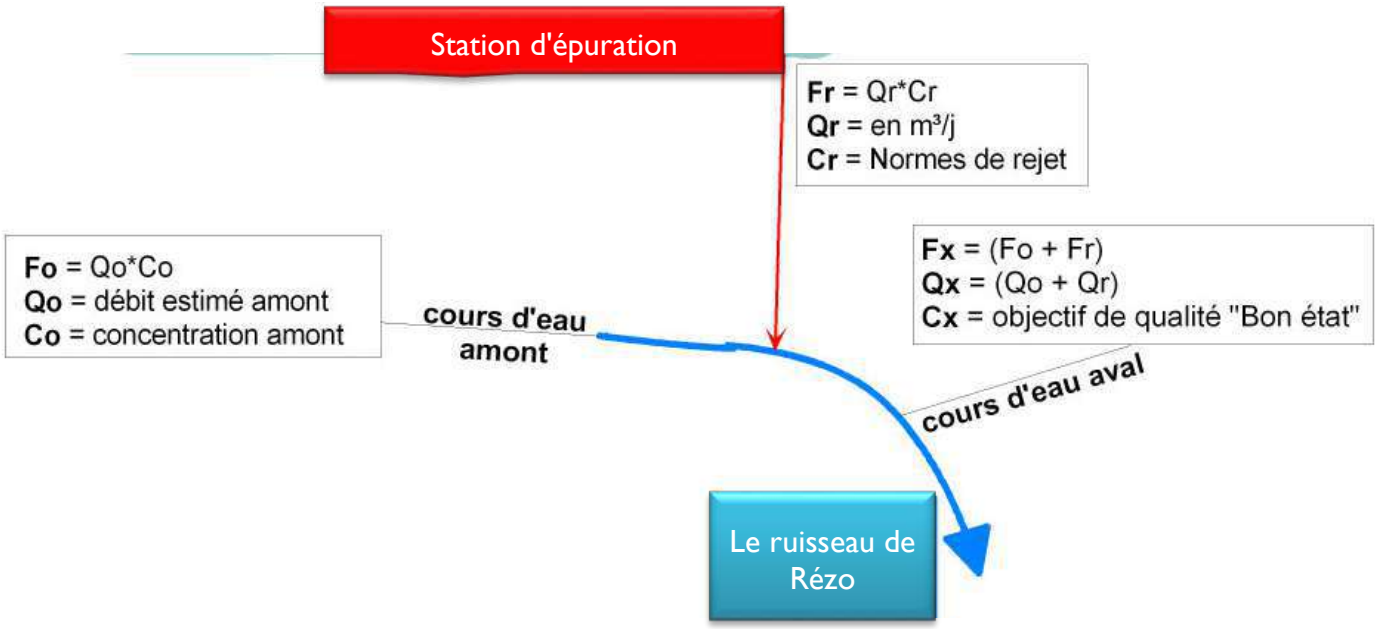
L'exploitation de la station d'épuration actuelle qui assure le respect des normes de rejet est maintenue.

C'est donc l'augmentation des débits qui influencera l'augmentation des flux.

Il est alors important de limiter les arrivées d'eaux parasites sur le réseau et d'assurer le maintien de la connaissance des réseaux et ouvrages.

Ainsi la commune est en cours de validation de son programme pluriannuel de l'investissement pour diminuer les apports d'eaux parasites sur le réseau.

4.4.3 Impact sur le cours d'eau



4.4.3.1 Hypothèses retenues

*Calcul du Flux amont (F0 = CO*Q0)*

- Concentration amont (C0)

La qualité en amont du rejet est considérée comme équivalentes à la limite de classe 1A/ 1B (Co)

Evaluation de la qualité amont (hypothèse basée sur la grille SEQ-Eau – ci-après)

	1A/1B
DBO5	3,0
DCO	20,0
MES	5,0
NTK	1,0
PT	0,05
NGL	2,90

Grille Etat écologique Cours d'eau

Interprétation de la qualité des masses d'eau : cours d'eau pour le percentile 90
Cas Général version Arrêté du 25 janvier 2010

			Très Bonne 1A	Bonne 1B	Moyenne 2	Mauvaise 3	Très Mauvaise HC
Bilan de l'Oxygène							
COD	Carbone organique	mg/l C	5	7	10	15	
Nutriments							
PO_4^{3-}	Orthophosphate	mg/l PO_4	0,1	0,5	1	2	
Ptot	Phosphore total	mgP /l	0,05	0,2	0,5	1	
NH_4^+	Ammonium	mg/l NH_4	0,1	0,5	2	5	
NO_3^-	Nitrates	mg/l NO3	10	50	Notifié "Moins que Bon"		

Pour l'interprétation des paramètres physicochimiques nous retenons de la Version SEQ-EauV2

Nitrates							
NO_3^-	Nitrates	mg/l NO_3	2	10	25	50	
Particules en suspension							
MES	Matières en suspension	mg/l	5	25	38	50	

- Débits : (Q0)

L'impact est calculé en un point du bassin versant : au point de rejet de la station d'épuration, en référence au débit mesuré à la station hydrométrique (tableau ci-dessous) :

L'Yvel à Loyat (300 km²)	Débits spécifiques l/s/km²	BV Rézo (15 km²) l/s
QMNA5	0,013	0,19
Débit moyen annuel	7,5	112,5
Débit de crue décennale instantané	157,82	2367
Débit moyen mensuel (Janvier)	18,8	282

*Rejet de la station : Flux (Fr = Cr*Qr) :*

- Concentration du rejet (Cr)

Concentrations : Le tableau ci-après, présente les concentrations de rejet (valeurs moyennes mesurées en sortie) sur la période de 2022.

Concentrations de sortie en mg/l (2022)	MES	DBO5f	DCOf	NK	NH4+	P total
Normes	120	35	120	40		
Moyenne	84.0	7.1	82.8	33.2	22.9	5.1

- Débits (Qr)

Les débits de rejet retenus pour simuler l'impact aux deux périodes hydrauliques définies précédemment :

Période de référence	QMNA5		Débit hivernal : Q moyen Janvier	
	m³/j	l/s	m³/j	l/s
Actuel	74	0,9	141	1,6
Futur (hors travaux sur le réseau : programme attendu courant 2025)	85	1,0	159	1,8

4.4.3.2 Simulation de l'impact



Simulation de l'impact de la station communale Guilliers

Quantitatif

		QMNA si rejet		Débit hivernal	
		Actuel	Futur	Actuel	Futur
Population	eq-hab	560	560	650	650
débit rejeté	m^3/j	74	85	141	159
Rejet réel	m^3/j	34	45	141	159
Débit milieu	l/s	0.19	0.19	282	282

Qualitatif

Hypothèse concentrations amont	1B min	1B min	1B min	1B min
DBO5	3.0	3.0	3.0	3.0
DCO	20.0	20.0	20.0	20.0
MES	5.0	5.0	5.0	5.0
NTK	1.0	1.0	1.0	1.0
PT	0.05	0.05	0.05	0.05

SEQ-Eau	
Très Bon	1A
Bon	1B
Moyen	2
Médocre	3
Mauvais	HC

Concentrations aval mg/l				
DBO5	5.8	6.0	3.0	3.0
DCO	62.4	66.0	20.4	20.4
MES	58.3	62.9	5.5	5.5
NTK	22.58	24.45	1.18	1.21
PT	3.46	3.75	0.08	0.08

1B max	1B max	1B max	1B max
6.0	6.0	6.0	6.0
30.0	30.0	30.0	30.0
25.0	25.0	25.0	25.0
2.0	2.0	2.0	2.0
0.2	0.2	0.2	0.2
4.30	4.30	4.30	4.30

Un suivi du milieu a été initié en 2021

DATE	SEM	PH	DBO5	DCO	MES	NTK	N-NH4	N-NO2	N-NO3	NGL	PT	Conductivité	PH	DBO5	DCO	MES	NTK	N-NH4	N-NO2	N-NO3	NGL	PT	Conductivité
mardi 30 mars 2021	13	8,00	1,80	17	10	1,20	0,15	0,02	6,10	7,32	0,05	246	7,7	2,4	22	14	1,2	0,45	0,015	5,3	6,515	0,06	255

Suivi GBO le 29 mars 2021 Pt 0.082 mg/l PO4 : 0.080mg/l

Le suivi du phosphore a été maintenu, l'impact après curage des lagunes a conduit à une nette amélioration du traitement du phosphore

Suivi Analyse Phosphore en mg/l au point de rejet dans le milieu : Guilliers

		févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22	janv-23	févr-23
Guilliers	Entree	7.2			12					12		4.4		
	Sortie	5.1	3.7	3.54	7.2	5	Pas de sortie suite curage	Pas de sortie suite curage	Pas de sortie suite curage	5.1	3.93	2.74	1.38	1.4
	Amont	0.087	0.092	0.103	0.15	0.56	Pas de MR	Pas de MR	0.16	0.13	0.11	0.016	0.07	0.07
	Aval	0.44	0.26	0.926	0.23	0.37	Pas de MR	Pas de MR	0.2	0.6	0.33	0.154	0.029	0.03

Les mesures réalisées indiquent que l'estimation théorique est surestimée.

Il a été convenu avec la DDTM de maintenir et renforcer la connaissance de ce système dans l'attente d'une étude pour définir une solution à l'issu du schéma directeur à l'échelle de Ploermel communauté.

- Suivi milieu et station : Suivi amont aval milieu + 2 bilans supplémentaires
- Curage des lagunes (réalisé fin 2022)

Dans la situation d'amélioration de la qualité des réseaux, par la mise en œuvre du programme d'investissement proposé dans le schéma directeur, l'augmentation du débit du aux nouveaux branchements devra être compensée par les réhabilitations et remplacement des réseaux. En période de temps de pluie une augmentation est attendue. Le programme de contrôle de conformité des branchements et les travaux des particuliers devrait diminuer la surface active et ainsi arriver à des débits d'eaux brutes inférieures aux débits actuels.

En conservant une exploitation de la station qui assurera le respect des normes définies dans l'arrêté, les flux rejetés, et par conséquent les concentrations dans le ruisseau n'augmenteront pas.

Le diagnostic et le programme de travaux devront garantir une limitation des débits pour garantir la performance de la station d'épuration. Les eaux de trop plein du poste sont orientés vers la lagune. La création de nouveaux postes devra être réalisée dans des conditions conformes à la réglementation (absence de surverse sur un réseaux séparatif).

La DDTM avait été sollicitée sur l'augmentation de 50 à 60 logements en mai 2022 :

L'impact de l'augmentation de la population prévue au PLU et intégrée au zonage d'assainissement des eaux usées sera négatif s'il est couplé aux travaux sur le réseau.

A terme, la station d'épuration de Guilliers absorbera 155 EH de charge organique supplémentaire et 26 m3/j de charge hydraulique supplémentaire.

En prenant la moyenne organique calculée sur 4 ans (2017-2020) et en y ajoutant le surplus de pollution organique, on arrive à : 573 + 155 = 728 EH soit 87 % de la capacité organique réelle de la station d'épuration de Guilliers.

De même, en prenant la moyenne hydraulique sur 4 ans (2017-2020) et y ajoutant le surplus d'eaux usées engendré par les constructions, on arrive à : 134 +26 = 160 m3/j soit 107 % de la capacité hydraulique de la station.
Au vu des efforts entrepris par le maître d'ouvrage afin de palier aux désordres sur le réseau de collecte de la station d'épuration de Guilliers, on peut s'attendre à une baisse de la charge hydraulique arrivant à la station dans les prochaines années. Il faudra néanmoins ne pas relâcher les efforts. Par ailleurs, le schéma directeur d'assainissement initié par le maître d'ouvrage et qui débutera en 2022 devra proposer des solutions sur l'avenir de la station de Guilliers (construction d'une station boues activées mutualisée sur plusieurs communes, amélioration des performances des lagunes, construction d'un bassin supplémentaire,..). Ces orientations seront primordiales pour l'avenir du système d'assainissement de Guilliers.

Dans ce contexte, la DDTM du Morbihan estime possible l'augmentation raisonnable des logements prévus sur la commune et l'extension de la zone d'activité **sous condition de poursuite des travaux de réhabilitation des réseaux et de mise aux normes de la station d'épuration.**

4.4.4 Effets sur les milieux naturels

La qualité du rejet est le facteur essentiel et permanent qui contribue à limiter les phénomènes d'eutrophisation. Il n'existe pas de zone Natura 2000 sur le territoire communal.

Les postes de refoulement n'ont pas de trop plein, et ont la capacité suffisante à recevoir des abonnés supplémentaires. Leur dimensionnement a été valider lors du diagnostic pour traiter les débits supplémentaires.

Sur les secteurs d'assainissement non collectif, aucune ouverture à l'urbanisation n'a été inscrite hors "zonage collectif".

Sur le reste du territoire, le SPANC maintient ses campagnes de contrôle de bon fonctionnement ainsi que les contrôles de conception/réalisation afin de maintenir le renouvellement du parc et supprimer les risques de pollution même additionnels issus des installations autonomes.

Le zonage retenu n'a aucune incidence sur l'hydrologie et la qualité du milieu dans la mesure où les installations existantes maintiennent leur conformité des normes de rejet (qualitative et quantitative). Les ouvrages engendrant des éventuels rejets vers le milieu ont été identifiés dans le cadre du diagnostic. La mise aux normes de ces installations dans le délai réglementaire de 4 ans doit participer à l'amélioration de la qualité des rejets.

4.4.5 Effets sur les déchets

L'augmentation du nombre de raccordé aura un impact sur le volume de déchet produit.

En matière d'assainissement, les déchets sont produits au niveau de la station d'épuration.

L'ensemble des filières d'évacuation des déchets sera maintenu.

- Vidange du piège à boues
- Exports des déchets des dégrillages vers la filière d'évacuation des ordures ménagères.

4.4.6 Effets sur la santé humaine et le cadre de vie

Les nuisances sont de deux ordres :

Pour la santé humaine : le contact avec des eaux usées est néfaste pour la santé humaine.

Le personnel communal est formé à réaliser les opérations courantes.

Pour le cadre de vie : les nuisances peuvent être olfactives ou auditives.

La station d'épuration est éloignée des habitations. Elle se situe en zone agricole. Aucun travaux n'est prévu sur le site actuel.

5 Mesures pour éviter, réduire, ou compenser les effets négatifs du zonage d'assainissement des eaux usées, et suivi de ces mesures

La doctrine "éviter, réduire et compenser (ERC)", résulte d'une obligation réglementaire.

La démarche progressive de l'évaluation environnementale implique d'abord un ajustement du programme vers le moindre effet (E). Dès lors qu'un effet dûment identifié comme dommageable ne peut être totalement supprimé, le Maître d'Ouvrage a l'obligation de mettre en œuvre des mesures réductrices (R) et, à défaut, compensatoires (C). Les mesures visant à une suppression ou une réduction à la source des impacts, ainsi que les mesures de compensation et de suivi des impacts résiduels sont développées dans chaque thématique.

Les mesures envisagées pour éviter, réduire, ou compenser les conséquences dommageables du zonage sur l'environnement et la santé sont des mesures prises par Ploërmel communauté dans le cadre des études de zonage d'assainissement, mais et surtout, en application d'études plus spécifiques et détaillées techniquement, telles que le diagnostic et le schéma directeur à mettre en œuvre dès 2025.

Les mesures de suivi, du bon fonctionnement du système assainissement est assuré par SAUR.

- **Éviter (E) - Réduire (R) – Compenser (C)**.

Le zonage d'assainissement des eaux usées proposé par Guilliers est la solution retenue la mieux adaptée aux choix d'urbanisation retenus dans le PLU.

Ainsi, le zonage tient compte des assainissements non collectifs présents dans le nouveau périmètre (**E**). Le SPANC maintien sa fréquence de contrôle des installations et a renforcé son pouvoir alors incitatif par une politique de sanction (**E**).

De même, les engagements pris par la collectivité, concernant le contrôle des branchements, anticipe l'absence de rejets directs au cours d'eau via les réseaux d'eaux pluviales (**E**).

D'une manière générale, avec le schéma directeur la commune peut avoir un programme de travaux visible sur 10 ans. Les priorités ont pour objectif de limiter les eaux parasites (diminuer les flux dans le milieu) (**R**) en absence d'une problématique de sécurité (pas de trop-plein).

Le programme de travaux qui comprend également le remplacement et la réhabilitation des réseaux, contribuera à la diminution des eaux parasites dans les réseaux. La réduction des débits, associée au maintien des concentrations diminuera le flux rejeté (au période autorisée) et cela malgré l'augmentation de la population. (**R**).

Enfin une préconisation sur la réalisation d'une étude pour l'extension de la station d'épuration est a engagé (une étude comparative de différents scénario sera proposé dans le schéma directeur) (**E**).

6 Articulation avec les autres plans et documents de planification

6.1 Caractéristiques générales du zonage d'assainissement

Réglementation

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de l'assainissement collectif et les zones relevant de l'assainissement non collectif (Article L2224-10 du Code Général des collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

Les collectivités compétentes délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations (…) des installations d'assainissement non collectif ;

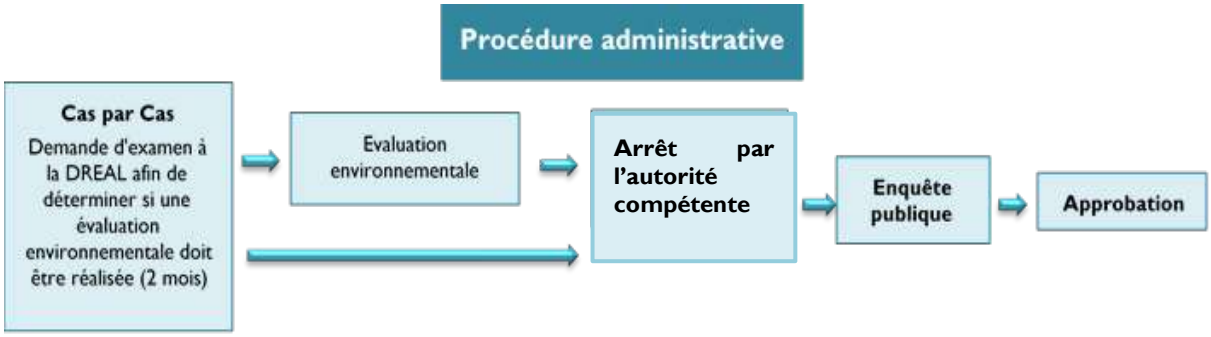
3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. Evaluation environnementale du zonage d'assainissement des eaux usées.

Il ne peut toutefois déroger aux dispositions du Code de la Santé publique, du Code de l'Urbanisme et du Code de la construction et de l'habitat.

Le zonage d'assainissement en cas de réalisation, d'actualisation ou de modification sont soumis à l'obligation d'une demande d'examen dite "Cas par Cas" auprès des services de la DREAL (MRAe).

Le zonage d'assainissement est validé par enquête publique (chapitre III du titre II du livre I du code de l'environnement).



6.2 Objectifs et contenu du zonage d'assainissement des eaux usées

L'étude de zonage a été réalisée par la commune de Guilliers puis repris par Ploërmel communauté. Elle a défini les zones d'assainissement collectif des zones d'assainissement non collectif.

Réalisé en accord avec le PLU, le projet a été présenté dans le cadre d'une demande au cas par cas à la DREAL.

L'objectif est d'assurer la collecte et le traitement des eaux usées sur l'ensemble du territoire. Le choix de classer un secteur, un hameau, une habitation, dans des zones d'assainissement collectif ou non collectif est motivé par une analyse du risque pour l'environnement et la salubrité publique et d'autre part sur la base d'une analyse du coût (Article R2224-7 -code des collectivités territoriales).

Le projet de zonage reprend l'ancien périmètre qui est ajusté aux limites urbanisables et étendu aux zones d'urbanisation de proximité si l'analyse environnementale et technico- économique le conclut.

6.3 Articulation avec les autres plans et documents de planification

6.3.1 Les plans et documents de gestion des eaux : Le SDAGE LB 2022-2027

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE LOIRE BRETAGNE) est né de la loi sur l'eau du 3 janvier 1994. Il fixe des orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau. Il est élaboré par les comités de bassin de chaque grand bassin hydrographique français. Il intègre les nouvelles orientations de la Directive Cadre Européenne sur l'eau du 23 octobre 2000. Cette directive fixe pour les eaux un objectif qualitatif que les états devront atteindre pour 2015.

Le zonage d'assainissement des eaux usées de Guilliers se situent sur le territoire du SDAGE Loire-Bretagne.

Ce dernier a été adopté par le comité de bassin le 3 mars 2022 pour la période 2022-2027, puis arrêté par le préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne.

Le SDAGE s'inscrit dans la continuité du précédent pour permettre aux acteurs du bassin Loire-Bretagne de poursuivre les efforts et les actions entreprises pour atteindre les objectifs environnementaux. Ce document rappelle les enjeux de l'eau sur le bassin Loire-Bretagne, définit les objectifs de qualité pour chaque eau (très bon état, bon état, bon potentiel, objectif moins strict) et les dates associées (2027). Certaines masses d'eau ont un objectif moins strict (OMS) : cet objectif est variable selon les masses d'eau qualifiée (se référé au tableau qui recense les masses d'eau OMS).

À noter que le SDAGE s'articule désormais avec d'autres documents de planification encadrés par le droit communautaire comme notamment le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) défini à l'échelle du bassin Loire-Bretagne.

Pour réaliser cette ambition de « Bon État » des masses d'eau, le SDAGE répond à quatre questions importantes réparties à travers plusieurs objectifs.

Qualité des eaux : que faire pour garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques et les différents usages, aujourd'hui, demain et pour les générations futures ?

- Réduire la pollution par les nitrates : les nitrates ont des effets négatifs sur la santé humaine et le milieu naturel.
- Réduire la pollution organique et bactériologique : les rejets de pollution organique sont susceptibles d'altérer la qualité biologique des milieux ou d'entraver certains usages.
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau
- Préserver le littoral

Milieux aquatiques : comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants et diversifiés, des sources à la mer ?

- Repenser les aménagements de cours d'eau
- Préserver les zones humides
- Préserver la biodiversité aquatique
- Préserver le littoral
- Préserver les têtes de bassin versant

Quantité disponible : comment partager la ressource disponible et réguler ses usages ? Comment adapter les activités humaines et les territoires aux inondations et aux sécheresses ?

- Maîtriser les prélèvements d'eau

Organisation et gestion : comment s'organiser ensemble pour gérer ainsi l'eau et les milieux aquatiques dans les territoires, en cohérence avec les autres politiques publiques ? Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, équitable et efficiente ?

- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Les réponses à ces questions sont organisées au sein de 14 chapitres qui définissent les grandes orientations et des dispositions à caractère juridique pour la gestion de l'eau.

CHAPITRE 3. Réduire la pollution organique, phosphoré et bactériologique

3A Poursuivre la réduction des rejets directs ponctuels

La réduction des apports de polluants organiques et phosphorés engagée ces dernières années doit être poursuivie sur l'ensemble du bassin. Sont principalement concernées les collectivités et l'industrie. L'action porte en priorité sur les bassins versants à l'amont des plans d'eau et en

particulier ceux de la disposition 3B-1, ou à l'amont des masses d'eau côtières ou de transition sujettes à eutrophisation (disposition 10A-4). Les efforts portent donc en priorité sur les flux les plus importants et les moins coûteux à éliminer ainsi que sur la surveillance de ces rejets ponctuels en phosphore. L'implantation des stations de traitement des eaux usées et les réserves foncières associées devront tenir compte du renforcement prévisible des exigences en matière de traitement consécutivement à l'aggravation attendue des périodes de basses eaux.

Disposition 3A-1 Poursuivre la réduction des rejets ponctuels

Pour ce qui concerne les stations d'épuration des collectivités :

Les normes de rejet dans les masses d'eau pour le phosphore total respectent les concentrations suivantes :

- **1 mg/l en moyenne/an pour les installations de capacité nominale supérieure à 10 000 Eq-hab**
- **2 mg/l en moyenne annuelle pour les installations de capacité nominale comprise entre 2 000 équivalents-habitants (eh) et 10 000 eh,**

Disposition 3A-3 Favoriser le recours à des techniques rustiques de traitement des eaux usées pour les ouvrages de faible capacité

Sauf contrainte particulière nécessitée par l'atteinte des objectifs environnementaux ou liée à la présence d'un usage sensible, un traitement poussé, notamment sur le phosphore, n'est pas exigé pour les stations de traitement des eaux usées des collectivités de capacité nominale inférieure à 2 000 eh.

L'efficacité de ces petits ouvrages de traitement requiert néanmoins un entretien régulier :

- *les lagunes notamment font l'objet d'un curage selon une périodicité ne pouvant excéder quinze ans. Toutefois, ce délai peut être augmenté lorsque l'accumulation des boues est faible. Ces ouvrages font dès lors l'objet d'une surveillance renforcée vis-à-vis de l'accumulation des boues et du maintien de bonnes performances de traitement : sondages bathymétriques à une fréquence ne pouvant excéder 5 ans, bilans 24 heures à une fréquence biennale a minima,*

Disposition 3A-4 - Privilégier le traitement à la source et assurer la traçabilité des traitements collectifs

En cas de raccordement d'effluents non domestiques à une station d'épuration collective, l'arrêté d'autorisation de la station précise la qualité admissible de ces effluents.

Compatibilité :

Les branchements en zone d'assainissement collectif sont raccordés à une station d'épuration communale d'une capacité de traitement de 1 000 Eq-hab. Dans le bilan annuel d'autosurveillance. Aucun industriel n'est raccordé sur le réseau d'assainissement.

3C – Améliore l'efficacité de la collecte des effluents

Les rejets directs d'effluents par les réseaux d'assainissement collectif sont susceptibles d'avoir un impact fort sur la qualité des milieux aquatiques ou sur les usages sensibles à la pollution bactériologique, notamment la production d'eau potable, la baignade, la conchyliculture et la pêche à pied professionnelle ainsi que la pêche à pied de loisir.*

Il est donc essentiel de bien connaître le fonctionnement du réseau et de maîtriser la collecte et le transfert des effluents jusqu'à la station d'épuration. À partir de cette connaissance du fonctionnement du système de collecte tirée des résultats de l'autosurveillance, les collectivités cherchent à réduire les déversements des réseaux. (…)

Disposition 3C-1 Diagnostic des réseaux

Les diagnostics périodiques et les schémas directeurs d'assainissement sont réalisés conformément aux échéances fixées par l'article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif à l'assainissement collectif.

Dispositions 3C-2 Réduire la pollution des rejets d'eaux usées par temps de pluie

c) Dans les secteurs où la collecte est séparative, les déversements ne sont pas autorisés.

d) Pour les systèmes d'assainissement entièrement séparatifs d'une capacité nominale de traitement supérieure ou égale à 500 eh répondant au critère sanitaire défini à l'alinéa (b), les déversements recensés au niveau du trop-plein en tête de station (point A2) ainsi qu'aux by-pass de la station (points A5) doivent rester exceptionnels et, en tout état de cause, ne dépassent pas 2 jours calendaires par an.

e) L'ensemble de ces dispositions sont vérifiées à partir des données d'autosurveillance moyennées sur 5 années consécutives.

Compatibilité :

Les connaissances, patrimoniale et de fonctionnement, issues de l'autosurveillance continueront d'être enrichies. Le cahier de vie doit être remis à jour pour assurer une meilleur lisibilité des données en cohérence avec le fonctionnement réelle des installations.

Le respect de l'objectif d'absence de surverse par temps de pluies est assuré par l'absence de trop plein.

3E - Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes

Par rapport à l'assainissement collectif, la quantité de pollution rejetée est plus faible et plus diffuse sur l'ensemble du bassin. Toutefois, les installations d'assainissement non collectif sont susceptibles de provoquer des problèmes sanitaires ou environnementaux lorsque ces installations sont absentes ou dysfonctionnent. L'arrêté du 27 avril 2012 définit les modalités de contrôle des installations d'assainissement non collectif. En application de cet arrêté, la collectivité précise les travaux à réaliser sous 4 ans :

Compatibilité :

Le PLU n'autorise pas d'urbanisation nouvelle en zone d'assainissement non collectif.

La commune de Guilliers n'est pas concernée directement par des usages sensibles.

5B - Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives

La réduction à la source des rejets est à privilégier. Le traitement est en effet très difficile dès que ces substances sont diluées ou mélangées avec d'autres types d'effluents.

Cette approche est déjà engagée dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat, à travers la mise en œuvre de procédés épuratoires spécifiques ou la suppression du raccordement aux systèmes d'assainissement collectifs.

Les changements de procédés (technologies propres, rejet zéro…) ou les substitutions de molécules sont à rechercher préférentiellement, tout en étant attentif à la toxicité des substituts (…)

5C - Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations.

La maîtrise des pollutions diffuses des activités économiques passe par le développement des actions collectives, ciblées par secteurs artisanaux ou industriels diagnostiqués comme prioritaires au regard de ces substances.

Compatibilité :

Une attention particulière sera apportée aux entreprises voulant s'implanter sur la zone d'activités réservée à de l'artisanat.

Le plan de zonage d'assainissement des eaux usées expose les différentes solutions qui se présentent pour assurer le traitement des eaux usées sur le territoire communal de Guilliers.

Pour les futures zones urbanisables l'objectif est d'anticiper la gestion des eaux usées tant dans la "répercussion" éventuelle d'investissements dans des ouvrages (poste à créer, à renforcer…), que dans des extensions de réseau (profiter des nouveaux réseaux pour raccorder des zones en ANC, continuité et maintien de la collecte.

Le zonage d'assainissement des eaux usées s'appuie sur la connaissance des données patrimoniales existantes et du fonctionnement de l'ensemble des ouvrages. Les prescriptions du SDAGE Loire-Bretagne visent davantage à la prise en compte des outils réglementaires (autosurveillance, diagnostic…) afin de proposer des raccordements pour les zones à urbaniser du PLU et leurs bassins versants respectifs.

6.3.2 Le PLU de Guilliers

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) communal est un document de planification de l'urbanisme pour les 10 années à venir un territoire.

Au regard de la croissance passée, la municipalité envisage, d'ici 10 ans, la création de 50 logements par la construction neuves, le renouvellement urbain, le changement de destination et la remise sur le marché de logements vacants.

Le PADD prévoit de réduire la consommation foncière en d'une part encourager le renouvellement de la ville sur elle-même dans le centre-ville, d'autre part à maîtriser l'urbanisation en périphérie du centre-ville.

7 Mesures et indicateurs suivi

Listing des indicateurs de suivi

Ces indicateurs sont des points de mesures déjà réalisées par différents organismes :

Milieu récepteur

Suivi par la SAUR : amont aval de la step et suivi GBO à l'exutoire du bassin versant.

Assainissement EU

AC : Assainissement collectif

- Evolution du nombre de branchements (urbanisation)
- Autosurveillance : suivi de la capacité épuratoire de la station d'épuration
- Contrôles de conformité des branchements et accompagnement pour les travaux en domaine privé
- Mise en œuvre du programme de travaux

ANC : Assainissement non collectif

- Évolution du nombre d'installations (urbanisme)
- Contrôles des ANC selon la fréquence retenue par le SPANC

8 Conclusion

La commune de Guilliers a réalisé une étude de zonage en 2004. Il a été retenu :

- Assainissement collectif : zone agglomérée et les zones d'extension qui s'y rattachent
- Assainissement Non Collectif : le reste du territoire communal.

Sur la commune, les hameaux sont aujourd'hui classés en "assainissement non-collectif".

Il est rappelé que tout nouveau projet d'assainissement autonome sur le territoire fera l'objet d'une étude spécifique, conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009. Cette étude sera validée par le SPANC dans le cadre de sa mission de contrôle de conception, Puis, si l'avis est favorable, l'installation sera contrôlée lors de sa réalisation.

Aucun hameau n'est retenu pour être classé en zone d'assainissement collectif.

Les eaux collectées par le réseau collectif rejoignent la station d'épuration communale.

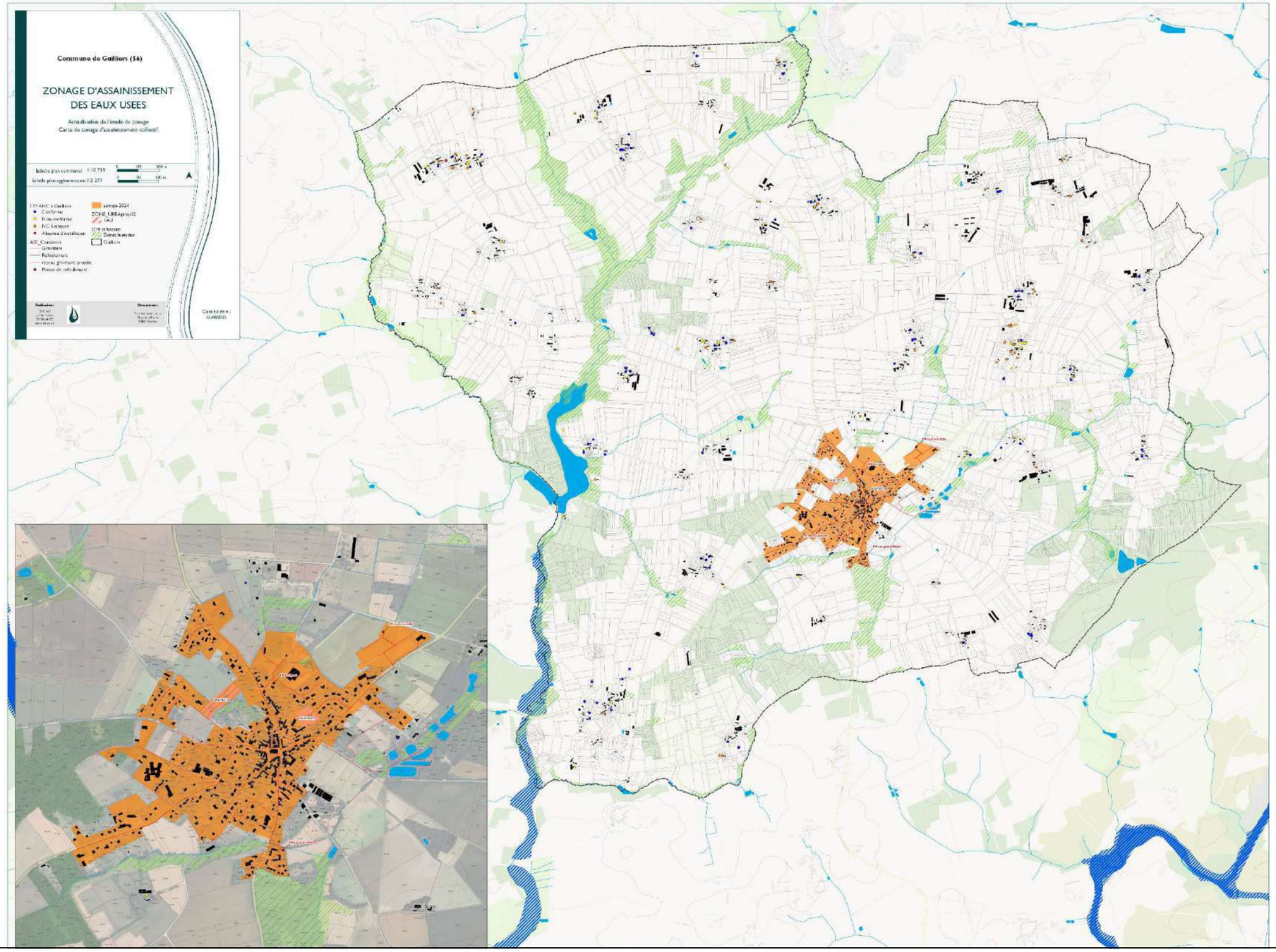
Cette station de type " lagunage naturel", dimensionnée pour traiter **1000 Eq-hab**, reçoit aujourd'hui près de 67 % de sa capacité de traitement organique (en pointe). La capacité résiduelle de traitement est suffisante pour assurer le traitement des raccordements prévus par les nouvelles urbanisations. La charge officielle retenue est de 670 Eq-hab.

Des études devront être engagées, et une décision prise, dès finalisation du schéma directeur à l'échelle de Ploërmel communauté.

La commune maintient sa décision de classement de l'agglomération de Guilliers, de ses zones d'urbanisation en zone d'assainissement collectif. Le reste du territoire en assainissement "non collectif".

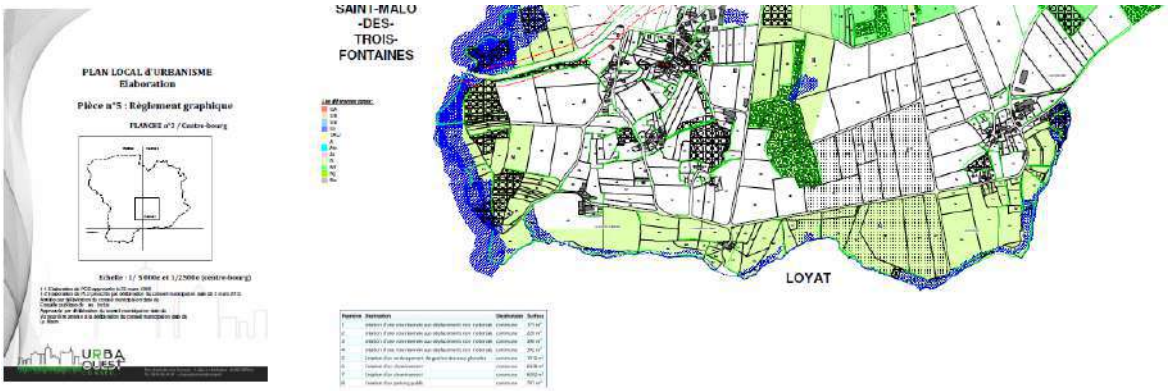
Les flux engendrés par les futurs logements à l'échelle du PLU seront traités par la station d'épuration, sous condition des travaux proposés dans le schéma directeur des eaux usées. Au-delà de 50 logements raccordés, une étude sur le devenir du traitement devra être initié.

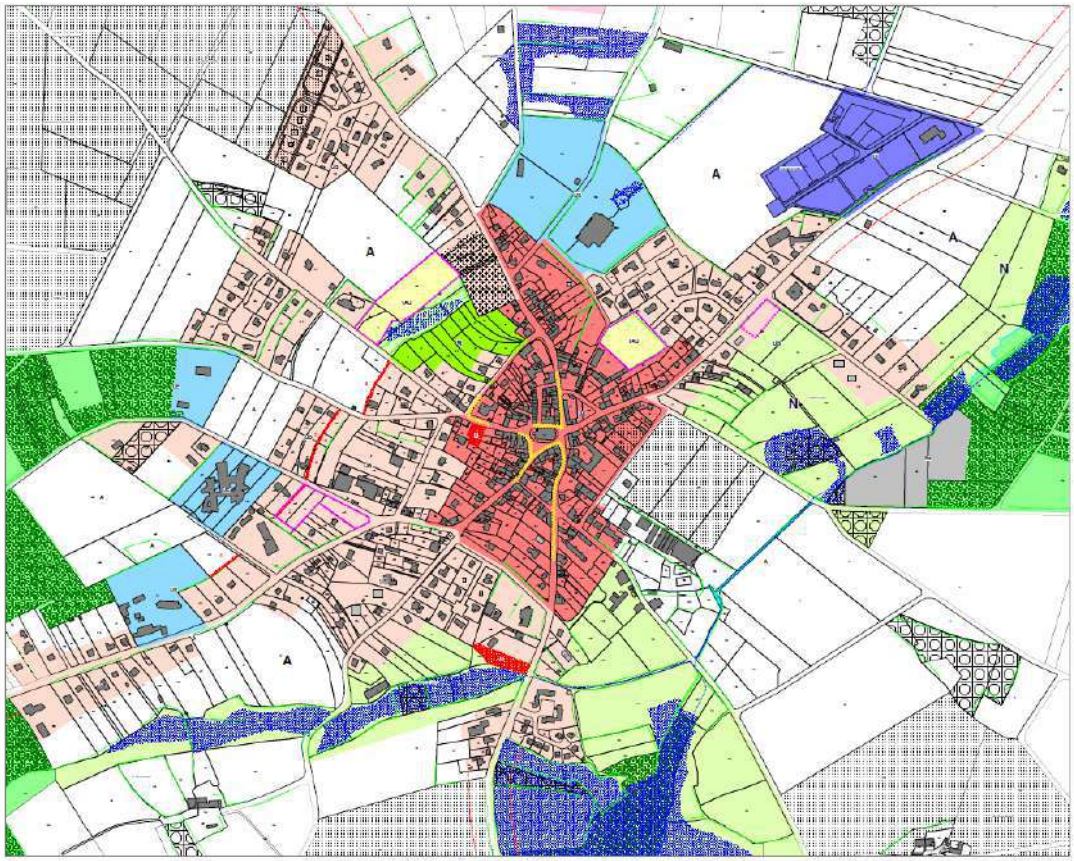
9 Carte de zonage d'assainissement collectif – proposé en conformité avec le PLU



Le périmètre de zonage assainissement collectif reprend le périmètre des nouvelles zones raccordées et ajusté aux zones urbanisables prévues au PLU.

10 Annexes – Extrait du zonage retenu au PLU







Département du Morbihan

Commune de GUILLIERS

Etude de Gestion des eaux pluviales

Juillet 2020

Zonage pluvial - Plan des préconisations

Echelle :	1/1500	Plan :	EP
Commune de Guilliers - Mairie 1, Rue de la Mairie - 56 490 GUILLIERS			
Urba Ouest Conseil PA des Estuaires - 1 Allée du Rocheteur - 44 590 DERVAL			

Réalisé par dm.EAU
Ferme de la Chauvelière
35 150 JANZE
02.99.47.65.63

BV OUEST

Zone de stockage et/ou techniques alternatives
Pluie de référence 20 ans
S$_{BV}$ = 1,03 ha ; Ca = 0,5
Vol = 173 m³ ; Qf = 3 l/s

1AU

Débit de fuite et surverse intégrée dirigés vers le réseau Ø500 situé sous le cimetière

Réseau Ø400 à créer

Débit de fuite dirigé vers le réseau Ø250 PVC + surverse aérienne

Réseau Ø300 à supprimer

Zone de stockage à créer
Pluie de référence 10 ans
S$_{BV}$ = 2,02 ha ; Ca = 0,44
Vol = 240 m³ ; Qf = 6 l/s

BV EST

Rejet vers le réseau Ø300

1AU

Servitude de passage

BV SUD-OUEST

Servitude de passage

Servitude de passage

LEGENDE :

- Zones urbanisables
- Limite bassins versants
- Servitude de passage
- S — Surface du bassin versant (S$_{BV}$)
- Ca — Coefficient d'apport
- Vol — Volume minimum de stockage imposé
- Qf — Débit de fuite imposé
- Cours d'eau
- Zone de stockage existante
- Zones humides

Étude de zonage d'assainissement des eaux pluviales



Demandeur :

Mairie de Guilliers
1, Place de la Mairie
56 490 GUILLIERS
Tél : 02 97 74 40 15

Rapport d'étude

Décembre 2024

2

Etude réalisée par

DM.EAU SARL
Ferme de la Chauvelière
35150 JANZE
Tel 02.99.47.65.63

SOMMAIRE

1 Introduction 5
2 Cadre réglementaire 6
2.1 Code de l'environnement 6
2.2 SDAGE Loire Bretagne et SAGE Vilaine 7
2.2.1 SAGE Vilaine 9
2.3 Code Général des Collectivités Territoriales CGCT 10
3 Diagnostic de la situation actuelle 11
3.1 Contexte général 11
3.1.1 Géographie 11
3.1.2 Éléments de climatologie 12
3.1.2.1 Les températures 12
3.1.2.2 Les précipitations 13
3.1.2.3 L'ensoleillement 14
3.1.3 Patrimoine naturel 15
3.1.3.1 Natura 2000 15
3.1.3.2 ZNIEFF 17
3.1.3.3 Autres zones de protection 17
3.1.4 Hydrographie 18
3.1.4.1 L'Yvel 18
3.1.4.2 Le Ninian 18
3.1.5 Hydrologie 19
3.1.6 Captage d'eau potable 20
3.1.7 Plan de prévention des risques d'inondation PPRI 20
3.2 Situation actuelle des eaux pluviales 22
3.2.1 Système d'évacuation des eaux pluviales 22
3.2.2 Constatations terrain 22
3.2.3 Diagnostic des bassins d'orage 25
3.2.4 Ecoulements recensés sur le domaine prive 30
3.2.5 Incidence des rejets d'eaux pluviales sur la qualité du milieu récepteur 31
3.2.5.1 Contexte hydrologique 32
3.2.5.2 Qualité du cours d'eau 32
3.2.5.3 Estimation de la concentration en MES après rejet 33
4 DEFINITION DE LA ZONE D'ETUDE 35
5 ZONAGE PLUVIAL 37
5.1 Objectifs 37
5.2 Choix des ouvrages de gestion à mettre en place 37
5.3 Étude hydraulique 38
5.3.1 Coefficients de Montana 38
5.3.2 Débit de fuite 38

5.3.3 Degré de protection 38
5.3.4 Coefficient d'apport 39
5.4 Préconisations de gestion 39
5.4.1 OAP1 – Atelier municipaux 40
5.4.2 OAP2 42
5.4.3 OAP3 et 4 – Densification 43
5.4.4 PRESCRIPTIONS DE MISES EN ŒUVRE 51
6 CONCLUSION 55

1 Introduction

La commune de Guilliers est actuellement en phase de réflexion sur son urbanisation future par l'élaboration d'un plan local d'urbanisme.

En parallèle de son PLU, la commune a souhaité entreprendre la réalisation d'une étude de Zonage d'Assainissement des Eaux Pluviales ZAEP. Il repose sur un échange permanent entre les élus, les services techniques et notre équipe hydraulique.

L'objectif est ainsi de contrôler le développement de son urbanisation en intégrant dès à présent les conséquences de l'imperméabilisation croissante sur les écoulements d'eaux pluviales.

Tenant compte des modifications à court, moyen et long, termes de cette urbanisation prévue par le PLU, la commune prend l'option de travailler à l'échelle de ses bassins versants urbains, plutôt que de résoudre ponctuellement les contraintes liées aux futurs aménagements.

Les propositions d'aménagement sont planifiées dans le temps. L'évolution et la création des outils de gestion des eaux pluviales nécessaires à l'extension urbaine ont été validées à la fin de cette démarche de programmation technique.

L'ensemble de ces préconisations de gestion des eaux pluviales sera opposable par le biais d'une enquête publique dans les documents administratifs du plan local d'urbanisme, sous forme d'une carte du « zonage pluvial » communal.

Lors d'un premier projet de PLU le zonage proposé date de 2019. Ce document met en cohérence le nouveau projet de PLU et l'étude de zonage des EP.

2 Cadre réglementaire

2.1 Code de l'environnement

Les articles L211-7 et L211-12 du code de l'environnement concèdent le droit aux collectivités territoriales à toutes actions visant à la maîtrise et la gestion des eaux de ruissellement.

L211-7 :
« I. - Les collectivités territoriales et leurs groupements sont habilités à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, et visant : …

4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;

5° La défense contre les inondations et contre la mer ;

6° La lutte contre la pollution ;

7° La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides… »

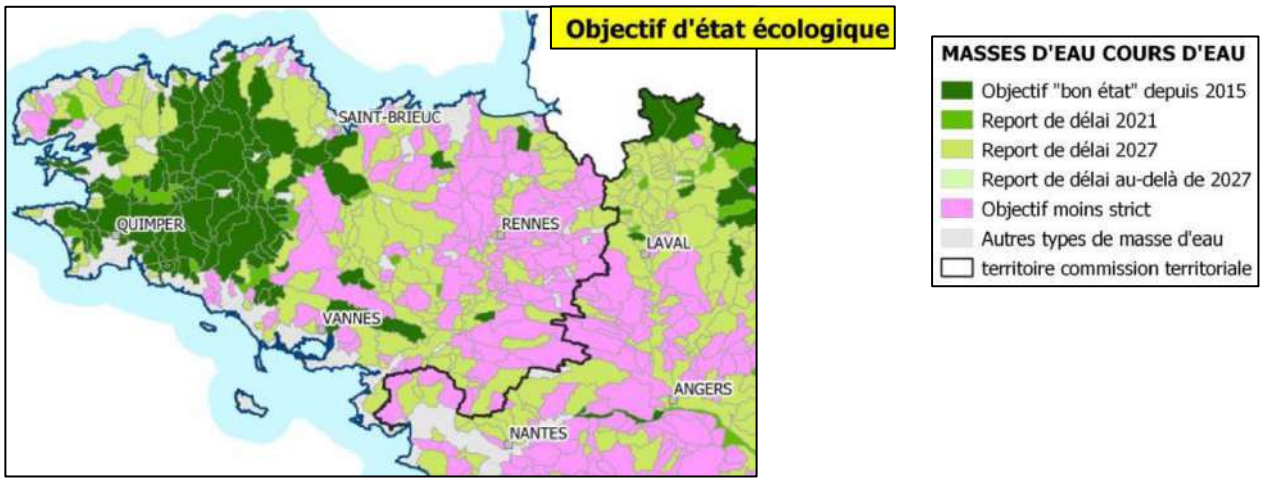
L211-12 :
« I. - Des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées à la demande de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs groupements sur des terrains riverains d'un cours d'eau ou de la dérivation d'un cours d'eau, ou situés dans leur bassin versant, ou dans une zone estuarienne.
II. - Ces servitudes peuvent avoir un ou plusieurs des objets suivants :
1° Créer des zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement, par des aménagements permettant d'accroître artificiellement leur capacité de stockage de ces eaux, afin de réduire les crues ou les ruissellements dans des secteurs situés en aval ; … »

En outre, ce document législatif précise en application de ses articles **R214-1 à R214-3** la nomenclature et la procédure des **opérations d'aménagements** soumises à déclaration ou autorisation.

De même, les **Installations, Ouvrages, Travaux et Activités IOTA** définies par la nomenclature des articles **L214-1 à L214-6** sont également soumis à déclaration ou autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

2.2 SDAGE Loire Bretagne et SAGE Vilaine

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne a été adopté par le comité de bassin le 3 mars 2022 pour la période 2022-2027, puis arrêté par le préfet coordonnateur du bassin le 18 mars 2022 et publié au Journal officiel de la République française le 3 avril 2022.
Ce SDAGE 2022-2027 s'inscrit dans la continuité du précédent pour permettre aux acteurs du bassin Loire-Bretagne de poursuivre les efforts et les actions entreprises pour atteindre les objectifs environnementaux. Ce document, rappelle les enjeux de l'eau sur le bassin Loire-Bretagne, définit les objectifs de qualité pour chaque masse d'eau (très bon état, bon état, bon potentiel, objectif moins strict) et les dates associées (2021, 2027, 2033, 2037), et indique les mesures nécessaires pour l'atteinte des objectifs fixés et les coûts associés.
Les SDAGEs précédents avaient définit des objectifs de qualité par masse d'eau et des délais pour atteindre ces objectifs. Dans le programme 2022-2027 l'échéance de retour au bon état écologique est 2027. Cependant, il existe quelques cas particuliers pour lesquels un objectif moins strict est retenu (OMS).



Les bassins versants principaux de la commune appartiennent aux masses d'eau de :

- « *L'Yvel depuis la confluence avec le Doueff jusqu'à l'Etang au Duc* » - (FRGR0133a).
- « *L'Yvel et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Doueff* » - (FRGR0601)
- « *Le Ninian et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Léverin* » - (FRGR0605)

Dans le SDAGE, **des orientations fondamentales** et dispositions sont fixées. Pour ce projet, elles correspondent à :

« Chapitre 3 : réduire la pollution organique et bactériologique"

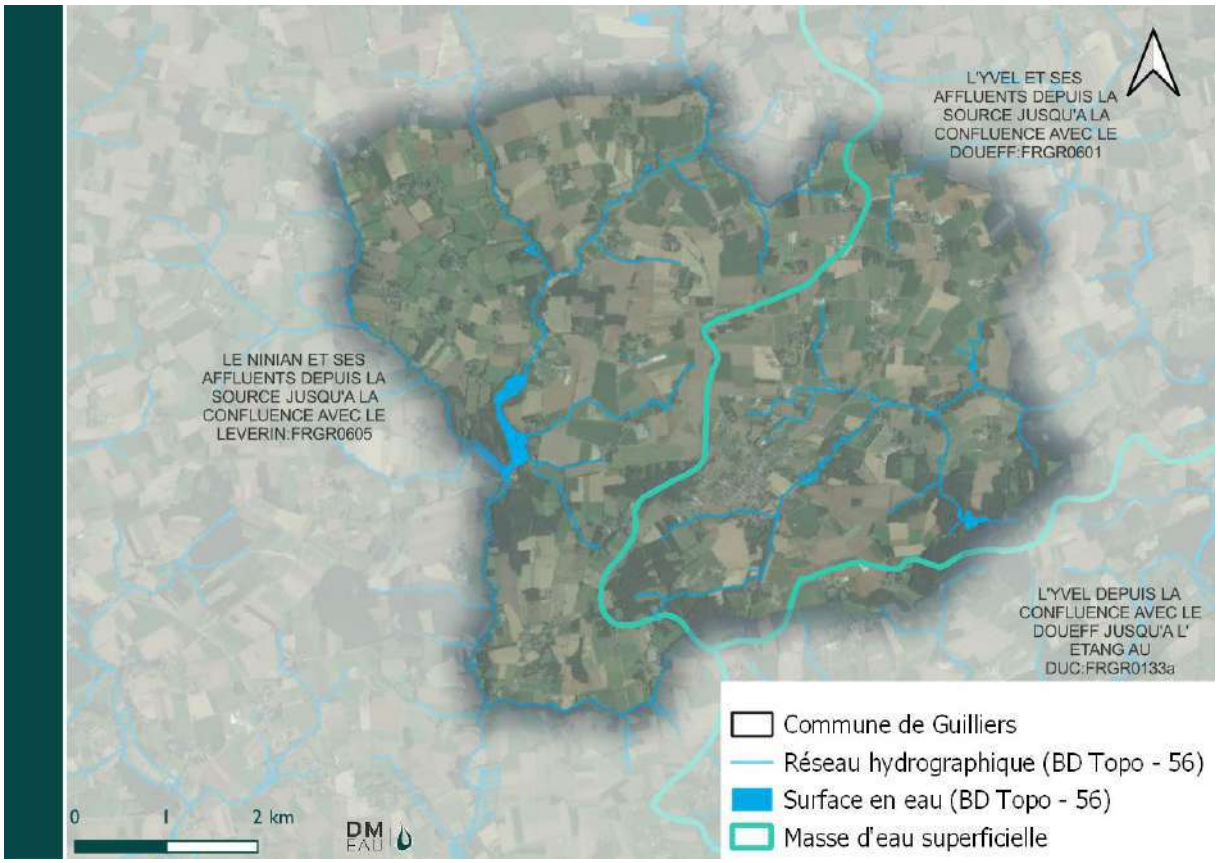


Figure 1 : Répartition spatiale des masses d'eau (Source : agence de l'eau Loire Bretagne)

La directive cadre sur l'eau fixe des objectifs environnementaux, dont l'atteinte du bon état des eaux dès 2015.

Les SDAGEs précédents avaient définit des objectifs de qualité par masse d'eau et des délais pour atteindre ces objectifs. Dans le programme 2022-2027, l'échéance de retour au bon état écologique est 2027.

Toutefois, des exemptions dûment justifiées sont possibles, notamment par un report de l'échéance limitée à deux cycles de gestion. C'est ce motif qui a été utilisé lors des deux premiers cycles, entre 2010 et 2021. Au-delà de 2027, sauf pour quelques cas particuliers, ce n'est plus possible. C'est pourquoi le SDAGE 2022-2027 a recours à un autre type d'exemption : l'objectif moins strict (OMS).

Il ne s'agit pas d'une remise en cause définitive de l'objectif de bon état, mais plutôt de son rééchelonnement dans le temps. L'atteinte de l'objectif de bon état en 2027 est considérée comme ne pouvant pas être envisagée, et l'ambition est adaptée pour seulement certains éléments de qualité. Le bon état doit être atteint pour les autres.

Aucune dégradation supplémentaire n'est tolérée, et toutes les actions possibles doivent être engagées. Tous les 6 ans, la situation est réexaminée, afin de voir si les conditions permettant de lever la dérogation sont réunies.

L'objectif moins strict correspond ainsi à l'adaptation ciblée de l'objectif de bon état, associée à la mise en œuvre d'actions, pour l'atteinte échelonnée dans le temps du bon état des eaux.

Masse d'eau	Etat Ecologique (2017)	Station de référence	Objectif d'atteinte du bon état	Risques de non atteinte
L'Yvel du Doueff jusqu'à l'Etang au Duc	***Moyen***	*Loyat* (04196950)	OMS (2027)	Morphologie, Hydrologie
L'Yvel amont (FRGR0601)	***Bon***	*Saint Brieux de Mauron* (04196655)	Bon état (2027)	Macropolluants, Pesticides, Morphologie, Hydrologie
Le Ninian (FRGR0605)	***Bon***	*Mohon* (04197510)	Bon état (2027)	Pesticides, Morphologie

Tableau 1 : Evaluation de l'état écologique de la masse d'eau et définition des objectifs (Source : agence de l'eau Loire Bretagne)

2.2.1 SAGE Vilaine

L'ensemble des cours d'eau de la commune de Guilliers appartient au bassin versant de la Vilaine, et font ainsi partie du territoire du SAGE Vilaine dont la première révision a été validée par arrêté préfectoral le 2 juillet 2015. Ses préconisations doivent être prises en compte.

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) composé de trois volumes et un règlement ont alors été adoptés.
Dans cette première révision du SAGE Vilaine, il est rappelé dans l'état des lieux que, en accord avec le SDAGE, il doit y avoir une cohérence entre les politiques d'aménagement et de gestion des eaux. L'eau doit être prise en compte comme élément à part entière pour l'aménagement du territoire.

Les dispositions déclinées dans le volume 2 du PAGD doivent respecter des objectifs transversaux du SAGE :
1. L'amélioration de la qualité des milieux aquatiques
2. Le lien entre la politique de l'eau et l'aménagement du territoire
3. La participation des parties prenantes
4. L'organisation et la clarification de la maitrise d'ouvrage publique.
5. Appliquer la réglementation en vigueur.

Afin d'atteindre ces différents objectifs, des dispositions et orientations de gestion sont regroupées au sein de 14 chapitres. Certaines de ces thématiques doivent être prises en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

Disposition 125 - Conditionner les prévisions d'urbanisation et de développement à la capacité d'acceptabilité du milieu et des infrastructures d'assainissement : Lors de l'élaboration du PLU, les

collectivités compétentes s'assurent de la cohérence entre les prévisions d'urbanisme et la délimitation des zonages d'assainissement.

Le PLU et les zonages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales seront conçus afin d'assurer leur compatibilité avec le SDAGE et le SAGE Vilaine.

2.3 Code Général des Collectivités Territoriales CGCT

Les collectivités territoriales disposent de la compétence eaux pluviales au sein de leur territoire.
En tant que propriétaires des systèmes d'assainissement des eaux pluviales, elles doivent surveiller ; sur le plan quantitatif et sur le plan qualitatif ; les rejets des réseaux pluviaux provenant des zones agglomérées.

La maîtrise du ruissellement des eaux pluviales ainsi que la lutte contre la pollution des milieux récepteurs sont prises en compte dans le cadre du zonage d'assainissement des eaux pluviales à réaliser par les collectivités comme le mentionne l'article L2224-10 du CGCT.

Cet article stipule notamment :

« Les communes ou leurs groupements de coopération délimitent, après enquête publique … :

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Cet article L2224-10 oriente clairement vers une gestion des eaux pluviales à la source, en intervenant sur les mécanismes générateurs et aggravants des ruissellements, et tend à mettre un frein à la politique de collecte systématique des eaux pluviales. Il a également pour but de limiter les coûts de l'assainissement pluvial collectif.

3 Diagnostic de la situation actuelle

3.1 Contexte général

3.1.1 Géographie

La commune de Guilliers se situe dans le département du Morbihan, en région Bretagne, à une dizaine de kilomètres au Nord de Ploërmel.
La commune compte 1 305 habitants (Insee 2019) pour une superficie de 35,14 km².

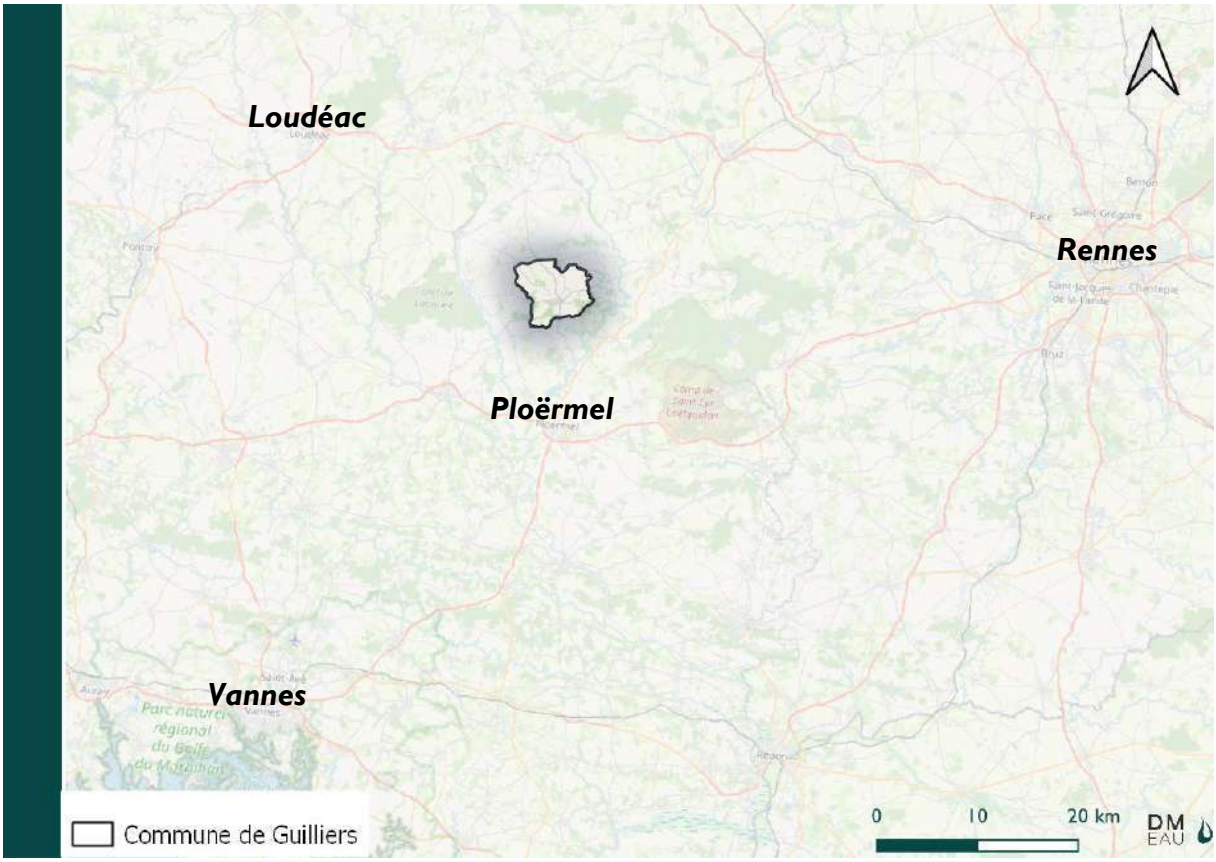


Figure 2: Localisation de la commune de Guilliers (Source : OpenStreetMap)

Guilliers fait partie de la Communauté de Communes de Ploërmel Communauté, établissement public de coopération intercommunale regroupant 30 communes pour un total d'environ 43 000 habitants.

La Commune appartient au Pays de Ploërmel – Cœur de Bretagne, associant les Communautés de Communes de Ploërmel Communauté et De l'Oust à Brocéliande Communauté. Piloté par un Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR), ce territoire de projet est couvert par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

La commune dispose d'un réseau de collecte de type séparatif pour l'évacuation des eaux usées et eaux pluviales. Les eaux usées sont traitées par la station d'épuration communale dont la gestion est déléguée à la SAUR. Le SPANC (contrôle des installations d'assainissement non-collectif) est une compétence déléguée à Ploërmel Communauté.

3.1.2 Éléments de climatologie

La climatologie de la commune de Guilliers est appréciée à partir des données issues de la station météorologique de l'aéroport Rennes - Saint-Jacques-de-la-Lande, entre 1991 et 2020. La station est située à une dizaine de kilomètres au Sud-Ouest de la ville de Rennes.

La carte présentée ci-dessous montre que la commune de Guilliers se situe dans les mêmes isohyètes que Saint-Malo et que Vitré (de 700 à 800 mm/an). Les précipitations moyennes annuelles sont plus importantes que sur Rennes. La variation reste cependant analogue à celle relevée sur la période 1991-2020, présenté ci-après.

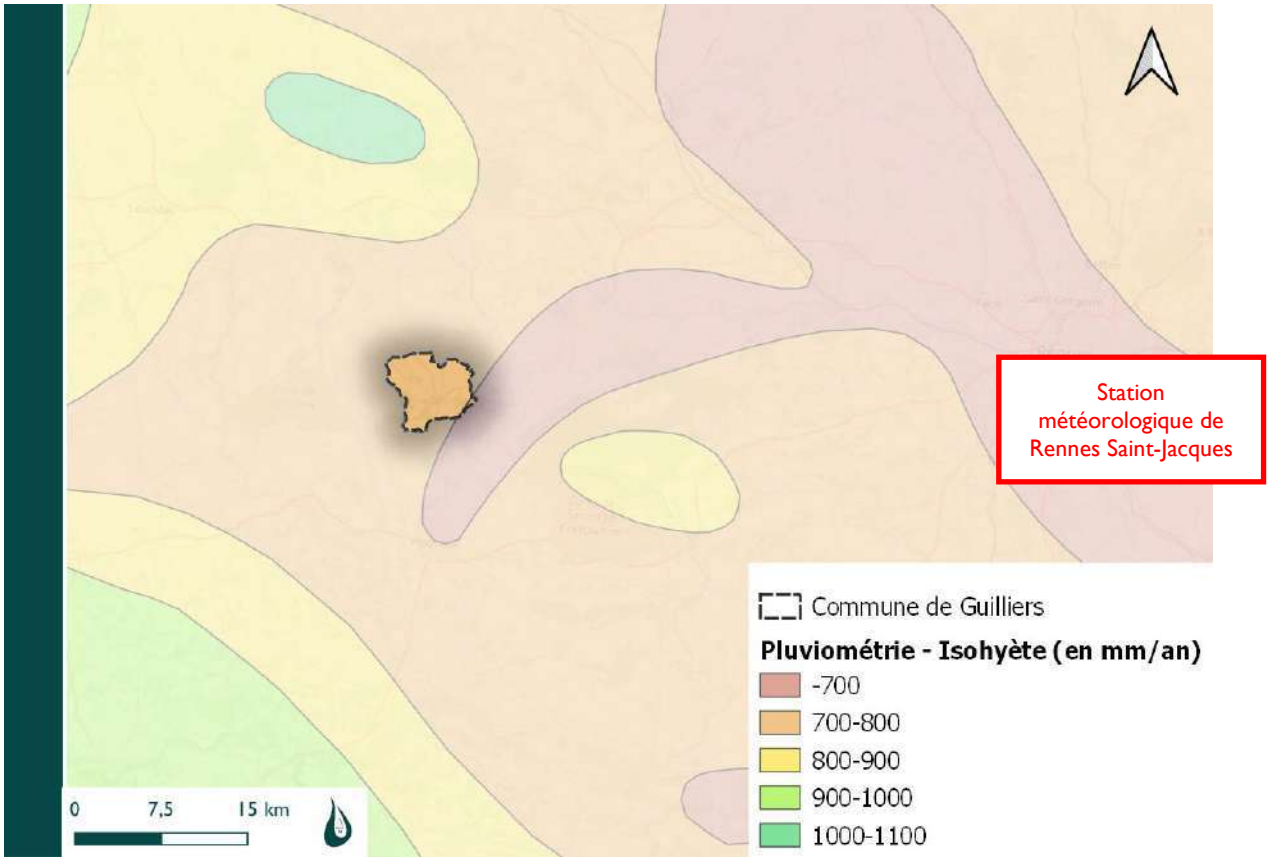


Figure 3 : Isohyètes de précipitations - Source : Météo-France

Par mois, les précipitations y sont en moyenne de 5 mm supérieurs par rapport à celles enregistrées dans le bassin rennais.

3.1.2.1 Les températures

D'après les relevés de température de Météo France, la température moyenne annuelle est de 12,4°C. L'influence maritime réduit les amplitudes thermiques journalières et annuelles (le maximum de la température moyenne s'élève à 16,8 °C ; son minimum à 8 °C). Les températures minimales moyennes sont atteintes en février (2,9 °C) et les maximales moyennes en juillet (24,8 °C). La période de grand froid est généralement courte (1 ou 2 décades entre janvier et février). Les jours de gel (sous abri) sont de l'ordre de 25 à 30 par an.

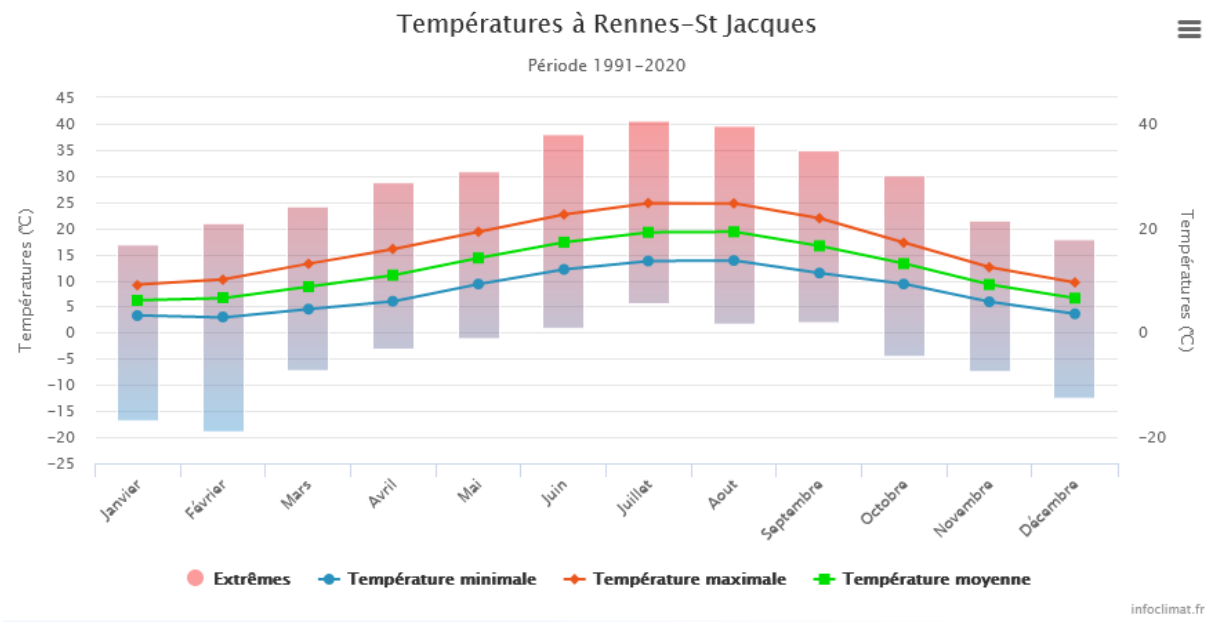
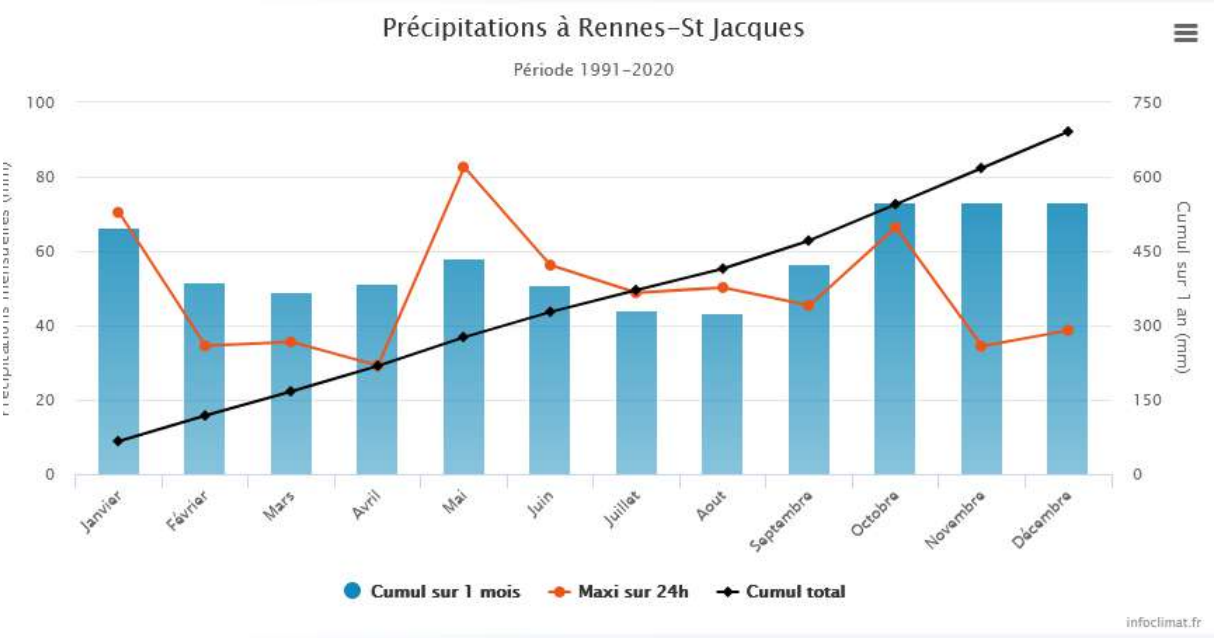


Figure 4 : Températures à Rennes-St Jacques – période 1991- 2020 (infoclimat.fr)

3.1.2.2 Les précipitations

Le climat est de type océanique tempéré, avec une répartition de la pluviométrie relativement homogène sur l'année.
Les pluies décroissent de décembre à mars pour atteindre leur minimum en août (43,5 mm). Le mois de mai reste toutefois relativement pluvieux avec en moyenne 58,1 mm. Les mois de juin à d'août sont cependant sensiblement plus secs (inférieurs à 51 mm en moyenne de pluies). Les derniers mois de l'année sont les plus arrosés (supérieurs à 56 mm). Les pluies sont peu abondantes, les orages sont rares et les épisodes neigeux exceptionnels. La différence de précipitations entre le mois le plus sec et le mois le plus humide est de 29,8mm.

Au total, sur la période 1991-2020, le cumul de précipitations est de 691 mm en moyenne par an.



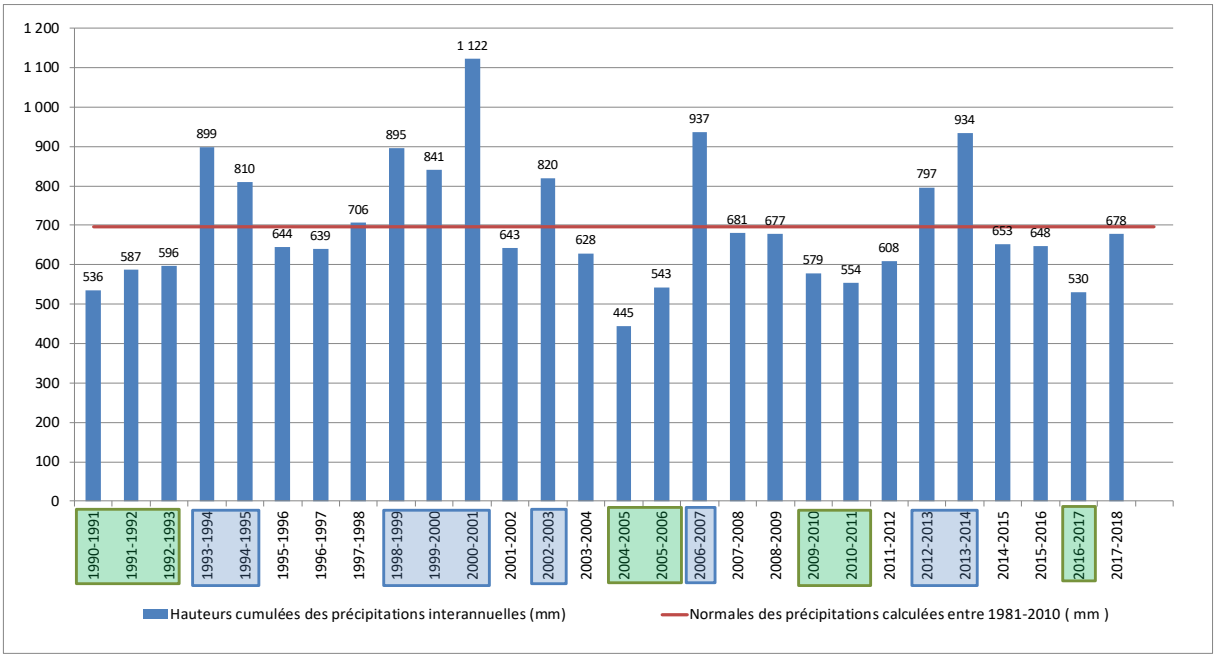


Figure 5 : Précipitations annuelles (1990 – 2018) - Source : Météo-France

Lors de la dernière décennie, une succession de périodes de 2 à 3 années, sèches et humides a été mesurée. Le graphique ci-dessous, retrace la pluviométrie interannuelle (de septembre à septembre) pour appréhender les années sèches et humides en cohérence avec l'influence sur l'hydrologie des cours d'eau.
Nous notons, en particulier, le passage de périodes très humides (2006/2007 et 2012/2014) et de période sèches (2009/2011, 2016/2017).

3.1.2.3 L'ensoleillement

Le nombre d'heures d'ensoleillement est marqué par une croissance régulière de janvier à juillet, et une décroissance également régulière d'août à décembre. Avec 220,2 heures, le mois d'août s'avère être le plus ensoleillé. Janvier, avec 68,3 heures, est le mois le moins ensoleillé. La moyenne du nombre d'heures d'ensoleillement mensuelle d'élève à 147.

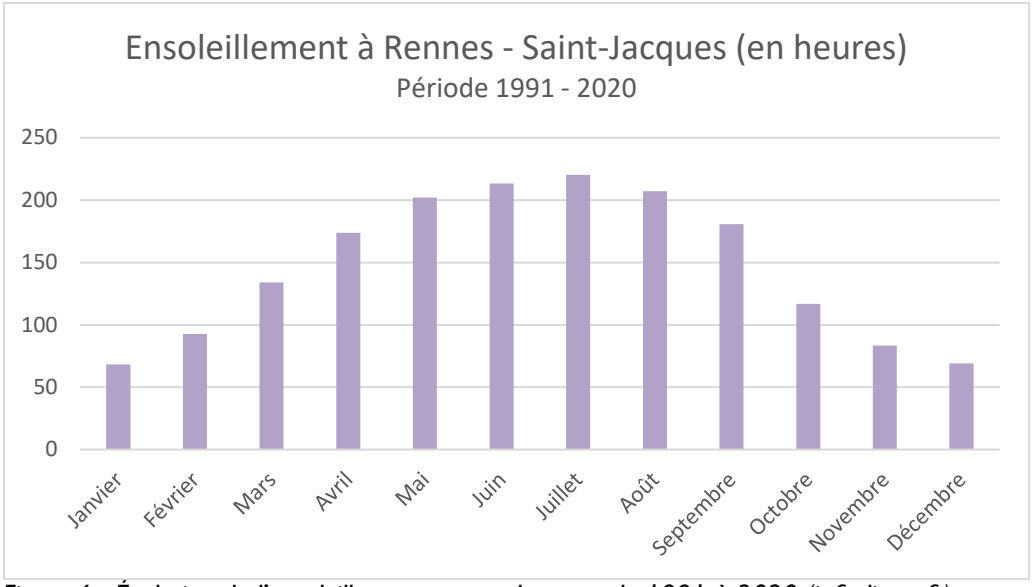


Figure 6 : Évolution de l'ensoleillement mensuel moyen de 1991 à 2020 (infoclimat.fr)

3.1.3 Patrimoine naturel

La DREAL Bretagne recense les espaces naturels et sites paysagers remarquables, selon les données disponibles (ZNIEFF, site inscrit, etc…), les données sur le site Natura 2000 et les espèces patrimoniales associées, aucun espace naturel et site paysager remarquable n'est recensé sur la commune de Guilliers.

3.1.3.1 Natura 2000

Les sites Natura 2000 font l'objet de mesures de protection et les programmes pouvant les affecter doivent faire l'objet d'une évaluation appropriée de leurs incidences. Le DocOb est un dispositif contractuel qui contient une analyse, des objectifs et des propositions de mesures pour conserver un site, il contient également une charte, et les procédures de suivi.

Aucun site NATURA2000 n'est présent sur la commune de Guilliers.

Le site NATURA2000 le plus proche est situé à environ 3 km de la Commune. Il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation de la Forêt de Paimpont (FR300005).

En référence au code de l'environnement article R414-19 issu du décret du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 et l'arrêté préfectoral régional du 18 mai 2011, fixant la liste locale des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000, le projet de révision du PLU n'aura pas d'impact sur une zone classée Natura 2000.

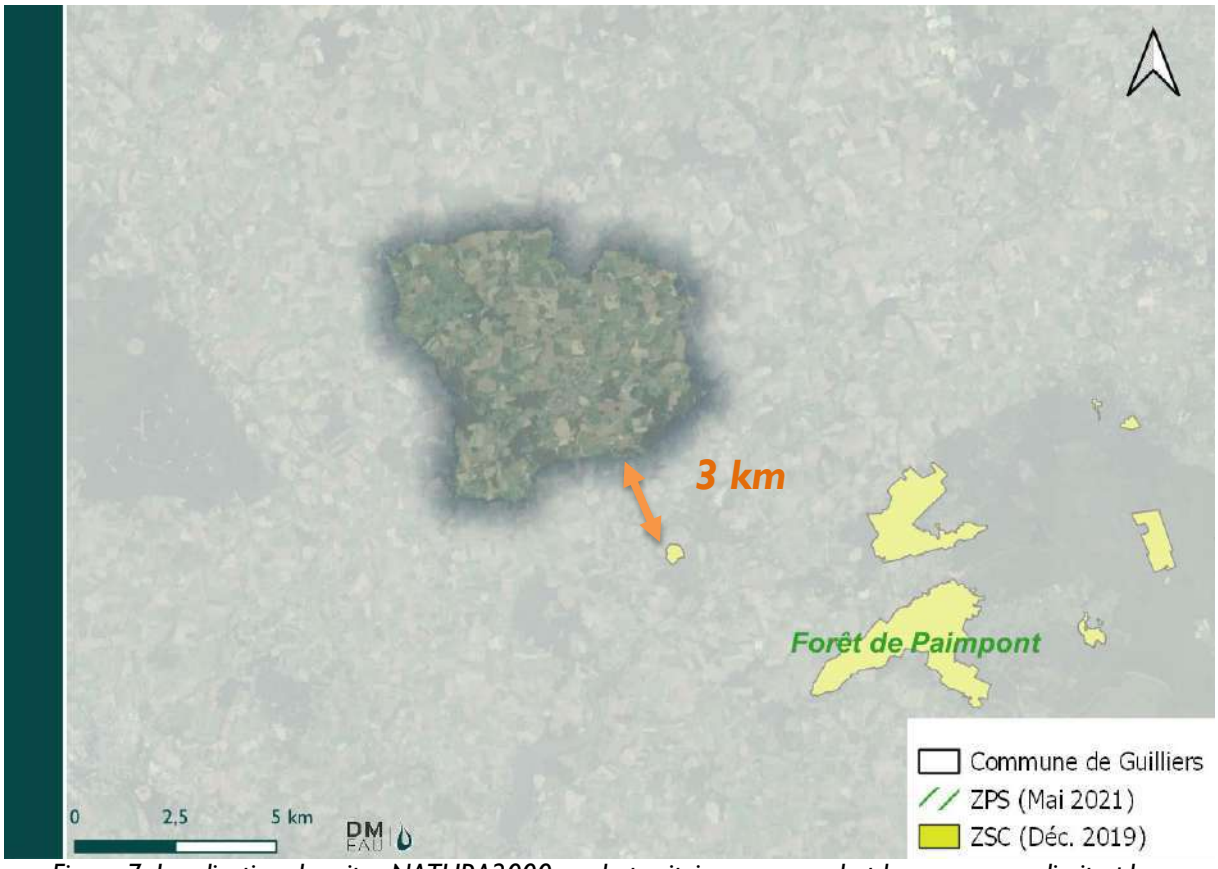


Figure 7: Localisation des sites NATURA2000 sur le territoire communal et les communes limitrophes

Eléments du plus vaste massif forestier de Bretagne (8000 ha) présentant en périphérie ouest un substrat schisteux riche en fer et silice recouvert surtout par des landes, et au centre, des grès armoricains sur lesquels des sols plus profonds ont favorisé l'implantation du couvert forestier (feuillus et résineux). La relative altitude du massif, qui constitue un obstacle aux vents d'ouest, apparente le régime pluviométrique local à celui de la Basse-Bretagne (800 à 1000 mmm d'eau par an).

Le massif comporte des secteurs remarquables relevant de la hêtraie-chênaie atlantique à houx, riches en bryophytes (une centaine de taxons), ainsi qu'un complexe d'étangs présentant une grande variété d'habitats d'intérêt communautaire liée aux variations spatio-temporelles du régime d'alimentation en eau ou du niveau trophique.
L'intérêt du site se caractérise également par les landes sèches ou humides périphériques ainsi que les pelouses rases acidiphiles, sur affleurements siliceux, d'une grande richesse spécifique.

Des drainages agricoles récents (plateau du Telhouet) sont susceptibles d'apporter un excès de sédiments sur les rives de l'étang de Comper, modifiant fortement la composition du cortège floristique des berges exondables et menaçant tout particulièrement la pérennité d'une des principales stations du Coléanthe délicat.
D'une manière générale, toute modification importante du régime trophique et hydraulique des étangs est de nature à compromettre la préservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire associés. Le caractère essentiellement oligotrophe (zone centrale des étangs) ainsi qu'un assèchement relatif automnal, devront être maintenus.

Source : INPN - MNHN



Figure 8 : Vue du massif forestier du domaine de Paimpont – Crédits photographiques : M. Petitteville

Le site Natura 2000 « Forêt de Paimpont » est situé à 3 km de la commune. Le PLU et son zonage est étudié avec pour objectif le respect de la doctrine ERC (éviter réduire compenser) et ainsi limiter l'impact sur un site du réseau Natura 2000.

3.1.3.2 ZNIEFF

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance indiquant la présence sur certains espaces d'un intérêt écologique. Les ZNIEFF peuvent constituer une preuve de la richesse écologique des espaces naturels et de l'opportunité de les protéger. L'inventaire n'a pas, en lui-même, de valeur juridique directe et ne constitue pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels.
Ce sont des inventaires destinés à recenser les zones présentant un intérêt écologique, désignées par la présence d'au moins une espèce déterminante. Les ZNIEFF de type I recensent les espaces de taille modeste, le type II, les sites plus vastes.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance indiquant la présence sur certains espaces d'un intérêt écologique. Les ZNIEFF peuvent constituer une preuve de la richesse écologique des espaces naturels et de l'opportunité de les protéger. L'inventaire n'a pas, en lui-même, de valeur juridique directe et ne constitue pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels.

Aucune ZNIEFF n'est recensée sur le ban communal.

3.1.3.3 Autres zones de protection

Le site du projet n'est pas concerné par les zones de protection suivantes :

- Arrêté de protection de biotope (APB)
- Zone humide Ramsar
- Parc Naturel Régional (PNR)
- Site du Conservatoire du littoral
- Site du Conservatoire des Espaces Naturels
- Espaces Naturels Sensibles (ENS)

3.1.4 Hydrographie

3.1.4.1 L'Yvel

La ligne de crête entre ces bassins versant traverse la commune du Nord au Sud, partageant le territoire entre, à l'Est le Bassin de l'Yvel-Hyvet pour environ 1/3 de la surface communale, et à l'Ouest le bassin du Ninian-Léverin pour la surface restante

Le Ninian prend sa source à Laurenan, dans les landes du Menez en Côtes-d'Armor. Il prend une direction sud-est à partir de La Trinité-Porhoët, marque sur une dizaine de kilomètres la limite entre les Côtes-d'Armor et le Morbihan, traverse la ville de La Trinité-Porhoët, avant de confluer avec l'Oust au Sud de Guillac, à proximité de Montertelot.

L'Yvel s'écoule vers le sud-est en traversant notamment Merdrignac puis vers le sud-ouest en traversant Néant-sur-Yvel et Loyat. Il forme ensuite le lac au Duc avant de rejoindre le Ninian à l'ouest de Ploërmel, entre les trois communes de Ploërmel, Taupont et Guillac, à l'altitude de 23 mètres et après un parcours de 58,3 km.

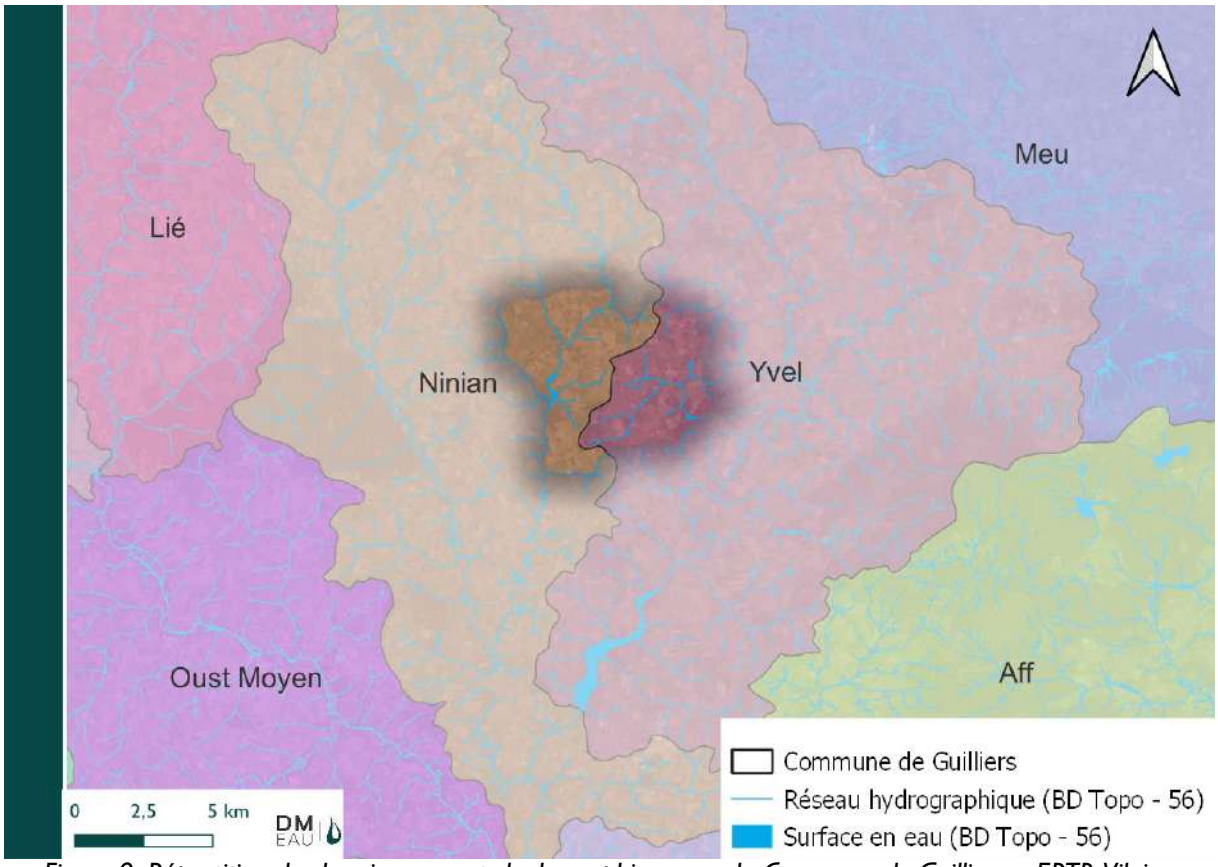


Figure 9: Répartition des bassins versants hydrographiques sur la Commune de Guilliers – EPTB Vilaine

Le Ninian et l'Yvel sont, de ce fait, les milieux récepteurs des eaux pluviales de la commune.

3.1.4.2 Le Ninian

Le Ninian prend sa source à Laurenan, dans les landes du Menez en Côtes-d'Armor. Il prend une direction sud-est à partir de La Trinité-Porhoët, marque sur une dizaine de kilomètres la limite entre les Côtes-d'Armor et le Morbihan, traverse la ville de La Trinité-Porhoët, avant de confluer avec l'Oust au Sud de Guilliers, à proximité de Montertelot.

3.1.5 Hydrologie

L'Yvel est équipé d'une station de mesure hydrologique qui permet de surveiller et d'étudier les débits de ce cours d'eau sur sa partie aval, à Loyat.
Cette station, mesure, depuis 1967, un bassin versant de 300,25 km². La climatologie et géologie de son affluent étant similaire, cette station est prise en référence pour estimer les débits du ruisseau de Rezo. Aussi, la caractérisation des variations hydrologiques sera illustrée à partir des données de cette station hydrométrique.

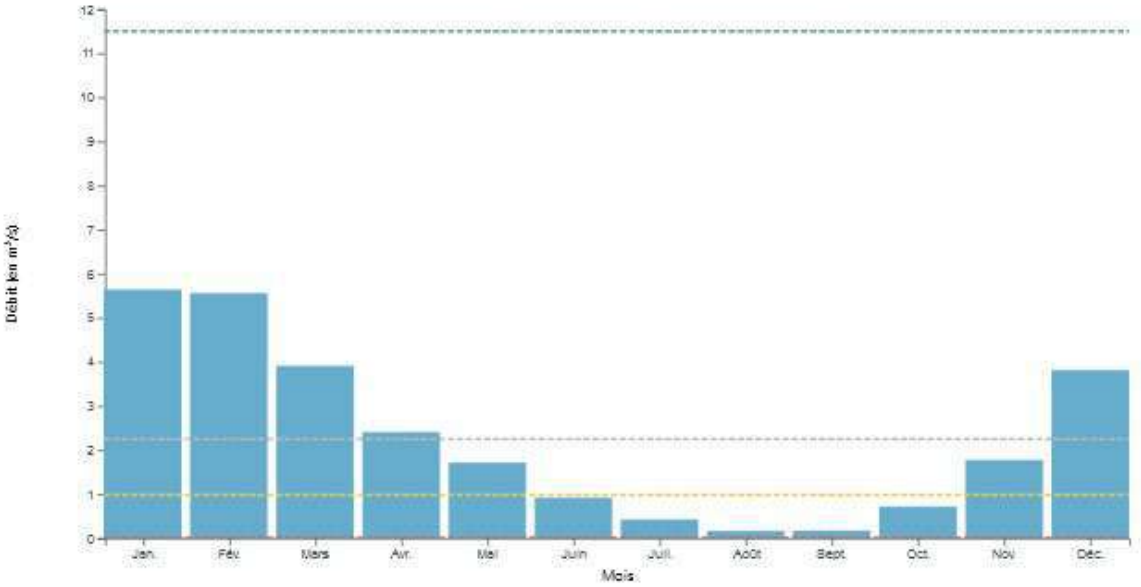


Figure 10 : Évolution des débits spécifiques mensuels de l'Yvel à Loyat (Banque hydro RBDE)

Comme tout bassin schisteux, les variations de débits sont très importantes. Les débits moyens hivernaux les plus élevés sont mesurés aux mois de janvier et février. Ils atteignent près de 18 ,8 l/s/km².

Les débits moyens les plus faibles sont statistiquement observés aux mois d'août et septembre. Le débit QMNA 5 ans est de 13 l/s à Loyat (300,5 km²), c'est à dire qu'il correspond à un débit spécifique faible de 0,04 l/s/km².

L'Yvel Loyat (300 km²)	*m³/s*	**Débits spécifiques** *l/s/km²*
QMNA5	0,043	0,013
Débit moyen annuel	2,25	7,5
Débit de crue décennale instantané	47,4	157,82
Débit moyen mensuel (Janvier)	5,64	18,8

Tableau 2 : Récapitulatif du comportement hydraulique de l'Yvel (donnée banque hydro)

Cependant, nous rappelons ici que les débits moyens mensuels sont très différents d'une année à l'autre. Il n'y a en fait pas d'années comparables sur le plan hydrologique.

En période de basses eaux, les variations entre années sèches et humides sont, bien entendu, les plus faibles. En période de hautes eaux (décembre à mars), nous observons régulièrement des décrues hivernales importantes (débit maximum en histogramme vert particulièrement contrasté).

Les débits sont légèrement contrastés avec, en hiver, des débits modérés sur de courtes périodes et des débits d'étiage peu soutenus en raison d'un contexte géologique sédimentaire détritique (siltites, grès-grauwackes, schiste) ne favorisant pas le drainage et l'alimentation par la nappe.

3.1.6 Captage d'eau potable

D'après Ploërmel Communauté, plusieurs sites de Prélèvement/Production sont présents sur le territoire communautaire :

- Prélèvement/Production de Kermeur à Monterrein (eau souterraine – 15 943 m3 en 2016) ;
- Prélèvement/Production de Blogo-Pouho à Val d'Oust-Quily (eau souterraine – 9 798 m3 en 2016) ;
- Prélèvement/Production du Pré d'Abas - Casteldeuc à Les Froges / La-Trinité-Porhoët (eau souterraine – 90 366 m3 en 2016) ;
- Prélèvement/production du Lac au Duc à Ploërmel (eau de surface – 1 931 610 m3 en 2016) ;
- Prélèvement La Herbinaye à Guillac (eau de surface – 574 559 m3 en 2016) ;
- Prélèvement/Production de Prassay à Val d'Oust – Le Roc Saint-André (eau souterraine – 114 262 m3 en 2016).

La commune n'est donc pas concernée par un captage, par un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable ou par une Aire d'Alimentation de Captages (AAC).

Il existe aucune zone de baignade sur la commune.

3.1.7 Plan de prévention des risques d'inondation PPRI

Le PPRi (Plan de Prévention des Risques d'inondations) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques.
Aucun PPRi n'a été approuvé sur le territoire communal.

L'atlas des zones inondables (AZI) vise à faciliter la connaissance des risques d'inondations par les collectivités territoriales, les services de l'État et le public.
Les AZI sont élaborés par les services de l'Etat et portés à la connaissance des collectivités et établissements en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme. Il ne s'agit pas d'un

document réglementaire mais d'un outil d'information, qui aide à la décision et à l'intégration des risques dans l'aménagement du territoire (à l'échelle des documents d'urbanisme comme à celle de l'aménagement opérationnel).

Le territoire est couvert par un Atlas des Zones Inondations (AZI). Il recense des zones soumises à un aléa inondations situées aux abords du Léverin.

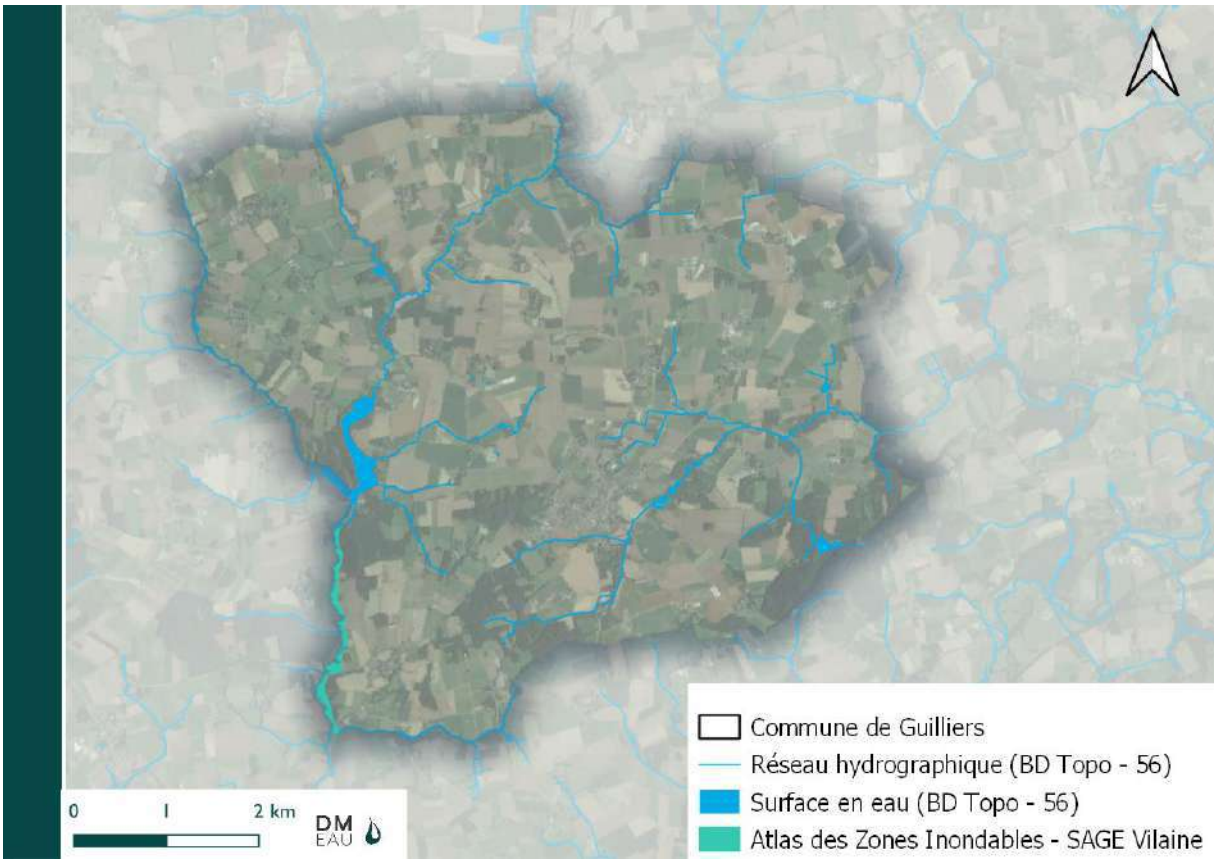


Figure 11 : Zones inondables recensées par l'AZI sur la Commune de Guilliers

Le projet de révision du PLU de Guilliers devra veiller à la prise de compte de l'aléa inondations, et notamment aux zones recensées au sein de l'AZI.

3.2 Situation actuelle des eaux pluviales

3.2.1 Système d'évacuation des eaux pluviales

La cartographie générale du réseau d'eaux pluviales a été réalisée sous format informatique après plusieurs passages terrains en février 2018 pour reconnaissance des réseaux. Cette phase terrain a été complétée par les plans de recollement des lotissements fournis par la commune de Guilliers.

Le système d'assainissement collectif des eaux pluviales de Guilliers comprend :

- 11 280 mètres de canalisations principales ;
- 418 regards de visite (155 avaloirs/grilles, 35 tampons type dalle béton et 228 tampons ronds) ;
- 6 650 m de fossés (non exhautif) ;
- 6 bassin d'orage ;

Le milieu récepteur des eaux de la zone agglomérée correspond au ruisseau de Rézo.

3.2.2 Constatations terrain

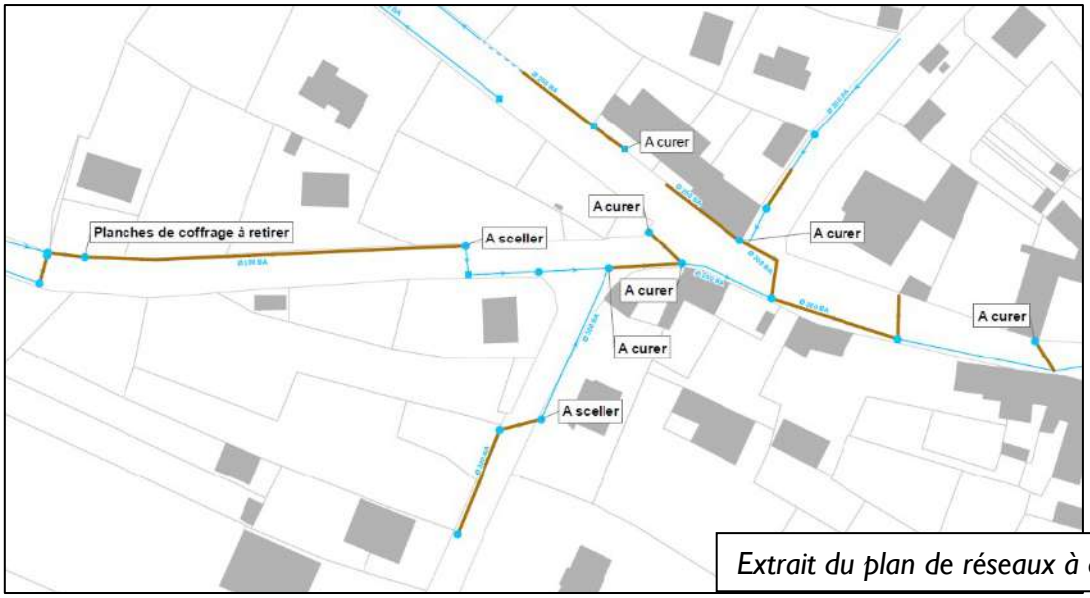
Le plan des réseaux à curer permettra à la commune de programmer ces travaux et ainsi les budgétiser dans un entretien pluriannuel.



Photo 1 : Vue d'un réseau à curer – Réseau Ø300 de la rue de la Hache



Photo 2 : Vue d'un réseau à curer – Réseau Ø300 de la route de Josselin



Extrait du plan de réseaux à curer

Certaines portions de réseaux n'ont pu être accessibles du fait de tampons bloqués et situés sous enrobé ou en partie. Ces constatations sont également indiquées sur le plan diagnostic.



Photo 3 : Vue d'un tampon non accessible – Hameau de Perhan

Lors de la phase terrain, des traces visibles de mauvais rejets peuvent être constatées dans le système d'évacuation des eaux pluviales. Il peut s'agir d'eaux usées ou de rejets type peinture/solvants.

Les eaux usées correspondent à l'ensemble des eaux rejetées par les installations domestiques. On distingue deux types d'eaux usées :

- les eaux vannes, elles proviennent des installations de type WC.
- les eaux domestiques (évier, lavabo, douche, machine à laver..). Ces eaux se distinguent par leur couleur généralement blanche (lessive..)

L'ensemble de ces mauvais rejets doivent être raccordées au réseau réservé à cet effet.

Suite à cette phase diagnostic, 1 seul mauvais rejet a été constaté sur la zone agglomérée. Une campagne de mise en conformité sera alors engagée par la municipalité.
D'une manière générale, un contrôle des branchements est systématiquement réalisé dans le cadre d'une vente immobilière (Art. L271-4 du Code de la construction et de l'habitation).



Photo 4 : Vue d'un mauvais rejet

L'ensemble des constatations terrain relevées sont indiquées sur le plan de la phase diagnostic et concernent souvent des travaux à réaliser (affaissement de regard, réseau fissuré).



Photo 5 : Affaissement de réseau + réseau fissuré – Place de l'Eglise



Photo 6 : Réseau fissuré – Route de Josselin



Photo 7 : Regard à changer + affaissement - Rue des Champs Maceaux

3.2.3 Diagnostic des bassins d'orage

Il existe sur la commune de Guilliers 6 projets qui ont mis en place une gestion des eaux pluviales. Le type d'ouvrage réalisé est : création de bassins d'orage par des maitrises d'ouvrage communale ou privée.

6 ouvrages de stockage ont ainsi été recensés.

Le tableau ci-après présente ainsi les ouvrages et leurs caractéristiques pour les 6 projets d'urbanisme concernés par une gestion des eaux pluviales.

Nom du lotissement	Surface en ha	Dossier réglementaire	Type d'ouvrage de gestion EP	Volume en m³	Débit de fuite l/s	Ratio en l/s/ha
« Hameau du Clos Terrier »	1,90	Oui – Avril 2018	Bassin à sec	200	3,3	1,7
« Hameau de Guethennoc »	1,20	/	Bassin à sec	55	31	25,8
« Les Jardins de Gouik-Ler »	1,50	/	Bassin à sec	110	25	16,7
ZA « Croix Billy »	3,00	Oui – Septembre 2011	Bassin à sec	550	9	2,9
« Hameau de Perhan »	1,71	Oui – Février 2013	Bassin à sec	100	5	2,9
EHPAD	1,50	/	Bassin à sec	200	5	3,3
Total	11 ha		6 Bassins d'Orage	1215 m³	78 l/s	7 l/s/ha

La première étape de cette phase diagnostic a consisté à se rapprocher des différentes maitrises d'ouvrages afin de retrouver les dossiers loi sur l'eau des opérations concernées. Certains de ces documents n'ont pour le moment pas encore été retrouvés du fait de l'ancienneté des ouvrages de stockage.

La seconde étape a permis de vérifier la conformité de ces ouvrages avec la réglementation actuelle « loi sur l'eau ». Cette phase terrain s'est donc attachée à vérifier la présence ou non d'une vanne de fermeture (en cas de pollution accidentelle), d'une cloison siphoïde ou séparatrice à hydrocarbures, d'une zone de décantation, d'une surverse aérienne ou intégrée et d'un orifice calibré (régulation du débit de fuite).

Enfin, la dernière étape a consisté à présenter cette phase diagnostic aux élus de la commune, et à préconiser des mesures de gestion si nécessaire.

Suite à cette phase diagnostic, des propositions de gestion ont été présentées aux élus afin d'améliorer le fonctionnement de ces ouvrages de stockage.

L'ensemble de ces ouvrages permettent ainsi de traiter qualitativement et quantitativement les eaux de ruissellements de surfaces urbanisées d'une surface évaluée à 11 hectares.

- Bassin d'orage du lotissement « Hameau du Clos Terrier »

-Bassin versant – S = 1,9 hectares environ

-Dossier loi sur l'eau daté d'Avril 2008

-Volume de 200 m³ pour 5 l/s de débit de fuite

-Volume réel équivalent à 145 m³ - NPHE = 91,82 mNGF

-Débit de fuite assuré par un orifice de 50mm soit 3,3 l/s (Charge en eau de 0,55 mètre)

-Conforme à la réglementation actuelle





Photo 8 : Vue du bassin d'orage et de l'ouvrage de sortie du Clos Terrier

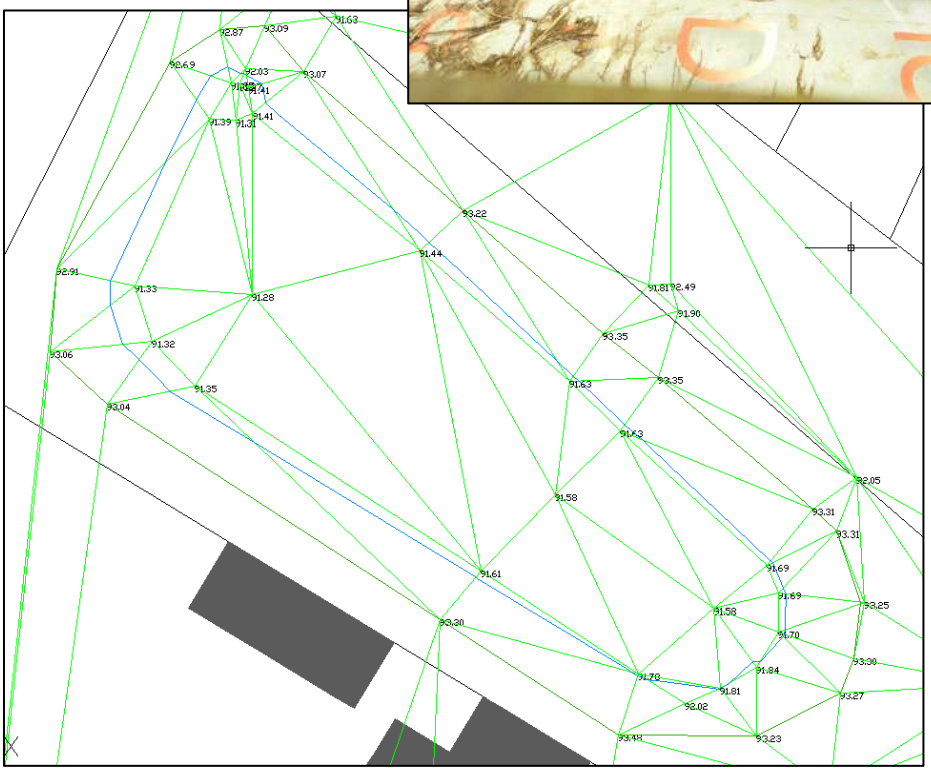


Figure 12 : Relevé topographique du bassin d'orage réalisé dans le cadre de cette étude

- Bassin d'orage du lotissement « Hameau de Guehennoc »

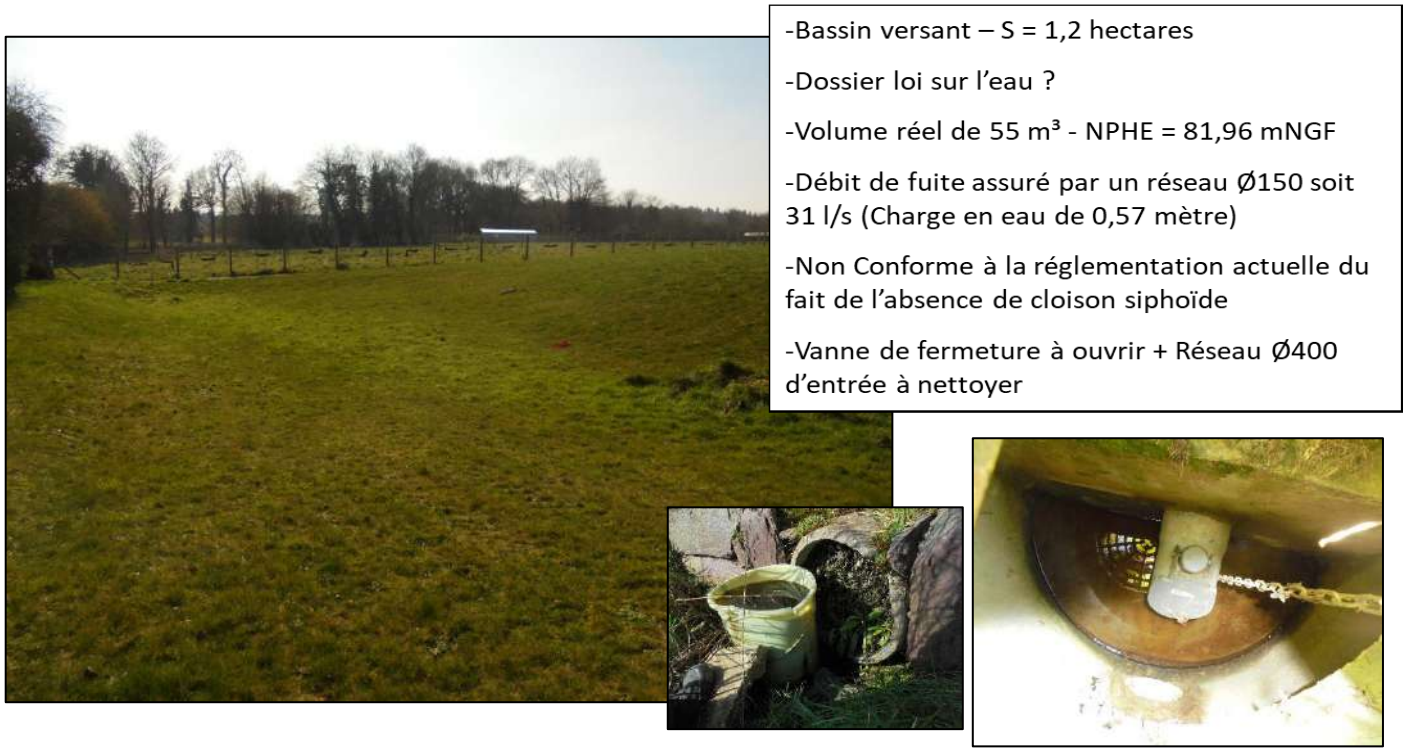


Photo 9 : Vue du bassin d'orage et de l'ouvrage de sortie du Hameau de Guehannoc

- Bassin d'orage du lotissement « Les Jardins de Gouik-Ler »

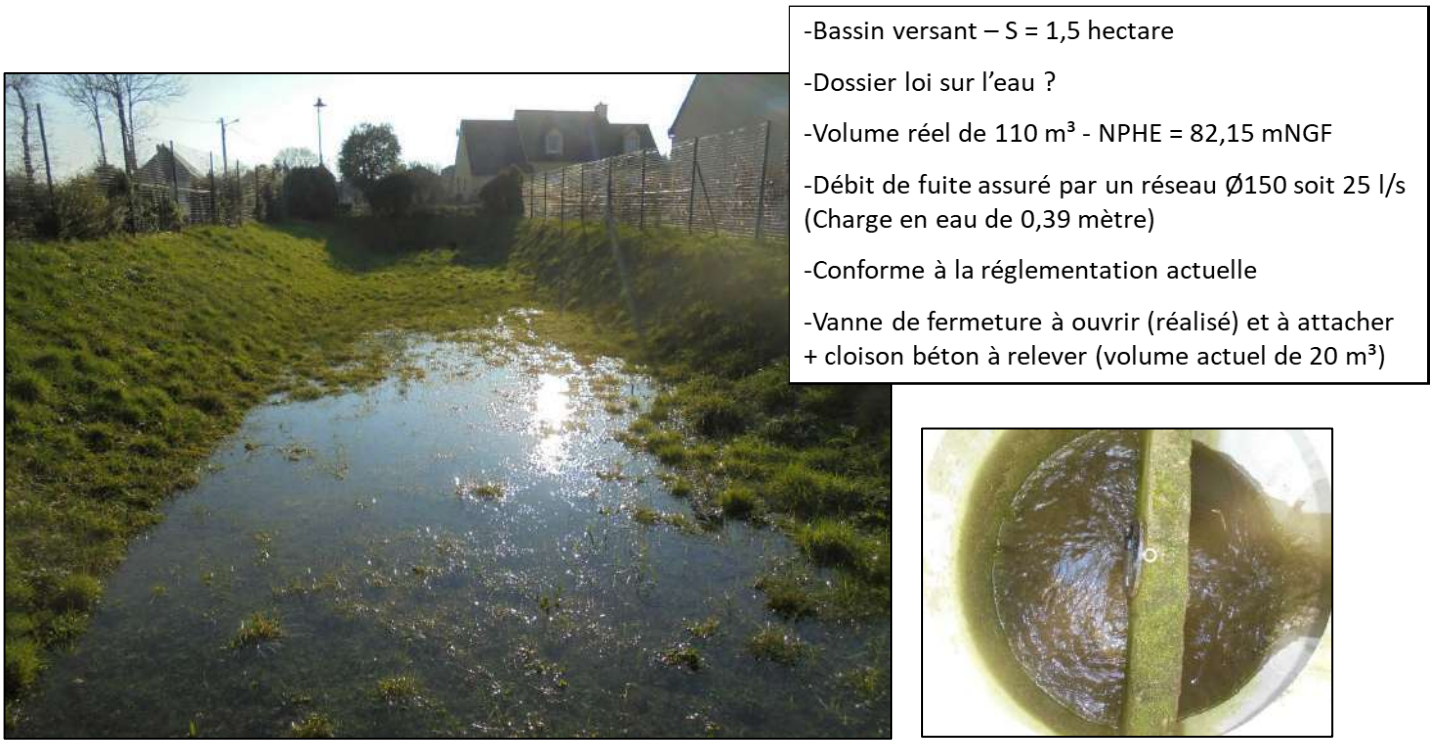


Photo 10 : Vue du bassin d'orage et de l'ouvrage de sortie des Jardins de Gouik-Ler

- Bassin d'orage de la ZA « La Croix Billy »



-Bassin versant – S = 3,1 hectares environ

-Dossier loi sur l'eau daté de Septembre 2011 puis modification datée de Janvier 2014

-Volume de 550 m³ pour 9 l/s de débit de fuite

-Bassin 1 : Volume réel de 35 m³ - Qf = 50 l/s (Ø200)

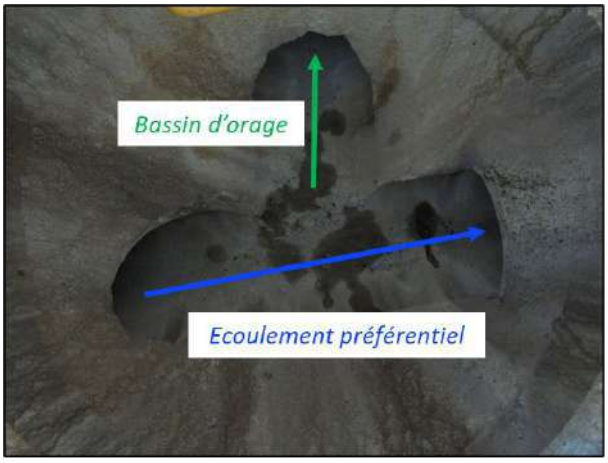
-Bassin 2 : Volume réel de 20 m³ - Qf = 48 l/s (Ø200)

-Bassin 1 : Volume réel de 45 m³ - Qf = 5,4 l/s (60mm)

-Conforme à la réglementation actuelle

-Vanne de fermeture à ouvrir et à attacher + cloison béton à relever (volume projeté de 340 m³) et pose de tampons grille pour les eaux de trop-plein





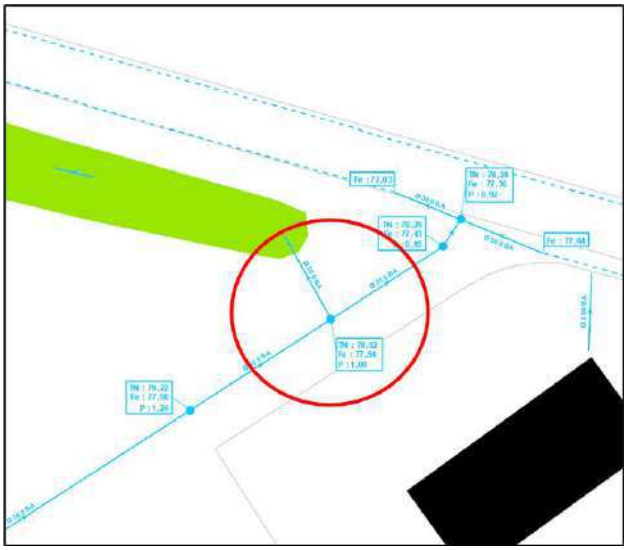


*Photo 11 : Vue du bassin d'orage et de l'ouvrage de sortie de la ZA la Croix Billy_*

- Bassin d'orage du lotissement « Le Hameau de Perhan »



-Bassin versant – S = 1,71 hectare environ

-Dossier loi sur l'eau daté de Février 2013

-Volume de 170 m³ pour 5 l/s de débit de fuite

-Volume réel équivalent à 100 m³

-Débit de fuite assuré par un réseau Ø200 soit 64 l/s (Charge en eau de 0,78 mètre)

-Non Conforme à la réglementation actuelle du fait de l'absence de vanne de fermeture et d'orifice de fuite

-Débit de fuite à prévoir de 5 l/s soit un orifice de fuite à poser de 56mm + Volume à augmenter



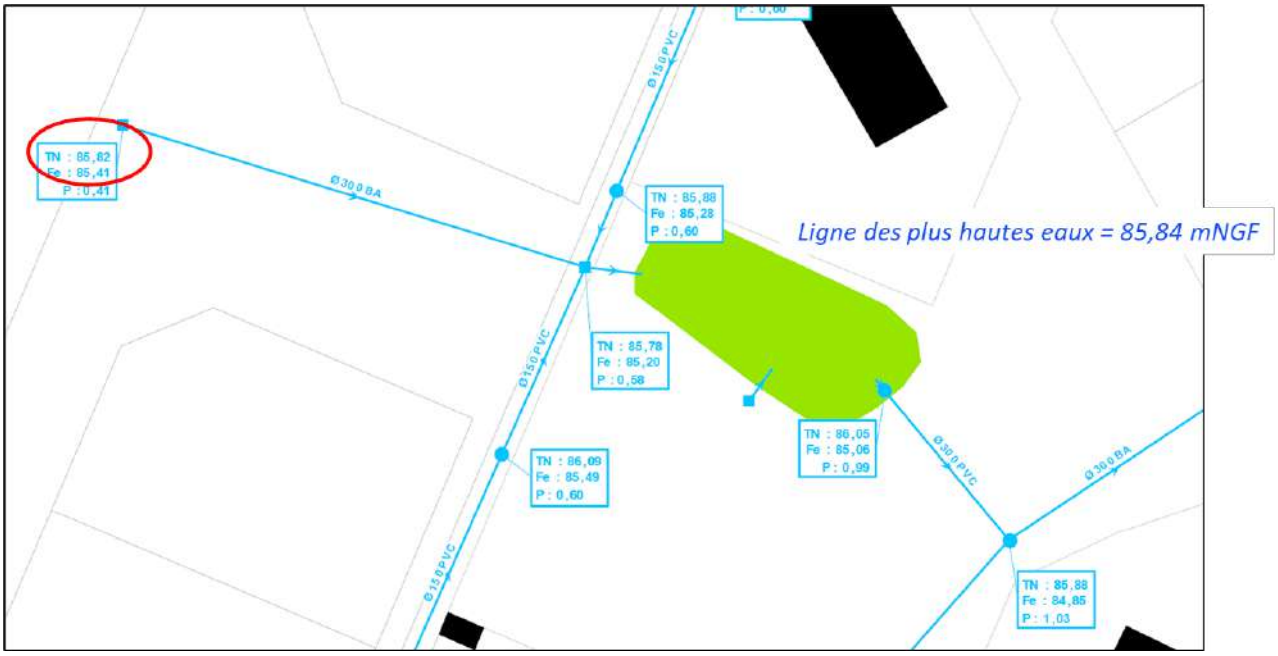


Photo 12 : Vue du bassin d'orage et de l'ouvrage de sortie du Hameau de Perhan

- Bassin d'orage de l'EHPAD



-Bassin versant de 1,5 hectare environ

-Absence de Dossier loi sur l'eau ?

-En attente des caractéristiques de l'ouvrage de la part de l'architecte/Paysagiste Mr Colard

-Possibilité d'accéder à l'ouvrage afin de vérifier sa conformité?

Photo 13 : Vue du bassin d'orage de l'EHPAD

3.2.4 Ecoulements recensés sur le domaine prive

Les réseaux publics positionnés en domaine privé peuvent générer des conflits. Il est primordial pour la collectivité de les connaitre et de s'assurer de leur existence juridique. L'accès au réseau doit être maintenu à tout moment, et la commune doit avoir un droit de regard sur toutes modifications envisagées par le propriétaire du terrain.
Le Code Civil (Articles 640 et suivants) régit l'écoulement des eaux pluviales entre propriétés voisines.
Ces écoulements ont été recensés et ainsi localisés sur le plan de zonage.
Les réseaux et fossés recensés en domaine privé sur la zone agglomérée de Guilliers représentent une longueur d'environ 300 mètres.

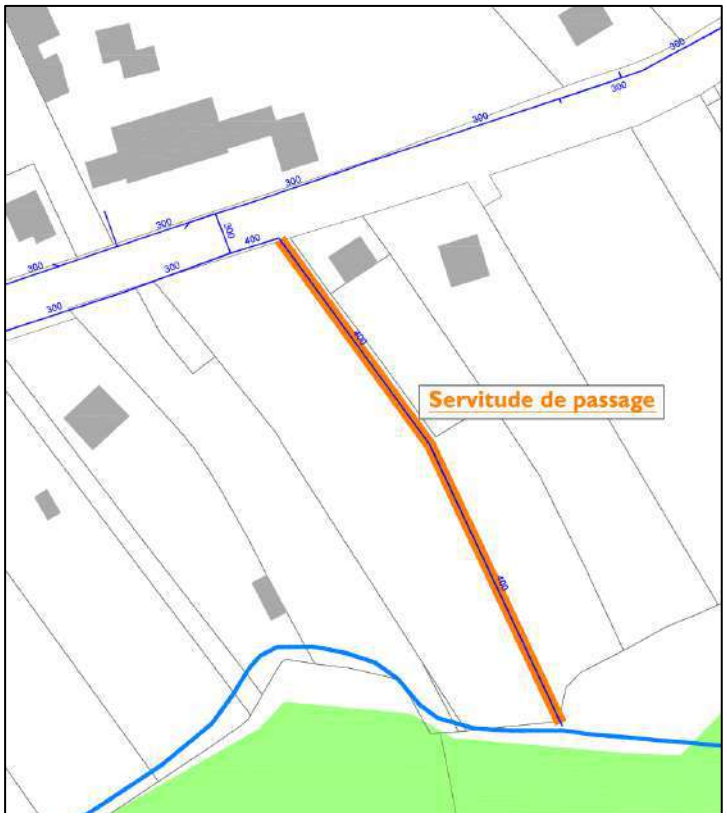


Figure 13 : Extrait du plan de zonage – Exemple d'un Ø400 recensé en parcelles privées au niveau de la route de Josselin

3.2.5 Incidence des rejets d'eaux pluviales sur la qualité du milieu récepteur

Selon la nature et l'affectation des surfaces sur lesquelles elles ruissellent, les eaux pluviales peuvent véhiculer une quantité plus ou moins importante de matières en suspension, matières organiques, hydrocarbures... occasionnant une pollution des eaux du milieu récepteur.

Les matières en suspension présentes dans les eaux de ruissellement contribuent aux dépôts de sédiments dans les cours d'eau et nuisent ainsi au bon écoulement des eaux et à la vie aquatique.

Le zonage impose une régulation des eaux pluviales contribuant à ne pas détériorer la qualité des cours d'eau, aussi bien biologique que morphologique.

Il est délicat ici de définir une relation de causes à effets simple entre les rejets des réseaux EP, aux multiples exutoires sur les cours d'eau, et la qualité de ces milieux récepteurs car, contrairement à un rejet continu de station d'épuration, la pluie d'orage est intense et de courte durée. La qualité de ces eaux est très variable d'un orage à l'autre, et selon la saison, les conditions hydrologiques du cours d'eau seront plus ou moins capables de « digérer » ce flux ponctuel de matières (et polluants).

Les limites des 2 bassins versants urbains avec la localisation des exutoires sont présentées sur la carte page suivante.

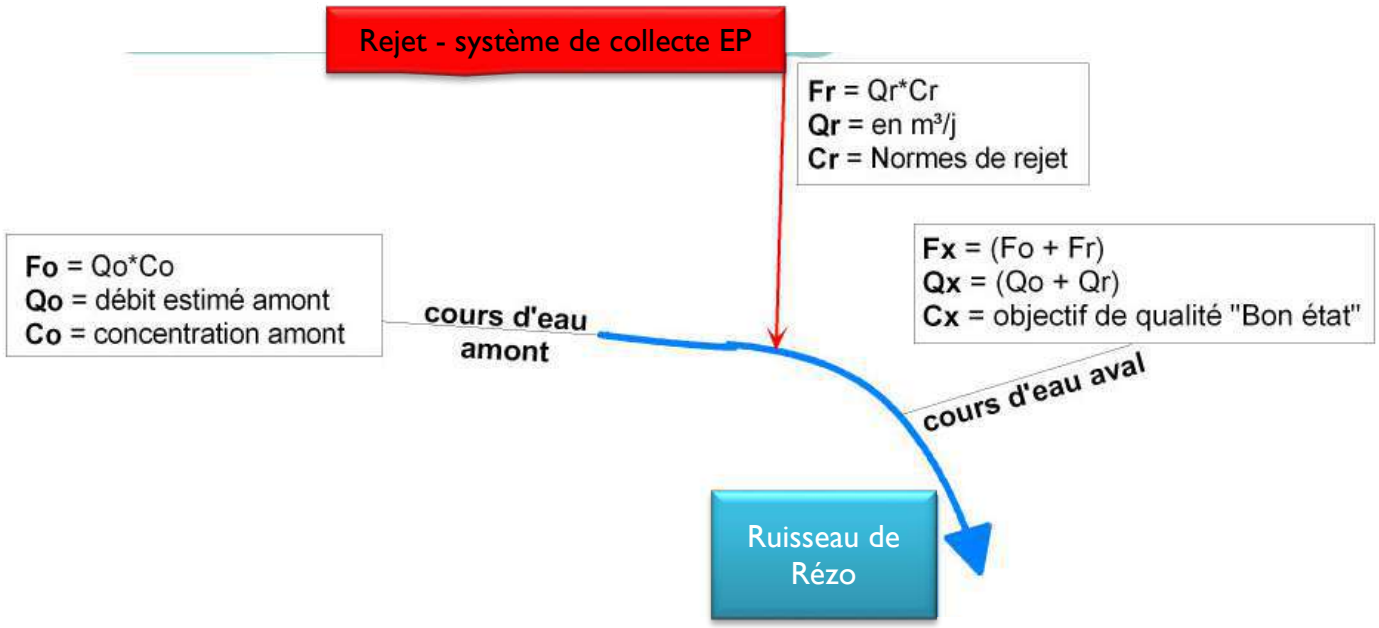


Figure 14 : Hypothèses de calcul des concentrations

3.2.5.1 Contexte hydrologique

La surface du bassin versant du ruisseau de Rézo (à l'exutoire du bassin versant de Guilliers) a été évaluée à 3,85 km² en amont de la station d'épuration, et 0,7 km² environ en aval de la salle des sports.

Le tableau suivant rappelle le débit décennal du ruisseau de Rézo.

	L'Yvel	Ruisseau de Rézo Amont STEP	Ruisseau de Rézo Aval salle des sports
Code station hydrométrique	**J 836 3110**		
Bassin versant	**300,25 km²**	**3,85 km²**	**0,7 km²**
Débit de crue décennale instantané	**47,4 m³/s**	**0,61 m³/s**	**0,11 m³/s**

Pour le calcul de l'incidence des rejets d'eaux pluviales de la zone agglomérée sur le ruisseau de Rézo, le débit de crue décennale a ainsi été retenu, soit une valeur de 0,61 m³/s.

3.2.5.2 Qualité du cours d'eau

Étant donné l'absence de station de mesures, l'hypothèse a été pris de fixer la qualité des eaux du milieu récepteur vis-à-vis du paramètre « Matières en Suspension (MES) » à la limite supérieure de la classe « bonne » de la grille d'évaluation SEQ-Eau

Pour le calcul de l'incidence des rejets d'eaux pluviales, la concentration maximale de 5 mg/l a été retenue pour le ruisseau récepteur.

Classe de qualité	Très bonne	Bonne	Moyenne	Médiocre	Mauvaise
Matières en Suspension (mg/l)	5	25	38	50	>50

On en déduit dans le tableau suivant le flux de MES véhiculé par l'Yvel.

Tableau 3 : Caractéristiques du cours d'eau de l'Yvel

Le ruisseau de Rézol en amont du rejet			
Crue décennale dans le ruisseau récepteur en m³/s	**Concentration en MES dans le cours d'eau en mg/l (Camont)**	**Flux de MES dans le cours d'eau (kg/s)**	**Masse journalière de MES dans le cours d'eau (kg/j)**
0,61	5	0,003	263
0,11		0.0005	47

3.2.5.3 Estimation de la concentration en MES après rejet

De nombreuses études scientifiques (synthèse bibliographique interne) ont produit des bases de données sur la qualité des eaux de ruissellement. Le « Guide Méthodologique pour la prise en compte des eaux pluviales dans les projets d'aménagement en Bretagne », précise que la **concentration moyenne de MES** dans les eaux de ruissellement à l'exutoire des bassins versants urbains est d'environ **150 mg/l**.

Cette concentration moyenne a été appliquée pour les bassins avant gestion et il sera considéré un **abattement de 80% après gestion** soit **une concentration de 30mg/l**.

L'impact des rejets d'eaux pluviales de la zone agglomérée de Guilliers sur la rivière aval a été étudié pour un épisode pluvieux d'occurrence décennale lorsque le cours d'eau récepteur est également en crue.

Ce calcul ne peut être réalisé comme pour le rejet en continu d'une station d'épuration. Le flux de MES rejeté a été calculé sur la durée d'un épisode de ruissellement faisant suite à un orage. L'évènement décennal produit un ruissellement d'une durée de 30 minutes environ.

Ce flux est comparé à celui du cours d'eau sur 24 heures, en amont du rejet.

Les tableaux suivants présentent les résultats finaux, après confluence, en flux et en concentration (en MES) dans le milieu récepteur après rejet des eaux pluviales de chaque bassin versant de la zone agglomérée de Guilliers. Les deux zones d'extension urbaine se situent sur deux sous bassins versant dont l'exutoire commun se situe en aval de la salle des sports.

- ***Le cours d'eau en aval du rejet sans gestion des eaux***

Tableau 4 : Concentrations attendues sans gestion des eaux pluviales sur les deux bassins versant ou il y aura des zones urbanisables

Paramètres des bassins versants - pas de gestion					**Le cours d'eau en aval du rejet sans gestion des eaux**	
Bassin versant	**Surface bassin versant (ha)**	**Débit de pointe décennal à l'exutoire en m³/s (Qrejet)**	**Concentration théorique de MES en mg/l à l'exutoire (Crejet)**	**Masse théorique de MES (kg) rejetée lors d'un orage décennal (pdt 30 min)**	**Flux de MES dans le cours d'eau après rejet (kg/30min)**	**Concentration en MES dans le cours d'eau après rejet en mg/l (Caval)**
BV Nord-Ouest	9.8	0.3	150	0.045	1.91	1.6
BV Nord-Est	2.02	0.21	150	0.031		

- ***Le cours d'eau en aval du rejet avec gestion des eaux***

Tableau 5 : Concentrations attendues avec gestion des eaux pluviales

Paramètres des bassins versants - avec gestion						**Le cours d'eau en aval du rejet avec gestion des eaux**
Numéro de l'exutoire	**Surface bassin versant (ha)**	**Débit de pointe décennal à l'exutoire en m³/s (Qrejet)**	**Concentration théorique de MES en mg/l à l'exutoire (Crejet)**	**Masse théorique de MES (kg) rejetée lors d'un orage décennal (pdt 30 min)**	**Flux de MES dans le cours d'eau après rejet (kg/30min)**	**Concentration en MES dans le cours d'eau après rejet en mg/l (Caval)**
BV Nord-Ouest	9.8	**0,2**	**148**	**0.03**	**1.35**	**1,13**
BV Nord-Est	2.02	*0.006*	*30*	*0.0002*		

En comparant les 2 tableaux, il est observé une quasi-stabilité entre les concentrations en MES avant et après gestion des bassins de collecte et notre hypothèse de concentration du cours d'eau.

On en déduit que le cours d'eau est faiblement impacté par l'apport du système de collecte des eaux pluviales du bassin versant de Guilliers.

Le rejet régulé des eaux pluviales de Guilliers n'entraine donc pas un déclassement de la qualité des eaux du ruisseau.

4 DEFINITION DE LA ZONE D'ETUDE

Suite à la connaissance du système de gestion des eaux pluviales acquise lors de la phase terrain (témoignages locaux, services techniques...), le périmètre d'étude du zonage pluvial a été défini en accord avec le groupe de travail. Cette zone d'étude intègre notamment les futures zones urbanisables définis dans le plan local d'urbanisme, en cours de révision et réalisé par le cabinet Urbaouest (voir plan ci-après).

La gestion des eaux pluviales présentée dans ce document sera synthétisée sur un plan qui sera intégré au PLU, et nommé : Zonage pluvial – Plan des préconisations.

Des prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales sont imposées aux différentes zones susceptibles d'être urbanisées dans l'avenir. Ces zones sont présentées dans le tableau suivant :

Quatre zones à urbaniser soit une surface totale de 2.29 hectares ont été répertoriés dans le zonage du PLU, et sont concernés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

L'étude a ainsi permis de définir les mesures de gestion des eaux pluviales à mettre en place pour ces futures zones d'urbanisation mais également pour l'ensemble des futures zones de densification, et ainsi permettre à la commune de conduire un développement urbain en accord avec la préservation du milieu naturel.
La définition du zonage pluvial doit intégrer dès à présent les contraintes de la gestion des volumes supplémentaires d'eau à évacuer par le système d'évacuation des eaux pluviales.
La méthodologie pour l'élaboration de cette étude de gestion des eaux pluviales consistera ainsi à maîtriser le ruissellement généré par les futures zones à urbaniser.

La carte suivante représente les futures zones AU du PLU où des prescriptions de gestion des eaux pluviales sont prévues.

Commune de Guilliers
Département du Morbihan

PLAN LOCAL D'URBANISME
Elaboration

Pièce n°4 : OAP
Orientations d'Aménagement et de Programmation

URBA OUEST CONSEIL
URBA Ouest Conseil 19, ZA de Grieul 49220 Grez-Neuville
Tel : 02 41 69 46 76 urbaouestconseil@orange.fr



Légende :

Secteurs concernés par des OAP

Centralité commerciale et de services

Déplacements

Accès motorisé à créer / la voirie créée devra être de type "voirie partagée"
Placette existante dont l'usage pourra être mutualisé

Liaisons piétonnes existantes

Liaisons piétonnes ou cheminements à créer

Voirie à créer : un aménagement de type voirie partagée sera à privilégier

Environnement / Cadre de vie

Haies existantes à protéger

Haies de conifères à détruire et à remplacer par une haie bocagère

Haies bocagères à créer

Zones humides recensées par le Syndicat du Grand Bassin de l'Oust précisées à titre indicatif

Programme d'urbanisation

Les sites de projets devront faire l'objet d'une réflexion d'aménagement d'ensemble. Ils pourront néanmoins être aménagés en plusieurs tranches, mais chaque tranche devra regrouper à minima 4000 m².

Les constructions privilégieront au maximum une exposition Sud de leurs façades principales

La création d'un front bâti sur les rues indiquées est conseillé. Ce front pourra être marqué soit directement par les façades des constructions, soit par la création d'un muret ou un mur.

Objectifs quantitatifs de création de logements :

Secteur 1 regroupant une emprise d'environ 6150 m² : nombre de logements attendus : minimum 12

Secteur 2 regroupant une emprise d'environ 1 hectare : nombre de logements attendus : minimum 13

Secteur 3 regroupant une emprise d'environ 1900 m² : nombre de logements attendus : minimum 3

Secteur 4 regroupant une emprise d'environ 4660 m² : nombre de logements attendus : minimum 7

Figure 15 : Localisation des zones urbanisables

5 ZONAGE PLUVIAL

5.1 Objectifs

L'objectif de cette étude est de planifier la réalisation d'infrastructures pour des secteurs déjà urbanisés sans mesures particulières de gestions des eaux pluviales et nécessaires à l'extension urbaine et consécutives à la création de nouvelles surfaces imperméabilisées.

L'intérêt est d'éviter une analyse localisée par projet engendrant une multiplication des infrastructures et donc une augmentation des coûts de mise en œuvre et d'entretien.

La définition du zonage pluvial doit intégrer dès à présent les contraintes de la gestion des volumes supplémentaires d'eau à évacuer par le système d'évacuation des eaux pluviales.

5.2 Choix des ouvrages de gestion à mettre en place

Cette étude de zonage pluvial a également pour but de maitriser le type de gestion des eaux pluviales qui sera mis en place à l'échelle des futures zones d'urbanisation.

L'objectif principal est la maitrise des eaux pluviales à la source en favorisant l'infiltration. Elle est toutefois proscrite lorsque celle-ci se fera à proximité d'un cours d'eau.

Pour chacune des **zones urbanisables** (à vocation d'habitats ou d'artisanat) inscrites au plan de zonage ainsi que les **zones de densification inférieures ou égales à 5 000 m²**, la gestion des eaux à la parcelle est exigée. Chaque **lot individuel** disposera alors d'une **zone d'infiltration** (puisard, tranchée drainante, jardin de pluie, etc…) **1 m³ minimum de volume de vide**.

Dans le cas des **secteurs urbanisables de plus d'un hectare**, une gestion globale de chaque secteur sera asssurée par la mise en place de **zones de régulation** (bassin d'orage, noue, etc…) dimensionnées avec un **débit de fuite spécifique de 3 l/s/ha** et pour une **pluie de fréquence** donnée.

De même, une réflexion avec la collectivité devra être menée sur la mise en place de techniques douces pour la collecte des eaux de voiries et des futures habitations, et ainsi éviter le tout tuyau. L'intérêt est de limiter la vitesse d'écoulement des eaux, favoriser l'infiltration et éventuellement créer des micro stockages tout au long du parcours de l'eau.

Par exemple, une gestion des lots par puisard ou tranchée d'infiltration avec uniquement le raccordement des trops-pleins vers la voirie. Les EP de la voirie et les EP des trop-pleins des puisards pourront être collectées par une noue le long de la voirie.

Enfin, dans un dernier temps, les volumes excédantaires à stocker pourront être dirigés vers une zone de stockage type bassin d'orage.

La **gestion des eaux pluviales retenue** devra être présentée à la commune pour **validation sous forme d'une notice hydraulique**. Si la zone urbanisable est soumise à déclaration ou à autorisation au titre de la rubrique 2.1.5.0 du Code de l'Environnement, le dossier réglementaire devra être déposé en préfecture une fois le principe de gestion des eaux pluviales validé.

5.3 Étude hydraulique

L'étude hydraulique a été réalisée selon les méthodes issues de l'instruction technique de 1977. La méthode retenue pour l'évaluation des volumes à stocker est la méthode dite « des pluies ». Les données pluviométriques utilisées sont celles fournies par le club des polices de l'eau dans « le guide des préconisations de gestion des eaux pluviales ».

5.3.1 Coefficients de Montana

Tableau 6 : Valeurs des coefficients de Montana selon différentes périodes de retour

T= 20 ans	De 6 min à 1 heure	De 0,5 heure à 24 heures
a	**8,603**	**-0,739**
b	**10,011**	**-0,745**

5.3.2 Débit de fuite

Type de zone	Surface	Débit spécifique
AU	S > 1 ha	3 l/s/ha
AU	0,5 ha < S < 1 ha	10 l/s/ha
U	S > 0,5 ha	10 l/s/ha

5.3.3 Degré de protection

La gestion du ruissellement est définie en fonction d'un degré de protection. En effet, afin d'éviter tout risque d'inondation en aval des projets d'urbanisation mais également d'assurer la sécurité des biens et des personnes, les ouvrages de stockage et d'évacuation doivent être dimensionnés pour gérer au minimum une pluie de référence **décennale**.

Le choix du degré de protection sera étudié au cas par cas, en fonction de la présence d'un risque avéré en aval du rejet (soucis d'inondation recensé, habitations existantes...).
Dans ce cas, un degré de protection 20 ans sera pris en compte pour le dimensionnement des ouvrages de stockage.

5.3.4 Coefficient d'apport

Le coefficient d'apport correspond à la moyenne des coefficients d'imperméabilisation et de ruissellement.
Pour chaque bassin versant, le coefficient d'apport est calculé. Le coefficient d'imperméabilisation est défini comme le rapport entre la superficie revêtue et la superficie totale. En ce qui concerne le coefficient de ruissellement, un coefficient de 10% est appliqué pour exemple aux zones d'espaces vert et un coefficient de 90% aux zones imperméabilisées.
Le coefficient d'apport défini permet ainsi de calculer les volumes de stockage des mesures compensatoires à l'urbanisation ainsi que les débits de pointe pour le dimensionnement des canalisations et trop-pleins.

N'ayant pas connaissance des futurs projets d'aménagement à l'échelle du plan local d'urbanisme, un coefficient d'apport moyen équivalent à 50% a été pris en compte pour les futures zones d'habitats.
Aucune limitation de l'imperméabilisation n'a été imposée sur les documents d'urbanisme de la commune de Guilliers.

Les volumes de stockage indiqués sur le plan de zonage sont à titre indicatifs et devront donc être réévalués pour chacun des projets en fonction du réel coefficient d'apport. Une note hydraulique devra ainsi être transmise pour validation aux services de la Mairie de la commune. Une description de la solution retenue et des alternatives étudiées sera également présentée pour chacun des bassins versants.

5.4 Préconisations de gestion

Les préconisations de gestion des eaux pluviales concernent les zones à urbaniser du PLU définies précédemment et leurs bassins versants respectifs (cf. plan de zonage).
Ces préconisations sont détaillées ci-après pour chaque bassin versant sous forme de cartographie.

Les coefficients d'apport et par conséquent les volumes à stocker indiqués dans le plan de zonage pluvial sont à titre indicatifs.

Une étude hydraulique devra en effet être lancée pour chacun des futurs projets d'aménagement afin de justifier le coefficient d'apport pris en compte et ainsi présenter le volume réel de stockage.

5.4.1 OAP1 – Atelier municipaux

Ce versant d'une surface de 2,02 hectares est situé à l'Est de la zone agglomérée, en bordure du hameau de Glaharon. Il est composé d'une zone classée 1AU au PLU d'une surface de 6 000 m² environ, des services techniques municipaux, d'habitations existantes et d'espaces verts.

L'ensemble des eaux de ce versant s'écoulent vers le Nord et rejoignent un réseau Ø400 situé au niveau de la salle des sports.

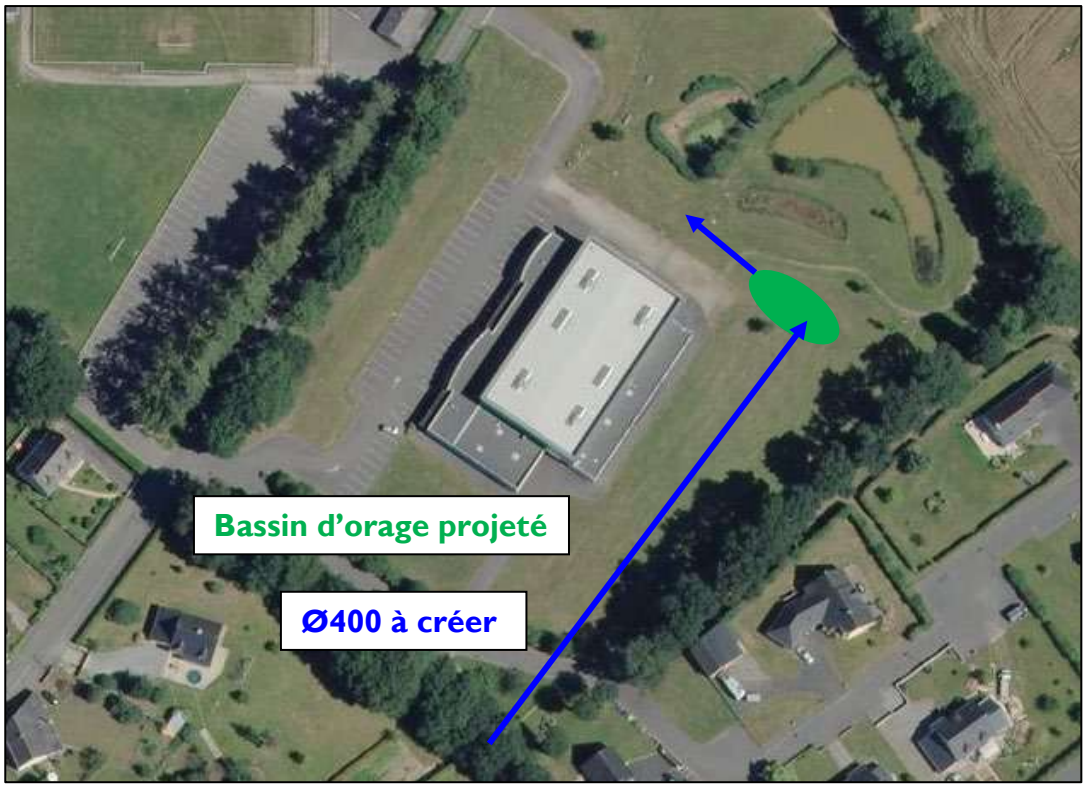
Afin de limiter les impacts hydrauliques et qualitatifs des rejets des nouvelles zones urbanisables, le groupe de travail a décidé de mettre en place un ouvrage de stockage dans l'espace vert situé en bordure de la salle de sports, permettant ainsi de gérer les eaux pluviales du bassin versant.

Comme indiqué sur le plan page suivante, les eaux de la zone 1AU seront dirigées vers le réseau Ø300 existant situé en limite Nord-ouest, sans mesures de gestion particulières. Un réseau Ø400 sera ensuite mis en place au point bas de la rue de Glaharon afin de diriger les eaux pluviales vers le futur ouvrage de stockage.

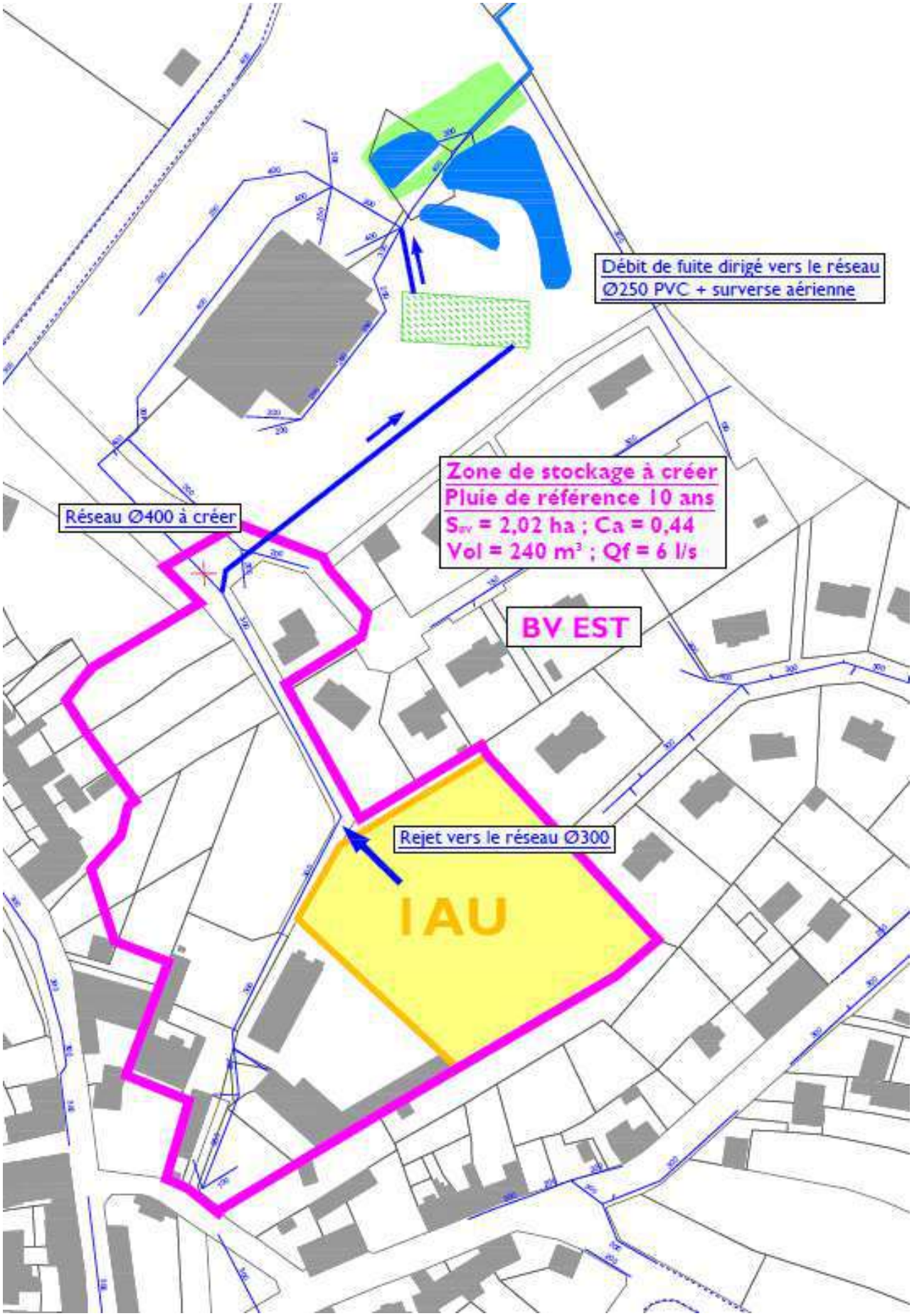
La gestion des eaux pluviales sera de type bassin de rétention à sec. Le débit de fuite sera dirigé vers le réseau Ø250 PVC situé en bordure de la salle des sports et la surverse sera de type aérienne dirigée vers le plan d'eau en contrebas.

Le volume à stocker sera de 240 m³ pour 6 l/s de débit de fuite (pluie d'occurrence décennale). Le coefficient d'apport du versant a été estimé à 44%.

Etant donné que la surface de la zone 1AU est inférieure à un hectare, il ne sera pas nécessaire de déposer un dossier loi sur l'eau en préfecture. Le bassin d'orage devra cependant être réalisé avant l'urbanisation de la zone 1AU.



Extrait de la photo aérienne (Source Géoportail)


Débit de fuite dirigé vers le réseau
Ø250 PVC + surverse aérienne
Zone de stockage à créer
Pluie de référence 10 ans
Sav = 2,02 ha ; Ca = 0,44
Vol = 240 m³ ; Qf = 6 l/s
Réseau Ø400 à créer
BV EST
Rejet vers le réseau Ø300
IAU

5.4.2 OAP2

Cette zone de 1 hectare est située sur le Bassin versant Ouest de la commune. Le terrain présente une topographie assez pentue orientée vers le Nord et vers le vallon en amont du cimetière.

L'ensemble des eaux de ruissellements de ce bassin versant s'écoulent naturellement vers un cours d'eau recensé au Nord-est, qui transite à travers une zone humide définie dans le cadre du PLU (Classement en zone naturelle également).

L'exutoire des eaux de ce milieu naturel est un réseau Ø500 situé sous le cimetière, puis un réseau Ø300 sous la rue de Perhan et enfin un réseau Ø300 puis un fossé situé en bordure de la route d'Evriguet au Nord-est de la zone agglomérée.

Le coefficient d'apport global à l'échelle du bassin versant a été évalué à 25%.

Étant donné que les eaux de ce versant rejoignent un exutoire sensible, un degré de protection supplémentaire sera pris en compte pour le dimensionnement des infrastructures, à savoir pour une pluie de référence 20 ans.

La gestion des eaux pluviales sera de type bassins de rétention à sec et/ou techniques alternatives.

Pour une pluie d'orage 20 ans, le volume global de stockage a été évalué à 173m³ pour un débit de régulation de 3 l/s.

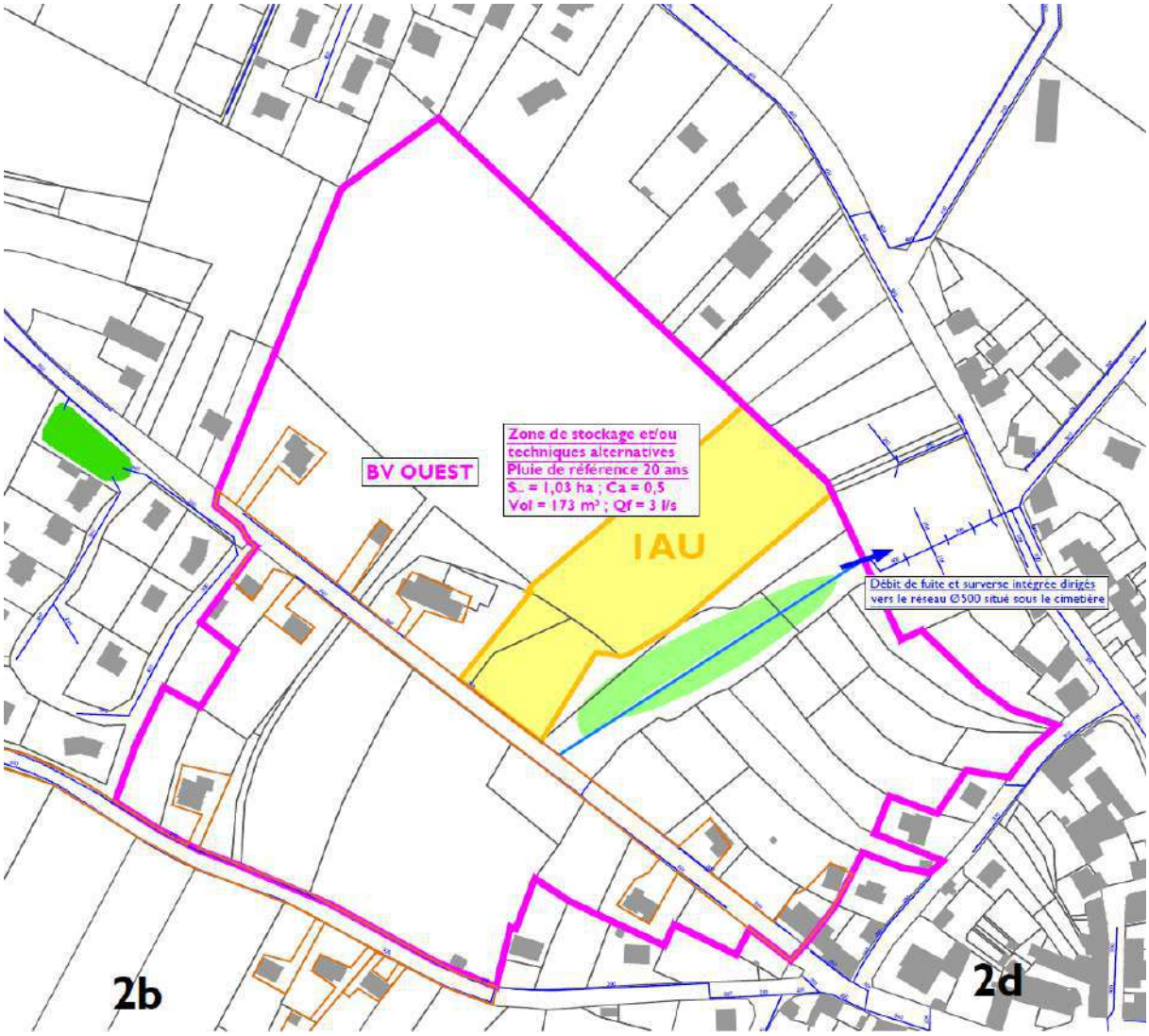
Les eaux régulées ainsi que la surverse aérienne de l'ouvrage sera dirigée vers le réseau Ø500 situé sous le cimetière.

Etant donné la présence d'un milieu naturel au point bas du versant, il sera impératif d'intégrer les services de l'état à cette réflexion. La coulée verte située au point bas pourrait être réhabilitée, en y intégrant pourquoi pas une partie du stockage des eaux pluviales (pour la gestion des épisodes de fortes intensités). Le cimetière joue en effet le rôle de digue naturelle en étant situé à 1 mètre environ au-dessus du terrain naturel de cette coulée verte.

La gestion de l'ensemble des épisodes pluvieux de plus faibles intensités pourrait être assurée par la mise en place de techniques alternatives à l'échelle du projet (noues stockantes en bordure de voiries, infiltration des eaux à la parcelle...).

L'alimentation du cours d'eau situé dans la zone humide devra cependant être préservée (débits naturels).

La surface de ce bassin versant étant supérieure à un hectare, un dossier loi sur l'eau devra être déposé en préfecture (rejet vers un cours d'eau).



5.4.3 OAP3 et 4 – Densification

Dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Guilliers, une réflexion a été menée sur la gestion des eaux pluviales à mettre en place pour les zones de densification dite « dents creuses ».

En effet, la loi ALUR de 2015 incite à la densification urbaine ce qui peut engendrer des soucis d'inondation dans l'avenir si la gestion des eaux pluviales n'est pas maitrisée.

Après échange avec le groupe de travail, la solution de gestion retenue est une maitrise des eaux pluviales à la source par la **mise en place d'une gestion des eaux à la parcelle**.

Une régulation des eaux avec stockage et régulation sera alors imposée pour les projets de surfaces supérieures à 5 000 m², et une gestion à la parcelle type infiltration des eaux pour les projets de surfaces inférieures à 5 000 m².

Cette disposition est un choix technique étant donné qu'il est difficile de mettre en œuvre une régulation des eaux par orifice de fuite lorsque la surface de collecte est trop faible (risque de colmatage...).

Un **fascicule technique** sera ainsi transmis par la commune aux **particuliers et aménageurs** concernés suite au dépôt d'un permis de construire.

Ces dispositions ont été classées en deux catégories selon la surface des projets, et ne s'appliqueront aux **zones U** de la zone agglomérée de Guilliers.

- **Projets de surfaces supérieures ou égales à 5 000 m²**

Les préconisations de gestion qui s'appliquent à ces zones de densification de surfaces supérieures ou égales à 5 000 m² seront moins contraignantes que celles des zones à urbaniser inscrites au plan de zonage. Le dimensionnement des ouvrages devra toute de même respecter une base d'un degré de protection 10 ans et un débit de rejet de 10 l/s/ha. Le débit de fuite pourra être augmenté afin d'obtenir un orifice de fuite minimum de 50mm pour éviter le risque de colmatage.

Pour ce type de projet, des tests d'infiltration de type Porchet pourront être menés afin d'évaluer la capacité du sol à l'infiltration. Si la nature du sol est favorable, la gestion des eaux par infiltration sera complémentaire de la gestion par rétention-régulation.

Un ouvrage de gestion de **volume de 1 m³ de vide** sera systématiquement mis en place pour chacune des nouvelles habitations individuelles. Le trop-plein sera quant à lui dirigé vers le futur ouvrage de stockage (possibilité de soustraire ce volume de vide au volume global à stocker).

Les ouvrages de sortie des ouvrages de stockage devront être équipés d'une zone de décantation, d'une cloison siphoïde et d'une vanne de fermeture (dispositions identiques à celle des zones à urbaniser).

Dans le cas d'un projet de zones commerciales ou d'activités, l'infiltration des eaux sera proscrite au vu du risque de pollution de la nappe. Un ouvrage supplémentaire de type débourbeur/séparateur à hydrocarbures pourra être demandé, ou selon les cas, un traitement qualitatif complémentaire de type alternatif.

Comme pour l'ensemble des zones à urbaniser, l'aménageur devra fournir pour validation une notice hydraulique ainsi que les plans PRO des différents ouvrages de stockage.

- **Projets de surfaces inférieures à 5 000 m²**

Les surfaces étant petites, le risque de colmatage est très élevé dû aux faibles débits de fuite. Par conséquent, il sera préconisé d'aménager des ouvrages individuels de gestion au sein de chaque lot.

Cependant, dans le cadre d'un projet d'habitats, une technique de gestion d'un **volume de 2 m³ de vide** sera systématiquement mis en place pour **chacune des nouvelles habitations individuelles**. Le trop-plein sera quant à lui dirigé vers le réseau collectif.

Plusieurs principes de gestion sont proposés dont le **puisard d'infiltration, la tranchée drainante** et **la noue.**

- **Puisard d'infiltration**

Le puisard d'infiltration est composé de buses rondes perforées d'un diamètre 800 mm, posées sur un lit de gravier. Des regards classiques (rond ou carré) peuvent également être mis en œuvre, avec percement d'orifices en phase chantier. Afin d'éviter le colmatage, un géotextile sera placé autour du massif drainant.

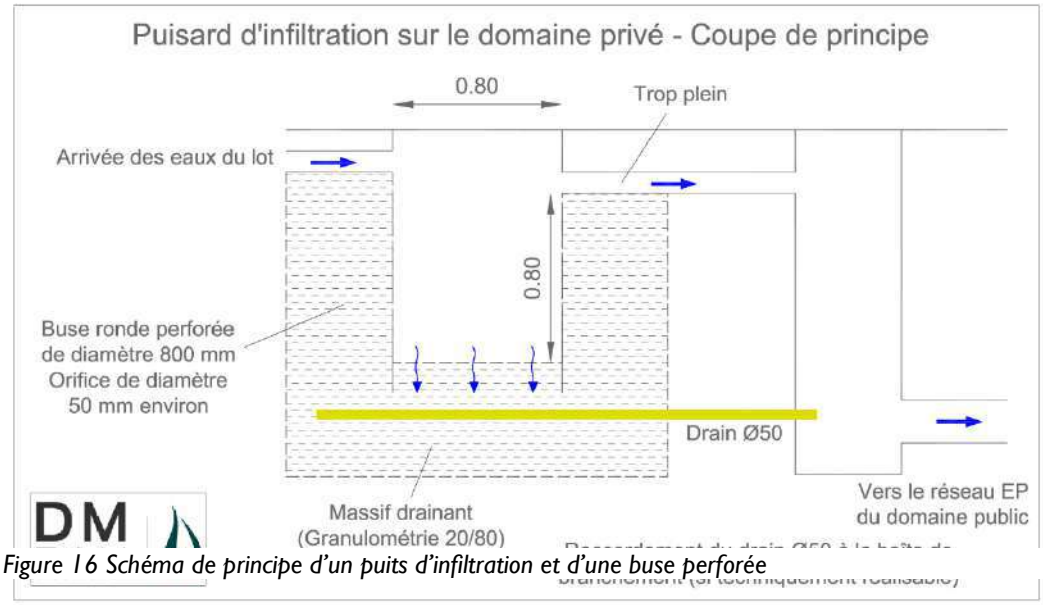




Figure 16 Schéma de principe d'un puits d'infiltration et d'une buse perforée

Le volume de stockage sera assuré par la mise en place de cailloux (20/80) autour de la buse perforée. Un drain Ø50 sera également mis en place dans le massif 20/80 sous la buse perforée. Ce drain assurera la vidange de l'ouvrage dans le temps, mais n'empêche pas l'infiltration des eaux dans le sol. Cet aménagement ne sera uniquement mis en place si le réseau communal est suffisamment profond. Dans le cas contraire, ce réseau d'évacuation pourra être placé à mi-hauteur dans le massif de cailloux.

Enfin, le fil d'eau du trop-plein doit impérativement être placé en dessous du radier d'entrée.

- **Tranchée drainante**

La tranchée drainante sera remplie de cailloux (granulométrie 20/80).

Les eaux collectées sont dirigées vers un premier regard de visite posé sur un massif drainant. Lors d'une montée en charge du regard, les eaux sont dirigées vers la tranchée drainante via un drain de répartition. Le diamètre de ce drain doit être équivalent à la canalisation d'entrée dans l'ouvrage

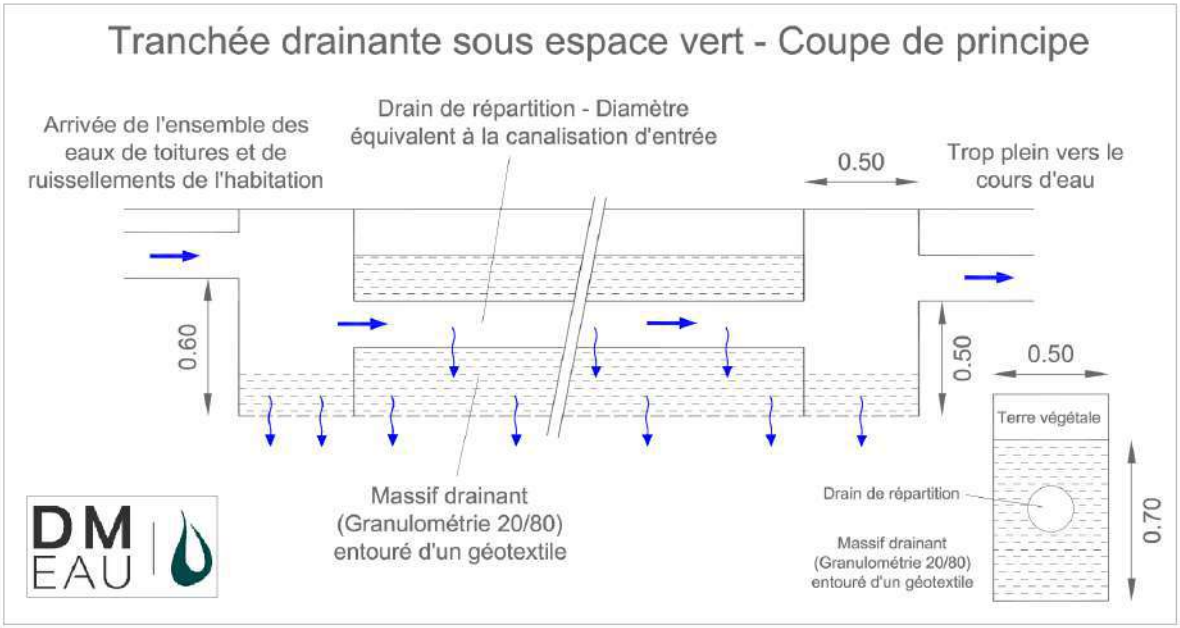


Figure 17 : Schéma de principe d'une tranchée drainante

Un trop plein est prévu en cas de montée en charge de la tranchée drainante.

Afin d'éviter le colmatage de l'ouvrage, un géotextile sera placé autour du massif drainant.

Enfin, un drain Ø50 pourra également être mis en place dans le massif 20/80 afin d'assurer la vidange de l'ouvrage. Cet aménagement ne sera uniquement mis en place si le réseau communal est suffisamment profond.

Cette technique est mise en place s'il est constaté la présence d'une nappe peu profonde lors des terrassements.

- **Noue stockante avec fond drainant**

Cette noue stockante assurera le stockage et le traitement qualitatif des eaux de voiries.

Les eaux de voiries seront dirigées en surface vers cette noue stockante, avec mise en place d'une bordure béton facilitant l'écoulement des eaux.

Un système drainant sera placé dans le fond de la noue stockante permettant ainsi la vidange de l'ouvrage. Cette solution de gestion assure également un traitement optimal des eaux de ruissellements étant donné que 100% de la pollution particulaire sera retenue dans l'ouvrage.

Ce principe de gestion devra être respecté par les futurs aménageurs.

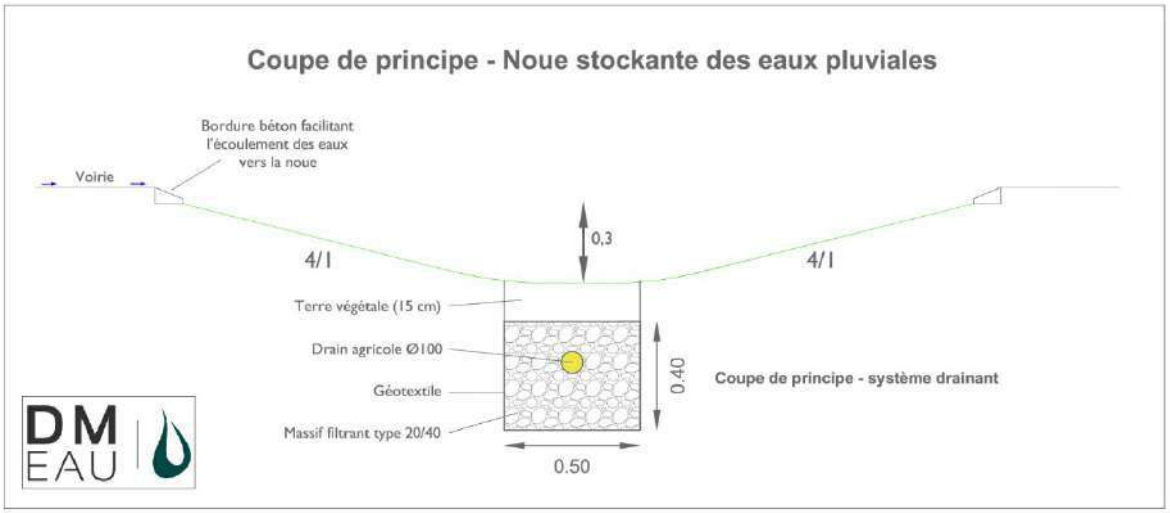


Figure 18 : Coupe transversale d'une noue avec fond drainé

Caractéristiques des ouvrages de gestion à la parcelle :

Les aménagements nécessaires à la gestion de l'eau sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Ces aménagements devront se faire dans le respect du droit des propriétaires des fonds inférieurs.

Le dispositif de traitement devra être situé sur la partie basse du terrain et à une distance minimale de :

- 5 m des bâtiments existants,
- 3 m des limites de propriété,
- 3 m des arbres.

Un plan d'ensemble de la gestion des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle (tracé des réseaux eaux pluviales et localisation des puisards) ainsi qu'un schéma de principe de l'ouvrage d'infiltration (dimensions) devront être fournis.

Après validation, une visite sur site en phase travaux sera réalisée afin d'évaluer la conformité de l'ouvrage mis en place.

L'objectif de la mise en place d'une gestion à la parcelle est avant tout de ralentir la vitesse d'écoulement des eaux tout en favorisant l'infiltration des petites pluies.

Des buses perforées sont généralement mises en place permettant ainsi d'assurer un volume important de vide.

Différents types d'ouvrages de gestion à la parcelle sont potentiellement réalisables. Qu'il soit rempli d'un matériau (20/40) ou à vide, cette étude n'a pas pour but d'imposer un ouvrage type. Selon les contraintes techniques existantes, chaque propriétaire pourra définir les caractéristiques et le type d'ouvrage d'infiltration qu'il souhaite mettre en place, dans la mesure où le volume de stockage imposé est respecté.

Des schémas de principe sont présentés pour faciliter ce choix.

Quelques points techniques présentés ci-après sont cependant à respecter afin d'optimiser le fonctionnement de l'ouvrage dans l'avenir.

- **Décantation**

Un ouvrage de décantation avec dégrillage pourra être placé en amont du puisard d'infiltration. L'objectif est d'éviter le colmatage de l'ouvrage par les fines, graviers, feuilles, déchets et autres branchages.

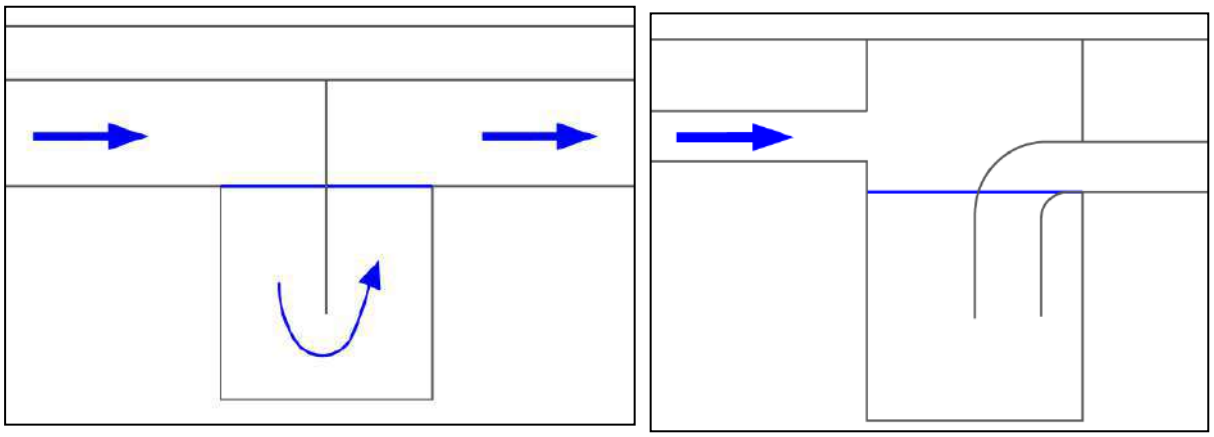


Figure 19 : Schémas de principe de 2 exemples de zones de décantation (cloison siphoïde et coude PVC)

- **Trop pleins**

La gestion des débordements est très importante. En effet, l'ouvrage de stockage peut avoir une capacité insuffisante en cas de pluies exceptionnelles ou de mauvais fonctionnement de l'ouvrage (colmatage/infiltration insuffisante). Ces débordements devront donc être évacués vers le réseau communal quand il existe.

- **Entretien**

Des regards visitables devront être mis en place afin d'assurer une surveillance visuelle de l'ouvrage et permettre d'accéder à la zone de décantation pour son entretien. Le dispositif devra être entretenu à la charge du particulier.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MESURES AVEC ET SANS ZONAGE					
GESTION QUANTITATIVE					
TYPE DE PROJET	SANS ZONAGE PLUVIAL		AVEC ZONAGE PLUVIAL		
	Débit de fuite	Stockage	Débit de fuite	Stockage	Gain
Projet de surface < 5000 m^2	Pas de régulation imposée	Absence de stockage	Infiltration des eaux pluviales (sauf pour les zones à proximité des cours d'eau)	Technique alternative (puisard ou tranchée drainante ou noue) de 2 m^3 de vide	Limitation des risques d'inondation liée à la densification urbaine
Projet de surface <= 1 hectare	Pas de régulation imposée	Absence de stockage	Infiltration des eaux pluviales (sauf pour les zones à proximité des cours d'eau) + 10 l/s/ha	Technique alternative (puisard ou tranchée drainante ou noue) de 1 m^3 de vide + Stockage dimensionné sur la base d'une pluie de référence 10 ans	Limitation des risques d'inondation liée à la densification urbaine
Projet de surface >= 1 hectare	Ratio de 3 l/s/ha	Stockage dimensionné sur la base d'une pluie de référence 20 ans	Infiltration des eaux pluviales (sauf pour les zones à proximité des cours d'eau) + débit de fuite de 3 l/s/ha	Technique alternative (puisard ou tranchée drainante ou noue) de 1 m^3 de vide + Stockage dimensionné sur la base d'une pluie de référence 20 ans	Réduction des risques d'inondation avec un degré de protection 20 ans

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MESURES AVEC ET SANS ZONAGE					
GESTION QUALITATIVE					
TYPE DE PROJET	SANS ZONAGE PLUVIAL		AVEC ZONAGE PLUVIAL		
	Abattement de la pollution particulaire	Hydrocarbures	Abattement de la pollution particulaire	Hydrocarbures	Gain
Projet de surface < 5000 m^2	Aucun abattement du flux particulaire	Non retenu	Abattement d'au minimum 85% du flux particulaire	100% des polluants retenus dans les ouvrages de prétraitement	Gestion qualitative des eaux pluviales et recharge de la nappe phréatique par infiltration
Projet de surface <= 1 hectare	Aucun abattement du flux particulaire	Non retenu	Abattement d'au minimum 85% du flux particulaire	100% des polluants retenus dans les ouvrages de prétraitement	Gestion qualitative des eaux pluviales et recharge de la nappe phréatique par infiltration
Projet de surface >= 1 hectare	Abattement d'environ 80% du flux particulaire	100% des polluants retenus dans l'ouvrage conforme à la réglementation "Loi sur l'Eau"	Abattement d'au minimum 85% du flux particulaire	100% des polluants retenus dans les ouvrages de prétraitement	Gestion qualitative des eaux pluviales et recharge de la nappe phréatique par infiltration

5.4.4 PRESCRIPTIONS DE MISES EN ŒUVRE

La gestion des eaux pluviales dans une zone d'urbanisation concerne l'évacuation puis le stockage des eaux pluviales.

La commune souhaite imposer des principes de mises en œuvre concernant les différents ouvrages de gestion des eaux pluviales, afin d'assurer leur bonne intégration paysagère et ainsi faciliter leur entretien ultérieur.

Pour chaque opération, une note hydraulique et le cas échéant un exemplaire du dossier loi sur l'eau devront être transmis au service instructeur de Guilliers pour l'instruction des permis d'aménager et de construire. Les plans techniques des ouvrages (plan masse + coupes) devront également être présentés au service instructeur. Le pétitionnaire devra s'assurer que les ouvrages de gestion des eaux pluviales projetés disposent d'une bonne intégration paysagère (pentes douces pour l'entretien, aménagement paysager...).

Différentes solutions permettent l'évacuation des eaux pluviales :

- les réseaux d'évacuation des eaux pluviales, les pentes de fils d'eau devront être au minimum de 0,5 %.
- les fossés, ce type de gestion requiert cependant un entretien plus délicat. Ils sont plus adaptés aux zones d'activités.
- les noues, elles correspondent à de légères dépressions larges et peu profondes avec un profil présentant des rives en pente très douce (4/1 au minimum). Leur fonction est de ralentir les eaux de ruissellements afin de favoriser l'infiltration mais également la rétention des particules dont les eaux pluviales se sont chargées lors de leurs ruissellements sur les zones urbanisées (voirie essentiellement). La mise en œuvre de noues doit être précise notamment en ce qui concerne le respect des faibles pentes longitudinales et transversales (cf. schéma suivant). La mise en place d'un massif filtrant avec géotextile peut être envisagée afin de favoriser l'infiltration des eaux de ruissellements et d'éviter la stagnation d'eau en fond de noue.

Le stockage des eaux pluviales peut être réalisé de différentes façons :

- Les bassins de rétention à sec

Ils permettent le stockage de l'ensemble des eaux pluviales du bassin versant en un seul endroit. L'aspect conception est important pour ce type d'ouvrage afin de faciliter leur entretien.

Quelques règles précises de mise en œuvre sont à respecter pour la réalisation des bassins de retenue sur la commune, à savoir :

- les berges des bassins ne devront pas être talutées en dessous du 4/1, ceci afin de garantir leur intégration paysagère, leur entretien et de faciliter l'installation de végétation.

  Dans le cas d'une incapacité à respecter cette règle pour des contraintes techniques, il faudra privilégier la création d'un talus planté 1/1 sur une partie du bassin, afin de s'assurer que l'autre partie dispose de pentes douces (talutage de 4/1 minimum). L'objectif est d'éviter la conception de bassins avec des pentes de talus uniformes de type 2/1 sur l'ensemble de l'ouvrage 2/1, par manque de surface. Ce genre de bassins ont une mauvaise intégration paysagère et sont très difficiles d'entretien (accès, tonte des berges...).

  Si des talus 1/1sont créés, ils devront être traités de manière à garantir leur stabilité et la sécurité (plantation, enrochement).

- la conception des bassins devra garantir un accès au fond de l'installation par du matériel d'entretien (tonte des pelouses) et aux ouvrages de régulation.

- les bassins devront être paysagés (plantations arbustives ou arborées d'essences locales…)

- Les noues stockantes

Elles doivent être réalisées dans la mesure du possible en suivant les lignes de côte du terrain naturel afin d'optimiser le stockage. Ces noues stockantes permettent aussi la réalisation de micro-stockages sur l'ensemble du bassin versant.

Quelques règles précises de mise en œuvre sont à respecter pour l'installation de noues :

- Les noues auront une largeur de 3 mètres minimum

- La partie basse des noues sera drainée afin de maintenir un état sec hors épisode pluvieux, mais également de favoriser l'infiltration des eaux.

- Les noues pourront être paysagées, la plantation arbustive en fond de noues peut être envisagée si les noues ne possèdent pas de massifs drainants

- L'accès aux noues devra être assuré pour l'entretien.

La réussite et l'intégration des ouvrages de gestion, noues et bassins de retenue seront garanties par une mise en œuvre précise et par un entretien régulier des ouvrages et du site.

Les ouvrages de sorties des zones de stockage devront être composés d'une cloison siphoïde, d'une zone de décantation, d'un ajutage adapté et d'une vanne de fermeture.

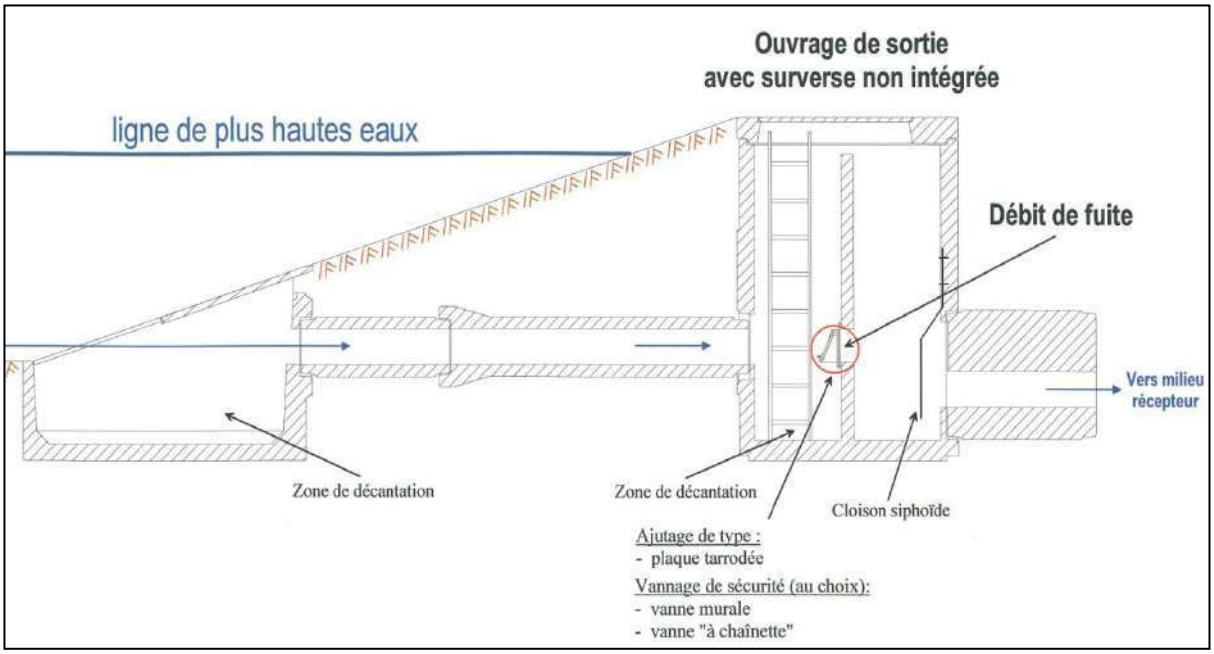


Figure 20 : : Schéma de principe d'un ouvrage de sortie sans surverse intégrée

La municipalité sera en droit d'imposer la mise en place d'un débourbeur/séparateur à hydrocarbures selon le type de projet d'aménagement

Entretien des ouvrages hydrauliques :

L'entretien des ouvrages constitue la partie la plus importante du bon fonctionnement de l'installation.

La propreté des ouvrages doit être maintenue, la présence de gravats et de détritus peut empêcher le bon fonctionnement de l'écoulement et de la régulation. Les résidus de tonte doivent être ramassés afin d'éviter tout risque de colmatage de l'orifice de sortie.

Il est interdit d'utiliser des produits phytosanitaires dans les zones de stockage.

L'entretien des **surverses** est très important, elles doivent être impérativement fonctionnelles. L'hypothèse d'un mauvais fonctionnement du système de régulation est possible à tout moment.

L'utilisation de la **vanne de fermeture** doit être réalisée une fois par an afin de contrôler son bon fonctionnement.

Les zones de stockages sont des ouvrages de gestion des eaux pluviales qui peuvent se remplir à n'importe quel moment. La surveillance et éventuellement l'entretien doivent être réalisés après chaque épisode pluvieux important

Prescriptions à suivre en phase travaux :

La phase travaux est la plus critique pour le déplacement de fines (MES). En effet, lors des travaux, le ruissellement sur les sols nus entraîne un déplacement de particules très important (eaux de couleur marron).

Les préconisations à prendre pour empêcher le déplacement des fines vers le milieu récepteur en phase travaux sont les suivantes :

- Les mesures compensatoires doivent être réalisées **en premier** dans l'ordre de la construction de la zone d'aménagement.
- Des bottes de paille doivent être mises en place **en sortie** des zones de stockage ainsi qu'à l'exutoire de chaque zones urbanisables, afin d'améliorer la sédimentation des particules. La botte de paille joue le rôle d'un filtre.

En ce qui concerne les puisards d'infiltration et tranchées drainantes, ces ouvrages devront être protégés par un géotextile durant toute la phase des travaux ou être réalisés à la fin des travaux. En effet, les fines risqueraient de colmater ces ouvrages durant cette période sensible.



Figure 21 : Emplacements du filtre à particules fines (botte de paille) pendant la phase des travaux au niveau du bassin d'orage

6 CONCLUSION

L'étude de gestion des eaux réalisée sur la commune de Guilliers avait pour but :

- De réaliser un diagnostic du dispositif de gestion du ruissellement pluvial existant,
- De maîtriser le ruissellement généré par les zones urbaines existantes dans la mesure du possible,
- Et de planifier la réalisation des infrastructures de gestion des eaux pluviales nécessaires à l'extension urbaine et consécutives à la création de nouvelles surfaces imperméabilisées.

L'objectif est en effet de maîtriser dans l'avenir la gestion des eaux pluviales sur la commune par un cadre réglementaire, sans toutefois contraindre les futurs acquéreurs sur le type de gestion à mettre en place. Chaque projet est un cas particulier.

La commune de Guilliers disposera alors d'un outil de gestion des eaux pluviales et d'aide à la décision (ex : instruction de permis de construire...). Les prévisions du plan local d'urbanisme ont défini les secteurs d'urbanisation sur le territoire communal.

Cette étude prévoit la mise en place de mesures compensatoires pour la gestion des eaux des futures zones urbanisables et de densification. L'objectif est d'anticiper la gestion des eaux pluviales et de maîtriser le ruissellement généré par ces futurs projets d'urbanisme.

Les futurs aménageurs devront respecter cette étude de gestion des eaux pluviales et l'ensemble des préconisations inscrites sous la forme du plan matérialisant le zonage pluvial.

Les volumes de stockage par zone sont définis selon un coefficient d'apport moyen (50 % pour les zones d'habitats par exemple).

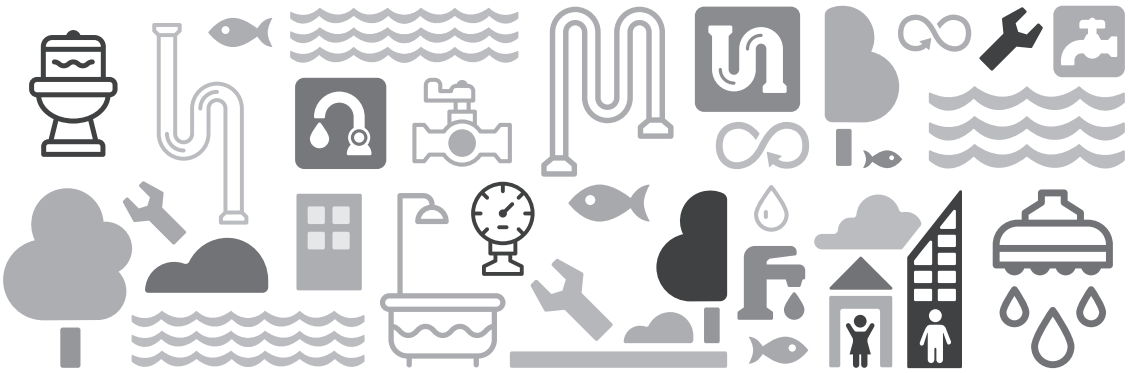
N'ayant pas connaissance des futurs projets d'aménagements à l'échelle de cette étude de gestion des eaux pluviales, les volumes de stockage devront donc être réévalués pour chacun des projets en fonction du réel coefficient d'apport.

Pour chacune des zones urbanisables, des **tests de sol** devront être lancés afin d'**évaluer** la **capacité du sol à l'infiltration**. Si la nature du sol est favorable, la gestion des eaux à la parcelle par puisards d'infiltration serait à privilégier.

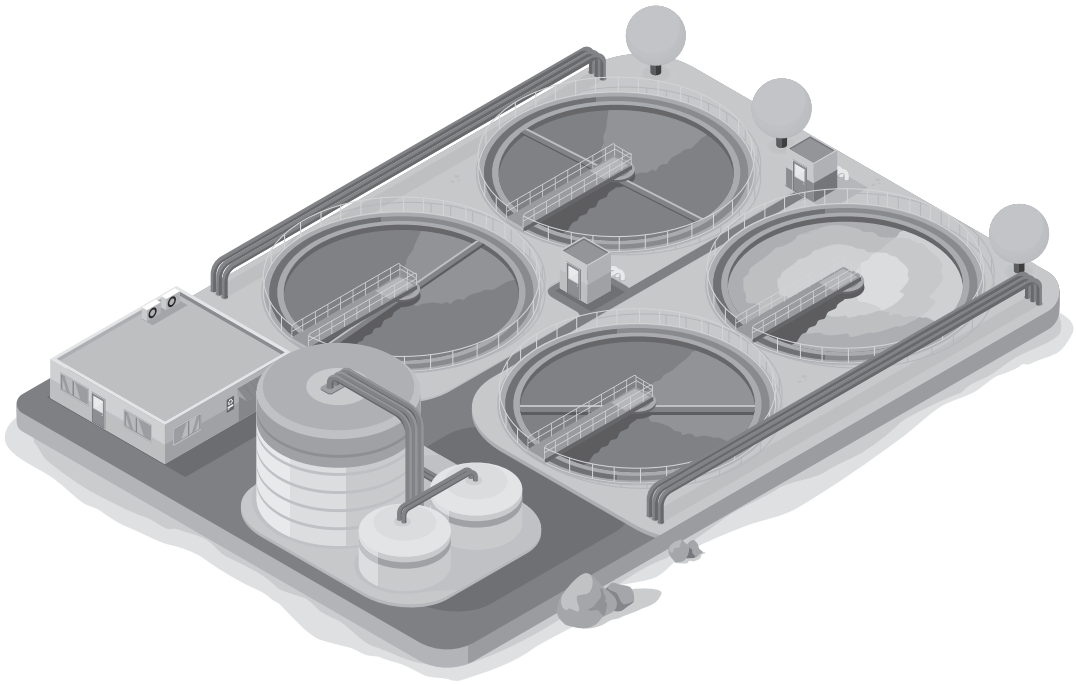
Une notice hydraulique devra être rédigée et transmise à la municipalité pour validation. Cette note devra être composée :

- De la présentation du projet et du coefficient d'apport pris en compte,
- Des résultats des tests d'infiltration réalisés,
- De l'étude hydraulique détaillée et des caractéristiques des différents ouvrages de stockage,
- Des plans niveau PRO des différents ouvrages de stockage (puisards d'infiltration, noue stockante, bassin d'orage à sec...).

Le zonage d'assainissement des eaux pluviales est conçu afin d'assurer sa compatibilité avec le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE Vilaine.



RÈGLEMENT GÉNÉRAL
DU
SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



SERVICE Eau& Assainissement
COLLECTIF • NON COLLECTIF
par Ploërmel Communauté

PLOËRMEL COMMUNAUTÉ

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES 3
ARTICLE I.1 : OBJET DU RÈGLEMENT 3
I.1.1 : Généralités 3
I.1.2 : Réglementation 3
I.1.3 : Périmètre 3
I.1.4 : Les engagements du service 3
ARTICLE I.2 : SOUSCRIPTION DU CONTRAT 3
I.2.1 : Généralités 3
I.2.2 : Demande 3
I.2.3 : Abonnement 3
I.2.4 : Facturation 3
I.2.5 : Contrat et convention de déversement 3
I.2.6 : Cessation, mutation et transfert de la convention de déversement ordinaire 3
ARTICLE I.3 : CATÉGORIES D'EAUX ADMISES AU DÉVERSEMENT 3
I.3.1 : Système de collecte 3
I.3.2 : Déversements autorisés 4
I.3.3 : Conditions 4
I.3.4 : Les eaux usées assimilées domestiques 4
ARTICLE I.4 : DÉVERSEMENTS INTERDITS 4
I.4.1 : Déversement proscrits 4
I.4.2 : Déversements formellement interdits 4
I.4.3 : Contrôles 4
I.4.4 : Frais de contrôle 4
ARTICLE I.5 : DÉFINITION DU BRANCHEMENT 4
I.5.1 : Détail 4
I.5.2 : La boite de branchement 4
ARTICLE I.6 : MODALITÉS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT 4
I.6.1 : Nombre de branchement 4
I.6.2 : Demande de branchement 5
I.6.3 : Instruction de la demande 5
I.6.4 : Règles sur l'espace privé 5
I.6.5 : Réfections 5
CHAPITRE II : LES EAUX USEES DOMESTIQUES 5
ARTICLE II.1 : OBLIGATION DE RACCORDEMENT 5
II.1.1 : Cas général 5
II.1.2 : Immeuble construit antérieurement au réseau 6
II.1.3 : Immeuble construit postérieurement au réseau 6
II.1.4 : Modification ou suppression d'un branchement existant 6
ARTICLE II.2 : CAS SPÉCIFIQUE DU RACCORDEMENT DES LOTISSEMENTS, ZONES D'ACTIVITÉS, ... 6
II.2.1 : Généralités 6
II.2.2 : Démarches préalables 6
II.2.3 : Instruction du projet 6
II.2.4 : Contrôle des travaux 6
II.2.5 : Participations 6
II.2.6 : Exploitation et entretien 7
II.2.7 : Sollicitation de la rétrocession – opération neuve 7
II.2.8 : Sollicitation de la rétrocession – opération existante 7
ARTICLE II.3 : RACCORDEMENT SUR LE BOÎTIER EXISTANT 7
II.3.1 : Généralités 7
II.3.2 : Topographie 7
II.3.3 : Reflux 7
II.3.4 : Odeurs 7
II.3.5 : Entretien 7
II.3.6 : Incident 7
II.3.7 : Dommages 7
II.3.8 : Réparations 7
ARTICLE II.4 : CONFORMITÉ DU BRANCHEMENT 7
II.4.1 : Généralités 7
II.4.2 : Dans le cadre d'un branchement neuf 8
II.4.3 : Dans le cadre d'un branchement existant 8
II.4.4 : Dans le cadre d'une vente 8
ARTICLE II.5 : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT 9
II.5.1 : Redevables 9
II.5.2 : Composition 9
II.5.3 : Abonnement et résiliation 9
II.5.4 : Cas spécifique des usagers utilisant une source autre que l'eau potable du réseau public 9
II.5.5 : Exclusion 9
ARTICLE II.6 : PAIEMENT DE LA REDEVANCE 9
II.6.1 : Part fixe 9
II.6.2 : Part variable 9
II.6.3 : Délai 9
II.6.4 : Réclamation 9
II.6.5 : Dégrèvement 9
CHAPITRE III : LES EAUX USEES NON DOMESTIQUES 10
ARTICLE III.1 : GÉNÉRALITÉS 10
III.1.1 : Définition 10
III.1.2 : Obligation de raccordement 10
ARTICLE III.2 : CONVENTION SPÉCIALE DE DÉVERSEMENT 10
III.2.1 : Etablissement dispensés 10
III.2.2 : Demande 10
III.2.3 : Nature des effluents 10
III.2.4 : Evolution de l'activité 10
ARTICLE III.3 : PRÉTRAITEMENT ET CONTRÔLE DES EFFLUENTS 10
III.3.1 : Prétraitement 10
III.3.2 : Auto-contrôle 10
III.3.3 : Contrôles ponctuels 10
ARTICLE III.4 : RÉMUNÉRATION DU SERVICE PUBLIC 11
III.4.1 : Redevance 11
III.4.2 : Révision de l'assiette 11
CHAPITRE IV : CONTENTIEUX 11
ARTICLE IV.1 : INFRACTIONS, POURSUITES ET VOIES DE RECOURS 11
IV.1.1 : Infractions et poursuites 11
IV.1.2 : Voies de recours 11
IV.1.3 : Médiation 11
IV.1.4 : Mesures de sauvegarde 11
CHAPITRE V : DISPOSITIONS D'APPLICATION 12
ARTICLE V.1 : APPLICATION, MODIFICATION ET CLAUSES D'EXÉCUTION 12
V.1.1 : Délai d'application 12
V.1.2 : Modification du règlement et autres dispositions 12
V.1.3 : Clauses d'exécution 12
ANNEXE 1 : COORDONNÉES DES DÉLÉGATAIRES EXPLOITANTS PAR COMMUNE 13
ANNEXE 2 : PRÉSCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX DÉVERSEMENTS D'EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES (CF. ARTICLE I.3.4) 14
ANNEXE 3 : SCHÉMA DE PRINCIPE D'UNE BOITE DE BRANCHEMENT EAUX USÉES 16
ANNEXE 4 : DELIBERATION RELATIVE A LA PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC) 17
ANNEXE 5 : DELIBERATION RELATIVE A LA REFACTURATION DES FRAIS DE BRANCHEMENT (RFB) 21

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE I.1 : OBJET DU RÈGLEMENT

I.1.1 : Généralités

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumis les particuliers et les professionnels (désignés dans la suite du document par les « usagers ») pour le déversement des eaux usées, dans les réseaux d'assainissement, propriété de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ (désignée dans la suite du document par la « collectivité »), géré par un délégataire du service public de l'assainissement collectif (désigné dans la suite du document par « l'exploitant »), afin que soient protégés la sécurité, l'hygiène publique et le milieu récepteur.

La dénomination « service assainissement » dans la suite du document désigne la collectivité et/ou son exploitant, et/ou toute entreprise mandatée par la collectivité.

I.1.2 : Réglementation

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur, notamment le code de la santé publique, le code de l'environnement, le règlement sanitaire départemental et le code général des collectivités territoriales.

I.1.3 : Périmètre

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ, dont les secteurs sont desservis par un réseau de collecte des eaux usées, ainsi qu'à l'ensemble des usagers (même situé en dehors du périmètre de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ) raccordé sur un système de collecte de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ.

I.1.4 : Les engagements du service

En assurant les missions de collecte et de traitement des eaux usées, le service d'assainissement s'engage à mettre en œuvre un service de qualité.

Les prestations qui sont garanties sont les suivantes :

- Un accueil téléphonique aux heures d'accueil du public pour effectuer toutes les démarches des usagers et répondre à toutes les questions relatives au fonctionnement du service d'assainissement ;
- Une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences survenant sur le réseau public ;
- Une réponse écrite aux demandes et réclamations des usagers par courrier ou courriel dans un délai de 15 jours suivant leur réception ;
- Le respect des horaires de rendez-vous en cas de contrôle des installations ou pour toute demande nécessitant un déplacement sur site lorsqu'une date et un horaire de rendez-vous auront été convenus avec l'usager au préalable ;
- La réponse à une demande d'information dans le cadre d'une vente dans un délai de 5 jours ouvrés, et le cas échéant la proposition d'au moins une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à 30 jours ;
- L'instruction des dossiers de demande de branchements neufs dans un délai de 30 jours à réception d'un dossier complet.

ARTICLE I.2 : SOUSCRIPTION DU CONTRAT

I.2.1 : Généralités

Que vous soyez un nouvel usager du service suite à un emménagement dans un logement déjà existant, à l'achat d'un logement, à la construction ou à l'achat d'un logement neuf ou à l'extension du réseau d'assainissement au droit de votre habitation, **il vous revient de vous faire connaître immédiatement auprès de l'exploitant** via le service « usagers » (et ce même si vous avez déjà avisé à l'oral un technicien). **Il vous revient également de vérifier sur votre facture que vous vous acquittez bien de la redevance** d'assainissement collectif. Si vous manquiez à votre obligation de déclaration (en tant qu'usager du service), vous seriez redevable a posteriori du montant total de la redevance (cf. article II.5) non acquitté à compter de la date de votre emménagement ou raccordement.

I.2.2 : Demande

Pour souscrire un contrat, il vous appartient d'en faire la demande par téléphone, par écrit ou par mail auprès de l'exploitant via le service « usagers ». Il vous transmettra, par courrier postal, électronique ou lien Internet, l'ensemble des documents dont il vous faut prendre connaissance (tarifs et **le présent règlement de service** notamment). Le paiement de la première facture suivant la transmission du règlement de service vaut accusé de réception dudit règlement.

Lorsque les services de l'eau et de l'assainissement sont confiés à un même exploitant, la souscription du contrat d'abonnement du service de l'eau entraine en règle générale la souscription automatique du contrat de déversement assainissement.

I.2.3 : Abonnement

Un abonnement est dû par entité logement (même si l'immeuble ne possède qu'un seul branchement). Si un compteur est partagé entre plusieurs logements de l'immeuble, chacun des logements se verra affecter un abonnement (la situation du bien vis-à-vis du service des impôts ne pourra nous être opposé, seule la situation réelle sera considérée). Il vous revient donc de déclarer si vous occupez (ou êtes propriétaire) d'un seul ou de l'ensemble de ces logements.

Il en est de même pour les usagers assimilés domestiques.

I.2.4 : Facturation

Les dépenses engagées par le service d'assainissement pour collecter et épurer les eaux usées sont équilibrées par le produit d'une redevance pour service rendu à l'usager. Cette redevance est définie par la collectivité ; elle se compose d'une partie fixe et d'une partie variable en fonction de la consommation d'eau. Chaque usager recevra une fiche tarifaire lors de l'abonnement.

Les modalités de facturation sont celles portées et définies par le contrat d'eau potable et le délégataire de l'eau potable facturera la redevance de l'assainissement collectif sur la facture d'eau.

I.2.5 : Contrat et convention de déversement

L'acceptation de la demande d'abonnement ou de branchement par le service assainissement crée la convention de déversement ordinaire entre les parties. Le contrat **prend effet, à la date de réception de la demande d'abonnement** par l'exploitant ou à la date d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective).

Dès lors que l'usager rejette des eaux usées dans le réseau public, le présent règlement de service est jugé accepté, devra être observé / respecté et s'impose tant au service assainissement qu'au demandeur - personne morale ou physique - et quelle que soit l'origine des eaux usées.

Concernant les eaux usées non domestiques, une convention et un arrêté de déversement spécifique, soumise au respect de prescriptions techniques et contrôlée périodiquement, devra être signée (cf. chapitre III).

I.2.6 : Cessation, mutation et transfert de la convention de déversement ordinaire

La cessation de la convention **ne peut résulter que du changement de destination ou de la démolition de l'immeuble, ou, de la transformation du déversement** ordinaire en déversement « non domestique », ou en cas de changement de délégataire ou de mode de gestion du service. Si après cessation de l'application de la convention de déversement sur sa propre demande, le titulaire sollicite, dans un délai inférieur à un an, la réactivation de la convention, le service assainissement peut exiger le paiement de la redevance « abonnement » pendant la période d'interruption.

En cas de mutation, le nouveau titulaire est substitué à l'ancien, sans frais. Le titulaire précédent est tenu d'avertir le service assainissement, qui accuse réception, de son départ au moins trente jours à l'avance. À défaut, le titulaire demeure assujetti au paiement de la redevance prévue à l'article II.5. Dans le cas d'un décès, les héritiers ou ayants droit restent responsables vis-à-vis du service assainissement de toutes sommes dues.

ARTICLE I.3 : CATÉGORIES D'EAUX ADMISES AU DÉVERSEMENT

I.3.1 : Système de collecte

Le réseau d'assainissement de la collectivité relève, au droit de chaque propriété, du système dit « **de type séparatif** ». La notion de système séparatif désigne la présence en parallèle d'un réseau « eaux usées » et d'un réseau « eaux pluviales ».

I.3.2 : Déversements autorisés

Sont susceptibles d'être déversées dans les réseaux d'eaux usées :

- **Les eaux usées domestiques** comprenant les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette...) et les eaux vannes (urine et matières fécales) ;
- **Les eaux usées assimilées aux eaux usées domestiques**, de par leur similitude en termes de nature et de quantité ;
- **Les eaux usées non domestiques**, définies à l'article III.1, sous réserve d'acceptation et ayant fait l'objet de conventions spéciales de déversement passées entre le service assainissement et les établissements « industriels » à l'occasion des demandes de branchements au réseau public.

I.3.3 : Conditions

Dans tous les cas, pour être admises, **ces eaux ne devront** être susceptibles ni par leur composition, ni par leur débit, ni par leur température, de **porter atteinte**, soit **au bon fonctionnement** et à la bonne conservation **des installations**, soit à la sécurité et à la santé des agents du service assainissement. De plus, elles devront satisfaire aux conditions imposées par l'article I.4.

I.3.4 : Les eaux usées assimilées domestiques

Lorsqu'une activité implique des utilisations de l'eau assimilables à des usages domestiques, vous pouvez demander le raccordement de vos locaux professionnels au réseau public d'assainissement conformément aux dispositions prévues en Annexe 2.

En cas d'acceptation de votre demande, le service assainissement vous indique :

- Les règles et prescriptions techniques applicables à votre activité ;
- Les caractéristiques de l'ouvrage de raccordement, y compris les prétraitements éventuels et les volumes acceptés ;
- Le montant éventuel de la contribution financière ou du remboursement des frais de raccordement.

Ces rejets sont considérés comme domestiques pour la suite du présent règlement, et donc notamment soumis au chapitre II.

ARTICLE I.4 : DÉVERSEMENTS INTERDITS

I.4.1 : Déversement proscrits

Sont proscrits les déversements :

- D'eaux pluviales et notamment celles recueillies dans des gouttières et autres avaloirs de sol ;
- D'eaux de drainage, de trop-plein de puits ou de sources ;
- D'eaux de piscine ;
- D'eaux issues de pompes vide-caves ;
- D'eaux issues des aires imperméabilisées des stations de lavage de véhicule, des garages et/ou ateliers mécaniques, des stations de distributions de carburants, des dépôts de carburants, même après prétraitement
- Et d'une manière générale toutes les eaux usées ne provenant pas du réseau d'eau potable (à l'exception des eaux de pluie, de puits, de source ou de nappe ayant été utilisées et déclarées pour un usage domestique, artisanal ou industriel).

I.4.2 : Déversements formellement interdits

Il est également formellement interdit, en tout temps, de déverser dans les réseaux d'eaux usées :

- Les eaux de vidange ou de trop-plein de fosses fixes ou toilettes chimiques ;
- Les effluents des fosses de type « fosses septiques » ou « fosses toutes eaux » et de manière générale tout effluent ou matière provenant d'une installation d'assainissement non collectif ;
- Les ordures ménagères, même après broyage (l'installation d'un broyeur sur évier est formellement interdite) ;
- Tout produit susceptible de se déposer et/ou encrasser les réseaux (boues, sables, gravats, mortiers, cendres, cellulose, colle, goudrons, huiles, graisses) ;
- Les liquides ou vapeurs corrosifs, acides, matières nocives, inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions et aucun produit susceptible de dégager, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- Les composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés, notamment tous les carburants, lubrifiants et huiles usagées ;
- Les substances susceptibles de favoriser la manifestation d'odeurs ou de colorations anormales dans les eaux acheminées par les réseaux ;
- Les eaux, vapeurs ou liquides d'une température supérieure à 50 degrés ;
- Les eaux dont la quantité et la température pourraient être susceptibles de porter l'effluent à une température supérieure à 30 degrés ;
- Les eaux ou liquides dont le pH n'est pas compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Le sang et autres déchets d'origine animale (poils, crins, etc.) ;
- Les déjections solides ou liquides d'origine animale, notamment le purin ;
- Les effluents radioactifs ;
- Les effluents de type bactéricide, pesticide, fongicide, etc. ;
- Les déchets filamenteux et solides (type lingettes) ;
- Les liquides ou vapeurs corrosifs, acides, peintures, matières nocives pouvant dégrader les réseaux, altérer la qualité du rejet et/ou la composition des boues de la station d'épuration des eaux en vue de leur épandage en milieu agricole ;
- Et, d'une façon générale, toute substance et/ou tout corps solide ou non de nature à nuire soit au bon état ou au bon fonctionnement des réseaux et/ou des ouvrages d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit à la qualité des effluents et des boues résultant du traitement par les stations d'épuration au regard des normes qu'elles doivent respecter.

La liste ci-avant n'est pas limitative.

I.4.3 : Contrôles

Le service assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager et à toute époque, tout **prélèvement de contrôle** qu'il estimerait utile pour le bon fonctionnement du réseau.

I.4.4 : Frais de contrôle

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis par le présent règlement, les **frais de contrôle et d'analyses** occasionnés seront **à la charge de l'usager**, sans préjuger des suites qui pourront être données.

ARTICLE I.5 : DÉFINITION DU BRANCHEMENT

I.5.1 : Détail

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique (aussi appelé collecteur) :

- Une culotte ou un raccord de piquage ;
- Une **canalisation de branchement sous domaine public** destinée à l'acheminement des eaux usées vers le collecteur principal ;
- Un ouvrage dit « regard ou **boîte de branchement** » placé en limite de propriété sous domaine public. Ce regard, muni d'un tampon amovible qui doit permettre l'inspection du branchement, doit être maintenu visible et accessible depuis la surface du sol par le propriétaire.

I.5.2 : La boite de branchement

C'est cette boite de branchement qui délimite la partie « publique » du branchement (dont l'entretien et le renouvellement sont supportées par le service public) de la partie « privée » (dont l'entretien et le renouvellement sont à la charge du propriétaire). Le **branchement** de la partie privative **doit se faire sur le manchon en attente**, de manière étanche et au même diamètre que ce dernier (au moyen d'une réduction si besoin). Aucune modification ne doit être apportée à la boite de branchement.

Un schéma de principe est présenté en Annexe 3.

ARTICLE I.6 : MODALITÉS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

I.6.1 : Nombre de branchement

Un branchement ne peut recueillir les eaux usées que d'un seul immeuble bâti ou une seule propriété. En revanche, un usager peut, sous réserve de l'accord du service assainissement, disposer de plusieurs branchements.

I.6.2 : Demande de branchement

Il revient au futur usager de contacter le service assainissement en vue d'obtenir **l'imprimé de demande de branchement** (disponible auprès du service Eau & Assainissement de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ, sur le site internet de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ ou auprès du délégataire). Le coût des travaux de branchement sur la partie publique est à la charge du futur usager et sont réalisés par le service assainissement.

I.6.3 : Instruction de la demande

Toute installation de branchement est précédée d'une instruction sur le plan technique et administratif, effectuée par le service assainissement. **En fonction des renseignements fournis par le demandeur** sur la nature des eaux à déverser, leur débit, les canalisations intérieures d'eaux usées existantes ou prévues, et la position souhaitée de leur débouché sur la voie publique, le service assainissement fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation de branchement jusqu'au collecteur public ainsi que l'emplacement exact de la « boîte de branchement ». Le devis relatif aux travaux de raccordement est alors transmis à l'usager pour accord préalable.

I.6.4 : Règles sur l'espace privé

Le service assainissement, chargé d'instruire la faisabilité du raccordement, ou l'entreprise missionnée par l'usager (pour la réalisation de la partie « privée » du branchement) pourra conclure qu'un raccordement gravitaire n'est pas possible. L'usager devra alors s'équiper d'une pompe de relevage privative à ses frais et dont il devra assurer le fonctionnement et le renouvellement.

Il revient à l'usager, en partie privative, de respecter les règles de l'art nécessaires au bon écoulement des eaux usées et à la pérennité des réseaux dans la durée. L'usager doit installer, conformément aux articles II.3, II.4 et III.3, à ses frais :

- Des équipements de protection contre les odeurs (siphons) ;
- Un dispositif de protection contre les retours d'eaux (siphon disconnecteur, clapet anti-retour, …) ;
- Eventuellement, un ou plusieurs regards de visite (pour l'entretien) ;
- Et, le cas échéant, un dispositif de prétraitement (séparateurs à graisse pour les restaurants, séparateur à peinture pour les artisans...).

Par ailleurs, une fois le branchement mis en service, si l'usager rencontre des problèmes d'écoulement ou un colmatage sur la partie « privée » de son branchement, les frais liés à l'intervention éventuelle d'une entreprise missionnée (par lui) sont à sa charge.

I.6.5 : Réfections

Les réfections provisoires et définitives des trottoirs et chaussées sont **à la charge du pétitionnaire** (intégré au devis de branchement).

CHAPITRE II : LES EAUX USEES DOMESTIQUES

ARTICLE II.1 : OBLIGATION DE RACCORDEMENT

II.1.1 : Cas général

II.1.1.1 : Délai

Comme le prescrit l'article L 1331-1 du code de la santé publique, quelle que soit l'origine de l'alimentation en eau de l'immeuble, tous les immeubles qui ont accès au réseau de collecte disposé pour recevoir les eaux usées domestiques et établi sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passages, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de **deux ans à compter de la date de mise en service du réseau** de collecte.

II.1.1.2 : Conditions

Tout immeuble ou propriété dont la parcelle a été classée en **zonage d'assainissement collectif** (document soumis à enquête publique et annexé aux documents d'urbanisme) est tenu de se raccorder au réseau public d'assainissement **aux frais de son propriétaire**. Dans le cas d'une construction neuve ou d'une extension d'habitation au droit d'un réseau déjà existant, l'obligation de raccordement résulte du permis de construire (le raccordement doit donc être réalisé sans délai).

II.1.1.3 : Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

Conformément à l'article L 1331-7 du code de la santé publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement sont astreints à verser, en plus du coût du branchement (cf. articles II.1.2.2 et II.1.3.2), une participation dont le montant est fixé par délibération du conseil communautaire : la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

Ce montant est exigible dès que le raccordement au réseau public est devenu effectif.

Pour les eaux usées assimilées domestiques, le calcul de la PFAC est fonction de l'activité concernée.

Délibération sur la PFAC présentée en Annexe 4.

II.1.1.4 : Dérogation temporaire

Pour les immeubles dont l'installation **d'assainissement non collectif est conforme** aux dispositions de l'arrêté du 27 avril 2012, le propriétaire peut solliciter une dérogation temporaire de l'obligation de raccordement d'une durée maximale de dix ans à compter du contrôle de bonne réalisation délivré par le SPANC, tant que l'installation reste conforme aux dispositions de l'arrêté du 27 avril 2012. Il doit faire sa demande par écrit auprès du service assainissement.

II.1.1.5 : Exonération

Conformément à l'article 1 de l'arrêté du 19 juillet 1960 modifié (en application de l'article L.1331-1 du code de la santé publique), certaines situations très particulières peuvent justifier une exonération de raccordement notamment les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'un **système d'assainissement non collectif recevant l'ensemble des eaux usées domestiques et conforme** aux dispositions de l'arrêté du 27 avril 2012. Un immeuble situé en contrebas du collecteur public ne peut pas être considéré comme difficilement raccordable : le système de relevage individuel est à la charge du propriétaire (fourniture, pose et fonctionnement).

II.1.1.6 : Pénalités

Au terme du délai de deux ans indiqué à l'article II.1.1.1, conformément aux prescriptions de l'article L. 1331-8 du code de la santé publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à l'obligation de raccordement, il est astreint au paiement d'une **somme équivalente à la redevance annuelle d'assainissement** qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau et **dont le niveau de majoration (jusqu'à 400 %) est fixé annuellement par délibération du conseil communautaire**.

II.1.1.7 : Travaux d'office

En outre, faute de raccordement par les soins du propriétaire au terme du délai de deux ans précité, et après mise en demeure préalable envoyée en recommandé avec accusé de réception et restée sans effet durant 6 mois, l'immeuble peut, en application de l'article L 1331-6 du code de la santé publique, être raccordé **aux frais du propriétaire par la collectivité**.

II.1.2 : Immeuble construit antérieurement au réseau

II.1.2.1 : Modalités

Conformément à la possibilité offerte par l'article L 1331-2 du code de la santé publique, lors de la construction d'un nouveau réseau de collecte, **la collectivité exécutera d'office la partie « publique » du branchement**, à savoir celle située entre le collecteur principal et jusqu'y compris le regard de branchement (qui marque la « limite » du service public) qui sera implanté le plus proche possible de la limite de propriété. La réalisation de la partie « privée » du branchement (allant donc du regard de branchement jusqu'à l'immeuble) est à la charge et sous la responsabilité du propriétaire (et comprenant les travaux de dépose ou de remblaiement des ouvrages d'assainissement non collectifs) qui fait appel à l'entreprise de son choix.

II.1.2.2 : Refacturation des frais de branchement (RFB)

La collectivité peut demander à se faire rembourser par les propriétaires intéressés une partie des dépenses entraînées par ces travaux suivant **les modalités fixées par délibération périodique du conseil communautaire**.

Délibération sur la RFB présentée en Annexe 5.

II.1.3 : Immeuble construit postérieurement au réseau

II.1.3.1 : Modalités

Pour les immeubles édifiés après la mise en service du réseau de collecte, **à la demande du propriétaire, la collectivité se chargera de l'exécution de la partie « publique » du branchement** mentionnée à l'article II.1.2.1. Cette partie du branchement est ensuite incorporée au réseau public, propriété de la collectivité, qui est chargée d'en assurer l'entretien et en contrôle la conformité.

La réalisation de la partie « privée » du branchement (allant donc du regard de branchement jusqu'à l'immeuble) est à la charge et sous la responsabilité du propriétaire qui fait appel à l'entreprise de son choix.

L'usager, en retour de sa demande d'urbanisme déposée en mairie, recevra tout renseignement utile à ses démarches de raccordement. À défaut d'information transmise par le service instructeur de son permis de construire, l'usager est invité à se rapprocher des services de la collectivité.

II.1.3.2 : Devis de branchement

Tout raccordement doit faire l'objet d'une **demande préalable** auprès du service assainissement comme mentionné à l'article I.6.2. Suite à l'étude de la demande, le service assainissement adressera un devis à l'usager.

Cette demande-doit être signée par le propriétaire ou son mandataire, à qui le service assainissement remettra un exemplaire du présent règlement.

En cas de travaux réalisés par le délégataire, l'usager prendra en charge l'intégralité du coût du branchement : il s'acquittera d'un acompte lors de la validation du devis puis du solde à la livraison des travaux (qui seront exécutés sous 3 mois maximum après signature du devis).

En cas de travaux réalisés par la collectivité ou un de ses prestataire, l'usager prendra en charge le coût du branchement selon les modalités de refacturation des frais de branchement (RFB) **fixées par délibération du conseil communautaire** : il s'acquitteras du montant dû après réalisation des travaux via le Trésor Public.

Délibération sur la RFB présentée en Annexe 5.

II.1.4 : Modification ou suppression d'un branchement existant

En cas de demande de modification ou de suppression d'un branchement existant par l'usager, sans lien avec une problématique d'exploitation identifiée par le service assainissement, les modalités de création du nouveau branchement sont celles de l'article II.1.3.

Il en est de même pour toute demande de branchement supplémentaire pour le même immeuble.

ARTICLE II.2 : CAS SPÉCIFIQUE DU RACCORDEMENT DES LOTISSEMENTS, ZONES D'ACTIVITÉS, ...

II.2.1 : Généralités

Les dispositions du présent article s'imposent à tout aménageur/ pétitionnaire privé ou public qui **doit créer, à ses frais, un réseau collectif privé de collecte des eaux usées** sur l'emprise de l'opération afin de desservir individuellement les lots à vendre ou à construire.

Cet article a pour objectif d'expliciter les démarches afin d'obtenir de la collectivité l'autorisation de déversement des eaux usées collectées sur l'emprise de l'opération au réseau public par l'intermédiaire de cet ouvrage collectif privé.

II.2.2 : Démarches préalables

En amont de sa demande de raccordement, le pétitionnaire ou son représentant devra **prendre contact avec le service assainissement afin d'établir une convention** définissant les modalités de conception et de mise en œuvre des réseaux d'assainissement réalisés sous maitrise d'ouvrage privée en vue de leur raccordement au réseau d'assainissement public.

Cette convention, associée à un cahier de prescription technique, devra être **signée par le demandeur et la collectivité avant le démarrage des travaux**.

Elle encadre : les documents nécessaires à l'acceptation du projet, les normes et prescriptions techniques imposées, les modalités de raccordement au réseau existant, les modalités d'implantation des ouvrages, le suivi des travaux, la réception des ouvrages et les conditions de transfert éventuel du réseau dans le patrimoine de la collectivité.

II.2.3 : Instruction du projet

Le **demandeur devra soumettre, pour avis, un dossier projet au service assainissement** comprenant notamment : un plan de situation, un plan de détail des ouvrages à l'échelle 1/200ème ou 1/250ème dûment coté avec un nivellement rattaché au NGF, une note descriptive des ouvrages (nombre et emplacements des regards, chasses, etc. ; diamètres et tracé des conduites ; type de canalisations, fournitures diverses, etc. ; pour les postes de refoulement et ouvrages annexes : nature, type, etc. ; les techniques de pose, profondeur, conditions de remblaiement, ; profil en long du réseau ; raccordement sur le réseau général ; le planning prévisionnel des travaux).

Le service assainissement devra répondre dans un **délai de deux mois**, à dater de la réception du dossier complet, et après accord du service instructeur et du gestionnaire.

II.2.4 : Contrôle des travaux

Le service assainissement disposent du **droit de contrôle sur tous les ouvrages**, y compris ceux dont il n'est pas lui-même chargé. À ce titre, l'Aménageur devra informer le service assainissement des dates d'exécution des travaux et l'inviter à participer aux réunions de chantier.

Préalablement à leur réception, les travaux devront faire l'objet des **opérations de contrôle selon les normes en vigueur** notamment, les prescriptions du fascicule 70. La convention précédemment mentionnée fixe les documents à fournir pour la réception des ouvrages

II.2.5 : Participations

À l'intérieur du lotissement ou de la zone d'activité, chaque lot sera desservi par un branchement et chaque logement ou local correspondra à un abonnement.

Chaque propriétaire/pétitionnaire de parcelle constructible se raccordant sur la partie collective du réseau privé sera **redevable individuellement, au moment du raccordement effectif, de la participation (PFAC)** prévue à l'article II.1.1.3 du fait de l'utilisation des installations publiques situées à l'amont des installations collectives privées.

II.2.6 : Exploitation et entretien

En l'absence de rétrocession, la gestion et l'entretien de la partie collective privée du réseau restent à la charge de l'aménageur, de la copropriété ou des propriétaires qui doivent s'entendre sur la répartition des charges. Si l'intervention de l'exploitant du réseau public est sollicitée, s'agissant d'une intervention sur un réseau non intégré au patrimoine public, une facturation sera adressée au(x) demandeur(s).

II.2.7 : Sollicitation de la rétrocession – opération neuve

Dans le cadre de la création d'une **nouvelle opération** (lotissement, zone d'activité, etc.) et conformément à la convention définissant les modalités de conception et de mise en œuvre des réseaux d'assainissement réalisés sous maitrise d'ouvrage privée en vue de leur raccordement au réseau d'assainissement public, **la rétrocession des ouvrages est envisageable** en cas de volonté du lotisseur ou des copropriétaires du réseau privé.

Le transfert des ouvrages devra faire l'objet de la part de l'aménageur d'une **demande préalable auprès de la collectivité** lorsque les travaux auront été achevés et fait l'objet avec des opérations préalables de réception.

À cette demande devront être jointes les pièces suivantes :

- Copie du procès-verbal de réception des travaux,
- Copie de la facture des travaux,
- Conventions de servitude avec transcription hypothécaire, s'il y a lieu.

Le transfert fera l'objet d'un **procès-verbal**, signé par les contractants de la convention susmentionnée.

La signature du procès-verbal de transfert vaudra transfert des ouvrages dans le patrimoine de la collectivité et accord de mise en service. Il est précisé que ce transfert se fera à titre gratuit.

La signature du procès-verbal de transfert vaudra remise des installations au Gestionnaire en vue de leur exploitation dans le cadre de la gestion du service d'assainissement.

Une servitude de passage du réseau d'eaux usées avec un droit d'accès et d'intervention sera à réaliser avec la Communauté, à inscrire aux hypothèques aux frais de l'Aménageur, dans le cas où la voirie restera privée.

II.2.8 : Sollicitation de la rétrocession – opération existante

Dans le cadre d'une **opération existante** (lotissement, zone d'activité, etc.), comme présenté dans l'article II.2.6, l'exploitation et les investissements de réhabilitation des réseaux d'assainissement collectifs privés ne sont pas à la charge de la collectivité. En revanche le lotisseur peut faire une demande d'intégration du réseau au patrimoine de la collectivité.

Le **demandeur devra soumettre, pour avis, un dossier projet au service assainissement.**

La rétrocession ne pourra se faire uniquement **après la réalisation d'investigations des réseaux et après la réalisation des travaux de réhabilitation si nécessaires, à la charge du demandeur**. Cette rétrocession sera encadrée par une convention et une étude de la demande par le service.

ARTICLE II.3 : RACCORDEMENT SUR LE BOÎTIER EXISTANT

II.3.1 : Généralités

Le propriétaire devra se raccorder, à ses frais, sur l'attente du boîtier prévue à **cet effet, sans modification**, conformément aux dispositions de l'article I.5.2 du présent règlement. Les eaux pluviales (gouttières, drains, pompes vide-caves, évacuation piscine...) ne devront pas être raccordées sur ce boîtier.

II.3.2 : Topographie

La profondeur du réseau **pourrait ponctuellement obliger le relevage des eaux usées par un dispositif de pompage privé**. Comme mentionné dans l'article I.6.4, ce dispositif de relevage serait alors établi/posé par le propriétaire, à ses frais, et entretenu par lui en état de fonctionnement. De même, l'énergie nécessaire au fonctionnement de ce dispositif est à la charge du propriétaire, en sus du montant de la redevance prévue à l'article II.5. Un besoin de relevage individuel ne pourra être opposé pour solliciter une exonération partielle ou totale de la participation prévue à l'article II.1.1.3 (ou des frais de branchements prévus aux articles II.1.2.2 et II.1.3.2).

II.3.3 : Reflux

Il revient au propriétaire de se prémunir contre tout reflux d'eaux usées en provenance du réseau public notamment lors de sa mise en charge ou lors de son entretien sous pression (joints et tampons étanches, dispositif anti-refoulement...).

En cas de reflux d'eaux du réseau de collecte dans les caves, sous-sols et autres pièces d'eau du bâtiment, la responsabilité du service assainissement ne peut être engagée du fait que les installations doivent être étanches et résister aux pressions, sauf cas particulier.

II.3.4 : Odeurs

Il revient au propriétaire de se prémunir contre les odeurs en équipant tous les dispositifs d'évacuation de siphons afin d'empêcher la sortie des émanations provenant de l'égout (et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides). De plus, les ouvrages privés sont conçus pour assurer l'aération du système de collecte : les colonnes de chutes d'eaux usées doivent être posées, à l'intérieur des bâtiments, verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction.

II.3.5 : Entretien

Il revient au propriétaire d'entretenir régulièrement et de maintenir en état ses installations privatives afin d'éviter tout incident.

Les travaux d'entretien, de réparations et de renouvellement du branchement sur la partie publique (y compris la boite de branchement) sont à la charge de la collectivité, sauf dommages identifiés (article II.3.7).

II.3.6 : Incident

Il incombe à l'usager de prévenir immédiatement le service assainissement de toute obstruction, fuite ou anomalie de fonctionnement qu'il constate sur la partie « publique » de son branchement.

II.3.7 : Dommages

Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un titulaire de convention, ainsi qu'à l'inobservation du présent règlement, les interventions du service pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts.

II.3.8 : Réparations

En vertu des pouvoirs de police du maire de la commune concernée et du président de la collectivité, le service est en droit d'exécuter d'office, conformément à l'article L. 1331-6 du code de la santé publique, après information préalable (sauf cas d'urgence) du titulaire de la convention, et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement, d'atteinte à la sécurité, de non-respect des obligations édictées aux articles L 1331-1, 4 et 5 du code de la santé publique, d'infraction au règlement sanitaire départemental, ..., sans préjudice des sanctions prévues à l'article IV.1 du présent règlement.

ARTICLE II.4 : CONFORMITÉ DU BRANCHEMENT

II.4.1 : Généralités

Afin d'être jugé conforme, un branchement devra notamment, et au moins respecter les points suivants :

- Que l'intégralité des points d'eau courante (toilettes, douche, lavabos, machine à laver...) soient équipés d'un avaloir débouchant sur un réseau de collecte étanche raccordé au branchement d'assainissement (en l'absence de boîtier de branchement, cette conformité devra être établie sur la base des éléments visibles dans le tampon le plus proche) ;
- Qu'aucune eau de pluie, de gouttière, de drainage, de pompe vide-cave, ... ne soit dirigée vers le réseau d'assainissement ;
- Que l'état de la partie privative du branchement soit satisfaisant et maintenu en bon état (structure, étanchéité...) ;
- Que l'entretien minimal soit assuré régulièrement par le propriétaire (il convient de prévoir tout « T » de visite utile à l'entretien et au curage de son installation privée) ;

- Que l'intégralité des équipements obligatoires (bacs à graisse, collecte des résidus de peintures, ...) soient présents et entretenus périodiquement (bordereaux de déchets faisant foi) notamment pour les locaux professionnels.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1331-11 du code de la santé publique, il ne peut être fait obstacle à l'accès des agents du service assainissement (ou missionnés par ce dernier) aux propriétés privées pour effectuer le contrôle de conformité.

II.4.2 : Dans le cadre d'un branchement neuf

II.4.2.1 : Contrôle

Le raccordement effectif de l'usager est subordonné à la pose du boîtier de raccordement par le service assainissement. Il doit être réalisé selon les prescriptions de l'article II.3 ci-avant.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, le contrôle de l'ensemble des nouveaux branchements est obligatoire. **Le remblaiement de la tranchée sur l'espace privatif ne peut intervenir avant qu'un agent du service assainissement, ou d'un de ses prestataires, n'ait procédé au contrôle** de sa conformité.

En cas de non-sollicitation du présent contrôle un nouveau contrôle, sollicité auprès de l'exploitant, et aux frais du propriétaire, devra être réalisé afin de lever la non-conformité. Par ailleurs, si cette absence de contrôle s'accompagne d'une absence d'abonnement au service public d'assainissement, alors que l'usager a manifestement bénéficié du service (vérification sur la partie publique du branchement après relance du propriétaire), le passif des sommes normalement dues au titre de la redevance (cf. article II.5) pourra être réclamé, il en est de même pour la PFAC (article II.1.1.3). À défaut de trace écrite adressée au service assainissement informant du raccordement, la date d'abonnement au service d'eau potable sera considérée pour le calcul du passif.

II.4.2.2 : Délai

Le pétitionnaire doit solliciter le service assainissement au moins dix jours ouvrés à l'avance afin de l'informer de la date prévisionnelle des travaux réalisés sur l'emprise privative (et de fixer la date du contrôle).

II.4.2.3 : Obligation de travaux

En cas de raccordement non conforme, le propriétaire est tenu de mettre son habitation en conformité dans un **délai de six mois**, à compter de l'envoi du rapport de visite émis par le service en recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure. À cette échéance, sans sollicitation d'un nouveau contrôle (à la charge du propriétaire) auprès du service assainissement afin de faire constater la reprise dudit branchement, le propriétaire est astreint au paiement d'une pénalité dont le montant est fixé annuellement par délibération du conseil communautaire, conformément aux prescriptions de l'article L. 1331-8 du code de la santé publique.

Une fois la pénalité appliquée (et en l'absence de preuve de mise en conformité dans le délai de 12 mois), aucun remboursement, partiel ou total, pour l'année concernée, ne pourra être sollicité.

II.4.3 : Dans le cadre d'un branchement existant

II.4.3.1 : Contrôle

Seul le service assainissement ou les entreprises missionnées par la **collectivité sont habilités à réaliser ce type de contrôle**.

Ils ont pour objectif d'identifier d'éventuelles sources d'eaux pluviales (drains, gouttières, pompe vide-cave...), de graisses (bac dégraisseur absent ou non entretenu), de jus septiques (ancienne fosse septique non déconnectée) et autres sources de pollution (huiles, peintures...) ou d'eaux intrusives (piscines, aires de lavage...).

C'est contrôles étant organisés sur décision de la collectivité dans le cadre de la gestion patrimoniale de son réseau, ils ne sont pas facturés à l'usager.

En cas de contrôle non programmé réalisé sur demande du propriétaire, ou d'un tiers (mairie, conseil départemental, ...), le contrôle sera facturé au demandeur selon les modalités d'un contrôle dans le cadre d'une vente (article II.4.4).

II.4.3.2 : Délai

Ce type de contrôle pouvant intervenir à tout moment (notamment par temps de pluie), **le propriétaire n'en sera pas obligatoirement avisé**, sauf si cela nécessite de pénétrer sur sa propriété pour le contrôle du réseau privatif.

II.4.3.3 : Obligation de travaux

En cas de raccordement non conforme, le propriétaire est tenu de mettre son habitation en conformité **dans un délai de douze mois**, à compter de l'envoi du rapport de visite émis par le service en recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure. À cette échéance, sans sollicitation d'un nouveau contrôle (à la charge du propriétaire) auprès du service assainissement afin de faire constater la reprise dudit branchement, le propriétaire est astreint au paiement d'une pénalité dont le montant est fixé annuellement par délibération du conseil communautaire, conformément aux prescriptions de l'article L. 1331-8 du code de la santé publique.

Une fois la pénalité appliquée (et en l'absence de preuve de mise en conformité dans le délai de 12 mois), aucun remboursement, partiel ou total, pour l'année concernée, ne pourra être sollicité.

En cas de pollution avérée, le retour à la normale devra être observé sans délai par le propriétaire (et/ou l'usager) et le service assainissement se réserve le droit d'aviser les services de police concernés et/ ou d'engager toute procédure judiciaire jugée utile ou nécessaire.

II.4.4 : Dans le cadre d'une vente

II.4.4.1 : Généralités

Lors de la cession d'un bien immobilier, pour les ventes**, la collectivité oblige le vendeur à faire réaliser un contrôle de conformité de son branchement**. Le rapport du contrôle devra être communiqué au futur acquéreur dans un délai raisonnable avant la signature de l'acte authentique de vente (au plus tard lors du compromis ou de la promesse de vente).

Sont concernés par cette obligation les actes authentiques de cession et de rétrocession des maisons individuelles, appartements (ou lots d'une copropriété), locaux commerciaux, ... Ne sont pas concernés les licitations ou successions.

Ce contrôle sera **facturé au demandeur** selon les tarifs contractuels et/ou délibérés par le conseil communautaire (tarifs mentionnés sur le formulaire de demande du contrôle).

II.4.4.2 : Contrôle

Seul le service assainissement est habilité à réaliser ce type de contrôle complet et exhaustif censé identifier tout problème : eaux pluviales dirigées vers les eaux usées (drains, gouttières, pompe vide-cave...), exutoire des eaux usées inconnu (pluvial, puits...), présence d'une fosse septique (ou toutes eaux) en amont du branchement, rejet des eaux de piscine dans le réseau...

Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, la **durée de validité du rapport de contrôle est de dix ans**. **En cas de non-conformité, de mutation, de travaux sur l'immeuble ou de modification des installations privatives dans ce délai, un nouveau contrôle sera à réaliser**.

Pour la vente d'un appartement, ou d'un lot d'un immeuble collectif, si l'immeuble n'a jamais été contrôlé, ou si le dernier contrôle à plus de 10 ans, ou en cas de non-conformité ou de modifications des installations privatives, un nouveau contrôle devra également être organisé, ce contrôle sera facturé au demandeur (propriétaire de l'immeuble, syndicat des copropriétaires, ...). Le montant du contrôle sera déterminé au prorata des tarifs contractuels et/ou délibérés par le conseil communautaire et au nombre d'appartement / lot.

II.4.4.3 : Délai

Il revient au vendeur, au notaire ou à l'agence immobilière de contacter le service assainissement, au minimum 3 mois avant la signature de l'acte de vente, afin qu'il procède à ce contrôle préalablement à la vente du bien.

L'imprimé de demande de contrôle est disponible auprès du service Eau & Assainissement de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ, sur le site internet de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ ou auprès du délégataire).

II.4.4.3 : Obligation de travaux

Suite à la vente, l'acquéreur doit faire réaliser tous les travaux de modification nécessaires **sous 12 mois maximum** à compter de la date de la vente. À cette échéance, sans sollicitation d'un nouveau contrôle (à la charge du nouveau propriétaire) auprès du service assainissement afin de faire constater la reprise dudit branchement, le nouveau propriétaire est astreint au paiement d'une pénalité dont le montant est fixé annuellement par délibération du conseil communautaire, conformément aux prescriptions de l'article L. 1331-8 du code de la santé publique.

Une fois la pénalité appliquée (et en l'absence de preuve de mise en conformité dans le délai de 12 mois), aucun remboursement, partiel ou total, pour l'année concernée, ne pourra être sollicité.

ARTICLE II.5 : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

II.5.1 : Redevables

En application de l'article L 2224-12 et suivants du code général des collectivités territoriales, **tout usager déversant des eaux usées dans le réseau public d'assainissement est soumis au paiement de la redevance d'assainissement**. En application de l'article L 2224-9 du code général des collectivités territoriales, toute personne s'alimentant en eau, totalement ou partiellement, à une source autre que le service public d'adduction en eau potable (telle que puits, captage sur source ou cours d'eau, eaux de pluie, citerne, ...), doit en faire la déclaration auprès de la mairie (cerfa n°13837*02) et du service assainissement.

Pour la fraction de cette eau générant un rejet d'eaux usées collectées par le service assainissement, la redevance d'assainissement leur est applicable dans les conditions fixées à l'article II.5.4 du présent règlement.

II.5.2 : Composition

Cette redevance est fixée annuellement par délibération du conseil communautaire. Elle se compose d'une **partie fixe**, dite « abonnement », indépendante des volumes déversés dans le réseau, et d'une **partie variable** en fonction de la consommation d'eau. Chaque propriétaire recevra avec l'autorisation de branchement, ou le devis d'exécution du branchement, un barème des tarifs applicables. Pour les immeubles d'habitation collective, chaque appartement fera l'objet d'un abonnement.

II.5.3 : Abonnement et résiliation

La redevance « abonnement » est due en entier pour tout semestre commencé, sauf « mutation » de la convention.

Dans le cas d'une convention de déversement passée dans le courant d'un semestre, il est fait application pour la détermination du montant de ladite redevance, d'une **proportionnalité à la durée de jouissance**. L'abonné résiliant son contrat au service pour cause de départ peut bénéficier d'une « remise sur l'abonnement ». Cette remise est appliquée à la condition que l'intéressé ait fait connaître sa date de départ au service assainissement afin de lui permettre de procéder au relevé de son compteur et à la facturation des sommes dues.

II.5.4 : Cas spécifique des usagers utilisant une source autre que l'eau potable du réseau public

Pour les usagers du service non ou partiellement desservis en eau potable (alimentation par puits, réserve d'eau de pluie...), la redevance d'assainissement collectif est établie sur une **base forfaitaire annuelle de consommation de 70 m³**.

En cas de présence d'un compteur privé contrôlé/étalonné, accessible (aux agents du service) et dont les relevés ont été transmis au service assainissement dans les quinze premiers jours de l'année, une facture au réel pourra être établie.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux activités professionnelles exercées dans des locaux séparés de l'habitation. Toutefois, le volume retenu sera établi au cas par cas par comparaison avec les volumes relevés sur compteurs dans des activités comparables existant sur la collectivité ou, à défaut, dans les collectivités voisines.

En cas de désaccord ou de contestation, le service est autorisé à installer un compteur sur la source d'alimentation de l'usager. La redevance sera alors calculée sur cette nouvelle base. Les frais de pose et d'entretien du compteur sont à la charge de l'usager.

II.5.5 : Exclusion

Les volumes d'eau utilisés pour **l'irrigation et l'arrosage** des jardins ou pour tout autre usage ne générant pas d'eau usée pouvant être rejetée dans le système d'assainissement, **dès lors qu'ils proviennent de branchements dédiés**, spécifiques, n'entrent pas en compte dans le calcul de la redevance d'assainissement (article R. 2224-19-2 du code général des collectivités territoriales).

ARTICLE II.6 : PAIEMENT DE LA REDEVANCE

II.6.1 : Part fixe

La partie fixe de la redevance annuelle, dite « abonnement » est **payable par moitié, par semestre, et d'avance**.

Le nombre de parts fixes est déterminé en fonction du nombre de logements conformément aux dispositions de l'article I.2.3.

II.6.2 : Part variable

La partie variable de la redevance, **assise sur le volume d'eau potable consommé**, indiqué par le compteur, est **payable après constatation**.

Toutefois, dans le cas où le service des eaux ne procèderait qu'à un seul relevé de compteur par an, il sera facturé aux usagers du service assainissement, en cours d'année, un acompte estimé de leur consommation semestrielle du début de l'année, égal à la moitié de la consommation annuelle précédente. Son montant sera payable, à terme échu, en même temps que la redevance d'abonnement du semestre à venir.

II.6.3 : Délai

Le montant des redevances doit être acquitté avant la date indiquée sur la facture (et **dans un délai maximal de trente jours** suivant la date de réception de la facture).

II.6.4 : Réclamation

Toute réclamation **doit être adressée par écrit** au service assainissement dont les coordonnées figurent sur la facture.

II.6.5 : Dégrèvement

L'abonné ne peut solliciter de dégrèvement partiel ou total de sa facture d'eau et d'assainissement si l'origine de la fuite est due à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage.

Conformément à la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (dite de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ou loi Warsmann) et à son décret d'application n° 2012-1078 du 24 septembre 2012, aucun dégrèvement partiel ou total ne sera accordé sauf à réunir les trois **conditions suivantes** :

- Concerne des **locaux à usage d'habitation** ;
- Justificatif de la **réparation réalisée par un plombier** (indiquant le lieu précis de la fuite) ;
- Et uniquement si **la consommation relevée est supérieure au double de la moyenne habituelle**.

Le dégrèvement sur la part assainissement sera effectué sur les mêmes volumes que la facturation eau potable.

CHAPITRE III : LES EAUX USEES NON DOMESTIQUES

ARTICLE III.1 : GÉNÉRALITÉS

III.1.1 : Définition

Sont classés dans les eaux usées non domestiques **tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique** (cf. définition à l'article I.3.2).

Les effluents industriels, eaux usées issues des locaux d'artisans, eaux de cuisine/vaisselle, eaux de lessive, rejets d'activités médicales ou de soin du corps, ..., sont assimilés aux eaux usées non domestiques.

Sauf élément contraire ou plus précis indiqué au chapitre III, le chapitre II relatif aux branchements des eaux usées domestiques est applicable aux branchements des eaux usées non domestiques.

III.1.2 : Obligation de raccordement

Conformément à l'article L 1331-10 du code de la santé publique, le raccordement des établissements produisant des eaux usées non domestiques au réseau public n'est **pas obligatoire**.

Toutefois, le déversement des effluents non domestiques des établissements au réseau public peut être autorisé dans la mesure où cela est compatible avec les conditions générales d'admissibilité des eaux usées non domestiques.

Les conditions générales d'admissibilité des eaux usées non domestiques dans le réseau public sont définies à l'article I.3.

ARTICLE III.2 : CONVENTION SPÉCIALE DE DÉVERSEMENT

III.2.1 : Etablissement dispensés

Les établissements **non classés Installations Classées pour la Protection de l'Environnement** (ICPE), dont les eaux peuvent être assimilées aux eaux usées domestiques et **dont le rejet ne dépasse pas annuellement 6 000 m³**, sont dispensés de convention spéciale de déversement **sauf cas particulier** (sont considérés les volumes annuels déversés par l'établissement même si équipé de plusieurs compteurs d'eau différents).

Pour rappel, le raccordement des eaux usées assimilés domestiques est régie par l'article I.3.4 et par l'Annexe 2.

III.2.2 : Demande

La demande d'autorisation, visée par le représentant légal de l'établissement ou son mandataire, doit être **adressée par courrier à la collectivité**. La nature de l'activité et des effluents, les débits et les flux de pollution prévisibles en moyenne journalière et annuelle et en pointe horaire, les prétraitements envisagés, ..., doivent être précisés, explicités, pour avis.

La collectivité peut demander les informations complémentaires qu'elle juge utiles à **l'instruction de la demande**.

À l'issue de son instruction, la demande donne lieu, en cas d'accord, à une signature de la convention tripartite (collectivité, exploitant, établissement) fixant notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement. Dans le cas contraire, le demandeur recevra une lettre de refus motivé par la collectivité. En l'absence de réponse, le demandeur ne pourra considérer avoir obtenu un avis favorable.

III.2.3 : Nature des effluents

La nature (quantitative et qualitative) de ces effluents est précisée dans la convention spéciale de déversement tripartite (collectivité, exploitant, établissement). Les caractéristiques des effluents doivent respecter des valeurs précisées dans ladite convention. Les valeurs retenues viseront à limiter :

- Les matières flottantes déposables ou susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de mettre en danger le personnel d'exploitation ;
- Les substances représentant un risque infectieux (issues d'établissements médicaux, de laboratoires, ...) ;
- Les substances susceptibles de perturber le fonctionnement des stations d'épurations (vie bactérienne, qualité des sous-produits, ...) ;
- Les substances susceptibles d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (captages pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement ponctuel des collecteurs publics.

La collectivité se réserve le droit de demander une étude d'impact sur la compatibilité des rejets avec le système de collecte et de traitement existant.

III.2.4 : Evolution de l'activité

En cas d'évolution de l'activité, la convention spéciale de déversement devra être revue préalablement à toute modification (en volume ou en nature) des effluents déversés. La procédure est la même que celle décrite à l'article II.2.2.

ARTICLE III.3 : PRÉTRAITEMENT ET CONTRÔLE DES EFFLUENTS

III.3.1 : Prétraitement

Les installations de prétraitement, nécessaires au respect des conditions d'admissibilité décrites dans le présent règlement de service et, le cas échéant, formalisés dans la convention spéciale de déversement, sont obligatoires et **doivent être dimensionnées selon les normes et prescriptions techniques en vigueur** (hermétiquement clos, munis de tampons de visite, accessibles et ventilés réglementairement).

Pour éviter tout risque de « lessivage », aucun déversement d'autres eaux usées (notamment supérieures à 30°C) ne doit pouvoir se faire à leur amont.

Les installations doivent être **maintenues en permanence en bon état de fonctionnement**.

L'exploitant de l'établissement doit pouvoir justifier, par tout document approprié (facture, fiche d'intervention, bordereau de traitement des déchets, ...), à l'exploitant du service assainissement de leur bon entretien.

En particulier, les séparateurs à peintures, huiles, fécules, bacs à graisses/dégraisseurs et autres débourbeurs devront être vidangés minimum une fois par an.

Le titulaire de la convention de déversement, en tout état de cause, demeure seul responsable de ses installations et des nuisances qui peuvent résulter d'un entretien insuffisant.

III.3.2 : Auto-contrôle

Le branchement sera pourvu d'un regard permettant d'effectuer tout prélèvement ou mesure. Cet ouvrage de transition est placé en limite de propriété, de préférence sous domaine public, et sera accessible (cf. article L 1331-11 du code de la santé publique) à tout moment aux agents et engins du service assainissement.

La fréquence et les paramètres de l'auto-contrôle, à la charge du titulaire de la convention spéciale de déversement, seront déterminés en fonction des rejets. Les résultats sont à communiquer périodiquement à l'exploitant du service assainissement.

III.3.3 : Contrôles ponctuels

En complément, et pour tous les branchements rejetant des effluents non domestiques mais dispensés de la signature d'une convention spéciale de déversement (cf. article III.2.1), **des prélèvements et contrôles pourront être effectués** à tout moment par la collectivité ou par son mandataire dans les regards de branchement, afin de vérifier si les eaux usées non domestiques déversées dans le réseau public sont conformes.

Les frais d'analyse sont supportés par le titulaire si les résultats démontrent que les effluents ne sont pas conformes, de même que tous les frais pouvant résulter directement ou indirectement de ces non-conformités.

La collectivité se réserve par ailleurs le droit de poursuivre le titulaire de la convention de déversement contrevenant devant les juridictions compétentes.

ARTICLE III.4 : RÉMUNÉRATION DU SERVICE PUBLIC

III.4.1 : Redevance

À l'exception des cas particuliers visés au présent article, les rejets d'eaux usées non domestiques sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement **conformément aux dispositions de l'article II.5**.

Les **modalités financières** du rejet des eaux usées non domestiques des établissements soumis à la signature d'une convention spéciale de déversement **sont présentées dans lesdites conventions**.

Les articles concernant la PFAC pour la partie domestique ou assimilée des rejets le cas échéant (article II.1.1.3) et la RFB (articles II.1.2.2 et II.1.3.2) s'appliquent également.

III.4.2 : Révision de l'assiette

Pour les établissements non dispensés de la signature d'une convention spéciale de déversement, l'assiette de la redevance pourra subir une correction dont **les coefficients sont fixés par la collectivité** pour tenir compte du degré de pollution et de la nature du déversement (ainsi que de l'impact réel sur le service rendu par la collectivité).

Si le rejet d'eaux usées non domestiques entraîne pour le réseau et la station d'épuration des contraintes spéciales d'équipement et d'exploitation, la convention spéciale de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

CHAPITRE IV : CONTENTIEUX

ARTICLE IV.1 : INFRACTIONS, POURSUITES ET VOIES DE RECOURS

IV.1.1 : Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit **par les agents du service assainissement**, soit par le représentant légal ou mandataire de la collectivité. Elles **peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites** devant les tribunaux compétents.

IV.1.2 : Voies de recours

En cas de faute du service assainissement, l'usager qui s'estime lésé peut adresser un recours gracieux auprès du président de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ, responsable de l'organisation du service. Sans réponse dans un délai de 3 mois, l'usager peut considérer sa demande rejetée.

IV.1.3 : Médiation

Conformément aux articles L 612-1 et suivants du code de la consommation, si le recours gracieux n'est pas favorable, **l'usager peut saisir « Le médiateur de l'eau »**, en vue de la résolution amiable du litige, via le site Internet http://www.mediation-eau.fr/. Si la médiation ne lui donne pas satisfaction, l'usager peut saisir les tribunaux compétents.

IV.1.4 : Mesures de sauvegarde

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre la collectivité, l'exploitant et les établissements industriels troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des ouvrages d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention.

Le service assainissement pourra mettre en demeure le titulaire de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ par un agent du service assainissement.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE V.1 : APPLICATION, MODIFICATION ET CLAUSES D'EXÉCUTION

V.1.1 : Délai d'application

Le présent règlement entre en vigueur **le 01/01/2023**.

Dans l'intervalle, il est **transmis aux services préfectoraux** de contrôle de légalité et est **porté à la connaissance des usagers du service** par courrier (exemplaire papier pour tous les usagers recevant leur facture par voie postale) ou par mail (lien Internet vers la version numérique disponible en ligne pour tous les usagers disposant d'une adresse mail).

Le règlement de la facture suivant cet envoi vaudra approbation du présent règlement.

Tout règlement antérieur est abrogé de ce fait à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement.

V.1.2 : Modification du règlement et autres dispositions

La collectivité se réserve le droit de modifier le présent règlement et d'y ajouter les prescriptions nécessaires aux fins d'assurer le bon fonctionnement du service assainissement.

Les présentes dispositions sont susceptibles d'être modifiées de fait, **en fonction des lois et décrets à paraître**.

V.1.3 : Clauses d'exécution

Le président de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ, les agents du service assainissement, les prestataires ou délégataires éventuels, ainsi que le trésorier public, en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

DÉLIBÉRÉ ET VOTÉ PAR LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

DE PLOËRMEL COMMUNAUTÉ DANS SA SÉANCE DU 24/10/2022

ANNEXE 1 : COORDONNÉES DES DÉLÉGATAIRES EXPLOITANTS PAR COMMUNE

Au 1er janvier 2023 :

- **N° téléphone clientèle : pour la gestion du quotidien (abonnement, facturation, demande de contrôles, suivi des travaux de branchement ...)**
- **N° téléphone d'urgence : astreinte 24h/24 7j/7 pour les urgences uniquement**

Commune	Délégataire exploitant	N° téléphone clientèle	N° téléphone d'urgence
CAMPENEAC	SAUR	02 56 56 20 00	02 56 56 20 09
CONCORET			
CRUGUEL			
EVRIGUET			
FORGES DE LANOUEE			
GOURHEL			
GUEGON			
GUILLAC			
GUILLIERS			
HELLEAN			
JOSSELIN			
LA TRINITE PORHOET			
LANTILLAC			
LOYAT			
MAURON			
MENEAC			
MONTERTELOT			
NEANT SUR YVEL			
PLOERMEL			
SAINT BRIEUC DE MAURON			
SAINT LERY			
SAINT MALO DES TROIS FONTAINES			
SAINT SERVANT			
TAUPONT			
TREHORENTEUC			
VAL D'OUST – LE ROC SAINT ANDRE			
VAL D'OUST – QUILY			
MOHON	STGS	09 69 32 69 33	09 69 32 69 33
VAL D'OUST – LA CHAPELLE CARO	VEOLIA	09 69 32 35 29	09 69 32 35 29

<u>Pour les autres demandes :</u> Nouveaux branchements, travaux, PFAC, renseignements divers, etc.	Contactez le service Eau & Assainissement de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ 2 rue du Grand Dérangement Bâtiment Kré'Active56 56800, Ploërmel 02 97 22 29 04 – assainissement@ploermelcommunaute.bzh

ANNEXE 2 : PRÉSCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX DÉVERSEMENTS D'EAUX USÉES ASSIMILÉES DOMESTIQUES (CF. ARTICLE I.3.4)

Les eaux usées assimilées domestiques concernent les déversements pour lesquels les pollutions de l'eau résultent principalement de la satisfaction de besoins d'alimentation humaine, de lavage et de soins d'hygiène des personnes physiques utilisant les locaux desservis ainsi que de nettoyage et de confort de ces locaux relatifs à l'exercice des activités identifiées ci-dessous conformément à la réglementation en vigueur.

Ces déversements ne relèvent pas du chapitre III du présent règlement et ne nécessitent pas l'établissement d'une autorisation de déversement telle que visée à l'article L1331-10 du code de la Santé Publique :

- Activités de commerce de détail, c'est-à-dire de vente au public de biens neufs ou d'occasion essentiellement destinés à la consommation des particuliers ou des ménages ;
- Activités de services contribuant aux soins d'hygiène des personnes, laveries automatiques, nettoyage à sec de vêtements, coiffure, établissements de bains-douches ;
- Activités d'hôtellerie, résidences de tourisme, camping et caravanage, parcs résidentiels de loisirs, centres de soins médicaux ou sociaux pour de courts ou de longs séjours, congrégations religieuses, hébergement de militaires, hébergement d'étudiants ou de travailleurs pour de longs séjours, centres pénitenciers ;
- Activités de services et d'administration pour lesquelles les pollutions de l'eau résultent principalement des besoins visés à l'article R. 213-48-1 du code de l'environnement ;
- Activités de restauration, qu'il s'agisse de restaurants traditionnels, de self-services ou d'établissements proposant des plats à emporter ;
- Activités d'édition à l'exclusion de la réalisation des supports ;
- Activités de production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, d'enregistrement sonore et d'édition musicale, de production et de diffusion de radio et de télévision, de télédiffusion, de traitement, d'hébergement et de recherche de données ;
- Activités de programmation et de conseil en informatique et autres services professionnels et techniques de nature informatique ;
- Activités administratives et financières de commerce de gros, de poste et de courrier, de services financiers et d'assurances, de services de caisses de retraite, de services juridiques et comptables, activités immobilières ;
- Activités de sièges sociaux ;
- Activités de services au public ou aux industries comme les activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et d'analyses techniques, activités de publicité et d'études de marché, activités de fournitures de contrats de location et de location bail, activités de service dans le domaine de l'emploi, activités des agences de voyage et des services de réservation ;
- Activités d'enseignement ;
- Activités de services d'action sociale, d'administrations publiques et de sécurité sociale, ainsi que les activités administratives d'organisations associatives et d'organisations ou d'organismes extraterritoriaux ;
- Activités pour la santé humaine, à l'exclusion des hôpitaux généraux et spécialisés en médecine ou chirurgie ;
- Activités de services en matière de culture et de divertissement, y compris les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles ;
- Activités d'exploitation d'installations de jeux de hasard ;
- Activités sportives, récréatives et de loisirs ;
- Activités des locaux permettant l'accueil de voyageurs.

Le propriétaire a droit, à sa demande, au raccordement au réseau public de collecte dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation et sous réserve :

- De la mise en place d'un ouvrage de pré-traitement le cas échéant. Le (ou les) dispositif(s) de prétraitement doivent être en permanence maintenus en bon état de fonctionnement. Ces dispositifs doivent être vidangés chaque fois que nécessaire. Les usagers doivent pouvoir justifier au Service Public de l'Assainissement du bon état d'entretien de ces installations notamment en tenant à disposition les bordereaux de suivi et d'élimination des déchets générés par ces dispositifs. La durée d'archivage de ces derniers doit se conformer à la réglementation en vigueur.
- D'une gestion adaptée (en termes de stockage, de collecte, d'élimination et de traçabilité) des déchets générés par l'activité et particulièrement des DTQD (Déchets Toxiques en Quantités Dispersées) dont le rejet au réseau public de collecte est strictement interdit. Les bordereaux de suivi et d'élimination de ces déchets doivent être tenus à disposition du Service Public de l'Assainissement. La durée d'archivage de ces derniers doit se conformer à la réglementation en vigueur.

Sans que cette liste soit limitative, les prescriptions par activité sont précisées dans le tableau ci-après.

Activités	Prescriptions
• Restauration (concerne les restaurants traditionnels, self-services, établissements délivrant des plats à emporter ainsi que tout établissement au sein duquel existe une activité de restauration collective (ex : au sein d'entreprises, de collectivités, d'hôtels, d'établissements scolaires, de maisons de retraite, établissements de soins…). • Activités artisanales de charcutier, traiteur, boucher, tripier, boulanger, pâtissier, chocolatier, poissonnier, épicier, crémier, fromager.	• Séparateur à graisses NF obligatoire, quel que soit le volume d'activité, pour le prétraitement des eaux usées issues de l'activité avant de rejoindre le réseau public de collecte d'eaux usées ou unitaire. • Selon les cas, cet ouvrage peut être complété en amont par un séparateur à fécules et/ou un débourbeur et/ou un dégrillage. • Les huiles usagées alimentaires doivent être stockées dans des bacs étanches et sur rétention puis éliminées par une société spécialisée.
Nettoyage à sec de vêtements	Les boues/résidus de perchloroéthylène doivent être stockés dans des bacs étanches et sur rétention puis éliminés par une société spécialisée.
Activités d'enseignement (particulièrement enseignements techniques, professionnels…)	• Les DTQD (produits chimiques, fluide d'usinage, huiles de vidange…) doivent être stockés dans des bacs étanches et sur rétention puis éliminés par une société spécialisée. • Selon les cas, un ouvrage de prétraitement des effluents issus de l'activité peut être nécessaire (ex : dispositif de neutralisation…).
Activités de contrôle et d'analyses techniques (à l'exclusion des professionnels de l'automobile) : • Cas des Laboratoires d'analyses environnementales • Cas des laboratoires d'analyses médicales	• Les produits chimiques usagés, les réactifs utilisés et des échantillons doivent être stockés dans des bacs étanches et sur rétention puis éliminés par une société spécialisée. • Obligation de récupération des déchets d'activité de soins à risques infectieux, déchets radioactifs, produits chimiques puis d'élimination par une société spécialisée.
Activités pour la santé humaine : • Cas des cabinets dentaires • Cas de l'imagerie médicale (radiologie : Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique)	• Les effluents liquides contenant des résidus d'amalgames dentaires doivent transiter par un séparateur d'amalgame avant de rejoindre le réseau public de collecte des eaux usées ou unitaire. • Les chimies usagées (révélateurs, fixateurs) doivent être stockées dans des bacs étanches et sur rétention puis éliminées par une société spécialisée.
Activités sportives, récréatives et de loisirs (à l'exclusion des piscines « publiques » nécessitant l'établissement d'une autorisation de déversement (Cf. articles du chapitre III)) : • Cas du développement photographique : • Cas des piscines réservées à l'usage familial :	• Les chimies usagées (révélateurs, fixateurs) doivent être stockés dans des bacs étanches et sur rétention puis éliminés par une société spécialisée vers une filière adaptée. • Arrêt de la désinfection au minimum 48 h avant la vidange. • Le rejet des eaux de vidanges de piscine vers le réseau public de collecte des eaux usées est interdit, il doit se faire dans le réseau de collecte des eaux pluviales et doit faire l'objet d'un accord de la commune concernée. Le rejet des eaux de lavage (filtres, bassin…) vers le réseau public d'eaux pluviales est interdit et doit se faire dans le réseau de collecte des eaux usées.
Autres activité spécifiques	Se rapprocher du service assainissement pour plus d'information

ANNEXE 3 : SCHÉMA DE PRINCIPE D'UNE BOITE DE BRANCHEMENT EAUX USÉES



Illustration : A l'encre bleue

On entend par branchement eaux usées, le dispositif de raccordement de l'usager au réseau public.

Il comprend, depuis la canalisation publique :

- Réseau public :
    1. Un dispositif permettant le raccordement au collecteur public (culotte, piquage, ...) ;
    2. Une conduite de branchement (le plus souvent sous domaine public, sauf exception) ;
    3. Une boite de branchement ou un regard de façade posé par la collectivité (en limite de domaine privé, sauf exception). Ce regard doit être visible et accessible ;
- Réseau extérieur privé :
    4. Une conduite de raccordement (diamètre 100 mm en général) de l'immeuble à la boite de branchement, en domaine privé ;
    5. Un siphon disconecteur en diamètre 100 mm, recommandé pour éviter les remontés d'odeurs ;
- Installations interieures en domaine privé :
    6. Une ventilation de colonne de chute

ANNEXE 4 : DELIBERATION RELATIVE A LA PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC)

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le 15/12/2020
ID : 056-200066777-20201210-CC_20201210_144-DE

PLOËRMEL COMMUNAUTÉ

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

CONSEIL DE PLOËRMEL COMMUNAUTÉ

SÉANCE ORDINAIRE DU 10 DÉCEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le 10 décembre à 19H00, les membres du conseil de Ploërmel Communauté se sont réunis à la salle des fêtes de Ploërmel, sur convocation en date du 3 décembre 2020 qui leur a été adressée le jour même par voie dématérialisée et par envoi postal à leur domicile par Monsieur Patrick LE DIFFON, Président de Ploërmel Communauté, et affichée le jour même au siège de Ploërmel Communauté.

Conseillers communautaires présents :
Martial LE BRETON ; Hania RENAUDIE ; Bruno GABARD ; Ronan COIGNARD ; Fabrice CARO ; Sophie COUTANT ; Jacques BIHOUÉE ; Edwige MESSAGER ; Kévin ARGENTIN ; Marie-Noëlle AMIOT ; Jean-Paul CARAFRAY ; Jean-Marc DUBOT ; Stéphane ROUAULT ; Joël LEMAZURIER ; Maryvonne GUILLEMAUD ; Nicolas JAGOUDET ; Fanny LARMET ; Hervé LE COQ ; Jean-Yves JOSSE ; Bruno LE MEN ; Michel PHILIPPE ; Michel BERTHO ; Denis TRÉHOREL ; Danielle GUILLAUME ; Yves CHASLES ; Anne VACHON ; Gérard REYNAUD ; Michel PICHARD ; Yolande MOREUL ; Francis MAHIEUX ; Nellie JOLIVET ; Philippe LOUAPRE ; Patrick LE DIFFON ; Chantal NICOLAS ; Maurice OLIVIER ; Elisabeth DERVAL ; Jacques MIKUSINSKI ; Hélène de ROECK ; Jean-Michel BARREAU ; Ghislaine de GIVRÉ ; Alain HERVÉ ; Monique GARAUD ; Pierre-Jean JARNO ; Emeline TOSTIVINT ; Christophe LAUNAY ; Daniel MANENC ; Christian LE NOË ; Hervé BRULÉ ; Jean-Charles SENTIER ; Annick DELSAUT ; Michel GORTAIS ; Florence PRUNET ; Olivier MILLET.

Conseillers communautaires absents ayant donné pouvoir :
Charles-Édouard FICHET donne pouvoir à Ronan COIGNARD ;
Nathalie GEFFROY donne pouvoir à Florence PRUNET.

Conseillers communautaires absents suppléés :
André JOSSE suppléé par Bruno LE MEN.

Conseillers communautaires absents :
André BRIEND ; Fabienne BRIERO ;

Kévin ARGENTIN est désigné secrétaire de séance.

Nombre de conseillers :
En exercice : 57
Présents : 53
Votants : 55

OBJET : N°CC-144/2020 – ASSAINISSEMENT – INSTAURATION DE LA PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.

Rapporteur : Stéphane ROUAULT

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le 15/12/2020
ID : 056-200066777-20201210-CC_20201210_144-DE

L'exercice de la compétence « assainissement des eaux usées » dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 du CGCT comprenant la gestion de l'assainissement non collectif et la gestion de l'assainissement collectif est intégralement transférée à Ploërmel Communauté depuis le 1er janvier 2020.

Pour rappel, le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées quand ils y ont accès (soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage), est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau.

Vu les articles L-1331-2 et L-1331-7 du Code de la santé public différentes participations financières existent suite à un nouveau raccordement au réseau d'assainissement :

- La Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) : mise en œuvre pour tenir compte de l'économie réalisée vis-à-vis de la réalisation d'une installation d'assainissement non collectif. La PFAC est considéré comme un droit d'entrée sur le réseau et la station de traitement en participant à son financement,
- La Refacturation des Frais de Branchement (RFB) : mise en œuvre pour rembourser les travaux de branchement situé sous la voie publique jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public

La Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) :

- S'applique à tous les immeubles raccordés au réseau d'assainissement,
- Ne peut dépasser 80 % du coût de fourniture et de pose d'une installation d'assainissement non collectif,
- Est exigible à compter de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées significativement supplémentaires.

Pour une cohérence sur le territoire suite au transfert de la compétence, les modalités de facturations de la PFAC présentés ci-après seront applicables sur l'ensemble des communes à compter des raccordements réalisé le 1er janvier 2021 (la date du contrôle de bon raccordement faisant foi).

PFAC pour les immeubles d'habitation :

Pour tenir compte des investissements réalisés par les propriétaires, les modalités de facturation sont différentes entre un immeuble neuf sur un réseau existant et un immeuble existant sur une extension de réseau. Concernant les immeubles existants, une modulation est faite en fonction de l'état de l'installation d'assainissement non collectif existante, sur la base du dernier contrôle du SPANC.

Pour les habitats collectifs, un appartement correspond à une habitation.

Immeuble d'habitation	Neuf sur réseau existant	1 400 €	
	Existant sur extension de réseau	ANC conforme	0 % → 0 €
		ANC non-conforme (peu importe le type de non-conformité)	100 % → 1 400 €

PFAC pour les immeubles avec des rejets assimilés domestiques ou des conventions de rejets :

Pour tenir compte de la quantité d'eaux usées déversée au réseau vis-à-vis d'une habitation, en complément des éléments présentés ci-dessus, des ratios sont appliqués pour les immeubles avec des

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le 15/12/2020
ID : 056-200066777-20201210-CC_20201210_144-DE

rejets assimilés domestiques ou des conventions de rejets permettant d'obtenir un nombre d'équivalent habitant estimé pour ledit immeuble :

	Base de calcul	Coefficient correcteur (EH)
École (pensionnat), caserne, maison de repos	Nombre d'usager	1
École (demi-pension) ou similaire	Nombre d'usager	0,5
École (externat) ou similaire	Nombre d'usager	0,3
Hôpitaux, clinique (par lits)	Nombre de lit	3
Personnel de bureaux, de commerce	Nombre d'employé	0,3
Personnel d'usine	Nombre de poste de 8h	0,5
Hôtel-restaurant, pension de famille	Nombre de chambre	2
Hôtel-restaurant, pension de famille sans restaurant	Nombre de chambre	1
Restaurant	Nombre de couvert	0,25
Camping avec sanitaire collectif	Nombre d'emplacement	0,75
Camping avec emplacement raccordé au réseau	Nombre d'emplacement	2
Usager occasionnel (lieux publics,...)	Nombre d'usager	0,05

Suite au calcul du nombre d'équivalent habitant (EH), un forfait de base est appliqué de 1 à 5 EH (identique à un immeuble d'habitation, 1 400 €), au-delà de 6 équivalents habitants, la PFAC est calculée en fonction du nombre d'équivalents habitants :

Tranches EH	6 – 20	21 – 100	101 – 500	501 – 1 000	> 1 001
Tarifs €/EH	250 €/EH	200 €/EH	150 €/EH	125 €/EH	100 €/EH

Vu l'avis favorable de la commission « finances, systèmes d'information » du 23/11/2020,

Vu l'avis favorable de la commission « environnement, déchets, eau, assainissement, GEMAPI, énergies, plan climat air énergie territorial » du 26/11/2020,

✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire procède à un vote qui donne les résultats suivants :

. Votants : 55
. Pour : 55
. Contre : 0
. Abstention : 0
. Suffrages exprimés : 55
. Majorité absolue : 28

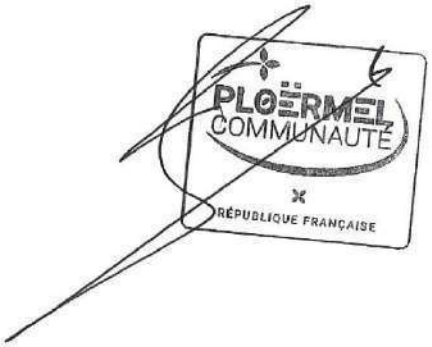
➢ Compte tenu de ces éléments,
Le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- APPROUVE les modalités de facturation de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif présentées à compter du 1er janvier 2021 ;

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le 15/12/2020
ID : 056-200066777-20201210-CC_20201210_144-DE

- AUTORISE Monsieur le président, ou le vice-président délégué, à signer tout document relatif à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour extrait certifié conforme,
Le Président de Ploërmel Communauté,
Patrick LE DIFFON



ANNEXE 5 : DELIBERATION RELATIVE A LA REFACTURATION DES FRAIS DE BRANCHEMENT (RFB)

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le 15/12/2020
ID : 056-200066777-20201210-CC_20201210_145-DE

PLOËRMEL COMMUNAUTÉ

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

CONSEIL DE PLOËRMEL COMMUNAUTÉ

SÉANCE ORDINAIRE DU 10 DÉCEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le 10 décembre à 19H00, les membres du conseil de Ploërmel Communauté se sont réunis à la salle des fêtes de Ploërmel, sur convocation en date du 3 décembre 2020 qui leur a été adressée le jour même par voie dématérialisée et par envoi postal à leur domicile par Monsieur Patrick LE DIFFON, Président de Ploërmel Communauté, et affichée le jour même au siège de Ploërmel Communauté.

Conseillers communautaires présents :
Martial LE BRETON ; Hania RENAUDIE ; Bruno GABARD ; Ronan COIGNARD ; Fabrice CARO ; Sophie COUTANT ; Jacques BIHOUÉE ; Edwige MESSAGER ; Kévin ARGENTIN ; Marie-Noëlle AMIOT ; Jean-Paul CARAFRAY ; Jean-Marc DUBOT ; Stéphane ROUAULT ; Joël LEMAZURIER ; Maryvonne GUILLEMAUD ; Nicolas JAGOUDET ; Fanny LARMET ; Hervé LE COQ ; Jean-Yves JOSSE ; Bruno LE MEN ; Michel PHILIPPE ; Michel BERTHO ; Denis TRÉHOREL ; Danielle GUILLAUME ; Yves CHASLES ; Anne VACHON ; Gérard REYNAUD ; Michel PICHARD ; Yolande MOREUL ; Francis MAHIEUX ; Nellie JOLIVET ; Philippe LOUAPRE ; Patrick LE DIFFON ; Chantal NICOLAS ; Maurice OLIVIER ; Elisabeth DERVAL ; Jacques MIKUSINSKI ; Hélène de ROECK ; Jean-Michel BARREAU ; Ghislaine de GIVRÉ ; Alain HERVÉ ; Monique GARAUD ; Pierre-Jean JARNO ; Emeline TOSTIVINT ; Christophe LAUNAY ; Daniel MANENC ; Christian LE NOË ; Hervé BRULÉ ; Jean-Charles SENTIER ; Annick DELSAUT ; Michel GORTAIS ; Florence PRUNET ; Olivier MILLET.

Conseillers communautaires absents ayant donné pouvoir :
Charles-Édouard FICHET donne pouvoir à Ronan COIGNARD ;
Nathalie GEFFROY donne pouvoir à Florence PRUNET.

Conseillers communautaires absents suppléés :
André JOSSE suppléé par Bruno LE MEN.

Conseillers communautaires absents :
André BRIEND ; Fabienne BRIERO ;

Kévin ARGENTIN est désigné secrétaire de séance.

Nombre de conseillers :
En exercice : 57
Présents : 53
Votants : 55

OBJET : N°CC-145/2020 – ASSAINISSEMENT – INSTAURATION DU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE BRANCHEMENT AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.

Rapporteur : Stéphane ROUAULT

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le 15/12/2020
ID : 056-200066777-20201210-CC_20201210_145-DE

L'exercice de la compétence « assainissement des eaux usées » dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 du CGCT comprenant la gestion de l'assainissement non collectif et la gestion de l'assainissement collectif est intégralement transférée à Ploërmel Communauté depuis le 1er janvier 2020.

Pour rappel, le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées quand ils y ont accès (soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage), est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau.

Vu les articles L-1331-2 et L-1331-7 du Code de la santé public différentes participations financières existent suite à un nouveau raccordement au réseau d'assainissement :

- La Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) : mise en œuvre pour tenir compte de l'économie réalisée vis-à-vis de la réalisation d'une installation d'assainissement non collectif. La PFAC est considéré comme un droit d'entrée sur le réseau et la station de traitement en participant à son financement ;
- La Refacturation des Frais de Branchement (RFB) : mise en œuvre pour rembourser les travaux de branchement situé sous la voie publique jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

La Refacturation des Frais de Branchement (RFB) :

- S'applique à tous les immeubles raccordés au réseau d'assainissement ;
- Ne peut excéder le cout réel des travaux ;
- Est exigible à compter de la réalisation des travaux de raccordement ou selon les modalités contractuelles pour les délégations de service public.

Pour une cohérence sur le territoire suite au transfert de la compétence, les modalités de facturations de la RFB présentés ci-après seront applicables sur l'ensemble des communes à compter des raccordements réalisés le 1er janvier 2021 (la date de signature du devis ou du formulaire de demande faisant foi).

RFB pour les immeubles neufs sur réseau existant :
Pour les secteurs en délégation de service public, si le branchement est réalisé par le délégataire : RFB sur la base du devis du délégataire, via les bordereaux de prix contractuels.

Si le branchement est réalisé par la collectivité (secteur en régie ou DSP si pas d'exclusivité du délégataire) : RFB sur la base du devis du marché à bon de commande (bordereaux de prix contractuel), un plafond maximal à 3 000 € HT sera appliqué.

RFB pour les immeubles neufs avec nécessité d'extension de réseau ponctuelle à la demande du propriétaire :
Si le branchement est réalisé par la collectivité : RFB sur la base du devis du marché à bon de commande (bordereaux de prix contractuel), un plafond maximal à 3 000 € HT sera appliqué. L'extension du réseau principal restant à la charge de la collectivité.

RFB pour les immeubles existants sur réseau neuf :
Pas de RFB, considérant que le service est apporté sur décision de la collectivité.

Vu l'avis favorable de la commission « finances, systèmes d'information » du 23/11/2020,

Vu l'avis favorable de la commission « environnement, déchets, eau, assainissement, GEMAPI, énergies, plan climat air énergie territorial » du 26/11/2020

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le 15/12/2020
ID : 056-200066777-20201210-CC_20201210_145-DE

✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧ ✧

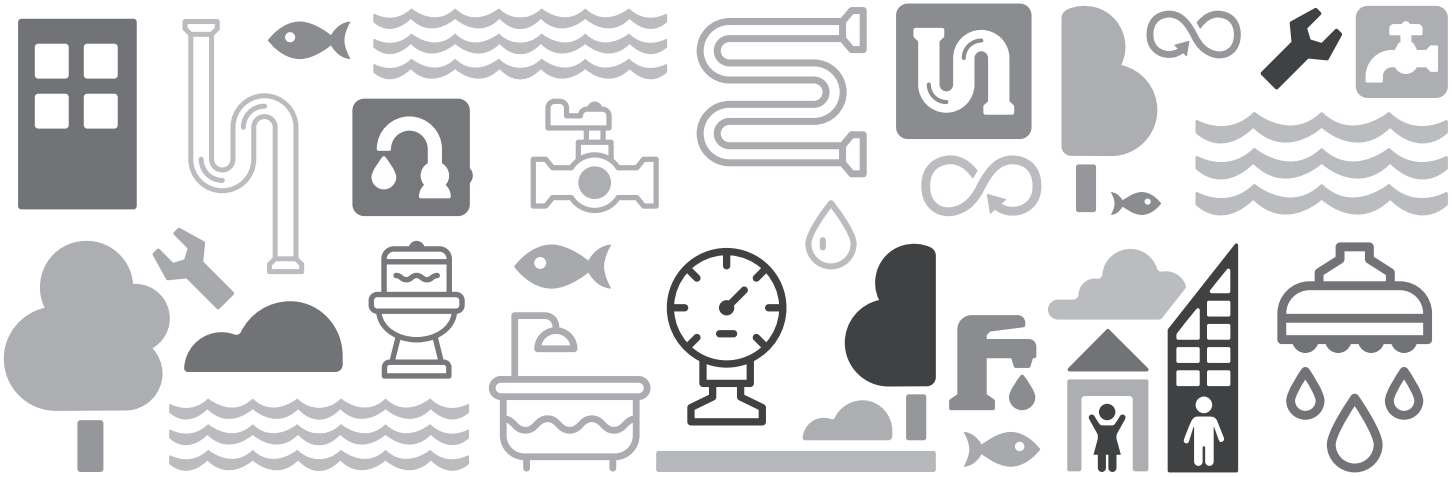
Après en avoir délibéré, le conseil communautaire procède à un vote qui donne les résultats suivants :

. Votants : 55
. Pour : 55
. Contre : 0
. Abstention : 0
. Suffrages exprimés : 55
. Majorité absolue : 28

➢ Compte tenu de ces éléments,
Le conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés :
- APPROUVE les modalités de facturation du Remboursement des Frais de Branchement au réseau d'assainissement collectif présentées à compter du 1er janvier 2021 ;
- AUTORISE Monsieur le président, ou le vice-président délégué, à signer tout document relatif à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour extrait certifié conforme,
Le Président de Ploërmel Communauté,
Patrick LE DIFFON

PLOËRMEL COMMUNAUTÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



QUI CONTACTER	
Pour les démarches du quotidien : Abonnement, facturation, interventions d'urgences	ontactez le délégataire exploitant relatif à votre commune (Cf. ANNEXE 1)
Pour les autres demandes : Nouveaux branchements, travaux, PFAC, renseignements divers, etc.	Contactez le service Eau & Assainissement de PLOËRMEL COMMUNAUTÉ 2 rue du Grand Dérangement Bâtiment KréActive56 56800, Ploërmel 02 97 22 29 04 - assainissement@ploermelcommunaute.bzh

HORAIRES D□OUVERTURE

9h00 - 12h00
13h30 - 17h30
Ferm□au public
le mardi matin
& le jeudi

T□l. 02 97 22 29 04

assainissement@ploermelcommunaute.bzh

Service Eau & Assainissement

B□timent Kr□□Active[56]
2 rue du Grand D□rangement
56800 Plo□rmel

CONCEPTION & RÉALISATION : SERVICE COMMUNICATION ©SHUTTERSTOCK

Elaboration du PLAN LOCAL D' URBANISME

Commune de Guilliers

Département du Morbihan

Elaboration

Pièce n°7b : Servitudes d'Utilité Publique

URBA Ouest Conseil Grez-Neuville - Tel : 02.41.69.46.76
urbaouestconseil@orange.fr

Commune de Guilliers
Département du Morbihan

PLAN LOCAL d'URBANISME
Elaboration

Pièce n°7b : Servitudes d'Utilité Publique

Source : Porter à connaissance
Echelle : 1/ 13 000e

URBA OUEST CONSEIL

19, ZA de Grieul 49 220 GREZ-NEUVILLE
Tel. 02 41 69 46 76 - urbaouestconseil@orange.fr



Servitudes d'Utilité Publique :

Servitudes I4 relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution électriques

- Lignes HTA aériennes
- Lignes HTA enterrées
- Lignes HTB (Ligne Josselin - Médrignac / 63 Kv)

Servitude PT2 - Servitude de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles

Servitude T7 - Servitudes aéronautiques établies à l'extérieur des zones de dégagement des aérodromes

COMMUNE DE GUILLIERS

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Objet	*Désignation*	*Référence législative et réglementaire*	*Service public concerné*	*Référence au plan*
Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques	Réseau de distribution moyenne tension Ligne de transport HT 63 kv - Josselin-Merdrignac	Loi du 15-06-1906 modifiée Loi du 08-04-1946 (article 35) Ordonnance du 23-10-1958 Décret du 06-10-1967	ERDF DirectionTerritoriale Morbihan 38 rue Georges Caldray B.P. 204 56006 VANNES CEDEX ERDF Transport Electricité Ouest Groupe d'Exploitation Transport Bretagne ZA de Kerourvois Sud 29556 QUIMPER CEDEX	I 4

COMMUNE DE GUILLIERS

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Objet	***Désignation***	***Référence législative et réglementaire***	***Service public concerné***	***Référence au plan***
Servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat	Liaison hertzienne - Caurel-Beignon Coëtquidan	Code des Postes et Télécommunications : Article L 48 Décret du 27-09-2012	Ministère de la Défense USID de Coëtquidan Rue de Saumur Camp de Coëtquidan 56380 GUER	PT 2
Servitude aéronautique à l'extérieur des zones de dégagement	Totalité du territoire	Code de l'Aviation Civile : Articles R 214-1 et D 244-1 à D 244-4 (Articles L 126-1 et R 126-1 du Code de l'Urbanisme) Arrêté et circulaire du 20-07-1990	Direction de la sécurité de l'Aviation Civile Ouest Délégation Bretagne Aérodrome de Rennes-St Jacques B.P. 9149 35091 RENNES CEDEX 9	T 7

Guide méthodologique de numérisation

Servitude I4

Servitude au voisinage d'une ligne électrique aérienne ou souterraine



Crédit photo : Jzorg

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

Présent pour l'avenir

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDE DE TYPE I4

SERVITUDE RELATIVE AU TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
A - Énergie
a) Électricité et gaz

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit de deux catégories de **servitudes instituées par la loi du 15 juin 1906** sur les distributions d'énergie.

a) Les servitudes prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 12 concernant toutes les distributions d'énergie électrique :

- **servitude d'ancrage** permettant d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments,
- **servitude de surplomb** permettant de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées,
- **servitude de passage ou d'appui** permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes,
- **servitude d'élagage et d'abattage d'arbres** permettant de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Il s'agit de servitudes n'entraînant aucune dépossession du propriétaire qui conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.

b) Les périmètres instaurés en application de l'article 12 bis de part et d'autre d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts et à l'intérieur desquels :

- **sont interdits** :

  • des bâtiments à usage d'habitation,
  • des aires d'accueil des gens du voyage,
  • certaines catégories d'établissements recevant du public : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air.

- **peuvent être interdits ou soumis à prescriptions** :

  • d'autres catégories d'établissements recevant du public,
  • des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances comburantes, explosibles, inflammables ou combustibles,

sans toutefois qu'il puisse être fait obstacle à des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de l'existant sous réserve néanmoins de ne pas augmenter la capacité d'accueil d'habitants dans le périmètre des servitudes.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Chronologie des textes :

- **loi du 15 juin 1906 (art. 12)** sur les distributions d'énergie,
- **décret du 3 avril 1908** portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique (abrogé par le décret du 29 juillet 1927),
- **décret du 24 avril 1923** portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 en ce qui concerne les concessions de transport d'énergie électrique à haute tension accordées par l'État (abrogé par le décret du 29 juillet 1927),
- **loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298)**,
- **décret du 29 juillet 1927** portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie(**art. 52 et 53** modifiés concernant l'enquête relative aux servitudes de l'article 12) (abrogé par le décret 50-640),
- **loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35)** modifiée, sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,
- **décret n°50-640 du 7 juin 1950** portant RAP pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, en ce qui concerne la procédure de DUP en matière d'électricité et de gaz et pour l'établissement des servitudes prévues par la loi. (abrogés par le décret 70-492),
- **décret n°67-886 du 6 octobre 1967** portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique (art. 1 à 4 relatifs aux conventions de reconnaissance des servitudes de l'article 12),
- **décret n° 70-492 du 11 juin1970** pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes, modifié par :

  • **décret n°85-1109 du 15 octobre 1985** modifiant le décret du 11 juin 1970,
  • **décret n° 93-629 du 25 mars 1993** modifiant le décret du 11 juin 1970,
  • **décret n°2004-835 du 19 août 2004** relatif aux servitudes d'utilité publique prévues par l'article 12bis de la loi du 15juin 1906 sur les distributions d'énergie,
  • **décret n° 2009-368 du 1er avril 2009** relatif aux ouvrages électriques à haute et très haute tension réalisés en technique souterraine.

- **loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (art. 5)** introduisant un article 12bis dans la loi du 15 juin 1906.

Textes de référence en vigueur :

- **loi du 15 juin 1906 (art. 12 et 12bis)** modifiée,
- **loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298)**,
- **loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35)** modifiée,
- **décret n°67-886 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4)**,
- **décret n° 70-492 du 1 juin 1970** modifié.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 : - les concessionnaires ou titulaires d'une	**a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :** - les bénéficiaires,

autorisation de transport d'énergie électrique.	- le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL) - Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), - les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).
b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis : - l'Etat, - les communes, - les exploitants.	**b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis :** - les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

1.4 - Procédure d'instauration de modification ou de suppression

▪ **Procédure d'instauration :**

a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :

I – Champ d'application

Les servitudes prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 12 peuvent bénéficier :

- aux distributions d'énergie électrique déclarées d'utilité publique, la DUP étant prononcée en vue de l'exercice de servitudes sans recours à l'expropriation et dans les conditions suivantes :

• **pour des ouvrages d'alimentation générale ou de distribution aux services publics et si tension < 63kV** :

- sur production notamment d'une **carte au 1/10000** comportant le tracé des lignes projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de transformation
- sans enquête publique,
- avec éventuelle étude d'impact soumise à simple consultation,
- par **arrêté du préfet du département ou arrêté conjoint des préfets** des départements concernés,
- si désaccord entre les préfets, **par arrêté du ministre chargé de l'électricité**.

• **pour des lignes directes de tension < 63kV** :

- sur production notamment d'une **carte au 1/10000** comportant le tracé des lignes projetées ainsi que l'emplacement et l'identité des exploitants des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de transformation
- avec éventuelle étude d'impact
- après **enquête publique** conformément au code de l'expropriation
- par **arrêté du préfet du département ou arrêté conjoint des préfets** des départements concernés

• **pour toutes les lignes et ouvrages de tension > ou = 63 kV, mais < 225kV** :

- sur production d'une **carte au 1/25000 (1/50000 avant le décret n°85-1109)** comportant le tracé des lignes projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existant ou à créer, tels que les postes de transformation avec, pour les lignes directes, indication de l'identité de leurs exploitants,
- au vu d'une étude d'impact,
- après **enquête publique** conformément au code de l'environnement, à l'exception des liaisons souterraines < 225kV,
- **par arrêté du préfet du département ou arrêté conjoint des préfets** des départements concernés,

- si désaccord entre les préfets, **par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou par arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme** si la DUP emporte mise en compatibilité du document d'urbanisme.

• **pour toutes les lignes et ouvrages de tension > ou = 225kV** :

- sur production d'une **carte au 1/25 000 (1/50 000 avant le décret n°85-1109)** comportant le tracé des lignes projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existant ou à créer, tels que les postes de transformation avec, pour les lignes directes, indication de l'identité de leurs exploitants,
- au vu d'étude d'impact,
- sur demande adressée au ministre chargé de l'électricité qui transmet, pour instruction, au préfet du département ou à un préfet coordonnateur si plusieurs départements concernés,
- après **enquête publique** conformément au code de l'environnement, à l'exception des liaisons souterraines de tension = 225kV et d'une longueur < ou = 15 km,
- par **arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme** si la DUP emporte mise en compatibilité du document d'urbanisme.

- aux distributions d'énergie électrique placées sous le régime de la concession ou de la régie, non déclarées d'utilité publique mais réalisées avec le concours financier de l'État, des départements, des communes, des syndicats de communes , le bénéfice des servitudes de l'article 12 leur étant accordé sous les conditions suivantes :

• **sans DUP**, en application de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925,
• **sous réserve d'une DUP**, s'agissant de la servitude d'appui prévue par l'alinéa 3° de l'article 12, lorsque l'emprise des supports dépasse 1m².

II - Mode d'établissement

- à l'initiative du demandeur, après notification des travaux projetés directement aux propriétaires des fonds concernés par les ouvrages

- par **convention amiable** entre demandeur et propriétaires concernés par l'une ou l'autre des servitudes

- à défaut, par arrêté préfectoral pris :

• sur requête adressée au préfet précisant la nature et l'étendue des servitudes à établir,
• au vu d'un **plan et un état parcellaire par commune** indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes,
• après approbation par le préfet du projet de détail des tracés de lignes,
• après **enquête publique**.

et notifié au demandeur, à chaque exploitant et à chaque propriétaire concerné.

b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis :

La procédure d'institution est conduite par le préfet de département et les servitudes sont instaurées :

- sur production notamment **d'un plan parcellaire** délimitant le périmètre d'application des servitudes,
- après **enquête publique** conformément au code de l'expropriation,
- **arrêté préfectoral** emportant déclaration d'utilité publique des servitudes de l'article 12bis à l'intérieur du périmètre délimité.

▪ **Procédure de suppression :**

La suppression de tout ou partie des servitudes instaurées en application de l'article 12bis est prononcée par **arrêté préfectoral**.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

a) Les générateurs des servitudes prévues à l'article 12 sont l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, notamment :

- les conducteurs aériens d'électricité,
- les canalisations souterraines de transport d'électricité,
- les supports de conducteurs aériens,
- des ouvrages, tels que les postes de transformation, etc...

b) Les générateurs des servitudes instaurées en application de l'article 12 bis sont :

- des lignes électriques aériennes de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts.

1.5.2 - Les assiettes

a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :

Assiette de la servitude prévue à l'alinéa 1° :

- murs ou façades donnant sur une voie publique,
- toits et terrasses de bâtiments accessibles de l'extérieur.

Assiette de la servitude prévue aux alinéas 2° et 4° :

- le tracé de la ligne électrique

Assiette de la servitude prévue à l'alinéa 3° :

- le tracé de la canalisation souterraine,
- l'emprise du support du conducteur aérien.

b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis :

L'assiette est constituée par un périmètre incluant au maximum :

- **des cercles** dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à :

  - 30 mètres (40 mètres pour des lignes de tension > ou = 350 kV),
  - ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure.

- **une bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles** de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos,

- **des bandes** d'une largeur de 10 mètres, portée à 15 mètres pour des lignes de tension > ou = 350 kV, **de part et d'autre du couloir prévu au 2°**.

Le réseau
de transport
d'électricité

EN RÉSUMÉ

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNE SERVITUDE I4 EST-ELLE PRÉSENTE SUR LA ZONE DU CHANTIER ÉTUDIÉ ?

SI OUI ALORS...



CONTACTEZ RTE !

POUR NOUS CONTACTER

© Février 2018 - Conception et réalisation : DIALECTICA - Crédits photos : Médiathèque RTE. Tous droits réservés.
RTE - Réseau de Transport d'Electricité, société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 € - RCS Nanterre 444 619 258.

www.rte-france.com

rte.france @rte_france



Le réseau
de transport
d'électricité

Prévenir pour mieux construire

INFORMEZ RTE

des projets de construction à proximité des lignes électriques à haute et très haute tension

PRÉVENEZ RTE
pour mieux instruire

Il est important que vous informiez RTE, Réseau de transport d'électricité, lors de toute demande d'autorisation d'urbanisme, et ce afin de vous assurez de la compatibilité de vos projets de construction avec la présence des ouvrages électriques existants.

C'est en effet au cas par cas que les distances de sécurité à respecter sont déterminées, selon diverses prescriptions réglementaires* et en fonction des caractéristiques des constructions.

Le saviez-vous ?

UNE COMMUNE SUR DEUX EST CONCERNÉE PAR UNE SERVITUDE I4**

ALORS, SI C'EST LE CAS DE VOTRE COMMUNE, CONTACTEZ-NOUS !

QUELS PROJETS DE CONSTRUCTION SONT CONCERNÉS ?

- Tous les projets situés **à moins de 100 mètres** d'un ouvrage électrique aérien ou souterrain de RTE.

QUELS SONT LES DOSSIERS CONCERNÉS ?

- **Les instructions** (permis de construire, certificat d'urbanisme…).
- **Les « porter à connaissance » et les « projets d'arrêt »** (Plan Local d'Urbanisme…).

Quels que soient les travaux effectués, **la présence à proximité d'une ligne électrique haute et très haute tension est une contrainte à prendre en compte** (réfection toiture, pose d'antenne, peinture, ravalement de façade, élagage…).

OÙ TROUVER L'IMPLANTATION DES OUVRAGES ÉLECTRIQUES RTE ?

- Sur le plan des servitudes I4 du plan d'urbanisme de la commune (PLU, cartes communales).

+ de 105 000 km

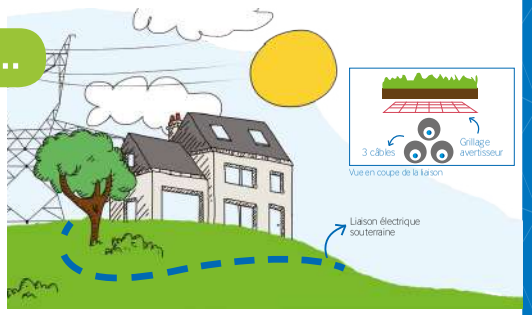
de lignes en France pour assurer la solidarité entre les régions afin que chacun ait un accès économique, sûr et propre à l'énergie électrique.

Dans le cadre de sa mission de service public, RTE, Réseau de transport d'électricité, exploite, maintient et développe le réseau électrique aérien et souterrain à haute et très haute tension.

* Arrêté interministériel du 17 mai 2001 et Code du travail.
** Servitude I4 : servitude au voisinage d'une ligne électrique aérienne ou souterraine.

CONTACTEZ RTE
pour mieux construire

SI VOUS CONTACTEZ RTE…



LES GARANTIES

- **Projet compatible :**
  ▶ début des travaux.
- **Projet à adapter au stade du permis de construire :**
  ▶ début des travaux retardé, mais chantier serein et au final compatible.

SI VOUS NE CONTACTEZ PAS RTE…

LES RISQUES

- ▲ **L'arrêt du chantier :** modification nécessaire du projet même après la délivrance du permis de construire.
- ▲ **L'accident pendant et après le chantier :** construire trop près d'une ligne, c'est risquer l'électrocution par amorçage à proximité d'une ligne aérienne ou l'accrochage de la ligne souterraine avec un engin de chantier.
- ▲ **La modification ou destruction d'une partie du bâtiment après construction.**







Guide méthodologique de numérisation

Servitude PT2

Servitude de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles



Crédit photo : Magnus Manske

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

Présent pour l'avenir

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDES DE TYPE PT2

SERVITUDES DE PROTECTION
DES CENTRES RADIO-ELECTRIQUES D'ÉMISSION ET DE RÉCEPTION
CONTRE LES OBSTACLES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
E - Télécommunications

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Afin d'assurer le bon fonctionnement des réseaux, des servitudes sont instituées en application des **articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques** afin de **protéger les centres radioélectriques contre les obstacles physiques susceptibles de gêner la propagation des ondes**.

Il convient de distinguer **deux régimes** :

- les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique (articles L.54 à L.56 du code des postes et des communications électroniques);

- **les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés** (article L.56-1 du code des postes et des communications électroniques). Cependant, en l'absence de décret d'application de l'article L.62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

Un plan d'établissement des servitudes approuvé par décret fixe les zones qui sont soumises à servitudes. **Quatre types de zone** peuvent être créées :

- des zones primaires de dégagement et/ou zones secondaires de dégagement autour de chaque station émettrice ou réceptrice d'ondes radioélectriques utilisant des aériens directifs, ainsi qu'autour des laboratoires et centres de recherches radioélectriques;

- des zones spéciales de dégagement entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 mégahertz (c'est-à-dire de longueur d'onde inférieure à 10 mètres);

- **des secteurs de dégagement** autour des stations de radiorepérage ou de radionavigation d'émission ou de réception.

La servitude a pour conséquence :

- l'obligation, **dans toutes ces zones**, pour les propriétaires de procéder si nécessaire à la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature en application des articles 518 et 519 du code civil. A défaut d'accord amiable, l'administration pourra procéder à l'expropriation de ces immeubles;

- l'interdiction, **dans toutes ces zones**, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes fixées par le décret de servitudes sans autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre;

- l'interdiction, **dans la zone primaire de dégagement** :
  - d'une station de sécurité aéronautique ou d'un centre radiogoniométrique, de créer ou de conserver tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquides de toute nature pouvant perturber le fonctionnement de cette installation ou de cette station;
  - d'une station de sécurité aéronautique, de créer ou de conserver des excavations artificielles pouvant perturber le fonctionnement de cette station.

- l'interdiction, **dans la zone spéciale de dégagement**, de créer des constructions ou des obstacles situés au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission et de réception, sans cependant que la limitation de hauteur imposée à une construction puisse être inférieure à 25 mètres.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Textes en vigueur :

Articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques;
Article L. 5113-1 du code de la défense;
Articles R. 21 à R. 26 et R.39 du code des postes et des communications électroniques.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
Ministères et exploitants publics de communications électroniques	

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques;
- Arrêté préfectoral désignant les communes sur le territoire desquelles les agents qualifiés sont autorisés à procéder à une étude préliminaire;
- Enquête publique de droit commun;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences (ANFR);
- Accord préalable du ministre du développement industriel et scientifique et du ministre de l'agriculture requis;
- Approbation par :
  - par décret pris sous le contreseing du ministre intéressé et du ministre de la construction si accord préalable du ministre du développement industriel et scientifique et du ministre de l'agriculture;
  - par décret en Conseil d'État à défaut d'accord.

Les modifications de nature à entraîner un changement d'assiette ou une aggravation de la servitude obéissent au principe de parallélisme des formes et doivent donc êtres opérée conformément à la procédure d'instauration. En re-

vanche, les servitudes peuvent être réduites ou supprimées par simple décret, sans qu'il y ait lieu de procéder à enquête publique.

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques;
- Élaboration du plan de protection pour les centres de réception radio-électriques concernés contre les perturbations électromagnétiques déterminant les terrains sur lesquels s'exercent ces servitudes;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences;
- Enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement;
- Avis des conseils municipaux concernés;
- Information des propriétaires des motifs qui justifient l'institution de la servitude et le choix de l'emplacement. Les propriétaires disposent d'un délai minimum de trois mois pour présenter leurs observations;
- Approbation par arrêté préfectoral.

En l'absence de décret d'application des articles L 56-1 et L 62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

Le centre radioélectrique d'émission et de réception.

La limite du centre radioélectrique est constituée par le contour du polygone de surface minimum englobant tous les éléments rayonnants ou collecteurs existants ou projetés. La superficie d'un centre ne peut toutefois excéder une certaine surface. La distance entre deux points quelconques du contour représentant la limite du centre ne doit pas excéder 2 000 mètres. Dans le cas contraire, l'ensemble des éléments rayonnants ou collecteurs doit être fractionné en plusieurs ilots dont les limites particulières répondent à cette condition. Les zones de servitudes sont alors déterminées à partir de la limite de chacun de ces îlots.

1.5.2 - Les assiettes

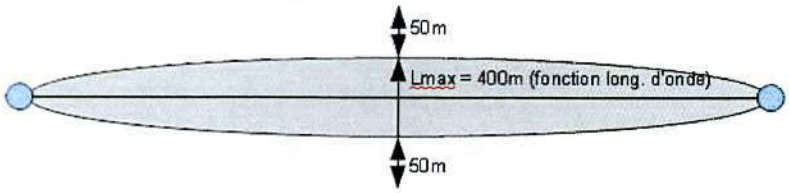
L'assiette comprend les zones primaires de dégagement, les zones secondaires de dégagement, les zones spéciales de dégagement et les secteurs de dégagement.

Distance maximale séparant la limite d'un centre radioélectrique et le périmètre des zones de servitudes :

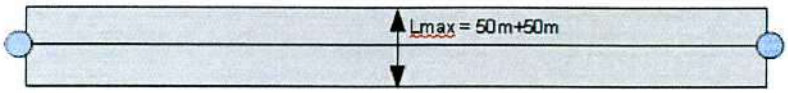
Cette distance ne peut excéder :
- 2 000 mètres dans le cas d'une zone secondaire de dégagement;
- 400 mètres dans le cas d'une zone primaire de dégagement entourant une installation de sécurité aéronautique ou un centre radiogoniométrique;
- 200 mètres dans le cas d'une zone primaire de dégagement entourant un centre autre que ceux précités;
- 5 000 mètres dans le cas d'un secteur de dégagement.

Largeur maximale d'une zone spéciale de dégagement protégeant une liaison radioélectrique :

Cette largeur entre deux points fixes comptée perpendiculairement à l'axe du trajet des ondes radioélectriques ne peut excéder 50 mètres de part et d'autre de l'ellipsoïde du faisceau hertzien.



En pratique, on assimile le faisceau à une bande et l'assiette ne dépassera pas 50m de part et d'autre de l'axe :



Largeur maximale d'un secteur de dégagement protégeant une station de radiorepérage ou de radionavigation :

Cette largeur ne peut excéder la largeur du secteur angulaire exploré par la station, augmenté, s'il y a lieu, d'une marge de sécurité d'un degré au plus au-delà des deux limites de ce secteur.

T7

RELATIONS AÉRIENNES
(Installations particulières)

I – GÉNÉRALITÉS

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne. Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.

Code de l'aviation civile, 2e et 3e parties, livre II, titre IV, chapitre IV, et notamment les articles R. 244-1 et D. 244-1 à D. 244-4 inclus.

Code de l'urbanisme, article L. 421-1, L. 422-1, L. 422-2, R. 421-38-13 et R. 422-8.

Arrêté interministériel du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense (en cours de modification).

Arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

Ministère chargé des transports (direction de l'aviation civile, direction de la météorologie nationale).

Ministère de la défense (direction de l'administration générale, sous-direction du domaine et de l'environnement).

II - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A – PROCÉDURE

Applicable sur tout le territoire national (art. R. 244-2 du code de l'aviation civile).

Autorisation spéciale délivrée par le ministre chargé de l'aviation civile ou, en ce qui le concerne, par le ministre chargé des armées pour l'établissement de certaines installations figurant sur les listes déterminées par arrêtés ministériels intervenant après avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques.

Les demandes visant des installations exemptées de permis de construire devront être adressées au directeur départemental de l'équipement. Récépissé en sera délivré (art. D. 244-2 du code de l'aviation civile). Pour les demandes visant des installations soumises au permis de construire, voir ci-dessous III-B-2°, avant dernier alinéa.

B – INDEMNISATION

Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur (art. D. 244-3 du code de l'aviation civile).

C – PUBLICITÉ

Notification, dans un délai de deux mois à compter de la date du dépôt de la demande, de la décision ministérielle accordant ou refusant le droit de procéder aux installations en cause.

Le silence de l'administration au-delà de deux mois vaut accord pour les travaux décrits dans la demande, qu'ils soient ou non soumis à permis de construire, sous réserve de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

III - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le propriétaire d'une installation existante constituant un danger pour la navigation aérienne de procéder, sur injonction de l'administration, à sa modification ou sa suppression.

B - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Interdiction de créer certaines installations déterminées par arrêtés ministériels qui, en raison de leur hauteur, seraient susceptibles de nuire à la navigation aérienne, et cela en dehors de zones de dégagement.

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire de procéder à l'édification de telles installations, sous conditions, si elles ne sont pas soumises à l'obtention du permis de construire et à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur la distribution d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés visés à l'article D. 244-1 institueront des procédures spéciales, de solliciter une autorisation à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département dans lequel les installations sont situées.

La décision est notifiée dans un délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires. Passé ce délai, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives ou réglementaires (art. D. 244-1, alinéa I, du code de l'aviation civile).

Si les constructions sont soumises à permis de construire et susceptibles en raison de leur emplacement et de leur hauteur de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elles sont à ce titre soumises à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile ou de celui chargé des armées en vertu de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être accordé qu'avec l'accord des ministres intéressés. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction (art. R. 421-38-13 du code de l'urbanisme).

Si les travaux envisagés sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421.38-13 dudit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Elaboration du PLAN LOCAL D' URBANISME

Commune de Guilliers

Département du Morbihan

Elaboration

Pièce n°7c : Liste des emplacements réservés

URBA Ouest Conseil Grez-Neuville - Tel : 02.41.69.46.76
urbaouestconseil@orange.fr

Département du Morbihan
Commune de Guilliers

Liste des emplacements réservés

Numéro	Destination	Destinataire	Surface
1	Création d'une voie réservée aux déplacements non motorisés	commune	175 m²
2	Création d'une voie réservée aux déplacements non motorisés	commune	220 m²
3	Création d'une voie réservée aux déplacements non motorisés	commune	390 m²
4	Création d'une voie réservée aux déplacements non motorisés	commune	302 m²
5	Création d'un aménagement de gestion des eaux pluviales	commune	1912 m²
6	Création d'un cheminement	commune	6438 m²
7	Création d'un parking public	commune	707 m²
8	Création d'un logement à caractère social	commune	80,5 m²
9	Création d'un logement à caractère social	commune	171,3 m²

Elaboration du PLAN LOCAL D' URBANISME

Commune de Guilliers

Département du Morbihan

Elaboration

Pièce n°7d : Risques connus sur le territoire

URBA Ouest Conseil Grez-Neuville - Tel : 02.41.69.46.76
urbaouestconseil@orange.fr

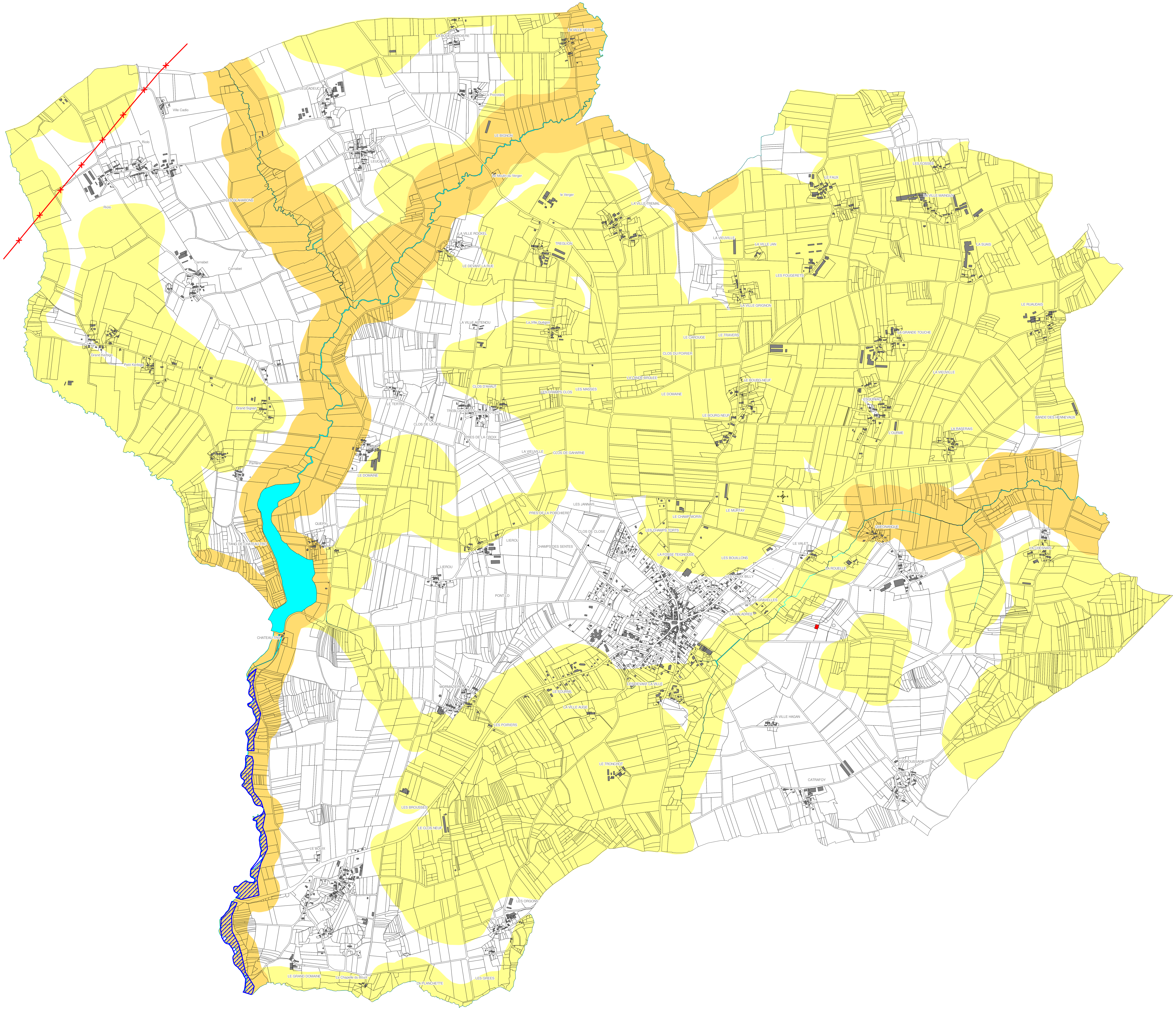
Commune de Guilliers
Département du Morbihan

PLAN LOCAL d'URBANISME
Elaboration

Pièce n°7d : Risques connus sur le territoire

Source : Porter à connaissance
Echelle : 1/ 13 000e

URBA OUEST CONSEIL
19, ZA de Grieul 49 220 GREZ-NEUVILLE
Tel. 02 41 69 46 76 - urbaouestconseil@orange.fr



Risques non cartographiés :

Risque sismique : risque faible - zone 2

Risque plomb

Risques et sources de nuisances potentielles cartographiés :

Risque inondation - Atlas des zones inondables du Léverin

Limites de la zone inondable

Risque retrait-gonflement des argiles

Secteurs concernés par un aléa faible

Secteurs concernés par un aléa moyen

Réseau Haute Tension

Ligne Josselin - Médrignac / 63 Kv

Secteurs d'Information sur les sols : SIS
Ancien site de "décharge"





Site internet dédié : www.argiles.fr



Pour en savoir plus :

Téléchargez le guide « Comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel ? » sur le site du ministère en charge de l'écologie : www.prim.net ;

Demandez conseil à votre architecte ou maître d'œuvre ou renseignez-vous auprès de votre mairie, DDTM, Préfecture ou du BRGM ;

Trouvez les coordonnées d'un bureau d'étude géotechnique auprès de l'USG ou de Syntec-Ingenierie.

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Morbihan

8 rue du Commerce – BP520
56019 VANNES Cedex
Téléphone : 02 97 68 12 00 – Télécopie : 02 97 68 12 01
http://www.morbihan.equipement-agriculture.gouv.fr

BRGM Direction Régionale Bretagne
Atalante Beaulieu - 2, rue de Jouanet - 35700 Rennes
Téléphone : 02 99 84 26 70 - Télécopie : 02 99 84 26 79
www.brgm.fr

Identification des zones sensibles

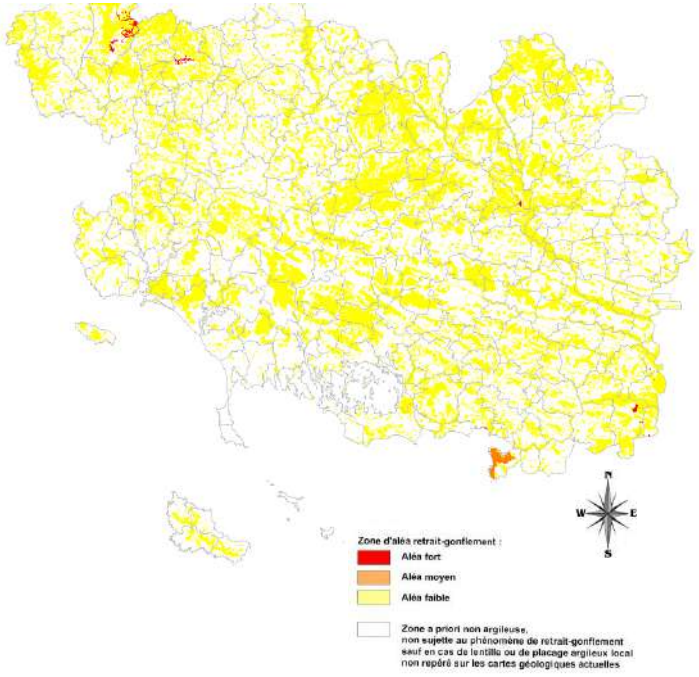
La carte départementale de l'aléa retrait-gonflement

La réalisation de cette carte départementale s'appuie sur l'analyse des cartes géologiques, des essais et des analyses des sols (susceptibilité) ainsi que sur l'examen des sinistres.

Son échelle de validité est le 1/50 000. **Pour une identification du sol à l'échelle de la parcelle, une étude de sol s'impose !**
De plus, dans les zones identifiées comme non argileuses (aléa nul), **il n'est pas exclu de rencontrer localement des lentilles argileuses non cartographiées susceptibles de provoquer des sinistres**.

Quelques chiffres clés :

- Seulement 33 sinistres dans le Morbihan dont 15 sur la commune de Pénestin;
- A la date du 31 janvier 2010, seulement 3 communes sur les 261 que compte le département ont été reconnues au moins une fois en état de catastrophe naturelle pour ce phénomène, pour des périodes comprises entre mai 1989 et octobre 2007 ;
- Aléa fort : 0,01 % de la superficie du département ;
- Aléa moyen : 1,46 % de la superficie du département ;
- Aléa faible : 33,34 % de la superficie du département ;
- Aléa a priori nul : 64,19 % de la superficie du département.



© Copyright ; BRGM - DDTM 56. Direction de la Prévention et Gestion des Risques





Pour réduire et Construire sans fissures !



Département du Morbihan

Retrait-gonflement des Argiles

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du MORBIHAN
Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DU MORBIHAN
Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
Géosciences pour une Terre durable brgm

Retrait-gonflement des Argiles

Comprendre le phénomène

Un phénomène naturel bien connu des géotechniciens

Un **sol argileux** change de volume selon son degré d'humidité comme le fait une éponge : il **gonfle** avec l'humidité et se **rétracte** avec la sécheresse.
En période de sécheresse, ces variations de volumes se manifestent par des **fentes de retrait**, mais surtout induisent des **tassements du sol** plus ou moins importants suivant la configuration et l'ampleur du phénomène. Ces tassements sont souvent hétérogènes à l'échelle des constructions, du fait des variations géologiques et de la présence du bâti.



Impact sur les constructions : des désordres importants et coûteux

Ils touchent principalement les **constructions légères** (habitations individuelles) de plain-pied et celles aux **fondations peu profondes ou non homogènes** :

- Fissuration des structures
- Distorsion de portes et fenêtres
- Dislocation des dallages et des cloisons
- Rupture de canalisations enterrées
- Décollement des bâtiments annexes

Construire, aménager ou rénover sur sol sensible

Nature du sol et mesures constructives à mettre en œuvre

Avant de construire dans les zones identifiées sur la carte d'aléa comme sensibles aux phénomènes de retrait-gonflement (consultable sur www.argiles.fr), il est vivement conseillé de faire procéder, par un bureau d'étude spécialisé, à une **reconnaissance de sol** qui doit vérifier la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques des formations géologiques présentes au droit de la parcelle (G11*). Le coût d'une telle étude est classiquement compris entre 2 000 et 3 500 €.

Pour un projet de **maison individuelle sur sol sensible**, il est recommandé :

- d'appliquer des **mesures spécifiques** préconisées par une étude de sol complémentaire (G12, G2 et G3*) ;
- À défaut, d'appliquer des **mesures forfaitaires** (illustrées ci-dessous) qui visent d'une part à limiter les mouvements auxquels est soumis le bâti, et d'autre part à améliorer sa résistance à ces mouvements (le coût de ces mesures est estimé à 10% du coût total de la construction).

*Norme AFNOR NF P 94-500 sur la classification des missions géotechniques

Adapter les fondations, rigidifier la structure et désolidariser les bâtiments accolés

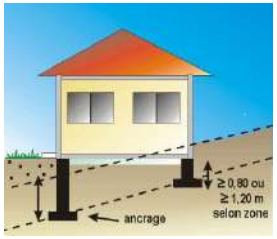
Veillez au respect des règles de l'art (D.T.U.*) !!!

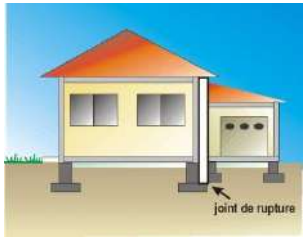
- Prévoir des **fondations continues**, **armées** et **bétonnées** à pleine fouille, d'une profondeur d'ancrage minimale de **0,8 m à 1,2 m** selon la sensibilité du sol ;
- Assurer **l'homogénéité d'ancrage des fondations sur terrain en pente** (l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ;
- Eviter les sous-sols partiels, **préférer les sous-sols complets**, les radiers ou les planchers portés sur vide sanitaire aux dallages sur terre plein ;
- Prévoir des **chaînages horizontaux** (haut et bas) **et verticaux** pour les murs porteurs ;
- Prévoir des **joints de rupture sur toute la hauteur** entre les bâtiments accolés fondés différemment ou exerçant des charges variables.

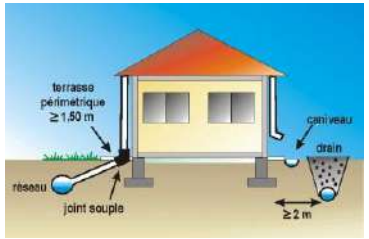
*D.T.U.: Documents Techniques Unifiés (Règles de l'Art normalisées)

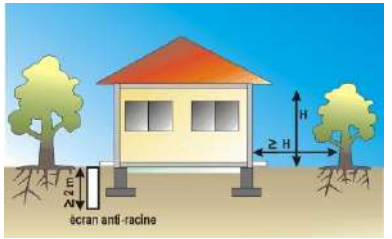
Eviter les variations localisées d'humidité et éloigner les arbres

- **Eviter les infiltrations d'eaux pluviales** (y compris celles provenant des toitures, terrasses, descentes de garage…) à proximité des fondations ;
- Assurer **l'étanchéité des canalisations enterrées** (joints souples) ;
- **Eviter les pompages à usage domestique** ;
- Envisager la mise en place d'un **dispositif assurant l'étanchéité autour des fondations** (trottoir périphérique anti-évaporation, géo membrane…);
- En cas d'implantation d'une source de chaleur en sous-sol, préférer le positionnement de cette dernière le long des murs intérieurs ;
- **Eviter de planter des arbres avides d'eau** à proximité de l'habitation ou prévoir la mise en place d'écrans anti-racines
- Procéder à un **élagage régulier des plantations existantes** ;
- Attendre le retour à l'équilibre hydrique du sol avant de construire sur un terrain récemment défriché.









Fiches

Code des couleurs

Mesure simple

Mesure technique

Mesure nécessitant l'intervention d'un professionnel

Code des symboles



Mesure concernant le bâti existant



Mesure concernant le bâti futur



Mesure applicable au bâti existant et futur



Remarque importante

Fiche n°1 — ADAPTATION DES FONDATIONS

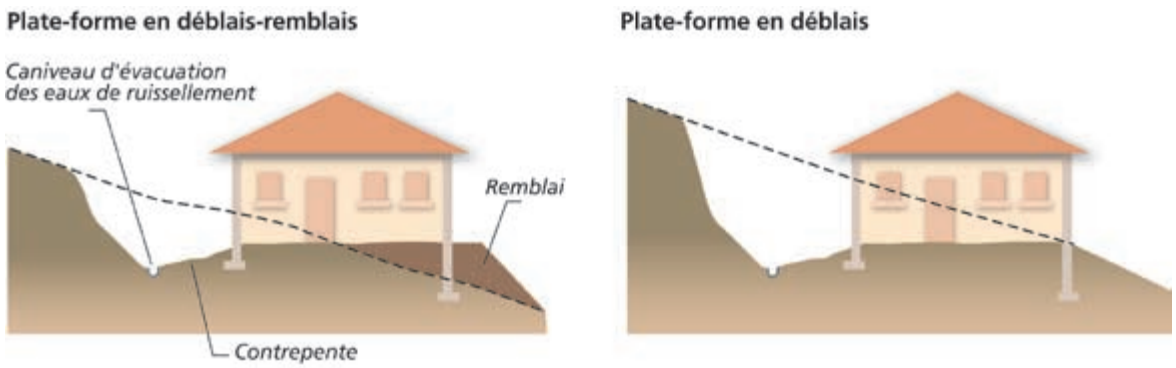
Problème à résoudre : Pour la majorité des bâtiments d'habitation « classiques », les structures sont fondées superficiellement, dans la tranche du terrain concernée par les variations saisonnières de teneur en eau. Les sinistres sont ainsi dus, pour une grande part, à une inadaptation dans la conception et/ou la réalisation des fondations.

Descriptif du dispositif : Les fondations doivent respecter quelques grands principes :

- adopter une profondeur d'ancrage suffisante, à adapter en fonction de la sensibilité du site au phénomène ;
- éviter toute dissymétrie dans la profondeur d'ancrage ;
- préférer les fondations continues et armées, bétonnées à pleine fouille sur toute leur hauteur.

Champ d'application : Concerne sans restriction tout type de bâtiment, d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre :

- La profondeur des fondations doit tenir compte de la capacité de retrait du sous-sol. Seule une étude géotechnique spécifique est en mesure de déterminer précisément cette capacité. À titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage (si les autres prescriptions – chaînage, trottoir périphérique, etc. – sont mises en œuvre), qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort. Une prédisposition marquée du site peut cependant nécessiter de rechercher un niveau d'assise sensiblement plus profond.
Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art (attention à descendre suffisamment la bêche périmètrique), peut constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations.

- Les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix. Sur des terrains en pente, cette nécessité d'homogénéité de l'ancrage peut conduire à la réalisation de redans.

⚠ Lorsque le bâtiment est installé sur une plate-forme déblai/remblai ou déblai, il est conseillé de descendre les fondations « aval » à une profondeur supérieure à celle des fondations « amont ».
Les fondations doivent suivre les préconisations formulées dans le DTU 13.12.

Les études permettant de préciser la sensibilité du sous-sol au phénomène et de définir les dispositions préventives nécessaires (d'ordre constructif ou autre) doivent être réalisées par un bureau d'études spécialisé, dont la liste peut être obtenue auprès de l'Union Française des Géologues (tél : 01 47 07 91 95).

Fiche n°2

RIGIDIFICATION DE LA STRUCTURE DU BÂTIMENT

Problème à résoudre : Un grand nombre de sinistres concernent des constructions dont la rigidité, insuffisante, ne leur permet pas de résister aux distorsions générées par les mouvements différentiels du sous-sol. Une structure parfaitement rigide permet au contraire une répartition des efforts permettant de minimiser les désordres de façon significative, à défaut de les écarter.

Descriptif du dispositif : La rigidification de la structure du bâtiment nécessite la mise en œuvre de chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux (poteaux d'angle) pour les murs porteurs liaisonnés.

Champ d'application : concerne sans restriction tout type de bâtiment, d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Le dispositif mis en œuvre doit suivre les préconisations formulées dans le DTU 20.1 :

- « *Les murs en maçonnerie porteuse et les murs en maçonnerie de remplissage doivent être ceinturés à chaque étage, au niveau des planchers, ainsi qu'en couronnement, par un chaînage horizontal en béton armé, continu, fermé ; ce chaînage ceinture les façades et les relie au droit de chaque refend* ».
Cette mesure s'applique notamment pour les murs pignons au niveau du rampant de la couverture.
- « *Les chaînages verticaux doivent être réalisés au moins dans les angles saillants et rentrant des maçonneries, ainsi que de part et d'autre des joints de fractionnement du bâtiment* ».

La liaison entre chaînages horizontaux et verticaux doit faire l'objet d'une attention particulière : ancrage des armatures par retour d'équerre, recouvrement des armatures assurant une continuité.
Les armatures des divers chaînages doivent faire l'objet de liaisons efficaces (recouvrement, ancrage, etc.), notamment dans les angles du bâtiment.

Mesures d'accompagnement : D'autres mesures permettent de rigidifier la structure :
- la réalisation d'un soubassement « monobloc » (préférer les sous-sols complets aux sous-sols partiels, les radiers ou les planchers sur vide sanitaire, plutôt que les dallages sur terre-plein) ;
- la réalisation de linteaux au-dessus des ouvertures.

Fiche n°3

RÉALISATION D'UNE CEINTURE ÉTANCHE AUTOUR DU BÂTIMENT

Problème à résoudre : Les désordres aux constructions résultent notamment des fortes différences de teneur en eau existant entre le sol situé sous le bâtiment qui est à l'équilibre hydrique (terrains non exposés à l'évaporation, qui constituent également le sol d'assise de la structure) et le sol situé aux alentours qui est soumis à évaporation saisonnière. Il en résulte des variations de teneur en eau importantes et brutales, au droit des fondations.

Descriptif du dispositif : Le dispositif proposé consiste à entourer le bâti d'un système étanche le plus large possible (minimum 1,50 m), protégeant ainsi sa périphérie immédiate de l'évaporation et éloignant du pied des façades les eaux de ruissellement.

Champ d'application : concerne sans restriction tout type de bâtiment, d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : L'étanchéité pourra être assurée, soit :

- par la réalisation d'un trottoir périphérique (selon les possibilités en fonction de l'implantation du bâtiment et de la mitoyenneté), en béton ou tout autre matériau présentant une étanchéité suffisante ;
- par la mise en place sous la terre végétale d'une géomembrane enterrée, dans les cas notamment où un revêtement superficiel étanche n'est pas réalisable (en particulier dans les terrains en pente). La géomembrane doit être raccordée aux façades par un système de couvre-joint, et être protégée par une couche de forme sur laquelle peut être mis en œuvre un revêtement adapté à l'environnement (pavés, etc).

Une légère pente doit être donnée au dispositif, de façon à éloigner les eaux du bâtiment, l'idéal étant que ces eaux soient reprises par un réseau d'évacuation étanche.

⚠ Pour être pleinement efficace, le dispositif d'étanchéité doit être mis en œuvre sur la totalité du pourtour de la construction. Une difficulté peut se poser lorsque l'une des façades est située en limite de propriété (nécessitant un accord avec le propriétaire mitoyen). Le non-respect de ce principe est de nature à favoriser les désordres.

Mesures d'accompagnement : Les eaux de toitures seront collectées dans des ouvrages étanches et évacués loin du bâtiment *[cf. fiche n°6]*.

À défaut de la mise en place d'un dispositif étanche en périphérie immédiate du bâtiment, les eaux de ruissellement pourront être éloignées des façades (aussi loin que possible), par des contre-pentes.

Fiche n°4

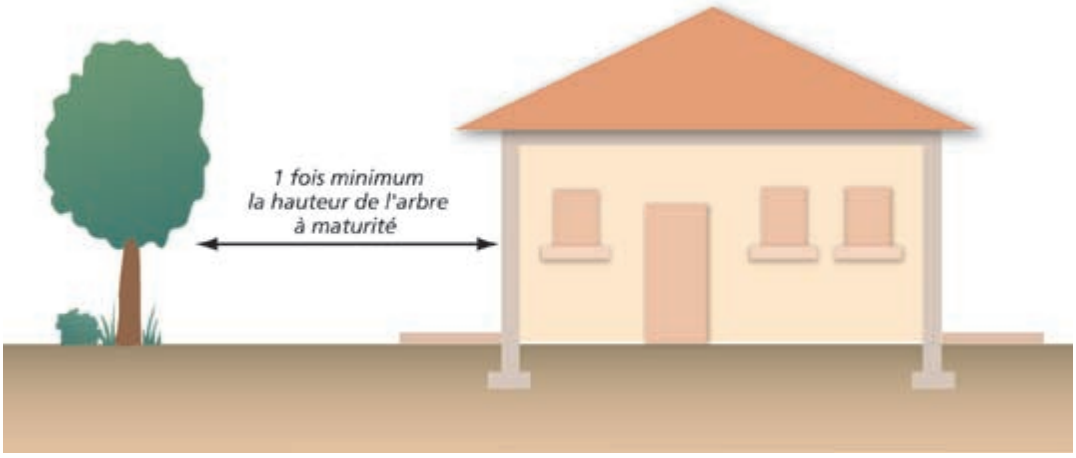
ÉLOIGNEMENT DE LA VÉGÉTATION DU BÂTI

Problème à résoudre : Empêcher le sol de fondation d'être soumis à d'importantes et brutales variations de teneur en eau. Les racines des végétaux soutirant l'eau du sol et induisant ainsi des mouvements préjudiciables au bâtiment, il convient d'extraire le bâti de la zone d'influence de la végétation présente à ses abords (arbres et arbustes).

Descriptif du dispositif : La technique consiste à abattre les arbres isolés situés à une distance inférieure à une fois leur hauteur à maturité par rapport à l'emprise de la construction (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). Un élagage régulier et sévère, permettant de minimiser la capacité d'évaporation des arbres et donc de réduire significativement leurs prélèvements en eau dans le sol, peut constituer une alternative à l'abattage. Attention, l'abattage des arbres est néanmoins également susceptible de générer un gonflement du fait d'une augmentation de la teneur en eau des sols qui va en résulter ; il est donc préférable de privilégier un élagage régulier de la végétation concernée.

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités situé à une distance d'arbres isolés inférieure à 1 fois leur hauteur à maturité (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). Bien que certaines essences aient un impact plus important que d'autres, il est difficile de limiter cette mesure à ces espèces, car ce serait faire abstraction de critères liés à la nature du sol. De plus, il faut se garder de sous-estimer l'influence de la végétation arbustive, qui devra également, en site sensible, être tenue éloignée du bâti.

Schéma de principe



Suite page suivante

Fiche n°4

ÉLOIGNEMENT DE LA VÉGÉTATION DU BÂTI



Précautions de mise en œuvre : L'abattage des arbres situés à faible distance de la construction ne constitue une mesure efficace que si leurs racines n'ont pas atteint le sol sous les fondations. Dans le cas contraire, un risque de soulèvement n'est pas à exclure.
Si aucune action d'éloignement de la végétation (ou l'absence d'un écran anti-racines – *[cf. Fiche n°5]*) n'est mise en œuvre ceci pourra être compensé par l'apport d'eau en quantité suffisante aux arbres concernés par arrosage. Mais cette action sera imparfaite, notamment par le fait qu'elle pourrait provoquer un ramollissement du sol d'assise du bâtiment.

⚠ **Mesure altérnative :** Mise en place d'un écran anti-racines pour les arbres isolés situés à moins de une fois leur hauteur à maturité par rapport à l'emprise de la construction (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). *[cf. fiche n°5]*

À destination des projets nouveaux : Si des arbres existent à proximité de l'emprise projetée du bâtiment, il convient de tenir compte de leur influence potentielle à l'occasion tout particulièrement d'une sécheresse ou de leur éventuelle disparition future, à savoir selon le cas :

- tenter autant que possible d'implanter le bâti à l'extérieur de leur « champ d'action » (on considère dans le cas général que le domaine d'influence est de une fois la hauteur de l'arbre à l'âge adulte pour des arbres isolés, une fois et demi cette hauteur dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes) ;
- tenter d'abattre les arbres gênants le plus en amont possible du début des travaux (de façon à permettre un rétablissement des conditions « naturelles » de teneur en eau du sous-sol) ;
- descendre les fondations au-dessous de la cote à laquelle les racines n'influent plus sur les variations de teneur en eau (de l'ordre de 4 m à 5 m maximum).

Si des plantations sont projetées, on cherchera à respecter une distance minimale équivalente à une fois la hauteur à maturité de l'arbre entre celui-ci et la construction. A défaut, on envisagera la mise en place d'un écran anti-racines.

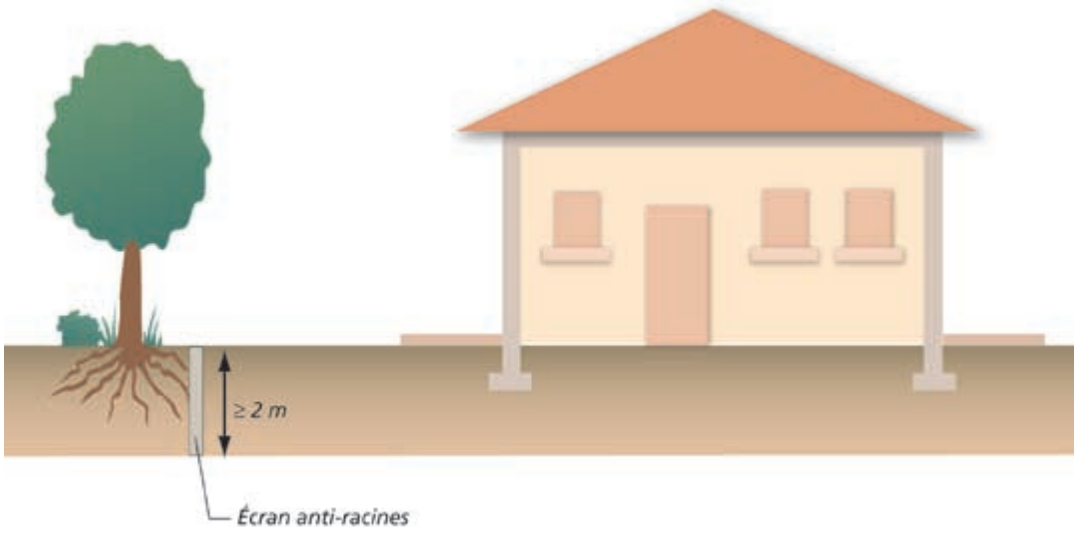
Fiche n°5 — CRÉATION D'UN ÉCRAN ANTI-RACINES

Problème à résoudre : Empêcher le sol de fondation d'être soumis à d'importantes et brutales variations de teneur en eau. Les racines des végétaux soutirant l'eau du sol et induisant ainsi des mouvements préjudiciables au bâtiment, il convient d'extraire le bâti de la zone d'influence de la végétation présente à ses abords.

Descriptif du dispositif : La technique consiste à mettre en place, le long des façades concernées, un écran s'opposant aux racines, d'une profondeur supérieure à celle du système racinaire des arbres présents (avec une profondeur minimale de 2 m). Ce dispositif est constitué en général d'un écran rigide (matériau traité au ciment), associé à une géomembrane (le long de laquelle des herbicides sont injectés), mis en place verticalement dans une tranchée.

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités situé à une distance d'arbres isolés inférieure à une fois leur hauteur à maturité.

Schéma de principe



Précautions de mise en œuvre : L'écran anti-racines doit pouvoir présenter des garanties de pérennité suffisantes, notamment vis-à-vis de l'étanchéité et de la résistance. Un soin particulier doit être porté sur les matériaux utilisés (caractéristiques de la géomembrane, etc). L'appel à un professionnel peut s'avérer nécessaire pour ce point, voire également pour la réalisation du dispositif.

⚠ **Mesure alternative :** Abattage des arbres isolés situés à une distance inférieure à une fois leur hauteur à maturité, par rapport à l'emprise de la construction (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). *[Voir fiche n°4]*

Fiche n°6

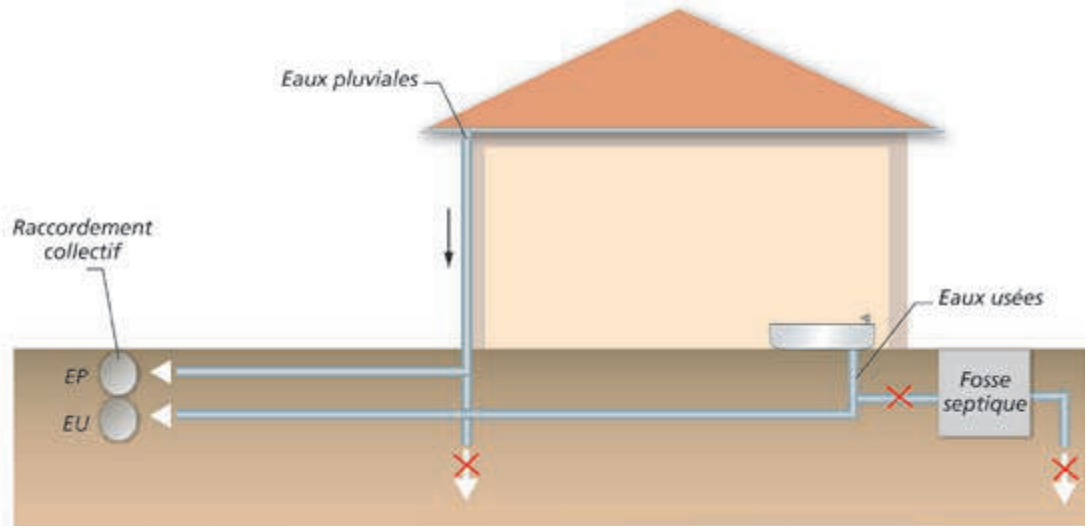
RACCORDEMENT DES RÉSEAUX D'EAUX AU RÉSEAU COLLECTIF

Problème à résoudre : De façon à éviter les variations localisées d'humidité, il convient de privilégier le rejet des eaux pluviales – EP - (ruissellement de toitures, terrasses, etc.) et des eaux usées – EU - dans les réseaux collectifs (lorsque ceux-ci existent). La ré-infiltration in situ des EP et des EU conduit à ré-injecter dans le premier cas des volumes d'eau potentiellement importants et de façon ponctuelle, dans le second cas des volumes limités mais de façon « chronique ».

Descriptif du dispositif : Il vise, lorsque l'assainissement s'effectue de façon autonome, à débrancher les filières existantes (puits perdu, fosse septique + champ d'épandage, etc.) et à diriger les flux à traiter jusqu'au réseau collectif (« tout à l'égout » ou réseau séparatif).

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités assaini de façon individuelle avec ré-infiltration in situ (les filières avec rejet au milieu hydraulique superficiel ne sont pas concernées), et situé à distance raisonnable (c'est-à-dire économiquement acceptable) du réseau collectif.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Le raccordement au réseau collectif doit être privilégié, sans préjudice des directives sanitaires en vigueur.
Le raccordement nécessite l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Le branchement à un réseau collectif d'assainissement implique pour le particulier d'être assujetti à une redevance d'assainissement comprenant une part variable (assise sur le volume d'eau potable consommé) et le cas échéant une partie fixe.

⚠ **Mesure alternative :** En l'absence de réseau collectif dans l'environnement proche du bâti et du nécessaire maintien de l'assainissement autonome, il convient de respecter une distance d'une quinzaine de mètres entre le bâtiment et le(s) point(s) de rejet (à examiner avec l'autorité responsable de l'assainissement).

Fiche n°7

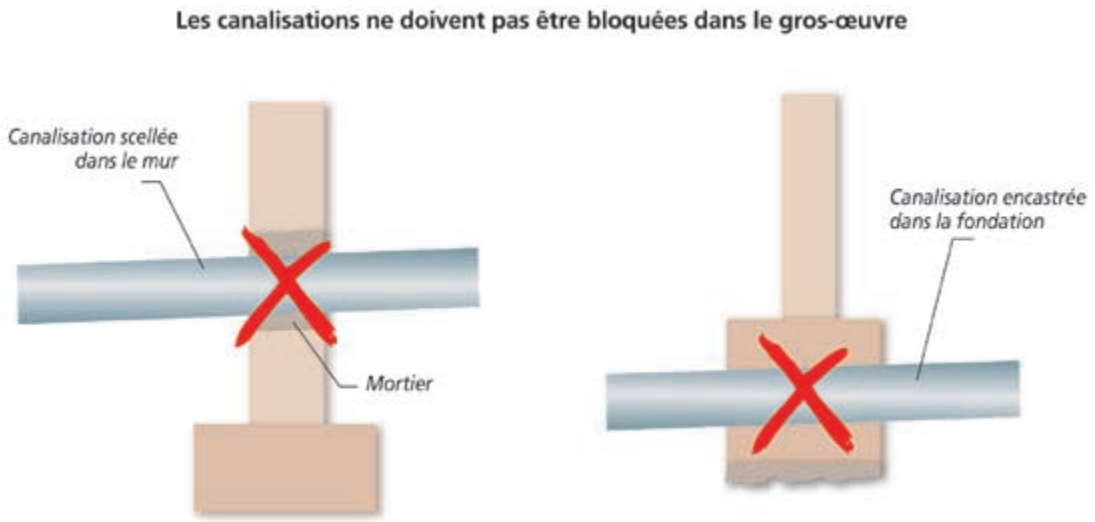
ÉTANCHÉIFICATION DES CANALISATIONS ENTERRÉES

Problème à résoudre : De façon à éviter les variations localisées d'humidité, il convient de s'assurer de l'absence de fuites au niveau des réseaux souterrains « humides ». Ces fuites peuvent résulter des mouvements différentiels du sous-sol occasionnés par le phénomène.

Descriptif du dispositif : Le principe consiste à étanchéifier l'ensemble des canalisations d'évacuation enterrées (eaux pluviales, eaux usées). Leur tracé et leur conception seront en outre étudiés de façon à minimiser le risque de rupture.

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités, assaini de façon individuelle ou collective.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Les canalisations seront réalisées avec des matériaux non fragiles (c'est-à-dire susceptibles de subir des déformations sans rupture). Elles seront aussi flexibles que possibles, de façon à supporter sans dommage les mouvements du sol.
L'étanchéité des différents réseaux sera assurée par la mise en place notamment de joints souples au niveau des raccordements.
De façon à ce que les mouvements subis par le bâti ne se « transmettent » pas aux réseaux, on s'assurera que les canalisations ne soient pas bloquées dans le gros œuvre, aux points d'entrée dans le bâti.
Les entrées et sorties des canalisations du bâtiment s'effectueront autant que possible perpendiculairement par rapport aux murs (tout du moins avec un angle aussi proche que possible de l'angle droit).

Mesures d'accompagnement : Autant que faire se peut, on évitera de faire longer le bâtiment par les canalisations de façon à limiter l'impact des fuites occasionnées, en cas de rupture, sur les structures proches.
Il est souhaitable de réaliser de façon régulière des essais d'étanchéité de l'ensemble des réseaux « humides ».

Fiche n°8

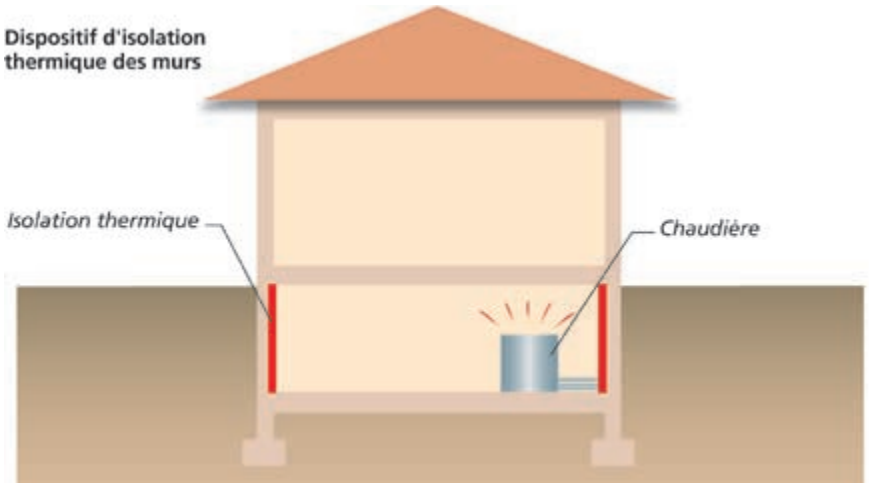
LIMITER LES CONSÉQUENCES D'UNE SOURCE DE CHALEUR EN SOUS-SOL

Problème à résoudre : La présence dans le sous-sol d'un bâtiment d'une source de chaleur importante, en particulier d'une chaudière, est susceptible de renforcer les variations localisées d'humidité dans la partie supérieure du terrain. Elles sont d'autant plus préjudiciables qu'elles s'effectuent au contact immédiat des structures.

Descriptif du dispositif : La mesure consiste à prévoir un dispositif spécifique d'isolation thermique des murs se trouvant à proximité de la source de chaleur (limitation des échanges thermiques).

Champ d'application : Concerne tous les murs de la pièce accueillant la source de chaleur, ainsi que toutes parties de la sous-structure du bâtiment au contact de canalisations « chaudes ».

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Dans l'Union Européenne, les produits d'isolation thermique pour la construction doivent posséder la marque CE depuis mars 2003 et respecter les normes EN 13162 à EN 13171 (selon leur nature). Il pourra s'agir de produits standards de type polystyrène ou laine minérale.

Remarque : La loi de finances pour 2005 a créé un crédit d'impôt dédié au développement durable et aux économies d'énergie. Destinée à renforcer le caractère incitatif du dispositif fiscal en faveur des équipements de l'habitation principale, cette mesure est désormais ciblée sur les équipements les plus performants au plan énergétique, ainsi que sur les équipements utilisant les énergies renouvelables. Le crédit d'impôt concerne les dépenses d'acquisition de certains équipements fournis par les entreprises ayant réalisé les travaux et faisant l'objet d'une facture, dans les conditions précisées à l'article 90 de la loi de finances pour 2005 et à l'article 83 de la loi de finances pour 2006 : **http://www.industrie.gouv.fr/energie/developp/econo/textes/credit-impot-2005.htm**

Cela concerne notamment **l'acquisition de matériaux d'isolation thermique des parois opaques** (planchers bas sur sous-sol, sur vide sanitaire ou sur passage ouvert, avec résistance thermique R ≥ 2,4 $M^2 °K/W$). Pour choisir un produit isolant, il est important de connaître sa résistance thermique «R» (aptitude d'un matériau à ralentir la propagation de l'énergie qui le traverse). Elle figure obligatoirement sur le produit. Plus «R» est important plus le produit est isolant.

Pour ces matériaux d'isolation thermique, le taux du crédit d'impôt est de **25 %**. Ce taux est porté à **40 %** à la double condition que ces équipements soient installés dans un logement achevé avant le 1/01/1977 et que leur installation soit réalisée au plus tard le 31 décembre de la 2e année qui suit celle de l'acquisition du logement.

Fiche n°9

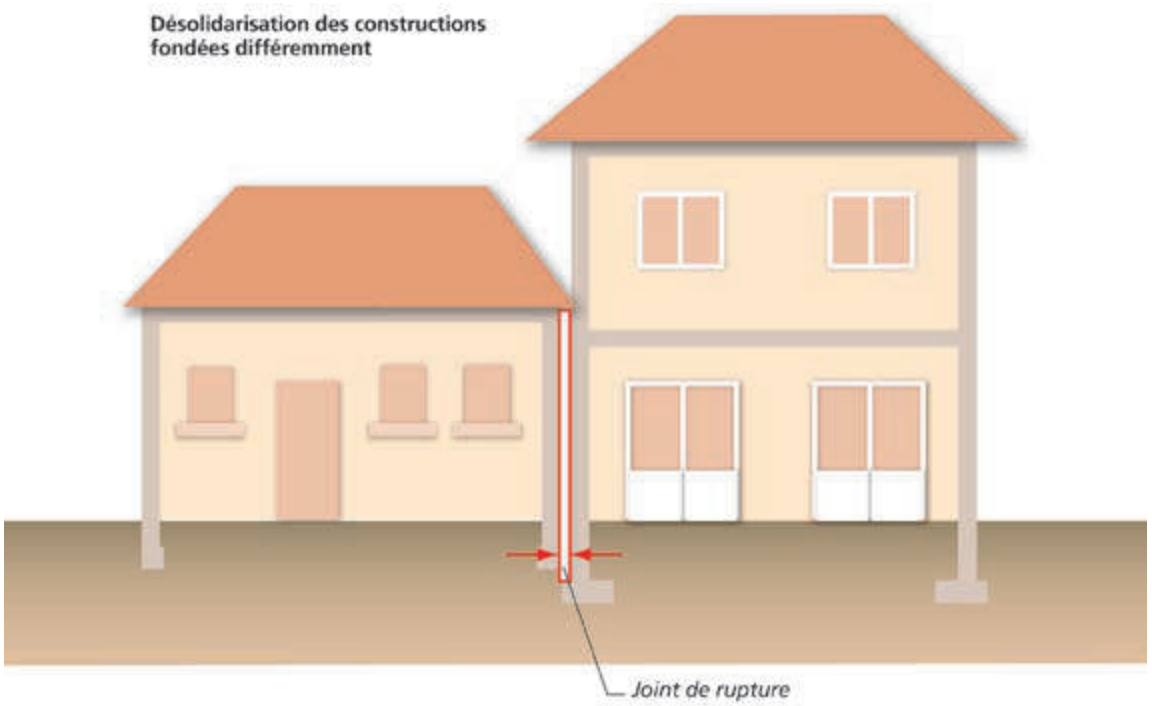
DÉSOLIDARISER LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE STRUCTURE

Problème à résoudre : Deux parties de bâtiments accolés et fondés différemment peuvent subir des mouvements d'ampleur variable. Il convient de ce fait de désolidariser ces structures, afin que les sollicitations du sous-sol ne se transmettent pas entre elles et ainsi à autoriser des mouvements différentiels.

Descriptif du dispositif : Il s'agit de désolidariser les parties de construction fondées différemment (ou exerçant des charges variables sur le sous-sol), par la mise en place d'un joint de rupture (élastomère) sur toute la hauteur du bâtiment (y compris les fondations).

Champ d'application : Concerne tous les bâtiments d'habitation ou d'activités présentant des éléments de structures fondés différemment (niveau d'assise, type de fondation) ou caractérisés par des descentes de charges différentes. Sont également concernées les extensions de bâtiments existants (pièce d'habitation, garage, etc.).

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Il est indispensable de prolonger le joint sur toute la hauteur du bâtiment.

À destination du bâti existant : La pose d'un joint de rupture sur un bâtiment existant constitue une mesure techniquement envisageable. Mais elle peut nécessiter des modifications importantes de la structure et s'avérer ainsi très délicate (les fondations étant également concernées par cette opération).
La mesure doit systématiquement être mise en œuvre dans le cadre des projets d'extension du bâti existant.

Fiche n°10

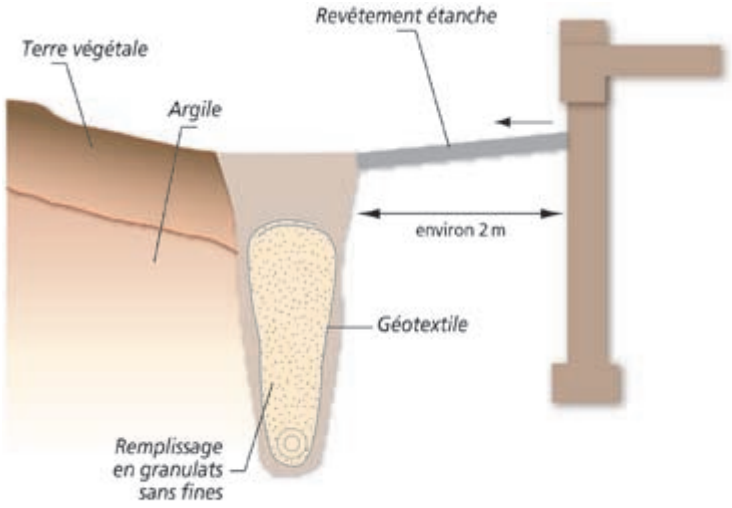
RÉALISATION D'UN DISPOSITIF DE DRAINAGE

Problème à résoudre : Les apports d'eau provenant des terrains environnants (eaux de ruissellement superficiel ou circulations souterraines), contribuent au phénomène en accroissant les variations localisées d'humidité. La collecte et l'évacuation de ces apports permettent de minimiser les mouvements différentiels du sous-sol.

Descriptif du dispositif : Le dispositif consiste en un réseau de drains (ou tranchées drainantes) ceinturant la construction ou, dans les terrains en pente, disposés en amont de celle-ci. Les volumes collectés sont dirigés aussi loin que possible de l'habitation.

Champ d'application : Concerne sans restriction tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Le réseau est constitué de tranchées remplies d'éléments grossiers (protégés du terrain par un géotextile), avec en fond de fouille une canalisation de collecte et d'évacuation (de type « drain routier ») répondant à une exigence de résistance à l'écrasement.
Idéalement, les tranchées descendent à une profondeur supérieure à celle des fondations de la construction, et sont disposées à une distance minimale de 2 m du bâtiment. Ces précautions sont nécessaires afin d'éviter tout impact du drainage sur les fondations.

Les règles de réalisation des drains sont données par le DTU 20.1.

⚠ En fonction des caractéristiques du terrain, la nécessité de descendre les drains au-delà du niveau de fondation de la construction peut se heurter à l'impossibilité d'évacuer gravitairement les eaux collectées. La mise en place d'une pompe de relevage peut permettre de lever cet obstacle.

Mesure d'accompagnement : Ce dispositif de drainage complète la mesure détaillée dans la fiche n°3 (mise en place d'une ceinture étanche en périphérie du bâtiment) de façon à soustraire les fondations de la construction aux eaux de ruissellement et aux circulations souterraines.

La nouvelle RÉGLEMENTATION PARASISMIQUE applicable aux bâtiments

dont le permis de construire est déposé à partir du 1er mai 2011

Janvier 2011



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergies et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

Présent pour l'avenir

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logemenent

www.developpement-durable.gouv.fr

La nouvelle réglementation

Le séisme de la Guadeloupe du 21 novembre 2004 et le séisme d'Epagny-Annecy du 15 juillet 1996 viennent nous rappeler que la France est soumise à un risque sismique bien réel. Les Antilles sont exposées à un aléa fort et ont connu par le passé de violents séismes. De même, bien que considérée comme un territoire à sismicité modérée, la France métropolitaine n'est pas à l'abri de tremblements de terre ravageurs comme celui de Lambesc de juin 1909 (46 victimes).

L'endommagement des bâtiments et leur effondrement sont la cause principale des décès et de l'interruption des activités. Réduire le risque passe donc par une réglementation sismique adaptée sur les bâtiments neufs comme sur les bâtiments existants. L'arrivée de l'Eurocode 8, règles de construction parasismique harmonisées à l'échelle européenne, conduit à la mise à jour de la réglementation nationale sur les bâtiments.

Principe de la réglementation

La réglementation présentée concerne les bâtiments à risque normal, pour lesquels les conséquences d'un séisme sont limitées à la structure même du bâtiment et à ses occupants.

Zonage sismique. Le zonage sismique du territoire permet de s'accorder avec les principes de dimensionnement de l'Eurocode 8. Sa définition a également bénéficié des avancées scientifiques des vingt dernières années dans la connaissance du phénomène sismique.


norme européenne
norme française

Réglementation sur les bâtiments neufs. L'Eurocode 8 s'impose comme la règle de construction parasismique de référence pour les bâtiments. La réglementation conserve la possibilité de recourir à des règles forfaitaires dans le cas de certaines structures simples.

Réglementation sur les bâtiments existants. La réglementation n'impose pas de travaux sur les bâtiments existants. Si des travaux conséquents sont envisagés, un dimensionnement est nécessaire avec une minoration de l'action sismique à 60% de celle du neuf. Dans le même temps, les maîtres d'ouvrage volontaires sont incités à réduire la vulnérabilité de leurs bâtiments en choisissant le niveau de confortement qu'ils souhaitent atteindre.

Organisation réglementaire

CODES

L563-1 Code de l'Environnement
L112-18 Code de la Construction et de l'Habitat

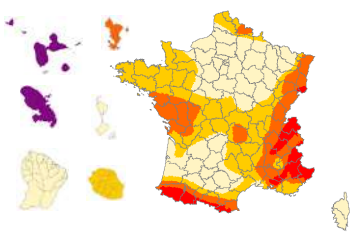
DÉCRETS ET ARRÊTÉ

Décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010
Prévention du risque sismique

Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010
Délimitation des zones de sismicité du territoire français

Ouvrages à risque normal — *Ouvrages à risque spécial*

Bâtiments — *Ponts et équipements*



Arrêté du 22 octobre 2010
Classification et règles de construction parasismique

RÈGLES DE CONSTRUCTION

Règles générales
pour tous bâtiments

- **Règles Eurocode 8**
  NF EN 1998-1, NF EN 1998-3 et NF EN 1998-5 et annexes nationales associées, septembre 2005
- **Règles PS 92** à titre transitoire jusqu'au 31 octobre 2012
  NF P 06-013, décembre 1995

Règles simplifiées
pour certaines maisons individuelles

- **Règles PS-MI**
  NF P 06-014, mars 1995
- **Guide CP-MI Antilles**
  Recommandations AFPS, édition 2004

Construire parasismique

Implantation

Étude géotechnique



Effectuer une étude de sol pour connaître les caractéristiques du terrain.

Caractériser les éventuelles amplifications du mouvement sismique.

Extrait de carte géologique

Se protéger des risques d'éboulements et de glissements de terrain

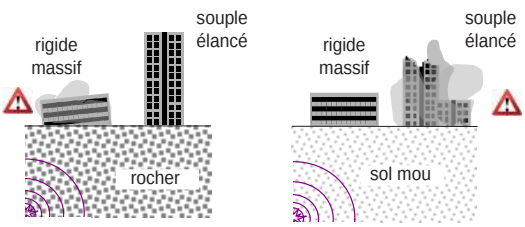
S'éloigner des bords de falaise, pieds de crête, pentes instables.

Le cas échéant, consulter le plan de prévention des risques (PPR) sismiques de la commune.



Glissement de terrain

Tenir compte de la nature du sol



Privilégier des configurations de bâtiments adaptées à la nature du sol.

Prendre en compte le risque de la liquéfaction du sol (perte de capacité portante).

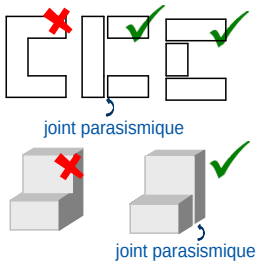
Conception

Préférer les formes simples

Privilégier la compacité du bâtiment.

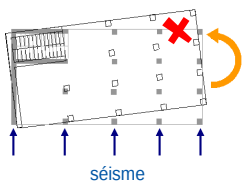
Limiter les décrochements en plan et en élévation.

Fractionner le bâtiment en blocs homogènes par des joints parasismiques continus.



Limiter les effets de torsion

Distribuer les masses et les raideurs (murs, poteaux, voiles...) de façon équilibrée.

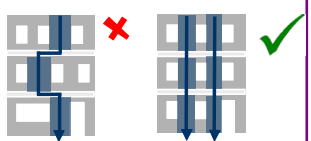


Assurer la reprise des efforts sismiques

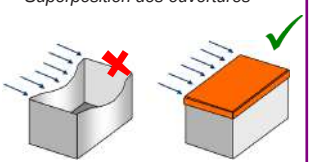
Assurer le contreventement horizontal et vertical de la structure.

Superposer les éléments de contreventement.

Créer des diaphragmes rigides à tous les niveaux.

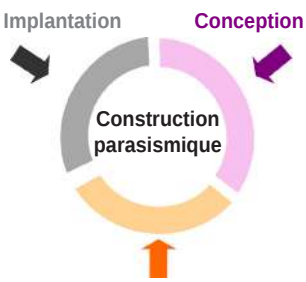


Superposition des ouvertures



Limitation des déformations : effet «boîte»

Appliquer les règles de construction



Éxécution

Soigner la mise en oeuvre

Respecter les dispositions constructives.

Disposer d'une main d'oeuvre qualifiée.

Assurer un suivi rigoureux du chantier.

Soigner particulièrement les éléments de connexion : assemblages, longueurs de recouvrement d'armatures...



Noeud de chaînage - Continuité mécanique



Mise en place d'un chaînage au niveau du rampant d'un bâtiment

Utiliser des matériaux de qualité



béton



maçonnerie

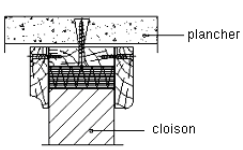


métal



bois

Fixer les éléments non structuraux



Liaison cloison-plancher (extrait des règles PS-MI)

Fixer les cloisons, les plafonds suspendus, les luminaires, les équipements techniques lourds.

Assurer une liaison efficace des cheminées, des éléments de bardage...

Comment caractériser les séismes ?

Le phénomène sismique

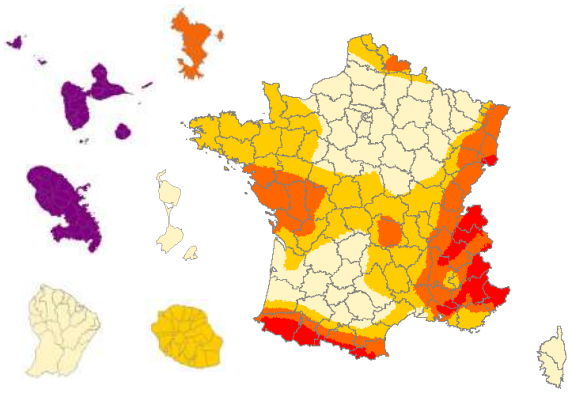
Les ondes sismiques se propagent à travers le sol à partir d'une source sismique et peuvent être localement amplifiées par les dernières couches de sol et la topographie du terrain. Un séisme possède ainsi de multiples caractéristiques : durée de la secousse, contenu fréquentiel, déplacement du sol... La réglementation retient certains paramètres simples pour le dimensionnement des bâtiments.

Zonage réglementaire

Le paramètre retenu pour décrire l'aléa sismique au niveau national est une accélération a_{gr}, accélération du sol «au rocher» (le sol rocheux est pris comme référence).

Le zonage réglementaire définit cinq zones de sismicité croissante basées sur un découpage communal. La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national. La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (bassin aquitain, bassin parisien...) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

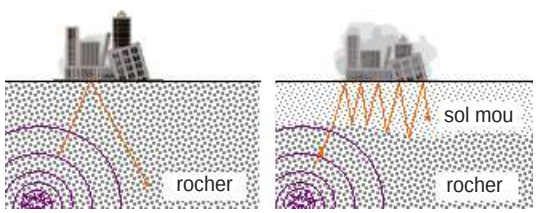
Zone de sismicité	Niveau d'aléa	a_{gr}(m/s²)
Zone 1	Très faible	0,4
Zone 2	Faible	0,7
Zone 3	Modéré	1,1
Zone 4	Moyen	1,6
Zone 5	Fort	3



Influence du sol

La nature locale du sol (dizaines de mètres les plus proches de la surface) influence fortement la sollicitation ressentie au niveau des bâtiments. L'Eurocode 8 distingue cinq catégories principales de sols (de la classe A pour un sol de type rocheux à la classe E pour un sol mou) pour lesquelles est défini un coefficient de sol S. Le paramètre S permet de traduire l'amplification de la sollicitation sismique exercée par certains sols.

Classes de sol	S (zones 1 à 4)	S (zone 5)
A	1	1
B	1,35	1,2
C	1,5	1,15
D	1,6	1,35
E	1,8	1,4



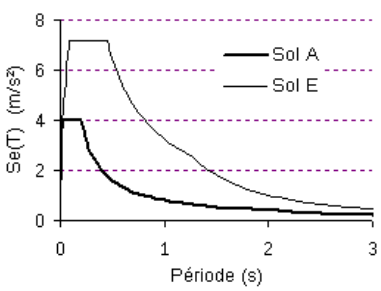
Amplification du signal sismique suivant la nature du sol

POUR LE CALCUL ...

Pour le dimensionnement des bâtiments

Dans la plupart des cas, les ingénieurs structures utilisent des spectres de réponse pour caractériser la réponse du bâtiment aux séismes. L'article 4 de l'arrêté du 22 octobre 2010 définit les paramètres permettant de décrire la forme de ces spectres.

Exemple : spectre horizontal, zone de sismicité 4, catégorie d'importance II



Comment tenir compte des enjeux ?

Pourquoi une classification des bâtiments ?

Parmi les bâtiments à risque normal, le niveau de protection parasismique est modulé en fonction de l'enjeu associé. Une classification des bâtiments en catégories d'importance est donc établie en fonction de paramètres comme l'activité hébergée ou le nombre de personnes pouvant être accueillies dans les locaux.

Les conditions d'application de la réglementation dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment, tant pour les bâtiments neufs que pour les bâtiments existants. Les paramètres utilisés pour le calcul et le dimensionnement du bâtiment sont également modulés en fonction de sa catégorie d'importance.

Catégories de bâtiments

Les bâtiments à risque normal sont classés en quatre catégories d'importance croissante, de la catégorie I à faible enjeu à la catégorie IV qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

Catégorie d'importance		Description
I		■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.
II		■ Habitations individuelles. ■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5. ■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m. ■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, h ≤ 28 m, max. 300 pers. ■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes. ■ Parcs de stationnement ouverts au public.
III		■ ERP de catégories 1, 2 et 3. ■ Habitations collectives et bureaux, h > 28 m. ■ Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes. ■ Établissements sanitaires et sociaux. ■ Centres de production collective d'énergie. ■ Établissements scolaires.
IV		■ Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. ■ Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. ■ Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne. ■ Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise. ■ Centres météorologiques.

Pour les structures neuves abritant des fonctions relevant de catégories d'importance différentes, la catégorie de bâtiment la plus contraignante est retenue.

Pour l'application de la réglementation sur les bâtiments existants, la catégorie de la structure à prendre en compte est celle résultant du classement après travaux ou changement de destination du bâtiment.

POUR LE CALCUL ...

Le coefficient d'importance γ_I

A chaque catégorie d'importance est associé un coefficient d'importance γ_I qui vient moduler l'action sismique de référence conformément à l'Eurocode 8.

Catégorie d'importance	Coefficient d'importance γ_I
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4

Quelles règles pour le bâti neuf ?

Le dimensionnement des bâtiments neufs doit tenir compte de l'effet des actions sismiques pour les structures de catégories d'importance III et IV en zone de sismicité 2 et pour les structures de catégories II, III et IV pour les zones de sismicité plus élevée.

Application de l'Eurocode 8

La conception des structures selon l'Eurocode 8 repose sur des principes conformes aux codes parasismiques internationaux les plus récents. La sécurité des personnes est l'objectif du dimensionnement parasismique mais également la limitation des dommages causés par un séisme.

De plus, certains bâtiments essentiels pour la gestion de crise doivent rester opérationnels.

POUR LE CALCUL ...

Décomposition de l'Eurocode 8

La **partie 1** expose les principes généraux du calcul parasismique et les règles applicables aux différentes typologies de bâtiments.

La **partie 5** vient compléter le dimensionnement en traitant des fondations de la structure, des aspects géotechniques et des murs de soutènement.

Règles forfaitaires simplifiées

Le maître d'ouvrage a la possibilité de recourir à des règles simplifiées (qui dispensent de l'application de l'Eurocode 8) pour la construction de bâtiments simples ne nécessitant pas de calculs de structures approfondis. Le niveau d'exigence de comportement face à la sollicitation sismique est atteint par l'application de dispositions forfaitaires tant en phase de conception que d'exécution du bâtiment.

- Les règles PS-MI «Construction parasismique des maisons individuelles et bâtiments assimilés» sont applicables aux bâtiments neufs de catégorie II répondant à un certain nombre de critères, notamment géométriques, dans les zones de sismicité 3 et 4.

- Dans la zone de sismicité forte, le guide AFPS «Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles» CP-MI permet de construire des bâtiments simples de catégorie II, sous certaines conditions stipulées dans le guide.

Exigences sur le bâti neuf

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.

	I	II		III	IV
					
Zone 1	aucune exigence				
Zone 2				**Eurocode 8** [3] a_{gr}=0,7 m/s²	
Zone 3		**PS-MI**[1]	**Eurocode 8** [3] a_{gr}=1,1 m/s²	**Eurocode 8** [3] a_{gr}=1,1 m/s²	
Zone 4		**PS-MI**[1]	**Eurocode 8** [3] a_{gr}=1,6 m/s²	**Eurocode 8** [3] a_{gr}=1,6 m/s²	
Zone 5		**CP-MI**[2]	**Eurocode 8** [3] a_{gr}=3 m/s²	**Eurocode 8** [3] a_{gr}=3 m/s²	

[1] Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI sous réserve du respect des conditions de la norme PS-MI
[2] Application **possible** du guide CP-MI sous réserve du respect des conditions du guide
[3] Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

Cas particulier : les établissements scolaires simples en zone 2

Les établissements scolaires sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celles-ci, notamment en termes de géométrie du bâtiment et de consistance de sol.

Quelles règles pour le bâti existant ?

Gradation des exigences

TRAVAUX

Principe de base	Je souhaite **améliorer le comportement** de mon bâtiment	Je réalise des **travaux lourds** sur mon bâtiment	Je crée une **extension** avec joint de fractionnement
L'objectif minimal de la réglementation sur le bâti existant est la non-aggravation de la vulnérabilité du bâtiment.	L'Eurocode 8-3 permet au maître d'ouvrage de moduler l'objectif de confortement qu'il souhaite atteindre sur son bâtiment.	Sous certaines conditions de travaux, la structure modifiée est dimensionnée avec les mêmes règles de construction que le bâti neuf, mais en modulant l'action sismique de référence.	L'extension désolidarisée par un joint de fractionnement doit être dimensionnée comme un bâtiment neuf.

Travaux sur la structure du bâtiment

Les règles parasismiques applicables à l'ensemble du bâtiment modifié dépendent de la zone sismique, de la catégorie du bâtiment, ainsi que du niveau de modification envisagé sur la structure.

	Cat.	Travaux	Règles de construction
Zone 2	IV	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	**Eurocode 8-1**[3] a_{gr}=0,42 m/s²
Zone 3	II	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau Conditions PS-MI respectées	**PS-MI**[1] Zone 2
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	**Eurocode 8-1**[3] a_{gr}=0,66 m/s²
	III IV	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	**Eurocode 8-1**[3] a_{gr}=0,66 m/s²
Zone 4	II	> 30% de SHON créée Conditions PS-MI respectées	**PS-MI**[1] Zone 3
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	**Eurocode 8-1**[3] a_{gr}=0,96 m/s²
	III IV	> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	**Eurocode 8-1**[3] a_{gr}=0,96 m/s²
Zone 5	II	> 30% de SHON créée Conditions CP-MI respectées	**CP-MI**[2]
		> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés	**Eurocode 8-1**[3] a_{gr}=1,8 m/s²
	III IV	> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	**Eurocode 8-1**[3] a_{gr}=1,8 m/s²

[1] Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI
[2] Application **possible** du guide CP-MI
[3] Application **obligatoire** des règles Eurocode 8, partie 1

La zone sismique à prendre en compte est celle immédiatement inférieure au zonage réglementaire (modulation de l'aléa).

Agir sur les éléments non structuraux

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

Cadre d'application

Entrée en vigueur et période transitoire

Les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 entrent en vigueur le 1er mai 2011.

Pour tout permis de constuire déposé avant le 31 octobre 2012, les règles parasismiques PS92 restent applicables pour les bâtiments de catégorie d'importance II, III ou IV ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire, d'une déclaration préalable ou d'une autorisation de début de travaux.

Cependant, les valeurs d'accélération à prendre en compte sont modifiées.

POUR LE CALCUL ...

Valeurs d'accélération modifiées (m/s²) pour l'application des PS92 (à partir du 1er mai 2011)

	II	III	IV
Zone 2	1,1	1,6	2,1
Zone 3	1,6	2,1	2,6
Zone 4	2,4	2,9	3,4
Zone 5	4	4,5	5

Plan de prévention des risques (PPR) sismiques

Les plans de prévention des risques sismiques constituent un outil supplémentaire pour réduire le risque sismique sur le territoire.

Ils viennent compléter la réglementation nationale en affinant à l'échelle d'un territoire la connaissance sur l'aléa (microzonage), la vulnérabilité du bâti existant (prescriptions de diagnostics ou de travaux) et les enjeux.

Attestation de prise en compte des règles parasismiques

Lors de la demande du permis de construire pour les bâtiments où la mission PS est obligatoire, une attestation établie par le contrôleur technique doit être fournie. Elle spécifie que le contrôleur a bien fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte des règles parasismiques au niveau de la conception du bâtiment.

A l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle attestation stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques.

Contrôle technique

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître d'ouvrage pour contribuer à la prévention des aléas techniques (notamment solidité et sécurité). Le contrôle technique est rendu obligatoire pour les bâtiments présentant un enjeu important vis-à-vis du risque sismique (article R111-38 du code de la construction et de l'habitation). Dans ces cas, la mission parasismique (PS) doit accompagner les missions de base solidité (L) et sécurité (S).

POUR EN SAVOIR PLUS

Les organismes que vous pouvez contacter :

- Le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) www.developpement-durable.gouv.fr
- La direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)
- La direction générale de la prévention des risques (DGPR)
- Les services déconcentrés du ministère :
  - Les Directions départementales des territoires (et de la mer) - DDT ou DDTM
  - Les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL
  - Les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DEAL
  - Les Centres d'études techniques de l'équipement - CETE

Des références sur le risque sismique :

- Le site du Plan Séisme, programme national de prévention du risque sismique www.planseisme.fr
- Le portail de la prévention des risques majeurs www.prim.net

Janvier 2011

Présent pour l'avenir

Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature
Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
Sous-direction de la qualité et du développement durable dans la construction

Arche sud 92055 La Défense cedex

Tél. +33 (0)1 40 81 21 22

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

AZI Commune de GUILLIERS

PHEC_crue_1995_56

Cours d'eau non couvert par un AZI

N_COMMUNE_BDT_056

Trinité-Porhoët

Ménéac

Brignac

le Léverin

22
CÔTES-D'ARMOR

Évriguet

Le Camet

Saint-Brieuc-de-Mauron

le Camet

Mohon

Le Léverin

Mauron

Guilliers

Ninian

Les Forges

Saint-Malo-des-Trois-Fontaines

le Ninian

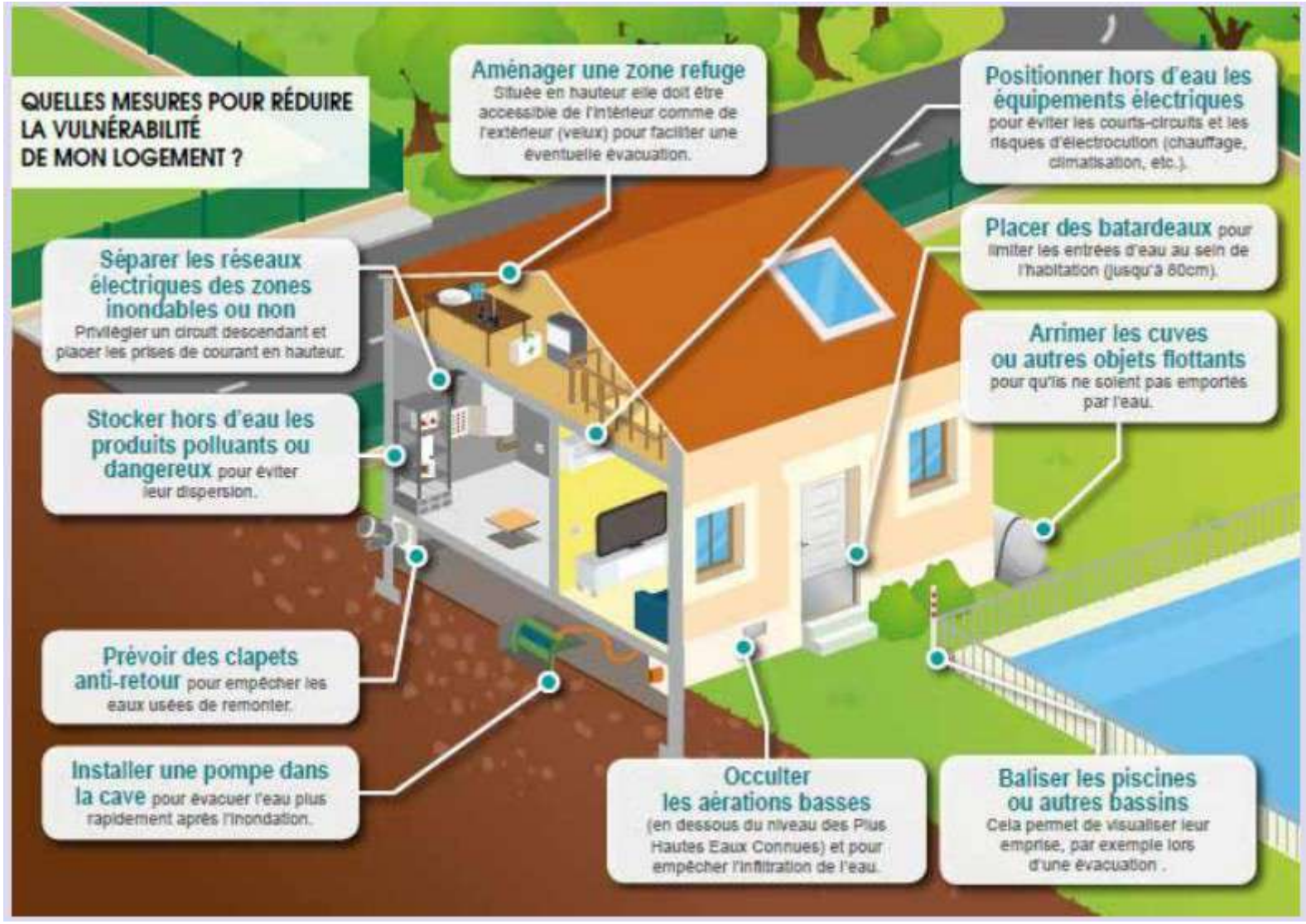
La Grée-Saint-Laurent

Loyat

Néant-sur-Yvel

AZI (Atlas Zones Inondables)

Données :© BDCARTO


QUELLES MESURES POUR RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ DE MON LOGEMENT ?
Aménager une zone refuge
Située en hauteur elle doit être accessible de l'intérieur comme de l'extérieur (velux) pour faciliter une éventuelle évacuation.
Positionner hors d'eau les équipements électriques
pour éviter les courts-circuits et les risques d'électrocution (chauffage, climatisation, etc.).
Placer des batardeaux pour limiter les entrées d'eau au sein de l'habitation (jusqu'à 80cm).
Séparer les réseaux électriques des zones inondables ou non
Privilégier un circuit descendant et placer les prises de courant en hauteur.
Arrimer les cuves ou autres objets flottants
pour qu'ils ne soient pas emportés par l'eau.
Stocker hors d'eau les produits polluants ou dangereux pour éviter leur dispersion.
Prévoir des clapets anti-retour pour empêcher les eaux usées de remonter.
Installer une pompe dans la cave pour évacuer l'eau plus rapidement après l'inondation.
Occulter les aérations basses
(en dessous du niveau des Plus Hautes Eaux Connues) et pour empêcher l'infiltration de l'eau.
Baliser les piscines ou autres bassins
Cela permet de visualiser leur emprise, par exemple lors d'une évacuation .

Gestion des projets en zone inondable hors plan de prévention des risques inondation (PPRi)

Guide d'application du droit des sols (ADS) en zone inondable, au regard des articles R111-2 et R111-5 du Code de l'Urbanisme.

L'objectif du présent document est de guider les acteurs de territoires soumis au risque « inondation » afin de diffuser la connaissance du risque, et de le prendre en compte dans les projets de territoire et dans l'instruction des actes d'urbanisme.

1. Champ d'application et objectifs

1.1. Territoires concernés

Les présents principes s'appliquent dans les zones inondables non réglementées par un PPRi, notamment les atlas des zones inondables.

1.2. Objectifs et principes applicables aux zones inondables

Pour limiter la vulnérabilité des biens et des personnes dans les zones inondables, **la circulaire du 24 janvier 1994** confortée par les dispositions de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages, a déterminé plusieurs mesures de gestion des zones inondables.

Les objectifs fixés sont les suivants :

- Interdire les constructions dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables,
- Préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques dans les zones situées en amont et en aval,
- Sauvegarder l'équilibre des milieux dépendants des petites crues et la qualité des paysages, souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des secteurs concernés.

Le SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015 a également défini des objectifs, à travers quatre grands axes :

1. Améliorer la conscience et la culture du risque des populations exposées ;
2. Arrêter l'extension de l'urbanisation et des infrastructures qui y sont liées dans les zones inondables ;
3. Améliorer la protection des personnes et des biens dans les zones inondables ;
4. Réduire les dommages aux personnes, aux activités et aux biens.

Les principes qui en découlent sont principalement :

- d'interdire toute construction nouvelle et saisir les opportunités pour diminuer le nombre des constructions exposées dans les zones soumises aux aléas les plus forts et réduire la vulnérabilité des constructions qui pourraient être autorisées dans les zones où les aléas sont moins importants ;
- de contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues où la crue peut stocker un volume important d'eau. Il convient donc de veiller fermement à ce que les constructions qui pourront éventuellement être autorisées soient compatibles avec les impératifs de la protection des personnes, de l'écoulement des eaux ;
- d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés.

Le projet de SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, validé par le comité de bassin, prévoit un plan de gestion du risque inondation (PGRI) dont les principes concernant l'urbanisation sont traduits en plusieurs objectifs déclinés en différentes dispositions.

Objectif n°1 : **Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues (et des submersions marines)**

Disposition 1-1 : Préservation des zones inondables non urbanisées

« Les SCoT, ou en leur absence les PLU*, dont les projets sont arrêtés après le 31 décembre 2016, et les PPR approuvés après l'approbation du PGRI,* ***préservent les zones inondables, qui ne sont pas urbanisées, de toute urbanisation nouvelle. »***

Disposition 1-2 : Préservation de zones d'expansion des crues et des submersions marines

*« Hormis pour la protection de zones déjà fortement urbanisées, la réduction de vulnérabilité d'installations, équipements existants, ou la réalisation de nouveaux équipements, installations, infrastructures qui ne pourraient être implantés ailleurs****, les SCoT, ou en leur absence les PLU****, dont les projets sont* ***arrêtés après le 31 décembre 2016****, et les PPR approuvés après l'approbation du PGRI****, interdisent la réalisation de nouvelle digue, nouveau remblai, dans les zones inondable. »***

Objectif n°2 : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque

Disposition 2-1 : Zones potentiellement dangereuses

« Les SCoT, ou en leur absence les PLU, dont les *projets* ***sont arrêtés après le 31 décembre 2016***, et les PPR approuvés après l'approbation du **PGRI interdisent l'accueil de nouvelles constructions, installations ou nouveaux équipements dans les zones inondables où la sécurité des personnes ne pourrait être assurée. »**

Disposition 2-2 : Indicateurs sur la prise en compte du risque d'inondation

« Les SCoT, ou en leur absence les PLU, dont les projets sont arrêtés après le 31 décembre 2016, présentent des indicateurs témoignant de la prise en compte du risque d'inondation dans le développement projeté du territoire (ex : population en ZI actuellement, population en ZI attendue à l'horizon du projet porte par le document de planification) ».

Disposition 2-3 : Information relative aux mesures de gestion du risque d'inondation

« Les SCoT, ou en leur absence les PLU, mis en oeuvre sur un territoire à risque d'inondation important (TRI) et dont les projets sont arrêtés après le 31 décembre 2016, expliquent les mesures prises pour réduire la vulnérabilité du territoire et celles prises en matière de gestion de crise et d'aménagement du territoire pour assurer la sécurité de la population et le retour à la normale après une inondation ».

Disposition 2-4 : Prise en compte du risque de défaillance des digues

« Les PPR approuvés après l'approbation du PGRI, ***les SCoT, ou en leur absence les PLU,*** *dont les projets sont* ***arrêtés après le 31 décembre 2016, prennent en compte le risque de défaillance des digues,*** *ainsi que les zones de dissipation de l'énergie qui accompagnent la rupture des ouvrages, identifiées a partir de leurs études de dangers. À défaut d'information sur la zone de dissipation d'énergie,* ***il est instauré à l'aplomb des digues, sur une largeur de 100 mètres par mètre de hauteur de digue pouvant être mise en charge, une zone où toute nouvelle construction à usage de logement ou d'activités économiques est interdite ».***

Objectif n°3 : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable

Disposition 3-7 : Délocalisation hors zone inondable des enjeux générant un risque important

« Lors de l'élaboration de leur document d'urbanisme, il est recommandé aux porteurs de SCoT, et en leur absence aux porteurs de PLU, d'étudier la possibilité de repositionner hors de la zone

inondable les enjeux générant des risques importants (centre de secours, mairie, établissement de santé, établissement d'enseignement…). ».

Des outils permettent aux acteurs du territoire d'appliquer ces principes.

1.3. Les outils de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable

Les risques d'« inondation »sont identifiés, cartographiés et font l'objet d'une réglementation dans les plans de prévention des risques inondation (PPRi) et dans les documents d'urbanisme, en particulier dans les plans locaux d'urbanisme (PLU) qui doivent les prendre en compte dans l'aménagement de territoire. Les autorisations d'urbanisme sont donc normalement délivrées au regard des dispositions de ces documents.

Mais, lorsque ces derniers n'existent pas, lorsqu'ils sont anciens ou que de nouveaux éléments de connaissance sont disponibles, il est nécessaire de recourir à l'article R111-2 du code de l'urbanisme pour réglementer l'usage des sols en fonction du niveau de risque auquel serait exposée la population, éventuellement complété de l'article R111-5.

Article R111-2 du code de l'Urbanisme : «Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s' il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.»

Article R111-5 : «Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Il peut également être refusé ou n' être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic ».

Les modalités d'application du R.111-2 du Code de l'Urbanisme sont les suivantes :

En cas d'existence avérée d'un risque, l'autorité compétente en matière d'urbanisme, ou le préfet dans le cadre du contrôle de légalité, doit recourir à l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme soit pour refuser le projet, soit pour assortir l'autorisation de prescriptions spéciales. Les constructions, même temporaires, résidences démontables, campings... sont concernées.

Le choix entre « interdiction » et « autorisation avec prescriptions » dépend de l'appréciation qui est faite de l'intensité du risque, mais peut aussi dépendre des caractéristiques du projet lui-même. Un projet peut être refusé si la construction projetée ne peut être réalisée qu'avec des prescriptions qui accentueraient le risque d'inondation des propriétés en aval.

L'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme doit être utilisé en priorité pour ne pas exposer la vie humaine à un risque, et utilisé systématiquement dans les zones où il apparaît, sur la base des éléments disponibles, que la sécurité des personnes y serait compromise en cas de survenue d'une inondation.

Quelles que soient les modalités d'application retenues, l**e recours aux dispositions de l'article R.111-2 doit systématiquement être motivé** par des arguments relatifs à l'exposition au risque des personnes et des biens disponibles à la date de la décision. Les conditions de son application doivent nécessairement être proportionnées à l'intensité du risque.

L'objectif du présent document est donc de préciser, selon les projets, les conditions d'application de ces deux articles de manière à répondre aux principes cités précédemment et de guider les services instructeurs dans l'instruction des actes d'urbanisme (cf paragraphe 3).

Les atlas des zones inondables constituent également un élément important de connaissance du risque « inondation ».

2. Connaissance du risque d'inondation

2.1. Les atlas : sources d'information hors PPRI

Les atlas des zones inondables (AZI) sont des documents de connaissance du risque inondation. Ils permettent d'informer le citoyen sur les risques encourus, conformément à l'article L125-2 du code de l'environnement. Ils sont utiles à l'élaboration du document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et du plan communal de sauvegarde (PCS), ainsi qu'à la pose de repères de crues.

Dans le Morbihan, les atlas de zones inondables sont de deux natures :

- **l'atlas des zones inondées en 1995 ou 2001 ou atlas des plus hautes eaux connues** (PHEC) réalisé par l'IGN sur les principaux bassins versants (Oust, Vilaine, Scorff, Blavet). Ce travail a été initié suite aux crues de 1995 et de 2001. Les zones inondées ont été déterminées à partir des photographies aériennes des crues, de documents d'archives sur les crues antérieures et d'enquêtes de terrain,

- **l'atlas des zones inondables** déterminées par une approche hydrogéomorphologique permettant de définir les contours du lit majeur du cours d'eau. Ils ont été réalisé pour le compte de la DREAL (ex-DIREN) par le CEREMA (ex-CETE) de St Brieuc.

L'ensemble de la cartographie des zones inondables est :

- consultable et téléchargeable sur le site internet cartorisques : http://cartorisque.prim.net ou sur le site « géorisques » : http://georisques.net
  ou encore sur le site des services de l'Etat dans le Morbihan :
  http://www.morbihan.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Prevention-des-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels

- consultable en mairie et à la DDTM 56, service SPACES, unité Prévention Risques et Nuisances, 8 rue du commerce 56000 Vannes.

2.2. Couverture des cours d'eau du Morbihan

carte de synthèse – information inondation et communes concernées

2.3. Caractéristiques de l'information

— échelle : échelle 1/25000 → échelle plus grande que le cadastre,
— **cote : absence de cotes → une évaluation de la cote des plus hautes eaux connues est donc nécessaire à partir de repères de crues locaux.**

3. Principes de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable – hors PPRi

Les tableaux qui suivent indiquent les **principes à applicables,** pour chaque type de projet ou de travaux en zones inondables, hors secteur couvert par un PPR (où le règlement du PPR s'impose en tant que servitude).
Pour les débordements de cours d'eau, les zones inondables sont définies par les **plus hautes eaux connues (PHEC)** et ce niveau sert de référence en l'absence de modélisation hydraulique. Cette cote n'a pas été déterminée dans l'atlas des zones inondables, sinon à travers les fiches de repères de rues qui peuvent les accompagner. Pour établir la cote de niveau de plancher hors d'eau, il est demandé au pétitionnaire de la rechercher (témoignage, repères de crues proches, etc...). Les cotes du plan de masse rattachées au système altimétrique (cote NGF) doivent alors permettre au service instructeur de vérifier le caractère inondable ou non du terrain d'assiette.

Une exception aux principe d'interdiction de l'urbanisation peut être appliquée dans le cas de projets d'intérêt général ou d'intérêt public ne pouvant pas être réalisés hors zones inondables. Une étude spécifique doit alors être menée.

Précision : la dénomination d'établissements sensibles ou difficilement évacuables, regroupe entre autre les établissements sanitaires et sociaux tels que les crèches, les structures d'accueil pour les personnes à mobilité réduite, les établissements scolaires, les hôpitaux, les maisons de retraites, les centres pénitentiaires, etc,...

Les principes peuvent d'accompagner de mesures de réduction de la vulnérabilité qui figurent en « Annexe 1 ».

Légende des tableaux :

- A : autorisation
- sc : sous condition
- I : interdiction

Nature des projets et travaux	Principe Autorisation (A) ou Interdiction (I)	Prescriptions / exceptions	Objectifs-principes (mesures PGRI 2016-2021)
Remblais, exhaussements, dépôts de matériaux	**I**	Exception : - digue de protection pour les lieux fortement urbanisés, après étude, - travaux soumis à la procédure Loi sur l'eau (rubrique n° 3.2.2.0)	Objectif 1 : préservation capacité d'écoulement des crues et des zones d'expansion des crues
Travaux d'entretien et de gestion courants *Notamment les aménagements internes, les traitements de façades et la réfection des toitures*	**A sc**	Sous conditions : - Pas de création d'un risque supplémentaire ni augmentation du risque, - pas d'augementatino de la population exposée.	Objectif 1 : préservation capacité d'écoulement des crues et des zones d'expansion des crues
Constructions nouvelles *Quelque soit la surface ou la destination*	**I**	Exception : - installations agricoles hors élevage indispensable au maintien de l'activité existante sous conditions : - installation hors zone inondable impossible, - pas de remblais, - cote 1er plancher : PHEC + 20cm. - les activités économiques ne recevant pas de public et les ERP 5 ème catégorie dans la limite de 50m² d'emprise au sol, sans hébergement, de faible capacité d'accueil et facilement évacuables (tels que les petits commerces), sous condition : - cote 1er plancher : PHEC + 20cm - préconisations : mise en place d'un vide sanitaire et d'un système d'obturation en période de crue.	Objectif 1 : préservation capacité d'écoulement des crues et des zones d'expansion des crues Objectif 2 : planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque
Création de sous-sol et aménagements de sous-sol existant en pièces habitables	**I**		Objectif 1 : préservation capacité d'écoulement des crues et des zones d'expansion des crues

Nature des projets et travaux	Principe Autorisation (A) ou Interdiction (I)	Prescriptions / exceptions	Objectifs-principes (mesures PGRI 2016-2021)
Extension au sol de bâtiments existants avec augmentation de la capacité d'accueil Établissements sensibles ou difficilement évacuables	**I**	Exception : - justification : réalisation hors zone inondable impossible et sous conditions : - pas d'augmentation de la capacité d'accueil (extension type local technique...), - dans la limite de 20m² d'emprise au sol, - cote 1er plancher : PHEC + 20cm.	Objectif 1 : préservation capacité d'écoulement des crues et des zones d'expansion des crues Objectif 2 : planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque
Établissements stratégiques ou indispensables à la gestion de crise	**I**	Exception : - justification : réalisation hors zone inondable impossible. Garantie impérative que les bâtiments restent fonctionnels en cas de crise. Assorti de conditions : - cote 1er plancher : PHEC + 20cm, - mesures de réduction de la vulnérabilité tels que le mise en place d'un vide sanitaire et d'un système d'obturation en période de crue.	
Autres destinations (logement, activités, ERP, etc.)	**A sc**	Sous conditions : - justification : réalisation hors zone inondable impossible, - extension limitée : - habitation : + 20 m² de l'emprise au sol, - activité : + 20% de l'emprise au sol, - cote 1er plancher : PHEC + 20cm, - pas d'augmentation du nombre de logements, - mesures de réduction de la vulnérabilité tels que le mise en place d'un vide sanitaire et d'un système d'obturation en période de crue.	
Changement de destination *Avec même surface au sol du bâti et n'entrainant pas d'augmentation de la vulnérabilité* - création de logements, d'ERP avec hébergements, d'établissements sensibles ou difficilement évacuables ou d'établissements stratégiques ou indispensables à la gestion de crise	**I**		Objectif 2 : planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque
- création d'ERP non sensibles	**A sc**	Sous conditions : - occupants non vulnérables, - PHEC : démontrer qu'elle est inférieure à 1m, - aménagements /équipements peu vulnérables avec 1er plancher à la cote : PHEC + 20cm,	
- création d'une activité économique	**A sc**	Sous conditions : - aménagements et/ou équipements peu vulnérables avec le 1er plancher à la cote : PHEC + 20cm.	
Réhabilitation de bâtiments existants *Sans changement de destination avec même surface au sol du bâti*	**A sc**	Sous conditions : - aménagements /équipements peu vulnérables avec 1er plancher à la cote : PHEC + 20cm,	Objectif 3 : réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable

Nature des projets et travaux	Principe Autorisation (A) ou Interdiction (I)	Prescriptions / exceptions	Objectifs-principes (mesures PGRI 2016-2021)
Reconstruction après sinistre *Hors sinistre dû à l'inondation* Établissements sensibles ou difficilement évacuables et établissements stratégiques ou indispensables à la gestion de crise	**I**		Objectif 2 : planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque
Autres destinations	**A sc**	Sous conditions : - justification : réalisation hors zone inondable impossible et sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité du bâti, - occupants non vulnérables, - pas de sous-sols - aménagements /équipements peu vulnérables avec un 1er plancher à la cote : PHEC + 20cm, - mesures de réduction de la vulnérabilité tels que le mise en place d'un vide sanitaire et d'un système d'obturation en période de crue.	Objectif 3 : réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable
Stockage de produits dangereux ou polluants	**I**	Exception : - justification : le stockage doit être indispensable à l'activité et aucune solution hors zone inondable n'est possible Assorti de conditions : - surélévation convenable de l'implantation des produits dansgereux ou polluants : au minimum à la cote PHEC +20cm, - utilisation de contenants étanches (citerne, silos, bouteilles, etc.), - arrimage des contenants (ancrage des citernes , lestage si les citernes sont enterrées, etc.), - ouvertures pouvant être fermées de manière étanche, - tuyau d'évents situés 50cm au-dessus de la cote des plus hautes connues à rechercher.	Objectif 3 : réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable
Campings Création	**I**		Objectif 2 : planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque
Extension	**I**	Exception : - uniquement emplacements sans équipements durs et sans mobil-home - démonstration que des aménagements spécifiques permettent une mise en sécurité voire une évacuation facilitée en cas de crise	
Création d'installation dans un camping existant	**A sc**	Sous conditions : - justification : réalisation hors zone inondable impossible, - installations indispensables au fonctionnement du camping sans augmentation de la capacité d'accueil en zone inondable, - aménagements /équipements peu vulnérables avec 1er plancher à la cote: PHEC + 20cm, - pas de sous-sols - mesures de réduction de la vulnérabilité tels que le mise en place d'un vide sanitaire et d'un système d'obturation en période de crue.	Objectif 3 : réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable

Nature des projets et travaux	Principe Autorisation (A) ou Interdiction (I)	Prescriptions / exceptions	Objectifs-principes (mesures PGRI 2016-2021)
Clôtures, murs, haies	**A**	A privilégier : - ouvrage parallèle au cours d'eau - ouvrage perméable à l'eau (maillage large) c'est à dire transparent aux écoulements - ouvrage stables	Objectif 1 : préservation capacité d'écoulement des crues et des zones d'expansion des crues
Activités de plein air Nautisme ou activités liées à la présence d'un cours d'eau, aires de jeux ou de pique-nique, terrains de sport, parcours sportifs...	**A sc**	Sous conditions : - bâtiments nécessaires à l'activité n'excédant pas 20m² (création ou surface totale existante + extension de l'existant) - aménagements /équipements peu vulnérables avec 1er plancher à la cote: PHEC + 20cm, - information du public sur le caractère inondable, - ancrage du mobilier urbain afin d'éviter les embâcles. - terrains de sport sans revêtement imperméable	Objectif 3 : réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable
Reconstruction après inondation Établissements sensibles ou difficilement évacuables et établissements stratégiques ou indispensables à la gestion de crise			Objectif 1 : préservation capacité d'écoulement des crues et des zones d'expansion des crues
	I		
Autre destination, avec PHEC> 1m d'eau (aléa fort)	**I**	Exception : uniquement dans le cas de la reconstruction de bâtiments nécessaires à l'outil de travail agricole, ou à l'entretien d'espaces ouverts naturels ou non, et ne pouvant pas être implantés à distance. Reconstruction dans la partie de la pacerelle la moins exposée au risque avec mesure de réduction de la vulnérabilité du bâti, par résistance à l'aléa, au regard de l'état de l'art existant.	
Autre destination, avec PHEC< 1m d'eau	**A sc**	Sous conditions : Après analyse du risque, sous réserve de ne pas exposer les occupants à un risque important. Sous condition de résilience face aux montées des eaux et résistance aux champs de vitesse, et de préservation des chenaux d'écoulement préférentiels au regard de l'état de l'art existant, dans la forme et structure des bâtis. Reconstruction dans la partie de la pacerelle la moins exposée au risque.	
Aménagements extérieurs *Dont la réalisation aggraverait les risques d'inondation*			Objectif 1 : préservation capacité d'écoulement des crues et des zones d'expansion des crues Objectif 3 : réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable
Parking en enrobé	**I**	Exception : en centre urbain dense - justification : réalisation hors zone inondable impossible - diminuer au maximum l'impact de ces surfaces imperméabilisées	
Autres aménagements extérieurs, dont aménagements de sécurité	**A sc**	Sous conditions : - diminuer au maximum l'impact de ces surfaces imperméabilisées : - utilisation de matériaux perméables ou de surfaces enherbées (parkings perméables ou engazonnés, de noues...) - création de bassins tampons ou de structures-réservoirs pour stocker les eaux de ruisselement supplémentaires si besoin.	

Annexe 1 : Prescriptions de réduction de la vulnérabilité

Il s'agit d'entreprendre tout ce qui est techniquement et économiquement possible pour limiter les dommages aux personnes et aux biens lors d'une crue. Il s'agit également de ne pas augmenter la charge des services de secours lors d'un tel événement.

L'objectif de ces prescriptions est de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes, tout en sachant que le risque nul n'existe pas. L'intérêt de telles prescriptions est aussi de faire prendre conscience au pétitionnaire du risque encouru et de l'inciter à se préparer à une crue. Il s'agit d'instaurer une culture du risque.

Quelques exemples de mesures :

Nature – contexte	Détail des prescriptions
évacuation des personnes en cas de crue	- prévoir un **espace refuge** à la cote PHEC + 20cm, accessible aux secours lors de l'évacuation, - se tenir informé des consignes d'évacuation auprès de la Mairie, - en cas de logements locatifs ou d'activités, une information/sensibilisation aux résidants et aux employés est à faire.
information sur l'existence du risque – inondabilité du lieu	- obligatoirement quand logements locatifs et sites ouverts au public (commerces, aires de jeux, etc.) - panneaux d'informations
stockage de matières dangereuses ou polluantes	- autorisation seulement si stockage indispensable et impossible hors zone inondable, - surélévation convenable de l'implantation des produits dansgereux ou polluants : au minimum à la cote PHEC +20cm, - contenants étanches (citerne, silos, bouteilles, etc.), - fixation des contenants (ancrage des citernes , lestage si les citernes sont enterrées, etc.), - ouvertures pouvant être fermées de manière étanche, - tuyau d'évents situés 50cm au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues à rechercher.
objets susceptibles de flotter et de créer des embâcles extérieur ou intérieur	- fixation indispensable (ex : ancrage des citernes, lestage si les citernes sont enterrées, fixation aux murs, etc.).
réseaux électriques intérieurs et téléphoniques	- privilégier les circuits séparés (zone inondable, zone non inondable), - installer un coupe-circuit dans les zones inondables, - installer tous les éléments annexes du réseau type armoire électrique en hauteur en recherchant la cote des plus hautes eaux connues).
traitement des eaux usées	- assainissement collectif : installation d'un clapet anti-retour sur le réseau (partie privative du branchement), raccordement avec un branchement étanche, - assainissement autonome : installation si possible hors zone inondable, installation de clapets anti-retour, diagnostic du dispositif après chaque inondation (voir SPANC concerné).
fondations	- neuf : prévoir des fondations « adaptées » aux inondations, - rénovation : prévoir un diagnostic et les travaux de consolidation éventuels.
matériaux	- Utilisation en priorité des matériaux (murs, planchers, menuiseries, etc.) le moins sensibles à l'eau ou à faible porosité pouvant sécher facilement et ce dans la limite des connaissances actuelles.
matérialisation du repère de crue	pour tout projet dans les zones inondables, il est demandé au pétitionnaire de matérialiser les repères des crues à venir (niveau d'eau date).
piscine	matérialiser l'emprise des piscines et autres bassins par un dispositif de balisage, afin qu'ils soient visibles en période de crue et éviter les noyades.

Pour tout complément d'information, s'adresser au service référent en matière de risques :

DDTM 56
Service Prévention Accéssibilité Construction Education et Sécurité

Unité Prévention Risques et Nuisances

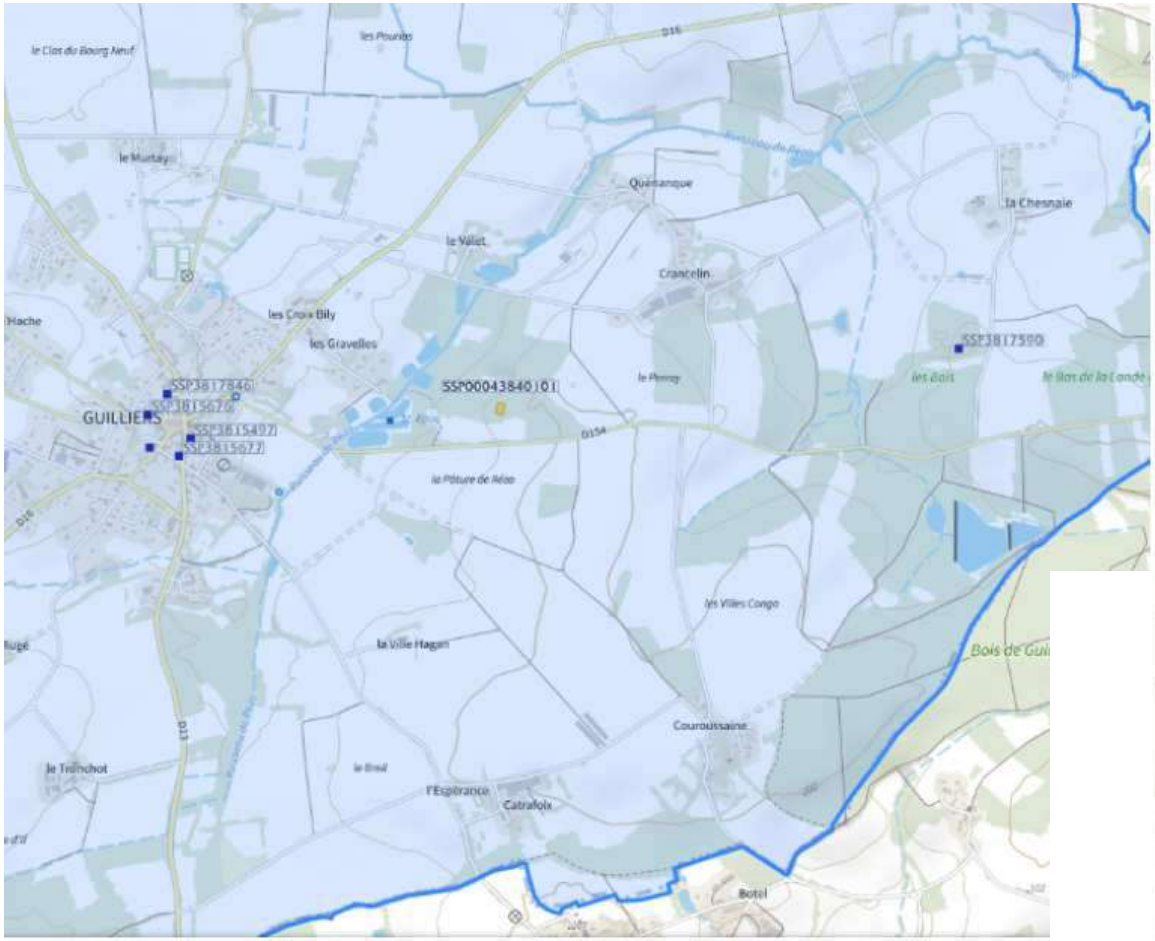
8, rue du Commerce
BP-520

56019 VANNES Cedex

Tèl : 02 97 68 13 60

e-mail : spaces.ddtm-56@morbihan.gouv.fr

Pollution des sols, SIS et anciens sites industriels



N° Identifiant SSP	N° Identifiant BASIAS	Dernière raison sociale de l'entreprise	Nom usuel	Adresse principale	Commune principale	Activité	Etat d'occupatio de l'établissem
SSP3815677	BRE5600965	THOMAS Michel, atelier de mécanique, DLI		rue Ruelle de la	56490 GUILLIERS		En arrêt
SSP3817590	BRE5604056	COMMUNE DE GUILLIERS, dépôt d'OM		Vieilles Terres Les	56490 GUILLIERS		En arrêt
SSP3815497	BRE5600749	BRUNEL Henri , BEQUEREL, PRIOUX Maurice, garage, station service		D13	56490 GUILLIERS		En arrêt
SSP3817846	BRE5608032	MAILLET Claude, DLI		rue Mairie de la	56490 GUILLIERS		Indéterminé
SSP3817463	BRE5603034	SAMSON Théophile, réparation des machines agricoles, générateur à acétylène		Bourg	56490 GUILLIERS		En arrêt
SSP3815676	BRE5600964	THEBAULT Joseph, garage agricole		rue Huche de la	56490 GUILLIERS		En arrêt

Anciens sites industriels et activités de service

Localisation des anciens sites industriels et activités de service

Emprises des anciens sites industriels et activités de service

Secteurs d'information sur les sols

Emprises des secteurs d'information sur les sols

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

GÉORISQUES
Mieux connaître les risques sur le territoire

PRÉFET
DU MORBIHAN
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer

Service eau, nature et biodiversité
Unité de gestion des procédures environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 17 DÉCEMBRE 2020

portant sur la localisation de secteurs d'information sur les sols (SIS)
sur le territoire de PLOERMEL COMMUNAUTE

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.556-2, L.125-6 et L.125-7, R.125-41 à R.125-47 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.151-53, R.410-15-1, R.431-16 et R.442-8-1 ;

VU l'article 173 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de secteurs d'information sur les sols (SIS) ;

VU le décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux articles L.125-6 et L.125-7 du code de l'environnement précisant les modalités de mise en œuvre des SIS ;

VU le décret du 10 juillet 2019 nommant M. Patrice FAURE, préfet du Morbihan ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 10 novembre 2020 proposant la création de SIS sur le territoire de Ploërmel Communauté ;

VU les observations de certains maires des communes du territoire de Ploërmel Communauté ;

VU l'information des propriétaires concernés par les projets de création des secteurs d'information sur les sols et les observations de certains d'entre eux ;

VU l'absence d'observation du public entre le 27 octobre et le 27 décembre 2019 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'État sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage des sols ;

CONSIDÉRANT que les dépôts des déchets et substances sur les terrains identifiés dans les fiches SIS sur le territoire de Ploërmel Communauté doivent être pris en compte en cas de changement d'usage, de vente et de location du terrain ;
CONSIDÉRANT que les communes du territoire de Ploërmel Communauté ont été consultées sur les projets et absence de projet de création de secteurs d'information sur les sols situés sur leur territoire ;

CONSIDÉRANT que les propriétaires des terrains d'assiette concernés par un projet de création d'un secteur d'information sur les sols ont été identifiés à l'aide des outils à la disposition de la DREAL et des mairies concernées et qu'ils ont été informés dans la mesure du possible ;

1 allée du général Le Troadec - BP 520
56019 Vannes cedex
tel : 02.97.68.12.00
www.morbihan.gouv.fr

CONSIDÉRANT que la participation du public a été réalisée du 27 octobre au 27 décembre 2019 ;

CONSIDÉRANT les observations de certaines communes, de certains propriétaires consultés et l'absence de contribution du public ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Généralités

Conformément à l'article R.125-45 du code de l'environnement, des secteurs d'information sur les sols (SIS) sont créés sur les communes suivantes du territoire de Ploërmel Communauté et référencés :

- Brignac : 56SIS06647
- Campénéac : 56SIS06648
- Cruguel : 56SIS06649
- Evriguet : 56SIS02779
- Gourhel : 56SIS02780
- Guégon : 56SIS06654, 56SIS02783
- Guillac : 56SIS06655
- Guillers : 56SIS06656
- Helléan : 56SIS02790, 56SIS06657
- La Chapelle-Caro (Val d'Oust) : 56SIS02820
- La Croix-Helléan : 56SIS02800
- La Grée-Saint-Laurent : 56SIS03210
- Lantillac : 56SIS02805
- le Roc-Saint-André : 56SIS06670
- Mauron : 56SIS06658, 56SIS02815, 56SIS06659, 56SIS06660, 56SIS06664, 56SIS06666
- Ménéac : 56SIS06667
- Mohon : 56SIS06668
- Monterrein : 56SIS02819
- Néant-sur-Yvel : 56SIS02822
- Ploërmel : 56SIS04209, 56SIS03211, 56SIS02455
- Quily (Val d'Oust) : 56SIS03212
- Saint-Malo-des-Trois-Fontaines : 56SIS02867
- Saint-Servan-sur-Oust : 56SIS02872
- Taupont : 56SIS02875
- Tréhorenteuc : 56SIS06671

Les fiches descriptives de ces secteurs d'information sur les sols sont annexées au présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 - Urbanisme

Les secteurs d'information sur les sols mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site Internet http://www.georisques.gouv.fr.

Les secteurs d'information sur les sols définis par le présent arrêté sont annexés aux documents d'urbanisme en vigueur des communes de Brignac, Campénéac, Cruguel, Evriguet, Gourhel, Guégon, Guillac, Guillers, Helléan, La Croix-Helléan, La Grée-Saint-Laurent, Lantillac, Mauron, Ménéac, Mohon, Néant-sur-Yvel, Ploërmel (Monterrein),Saint-Malo-des-Trois-Fontaines, Saint-Servan-sur-Oust, Taupont, Tréhorenteuc et Val d'Oust (La Chapelle-Caro, Quily et Le Roc-Saint-André).

ARTICLE 3 – Obligations relatives à l'usage des terrains

Conformément à l'article L.556-2 du code de l'environnement, les pétitionnaires d'autorisation à construire dans les secteurs d'information sur les sols identifiés à l'article 1 doivent attester de la prise en compte d'une étude de sols, définissant les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols. Cette attestation doit être établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent, conformément à la norme NF X31-620-2, définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis d'aménager par une personne ayant qualité pour bénéficier de l'expropriation pour cause d'utilité publique, dès lors que l'opération de lotissement a donné lieu à la publication d'une déclaration d'utilité publique.

L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis de construire, lorsque la construction projetée est située dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols et sa prise en compte dans la conception du projet d'aménagement.

À compter de la date de publication du présent arrêté, le fait qu'un terrain soit répertorié en secteurs d'information sur les sols doit être mentionné dans les certificats d'urbanisme prévus à l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme. L'obligation vaut tant pour la délivrance de certificats dans les communes disposant d'un PLU que dans celles disposant d'une carte communale ou sous le régime du RNU (Règlement National d'Urbanisme).

Le présent article s'applique sans préjudice des dispositions spécifiques sur la pollution des sols déjà prévues dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 4 – Obligation d'information des acquéreurs et des locataires

Sans préjudice des articles L.514-20 et L.125-5 du code de l'environnement, lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols mentionné à l'article L.125-6 du code de l'environnement fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'État, en application de l'article L.125-6 précité. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

Ces obligations sont applicables à compter du premier jour du quatrième mois suivant la publication au recueil des actes administratifs dans le département du présent arrêté.

À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

ARTICLE 5 – Révision des SIS

La modification de fiches SIS ne nécessite ni modification du présent arrêté, ni nouvelle consultation.
Le présent arrêté est révisé (suppression ou ajout de sites) dès lors que le préfet a connaissance d'informations lui permettant la suppression ou la création de nouveau secteur d'information sur les sols.
La création, la suppression de secteurs d'information sur les sols est menée conformément aux dispositions des articles R.125-42 à R.125-46 du code de l'environnement. La durée de la consultation prévue au I de l'article R.125-44 du code de l'environnement est fixée à deux mois.

ARTICLE 6 – Notification et publicité

Conformément à l'article R.125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté sera notifié aux maires des communes de Brignac, Campénéac, Cruguel, Evriguet, Gourhel, Guégon, Guillac, Guillers, Helléan, La Croix-Helléan, La Grée-Saint-Laurent, Lantillac, Mauron, Ménéac, Mohon, Néant-sur-Yvel, Ploërmel (Monterrein),Saint-Malo-des-Trois-Fontaines, Saint-Servan-sur-Oust, Taupont, Tréhorenteuc, Val d'Oust (La Chapelle-Caro, Quily et Le Roc-Saint-André) et au président de Ploermel Communauté.
Il est affiché pendant un mois au siège des mairies listées ci-avant.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département du Morbihan.

ARTICLE 7 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 – Application

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, le président de Ploermel Communauté, les maires des communes de Brignac, Campénéac, Cruguel, Evriguet, Gourhel, Guégon, Guillac, Guillers, Helléan, La Croix-Helléan, La Grée-Saint-Laurent, Lantillac, Mauron, Ménéac, Mohon, Néant-sur-Yvel, Ploërmel (Monterrein),Saint-Malo-des-Trois-Fontaines, Saint-Servan-sur-Oust, Taupont, Tréhorenteuc, Val d'Oust (La Chapelle-Caro, Quily et Le Roc-Saint-André), et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 17 DEC. 2020

Le préfet

Pour le préfet, par délégation
Le Secrétaire Général,

Guillaume QUENET

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Pontivy
- Mmes les maires de Campénéac, Evriguet, Guégon, Helléan, Val d'Oust (La Chapelle-Caro, Quily et Le Roc-Saint-André)
- MM. les maires de Brignac, Cruguel, Gourhel, Guillac, Guillers, La Croix-Helléan, La Grée-Saint-Laurent, Lantillac, Mauron, Ménéac, Mohon, Néant-sur-Yvel, Ploërmel (Monterrein), Saint-Malo-des-Trois-Fontaines, Saint-Servan-sur-Oust, Taupont et Tréhorenteuc
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne – UD 56
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan – SPACES
- M. le président de la Ploermel Communauté

1 allée du général Le Troadec - BP 520
56019 Vannes cedex
tel : 02.97.68.12.00
www.morbihan.gouv.fr

SSP0004384

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Obligation(s) règlementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

Identifiant de l'obligation règlementaire liée à la parcelle	SSP00043840101
Identifiant de l'information de l'administration liée à l'obligation réglementaire	SSP000438401
Ancien identifiant SIS	56SIS06656

Type d'obligation réglementaire

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)	Servitude d'Utilité Publique (SUP)
X	

Code INSEE	56080
Date de dernière mise à jour	29/09/2020
Date de l'Arrêté Préfectoral	Non renseignée
Nom(s) Usuel(s)	Non renseigné
Description	Le site correspond à un ancien lieu de collecte et de stockage de déchets, dont les ordures ménagères. Les dépôts ont cessé en 1987.
Document(s) associé(s)	Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)



Emprise Classification

Fond de carte Parcellaire Express (PCI) IGN ©

Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
GUILLIERS	1	ZR	276	56

Elaboration du PLAN LOCAL D' URBANISME

Commune de Guilliers

Département du Morbihan

Elaboration

Pièce n°7e : Inventaire des zones humides et des cours d'eau

URBA Ouest Conseil Grez-Neuville - Tel : 02.41.69.46.76
urbaouestconseil@orange.fr

LES ZONES HUMIDES

Les zones humides jouent un rôle important dans la gestion quantitative et qualitative de l'eau, en particulier sur les têtes de bassin : Elles contribuent au ralentissement des ruissellements et à la dissipation des forces érosives, elles participent également à la régulation naturelle des inondations et au soutien d'étiage par transfert hydraulique et recharge des nappes. Le rôle des zones humides est aussi important dans la régulation et la rétention des nutriments et toxiques par interception, par absorption grâce à des processus bio-géochimiques.

La destruction des zones humides conduit à une augmentation significative du risque d'inondation de forte occurrence, de problème de débit des cours d'eau en période d'étiage et de dégradation de la qualité de l'eau en particulier sur les zones prioritaires pour la protection et la restauration des zones humides.

Les territoires concernés par l'article 1 regroupent les bassins prioritaires pour la diminution des flux d'azote (carte 14 du PAGD) et les bassins prioritaires pour la gestion des étiages (carte 23 du PAGD).

• Article 1
Protéger les zones humides de la destruction

Dans les sous bassins identifiés prioritaires pour la diminution du flux d'azote d'une part (carte 14 du PAGD) et vis-à-vis de la gestion de l'étiage d'autre part (carte 23 du PAGD), tels que délimités sur la carte 1 ci-dessous, l'autorisation de destruction des zones humides, dans le cadre de projets soumis à déclaration ou autorisation des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, (de surfaces supérieures à 1000 m²), ne peut être obtenue que dans les cas suivants, et toujours dans le respect de la disposition 2 du PAGD :

- existence d'enjeux liés à la sécurité des personnes, des habitations, des bâtiments d'activités et des infrastructures de transports, des réseaux de distribution d'énergie et de communication,

- réalisation de projets présentant un intérêt public avéré : projets ayant fait l'objet d'une DUP ou d'une déclaration de projet,

- impossibilité technico-économique d'implanter, en dehors de ces zones humides, les infrastructures publiques de captage pour la production d'eau potable et de traitement des eaux usées ainsi que les réseaux qui les accompagnent, des infrastructures de transports, des réseaux de distribution d'énergie et de communication,

- impossibilité technico-économique d'étendre les bâtiments d'activités existants en dehors de ces zones humides,

- impossibilité technico-économique d'implanter, en dehors des zones humides, les installations de biogaz considérées comme agricoles au titre de l'article L311-1 du code rural,

- impossibilité technico-économique d'implanter, en dehors de ces zones, des cheminements dédiés aux déplacements doux, dès lors que la fréquentation de ces aménagements ne porte pas atteinte à la préservation des milieux aquatiques adjacents,

- réalisation d'un programme de restauration des milieux aquatiques visant une reconquête des fonctions écologiques d'un écosystème,

- travaux dans le cadre de restauration de dessertes forestières (reprise de chemins existants) ainsi que la création de dessertes forestières en l'absence de possibilité de solution alternative,

- création de retenues pour l'irrigation de cultures légumières, sur des parcelles drainées et déjà cultivées sur sol hydromorphe, sous réserve de déconnexion des drains avec le cours d'eau récepteur et leur raccordement dans la retenue.

Source : extrait du règlement du SAGE Vilaine.

LES COURS D'EAU

Les cours d'eau traversant des zones de pâturage sont exposés à la divagation du bétail dans le lit et sur les berges. Les têtes de bassins versants, milieux écologiquement et hydrologiquement importants, y sont particulièrement sensibles.

Les altérations sont multiples : érosion des berges, pollution, élargissement du lit, colmatage, destruction de frayères, dégradation de la qualité physico-chimique et bactériologique, ce dernier point pouvant être crucial sur le littoral.

Le colmatage des sédiments, en réduisant les échanges avec l'eau de surface, induit notamment une diminution des apports en oxygène. Or, les travaux scientifiques montrent que la teneur en oxygène est un facteur primordial pour la survie de nombreux organismes vivant ou se développant dans les sédiments, tel que les œufs et les embryons de salmonidés. Des problèmes sanitaires peuvent également se poser pour le bétail.

• Article 2
Interdire l'accès direct du bétail au cours d'eau

Considérant que le piétinement répété du bétail conduit à modifier le profil en travers du cours d'eau (rubrique n°3.1.2.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement) et à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens (rubrique n°3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement), l'accès direct du bétail au cours d'eau est interdit, hors franchissement, sur l'ensemble du bassin de la Vilaine.

La disposition 23 du PAGD introduit cet article.

Source : extrait du règlement du SAGE Vilaine.

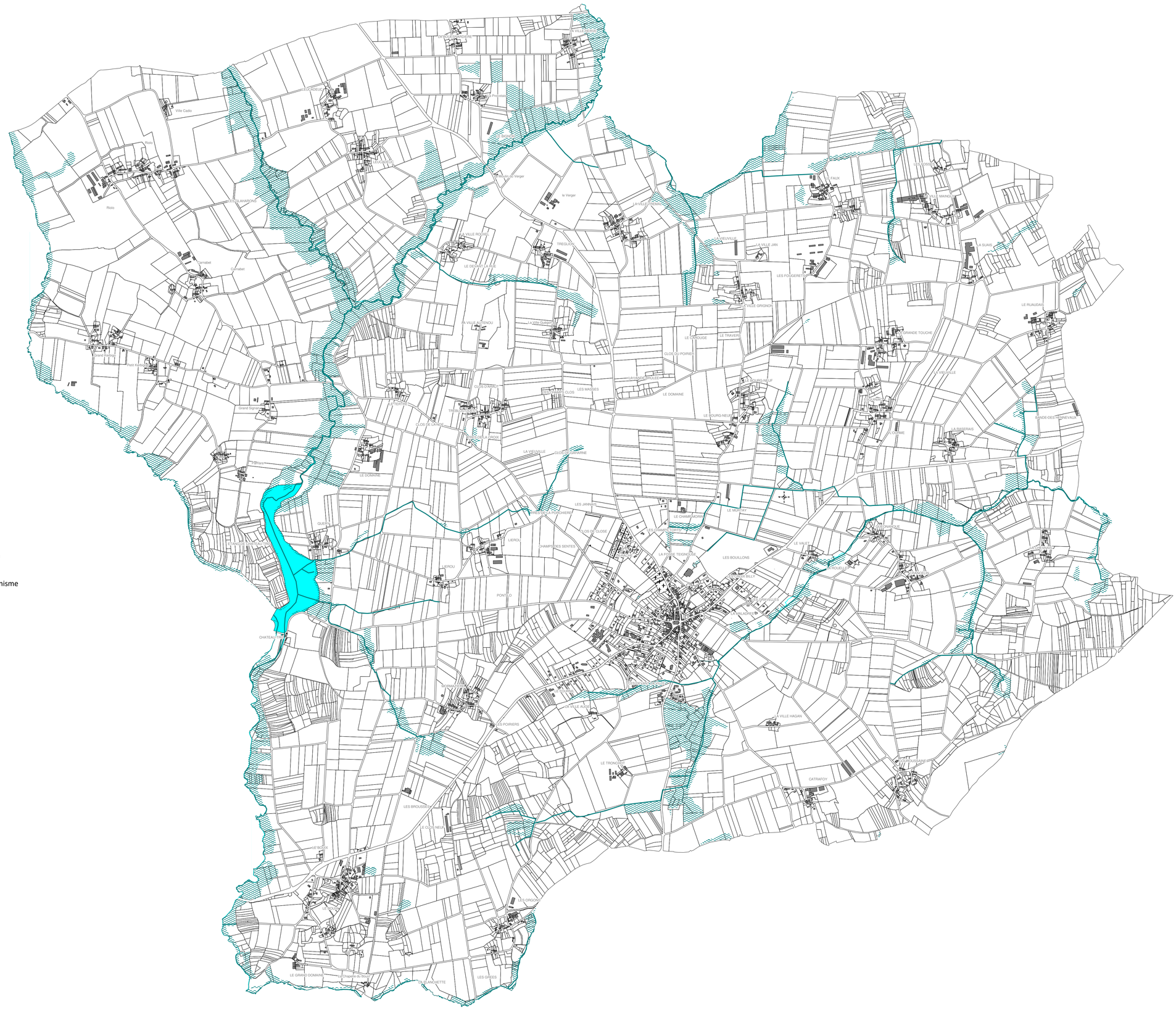
Commune de Guilliers
Département du Morbihan

PLAN LOCAL d'URBANISME
Elaboration

Pièce n°7e : Recensement des Zones humides et des cours d'eau

Source : Porter à connaissance
Echelle : 1/ 13 000e

URBA OUEST CONSEIL
19, ZA de Grieul 49 220 GREZ-NEUVILLE
Tel. 02 41 69 46 76 - urbaouestconseil@orange.fr



Légende :

Zones humides
(Source : données téléchargées sur le site du SAGE Vilaine 10/2023)

Cours d'eau protégés au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme
(source : site Préfecture / carte des cours d'eau du Morbihan 2023)

GRAND BASSIN DE L'OUST















BASSIN VERSANT DE L'YVEL HYVET
COMMUNE DE GUILLIERS

INVENTAIRE CARTOGRAPHIQUE DES ZONES HUMIDES

MAI 2008

Madame le Maire,
Mesdames, Messieurs les conseillers municipaux,

Les zones humides ont trop longtemps été considérées comme des milieux insalubres qu'il convenait d'assainir par le drainage ou le remblai. Aujourd'hui, différentes études ont montré les différents intérêts environnementaux de ces milieux humides de fond de vallée. Tout d'abord, ces zones, ont un rôle prépondérant dans la régulation du débit de nos cours d'eau. De plus, elles sont le siège de phénomènes physiques et biochimiques qui aboutissent à l'épuration des eaux de ruissellement. Enfin, en offrant des habitats riches et variés, elles préservent la biodiversité de nos campagnes.

A l'heure où certains peuvent s'interroger sur des aménagements de prévention des crues, où d'autres mettent en place de coûteux systèmes de potabilisation de l'eau, peut on continuer à négliger la protection des milieux humides de fond de vallées qui nous rendent bien des services ?

Le bassin versant de l'Yvel Hyvet, poursuivant sa mission de reconquête de la qualité de l'eau dans le cadre des actions du Grand Bassin de l'Oust, s'investit dans l'inventaire cartographique des zones humides de son territoire pour que les communes puissent le prendre en compte lors de la révision ou de l'élaboration des documents d'urbanisme conformément aux préconisations du SAGE Vilaine.

Cependant, au-delà des documents d'urbanisme, les élus responsables du bassin versant de l'Yvel Hyvet vous invitent à faire de cet inventaire cartographique, le point de départ d'une véritable démarche de protection voire de réhabilitation des zones humides.

Veuillez recevoir, Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs les conseillers municipaux, l'expression de mes salutations distinguées.

Lucien LEBORGNE
Président du Bassin Versant de l'Yvel Hyvet

SOMMAIRE

Le mot du président du bassin versant de l'Yvel Hyvet

1 / POURQUOI FAIRE L'INVENTAIRE CARTOGRAPHIQUE DES ZONES HUMIDES ? 3

1.1 / Définition 3
1.2 / Des zones disséminées sur tout le bassin versant 3
1.3 / Différents rôles écologiques 3
1.3.1 / Une mosaïque d'habitats 3
1.3.2 / Une influence certaine sur la qualité de l'eau 3
1.3.3 / La régulation du débit 4
1.4 / Les Zones Humides dans le SAGE 4
1.5 / Qu'est-ce que cela entraîne ? 4

2 / METHODOLOGIE 4

2.1 / Période d'inventaire 4
2.2 / Repérage amont sur cartographie 5
2.3 / Classement des zones humides sur le terrain 5
2.3.1 / La cartographie 5
2.3.2 / Nomenclature des zones humides inventoriées 6
2.3.3 / La Grille de détermination et ses différents critères 6
a) Situation hydrographique 6
b) Différents types de milieu 7
c) L'humidité 10
d) Les espèces végétales caractéristiques 11
e) Recensement des ruisseaux : Les références réglementaires 11
2.3.4 / Procédure de concertation 11

3 / LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE 12

4 / LES ZONES HUMIDES DE GUILLIERS 12

4.1 / Résultats de l'inventaire cartographique 12
4.1.1 / Surface et répartition des zones humides 12
4.1.2 / Situation hydrographique des zones humides 13
4.1.3 / Types de milieu 13
4.1.4 / Humidité 14

BIBLOIOGRAPHIE 15
0

1 / POURQUOI FAIRE L'INVENTAIRE CARTOGRAPHIQUE DES ZONES HUMIDES ?

1.1 / Définition

Le Conseil Scientifique de l'Environnement de Bretagne a retenu la définition suivante :

> *Les zones humides se caractérisent par la présence permanente ou temporaire d'eau disponible, en surface ou à faible profondeur. Elles se distinguent par une faible profondeur d'eau, des sols hydromorphes ou non évolués et/ou une végétation composée de plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.*

1.2 / Des zones disséminées sur tout le bassin versant

Les zones humides se répartissent sur toute la longueur d'un cours d'eau et donc sur toute l'étendue d'un bassin versant. On distingue trois localisations différentes :

- Les zones humides d'émergence autour des sources des cours d'eau.
- Plus en aval, des zones humides longitudinales se créent en bordure du lit mineur.
- Enfin, à proximité des confluents, peuvent apparaître des zones humides de diffusion où les eaux s'étalent avant de rejoindre un autre cours d'eau.

1.3 / Différents rôles écologiques

1.3.1 / Une mosaïque d'habitats

Les zones humides étant elles mêmes très variées, elles abritent une grande diversité d'espèces végétales et animales qui ont besoin de ce type de milieu pour se reproduire. La préservation des zones humides et des liens entre elles est donc primordiale pour maintenir la diversité des espèces, des habitats et des paysages.

1.3.2 / Une influence certaine sur la qualité de l'eau

Les zones humides occupent une place stratégique entre le versant et le cours d'eau où des mécanismes de sédimentation, de dénitrification et d'absorption leur confèrent un rôle d'épuration de l'azote et de rétention de phosphore et de micropolluants (métaux et, sous conditions, pesticides)

1.3.3 / La régulation du débit

Les zones humides ont un rôle « d'éponge ». Elles stockent de l'eau en période d'abondance et la restituent progressivement en période sèche. Elles permettent donc, dans une certaine mesure, de soutenir le niveau des cours d'eau mais aussi de prévenir les inondations.

1.4 / Les Zones Humides dans le SAGE

Dans le SAGE Vilaine, la Commission Locale de l'Eau souligne le rôle prépondérant des zones humides dans le fonctionnement hydraulique des bassins versants mais aussi dans le maintien de la biodiversité.

Dans ses propositions d'action, le SAGE précise que « *la prise en compte des zones humides dans les documents d'urbanisme est un gage de leur protection pérenne* » et que « *les communes établiront un inventaire cartographique des zones humides de leur territoire lors de la modification des POS, de l'établissement de leur PLU ou d'autres documents d'urbanisme,…* »

1.5 / Qu'est-ce que cela entraîne ?

Ces zones seront classées en **zones naturelles**, avec les prescriptions suivantes :



Inconstructible



Drainage
Affouillement
Remblaiement



Directive Nitrates
P.A.C

2 / MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de sa mission de reconquête de la qualité de l'eau, le Grand Bassin de l'Oust a élaboré une méthode d'inventaire cartographique des zones humides basée sur un travail de terrain en relation avec des interlocuteurs locaux et restant conforme, dans son principe, au guide méthodologique annexé au SAGE.

2.1 / Période d'inventaire

La période allant d'avril à septembre est la plus adaptée à l'établissement d'un tel inventaire. C'est, en effet, à cette saison que fleurissent les espèces végétales caractéristiques. De plus, en intervenant pendant la période la plus sèche, les animateurs du Grand Bassin de

l'Oust s'affranchissent de l'effet de conditions météorologiques pluvieuses qui pourraient fausser la méthode d'inventaire.

2.2 / Repérage amont sur cartographie

Dans un souci d'efficacité et pour garantir l'exhaustivité et l'exactitude de l'inventaire, un repérage préalable sur carte IGN à l'échelle 1/25 000, sur le cadastre et/ou photos aériennes s'avère indispensable. Il est également primordial que les animateurs du Grand Bassin de l'Oust soient accompagnés, au moins dans cette phase de repérage par des interlocuteurs locaux : élus, agriculteurs ou toutes autres personnes ayant une connaissance précise du territoire.

Cette première approche permet de relever:

- l'hydrographie : les différents ruisseaux et rivières sont le fil conducteur de la phase d'inventaire sur le terrain. La carte IGN ne faisant pas figurer un certain nombre de cours d'eau, d'étangs, de mares et d'autres points d'eau, ces informations seront complétées lors de la phase d'inventaire sur le terrain.
- la topographie : la phase de repérage sert également à cerner prioritairement les zones de thalwegs et l'ensemble des zones prioritaires d'écoulement.

- l'occupation des sols : l'inventaire des zones humides incluses dans des zones boisées ne se justifiant pas au regard l'objectif de protection de ces milieux, les forêts et bois de grande dimension sont écartés d'emblée de la phase de terrain. De plus, la culture en place peut éventuellement constituer un indice quant à l'humidité de la zone.

2.3 / Classement des zones humides sur le terrain

2.3.1 / La cartographie

Chaque zone humide recensée est cartographiée et géo-référencée de façon précise sur la base du système d'information géographique du Grand Bassin de l'Oust et se voit attribuer une dénomination propre. Les critères qui ont conduit à l'identification de la zone humide sont enregistrés et reliés à la cartographie.

Les photos aériennes constituent le support le plus adapté au traçage des zones humides inventoriées. Sur certains secteurs géographiques, le GBO ne dispose pas de ce support. C'est alors la carte IGN Scan25 qui est utilisée. Les animateurs du Grand Bassin de l'Oust peuvent également utiliser les cartographies réalisées dans un autre cadre, comme, par exemple, les classement des parcelles à risque de ruissellement des produits phytosanitaires.

L'unité cartographique de base n'est pas la parcelle cadastrale ni même la parcelle culturale mais l'entité hydrographique. Une parcelle culturale pourra ainsi être morcelée.

2.3.2 / Nomenclature des zones humides inventoriées

Les zones humides de GUILLIERS ont été numérotées .Cette numérotation apparaît sur les planches détaillées au 1/5000ème.

2.3.3 / La Grille de détermination et ses différents critères

Afin de pouvoir établir une cartographie précise, plusieurs critères de détermination ont été retenus :

a) Situation hydrographique

Il s'agit d'un des critères les plus importants à renseigner. En effet, sa situation par rapport au réseau hydrographique, détermine le potentiel épurateur de la zone. Les zones humides peuvent être :

- *Tampon*

  La zone humide borde un cours d'eau formé avec un lit identifié. Le cours d'eau ne divague pas habituellement dans la zone. Elle est alimentée par les eaux de ruissellement du versant. Elle éponge également l'eau du ruisseau lors des épisodes de crues

  La zone joue un rôle tampon entre le cours d'eau et les parcelles du bassin versant.

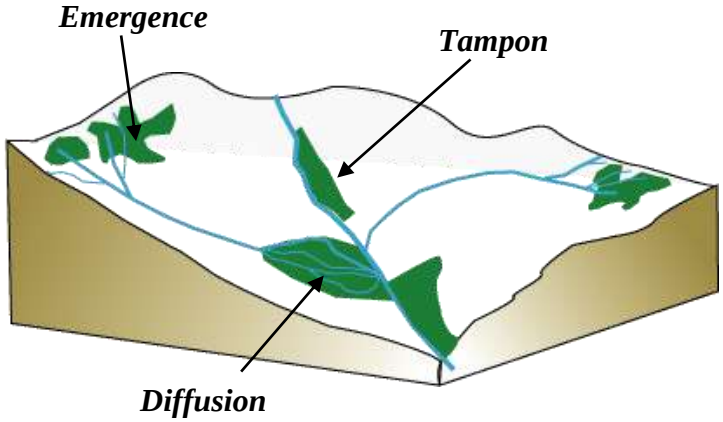
- *d'émergence*

  Il s'agit de zone de suintement ou de résurgence de source. Il existe un échange entre les eaux souterraines et les eaux de surfaces pour arriver à la formation d'un cours d'eau.

  C'est ce qu'on appelle couramment « une source »

- *de diffusion*

  Dans ce cas on parle de zone d'étalement ou les eaux d'un ruisseau imprègnent la zone humide avant de se reformer. Ce sont des zones humides souvent en situation de confluence et localisées dans les fonds de vallées.



b) Différents types de milieu

Lors de l'inventaire des zones humides, l'équipe du GBO a caractérisé chaque milieux humide en fonction de la typologie **CORINE Biotope** connu pou être un standard européen permettant d'identifier chaque type de milieux naturel et ainsi de leur attribuer un code spécifique : le **code CORINE**.

- ***Les bois :***

Milieu caractérisé par une strate arborée. On y distingue :

- les saulaies riveraines ou marécageuses (code 44.1 ou 44.92)
- les aulnaies-frênaies de bords de cours d'eau ou marécageuse (code 44.3 ou 44.91)
- les bois humides de bouleaux et de saules non marécageux (code 41.B11)
- les bois tourbeux à sphaignes de bouleaux et/ou de saules (code 44.A1)
- les chênaies atlantiques (code 41.21)
- les plantations de peupliers, de chêne exotiques, de conifères ou autres plantations de feuillus (code 83.321, 83.323, 83.31 ou 83.325)



- ***Les prairies humides**:*

Formation végétale herbacée, fermée et dense, moins rase que la pelouse. Par extension, on appelle prairie en agriculture tous les herbages fauchés ou pâturés. On y distingue :

- les prairies humides oligotrophes diversifiées ou à molinies bleues (code 37.3 ou 37.312)
- les prairies humides mésotrophes à joncs acutiflores (code 37.22)
- les prairies humides eutrophes atlantiques, à joncs diffus ou améliorées (code 37.21, 37.217 ou 81.2)





- ***Les mégaphorbiaies :***

Cette zone humide est caractérisée par une végétation herbacée haute hétérogène. La friche humide s'installe le plus souvent à la place de prairies humides en fond de vallée à la suite d'une déprise agricole. On y distingue :

- les communautés à reine des près et autres mégaphorbiaies (code 37.1)
- les prairies humides de transition à hautes herbes (code 37.25)
- les ourlets de cours d'eau et lisières forestières nitrophiles (code 37.7)



- ***Les magnocariçaies :***

Ces milieux sont représentés par des communautés de carex. Cette formation herbacée dense fait suite à la roselière. Ce milieu est dominé par des Carex, de grande à très grande taille, hautes de 50 à 150 cm, formant des touradons (grosses touffes très compactes). *(Code 53.21)*



- ***Les roselières :***

Elles se développent en ceinture de plans d'eau ou en fond de vallée. La végétation est herbacée, haute et dominée par une famille : les roseaux. *(Code 53.1)*





- ***Les landes humides :***

Strate végétale dominée par des sous-arbrisseaux. On y trouve principalement des bruyères à quatre angles, bruyères cilliées, ajonc nain et de la molinie. *(Code 31.1)*



- ***Les tourbières :***

Milieux très humides dominés par des sphaignes et autres espèces aquatiques ou semi aquatiques. *(Code 54…)*





- ***Les cultures :***

Milieux artificialisés par l'exploitation humaine (maïs, blé, …). *(Code 82.1)*



- ***Les jardins :***

Milieux entretenus par les hommes, pelouse ou potager. *(Code 85.3)*

c) L'humidité

Pour faciliter la détermination, la méthode ne retient que deux gradients d'humidité :

- **Hydromorphie permanente**:
  La nappe se situe au-dessus ou dans les premiers cm sous la surface du sol, toute l'année.

- **Hydromorphie temporaire à faible profondeur** :
  La nappe fluctue jusque dans les premiers cm du sol, voire disparaît l'été.

Il est relativement aisé de détecter visuellement le premier degré d'hydromorphie. En revanche, pour repérer les zones hydromorphe temporaire à faible profondeur, les animateurs du Grand Bassin de l'Oust se basent sur la végétation caractéristique quand ces zones sont occupées par des prairies. Si la parcelle est cultivée ou en l'absence de végétaux caractéristiques (fauche récente, etc…), les animateurs du Grand Bassin de l'Oust utilisent la méthode élaborée par J.-M. RIVIERE (ENSAR- INRA). Cette méthode permet de déterminer l'hydromorphie d'un sol à partir de l'observation des différents horizons du sol par des sondages à la tarière manuelle.

L'hydromorphie est l'aspect que prend un sol en présence d'eau asphyxiante.

En présence d'un excès d'eau le privant d'oxygène de façon prolongée, le sol, va prendre, au moins en partie, une couleur gris-bleu à gris-vert due à la présence de fer sous forme réduite. Lorsque le niveau de la nappe d'eau diminue, le retour de l'oxygène provoque l'oxydation du fer qui prend alors une couleur rouille. Ainsi, un sol entièrement gris est un sol gorgé d'eau et un sol où coexistent des taches grises et des taches rouilles est un sol subissant une alternance de périodes d'asphyxies et de périodes plus sèches.



Sont classés comme hydromorphes les sols présentant cette alternance de taches grises et rouilles dès la surface (dans les 10 premiers centimètres). Quand le caractère hydromorphe du sol est ainsi mis en évidence, la parcelle est classée en hydromorphie temporaire à faible profondeur.

d) Les espèces végétales caractéristiques

Afin d'affiner la détermination, et de permettre des regroupements cartographiques, il est nécessaire de relever les espèces végétales caractéristiques des milieux recensés. Elles permettent d'apprécier par ailleurs de façon plus objective le gradient d'humidité des zones.

Ainsi par exemple, on pourra observer :

- jonc
- saule
- renoncule
- bruyère
- carex
- molinie
- iris
- oenanthe
- …

e) Recensement des ruisseaux : Les références réglementaires

Réglementairement, l'existence d'un cours d'eau est subordonnée :

- à la permanence du lit
- au critère naturel de ce cours d'eau
- à une alimentation en eau suffisante (ce dernier critère est apprécié au cas par cas par la jurisprudence)
-

L'Agence de l'Eau Loire Bretagne, dans le cadre de la mise œuvre du SDAGE, fournit les critères suivants, dont trois au moins doivent être remplis pour que le segment de réseau soit identifié comme cours d'eau :

- **Présence d'un écoulement pérenne** (indépendant des pluies : écoulement après 8 jours de pluviosité inférieure à 10 mm).
- **Présence d'une berge** (plus de 10 cm entre le fond et le niveau du sol).
- **Différenciation du substrat en ce qui concerne le lit** (sable, gravier, vase…).
- **La présence d'organismes inféodés aux milieux aquatiques** (ou de leurs traces) : crustacés, mollusques, coléoptères trichoptères… et les végétaux aquatiques.

2.3.4 / Procédure de concertation

Une commission "zones humides" composée d'élus et d'acteurs locaux : pêcheurs, agriculteurs, associations de protection de l'environnement, association foncière...de la commune est mise en place afin d'accompagner les animateurs du GBO dans leur travail d'inventaire.

La phase terrain achevée, un premier rendu cartographique des zones humides et des cours d'eau recensés est présenté à la commission "zones humides".

Une fois le recensement validé par ce groupe de travail, une réunion publique a lieu.

Suite à cette concertation, le conseil municipal approuve définitivement l'inventaire. Ce dernier est transmis à l'IAV (secrétariat du SAGE Vilaine) pour validation finale.

3 / LE RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE

La phase de terrain de l'inventaire cartographique a permis **de recenser 3 Kms de réseau hydrographique en plus des 32 Kms** figurant sur les cartes de l'IGN.

Les références réglementaires présentées au paragraphe précédent sont parfois difficiles à mettre en œuvre sur le terrain. Le réseau hydrographique que nous complétons est constitué à la fois de fossés de drainage avec un débit régulier, s'étant transformé avec le temps en cours d'eau, ainsi que du prolongement des cours d'eau jusqu'à leur source réelle. Ce relevé complète le tracé IGN existant : même s'il n'a pas pour l'instant de valeur réglementaire, il permet d'expliquer l'existence des zones humides décelées parfois assez loin des ruisseaux « officiels ».

En tout, **la commune de GUILLIERS compte donc 35 Kms de cours d'eau**.

4 / LES ZONES HUMIDES DE GUILLIERS

4.1 / Résultats de l'inventaire cartographique

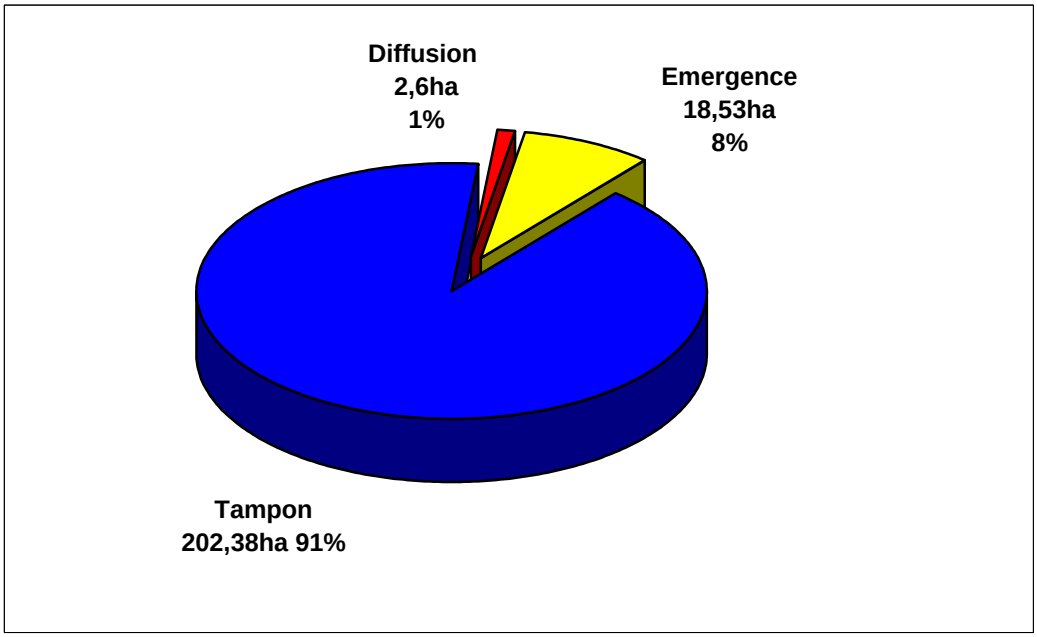
4.1.1 / Surface et répartition des zones humides

Les zones humides inventoriées sur la commune de GUILLIERS couvrent une surface de **223,52 ha**. GUILLIERS s'étend sur 3315 ha. Les zones humides représentent donc environ **6,4 % de la surface communale**, soit une part significative du territoire de la commune.

417 zones humides distinctes ont été inventoriées et cartographiées. En moyenne, chacune d'elle couvre **0,54 ha.**

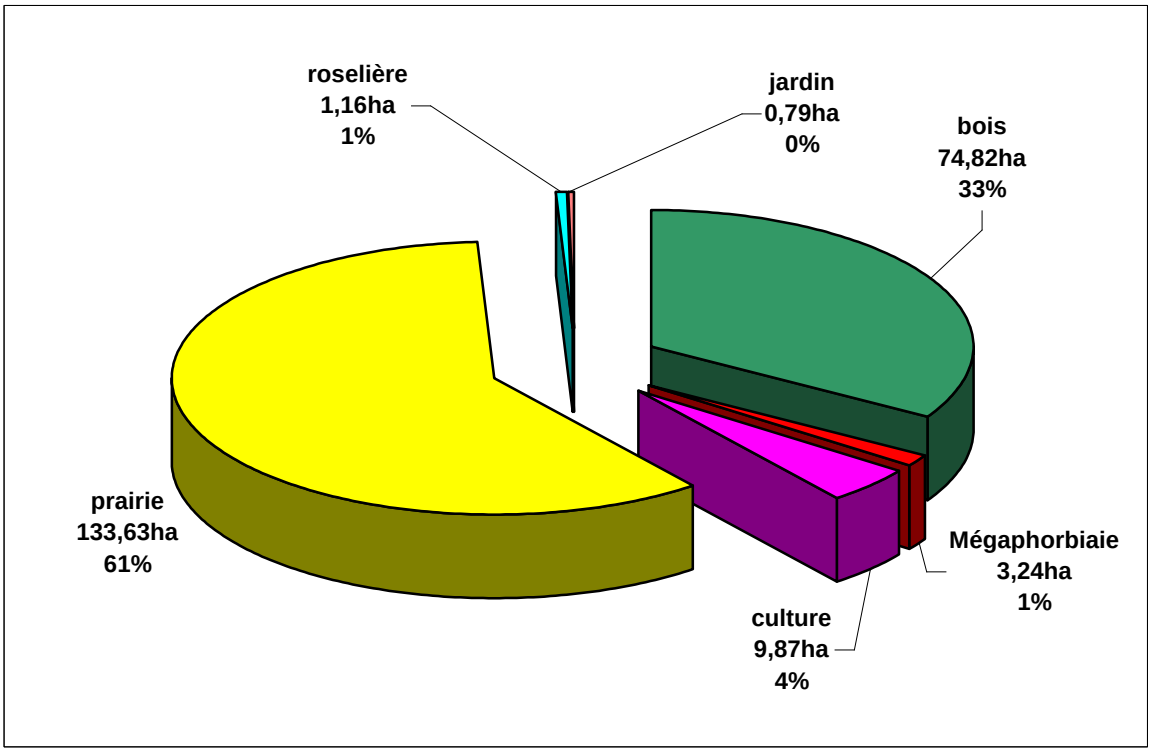
Ces zones sont réparties sur l'ensemble du territoire communal, aux bords du Rahun Sud-Ouest, de l'Oyon au Nord et des cours d'eaux principaux comme les ruisseaux de Trézon, Saint Nicolas et de la Butte de la Voltais .

4.1.2 / Situation hydrographique des zones humides



Une bonne partie des zones humides de GUILLIERS sont en situation tampon par rapport au cours d'eau. Les zones d'émergence (source) représentent 8% de la surface totale.

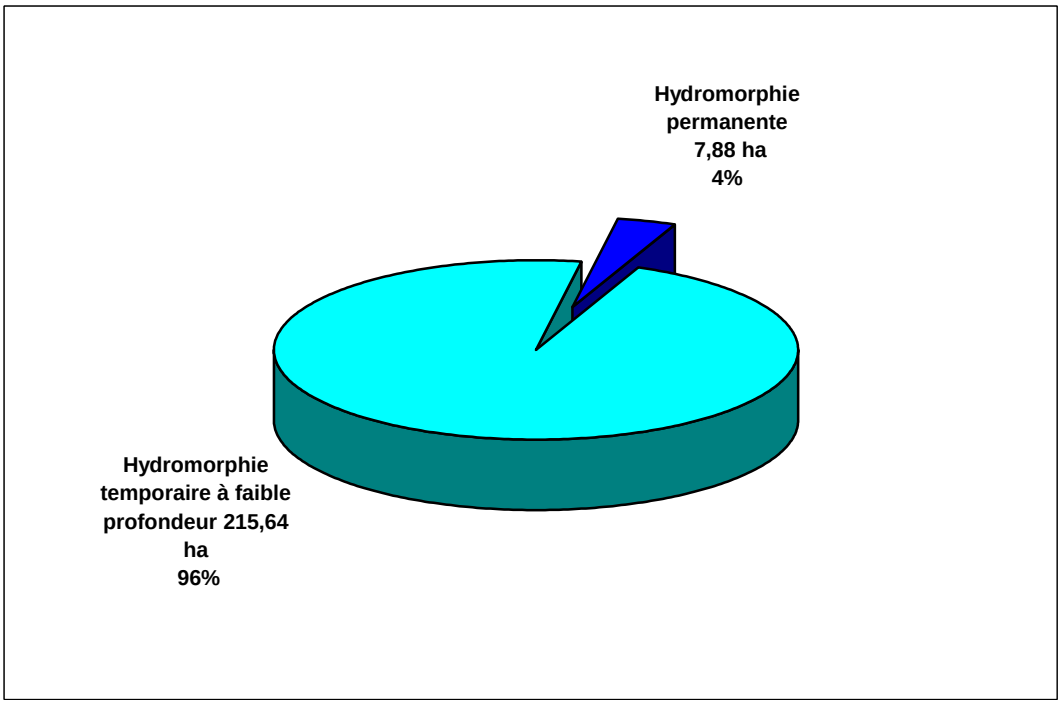
4.1.3 / Types de milieu



Il apparaît que **61% des zones humides sont des prairies**. Cependant, 4 % de la surface de zone humide de la commune est occupée par des cultures annuelles. Cette occupation remet en cause le rôle épurateur des zones humides évoqué précédemment.

4.1.4 / Humidité

La majeure partie des zones humides recensées à GUILLIERS est caractérisée par une hydromorphie temporaire à faible profondeur. La plupart des zones humides de GUILLIERS connaissent donc des périodes humides alternées, sur un rythme annuel, avec des périodes plus sèches où le niveau de l'eau descend sous l'horizon de surface.



BIBLIOGRAPHIE

- **Guide d'orientation méthodologie pour l'inventaire des zones humides sur le Bassin de la Vilaine**

  J.C CLEMENT – CAREN – CLE du SAGE Vilaine

- **Cahier des charges – inventaires des zones humides – version n° 5 Octobre 2004**

  DDAF d'Ille et Vilaine

- **Aménagement, réseau hydrographique et diagnostic des parcellaires**

  ADASEA des Côtes d'Armor

- **Les zones humides de fonds de vallées et la qualité de l'eau en Bretagne - Mars 1997**

  Conseil Scientifique de l'Environnement de Bretagne

Rapport d'étude

Inventaire complémentaire des zones humides sur les futures zones AU

Commune de Guilliers

Département du Morbihan [56]

SOMMAIRE

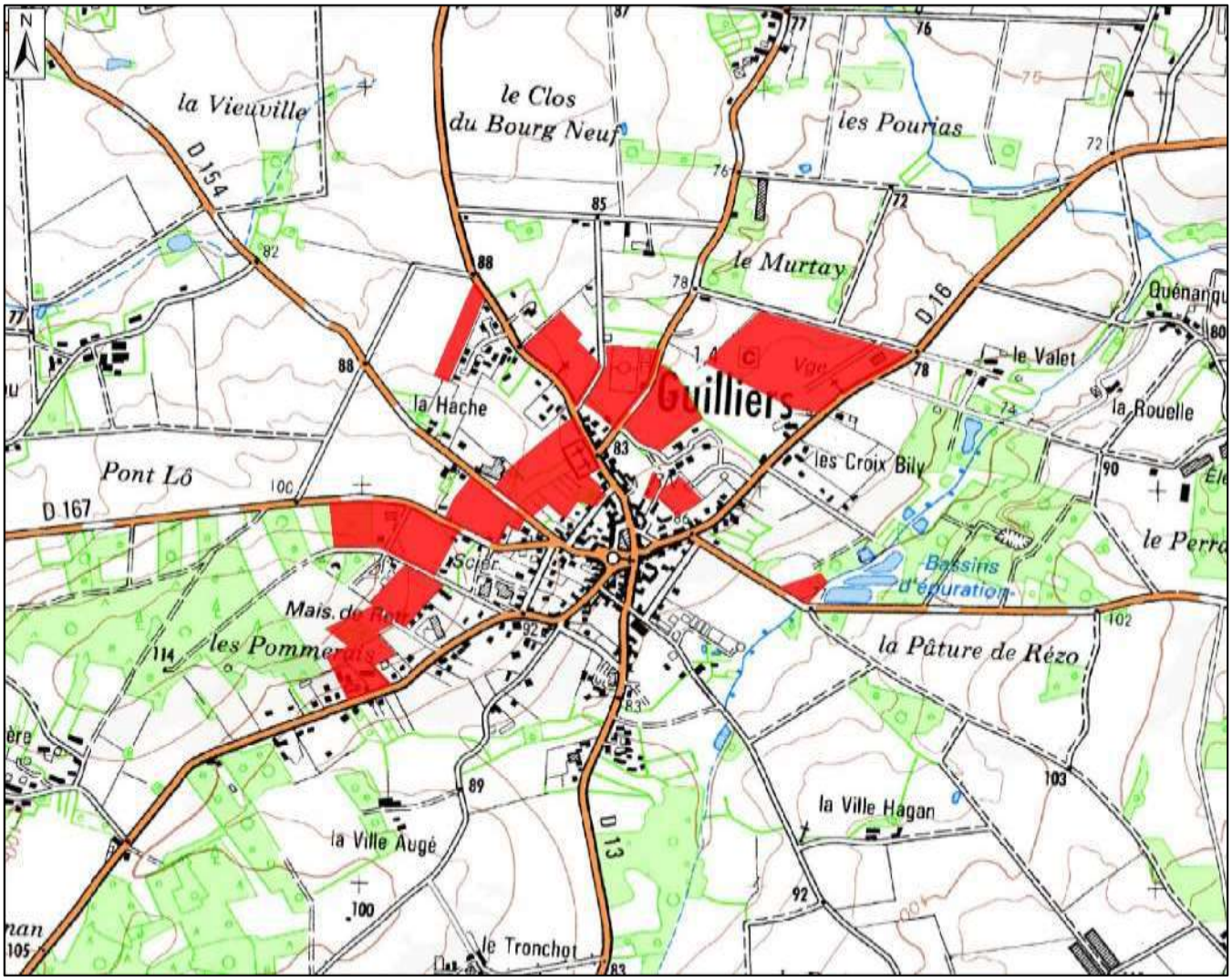
1 Introduction 3
2 Méthodologie 4
2.1 La flore 4
2.2 Le sol 5
2.3 Méthode de délimitation 6
2.4 Définition des cours d'eau 8
3 Contexte géologique 10
4 Inventaire complémentaire sur la zone d'étude 11
4.1 Inventaire des zones humides 11
4.1.1 Parcelles de la Maison Familiale Rurale et de l'EHPAD les Blés d'Or 11
4.1.2 Parcelles de Clos Plats 12
4.1.3 Parcelles à l'Est des Clos Terriers 13
4.1.4 Parcelles au Sud et à l'Ouest du cimetière du Sud de la Hache 14
4.1.5 Extension du lotissement de la Hache 15
4.1.6 Parcelle au Sud des Champs Torts 16
4.1.7 Espaces verts de la Fosse Teignouse 17
4.1.8 Espaces verts autour de la bibliothèque 18
4.1.9 Parcelle des Bouillons 19
4.1.10 Prairie au Nord des services techniques et parc attenant 20
4.1.11 Parcelle des Pres de Rezo à l'Ouest des bassins d'épuration 21
5 Synthèse de données 22

Dossier réalisé par :

DMEAU SARL
Ferme de la Chauvelière
PA de la Chauvelière
35150 JANZE
02 99 47 65 63
p.bernard@dmeau.fr

1 INTRODUCTION

La commune de Guilliers envisage l'urbanisation de parcelles situées dans la continuité de l'urbanisation actuelle.



Carte 1 : : Localisation générale des zones d'étude

Afin de prendre en compte les zones humides dans le PLU, nous avons été missionnés pour réaliser un inventaire complémentaire sur les parcelles du projet.

Les zones d'étude représentent au total une surface d'environ 29,9 ha.

2 METHODOLOGIE

Les zones humides sont caractérisées selon des critères de végétation (référentiel européen CORINE Biotope) **et d'hydromorphie des sols** (caractérisation pédologique GEPPA).

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 définit les zones humides comme :

"Des terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire. La végétation, quand elle existe, est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année".

L'arrêté du 24 juin 2008 amendé au 1er Octobre 2009 précise les caractéristiques de la végétation, des habitats et des sols des zones humides. Il présente également une méthodologie détaillée pour le travail de terrain.

2.1 LA FLORE

L'eau est un facteur écologique primordial dans la distribution géographique des végétaux.

Certaines plantes ne se développent que dans des sols saturés en eaux toute l'année, sur des terrains périodiquement inondés, etc. … D'autres au contraire ne supportent pas les sols gorgés d'eau, même pendant une courte période. Ces dernières permettent également de déterminer la fin de la zone humide par soustraction.



Photo 1: La Lysimache des bois, la grande Salicaire, la Reine des près et la Baldingère se rencontrent dans les prairies et les bois humides uniquement.

Cette propriété est mise à profit pour la détermination des zones humides, par l'identification d'espèces indicatrices. La liste d'espèces hygrophiles recensées par le Muséum d'histoire naturelle en annexe de l'arrêté du 24 juin 2008 sert de référence.

Attention toutefois, les usages du sol dans les espaces agricoles ont une grande influence sur la composition de la flore. En fonction des usages, il convient d'analyser le site plus en détail en réalisant des sondages à la tarière pour caractériser le sol, si la flore ne permet pas de conclure sur le statut de la zone.

2.2 LE SOL

L'hydromorphie est une illustration de la présence d'eau, permanente ou temporaire dans le sol. Elle se caractérise par la présence de tâches d'oxydes de fer dans les horizons superficiels.

Une tarière est utilisée pour réaliser des sondages à faible profondeur (0,5 à 1m maximum). La recherche de traces d'hydromorphie permet de confirmer le caractère humide des terrains où la végétation caractéristique est plus difficilement identifiable (terrains cultivés, prairies fauchées, prairies temporaires).

Les situations sont variables en fonction du type de sol et de la durée d'engorgement en eau. La présence, l'intensité et la profondeur d'apparition des traces d'hydromorphie permettent de classer les sols selon leurs degrés d'hydromorphie (classification GEPPA 1981).

Les quelques exemples de sondages pédologiques illustrés ci-dessous ne sont pas exhaustifs.



Traits rédoxiques légers



Traits rédoxiques marqués



Traits réductiques marqués

Comme pour la végétation, les activités humaines ont un impact sur le sol et peuvent influencer l'intensité des traces d'hydromorphie (traits réductiques et traits rédoxiques). Les sols labourés présentent un horizon superficiel plus aéré qui diminue l'intensité des traces d'hydromorphie.

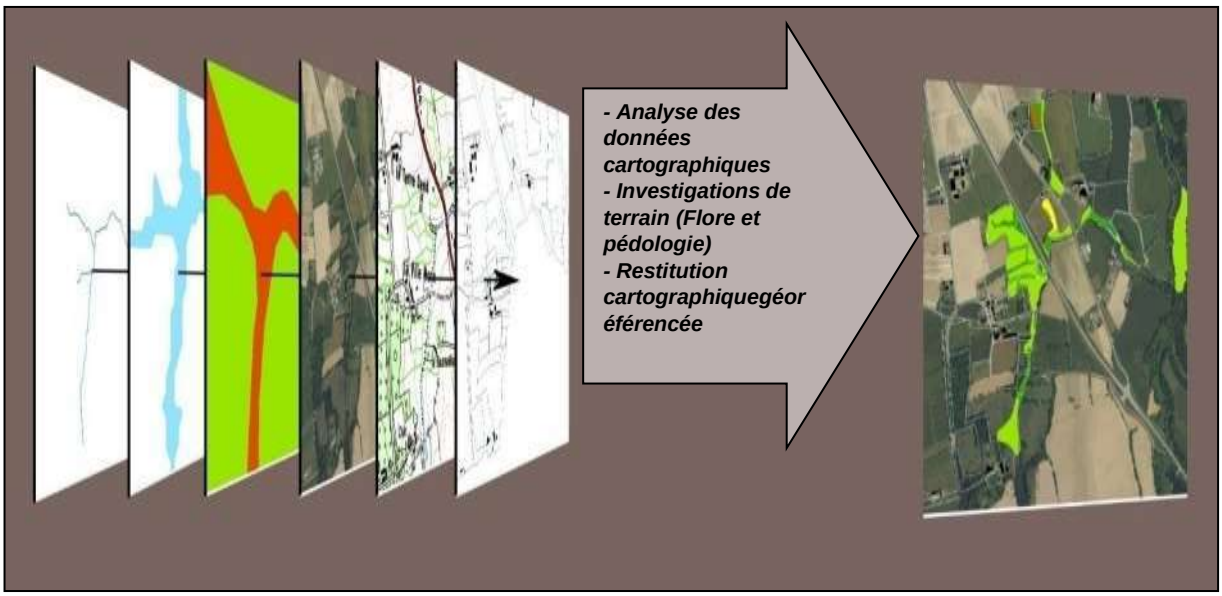
Les sondages pédologiques doivent être situés de part et d'autre de la limite supposée de la zone humide pour une délimitation au plus près des critères de sol. La précision reste cependant limitée (plusieurs mètres) au regard du caractère ponctuel des données sur la nature du sol, et du caractère graduel et diffus de l'hydromorphie.

2.3 METHODE DE DELIMITATION

Afin d'aider à l'exhaustivité du travail de repérage pour les visites de terrain, des données cartographiques sur les zones humides potentielles peuvent permettre une première approche systématique du repérage des zones potentiellement humides

L'enveloppe proposée par l'Agro-Transfert Bretagne est un exemple. Elle est cohérente sur les bassins de premier ordre (1, 2 et 3 selon Strahler) qui couvrent l'essentiel du travail de cartographie des zones humides dans la région. Elle est utilisée comme base au travail de repérage des zones humides.

Les cartes hydrographiques, pédologiques, géologiques, les photo-aériennes et les cartes IGN, sont autant de sources d'informations à exploiter. L'utilisation d'un SIG permet une consultation et un recoupement rapide des informations disponibles. (voir schéma ci-dessous)



Après une analyse détaillée des données, le travail de terrain consiste à délimiter précisément les zones humides effectives selon les critères pédologiques et/ou botaniques. Chaque zone repérée comme potentiellement humide est visitée à pied. En premier lieu, une analyse de la flore dominante est effectuée. :

> Si plus de 50 % des espèces, représentant au moins un recouvrement cumulé de plus de 50% du sol, sont hygrophiles, la flore est considérée comme caractéristique d'une zone humide.

Une analyse globale du site est souvent nécessaire pour proposer une limite à la zone humide. Des sondages à la tarière de part et d'autre de la limite supposée de la zone humide permettent d'infirmer les observations faites sur la flore.

> Si les traces d'hydromorphie débutant dans les 50 premiers centimètres du sol se prolongent et s'intensifient en profondeur, le sol est considéré comme caractéristique d'une zone humide.

Un seul des deux critères suffit pour caractériser une zone humide.

Les critères pédologiques sont plus complexes à analyser, la vision du sol n'est que ponctuelle. Les traces d'hydromorphie sont d'intensité et de morphologie variable selon le type de sol, même si le massif armoricain reste sensiblement homogène sur ce dernier point. Le « Référentiel pédologique – 2008 » de Denis Baize, Michel-Claude Girard, Association française pour l'étude du sol (AFES), nous sert de référence.

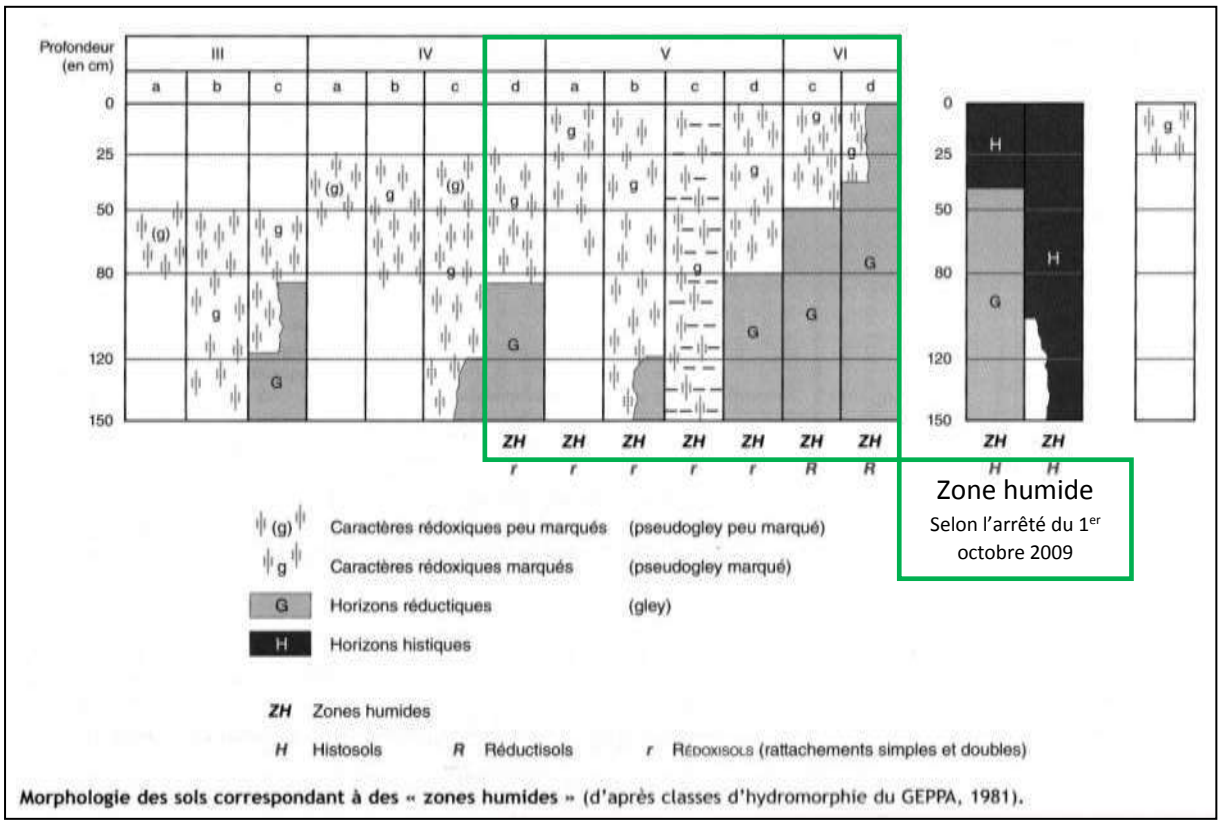


Figure 1 : Classes d'hydromorphie, GEPPA 1981 – Extrait du « Référentiel pédologique 2008 »

Comme le montre le schéma ci-dessus, certains sols présentant des nappes perchées sont plus délicats à analyser, des sondages jusqu'à 1 mètre de profondeur sont parfois nécessaires pour rendre compte du fonctionnement hydrologique. Selon l'épaisseur, la situation dans le profil pédologique et l'intensité des traces d'hydromorphie, le sol est classé en zone humide ou non. C'est donc l'ensemble du profil pédologique qui doit être analysé.

La composition de la flore et les caractéristiques du sol sont les deux critères les plus pertinents pour visualiser la limite de la zone humide, mais dans tous les cas, une analyse globale du site est nécessaire. Le relief, le mode d'alimentation en eau, les aménagements ou tous facteurs pouvant avoir une influence sur la zone humide doivent être pris en compte pour sa caractérisation et sa délimitation.

2.4 DEFINITION DES COURS D'EAU

Les cours d'eau ne sont pas définis réglementairement comme les zones humides. Les différents SAGE du bassin Loire-Bretagne proposent souvent des critères proches pour la définition des cours d'eau. Les critères suivants sont reconnus par les acteurs de terrain sur le massif armoricain.

- **Talweg :** ou fond de vallon. Point bas du relief qui recueille les eaux du versant.

- **Ecoulement indépendant** : Si après 8 jours sans pluie ou avec moins de 10 mm de pluie l'écoulement perdure, il est considéré indépendant selon le SAGE Vilaine.

- **Berges** : Au moins une dizaine de centimètres de berges.



Photo 2 : Sur la photo ci contre, ce ruisseau non identifié sur les cartes IGN présente une berge de plus de 10 cm



Photo 3 : Le sable transporté et trié par ce ruisseau est caractéristique.

- **Substrat** : Le lit d'un cours d'eau est différent d'un simple fond de fossé, un tri des particules liées au transport sédimentaire s'opère en fonction de l'hydrodynamisme de l'écoulement. (zones calmes=particules fines, zones agitées=particules grossières)



Photo 4 : Un gamare (haut) et la Ache nodiflore (bas) sont des organismes aquatiques.

- **Vie aquatique** : Poissons, invertébrés, plantes aquatiques. Ils sont présents toute ou partie de l'année



C'est donc une analyse détaillée de l'hydrologie, de la morphologie et de la biologie des écoulements qui est nécessaire. Trois ou quatre de ces cinq critères sont nécessaires pour définir le cours d'eau.

La période de prospection est importante. A l'étiage (fin juillet à septembre) de nombreux cours d'eau sont à sec, la vie aquatique a disparu temporairement, alors qu'en hiver il est parfois difficile de trouver une fenêtre météo favorable, sans pluie, et durable.

En dehors de la période d'étiage qui semble être à éviter pour les inventaires de cours d'eau, la durée de l'inventaire (3 à 5 mois) doit permettre d'évaluer le réseau hydrographique à différentes périodes de l'année.



Cet écoulement identifié dans une prairie humide au mois de février pourrait ressembler à un cours d'eau. Plusieurs éléments manquent cependant. Il n'y pas de berge et l'écoulement est plus ou moins diffus. Il n'y pas de substrat, l'eau s'écoule sur l'herbe. Et enfin l'écoulement n'est pas indépendant des pluies puisqu'il s'arrête quelques jours après les épisodes pluvieux (photo prise par temps pluvieux)

Photo 5 : Ecoulement dans une pâture à joncs en période de crue

Comme pour les zones humides, le travail de terrain permet de réaliser une analyse détaillée de chaque cours d'eau potentiel. Il s'agit d'analyser les critères définissant le cours d'eau (Berge, substrat, etc..) mais également l'alimentation en eau, l'entretien, la topographie et la géologie qui peuvent être des facteurs déterminants de la morphologie, de la biologie et de l'hydrologie de l'écoulement.

La figure ci-dessous permet de mieux synthétiser les indices des zones humides et cours d'eau recherchés sur le terrain.

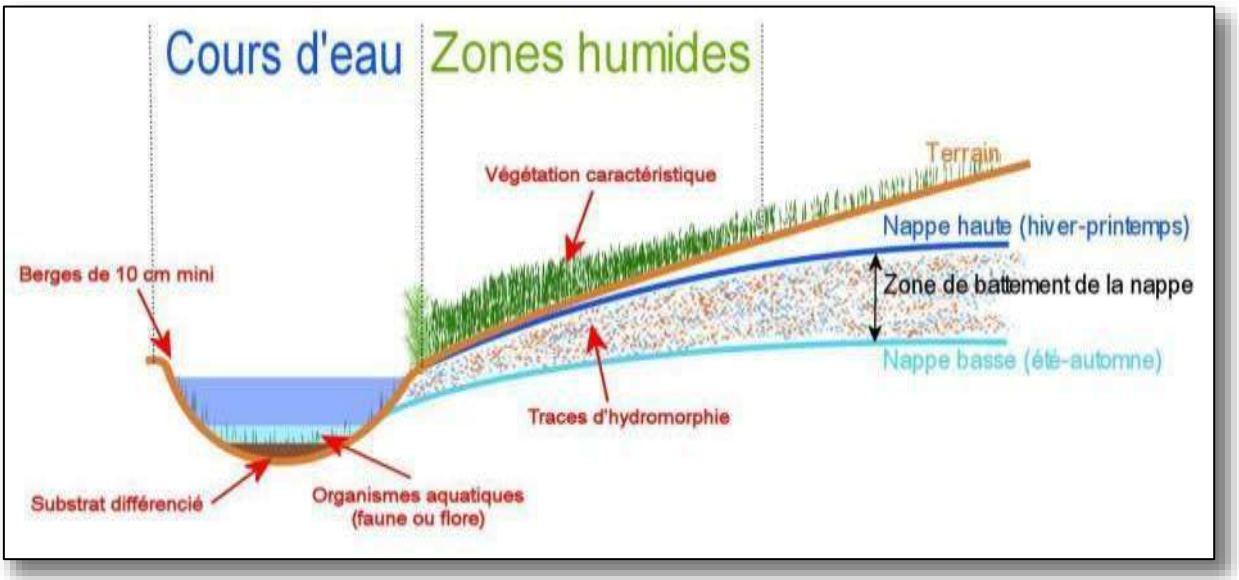


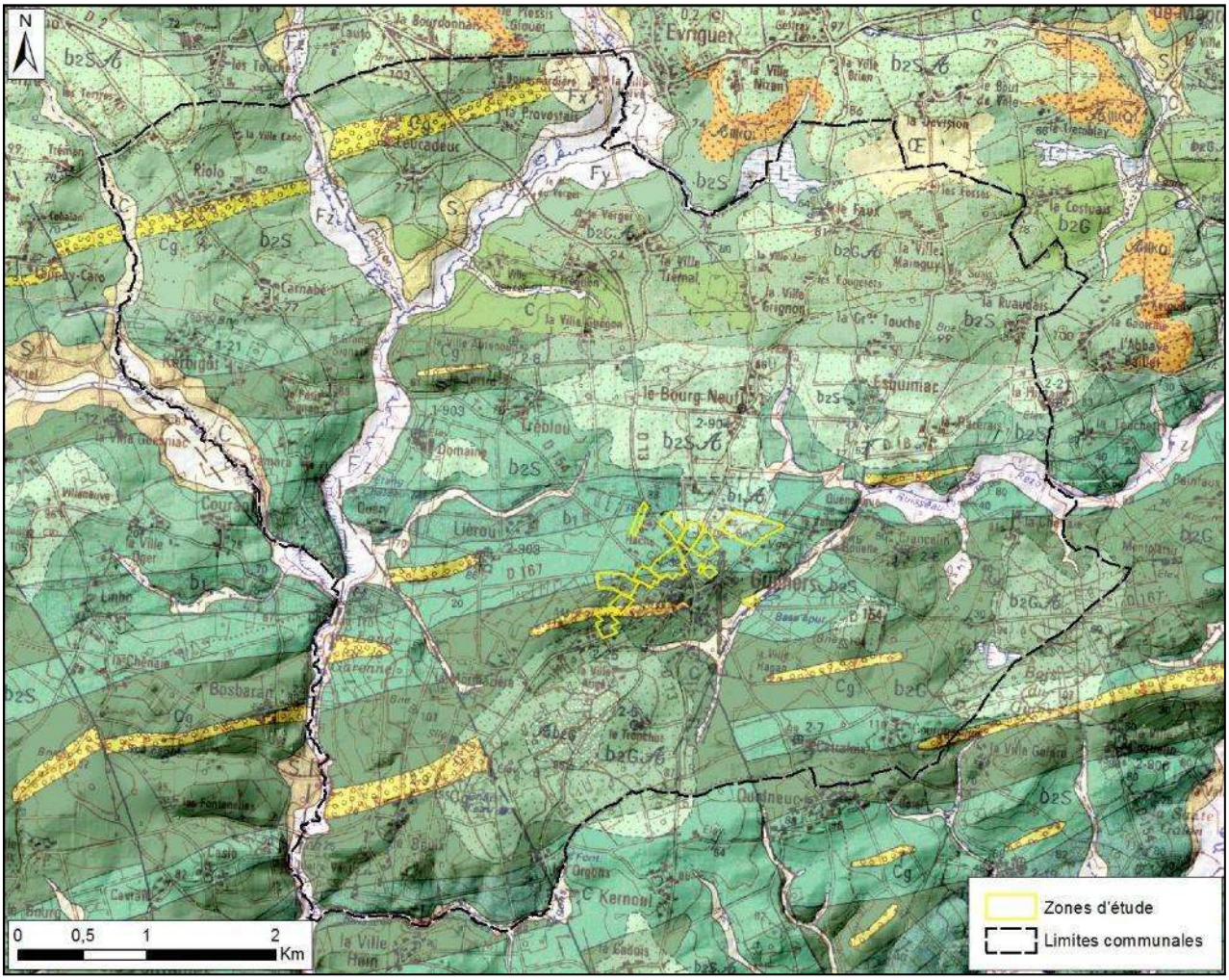
Figure 2 : Schéma de principe d'une zone humide et cours d'eau associé

3 CONTEXTE GEOLOGIQUE

Les processus de formation des sols et leur typologie sont influencés par la nature de la roche-mère, qui constitue le sous-sol. L'altération de ces matériaux anciens va impacter la granulométrie, la texture, la perméabilité, le pH mais aussi la fertilité chimique des horizons superficiels du sol, qui en dérive.

Le contexte topographique résulte d'une longue histoire géologique. Il dépend également de la nature des différents matériaux du sous-sol, qui se traduit par une différence de résistance à l'érosion. Le contexte géologique conditionne ainsi les types de sols et d'occupation de sols, même si certaines pratiques agricoles jouent un rôle non négligeable sur la qualité des sols.

Enfin, dans le cadre d'un inventaire des zones humides, **la connaissance de la nature des terrains géologiques rencontrés permet d'éviter la confusion possible entre les traces d'hydromorphie et les taches d'altération des minéraux riches en fer.**



Carte 2: Contexte géologique des zones étudiées

4 INVENTAIRE COMPLEMENTAIRE SUR LA ZONE D'ETUDE

4.1 INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

La phase terrain de cet inventaire s'est déroulée le mardi 21 mars 2017.

4.1.1 Parcelles de la Maison Familiale Rurale et de l'EHPAD les Blés d'Or

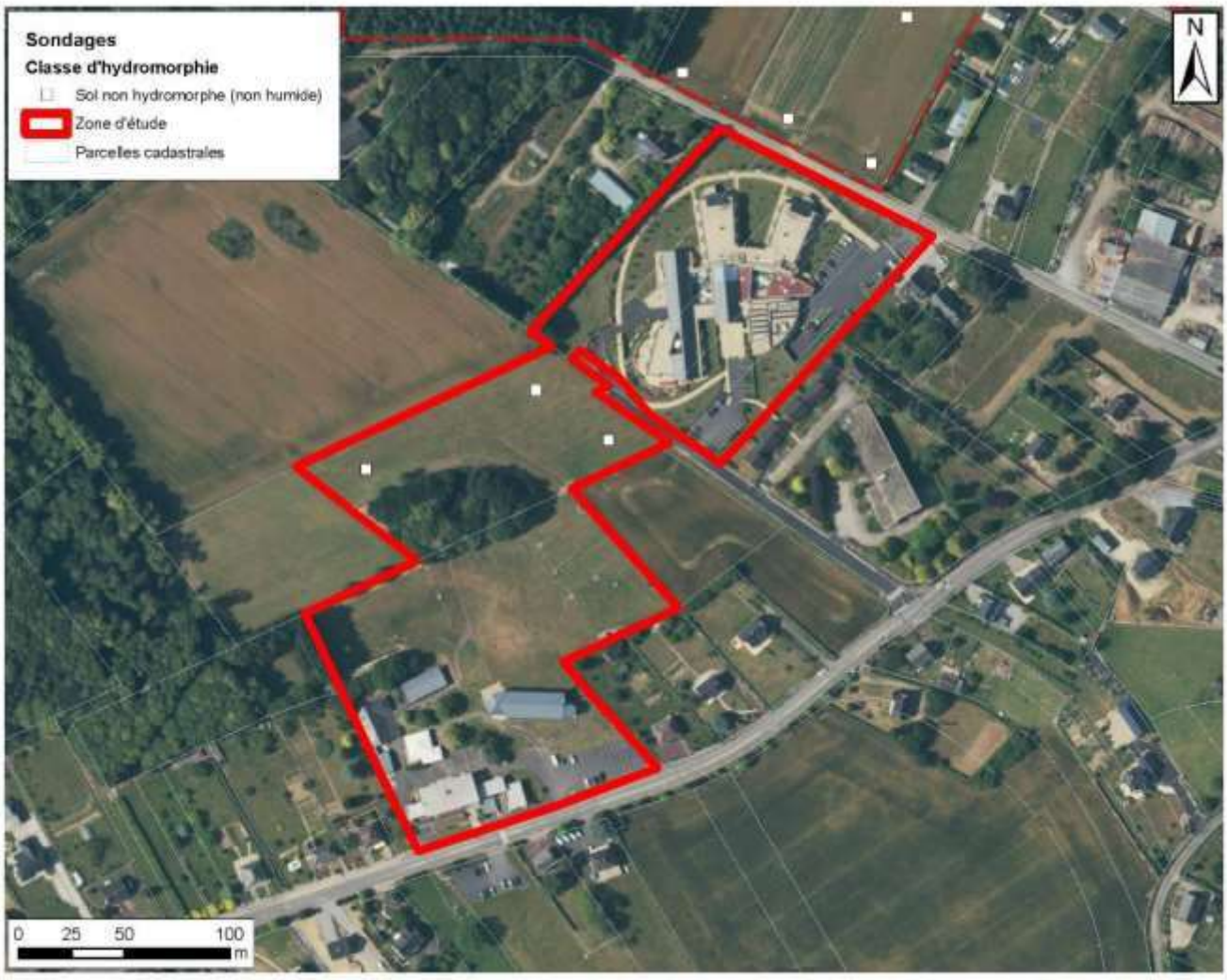
Cette zone est d'ores et déjà urbanisée puisqu'elle accueille la Maison Familiale Rurale et de l'EHPAD les Blés d'Or. Le seul secteur pouvant comporter une zone humide est donc l'espace vert de la MFR.



Photo 6 : EHPAD des Blés d'Or

Cette zone ne présente aucune espèce végétale hygrophile, elle ne permet donc pas de valider le critère floristique des zones humides.

Les sondages réalisés ont permis de s'assurer de l'absence de zone humide sur ce secteur.



Carte 3 : localisation des sondages sur la zone étudiée

4.1.2 Parcelles de Clos Plats

Cette zone présente pour partie une végétation prairiale ainsi que des cultures. On trouve également un boisement à l'Ouest. Aucune espèce hygrophile n'est présente.



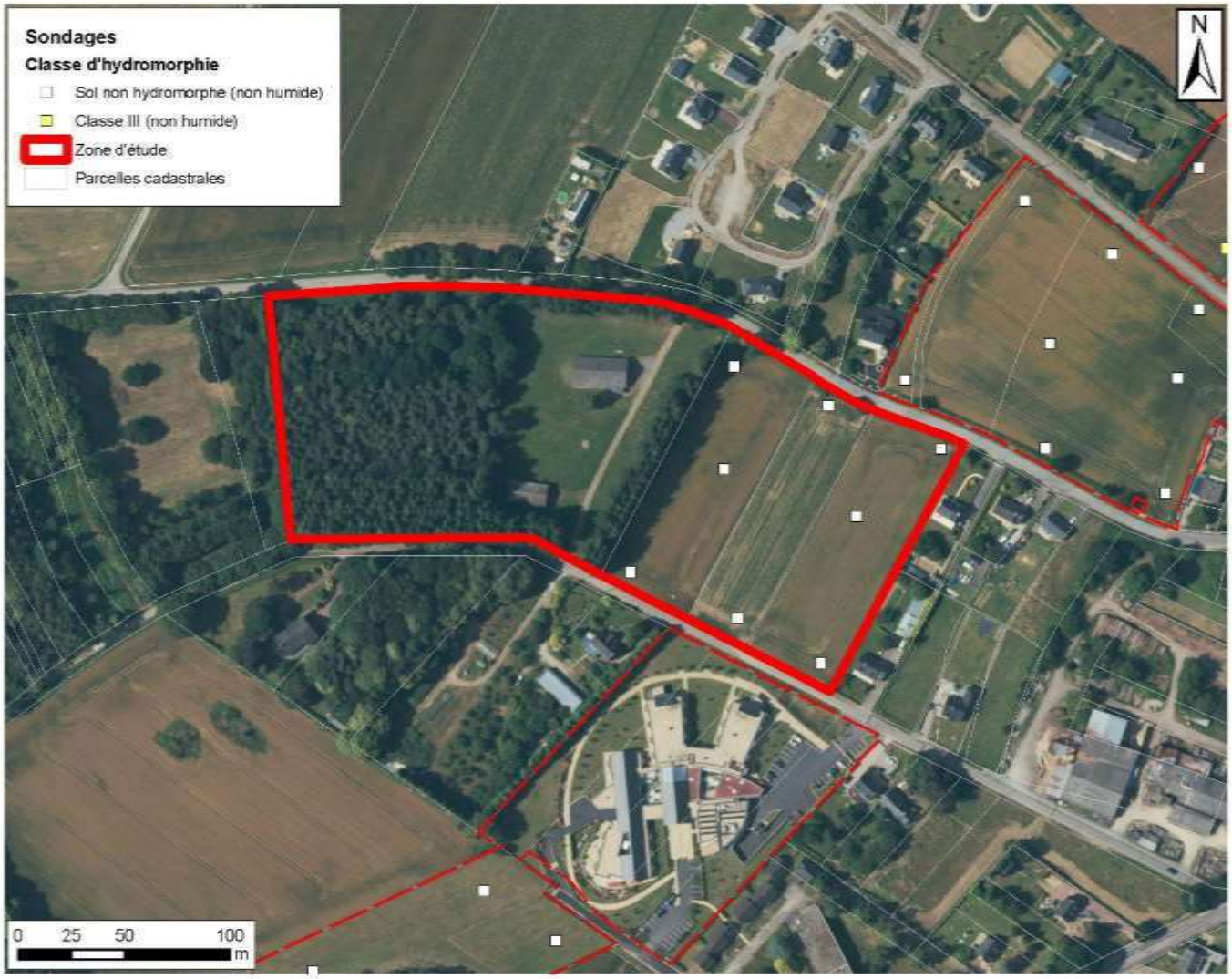
Photo 7 : Est de la Zone

L'inventaire a permis de vérifier l'absence de d'espèces végétales hydromorphe.

La réalisation de sondages a permis de montrer l'absence de traces d'hydromorphie dans les horizons superficiels. Le sol ne correspond en aucun point du parcellaire à un sol caractéristique de zone humide.

L'inventaire a permis confirmer l'absence de zone humide sur cette zone d'étude.

Concernant la partie boisée (1,1 ha), l'urbanisation sera soumise aux préconisations réglementaires concernées : le code forestier (notice de défrichement éventuelle) et le code de l'environnement (présence éventuelle d'espèces protégées). Ces enjeux pourront nécessiter des investigations de terrain complémentaires.



Carte 4 : localisation des sondages sur la zone étudiée

4.1.3 Parcelles à l'Est des Clos Terriers

Cette zone agricole présente une flore quasi-totalement cultivée.

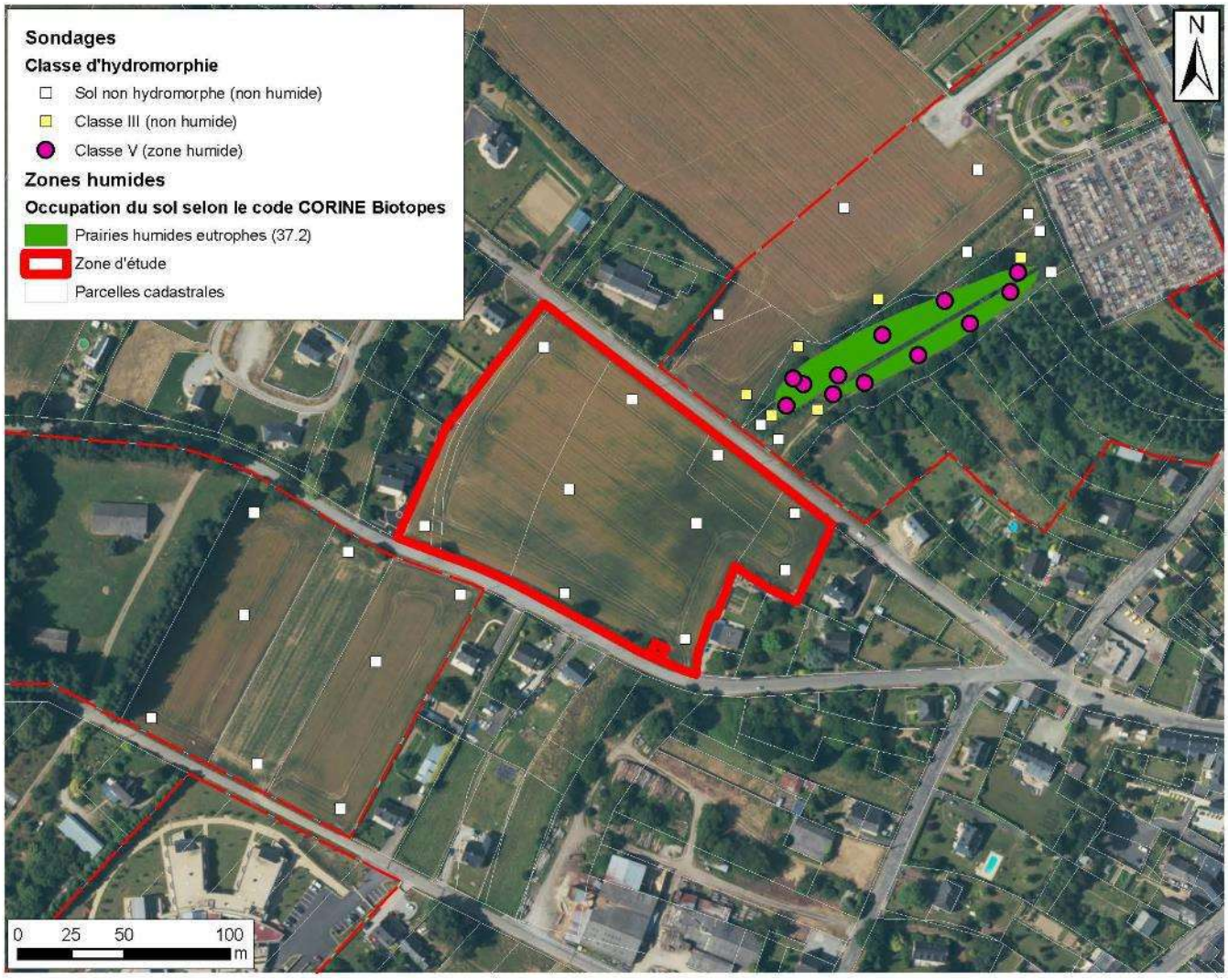
L'inventaire a permis de vérifier l'absence de d'espèce végétale hydromorphe.

La réalisation de sondages a permis de montrer l'absence de traces d'hydromorphie dans les horizons superficiels. Le sol ne correspond en aucun point du parcellaire à un sol caractéristique de zone humide.



Photo 8 : Est de la zone

L'inventaire a permis confirmer l'absence de zone humide sur cette zone d'étude.



Carte 5 : localisation des sondages sur la zone étudiée

4.1.4 Parcelles au Sud et à l'Ouest du cimetière du Sud de la Hache

Cette zone est composée au Nord d'un parc et du cimetière, au Sud de zones plus ou moins boisées en parcelles privées et de zones prairiales et cultivées à l'Ouest et au Sud du cimetière (boisée sur la photo aérienne).



Photo 9 : Partie Est de la zone humide

Sur l'ensemble de la zone, aucune espèce hygrophile n'est présente, excepté du Jonc et de la Renoncule rampante en faible densité autour du fossé. Le critère floristique ne permet donc pas de d'identifier une éventuelle zone humide.

Les sondages réalisés ont en revanche montré la présence de traces d'hydromorphie superficielles correspondant à la classe V.

<u>Une zone humide a donc été identifiée et délimitée autour du fossé. Elle mesure environ 2460 m² et correspond au code CORINE Biotopes 37.2 (prairie humide eutrophe).</u>

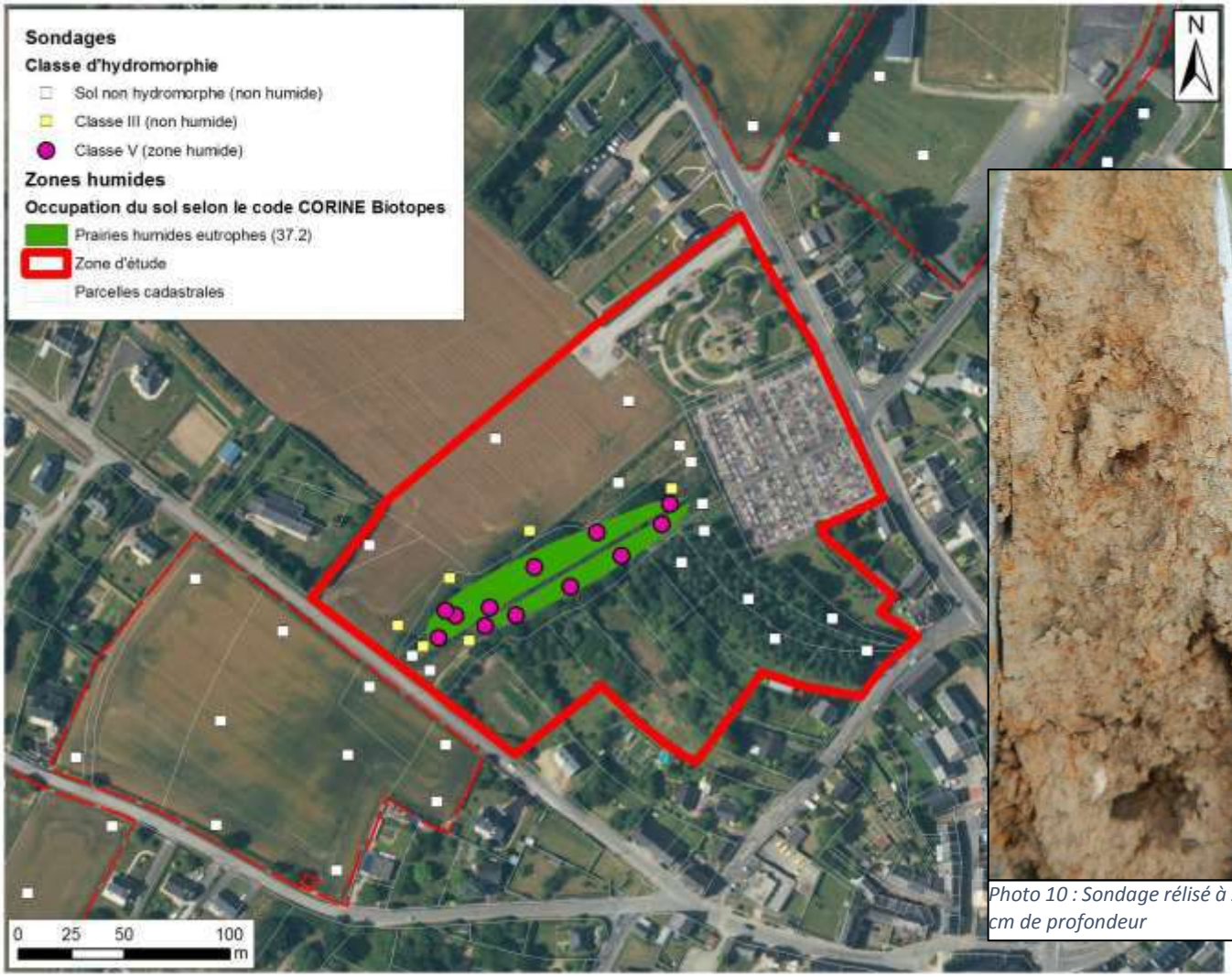


Photo 10 : Sondage rélisé à 25 cm de profondeur

Carte 6 : localisation des sondages et des zones humides sur la zone étudiée

4.1.5 Extension du lotissement de la Hache

Cette zone, contrairement à la photo aérienne présentée ci-dessous, présente aujourd'hui une voirie partiellement aménagée ainsi qu'une maison actuellement en construction.

Elle est également composée d'une pelouse ne présentant pas d'espèce végétale hygrophile. Le critère floristique n'est donc pas validé.

Les sondages réalisés ont permis de conclure à l'absence de zone humide sur l'ensemble de la zone.



Photo 11 : prise de vue à partir du Sud



Carte 7 : localisation des sondages sur la zone étudiée

4.1.6 Parcelle au Sud des Champs Torts

Cette zone agricole présente une flore quasi-totalement cultivée. Aucune espèce hygrophile n'est présente.

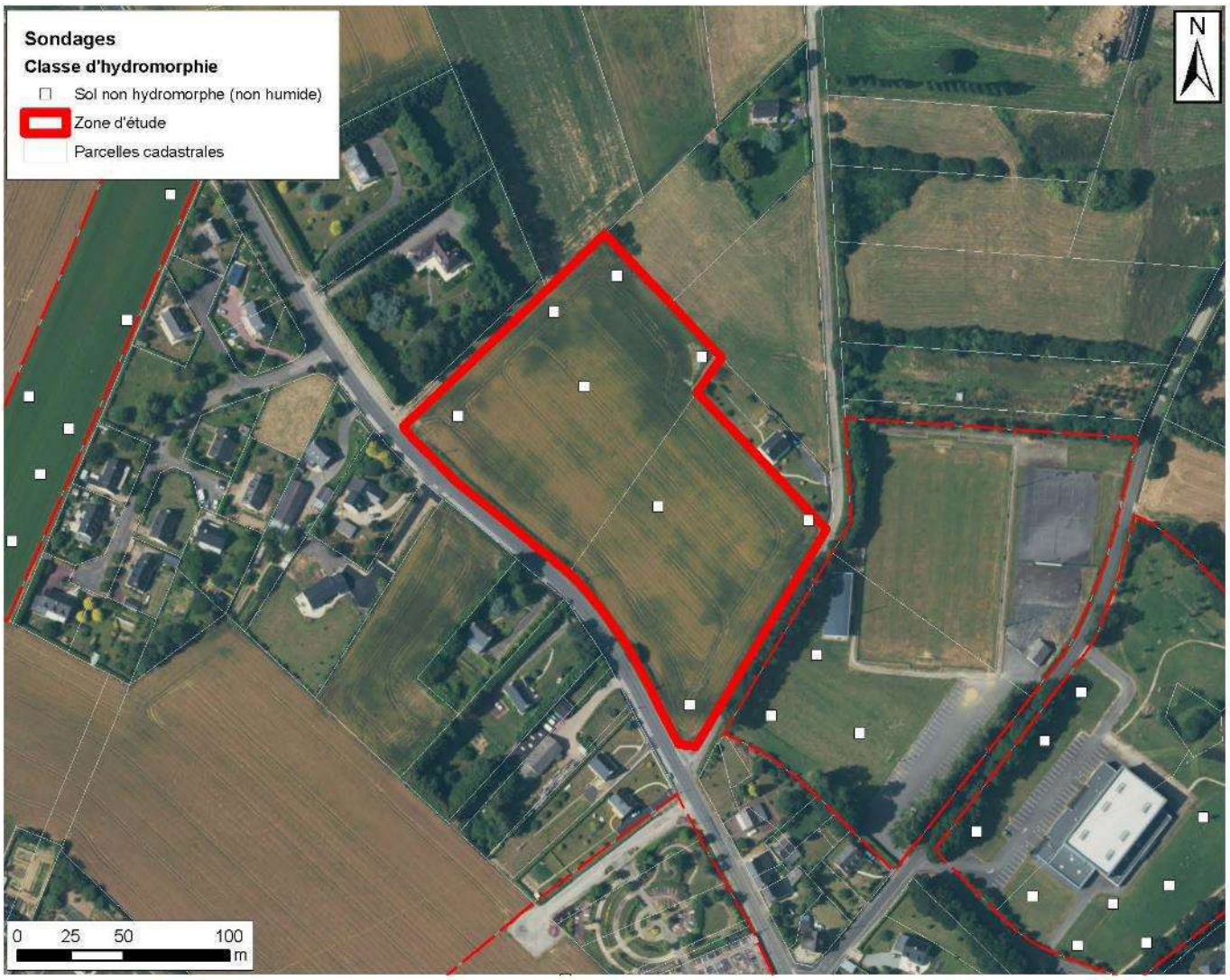
L'inventaire a permis de vérifier l'absence de d'espèce végétale hydromorphe.

La réalisation de sondages a permis de montrer l'absence de traces d'hydromorphie dans les horizons superficiels. Le sol ne correspond en aucun point du parcellaire à un sol caractéristique de zone humide.

L'inventaire a permis confirmer l'absence de zone humide sur cette zone d'étude.



Photo 12 : Nord-Ouest de la zone



Carte 8 : : localisation des sondages sur la zone étudiée

4.1.7 Espaces verts de la Fosse Teignouse

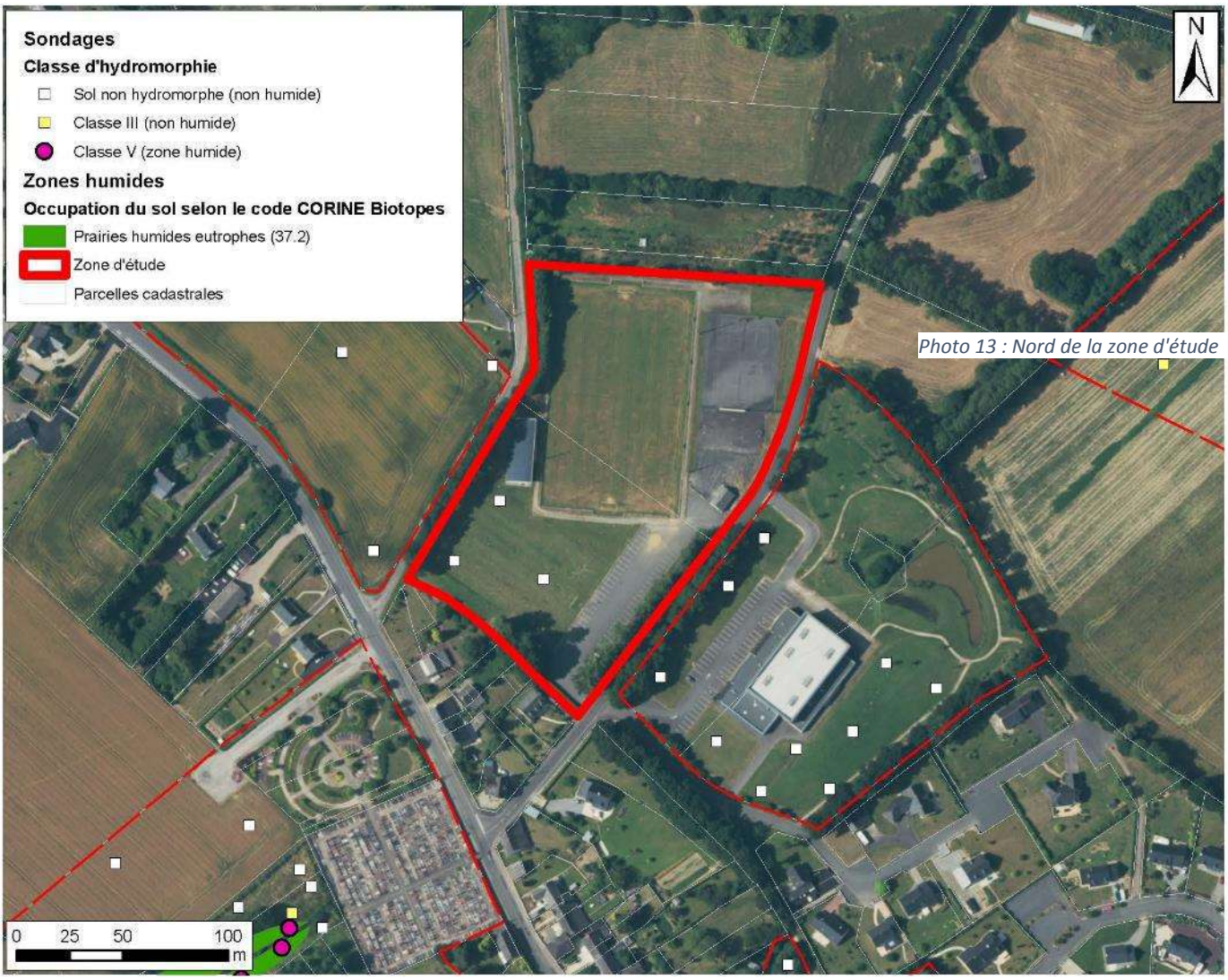
Cette zone est en grande majorité occupée par un terrain de football et par de la voirie, elle ne présente aucune espèce végétale hygrophile.

La réalisation de sondages a permis de montrer l'absence de traces d'hydromorphie dans les horizons superficiels. Le sol ne correspond en aucun point du parcellaire à un sol caractéristique de zone humide.

L'inventaire a permis confirmer l'absence de zone humide sur cette zone d'étude.



Photo 13 : Nord de la zone d'étude



Carte 9 : localisation des sondages sur la zone étudiée

4.1.8 Espaces verts autour de la bibliothèque

Cette zone, en dehors de la bibliothèque et du parking présente une végétation de pelouse régulièrement entretenue ainsi des ouvrages techniques : une réserve d'eau liée au risque d'incendie ainsi que deux ouvrages de gestion des eaux pluviales. Ces surfaces en eau ne sont donc pas à considérer comme des mares ou des plans d'eau.

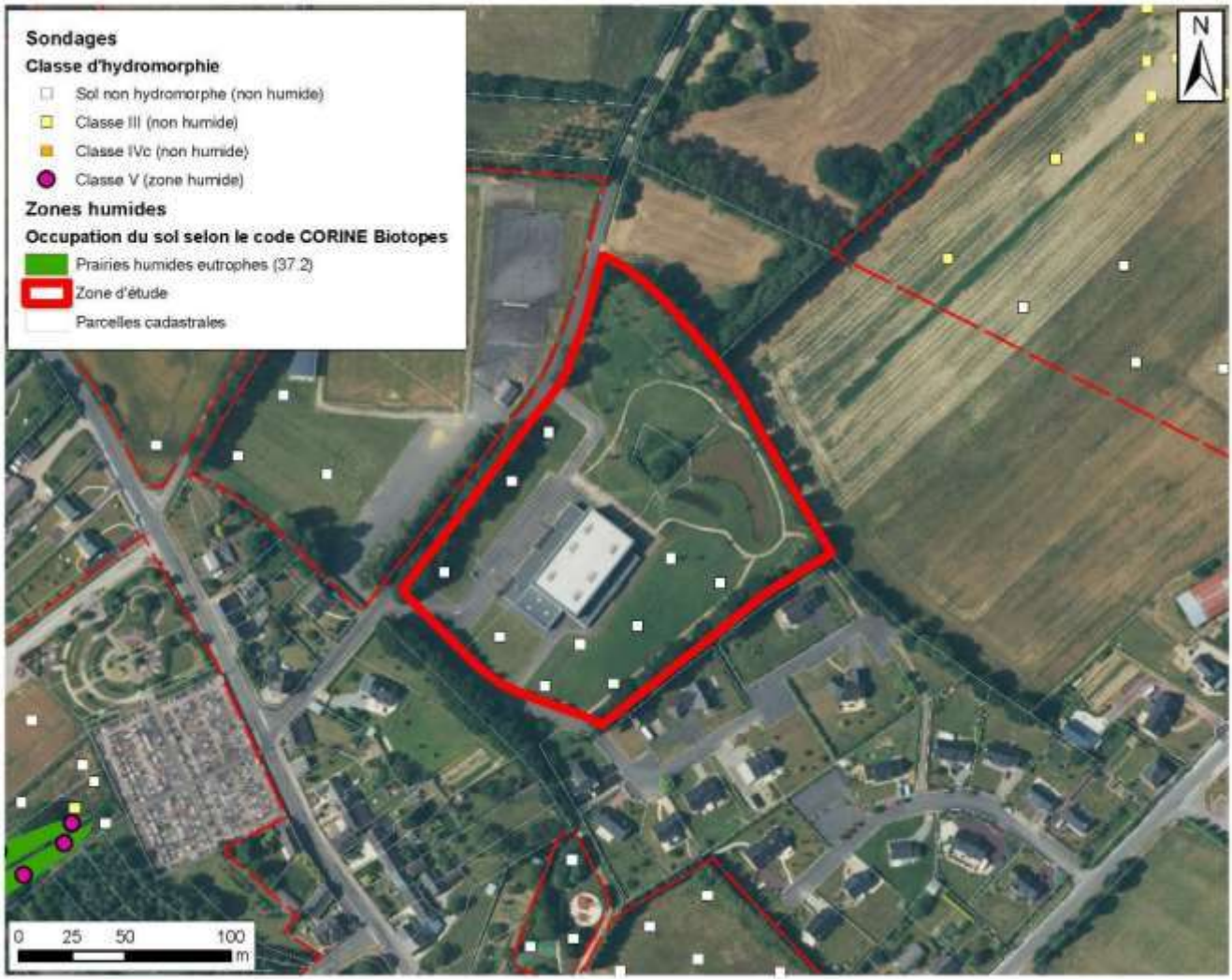


Photo 14 : Nord de la zone d'étude

La végétation présente ne comporte aucune espèce hygrophile.

La réalisation de sondages a permis de montrer l'absence quasi-totale de traces d'hydromorphie dans les horizons superficiels. Le sol ne correspond en aucun point du parcellaire à un sol caractéristique de zone humide.

L'inventaire a permis confirmer l'absence de zone humide sur cette zone d'étude.



Carte 10 : localisation des sondages sur la zone étudiée

4.1.9 Parcelle des Bouillons

Cette zone est à l'Est occupée par une voirie dédiée à la construction d'un futur lotissement. La partie Ouest est occupée par des cultures agricoles.

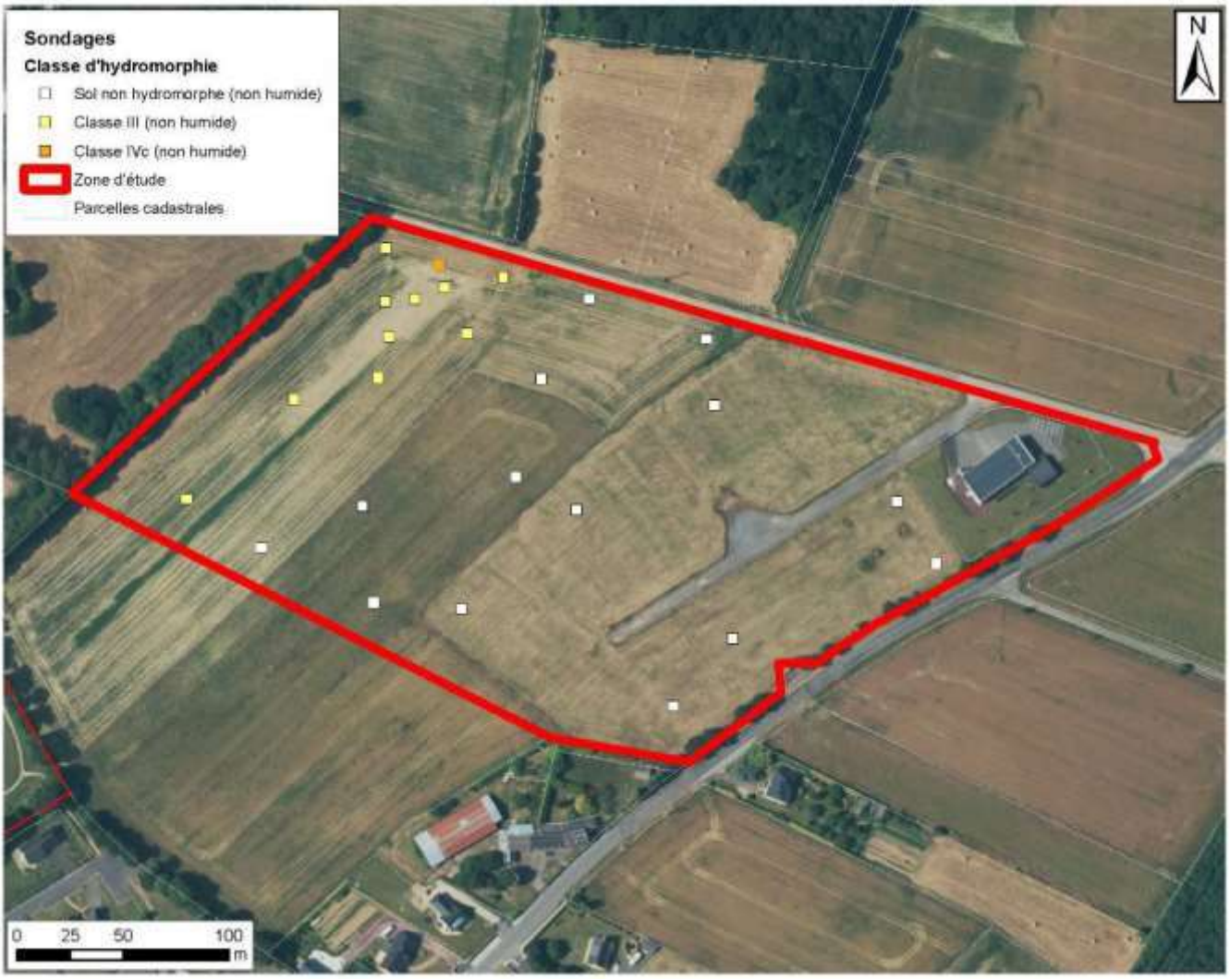
La végétation présente ne comporte aucune espèce hygrophile.

La réalisation de sondages a permis de montrer l'absence quasi-totale de traces d'hydromorphie dans les horizons superficiels. Le sol ne correspond en aucun point du parcellaire à un sol caractéristique de zone humide.

L'inventaire a permis confirmer l'absence de zone humide sur cette zone d'étude.



Photo 15 : Nord-ouest de la zone



Carte 11 : localisation des sondages sur la zone étudiée

4.1.10 Prairie au Nord des services techniques et parc attenant

Cette zone est occupée par un parc et par une prairie à la végétation rase.

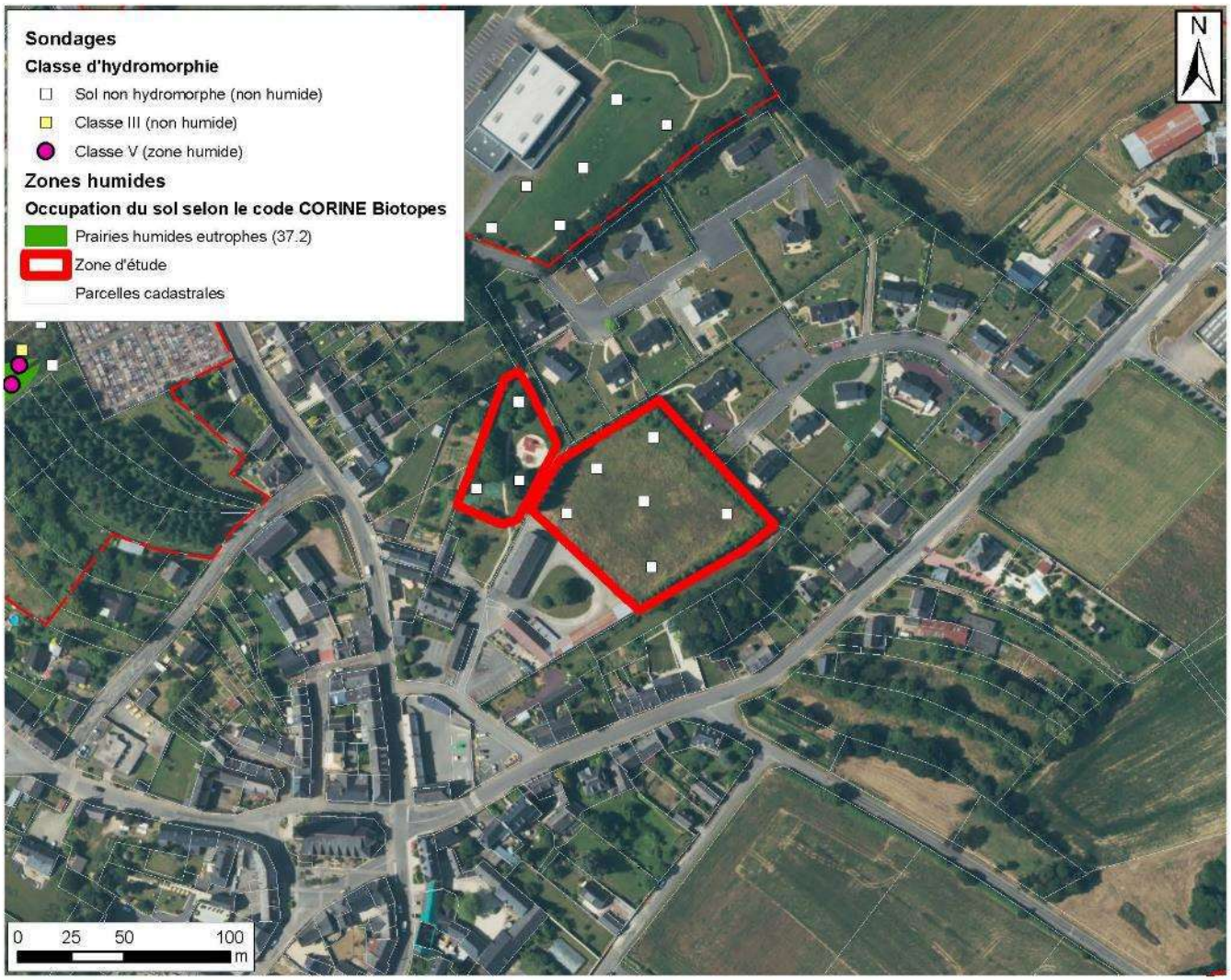
L'inventaire a permis de vérifier l'absence de d'espèce végétale hydromorphe.

La réalisation de sondages a montré l'absence de traces d'hydromorphie dans les horizons superficiels. Le sol ne correspond en aucun point du parcellaire à un sol caractéristique de zone humide.

L'inventaire a permis confirmer l'absence de zone humide sur cette zone d'étude.



Photo 16 : prairie au Nord des services techniques



Carte 12 : localisation des sondages sur la zone étudiée

4.1.11 Parcelle des Pres de Rezo à l'Ouest des bassins d'épuration

Cette zone présente sur la quasi-totalité de sa surface un sol artificialisé ne permettant pas la pratique de sondage pédologique. Elle est traversée par le ruisseau de Rézo.



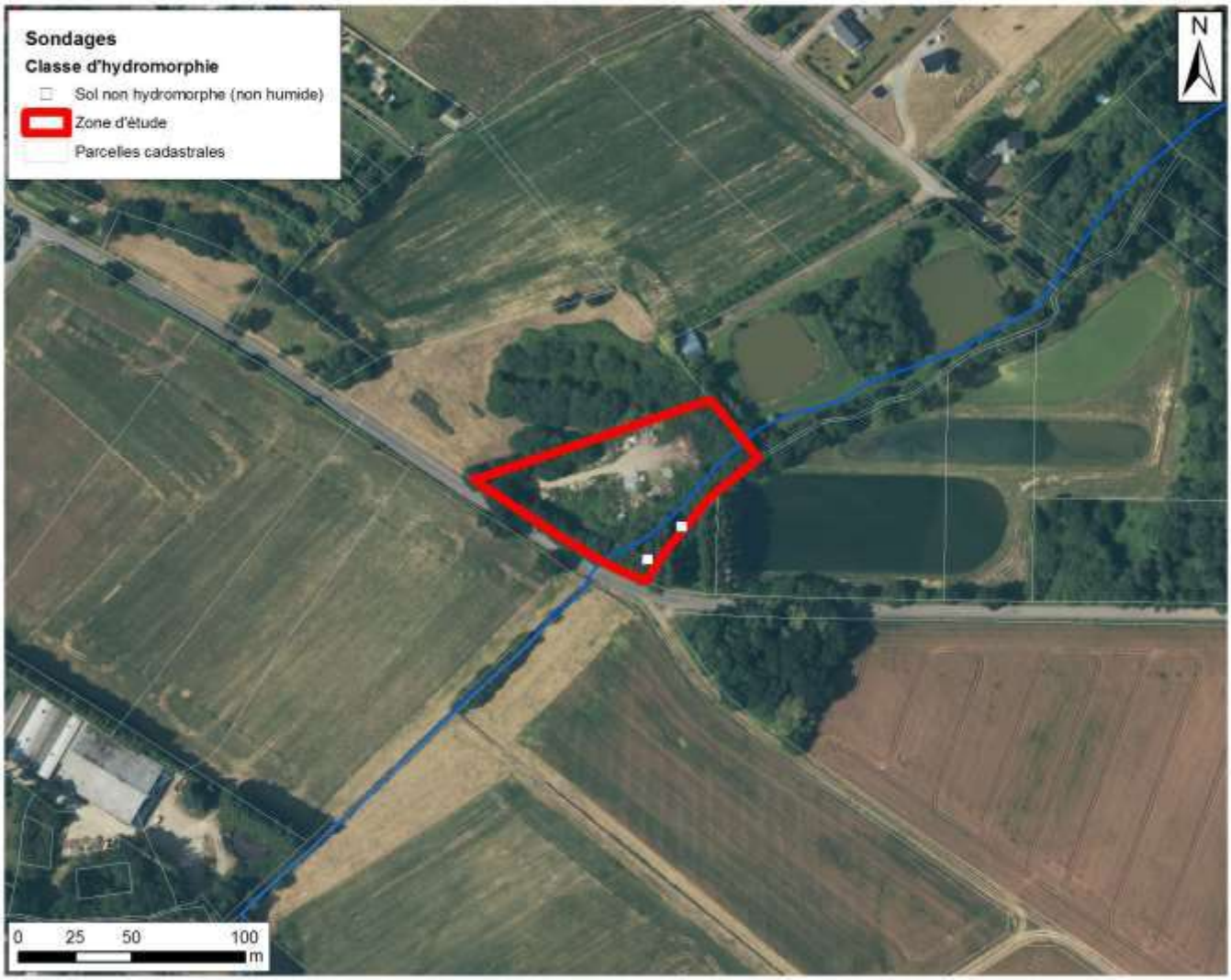
Photo 17 : Nord de la zone d'étude

L'inventaire a permis de vérifier l'absence de d'espèce végétale hydromorphe.

La réalisation de sondages en limite Sud a montré l'absence de traces d'hydromorphie dans les horizons superficiels. Le sol ne correspond en aucun point du parcellaire à un sol caractéristique de zone humide.

La présence du cours d'eau sera cependant à prendre en compte dans le projet d'urbanisation.

L'inventaire a permis confirmer l'absence de zone humide sur cette zone d'étude.



Carte 13 : localisation des sondages sur la zone étudiée

5 SYNTHESE DE DONNEES

Les investigations de terrain ont permis de conclure à la présence d'une zone humide sur les parcelles au Sud et à l'Ouest du cimetière du Sud de la Hache. Les sondages pédologiques réalisés sur la totalité des parcelles permettent de s'assurer de la compatibilité réglementaire de l'inventaire réalisé (Arrêté de juin 2008 amendé au 1er octobre 2009).

Une seule zone humide de 2460 m² environ a été recensée sur l'ensemble des parcelles.

Elaboration du PLAN LOCAL D' URBANISME

Commune de Guilliers

Département du Morbihan

Elaboration

Pièce n°7f : Inventaire Bocager

URBA Ouest Conseil DERVAL - Tel : 02.40.55.48.57
urbaouestconseil@orange.fr

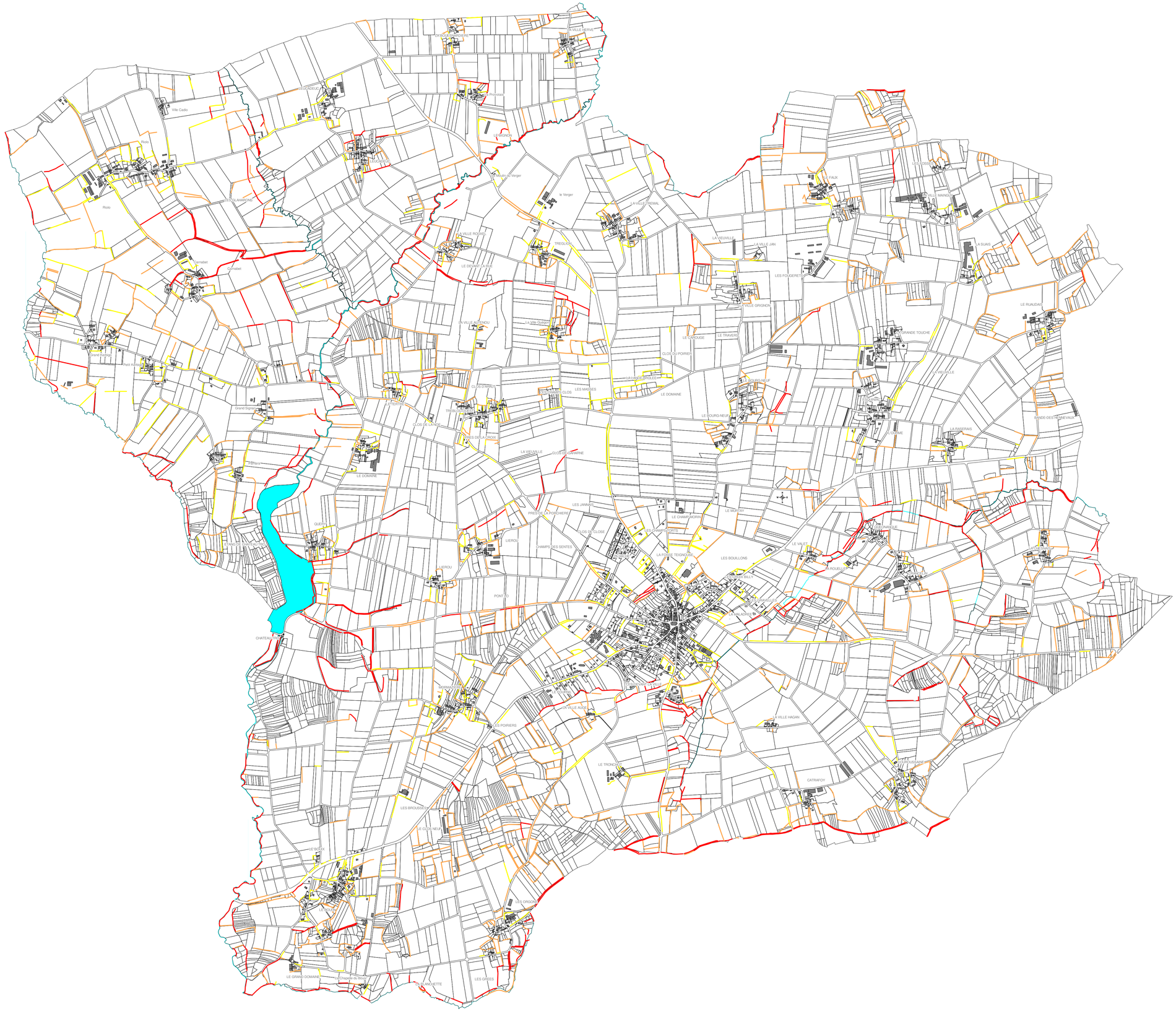
Commune de Guilliers
Département du Morbihan

PLAN LOCAL d'URBANISME
Elaboration

Pièce n°7f : Inventaire bocager

Source : Bassin Versant Yvel, Hyvet,
Ninian, et Leverin . 2014
Echelle : 1/ 13 000e

URBA OUEST CONSEIL
19, ZA de Grieul 49 220 GREZ-NEUVILLE
Tel. 02 41 69 46 76 - urbaouestconseil@orange.fr



Légende :

- Linéaire bocager présentant un enjeu faible
- Linéaire bocager présentant un enjeu moyen
- Linéaire bocager présentant un enjeu fort

BASSIN VERSANT YVEL HYVET NINIAN LEVERIN

- Commune de Guilliers-

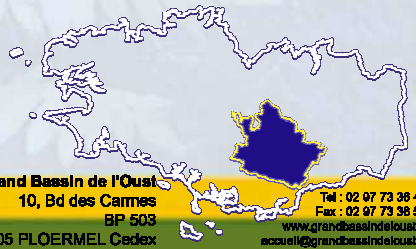


INVENTAIRE BOCAGER

GRAND BASSIN DE L'OUST

Février 2014

version définitive



Grand Bassin de l'Oust
10, Bd des Carmes
BP 503
56805 PLOERMEL Cedex
Tel : 02 97 73 36 49
Fax : 02 97 73 36 50
www.grandbassindeloust.fr
accueil@grandbassindeloust.fr

PHASE 1 : POURQUOI REALISER UN INVENTAIRE DES ELEMENTS DU BOCAGE ? 1

I. DEFINITION 1
II. LES INTERETS DE LA PRESERVATION DU BOCAGE 1
1. ROLE HYDRAULIQUE 1
- 1.1 Rôle sur le ruissellement – régulation du régime des eaux 1
- 1.2 Rôle sur l'érosion hydrique – protection des sols contre l'érosion 2
- 1.3 Rôle sur les transferts d'éléments associés aux écoulements de surface (phosphore, pesticides) 3
- 1.4 Rôles sur le transfert de nutriments (nitrates) 3

2. ROLE BRISE VENT 4
- 2.1 Protection du bétail 4
- 2.2 Protection des cultures 4
- 2.3 Contrôle des parasites et ravageurs – Limitation de la dérive des produits de traitements 4

3. ROLES ENVIRONNEMENTAUX 4
- 3.1 Rôle de corridor écologique 4
- 3.2 Richesse biologique 5

4. LES MULTIPLES PRODUCTIONS DE LA HAIE 5
5. AMELIORATION DU PAYSAGE ET DU CADRE DE VIE 5

III. EVOLUTION DU BOCAGE DANS LE TEMPS 6
1. ORIGINE DU BOCAGE 6
2. PRINCIPALES CAUSES D'EROSION DU BOCAGE 6
3. TENDANCES EVOLUTIVES DES HABITATS BOCAGERS SUR LA COMMUNE 6

IV. LE BOCAGE DANS LE SAGE VILAINE 9
V. PRISE EN COMPTE DU BOCAGE DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME 11
1. LES ESPACES BOISES CLASSES (EBC) A CONSERVER OU A CREER : ARTICLE L 130-1 DU CODE DE L'URBANISME 11
2. LES ELEMENTS DU PAYSAGE A PRESERVER : ARTICLE L 123-1-5 7° ET R 421-23 H DU CODE DE L'URBANISME 12

PHASE 2 : METHODOLOGIE 12

I. PERIODE D'INVENTAIRE 12
II. REPERAGE AMONT SUR CARTOGRAPHIE 12
III. INVENTAIRE DU BOCAGE SUR LE TERRAIN 13
3. LA CARTOGRAPHIE 13
4. NOMENCLATURE DES ELEMENTS DU BOCAGE INVENTORIES 13
5. LA GRILLE DE DETERMINATION ET SES DIFFERENTS CRITERES 13
- Le type 13
- La Localisation 13
- Strate dominante 14
- Densité végétale 14
- Orientation 14
- Etat du talus 14
- Protection anti-érosive 15
- Peuplement 15

6. LES NIVEAUX D'ENJEUX 15
IV. VALIDATION DE L'INVENTAIRE PAR LA COMMISSION BOCAGE ET LE CONSEIL MUNICIPAL 16

PHASE 3 : RESULTATS 17

I. LES ELEMENTS LINEAIRES DU RESEAU BOCAGER 17
- Le type 17
- La Localisation 17
- Strate dominante 18
- Densité végétale 18
- Orientation 18
- Etat du talus 19
- Protection anti-érosive 19
- Peuplement 19

1. LES NIVEAUX D'ENJEUX 20

II. LES BOISEMENTS 20
- Strate dominante 20
- La Localisation 21
- Densité végétale 21
- Protection anti-érosive 21
- Peuplement 22
- Espace Boisé Classé (POS de la commune 1988) 22

III. CONCLUSION 23

ANNEXES 23

Phase 1 : Pourquoi réaliser un inventaire des éléments du bocage ?

I. Définition

Le bocage est un type de paysage rural crée par l'homme, constitué de haies, de grands arbres et/ou de talus clôturant des parcelles agricoles. C'est un milieu dont l'évolution est constante et fonction des activités de l'homme. Différents éléments constitue le bocage :

Les haies : Elles sont constituées par des alignements d'arbres et/ou d'arbustes, plantés ou non sur un talus.

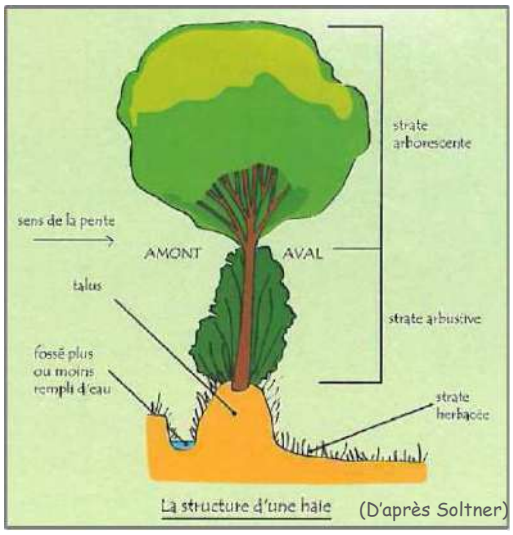
Les talus : Ce sont des levées de terre allant de 50 cm à 2 m. Ils sont le plus souvent plantés d'une haie et sont parfois empierrés. Ils peuvent être accompagnés d'un fossé.

Les arbres isolés : Ils sont généralement les reliques d'une ancienne haie.

Les bosquets : Ils sont caractérisés par des petits groupements d'arbres d'une superficie ne dépassant pas 0.5 hectare.

II. Les intérêts de la préservation du bocage

Les éléments du bocage forgent l'identité de chaque commune. Ces paysages hérités des pratiques agricoles d'hier, possèdent actuellement de nombreux rôles qui justifient leur préservation.



La structure d'une haie (D'après Soltner)

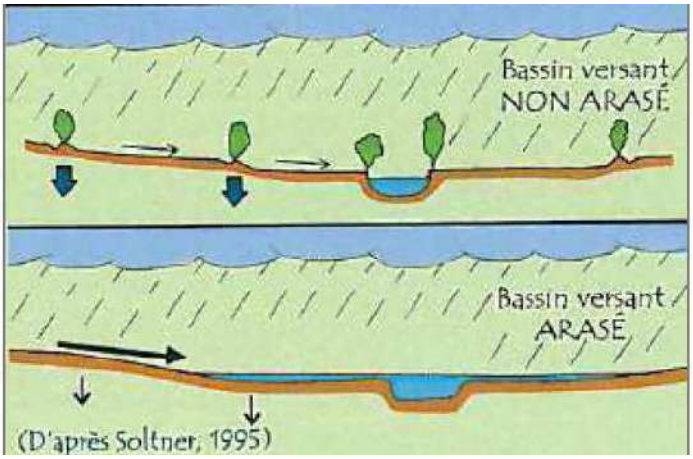
1. Rôle hydraulique

Parmi les différents rôles attribués au bocage, la fonction hydraulique occupe une place prépondérante.

Les éléments du bocage constituent des discontinuités hydrologiques qui contribuent à modifier les écoulements de surface et de subsurface. Suivant leur orientation par rapport à la topographie, ces structures freinent les vitesses de ruissellement, favorisent l'infiltration et la dégradation des produits qui y sont éventuellement associés ou au contraire, favorisent et accélèrent le transfert vers le réseau hydrographique. Il est donc légitime de penser que le maillage bocager modifie la réponse du bassin versant en terme de ruissellement mais également en terme de qualité des eaux. Les rôles hydrauliques et hydrochimiques des structures bocagères ont fait l'objet de nombreux travaux depuis la fin des années 1970, notamment en Bretagne pour mesurer l'impact des remembrements. Les éléments repris dans cette synthèse sont tirés essentiellement des travaux de Ruellan (1976), Merot (1999) et Caubel (2001).

1.1 Rôle sur le ruissellement – régulation du régime des eaux

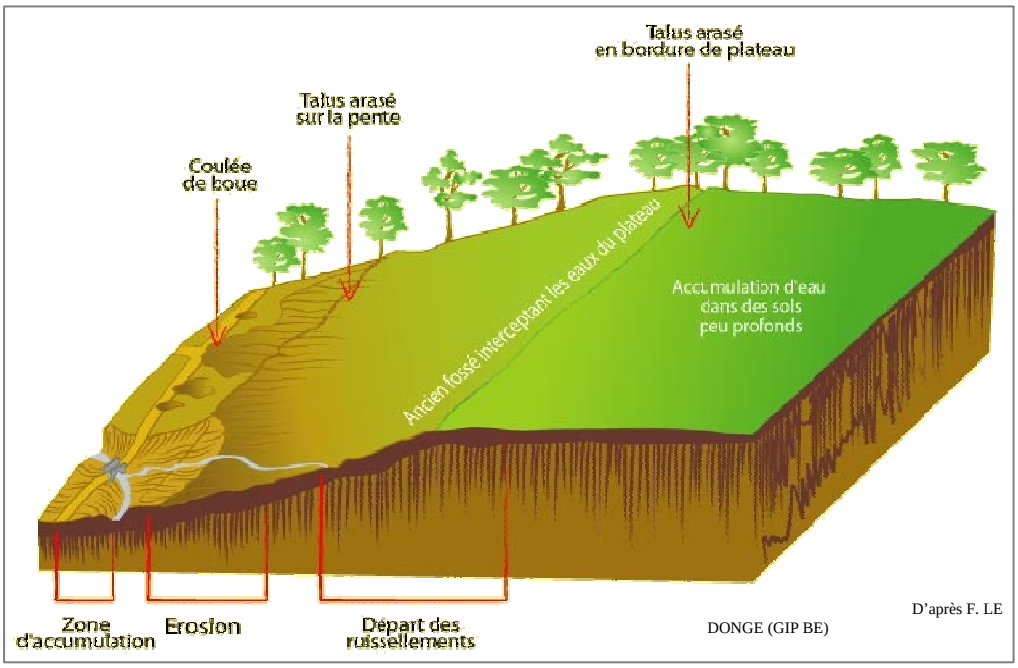
Le système Talus-Haie-Fossé retient et ralentit l'écoulement de l'eau à la surface des versants mais aussi à la surface de la zone contributive, zone saturée en eau.



Sur les versants, l'eau est stoppée physiquement par le talus. En fonction de l'orientation de celui-ci, l'eau s'infiltre en profondeur grâce au système racinaire des arbres ou est redirigée le long de la pente. L'activité biologique des talus (systèmes racinaires, terriers, lombrics) et le taux élevé de matière organique augmentent la porosité et la perméabilité verticale des sols, ce qui favorise l'infiltration de l'eau jusqu'à la nappe profonde. Le système racinaire favorise donc l'infiltration de l'eau dans le sol et augmente sa capacité de rétention en eau. Les arbres interceptent également une partie des précipitations et limitent l'évapotranspiration des cultures adjacentes.

Enfin, les haies permettent de pomper le surplus d'eau pendant les périodes d'humidité et contribuent à restituer un débit régulier au cours d'eau. Le risque d'inondation est ainsi diminué (retard du pic de crue et atténuation de son amplitude).

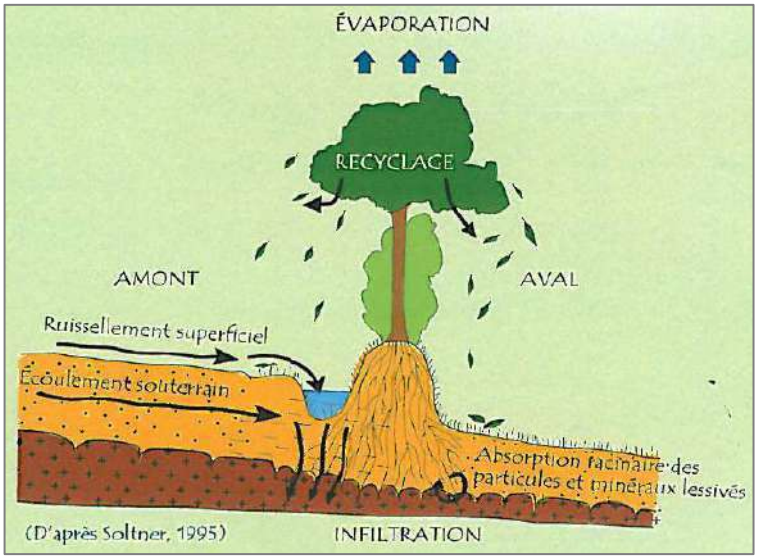
1.2 Rôle sur l'érosion hydrique – protection des sols contre l'érosion



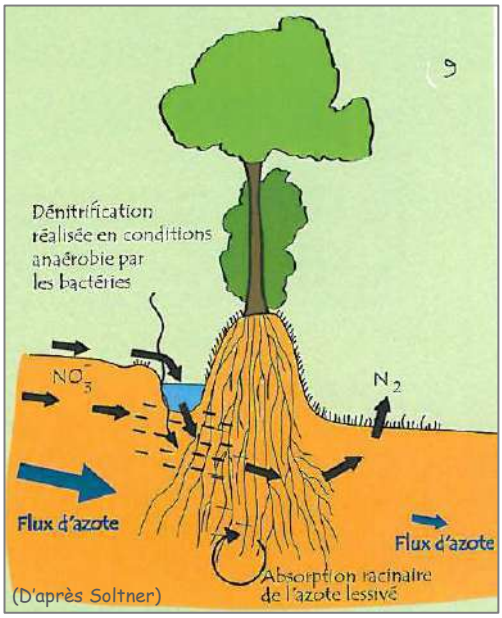
En Bretagne, l'érosion hydrique peut être mise en évidence par l'accumulation des particules érodées en amont du talus. Ce phénomène conduit au comblement du fossé initialement présent et à l'érosion à l'aval du talus (Carnet, 1978). A ce niveau, le positionnement des haies en rupture de pente (parallèlement aux courbes de niveau) est très intéressant car il permet de réduire l'érosion des sols et, en abaissant la quantité de matière en suspension, améliore la qualité de l'eau des rivières.
Par leur systèmes racinaires, les haies jouent également un rôle dans le maintien des talus, en particulier ceux situés en rupture de pente et permettent le maintien des berges des rivières.

1.3 Rôle sur les transferts d'éléments associés aux écoulements de surface (phosphore, pesticides)

Le ruissellement de l'eau sur le versant peut générer des processus d'érosion concentrée ou diffuse. Les particules érodées sont les vecteurs d'éléments chimiques adsorbés tels que le phosphore et les produits phytosanitaires**.** Par conséquent, comme pour le ruissellement et l'érosion hydrique, le talus en tant qu'obstacle physique et le système racinaire, pour sa capacité d'infiltration et de maintien de la matière organique du sol, vont diminuer les vitesses de ruissellement, augmenter les chemins d'écoulement et limiter le détachement des particules. Ainsi, le système Talus-Haie-Fossé favorise l'**infiltration** et la **dégradation** des pesticides.



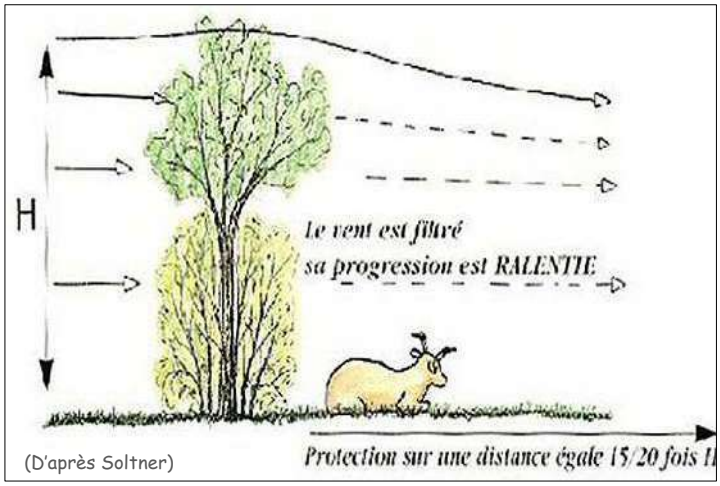
1.4 Rôles sur le transfert de nutriments (nitrates)



Les haies sur talus influencent les transferts d'eau de subsurface et *via* la végétation, de nutriments (nitrates). La plante intervient dans le cycle de l'azote en le prélevant dans le sol et en le restituant, en partie, par la litière. La thèse de Caubel (2001) montre que le rôle des haies sur les transferts de subsurface, et notamment sur les nitrates, peut être localement important. En comparant pendant toute une année, les teneurs en nitrates d'une zone coupée par une haie et d'une autre sans haie, il met en évidence des teneurs en nitrates plus faibles sur la zone avec haie. Pour ce paramètre la variabilité temporelle est extrêmement importante car les besoins de la plante se situent au printemps. A cette période, l'abattement de la concentration en nitrates, engendré par le prélèvement par les plantes et la dénitrification (favorisée au voisinage de la haie par la présence de matière organique) est en moyenne de 75%.

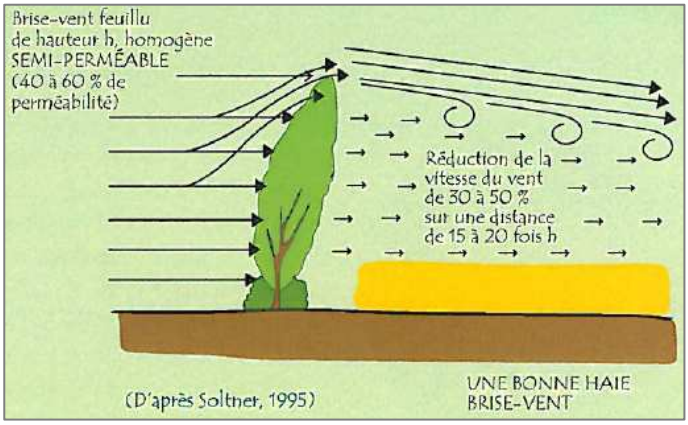
2. Rôle brise vent

2.1 Protection du bétail



Le bétail apprécie la proximité des haies qui le protègent des aléas climatiques (fortes chaleurs, vents froids, pluie, neige ou grêle) et lui permettent de diminuer ses dépenses énergétiques. Ainsi, le bien-être animal procuré par le bocage est associé à un gain de production.

2.2 Protection des cultures



En réduisant la vitesse des vents, les arbres freinent l'érosion éolienne et limitent les dégâts du vent sur les végétaux (verse des céréales et du maïs, troubles de pollinisation dans les vergers, chutes de fruits et lacérations des feuilles,…).
Les haies participent à freiner l'évapotranspiration, les pertes d'eau par le sol et la plante et tempèrent d'une manière plus générale les écarts de température.

2.3 Contrôle des parasites et ravageurs – Limitation de la dérive des produits de traitements

Les haies et talus ont un rôle important dans le maintien des auxiliaires des cultures. Ils permettent également de réguler la présence des ravageurs des cultures en accueillant des auxiliaires prédateurs (oiseaux, chauves-souris, crapauds, musaraignes,…).
Un brise-vent permet de limiter la diffusion aérienne du produit de pulvérisation lors de son application ainsi que la propagation des maladies d'une parcelle à l'autre.

3. Rôles environnementaux

3.1 Rôle de corridor écologique

Dans un contexte de forte réduction de la biodiversité, la haie contribue à préserver la diversité biologique, notamment grâce à ses fonctions de remaillage des écosystèmes soumis à une fragmentation croissante. Les réseaux de haies vives forment des corridors écologiques permettant de relier fonctionnellement entre eux, différents habitats vitaux pour une espèce ou un groupe d'espèces (habitats, sites de reproduction, de nourrissage, de repos, de migration, …). Le bocage est

utilisé comme couloirs de circulation préférentiels par de nombreuses espèces pour se déplacer dans le paysage. Il joue donc un rôle de stabilisateur dans le flux des espèces et les échanges de populations. Le réseau bocager est considéré comme un écotone.

3.2 Richesse biologique

Le bocage est un milieu qui recèle une diversité biologique globale étonnante. On considère ce système comme un noyau de biodiversité car il abrite un grand nombre d'espèces liées aux bordures forestières et aux prairies (oiseaux, insectes, …). De par leur grande hétérogénéité, les milieux haies et talus réunissent toutes les conditions pour héberger une faune et une flore très variée. On trouve dans les haies bretonnes pas loin de 600 espèces végétales (Solagro, 2002). Les haies et talus plantés fournissent à la fois refuges, habitats, lieux de reproduction et nourriture à de nombreuses espèces animales et végétales.

4. Les multiples productions de la haie

Le bois de chauffage représente la principale production de la haie. Il est estimé qu'un kilomètre de haie peut permettre la production de 7 à 10 stères de bois de chauffage par an. La production de bois de valeur par le bocage est un secteur économique non négligeable. Dans tout le massif armoricain, la production de bois par les kilomètres de haies est souvent égale et parfois supérieure à celle des massifs boisés. Certaines espèces telles que le charme, le chêne, le hêtre, le frêne, l'aubépine ont un pouvoir calorique intéressant. La combinaison des bonnes pratiques et de bonnes essences permet « d'utiliser » la haie à plusieurs stades. Aujourd'hui, les nouvelles technologies permettent de transformer les rémanents issus de l'entretien du bocage en plaquettes utilisées comme combustible pour des chaudières automatiques à fort rendement. Ce mode d'énergie renouvelable revêt différents intérêts qu'ils seraient bon de développer notamment auprès des collectivités.
La haie fournit également de nombreuses baies ou fruits comme les noisettes, les châtaignes, les mûres, les baies de sureau, etc.
Le bocage contribue aussi à des valorisations ou des productions économiques indirectes. En effet, la haie abrite une faune auxiliaire importante qui conduirait à une diminution de l'utilisation des produits phytosanitaires sur les cultures. La haie représente également une importante source de pollen pour les abeilles, notamment en début de saisons par la présence d'espèces productrices de pollen précoce et abondant. Enfin, le bocage constitue une source de gibier en fournissant abri et nourriture à de nombreux animaux dont les oiseaux et les mammifères.

5. Amélioration du paysage et du cadre de vie

Le bocage offre un paysage varié et apaisant. Témoin de l'évolution de notre société et donc de celle de l'agriculture, il est le symbole d'une qualité de vie et d'affirmation de notre culture. Il crée des paysages intimes appréciés des promeneurs, embellit les chemins ruraux et rompt la monotonie des openfields. Le bocage revêt désormais une valeur de patrimoine culturel à laquelle les citadins et les néoruraux sont sensibles. La présence de bocage peut donc apporter une plus-value à la mise en valeur de sites remarquables sur une commune ou au niveau d'itinéraire de randonnée.

III. Evolution du bocage dans le temps

1. Origine du bocage

Les origines du bocage en Bretagne sont complexes et les connaissances à ce sujet encore incomplètes.

Il faut remonter à l'âge de pierre pour observer, sur le littoral morbihannais, les premiers talus de terre de 50 cm de haut. Dès lors, le défrichement de la forêt primaire et l'émergence d'un maillage bocager, la haie étant le seul moyen d'assurer le rôle de clôture autours des parcelles privées individuelles, sont en marche. La mise en place d'un bocage armoricain débute vraiment aux derniers siècles du Moyen-âge. Avant le XVe siècle, elle reste progressive ; la haie, large bande forestière, délimite souvent deux paroisses ou deux seigneuries. Avec l'époque moderne, tout s'accélère et plus particulièrement à la fin du XIXe siècle, quand l'utilisation d'engrais permet enfin la conquête des dernières landes et leur mise en culture. Construit par de nombreuses générations de paysans et de propriétaires, les haies et talus constituent une limite de parcelle, une clôture ou encore un bord. Edifiés pour protéger les animaux et les cultures, le système bocager permet également de structurer la circulation de l'eau. Les talus se construisent au fur et à mesure que la population se densifie et que s'accentue la spécialisation de l'agriculture vers l'élevage (Eau&Rivières de Bretagne, Guide technique à l'usage des collectivités). Le bocage résulte donc de siècles d'intervention humaine sur la nature. L'apogée de la couverture bocagère bretonne se situe probablement autour de 1950. Au fil du temps, ces haies et talus sont devenus partie intégrante du paysage breton.

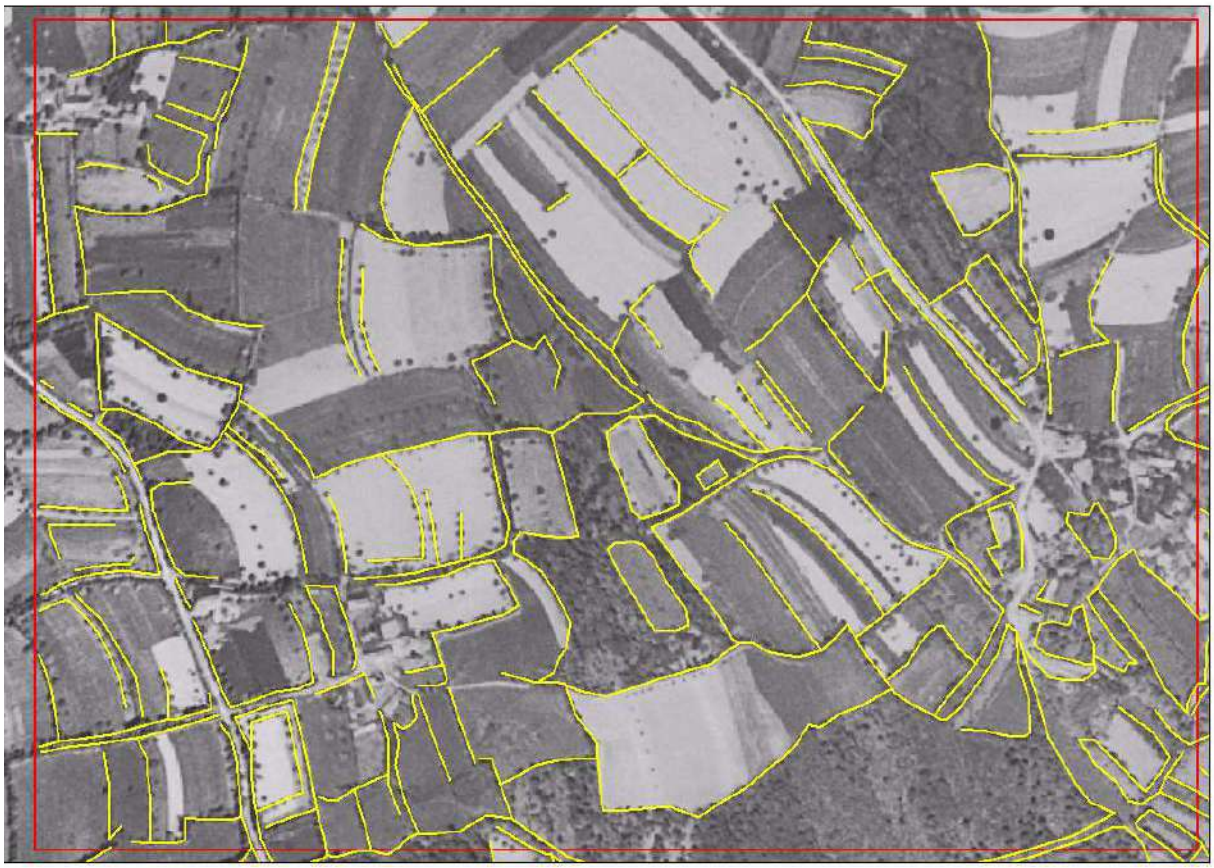
2. Principales causes d'érosion du bocage

Après la seconde guerre mondiale, les pratiques agricoles se mécanisent et s'intensifient. La modernisation de l'agriculture nécessite des structures plus grandes et adaptées à l'utilisation d'engins. Les changements majeurs des pratiques agricoles se traduisent alors par l'élargissement de la taille des parcelles, par une augmentation des surfaces cultivées et par la destruction des éléments considérés comme gênants (bois, talus plantés ou non,…). De concert, l'augmentation des surfaces et la mécanisation ont été déterminantes pour la mise en place d'une agriculture intensive et spécialisées. En effet, la région a été très marquée, sous l'influence de la Politique Agricole Commune (PAC), par le développement de la céréaliculture. L'urbanisation des territoires et la densification du réseau routier est aussi à l'origine de la dégradation de la qualité du réseau bocager. Depuis les années 60, la trame bocagère a donc entamé son érosion, très rapide entre 1960 et 1990, beaucoup plus lente aujourd'hui mais toujours d'actualité.

Principale causes d'érosion du bocage

- Diminution du nombre d'agriculteurs et agrandissement des exploitations, recul des surfaces en prairies
- Règles vis-à-vis des primes PAC mal comprises, voire contradictoires (la haie est admise comme surface agricole par dérogation et sous condition d'emprise limitée).
- Augmentation du prix du fuel (abattage de chêne plus conséquente)
- Vieillissement et non renouvellement des haies ou pratiques d'entretien trop agressif
- Disproportion des moyens disponibles pour supprimer le bocage (mécanisation)
- Progression de l'urbanisation et des infrastructures routières, etc.

Le bocage est un paysage totalement confectionné par l'homme. Nous pouvons donc relier son histoire à celle de ce dernier, avec une période d'extension du bocage jusqu'en 1950, suivie d'une période de diminution. La comparaison de photographie aérienne d'une même zone à des intervalles de temps différents permet d'appréhender et d'identifier les principaux facteurs responsables des évolutions favorables ou défavorables constatées.



Lieu –dit Cartrafoix et Couroussaine, 1952 (1000 m x 650 m, soit 65 ha). En jaune le réseau bocager existant.



Lieu –dit Cartrafoix et Couroussaine, 2009 (1000 m x 650 m, soit 65 ha). En jaune le réseau bocager existant, en gris le réseau bocager disparu.

En 1952, sur cette placette de 65 ha, au total 16 112 mètres de linéaire bocager sont numérisé, représentant une densité de 248 ml/ha. En 2009, seul 4100 mètres de linéaire bocager sont comptabilisés soit une densité de 63 ml/ha. 85 % du linéaire initiale à disparu. La moyenne bretonne est estimée à 66 ml/ha (d'après une enquête de 2008 réalisée par la DRAAF).

Le remembrement sur la commune de Guilliers s'est étalé sur plusieurs années (entre 1958 et 1976) avec une concentration des travaux à partir de 1965.
En tout, ce sont 2200 hectares qui ont été modifiés de la façon suivante (les zones aux abords du bourg et des villages ont été exclues de ce programme) :

- Arasement de 458 km de talus
- Défrichement et remise en culture de 173 hectares
- Ouverture de 30 km de fossés d'assainissement
- Terrassement de 72 km de chemins d'exploitations et de 22 km de routes goudronnées.

Avec le regroupement parcellaire et le développement des accès, c'est toute l'économie agricole et rurale qui a ainsi tiré profit du remembrement. La disparition du bocage s'est accompagnée d'une augmentation nette de la taille des parcelles. Il faut savoir qu'avant le remembrement, la moyenne des parcelles étaient de 14 ares à Guilliers.

Source : Chambre d'Agriculture du Morbihan

D'autre part, les arasements de talus ont eu lieu lors du remembrement mais le programme de la Politique Agricole Commune est, par la suite et encore actuellement, aussi en cause.

IV. Le bocage dans le SAGE Vilaine

La commune de Guilliers fait partie des bassins versants du Ninian Leverin et de l'Yvel Hyvet. Ces bassins versants sont couverts par La Schéma D'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vilaine approuvé par arrêté préfectoral du 1er Avril 2003.

Ce SAGE Vilaine doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne. C'est un instrument de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la directive cadre sur l'eau et de la loi sur l'eau, des objectifs environnementaux pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines).

Les dispositions du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE Vilaine ont donc pour objectifs commun, la reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, notamment par la maitrise du ruissèlement et de l'érosion des sols. En effet, ce sont les principales sources de transfert du phosphore particulaire vers le réseau hydrographique. C'est durant les événements pluvieux que la majorité des transferts de phosphore particulaire ont lieu. Il est nécessaire de conserver, réhabiliter, restaurer et créer de nouveaux linéaires pour retrouver un nouveau maillage du bocage efficace pour limiter les transferts de phosphore.

- **Dispositions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) du bassin Loire-Bretagne 2010-2015 (Arrêté du 18 novembre 2009)**

3B-1 Rééquilibrer la fertilisation à l'amont de 14 plans d'eau

Les préfets révisent les arrêtés préfectoraux autorisant les élevages ou l'épandage de matières organiques pour prescrire la fertilisation équilibrée en phosphore au plus tard fin 2013 (conformément à l'article 18 de l'arrêté du 7 février 2005). En outre, il est aussi prévu de s'assurer la présence d'un diagnostic des risques érosifs dans les dossiers d'ICPE soumis au régime de l'autorisation, identifiant les parcelles du plan d'épandage sur lesquelles l'implantation d'un maillage bocager est nécessaire. Un délai de 3 ans sera laissé pour l'implantation de haies et de talus (Breizh-bocage). Ceci s'applique à l'amont des retenues sensibles à l'eutrophisation, utilisées pour l'alimentation en eau potable et particulièrement exposées au stockage du phosphore particulaire. C'est le cas du Lac au Duc et du bassin de l'Yvel.

3B-2 Équilibrer la fertilisation lors du renouvellement des autorisations

Les arrêtés préfectoraux pour les nouveaux élevages et autres nouveaux épandages sont fondés sur la règle de l'équilibre de la fertilisation phosphorée conformément à l'article 18 de l'arrêté du 7 février 2005.

Pour les élevages et autres épandages existants, à la première modification apportée par le demandeur entraînant un changement notable de l'installation (extension, restructuration…), la révision de l'arrêté préfectoral d'autorisation en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement est fondée sur la règle de l'équilibre de la fertilisation phosphorée. L'arrêté peut accorder un délai de cinq ans pour la mise en conformité sous réserve de la mise en place à titre conservatoire de mesures compensatoires évitant tout risque de transfert : maillage bocager.

Le SAGE Vilaine est actuellement en cours de révision. En effet, la loi sur L'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) de 2006 et le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de 2009 fixent de nouveaux cadres d'intervention dans le domaine de l'eau et notamment modifie la

portée juridique du SAGE. Il n'est plus seulement un instrument de planification territoriale opposable à l'Administration, il concerne directement tout un chacun :

- Les objectifs stratégiques et spécifiques du SAGE sont définis dans le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Ce document a été adopté par la Commission Locale de l'Eau le 31 mai 2013.
- Le règlement définit ensuite les mesures précises permettant la réalisation des objectifs exprimés dans le PAGD. Il est opposable à l'Administration, aux collectivités et aux tiers.

Les documents de planification tels que les Schémas Départementaux de Carrières (SDC), les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) , les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), les Cartes Communales (CC) et les autres documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un délais de 3 ans à compter de la date d'approbation du SAGE.

La commune de Guilliers entre dans le périmètre d'intervention du SCoT Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne. Son élaboration a débuté en septembre 2013 pour une mise en application en 2016. Ce projet d'aménagement durable du territoire devra être compatible avec les dispositions du SAGE Vilaine et notamment celles concernant directement le maillage bocager.

Le PAGD est décliné en différentes orientation et dispositions qui ont pour but commun l'amélioration de la qualité de l'eau et des milieux sur le bassin de la Vilaine.

- **Disposition du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux**

Orientation 3 *: Limiter les transferts de phosphore vers le réseau hydrographique*
Disposition 105 : Inventorier et protéger les éléments bocagers dans les documents d'urbanisme

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les objectifs fixés dans le SAGE tendant à limiter les transferts de phosphore vers le réseau hydrographique. Pour cela, les communes ou EPCI compétents identifient et localisent les éléments bocagers dans leur document d'urbanisme. Cette protection doit être effective et traduite dans le règlement littéral et graphique des documents d'urbanisme.

Disposition 106 : Constituer dans les communes un « groupe de travail bocage »

Les Communes ou groupements de communes compétents mettent en place un groupe de travail communal ou intercommunal composé d'acteurs locaux (élus, propriétaires, exploitants et personnes qualifiées en matière de protection de la nature, en respectant la diversité des acteurs, pour :

- préparer et valider les inventaires du bocage ;
- participer, dans le cadre de la concertation préalable à l'élaboration ou la révision d'un document d'urbanisme, à l'identification et à la définition des prescriptions qui doivent être nécessairement associées, pour assurer une protection effective des éléments bocagers ;
- mettre en œuvre le programme de réhabilitation, restauration et reconstitution du bocage

Disposition 107 : Mettre en œuvre un programme local d'action « phosphore » - volet bocage

A la suite des inventaires, les communes ou les groupements de communes compétents, situés dans les secteurs prioritaires phosphore, élaborent des programmes pluriannuels de réhabilitation, restauration et reconstitution du bocage. Ces programmes sont préparés par le « groupe de travail bocage ».

Ces programmes poursuivent les objectifs suivants :

- la régénération naturelle du bocage ;
- la restauration et la densification du bocage existant et sa reconnexion avec le maillage bocager ;
- l'implantation de nouveau bocage (haies sur talus, haies, boisement, etc.) aux endroits stratégiques pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques : dispositifs perpendiculaires à la pente, en rupture de pente, en ceinture des zones humides de bas - fonds, ripisylves…

V. Prise en compte du bocage dans les documents d'urbanisme

Au-delà du zonage adapté aux espaces dont la vocation forestière est reconnue (Zone N), les Plans Locaux d'urbanisme (PLU) offrent deux outils de protection des espaces boisés au titre du code de l'urbanisme. Ces outils doivent permettre d'assurer une protection efficace du patrimoine forestier et bocager qui contribue à la préservation de l'équilibre paysager et biologique du territoire.

1. Les Espaces Boisés Classés (EBC) à conserver ou à créer : Article L 130-1 du Code de l'urbanisme

Ce classement peut concerner tout bois, forêt ou parc, relevant ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à une habitation, ainsi que des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies et des plantations d'alignement. Ce classement peut également couvrir des espaces non boisés dans lesquels la création de boisement sera favorisée.

Il s'agit d'une mesure de protection forte qui interdit tout changement de nature ou d'affectation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements. Ce classement doit être motivé et justifié par des raisons environnementales dans le rapport de présentation du PLU.

Pour toutes coupes ou abattages d'arbres, une démarche préalable est nécessaire en dehors des cas de dispense prévus par le code de l'urbanisme et l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008, qui concernent entre autre:

L'enlèvement d'arbres dangereux, des chablis et des bois mort.

Les coupes rases de peupleraies de moins d'un hectare sous réserve de reconstitution naturelle ou artificielle de l'état boisé dans un délai maximum de cinq ans.

Les coupes rases de taillis simples âgés de plus de 20 ans, de moins de un hectare, respectant l'essouchement et permettant la production de rejets dans les meilleures conditions.

Dans les boisements linéaires (haies), le recépage du sous-étage et les coupes prélevant au maximum 20% des arbres de franc-pied, sur un linéaire maximum de 100 mètres, la rotation entre ces intervenions ne pouvant être inférieure à 10 ans.

…

2. Les éléments du paysage à préserver : Article L 123-1-5 7° et R 421-23 h du Code de l'urbanisme

La collectivité peut « identifier » dans le PLU des éléments de paysage qu'elle souhaite protéger et mettre en valeur. Les éléments arborés (haies, réseaux de haies, plantations d'alignement, arbres isolés…) peuvent être identifiés à ce titre. Cet outil réglementaire de protection est moins contraignant au sens où il n'interdit pas la suppression de l'état boisé (défrichement) et fait l'objet d'une procédure déclarative simplifiée.

Les travaux qui n'ont pas pour effet de modifier substantiellement ou de supprimer les entités paysagères comme l'entretien d'une haie ou une coupe compatible avec la protection de la zone boisée par exemple, ne sont pas soumis à « déclaration préalable ».

Par contre des travaux ayant pour effets de modifier sensiblement l'entité paysagère (ex : coupe rase d'une partie d'un espace boisé d'essence locale avec réimplantation en conifères) sont soumis à « déclaration préalable ».

Phase 2 : Méthodologie

Cet inventaire est un diagnostic de terrain mené dans le cadre d'une concertation avec les acteurs locaux (agriculteurs, élus, propriétaires, association de pêche, de chasse, et de protection de la nature,…) pour que la démarche soit transparente et que ce travail soit adopté par chacun.

I. Période d'inventaire

L'inventaire s'est étalé de novembre à janvier. Toutefois, les périodes les plus favorables se situent au printemps et à l'automne en raison de la présence d'un feuillage permettant la bonne visibilité de la densité végétale. L'occupation des sols à cette période facilite aussi l'accès aux éléments bocagers intraparcellaire.

II. Repérage amont sur cartographie

Dans un souci d'efficacité, un repérage préalable sur cartes IGN et orthophotographies s'avère indispensable. Cette première approche permet de se familiariser avec le territoire et de relever :

- L'hydrographie et les zones humides: les cours d'eau permettent de localiser rapidement les ripisylves et le réseau bocager proche, éléments phares dans l'inventaire.
- La topographie : elle permet de localiser les zones de forte pente. Dans ces zones fortement soumise à l'érosion, le réseau bocager est d'une importance primordiale dans la reconquête de la qualité des eaux.
- Le classement des parcelles à risque : il informe de la localisation des parcelles soumises aux risques de transfert des produits phytosanitaires vers les milieux aquatiques. Les haies ou talus qui ceinturent ces parcelles sont donc d'une importance considérable.

Le repérage préalable de ces zones sensibles facilite sur le terrain, le classement provisoire de chaque élément du bocage.

III. Inventaire du bocage sur le terrain

3. La cartographie

Chaque élément du bocage recensé est cartographié et géo référencé de façon précise sur la base du système d'information géographique du Syndicat Mixte du Grand Bassin de l'Oust et se voit attribuer une dénomination propre. Les critères qui ont conduit à l'identification de l'élément bocager sont enregistrés et reliés à la cartographie.

Les orthophotographies constituent le support le plus adapté au traçage du bocage inventorié. Elles permettent de constater rapidement l'apparition ou au contraire la disparition de haie ou de talus.

L'unité cartographique de base n'est pas toujours la parcelle cadastrale ni même la parcelle culturale mais l'entité bocagère. Bien que les haies fassent souvent office de délimitation de propriété, une parcelle culturale pourra être morcelée.

4. Nomenclature des éléments du bocage inventoriés

Le territoire de la commune de Guilliers a été divisé en 12 secteurs. Chaque secteur possède un numéro (de 1 à 12). Sur un secteur donné, chaque élément du bocage se voit attribuer un nouveau chiffre. Tous les éléments du bocage sont référencé de la sorte : N° de secteur – N° de l'élément

Par exemple, le 16ème élément du bocage référencé sur le secteur 10 sera noté : 6-10

5. La grille de détermination et ses différents critères

Afin d'établir un inventaire précis, plusieurs critère de détermination ont été retenus :

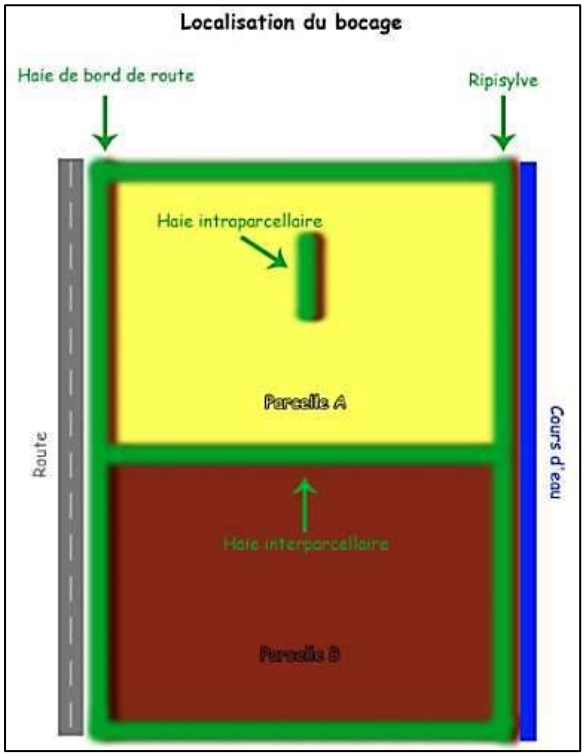
Le type

Les éléments du bocage ont été catégorisés en quatre types :

- Talus planté
- Talus nu
- Haie à plat
- Boisement

La Localisation

- Intra-parcellaire :
- Inter-parcellaire
- Bord de route
- Ripisylve



Strate dominante

Selon la hauteur de la végétation, trois strates de végétation peuvent être distinguées :

- Herbacée : moins de 2 mètres
- Arbustive : de 2 à 5 mètres
- Arborescente : plus de 5 mètre

Densité végétale

Selon la distance entre les éléments de la haie, trois niveaux de densité ont été établis :

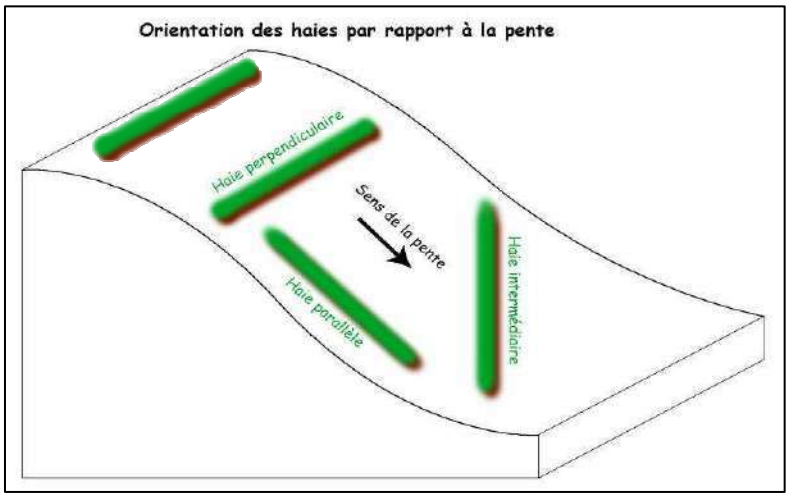
- Dispersée
- Peu compacte
- Compacte

Par exemple, une haie constituée d'un arbre de taille moyenne tous les 3 mètres avec une végétation présente entre ces arbres sera considérée comme compacte.

Orientation

Selon l'orientation de la haie par rapport à la pente, 4 orientations sont possibles :

- Perpendiculaire
- Parallèle
- Intermédiaire
- Haut de pente



Etat du talus

Un talus est considéré comme dégradé lorsqu'il est discontinu et/ou affaissé.



Protection anti-érosive

La synthèse des critères précédents (orientation, état du talus…) et l'appréciation de terrain permet de déterminer si oui ou non l'élément du bocage présente un caractère anti-érosif, c'est-à-dire s'il retient ou non l'eau et les particules lors d'un écoulement.

Peuplement

Référencer le peuplement principal de l'élément du bocage considéré, permet de mieux appréhender son niveau d'enjeux. Les critères paysagers et écologiques sont aussi pris en compte, ainsi, une haie ornementale, même anti-érosive, ne peut figurer en tête de classement.

- Feuillus : Chêne, Châtaigner, Charme, Bouleau, Aulne, …
- Résineux : Pin maritime, Douglas,…
- Saulaie
- Peupleraie
- Saulaie-Peupleraie
- Mixte : élément composé à la fois de résineux et de feuillus
- Ornemental : Laurier, cyprès,…

6. Les niveaux d'enjeux

Après examen de l'ensemble des critères énoncés ci-dessus, sur le terrain, chaque élément du paysage est qualifiés par un code couleur :

- **ROUGE** : Enjeux forts, caractérisé par des aménagements en bordure de cours d'eau, en ceinture de zone humide et jouant pleinement son rôle anti-érosif ou ayant une très forte valeur paysagère et patrimoniale (chemin creux).
- **ORANGE** : Enjeux moyens, caractérisé par des aménagements anti-érosifs ou non mais ayant une forte valeur paysagère.
- **JAUNE** : Enjeux faibles, caractérisé par des aménagements non anti-érosifs.

Ces niveaux d'enjeux permettent de préconiser un classement :

CODE COULEUR	ENJEUX	Préconisation de CLASSEMENT	COMPENSATION envisageable en cas de modification
ROUGE	Forts	Espace Boisé Classé /Elément du Paysage à Préserver	Interdiction de modification de l'état initial
ORANGE	Moyens	Elément du Paysage à Préserver	Obligation de remplacement (du double du linéaire initial,…)
JAUNE	Faibles	Elément du Paysage à Préserver	Obligation de remplacement (du linéaire,…)

IV. Validation de l'inventaire par la commission bocage et le Conseil Municipal

Lorsque toutes les remarques et questions ont été prises en compte et que les éventuelles modifications, issues de la phase de concertation, sont effectives, le Conseil Municipal procède à la validation de l'inventaire bocager et met un classement.

Phase 3 : Résultats

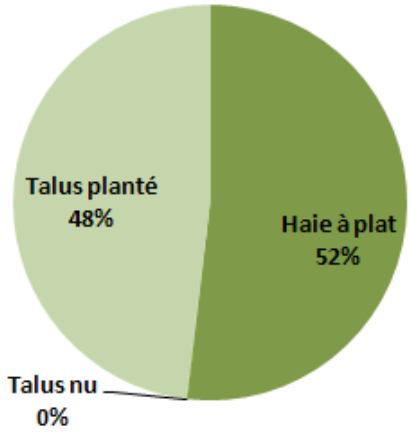
Au total, les 2056 éléments linéaires (haies, talus plantés, talus nus) ont été inventoriés sur la commune de Guilliers. Ils comptabilisent 194,4 kilomètres de maillage bocager. Le linéaire inventorié permet d'estimer la densité du bocage à 55 ml/ha.

Concernant les boisements, ce sont 310 objets (bois et bosquets) qui ont été inventoriés et qui combinent 498,8 hectares.

I. Les éléments linéaires du réseau bocager

- Le type

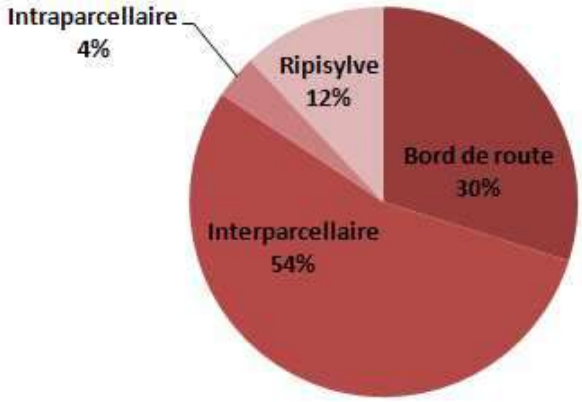
Types de linéaire (en % de linéaire (m))



Les linéaires de la commune se divisent quasiment en deux parties égales entre les Haies à plat (100,5 km) et les Talus plantés (93,7 km). Quelques Talus nus ont été inventoriés (172,4 m).

- La Localisation

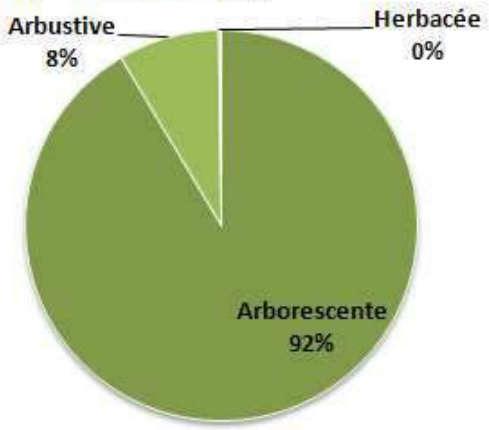
Localisation des linéaires (en % de linéaire (m))



Une grande majorité des linéaires sont positionnés en bord de route ou entre deux parcelles : 84 % (164,1 km), ce qui n'est pas surprenant. Peu de linéaires se positionnent à l'intérieur d'une parcelle et 12 % sont positionnés en bord de cours d'eau.

- Strate dominante

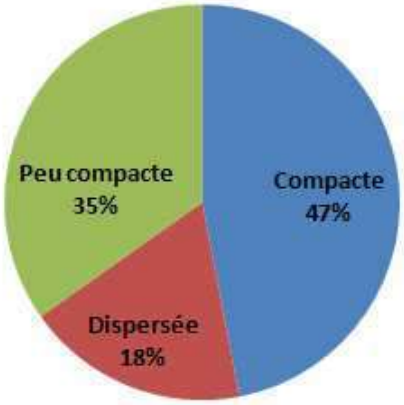
Strate dominante (en % de linéaire (m))



La majorité des linéaires de haies et talus plantés de la commune ont comme strate dominante la strate arborescente (92 %). Quelques-uns qui sont de jeunes linéaires ont une strate arbustive dominante. Quelques talus nus inventoriés sur la commune ne présentent qu'une strate herbacée.

- Densité végétale

Densité des linéaires (en % de linéaire (m))

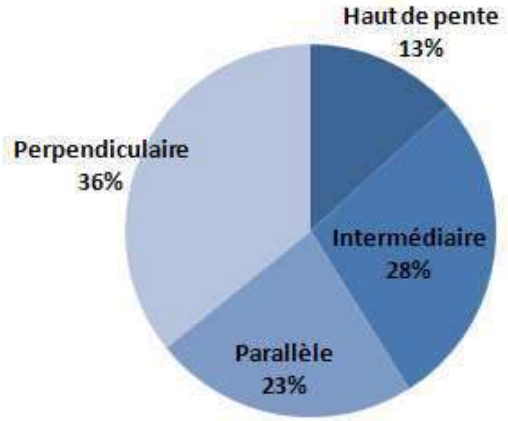


Presque la moitié des linéaires de la commune sont compacts (47 %), 35 % ont été indiqués comme peu compacts et 18 % ont une faible densité.

Ces derniers peuvent faire l'objet de regarnissage par plantation de jeunes plants intercalés et lorsque ces linéaires sont intéressants vis-à-vis du caractère anti-érosif, le commentaire « A restaurer » a été indiqué.

- Orientation

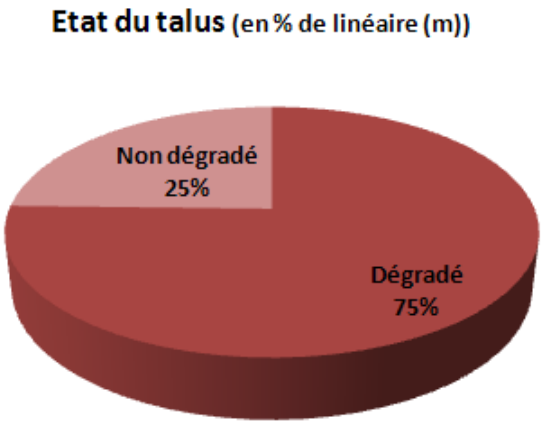
Orientation par rapport à la pente (en % de linéaire (m))



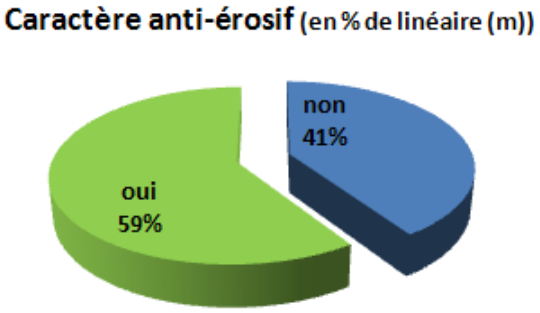
Les différentes orientations se retrouvent à parts quasi égales sur la commune avec quand même un peu plus de linéaires perpendiculaires à la pente (36 %) et un peu moins de linéaires en haut de pente (13 %).

Etat du talus

75 % du linéaire de talus de la commune a été jugé dans un état dégradé (70,8 km). Toutefois l'état de dégradation est plus ou moins fort selon les linéaires et indiqué dès qu'il y avait des signes d'érosion du talus. En effet, quasi tous les linéaires de talus sont d'anciens talus, voir très anciens et qui n'ont jamais fait l'objet d'un entretien particulier ou d'une restauration. Comme pour la densité, le commentaire « A restaurer » a été indiqué lorsque le pouvoir anti-érosif du linéaire peut être amélioré.

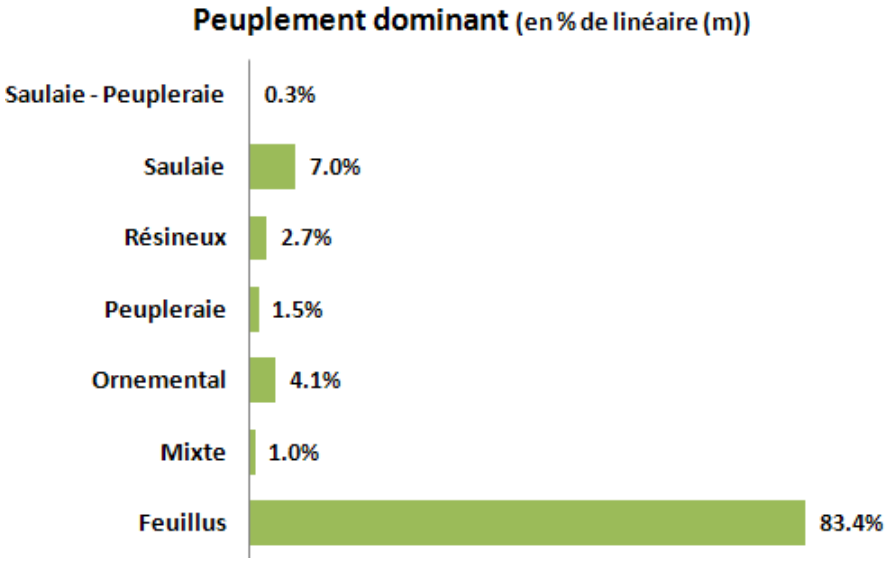


Protection anti-érosive



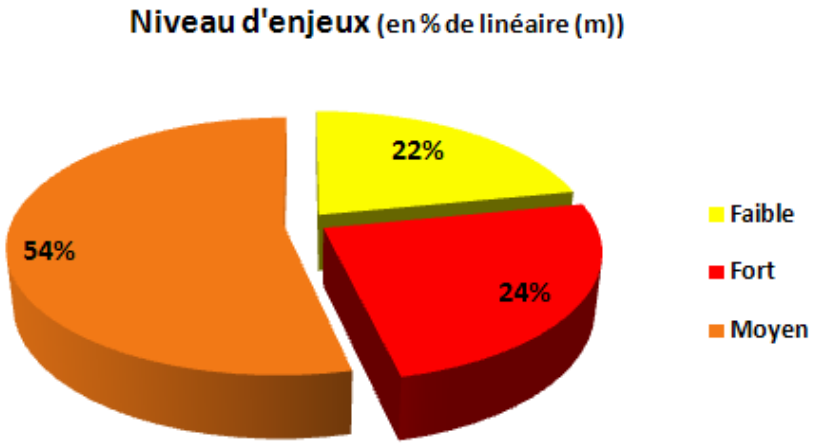
59 % (115,4 km) des linéaires inventoriés présentent un caractère antiérosif. Celui-ci est plus ou moins fort selon l'orientation perpendiculaire ou intermédiaire par rapport à la pente et selon le % de pente. Toutefois dès qu'un linéaire permet de retenir ou d'augmenter le cheminement de l'eau lors des écoulements et de prévenir un transfert direct vers le réseau hydrographique, celui-ci a été caractérisé comme anti-érosif.

Peuplement



Les peuplements de feuillus dominants (hors saules, peupliers et espèces ornementales) sont les plus représentés avec un peu plus de 83 % du linéaire de la commune.

1. Les niveaux d'enjeux



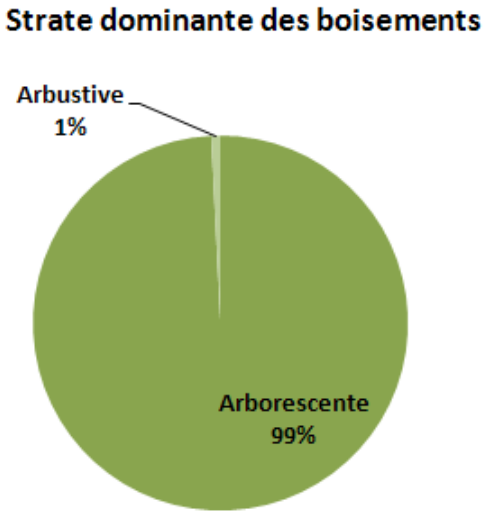
Au final, 24 % des linéaires inventoriés ont un niveau d'enjeux fort (soit 47,7 km). Ce sont donc des linéaires qui jouent pleinement leur rôle anti-érosif et/ou qui ont une très forte valeur paysagère et patrimoniale.

Environ la moitié (54 %) ont un niveau d'enjeux moyen. Ils ont donc soit rôle anti-érosif, soit une forte valeur paysagère et patrimoniale.

Le reste (22 %) ne présente pas de caractère anti-érosif et a une valeur paysagère moyenne ou faible.

II. Les boisements

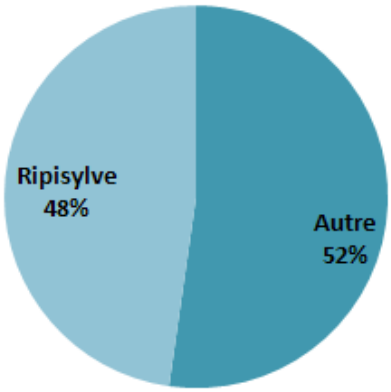
- Strate dominante



Les boisements à Guilliers sont dominés par les arbres (495 ha). Seules quelques jeunes plantations et saulaies en sont encore à un stade arbustif.

La Localisation

Localisation des boisements

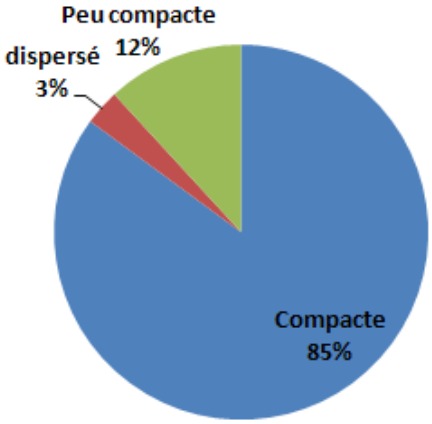


Dès qu'un bois ou bosquet était en contact avec un cours d'eau ou un plan d'eau sur un ou plusieurs de ses bords, la localisation en ripisylve a été spécifiée. Ainsi 48 % des boisements ont une partie de leur surface en contact avec le réseau hydrographique.

Densité végétale

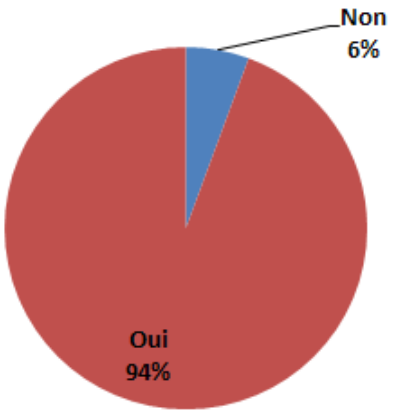
Une majorité des bois et bosquets de la commune sont denses : 85 % (425 ha). Seuls 3 % soit 15,4 ha sont de faible densité et les 12 % restant correspondent aux densités intermédiaires.

Densité des boisements



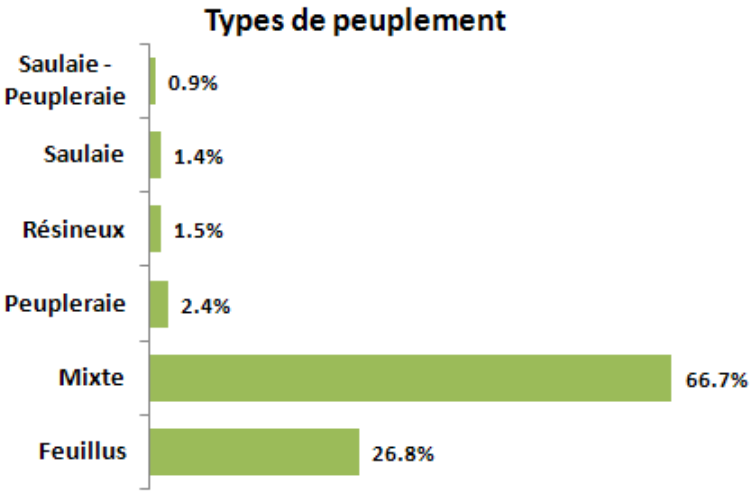
Protection anti-érosive

Caractère anti-érosif des boisements



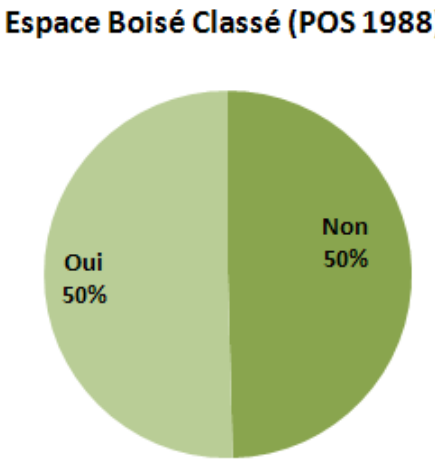
Le caractère anti-érosif a été indiqué dès qu'il y avait présence d'un minimum de pente allant vers le boisement, ce qui fait que 94 % (470 hectares) sont considérés comme anti-érosifs et seuls 6 % sont des bois complètement à plat.

- Peuplement



Une forte proportion (66,7 %) des bois de la commune de Guilliers sont constitués de peuplements mixtes : de feuillus et résineux, ce qui représente 333 ha. Les peuplements de feuillus représentent un peu plus d'un quart des surfaces en bois (134 ha).

- Espace Boisé Classé (POS de la commune 1988)



En 1988, la commune de Guilliers a déjà classé 50 % de ses bois en Espace Boisé Classé, ce qui représente 250 ha.

III. Conclusion

Le maillage bocager de la commune de Guilliers est constitué d'autant de haies que de talus. Il s'agit d'un réseau bocager vieillissant : la grande majorité des talus sont dans un état dégradé et une faible part du bocage est constituée de haies jeunes.

Même si la majorité du linéaire bocager possède un potentiel antiérosif, la densité bocagère sur la commune reste trop faible pour permettre une protection efficace contre le ruissellement et l'érosion des sols, principale source de transfert du phosphore particulaire vers le réseau hydrographique.

Cet inventaire du bocage de Guilliers doit permettre de conserver le linéaire existant à long terme. Il met en avant l'état réel du bocage et les zones stratégiques pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques. Il se présente comme un préalable nécessaire pour un programme d'amélioration du bocage : régénération naturelle, restauration et densification du bocage existant, reconnexion avec le maillage bocager, implantation de nouveau bocage.

Annexes

- Arrêté préfectoral du Morbihan du 15 avril 2008 d'autorisation de coupes par catégories dans les espaces boisés classés.

- Note du 7 avril 2011 du préfet de Bretagne aux DDPP et DDTM pour l'instruction des dossiers ICPE sur le paramètre phosphore en lien avec le programme Breizh-bocage.

- Grille de relevés de terrain créer et utilisée pour cet inventaire - SMGBO

- Fiche technique sur l'entretien des cours d'eau, fossés et de leurs abords. Groupe départemental du Morbihan sur les mesures de gestion des zones humides.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DU MORBIHAN

Direction départementale
de l'agriculture et de la forêt
du MORBIHAN
Service environnement

Arrêté préfectoral d'autorisation de coupes par catégories dans les espaces boisés classés à conserver

LE PREFET DU MORBIHAN
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 130.1 et R 130-1 relatifs aux espaces boisés classés à conserver,
VU le Code Forestier, et en particulier les articles L 6 et L 8 relatif aux documents de gestion durable des forêts,
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation de coupes par catégories du 19 décembre 1978,
VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière de Bretagne du 19 mars 2008,
VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement du 18 mars 2008,
Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRETE

Article 1 – En application des articles L 130-1 et R 130-1 du Code de l'urbanisme, dans les bois forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit ainsi que dans tout espace boisé classé, les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable dans les conditions prévues à l'article L 421-4 du même code . Cette déclaration doit être déposée à la mairie de la commune concernée par la coupe .

Article 2 - Sont dispensées de la déclaration préalable prévue aux articles L 130.1 et R 130-1 du Code de l'Urbanisme, les coupes conformes à un document de gestion durable au sens de l'article L 8 du Code Forestier, à savoir :

1° les forêts dotées d'un plan simple de gestion agréé .

2° les bois et forêts gérés conformément à un règlement type de gestion approuvé et dont le propriétaire est adhérent à un organisme agréé comme organisme de gestion et d'exploitation en commun des forêts ou recourt, par contrat d'une durée d'au moins dix ans, aux conseils en gestion d'un expert forestier agréé ou de l'Office National des Forêts.

3° les bois et forêts dont le propriétaire respecte, pendant une durée d'au moins 10 ans, le code des bonnes pratiques sylvicoles approuvé régionalement, auquel il a adhéré .

4° les forêts relevant du régime forestier (forêts domaniales et de collectivités), gérées conformément à un aménagement ou à un règlement type de gestion approuvés.

5° les bois et forêts des collectivités publiques ne relevant pas du régime forestier, gérés par l'Office National des Forêts conformément à un règlement type de gestion agréé, si le propriétaire s'est engagé par contrat avec l'Office National des Forêts à appliquer à sa forêt les dispositions de ce règlement pour une durée d'au moins dix ans.

Article 3 - Sont également dispensées de cette déclaration préalable, les coupes entrant dans une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : Les coupes normales d'amélioration des peuplements traités en futaie, prélevant moins de 40 % du volume sur pied, leur rotation ne pouvant être inférieure à 5 ans .

Catégorie 2 : Les coupes rases de peupleraies de moins d'un hectare sous réserve de reconstitution naturelle ou artificielle de l'état boisé dans un délai maximum de cinq ans .

Catégorie 3 : Les coupes de régénération de moins d'un hectare des peuplements de résineux répondant aux critères d'exploitabilité définis au Schéma régional de gestion sylvicole (cf tableau ci-dessous), sous réserve de reconstitution naturelle ou artificielle de l'état boisé dans un délai maximum de cinq ans ; dans la même propriété, aucune nouvelle coupe de régénération ne pourra être effectuée, tant que la reconstitution de celle-ci n'aura pas été complètement assurée.

Essences	Fourchette indicative d'âge d'exploitabilité optimum	Fourchette indicative de diamètre d'exploitabilité dominant
Pin maritime, pin de Monterey	40 - 60 ans	45 - 60 cm
Pin sylvestre, sapin pectiné	70 - 100 ans	45 - 55 cm
Epicéa de Sitka	35 - 45 ans	40 - 50 cm
Pin Laricio de Corse, cyprès de Lawson	60 - 80 ans	45 - 60 cm
Douglas, thuya géant	45 - 70 ans	40 - 70 cm

Catégorie 4 : Les coupes rases de taillis simples âgés de plus de 20 ans, de moins de un hectare, respectant l'ensouchement et permettant la production de rejets dans les meilleures conditions.

Catégorie 5 : Les coupes d'amélioration des taillis préparant leur conversion en futaie feuillue et prélevant au maximum 40 % du volume sur pied .

Catégorie 6 - Dans les boisements linéaires (haies), le recépage du sous-étage et les coupes prélevant au maximum 20 % des arbres de franc-pied, sur un linéaire maximum de 100 mètres, la rotation entre ces interventions ne pouvant être inférieure à 10 ans .

Catégorie 7 - Les coupes sanitaires justifiées par l'état des arbres (arbres morts, malades ou parasités).

Article 4 - Les dispenses énoncées ci-dessus ne s'appliquent pas aux parcelles situées dans :

⇨une forêt placée sous régime spécial d'autorisation administrative de coupe prévu à l'article L 222-5 du Code Forestier
⇨une zone urbaine ou d'urbanisation future, d'un plan d'occupation des sols ou d'un plan local d'urbanisme approuvés
⇨ une zone d'aménagement concerté ayant fait l'objet d'un plan d'aménagement de zone (PAZ) approuvé suivant le régime antérieur à la loi SRU tant que le POS n'a pas été révisé en PLU
⇨ un site et paysage des périmètres sensibles soumis à une protection particulière par arrêté du Préfet en application de l'article R 142-3 du Code de l'urbanisme
⇨ un site inscrit ou classé au titre du Code de l'environnement
⇨ une réserve naturelle classée au titre du Code de l'environnement
⇨ un périmètre de protection d'un monument historique ou une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) .
⇨ un périmètre défini par un arrêté de biotope
⇨ un site d'importance communautaire NATURA 2000

Article 5 - L'arrêté préfectoral du 19 décembre 1978 d'autorisation de coupes par catégories est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

Article 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan, MM. les Sous-Préfets du Morbihan, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Mmes et MM. les Maires du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Vannes, le 15 AVR. 2008

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Yves HUSSON

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne
Service Régional de l'Eau, des Territoires,
de l'Environnement et de la Forêt

Affaire suivie par : Erwan NICOLAS

Tél : 02.99.28.22.11.
E-mail :erwan.nicolas@agriculture.gouv.fr

Rennes, le 07/04/2011

Note aux DDPP 22,29,35,56

Copie aux DDTM 22,29,35,56

Objet : instruction des dossiers ICPE sur le paramètre phosphore en lien avec le programme Breizh-bocage.

Une note des quatre préfets de la région Bretagne signée le 30 novembre 2010 précise les nouvelles consignes aux services déconcentrés de l'État en ce qui concerne l'instruction des dossiers Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumis au régime de l'autorisation, et leurs prêteurs de terre, sur le paramètre Phosphore dans le cadre des orientations du SDAGE.

Ces modalités sont appliquées depuis le 1er janvier 2011 pour tous les dossiers déposés ou complétés après cette date. Ces dossiers doivent respecter une pression de phosphore total par hectare de surface directive nitrates rappelée dans le tableau ci-dessous :

<table>
<tr><th></th><th>Dossiers < 25 000 uN</th><th>Dossier > 25 000 uN et création</th></tr>
<tr><td>Dossiers situés en 3B1[1]</td><td>80 uP maxi/ha (90 uP pour les volailles) en phosphore total + maillage bocager</td><td rowspan="2">Equilibre de fertilisation avec marge de tolérance de 10%
+maillage bocager</td></tr>
<tr><td>Dossiers situés hors 3B1</td><td>85 uP maxi/ha (95 uP pour les volailles) en phosphore total + maillage bocager</td></tr>
</table>

En outre, il est dorénavant prévu de s'assurer qu'un dispositif de lutte contre les transferts de polluants, de type maillage bocager est bien mis en place, quelle que soit la situation de l'ICPE.
L'objet de la présente note est de préciser ce point et de détailler l'organisation et les éléments de langage sur ce sujet.
La note visée ci-dessus indique que tous les dossiers doivent présenter un diagnostic mettant en évidence les risques érosifs et identifiant les parcelles d'épandage sur lesquelles l'implantation de talus, plantés ou non, est nécessaire.
Il est également précisé que, dans un premier temps, le maillage bocager pourra être mis en place dans un délai de 3 ans maximum à compter de la date de signature de l'arrêté d'autorisation d'exploiter et que parallèlement le dispositif Breizh-bocage est retenu comme l'outil financier privilégié. Passé ce délai de 3 ans, la mise en place du maillage bocager devient obligatoire et non subventionnable. Elle fait alors l'objet d'une prescription de l'arrêté d'autorisation d'exploiter.

[1] 3B-1 désigne une disposition du SDAGE concernant les bassins versants sensibles à l'eutrophisation des eaux, où la fertilisation en phosphore doit être équilibrée au plus tard fin 2013.

Pour rappel, le dispositif Breizh-bocage est financé jusqu'à 100% pour les exploitants. Compte tenu du caractère collectif des actions, le taux d'aide a pu être porté à 90 % du montant HT des opérations. Le financement se répartit entre les financeurs nationaux (40%), le FEADER (50%) et l'autofinancement du porteur de projet (10%) sauf cas où le porteur de projet est une association, le FEADER ne représentant alors que 40 % et l'autofinancement 20%.
Ce programme ne pourra plus engager de nouvelles actions après le 31 décembre 2013, date de fin du PDRH, même si le paiement des actions engagées peut se prolonger au delà.

Dans un territoire où Breizh-bocage est déjà engagé et porté par une structure collective (communauté de communes, syndicat de bassin versant ...), cela signifie concrètement que l'exploitant, après la réalisation du diagnostic évoqué ci-dessus, assorti de recommandations consécutives à son arrêté d'autorisation d'exploiter, a 3 ans (délai maximum) pour intégrer, s'il le souhaite, le programme Breizh-bocage et faire réaliser les éventuels travaux de talutage et de plantations.

Le cas où l'élevage se situe sur un territoire où Breizh bocage n'est pas déjà mis en œuvre est présenté ci-après.

<u>En ce qui concerne le diagnostic deux cas peuvent se présenter :</u>

1. le programme Breizh-bocage est d'ores et déjà lancé sur le territoire où se situe l'exploitation :
   - L'exploitant peut en prévision d'un dépôt de dossier ICPE, intégrer le programme Breizh-bocage. Il présentera alors le diagnostic fait dans ce cadre (projet souhaitable du Volet II de Breizh-bocage) lors l'instruction de son dossier.
   - L'exploitant peut lors de l'élaboration de son dossier ICPE intégrer le diagnostic fait par Breizh-bocage et s'il n'a pas intégré Breizh-bocage, se rattacher au programme pour faire établir le diagnostic et ensuite le présenter dans son dossier.
   - Les services instructeurs du dossier ICPE peuvent considérer valable et conforme le diagnostic ainsi présenté et le viser dans les recommandations de l'arrêté ICPE.

2. Le programme Breizh-bocage n'est pas encore porté sur le territoire où se trouve l'exploitation :
   - Dans ce cas, l'ensemble des exploitants concernés sur des unités territoriales cohérentes (communauté de communes, bassins versants ...), représentés par exemple par le CPA local, peut mobiliser, le cas échéant avec l'appui de la chambre d'agriculture, la structure ayant la compétence « eau » afin qu'elle s'engage dans le programme Breizh-bocage. En cas d'accord de la structure porteuse, le déroulement classique de Breizh-bocage pourra s'appliquer.
   - Si l'exploitant ne souhaite pas intégrer une démarche collective ou si la collectivité ne souhaite pas mettre en œuvre Breizh bocage ou porter le dossier de l'ICPE, les diagnostics bocagers devront être établis aux frais des exploitants. Dans ce cas, les services instructeurs ICPE pourront solliciter l'avis des services compétents, services forestiers des DDTM, sur l'analyse du diagnostic. Cette sollicitation ne doit se faire que de manière ponctuelle pour des dossiers réalisés en dehors du cadre de Breizh-bocage.

En ce qui concerne les éventuelles plantations, les deux cas ci-dessus se rencontrent également. Le logigramme joint en annexe 1 détaille la démarche à suivre.

Pour conclure, dans cette procédure, les rôles que peuvent jouer chacun, outre l'instruction des dossiers ICPE, sont multiples :

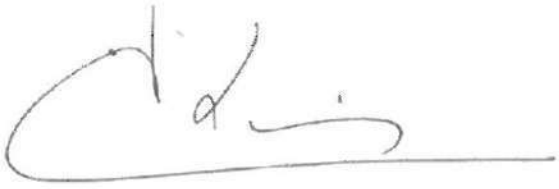
<u>Pour les agents DDPP, DDTM et les conseillers agricoles :</u>
Il s'agit de communiquer aux éleveurs sur la possibilité de faire financer le diagnostic et les travaux de maillage bocager par le programme Breizh-bocage. Il serait même nécessaire d'insister sur la participation au programme Breizh-bocage en prévision d'une révision de leurs dossiers ICPE. Si le programme est absent sur leur territoire, il convient d'inciter les éleveurs à se regrouper et à demander à leur élus de porter le programme Breizh-bocage puis de l'intégrer.

Pour les éleveurs :

Ils peuvent en amont intégrer le programme pour mettre en place le diagnostic puis le maillage bocager avant un éventuel dépôt de dossier ICPE. Si ce n'est pas fait, ils peuvent intégrer le programme Breizh-bocage pendant le montage de leur dossier ICPE, pour y faire figurer le diagnostic et en fonction de l'évolution du programme mettre en place le maillage bocager avant la fin d'instruction de leur dossier (meilleur des cas).

Si le programme est absent, ils doivent se regrouper et inciter leurs élus à porter le programme Breizh-bocage puis l'intégrer. La DRAAF a fourni à la chambre régionale d'agriculture la cartographie des territoires non couverts par Breizh-bocage. Les chambres peuvent apporter leur appui à la mobilisation des porteurs de projets.

Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,



Louis BIANNIC

DRAAF Bretagne - SRETEF
Cité de l'Agriculture - 15, avenue de Cucillé - 35047 RENNES CEDEX 9
☎ : 02.99.28.22.20 - 🖷 02.99.28.20.55 - 💻 : SRFB.DRAF-bretagne@agriculture.gouv.fr
Site internet : http://draf-bretagne@agriculture.gouv.fr

Planche n° Le / /

N°	Type	localisation	Strate dominante	densité végétale	orientation	état du talus	connectivité	Protection A-E	Peuplement	Classement couleur
	□ talus planté □ talus nu □ haie à plat □ bois	□ intra-parcellaire □ inter-parcellaire □ bord de route □ ripisylve	□ arbustive □ arborescente □ herbacée	□ dispersée □ peu compacte □ compacte	□ perpendiculaire □ parallèle pente □ intermédiaire □ haut de pente	□ dégradé □ non dégradé	□ 0 □ 1 □ 2	□ oui □ non	□ Feuillus □ Résineux □ Peupleraie □ Saulaie □ Mixte	□ Rouge □ Orange □ Jaune □ à restaurer
	□ talus planté □ talus nu □ haie à plat □ bois	□ intra-parcellaire □ inter-parcellaire □ bord de route □ ripisylve	□ arbustive □ arborescente □ herbacée	□ dispersée □ peu compacte □ compacte	□ perpendiculaire □ parallèle pente □ intermédiaire □ haut de pente	□ dégradé □ non dégradé	□ 0 □ 1 □ 2	□ oui □ non	□ Feuillus □ Résineux □ Peupleraie □ Saulaie □ Mixte	□ Rouge □ Orange □ Jaune □ à restaurer
	□ talus planté □ talus nu □ haie à plat □ bois	□ intra-parcellaire □ inter-parcellaire □ bord de route □ ripisylve	□ arbustive □ arborescente □ herbacée	□ dispersée □ peu compacte □ compacte	□ perpendiculaire □ parallèle pente □ intermédiaire □ haut de pente	□ dégradé □ non dégradé	□ 0 □ 1 □ 2	□ oui □ non	□ Feuillus □ Résineux □ Peupleraie □ Saulaie □ Mixte	□ Rouge □ Orange □ Jaune □ à restaurer
	□ talus planté □ talus nu □ haie à plat □ bois	□ intra-parcellaire □ inter-parcellaire □ bord de route □ ripisylve	□ arbustive □ arborescente □ herbacée	□ dispersée □ peu compacte □ compacte	□ perpendiculaire □ parallèle pente □ intermédiaire □ haut de pente	□ dégradé □ non dégradé	□ 0 □ 1 □ 2	□ oui □ non	□ Feuillus □ Résineux □ Peupleraie □ Saulaie □ Mixte	□ Rouge □ Orange □ Jaune □ à restaurer
	□ talus planté □ talus nu □ haie à plat □ bois	□ intra-parcellaire □ inter-parcellaire □ bord de route □ ripisylve	□ arbustive □ arborescente □ herbacée	□ dispersée □ peu compacte □ compacte	□ perpendiculaire □ parallèle pente □ intermédiaire □ haut de pente	□ dégradé □ non dégradé	□ 0 □ 1 □ 2	□ oui □ non	□ Feuillus □ Résineux □ Peupleraie □ Saulaie □ Mixte	□ Rouge □ Orange □ Jaune □ à restaurer
	□ talus planté □ talus nu □ haie à plat □ bois	□ intra-parcellaire □ inter-parcellaire □ bord de route □ ripisylve	□ arbustive □ arborescente □ herbacée	□ dispersée □ peu compacte □ compacte	□ perpendiculaire □ parallèle pente □ intermédiaire □ haut de pente	□ dégradé □ non dégradé	□ 0 □ 1 □ 2	□ oui □ non	□ Feuillus □ Résineux □ Peupleraie □ Saulaie □ Mixte	□ Rouge □ Orange □ Jaune □ à restaurer
	□ talus planté □ talus nu □ haie à plat □ bois	□ intra-parcellaire □ inter-parcellaire □ bord de route □ ripisylve	□ arbustive □ arborescente □ herbacée	□ dispersée □ peu compacte □ compacte	□ perpendiculaire □ parallèle pente □ intermédiaire □ haut de pente	□ dégradé □ non dégradé	□ 0 □ 1 □ 2	□ oui □ non	□ Feuillus □ Résineux □ Peupleraie □ Saulaie □ Mixte	□ Rouge □ Orange □ Jaune □ à restaurer
	□ talus planté □ talus nu □ haie à plat □ bois	□ intra-parcellaire □ inter-parcellaire □ bord de route □ ripisylve	□ arbustive □ arborescente □ herbacée	□ dispersée □ peu compacte □ compacte	□ perpendiculaire □ parallèle pente □ intermédiaire □ haut de pente	□ dégradé □ non dégradé	□ 0 □ 1 □ 2	□ oui □ non	□ Feuillus □ Résineux □ Peupleraie □ Saulaie □ Mixte	□ Rouge □ Orange □ Jaune □ à restaurer

ATLAS CARTOGRAPHIQUE

ELEMENTS LINEAIRE

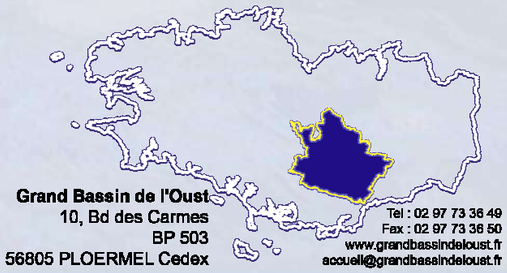
(Talus planté - Talus nu - Haie à plat)

BASSIN VERSANT YVEL HYVET NINIAN LEVERIN



- Commune de Guilliers-

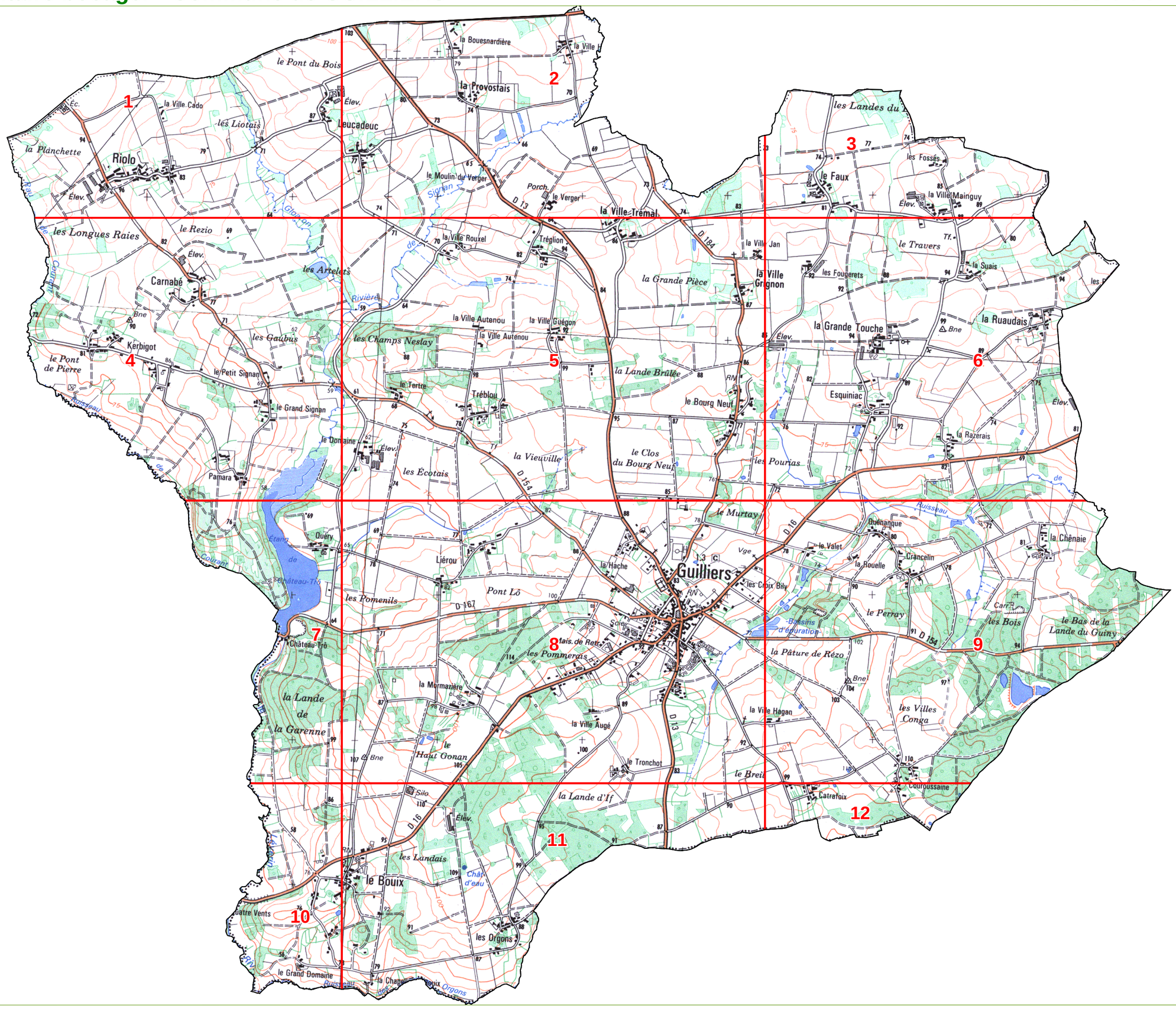
Février 2014 ***Version définitive***



Grand Bassin de l'Oust
10, Bd des Carmes
BP 503
56805 PLOERMEL Cedex
Tel : 02 97 73 36 49
Fax : 02 97 73 36 50
www.grandbassindeloust.fr
accueil@grandbassindeloust.fr

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

S e c t o r i s a t i o n



Echelle : 1 / 25 000

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Scan 25 ®

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

S e c t e u r 1

N

Bocage par Enjeux :

- Faible
- Moyen
- Fort

- Cours d'eau
- Limite de commune

ville cado, la

leucadeuc

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Echelle : 1 / 7 500

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
1-1	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		143
1-2	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		422
1-3	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		64
1-4	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		68
1-5	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Vieux arbres	74
1-6	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		79
1-7	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		110
1-8	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		54
1-9	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		64
1-10	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		192
1-11	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		58
1-12	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		109
1-13	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Haie jeune	42
1-14	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		66
1-15	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		106
1-16	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		60
1-17	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		114
1-18	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		29
1-19	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		127
1-20	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		90
1-21	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		119
1-22	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Jeune haie de 15-20 ans	208
1-23	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		159
1-24	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		45
1-25	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	85
1-26	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Saulaie	Faible		113
1-27	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		69
1-28	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Faible		264
1-29	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		103
1-30	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Faible		39
1-31	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		44
1-32	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Peupleraie	Moyen		58
1-33	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		91
1-34	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		73
1-35	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		116
1-36	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		94
1-37	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		48
1-38	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		146
1-39	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		137
1-40	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		133
1-41	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		69
1-42	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		160
1-43	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		199
1-44	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		199
1-45	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Jeune haie	142
1-46	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		60
1-47	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		168
1-48	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		69
1-49	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		48
1-50	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		180
1-51	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		83
1-52	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		83
1-53	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	191
1-54	Haie à plat	Intraparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		95
1-55	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		92

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
1-56	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		75
1-57	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		45
1-58	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		65
1-59	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		59
1-60	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		46
1-61	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		65
1-62	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	273
1-63	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		100
1-64	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		130
1-65	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	59
1-66	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		90
1-67	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		98
1-68	Haie à plat	Intraparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Fort		202
1-69	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		102
1-70	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		104
1-71	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		98
1-72	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		78
1-73	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	A Restaurer	173
1-74	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Haie jeune	104
1-75	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		41
1-76	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		71
1-77	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune 10-15 ans	142
1-78	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		191
1-79	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		202
1-80	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		202
1-81	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen		163
1-82	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Résineux	Faible		93
1-83	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		122
1-84	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		136
1-85	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		110
1-86	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		35
1-87	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		94
1-88	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Mixte	Faible		65
1-89	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible	Laurier	62
1-90	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		53
1-91	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		59
1-92	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		63
1-93	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Ornemental	Faible		70
1-94	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		115
1-95	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Résineux	Faible		58
1-96	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		59
1-97	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Résineux	Faible		31
1-98	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		70
1-99	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		110
1-100	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		54
1-101	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Résineux	Faible		65
1-102	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		76
1-103	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		oui	Saulaie	Moyen		67
1-104	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		76
1-105	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		49
1-106	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		oui	Saulaie	Moyen		30
1-107	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		24
1-108	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		37
1-109	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		69
1-110	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		98

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 2



Echelle : 1 / 7 500

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
2-1	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Résineux	Moyen		150
2-2	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		91
2-3	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		41
2-4	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		54
2-5	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	et Saules, Peulpliers, Resineux	166
2-6	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		81
2-7	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		108
2-8	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	161
2-9	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	23
2-10	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	21
2-11	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	88
2-12	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	89
2-13	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Vieux arbres	44
2-14	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		77
2-15	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		49
2-16	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	50
2-17	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen	A Restaurer	96
2-18	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		53
2-19	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		31
2-20	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		140
2-21	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	283
2-22	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		73
2-23	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		47
2-24	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	58
2-25	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	147
2-26	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		38
2-27	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort	et Saules	138
2-28	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		82
2-29	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		32
2-30	Talus planté	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune 2 ans	142
2-31	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		118
2-32	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		79
2-33	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		86
2-34	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	24
2-35	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		31
2-36	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	87
2-37	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		135
2-38	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		90
2-39	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	68
2-40	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		non	Saulaie	Moyen		69
2-41	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	78
2-42	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		138
2-43	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		106
2-44	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Peupliers, Saules	106
2-45	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		72
2-46	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		63
2-47	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		56
2-48	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		57
2-49	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		80
2-50	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		39
2-51	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		72
2-52	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		244
2-53	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		43
2-54	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie - Peupleraie	Fort	et Feuillus	97
2-55	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Mixte	Faible		111

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
2-56	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		62
2-57	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	59
2-58	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		58
2-59	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		115
2-60	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		97
2-61	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		190
2-62	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		101
2-63	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	Haie jeune 10-15 ans	63
2-64	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune 10-15 ans	169
2-65	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		111
2-66	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		87
2-67	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		53
2-68	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie - Peuplerai	Fort		65
2-69	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie - Peuplerai	Fort	et Chênes	31
2-70	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		22
2-71	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		131
2-72	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		oui	Saulaie	Moyen		62
2-73	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		56
2-74	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		31
2-75	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		83
2-76	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		70
2-77	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		78
2-78	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie - Peupleraie	Moyen		102
2-79	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		51
2-80	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		103
2-81	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		55
2-82	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		90
2-83	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		non	Résineux	Faible		64
2-84	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		54
2-85	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		28
2-86	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Faible	Haie jeune	36
2-87	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	49
2-88	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	110
2-89	Talus planté	Interparcellaire	Herbacée	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	36
2-90	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	163
2-91	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		66
2-92	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		55
2-93	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	220
2-94	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		20
2-95	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	42
2-96	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	Haie jeune	73
2-97	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		54
2-98	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		26
2-99	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	210
2-100	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	A Restaurer	46
2-101	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		60
2-102	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Résineux	Faible		65
2-103	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Mixte	Faible		103
2-104	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	51
2-105	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	77
2-106	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		16
2-107	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		89
2-108	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		61
2-109	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Vieux arbres	62
2-110	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		33

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
2-111	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		57
2-112	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	51
2-113	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		38
2-114	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		44
2-115	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		36
2-116	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer - Vieux arbres	174
2-117	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	et Laurier	101
2-118	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		62
2-119	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		160
2-120	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Saules, Peupliers	214
2-121	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		58
2-122	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		46
2-123	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		52
2-124	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		53
2-125	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		31
2-126	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		56
2-127	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		158
2-128	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	194
2-129	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		90
2-130	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux arbres	99
2-131	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	101
2-132	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		98
2-133	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		54
2-134	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	228
2-135	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		71
2-136	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		76
2-137	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		72
2-138	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		57
2-139	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		64
2-140	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		48
2-141	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune 2 ans	80
2-142	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		82
2-143	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		32
2-144	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		53
2-145	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et saulaie	222
2-146	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune 15 20 ans	235
2-147	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Résineux	Faible		224

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 3

N

Bocage par Enjeux :

- Faible
- Moyen
- Fort

Cours d'eau

Limite de commune

fossés, les

faux, le

Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
3-1	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		205
3-2	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	et Resineux-A Restaurer	179
3-3	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		153
3-4	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		109
3-5	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		143
3-6	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		33
3-7	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		98
3-8	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		63
3-9	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		31
3-10	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		31
3-11	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		oui	Feuillus	Moyen		69
3-12	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		114
3-13	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		199
3-14	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		51
3-15	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		24
3-16	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		38
3-17	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		52
3-18	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Resineux	Faible		33
3-19	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	37
3-20	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		68
3-21	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen		79
3-22	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		35
3-23	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		95
3-24	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		105
3-25	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune 15-20 ans	133
3-26	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		60
3-27	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		116
3-28	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	148
3-29	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		107
3-30	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		72
3-31	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		87
3-32	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		37
3-33	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		130
3-34	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		175
3-35	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		28
3-36	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		39
3-37	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		140
3-38	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		86
3-39	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		77
3-40	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		176
3-41	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		60
3-42	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		58
3-43	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		92
3-44	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		74
3-45	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		167
3-46	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		65
3-47	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		162
3-48	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		39
3-49	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		160
3-50	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		150
3-51	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		116
3-52	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		55
3-53	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		118
3-54	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	63
3-55	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	147

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
3-56	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	119
3-57	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Chemin creux	77
3-58	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Chemin creux	82
3-59	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		54
3-60	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		78
3-61	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		74
3-62	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		83
3-63	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		42
3-64	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		60
3-65	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		131
3-66	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		38
3-67	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		78
3-68	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		45
3-69	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		31
3-70	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	22
3-71	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	130
3-72	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		108
3-73	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		105
3-74	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		116
3-75	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		87
3-77	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Saulaie	Faible		46

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 4

N

rezio, le

carnabé

grand signan, le

pamara

Bocage par Enjeux :

- Faible
- Moyen
- Fort

Cours d'eau

Limite de commune

Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
4-1	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	140
4-2	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		81
4-3	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	125
4-4	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		85
4-5	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	65
4-6	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Résineux	Faible		88
4-7	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		135
4-8	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Chemin creux	104
4-9	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Résineux	Faible		49
4-10	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		62
4-11	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		99
4-12	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		115
4-13	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		138
4-14	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		149
4-15	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		96
4-16	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		174
4-17	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	138
4-18	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		37
4-19	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		65
4-20	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		271
4-21	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		249
4-22	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		148
4-23	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		47
4-24	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	63
4-25	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		117
4-26	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		88
4-27	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		304
4-28	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		163
4-29	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Chemin creux - A Restaurer	239
4-30	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen		51
4-31	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		56
4-32	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	104
4-33	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		73
4-34	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		67
4-35	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		60
4-36	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		64
4-37	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	281
4-38	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		338
4-39	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		42
4-40	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Fort		128
4-41	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		78
4-42	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		114
4-43	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		204
4-44	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		51
4-45	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	124
4-46	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		73
4-47	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune 2 ans	88
4-48	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Breizh Bocage 2013	92
4-49	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Saulaie	Fort	A Restaurer	113
4-50	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		71
4-51	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		225
4-52	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	164
4-53	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	216
4-54	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	228
4-55	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		186

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
4-56	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	219
4-57	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		140
4-58	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		244
4-59	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune	260
4-60	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	46
4-61	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	58
4-62	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	452
4-63	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Faible		57
4-64	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		83
4-65	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	322
4-66	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		179
4-67	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		219
4-68	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	389
4-69	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		341
4-70	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	48
4-71	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		144
4-72	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		348
4-73	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	259
4-74	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	A Restaurer	126
4-75	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune 10-15 ans	180
4-76	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		66
4-77	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Saulaie	Faible		77
4-78	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Fort		117
4-79	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		107
4-80	Haie à plat	Intraparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		152
4-81	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		50
4-82	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune 10-15 ans	366
4-83	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune 10-15 ans	107
4-84	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune 10-15 ans	98
4-85	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Peupleraie	Faible		147
4-86	Haie à plat	Intraparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		133
4-87	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		30
4-88	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		56
4-89	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		77
4-90	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		non	Peupleraie	Moyen		54
4-91	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		108
4-92	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		75
4-93	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		99
4-94	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		179
4-95	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		186
4-96	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		70
4-97	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune 10-15 ans	68
4-98	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune 10 ans	138
4-99	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		39
4-100	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		100
4-101	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		30
4-102	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		35
4-103	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		oui	Feuillus	Faible		33
4-104	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Mixte	Faible		96
4-105	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		61
4-106	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Mixte	Faible		53
4-107	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		52
4-108	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		104
4-109	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Résineux	Faible		105
4-110	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer	55

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
4-111	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	52
4-112	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	A Restaurer	112
4-113	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		124
4-114	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		198
4-115	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	125
4-116	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		63
4-117	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer	65
4-118	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		115
4-119	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	44
4-120	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	Haie jeune	66
4-121	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Chemin creux - A Restaurer	320
4-122	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen		49
4-123	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen		48
4-124	Haie à plat	Intraparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		65
4-125	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	108
4-126	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		148
4-127	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen		44
4-128	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	73
4-129	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		77
4-130	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		93
4-131	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		58
4-132	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Résineux	Faible		105
4-133	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		90
4-134	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort	et Saules	73
4-135	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort	et Saules	89
4-136	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		36
4-137	Haie à plat	Intraparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		non	Saulaie	Moyen		51
4-138	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		45
4-139	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		64
4-140	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		83
4-141	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	A Restaurer	112
4-142	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		74
4-143	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		95
4-144	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		156
4-145	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Peupliers	217
4-146	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		100
4-147	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		372
4-148	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		74
4-149	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		83
4-150	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	138
4-151	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	324
4-152	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	143
4-153	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		88
4-154	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		28
4-155	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		50
4-156	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Mixte	Fort		51
4-157	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		57
4-158	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Pommiers	93
4-159	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		114
4-160	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		21
4-161	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		111
4-162	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen		211
4-163	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	68
4-164	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		69
4-165	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		90

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
4-166	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		53
4-167	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		122
4-168	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen	et Chênes	81
4-169	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		112
4-170	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	119
4-171	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	85
4-172	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	398
4-173	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen	Breizh Bocage 2013	77
4-174	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Breizh Bocage 2013	77
4-175	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		50
4-176	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		55
4-177	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		24
4-178	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		221
4-179	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		oui	Feuillus	Faible	A Restaurer	42
4-180	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	104
4-181	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		35
4-182	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	110
4-183	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		38
4-184	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	86
4-185	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		83
4-186	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		35
4-187	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Mixte	Faible		33
4-188	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		107
4-189	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		86
4-190	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		128
4-191	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	74
4-192	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	28
4-193	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	28
4-194	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		271
4-195	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		268
4-196	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	50
4-197	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		85
4-198	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		52
4-199	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		95
4-200	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		46
4-201	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		144
4-202	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		58
4-203	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		71
4-204	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		76
4-205	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	124

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 5



Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
5-1	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		47
5-2	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		171
5-3	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Mixte	Faible		84
5-4	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Fort		92
5-5	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Mixte	Moyen		116
5-6	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Résineux	Faible		40
5-7	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen	A Restaurer	78
5-8	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		76
5-9	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Fort	et Chênes	87
5-10	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		74
5-11	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Résineux	Faible		111
5-12	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Résineux	Faible		84
5-13	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		98
5-14	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		89
5-15	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		72
5-16	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		74
5-17	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		45
5-18	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		99
5-19	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	131
5-20	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	24
5-21	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	150
5-22	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		50
5-23	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		56
5-24	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Pommiers	67
5-25	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		118
5-26	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Résineux	Faible		28
5-27	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen	et quelques Chênes	108
5-28	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	91
5-29	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort	Vieux chênes	90
5-30	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		68
5-31	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	39
5-32	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		66
5-33	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Ornemental	Faible		113
5-34	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Résineux	Faible		55
5-35	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Résineux	Moyen		43
5-36	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		62
5-37	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		190
5-38	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		130
5-39	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		72
5-40	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Chênes têtards	71
5-41	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		106
5-42	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	128
5-43	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	50
5-44	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Faible	Vieux chênes	40
5-45	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	et Chênes	36
5-46	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Fort		145
5-47	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		69
5-48	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	18
5-49	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	65
5-50	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Mixte	Moyen		82
5-51	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	61
5-52	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		123
5-53	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		84
5-54	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		128
5-55	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Saulaie	Faible		68

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
5-56	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	69
5-57	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		80
5-58	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	78
5-59	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	37
5-60	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		84
5-61	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		121
5-62	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	88
5-63	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Jeunes chênes - A Restaurer	46
5-64	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	93
5-65	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		48
5-66	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Saules, Peupliers	200
5-67	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	47
5-68	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Chênes têtards	182
5-69	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		95
5-70	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	37
5-71	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	45
5-72	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		51
5-73	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	122
5-74	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Résineux	Faible		80
5-75	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	et Ornemental	36
5-76	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		25
5-77	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		56
5-78	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Moyen	Vieux arbres	51
5-79	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		125
5-80	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	26
5-81	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	61
5-82	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		312
5-83	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Pommiers	68
5-84	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		115
5-85	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		31
5-86	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	54
5-87	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		66
5-88	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		68
5-89	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	et Chênes	154
5-90	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		209
5-91	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		184
5-92	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		236
5-93	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	28
5-94	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		83
5-95	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	et Peupliers	117
5-96	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		194
5-97	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		48
5-98	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		32
5-99	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		121
5-100	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	115
5-101	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		76
5-102	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	106
5-103	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		121
5-104	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer	23
5-105	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	35
5-106	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	36
5-107	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	48
5-108	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		40
5-109	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	194
5-110	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	121

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
5-111	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		114
5-112	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		168
5-113	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	164
5-114	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		199
5-115	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Peupleraie	Moyen		298
5-116	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		77
5-117	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	44
5-118	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	32
5-119	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		64
5-120	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		41
5-121	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		35
5-122	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		95
5-123	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		133
5-124	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	et Rejets de peupliers sur souches - A Restau	69
5-125	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune 10 ans	84
5-126	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	38
5-127	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes - A Restaurer	106
5-128	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		64
5-129	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	53
5-130	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	85
5-131	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Mixte	Faible		98
5-132	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Haie jeune	37
5-133	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Faible	Vieux chênes	30
5-134	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Faible	Vieux chênes	35
5-135	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	258
5-136	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	111
5-137	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Faible	Vieux chênes	42
5-138	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes et autres essences plantées plu	44
5-139	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	27
5-140	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	88
5-141	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	56
5-142	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		44
5-143	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		47
5-144	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		45
5-145	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		78
5-146	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		76
5-147	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		43
5-148	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Mixte	Faible		42
5-149	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	38
5-150	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		60
5-151	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		38
5-152	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		83
5-153	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Faible		36
5-154	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	80
5-155	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Mixte	Faible		66
5-156	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	127
5-157	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		68
5-158	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		21
5-159	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		55
5-160	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Résineux	Moyen		65
5-161	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		41
5-162	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		40
5-163	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	38
5-164	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		37
5-165	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Peupleraie	Moyen		35

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
5-166	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		317
5-167	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	227
5-168	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		100
5-169	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		140
5-170	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		123
5-171	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		90
5-172	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		116
5-173	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		107
5-174	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		53
5-175	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		117
5-176	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		128
5-177	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	36
5-178	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		149
5-179	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	89
5-180	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		63
5-181	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		55
5-182	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	41
5-183	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		51
5-184	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Résineux	Moyen		29
5-185	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Vieux chênes - A Restaurer	42
5-186	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		30
5-187	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		72
5-188	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		99
5-189	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		36
5-190	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	et Saules	85
5-191	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	et Saules, Peupliers	33
5-192	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	30
5-193	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	25
5-194	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	33
5-195	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		67
5-196	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		19
5-197	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	93
5-198	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		89
5-199	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	45
5-200	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen	et Chênes	192
5-201	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen	et Chênes	129
5-202	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	48
5-203	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	et Ornemental	51
5-204	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		67
5-205	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	366
5-206	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	23
5-207	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	24
5-208	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	28
5-209	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	et Ornemental	71
5-210	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	et Ornemental	79
5-211	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	et Ornemental	69
5-212	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Mixte	Faible		27
5-213	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		42
5-214	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	41
5-215	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		31
5-216	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		31
5-217	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen	A Restaurer	30
5-218	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes et Ornemental	25
5-219	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes et Ornemental	35
5-220	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Mixte	Moyen	A Restaurer	46

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
5-221	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		168
5-222	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		22
5-223	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		67
5-224	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		65
5-225	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		58
5-226	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		40
5-227	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		61
5-228	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		92
5-229	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		124
5-230	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		137
5-231	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		26
5-232	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		47
5-233	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		198
5-234	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		175
5-235	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		93
5-236	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	72
5-237	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		118
5-238	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		76
5-239	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer	75
5-240	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	86
5-241	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		38
5-242	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	79
5-243	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		93
5-244	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		91
5-245	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		50
5-246	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		134
5-247	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		93
5-248	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		71
5-249	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		108
5-250	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		80
5-251	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		28
5-252	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		78
5-253	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		239
5-254	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		28
5-255	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer	145
5-256	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible	Chênes têtards	317
5-257	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible	Chênes têtards	388
5-258	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer	124
5-259	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		47
5-260	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie - Peuplerai	Fort		88
5-261	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	120
5-262	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	203
5-263	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		22
5-264	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		118
5-265	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes - A Restaurer	49
5-266	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		215
5-267	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		84
5-268	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes et Ornemental	71
5-269	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	103
5-270	Haie à plat	Intraparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Fort	et Chênes	46
5-271	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		31
5-272	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort	Vieux chênes	114
5-273	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Mixte	Moyen	A Restaurer	40
5-274	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Vieux chênes	124
5-275	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Mixte	Moyen		52

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
5-276	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	42
5-277	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		35
5-278	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	62
5-279	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes - A Restaurer	59
5-280	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Vieux chênes - A Restaurer	20
5-281	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes - A Restaurer	58
5-282	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	39
5-283	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		82
5-284	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		60
5-285	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		105
5-286	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		45
5-287	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		111
5-288	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		56
5-289	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		67
5-290	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		98
5-291	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		41
5-292	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	50
5-293	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Ornemental	Faible		50
5-294	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		54
5-295	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	60
5-296	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		147
5-297	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	et Resineux	122
5-298	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	et Peupliers	136
5-299	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	54
5-300	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		90
5-301	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		82
5-302	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible	Chênes têtards	99

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 6

N

Bocage par Enjeux :

- Faible
- Moyen
- Fort

- Cours d'eau
- Limite de commune

ville mainguy, la

fougerets, les

suais, la

grande touche, la

esquiniac

Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
6-1	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	et Resineux	260
6-2	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	A Restaurer	93
6-3	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		119
6-4	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	116
6-5	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		63
6-6	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		29
6-7	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		53
6-8	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		66
6-9	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		50
6-10	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		98
6-11	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		169
6-12	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		86
6-13	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		100
6-14	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		114
6-15	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		112
6-16	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		126
6-17	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Resineux	Moyen	A Restaurer	221
6-18	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		107
6-19	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		144
6-20	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		82
6-21	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Faible	A Restaurer	27
6-22	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		non	Peupleraie	Faible	A Restaurer	108
6-23	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	36
6-24	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		199
6-25	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		18
6-26	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		21
6-27	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		86
6-28	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Faible	A Restaurer	91
6-29	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Peu compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		37
6-30	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		19
6-31	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	71
6-32	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	et Resineux	43
6-33	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	93
6-34	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	88
6-35	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	130
6-36	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	48
6-37	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Resineux	Moyen		176
6-38	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Fort		45
6-39	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Resineux	Moyen		30
6-40	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	60
6-41	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		164
6-42	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		224
6-43	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		66
6-44	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		80
6-45	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		223
6-46	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	94
6-47	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		72
6-48	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Resineux	Moyen		84
6-49	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		42
6-50	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		104
6-51	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		41
6-52	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Resineux	Faible		37
6-53	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		168
6-54	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		97
6-55	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		43

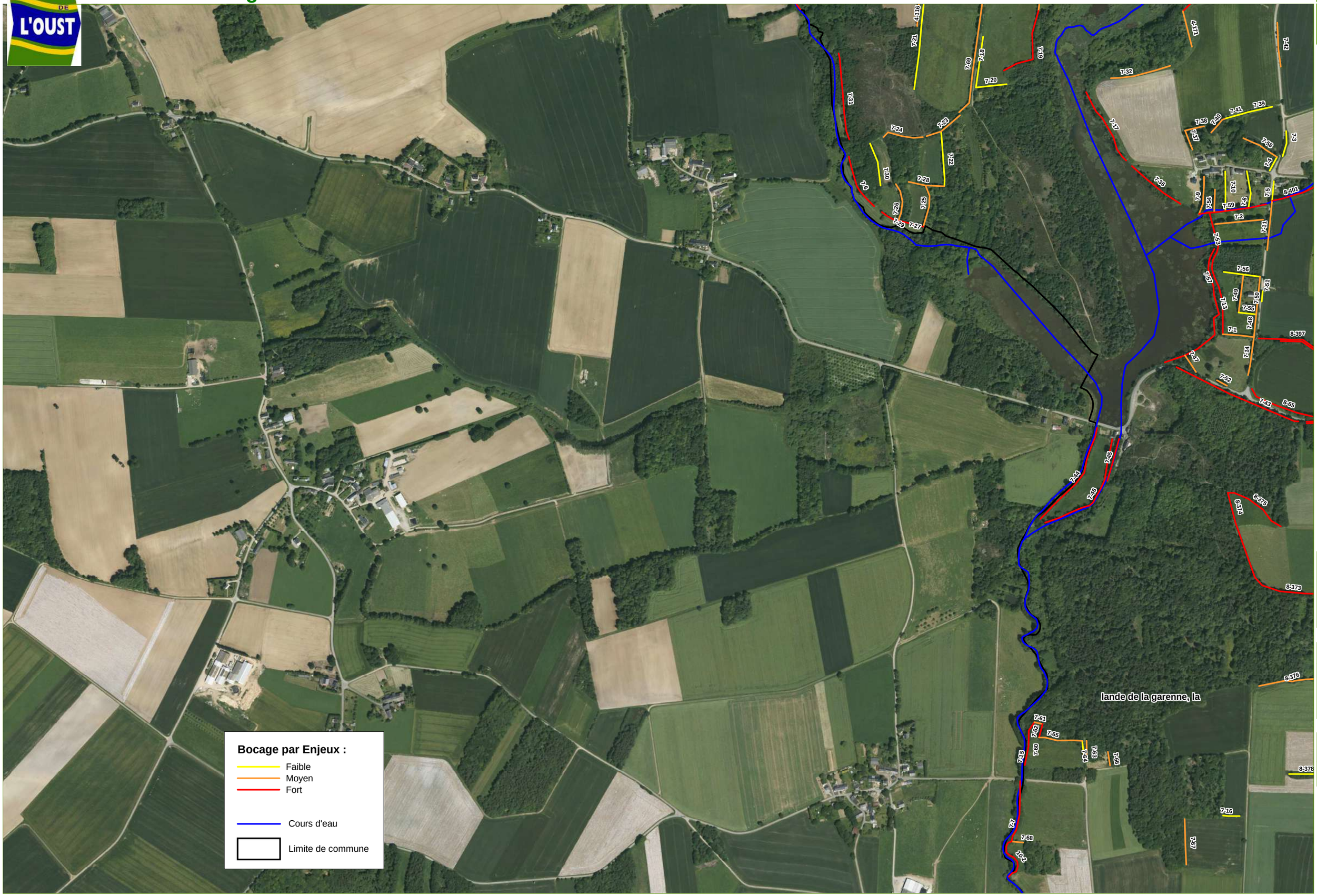
Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
6-56	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		30
6-57	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		132
6-58	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Peupleraie	Faible	et Resineux	87
6-59	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		144
6-60	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		62
6-61	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Fort	et Feuillus	116
6-62	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen	A Restaurer	147
6-63	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		94
6-64	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		101
6-65	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		208
6-66	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		64
6-67	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		256
6-68	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		96
6-69	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		116
6-70	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen	et Feuillus	76
6-71	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		oui	Feuillus	Moyen		90
6-72	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	105
6-73	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		109
6-74	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		187
6-75	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		30
6-76	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		160
6-77	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	et Resineux	189
6-78	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Ornemental	Faible		110
6-79	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		56
6-80	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		56
6-81	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		161
6-82	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Faible		60
6-83	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		79
6-84	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		102
6-85	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		370
6-86	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		147
6-87	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		93
6-88	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		246
6-89	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		37
6-90	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		106
6-91	Talus nu	Interparcellaire	Herbacée		Intermédiaire	Non dégradé	oui		Moyen		75
6-92	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		31
6-93	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		73
6-94	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	648
6-95	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		104
6-96	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		123
6-97	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		164
6-98	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	226
6-99	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		75
6-100	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		65
6-101	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Resineux	Faible		34
6-102	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		179
6-103	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		225
6-104	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		77
6-105	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		84
6-106	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		116
6-107	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		84
6-108	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		oui	Feuillus	Moyen		213
6-109	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		107
6-110	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Faible		69

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
6-111	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		87
6-112	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		79
6-113	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		57
6-114	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Moyen		150
6-115	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Ornemental	Moyen		40
6-116	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		61
6-117	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		29
6-118	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		82
6-119	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen	et Feuillus	64
6-120	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		129
6-121	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		137
6-122	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		168
6-123	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		152
6-124	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		149
6-125	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		88
6-126	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		31
6-127	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		71
6-128	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		72
6-129	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		37
6-130	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		92
6-131	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		37
6-132	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	113
6-133	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		114
6-134	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	et Feuillus	82
6-135	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		78
6-136	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		82
6-137	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		32
6-138	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		38
6-139	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		170
6-140	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		82
6-141	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		37
6-142	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		196
6-143	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		52
6-144	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Faible		43
6-145	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		100
6-146	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		133
6-147	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		80
6-148	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	et Saules	148

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 7

N



Bocage par Enjeux :

- Faible
- Moyen
- Fort

Cours d'eau

Limite de commune

Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
7-1	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		73
7-2	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	112
7-3	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		60
7-4	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		36
7-5	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		45
7-6	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		133
7-7	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		144
7-8	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		87
7-9	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		89
7-10	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		92
7-11	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		116
7-12	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		113
7-13	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		346
7-14	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		89
7-15	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		45
7-16	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		39
7-17	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		186
7-18	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		120
7-19	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		188
7-20	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		72
7-21	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		149
7-22	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		127
7-23	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		94
7-24	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		98
7-25	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		99
7-26	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	90
7-27	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		oui	Feuillus	Fort		59
7-28	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		84
7-29	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	44
7-30	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer	102
7-31	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		202
7-32	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Mixte	Moyen	A Restaurer	142
7-33	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		77
7-34	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		59
7-35	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		46
7-36	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		144
7-37	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	48
7-38	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	45
7-39	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		57
7-40	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	48
7-41	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	54
7-42	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	103
7-43	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		311
7-44	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Peupliers	257
7-45	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		101
7-46	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		277
7-47	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		47
7-48	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	73
7-49	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen		88
7-50	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		24
7-51	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Moyen		69
7-52	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		27
7-53	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	83
7-54	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	53
7-55	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		41

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
7-56	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		86
7-57	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		210
7-58	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		90
7-59	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Vieux chênes - A Restaurer	158
7-60	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		60
7-61	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		19
7-62	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		32
7-63	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		48
7-64	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		38
7-65	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	oui	Saulaie	Moyen		101
7-66	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		32
7-67	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		106
7-68	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		28
7-69	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		253

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 8

N

Bocage par Enjeux :

- Faible
- Moyen
- Fort

Cours d'eau

Limite de commune

hache, la

mormazière, la

ville augé, la

tronchot, le

Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ©

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
8-1	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		99
8-2	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		242
8-3	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		27
8-4	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		138
8-5	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		76
8-6	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		79
8-7	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		129
8-8	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Haut de pente		non	Saulaie	Faible		67
8-9	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	52
8-10	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	54
8-11	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		178
8-12	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		38
8-13	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		120
8-14	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		91
8-15	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Mixte	Faible		48
8-16	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	Haie entourant le chenil	183
8-17	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	174
8-18	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	124
8-19	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen	et Peupliers, Résineux	263
8-20	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		102
8-21	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Faible	A Restaurer	96
8-22	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Mixte	Faible		30
8-23	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen	et quelques Bouleaux	142
8-24	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		171
8-25	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		199
8-26	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		241
8-27	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		80
8-28	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Peupleraie	Moyen		100
8-29	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	52
8-30	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		230
8-31	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Chênes têtards - A Restaurer	264
8-32	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen	et Feuillus	59
8-33	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	52
8-34	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Chênes têtards	66
8-35	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		75
8-36	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		140
8-37	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		72
8-38	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune 15-20 ans	31
8-39	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune15-20 ans	264
8-40	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Chênes têtards	95
8-41	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		62
8-42	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	56
8-43	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		32
8-44	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	89
8-45	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	A Restaurer	24
8-46	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Saules	241
8-47	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		110
8-48	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		55
8-49	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		35
8-50	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		52
8-51	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Peupleraie	Faible		228
8-52	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		256
8-53	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		73
8-54	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Mixte	Moyen		126
8-55	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	et Ornemental	120

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
8-56	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		301
8-57	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Peupleraie	Faible		104
8-58	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Mixte	Moyen		157
8-59	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		100
8-60	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		152
8-61	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	et Saules	43
8-62	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		83
8-63	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen	et Feuillus	53
8-64	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Saules, Peupliers	181
8-65	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		159
8-66	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		87
8-67	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		84
8-68	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes et Ornemental	107
8-69	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	102
8-70	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		224
8-71	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		50
8-72	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible	et Peupliers	102
8-73	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		106
8-74	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		92
8-75	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		51
8-76	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		60
8-77	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		36
8-78	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		82
8-79	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	58
8-80	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	166
8-81	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		59
8-82	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Chênes têtards - A Restaurer	105
8-83	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Chênes têtards - A Restaurer	113
8-84	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		172
8-85	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Chênes têtards	69
8-86	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		64
8-87	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	54
8-88	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Saules - A Restaurer	197
8-89	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	107
8-90	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	36
8-91	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Chênes et bouleaux au port fastigié	91
8-92	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		106
8-93	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		42
8-94	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		70
8-95	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		72
8-96	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Chênes au port fastigié	101
8-97	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	19
8-98	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible	A Restaurer	36
8-99	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	34
8-100	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	43
8-101	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	107
8-102	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		26
8-103	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen	et quelques Chênes et bouleaux	157
8-104	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen	et quelques Chênes et bouleaux	71
8-105	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Parallèle		non	Saulaie	Faible	et Feuillus	46
8-106	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		56
8-107	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		47
8-108	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	70
8-109	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible	et Feuillus	98
8-110	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		27

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
8-111	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	et Ornemental	70
8-112	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	et Ornemental	24
8-113	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible	et Feuillus	70
8-114	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	55
8-115	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		49
8-116	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	64
8-117	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	110
8-118	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	35
8-119	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Chênes têtards	85
8-120	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		33
8-121	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		115
8-122	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	100
8-123	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	126
8-124	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		87
8-125	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Chênes têtards	36
8-126	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		286
8-127	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		81
8-128	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	66
8-129	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		107
8-130	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		75
8-131	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		92
8-132	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		55
8-133	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		169
8-134	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	168
8-135	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		148
8-136	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		128
8-137	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		91
8-138	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		77
8-139	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		78
8-140	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		53
8-141	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		45
8-142	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		158
8-143	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		83
8-144	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		93
8-145	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer	29
8-146	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		108
8-147	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	31
8-148	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	127
8-149	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	et Ornemental	103
8-150	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	et Ornemental	138
8-151	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Résineux	Moyen	A Restaurer	86
8-152	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Résineux	Moyen	A Restaurer	82
8-153	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer	34
8-154	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		189
8-155	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes et hêtres	57
8-156	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		81
8-157	Talus nu	Interparcellaire	Herbacée		Perpendiculaire	Non dégradé	oui		Moyen		57
8-158	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		33
8-159	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		28
8-160	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Haie jeune 15-20 ans	106
8-161	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	16
8-162	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		58
8-163	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		51
8-164	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		54
8-165	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		216

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
8-166	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		34
8-167	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		125
8-168	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	183
8-169	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	96
8-170	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		134
8-171	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		82
8-172	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Faible		33
8-173	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		29
8-174	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	58
8-175	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		94
8-176	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	69
8-177	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		29
8-178	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		84
8-179	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		62
8-180	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	et Peupliers, Resineux	105
8-181	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	46
8-182	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	95
8-183	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	48
8-184	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		41
8-185	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		56
8-186	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		36
8-187	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		91
8-188	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		69
8-189	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		44
8-190	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		20
8-191	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		96
8-192	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		non	Ornemental	Faible		90
8-193	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		65
8-194	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		37
8-195	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen	A Restaurer	86
8-196	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		49
8-197	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible	Haie jeune	55
8-198	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Haie jeune	60
8-199	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	47
8-200	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		51
8-201	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		62
8-202	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune 10 ans	74
8-203	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune 10 ans	46
8-204	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune 10 ans	168
8-205	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		109
8-206	Haie à plat	Intraparcellaire	Herbacée	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune 2 ans	54
8-207	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		70
8-208	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		26
8-209	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		111
8-210	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		32
8-211	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		105
8-212	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		28
8-213	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		35
8-214	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		19
8-215	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Ornemental	Moyen	A Restaurer	103
8-216	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		92
8-217	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		35
8-218	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		54
8-219	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		88
8-220	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		105

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
8-221	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		52
8-222	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	209
8-223	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	99
8-224	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Ornemental	Faible		64
8-225	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		37
8-226	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		138
8-227	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		57
8-228	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		28
8-229	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		40
8-230	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		81
8-231	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		94
8-232	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		49
8-233	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	et Ornemental	44
8-234	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible	et Feuillus	248
8-235	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune 15-20 ans	147
8-236	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	107
8-237	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		55
8-238	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		84
8-239	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		100
8-240	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		46
8-241	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		65
8-242	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		136
8-243	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Haie jeune	121
8-244	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		26
8-245	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		56
8-246	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		84
8-247	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		124
8-248	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		69
8-249	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Peupleraie	Faible		102
8-250	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		25
8-251	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		43
8-252	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		37
8-253	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Résineux	Faible		29
8-254	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Mixte	Faible		31
8-255	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		34
8-256	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		21
8-257	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	74
8-258	Talus planté	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Faible		31
8-259	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Parallèle		oui	Ornemental	Moyen		75
8-260	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible	et Peupliers	140
8-261	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	40
8-262	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		226
8-263	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		60
8-264	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		40
8-265	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		24
8-266	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		177
8-267	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		113
8-268	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		141
8-269	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		44
8-270	Talus planté	Interparcellaire	Herbacée	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible	A Restaurer - arbres en majorité abbatus	120
8-271	Talus planté	Interparcellaire	Herbacée	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible	Arbres en majorité abbatus	38
8-272	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		27
8-273	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		64
8-274	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Haie jeune 15-20 ans	232
8-275	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		43

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
8-276	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		127
8-277	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		132
8-278	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Ornemental	Faible	Haie jeune	74
8-279	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen	Haie jeune	123
8-280	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		234
8-281	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		167
8-282	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Mixte	Faible		47
8-283	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		44
8-284	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		70
8-285	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen	et Peupliers	81
8-286	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		46
8-287	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen		42
8-288	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Vieux chênes	127
8-289	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		24
8-290	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		32
8-291	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		41
8-292	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Faible		49
8-293	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		23
8-294	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		45
8-295	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		29
8-296	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		33
8-297	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		15
8-298	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Saulaie - Peupleraie	Faible		30
8-299	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		87
8-300	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		39
8-301	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		88
8-302	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		81
8-303	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		125
8-304	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	32
8-305	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		83
8-306	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		41
8-307	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	57
8-308	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	187
8-309	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		119
8-310	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	113
8-311	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen		51
8-312	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	202
8-313	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		266
8-314	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		54
8-315	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		65
8-316	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		156
8-317	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	132
8-318	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	140
8-319	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		126
8-320	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		102
8-321	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		66
8-322	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		89
8-323	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		36
8-324	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	59
8-325	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		126
8-326	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		113
8-327	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		45
8-328	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		38
8-329	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	70
8-330	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		149

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
8-331	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		80
8-332	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		131
8-333	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		52
8-334	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		206
8-335	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		38
8-336	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		55
8-337	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		29
8-338	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	37
8-339	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		64
8-340	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		166
8-341	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		99
8-342	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	55
8-343	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		52
8-344	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		45
8-345	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		36
8-346	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		30
8-347	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	69
8-348	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		123
8-349	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		64
8-350	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		133
8-351	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		56
8-352	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		179
8-353	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		190
8-354	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		15
8-355	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Saulaie	Faible		24
8-356	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		124
8-357	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		35
8-358	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		122
8-359	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		176
8-360	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		33
8-361	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen		60
8-362	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		155
8-363	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		112
8-364	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		58
8-365	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		78
8-366	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		178
8-367	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		104
8-368	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		62
8-369	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		167
8-370	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	169
8-371	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux - A Restaurer	84
8-372	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux - A Restaurer	102
8-373	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		166
8-374	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		207
8-375	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		151
8-376	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		151
8-377	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		36
8-378	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		79
8-379	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		192
8-380	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Fort	Chemin creux	70
8-381	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		102
8-382	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		103
8-383	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen		72
8-384	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	et Peupliers - A Restaurer	16
8-385	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes - A Restaurer	52

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
8-386	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	54
8-387	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	154
8-388	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		90
8-389	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		78
8-390	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		63
8-391	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen	A Restaurer	60
8-392	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	154
8-393	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		91
8-394	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		41
8-395	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		66
8-396	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		111
8-397	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	297
8-398	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	80
8-399	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		223
8-400	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	252
8-401	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	Vieux chênes	117
8-402	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		97
8-403	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		61
8-404	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	Chênes rouge d'amérique	76
8-405	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		48

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 9

N



Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
9-1	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		96
9-2	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		22
9-3	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Resineux	Faible		60
9-4	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		49
9-5	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		57
9-6	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		124
9-7	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		264
9-8	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		222
9-9	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		54
9-10	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		60
9-11	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		134
9-12	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		58
9-13	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		23
9-14	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		134
9-15	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Peupleraie	Faible		74
9-16	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		206
9-17	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		66
9-18	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		135
9-19	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		35
9-20	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		136
9-21	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		57
9-22	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		153
9-23	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		42
9-24	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		110
9-25	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		273
9-26	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		55
9-27	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Saulaie	Moyen	et Feuillus	39
9-28	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		82
9-29	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		75
9-30	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Resineux	37
9-31	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		38
9-32	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Fort		40
9-33	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		203
9-34	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Resnieux	Moyen		44
9-35	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		142
9-36	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	et Resineux	84
9-37	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	59
9-38	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		108
9-39	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		34
9-40	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		164
9-41	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		140
9-42	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		73
9-43	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		105
9-44	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		75
9-45	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		43
9-46	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		111
9-47	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		154
9-48	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	133
9-49	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen	A Restaurer	79
9-50	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		41
9-51	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	184
9-52	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		34
9-53	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		53
9-54	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		138
9-55	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		66

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
9-56	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Fort		73
9-57	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		73
9-58	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		54
9-59	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		93
9-60	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		172
9-61	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	et Feuillus_A Restaurer	154
9-62	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	63
9-63	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		174
9-64	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		60
9-65	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		104
9-66	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Fort	et Feuillus	31
9-67	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		47
9-68	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		143
9-69	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	et Feuillus	39
9-71	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	278
9-72	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	et Feuillus_A Restaurer	94
9-73	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		71
9-74	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		50
9-75	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		32
9-76	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		52
9-77	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	88
9-78	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		non	Feuillus	Moyen		45
9-79	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	41
9-80	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	34
9-81	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	88
9-82	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Moyen		28
9-83	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	323
9-84	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	95
9-85	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	133
9-86	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	36
9-87	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	58
9-88	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	133
9-89	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	289
9-90	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	400
9-91	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		227
9-92	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		125
9-93	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		oui	Feuillus	Moyen		225
9-94	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		56
9-95	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		24
9-96	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Peupleraie	Faible		31
9-97	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		81
9-98	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Moyen		61
9-99	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		52
9-100	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		29
9-101	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		107
9-102	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		90
9-103	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		60
9-104	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Resineux	36
9-105	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		56
9-106	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		68
9-107	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		87
9-108	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		90
9-109	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Fort		122
9-110	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		119
9-111	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		33

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
9-112	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Resineux	Faible		79
9-113	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		109
9-114	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		96
9-115	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		226
9-116	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		63
9-117	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		98
9-118	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		43
9-119	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		148
9-120	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		103
9-121	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Resineux	Moyen		97
9-122	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		185
9-123	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		31
9-124	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		43
9-125	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		112
9-126	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		64
9-127	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		106
9-128	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		71
9-129	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Resineux	Moyen		51
9-130	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Resineux	Moyen		98
9-131	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Resineux	Moyen		35
9-132	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort	et Resineux	95
9-133	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	148
9-134	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Resineux	106
9-135	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		27
9-136	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Fort		51
9-137	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		109
9-138	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		158
9-139	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		98
9-140	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	et Resineux	93
9-141	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	et Resineux	32
9-142	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	98
9-143	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		106
9-144	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		40
9-145	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		181
9-146	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		99
9-147	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible	et Feuillus	61
9-148	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Resineux	Moyen		95
9-149	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		126
9-150	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		148
9-151	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		39
9-152	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		31
9-153	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		38
9-154	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		66
9-155	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		oui	Resineux	Moyen		52
9-156	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Haut de pente		oui	Feuillus	Moyen		59
9-157	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		52
9-158	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		non	Resineux	Faible		92
9-159	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	79
9-160	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		54
9-161	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		49
9-162	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		61
9-163	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		55
9-164	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	87
9-165	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		17
9-166	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Haie jeune	114

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
9-167	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	171
9-168	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		97
9-169	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		29
9-170	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		16
9-171	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	143
9-172	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		96
9-173	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen	A Restaurer	78
9-174	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen	A Restaurer	76
9-175	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		90
9-176	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		53
9-177	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		95
9-178	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		150
9-179	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		105
9-180	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		94
9-181	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		217
9-182	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		72
9-183	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		147
9-184	Talus nu	Bord de route	Herbacée		Haut de pente	Dégradé	non		Moyen		40
9-185	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		119
9-186	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		71
9-187	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		182
9-188	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		157
9-189	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		137
9-190	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		135
9-191	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		40
9-192	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		70
9-193	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		137
9-194	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		97
9-195	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		68
9-196	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Feuillus	Moyen		69
9-197	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		172
9-198	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		62
9-199	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		58
9-200	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		29
9-201	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		65
9-202	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		248
9-203	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		151
9-204	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		36
9-205	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		81
9-206	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		33
9-207	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		37
9-208	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		125
9-209	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		103
9-210	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		78
9-211	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		162
9-212	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		103
9-213	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		84
9-214	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		56
9-215	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		50
9-216	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	20
9-217	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		62
9-218	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		70
9-219	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		171
9-220	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	non	Feuillus	Moyen		45
9-221	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		33

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
9-222	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		211
9-223	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		56
9-224	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		226
9-225	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		55
9-226	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	682
9-227	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		41
9-228	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		64
9-229	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		56
9-230	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		74
9-231	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		47
9-232	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		52
9-233	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		134
9-234	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		86
9-236	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		48
9-237	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		72
9-238	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		149
9-239	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		88

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 10

N

grand domaine, le

Bocage par Enjeux :

- Faible
- Moyen
- Fort

Cours d'eau

Limite de commune

Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
10-1	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		83
10-2	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	et Peupliers	111
10-3	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Ornemental en regarnis	119
10-4	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen	et Peupliers	142
10-5	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		75
10-6	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible	et quelques feuillus	24
10-7	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		74
10-8	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen	A Restaurer	31
10-9	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		79
10-10	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		47
10-11	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et Saules	88
10-12	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		39
10-13	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	oui	Feuillus	Faible		99
10-14	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		non	Peupleraie	Faible		49
10-15	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		64
10-16	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		44
10-17	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie - Peupleraie	Fort		97
10-18	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		51
10-19	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Saulaie	Moyen		41
10-20	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	55
10-21	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		20
10-22	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		96
10-23	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		71
10-24	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		56
10-25	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		38
10-26	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		53
10-27	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen		107
10-28	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		47
10-29	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Peupleraie	Faible		19
10-30	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		50
10-31	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		32
10-32	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen	A Restaurer	15
10-33	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		25
10-34	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	Regarnis Laurier	93
10-35	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		57
10-36	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		49
10-37	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		15
10-38	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		28
10-39	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		101
10-40	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Ornemental	Faible		64
10-41	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		26
10-42	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		75
10-43	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		79
10-44	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		61
10-45	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	Regarnis jeunes plants	76
10-46	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		oui	Feuillus	Moyen		35
10-47	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Haut de pente		oui	Feuillus	Moyen		33
10-48	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Regarnis Ornemental	71
10-49	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		57
10-50	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		125
10-51	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		38
10-52	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	31
10-53	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		83
10-54	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et saulaie, peupleraie	174
10-55	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et saulaie	51

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
10-56	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et saulaie	58
10-57	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	et saulaie	199
10-58	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		341
10-59	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		334
10-60	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	39
10-61	Talus planté	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort	Haie jeune 10 ans	95
10-62	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Ornemental	Faible		26
10-63	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	77
10-64	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		68
10-65	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		52
10-66	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	168
10-67	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	54
10-68	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	179
10-69	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	30
10-70	Talus planté	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	193
10-71	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	97
10-72	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	43
10-73	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		57
10-74	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		144
10-75	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		65
10-76	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		135
10-77	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	37
10-78	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen	et Saules	84
10-79	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort		209
10-80	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Résineux	Faible		13
10-81	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		39
10-82	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		54
10-83	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		70
10-84	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		231
10-85	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Vieux chênes	123

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 11



Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO | Date | 24/02/2014 | Version | 02 | IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
11-1	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Faible		42
11-2	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		non	Saulaie	Moyen		63
11-3	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		172
11-4	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		48
11-5	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		81
11-6	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		78
11-7	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		138
11-8	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	et Saules	93
11-9	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		73
11-10	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		99
11-11	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		119
11-12	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		110
11-13	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		51
11-14	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		75
11-15	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		40
11-16	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		36
11-17	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		40
11-18	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	et Saules	108
11-19	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		182
11-20	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		98
11-21	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		47
11-22	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		160
11-23	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	59
11-24	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		43
11-25	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		52
11-26	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Faible		34
11-27	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		105
11-28	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		45
11-29	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		47
11-30	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		65
11-31	Haie à plat	Intraparcellaire	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		45
11-32	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	41
11-33	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		39
11-34	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		46
11-35	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		92
11-36	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		25
11-37	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	65
11-38	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		non	Saulaie	Moyen		204
11-39	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		155
11-40	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		157
11-41	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		71
11-42	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		147
11-43	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		82
11-44	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Saulaie	Moyen		105
11-45	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		44
11-46	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		53
11-47	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		48
11-48	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		27
11-49	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen		58
11-50	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		65
11-51	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Saulaie	Moyen		168
11-52	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		52
11-53	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		90
11-54	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		59
11-55	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		77

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
11-56	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		100
11-57	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		142
11-58	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		non	Saulaie	Moyen		120
11-59	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		65
11-60	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		62
11-61	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		91
11-62	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		53
11-63	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		249
11-64	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		197
11-65	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		97
11-66	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		97
11-67	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		334
11-68	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		170
11-69	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		114
11-70	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		89
11-71	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		46
11-72	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		50
11-73	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		39
11-74	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		227
11-75	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		72
11-76	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		96
11-77	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		48
11-78	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		64
11-79	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		109
11-80	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		76
11-81	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		163
11-82	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		49
11-83	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		47
11-84	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		91
11-85	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		47
11-86	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		130
11-87	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		132
11-88	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		130
11-89	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		41
11-90	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		140
11-91	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	264
11-92	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	279
11-93	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		85
11-94	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		115
11-95	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		114
11-96	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		124
11-97	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		63
11-98	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Dispersée	Perpendiculaire		non	Saulaie	Faible		138
11-99	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		23
11-100	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		92
11-101	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		57
11-102	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		45
11-103	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		35
11-104	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		43
11-105	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		91
11-106	Talus planté	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		114
11-107	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		35
11-108	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		non	Peupleraie	Faible		43
11-109	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		184
11-110	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		89

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
11-111	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible	et Resineux	161
11-112	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Resineux	Faible		92
11-113	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Moyen		48
11-114	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		167
11-115	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Faible		94
11-116	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		178
11-117	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		43
11-118	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	78
11-119	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	78
11-120	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		42
11-121	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		32
11-122	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		107
11-123	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		47
11-124	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		91
11-125	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		43
11-126	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		49
11-127	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		85
11-128	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		82
11-129	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		45
11-130	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		199
11-131	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		73
11-132	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		194
11-133	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		18
11-134	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		32
11-135	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		93
11-136	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		135
11-137	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		53
11-138	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		198
11-139	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		64
11-140	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		200
11-141	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		130
11-142	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	50
11-143	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		258
11-144	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		73
11-145	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		135
11-146	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		70
11-147	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen	Haie jeune	49
11-148	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		28
11-149	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		93
11-150	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen		33
11-151	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		70
11-152	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		24
11-153	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		33
11-154	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		159
11-155	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		42
11-156	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen	A Restaurer	18
11-157	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		138
11-158	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		127
11-159	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		61
11-160	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		oui	Feuillus	Moyen		75
11-161	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		154
11-162	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		27
11-163	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		142
11-164	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	54
11-165	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	111

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
11-166	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	60
11-167	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		39
11-168	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		28
11-169	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		51
11-170	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		54
11-171	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		85
11-172	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	178
11-173	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	178
11-174	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen	Haie jeune_A Restaurer	136
11-175	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		35
11-176	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Faible		41
11-177	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		159
11-178	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		26
11-179	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Ornemental	Moyen	A Restaurer	42
11-180	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		33
11-181	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		72
11-182	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		117
11-183	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen		81
11-184	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Resineux	Moyen	A Restaurer	72
11-185	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Parallèle		non	Ornemental	Faible		43
11-186	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		57
11-187	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		non	Ornemental	Faible		47
11-188	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		74
11-189	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Dispersée	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		31
11-190	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Resineux	Faible		34
11-191	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		51
11-192	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		47
11-193	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		29
11-194	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Fort		50
11-195	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		44
11-196	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Moyen		57
11-197	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	81
11-198	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		32
11-199	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		104
11-200	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		51
11-201	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		43
11-202	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		27
11-203	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		53
11-204	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		92
11-205	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	43
11-206	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		127
11-207	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	46
11-208	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		124
11-209	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		129
11-210	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		81
11-211	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	et Feuillus et peupliers_A Restaurer	122
11-212	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	54
11-213	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	26
11-214	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Fort		60
11-215	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Parallèle		non	Feuillus	Moyen		54
11-216	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Fort		32
11-217	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	81
11-218	Haie à plat	Intraparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Fort		54
11-219	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	248
11-220	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	239

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
11-221	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		152
11-222	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		118
11-223	Haie à plat	Bord de route	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		72
11-224	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		179
11-225	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		131
11-226	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen	A Restaurer	19
11-227	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		94
11-228	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Intermédiaire		oui	Saulaie	Moyen	A Restaurer	121
11-229	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		129
11-230	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		85
11-231	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		140
11-232	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Fort		176
11-233	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort		100
11-234	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort	A Restaurer	161
11-235	Haie à plat	Ripisylve	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Saulaie	Fort	A Restaurer	125
11-236	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen		144
11-237	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		non	Feuillus	Faible		44
11-238	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		79
11-239	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Fort		68
11-240	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Faible		23
11-241	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		37
11-242	Haie à plat	Ripisylve	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Peupleraie	Moyen	A restaurer	231
11-243	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Intermédiaire		oui	Feuillus	Moyen		83
11-244	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		161
11-245	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		120

Inventaire bocager - Commune de GUILLIERS

Secteur 12

N

Bocage par Enjeux :

- Faible
- Moyen
- Fort

- Cours d'eau
- Limite de commune

Echelle : 1 / 7 500

Auteur | SMGBO
Date | 24/02/2014
Version | 02

IGN © - Bd Ortho 2009 ®

Identifiant	Type	Localisation	Strate	Densité	Orientation	Etat du talus	Anti-Erosif	Peuplement	Enjeux	Commentaires	Linéaire (m)
12-1	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Dispersée	Haut de pente	Non dégradé	non	Feuillus	Faible		133
12-2	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		60
12-3	Haie à plat	Interparcellaire	Arbustive	Compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		93
12-4	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	211
12-5	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	222
12-6	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Haut de pente		non	Feuillus	Moyen		94
12-7	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire		oui	Feuillus	Moyen		47
12-8	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		50
12-9	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		155
12-10	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	47
12-11	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	122
12-12	Talus planté	Intraparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		116
12-13	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Non dégradé	oui	Feuillus	Moyen		44
12-14	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		96
12-15	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		102
12-16	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	674
12-17	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		151
12-18	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Perpendiculaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		305
12-19	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		100
12-20	Haie à plat	Interparcellaire	Arborescente	Compacte	Haut de pente		non	Resineux	Faible		58
12-21	Haie à plat	Bord de route	Arborescente	Compacte	Parallèle		non	Resineux	Faible		72
12-22	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	207
12-23	Talus planté	Bord de route	Arborescente	Compacte	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Fort	Chemin creux	200
12-24	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		240
12-25	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Perpendiculaire	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		57
12-26	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Peu compacte	Parallèle	Dégradé	non	Feuillus	Moyen		40
12-27	Talus planté	Interparcellaire	Arborescente	Dispersée	Intermédiaire	Dégradé	oui	Feuillus	Moyen		66

Type	Linéaire
Haie à plat	100503.0
Talus nu	172.4
Talus planté	93759.7
Total général	**194435.1**

Localisation	Linéaire (m)
Bord de route	58300.3
Interparcellaire	105815.9
Intraparcellaire	7018.7
Ripisylve	23300.4
Total général	**194435.2**

Strate dominante	Linéaire (m)
Arborescente	177777.3
Arbustive	16236.1
Herbacée	421.7
Total général	**194435.1**

Densité	Linéaire (m)
Compacte	91630.3
Dispersée	35424.6
Peu compacte	67207.8
(vide)	172.4
Total général	**194435.1**

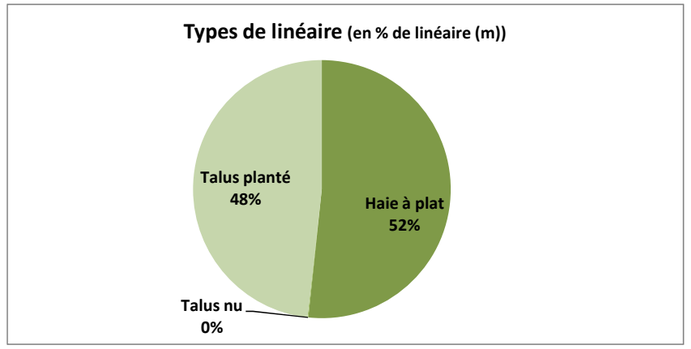
Orientation	Linéaire (m)
Haut de pente	26069.66
Intermédiaire	54243.73
Parallèle	44669.49
Perpendiculaire	69452.24
Total général	**194435.1**

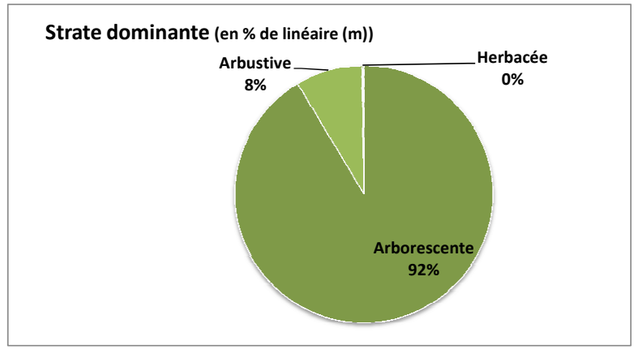
Etat du talus	Linéaire (m)
Dégradé	70825.6
Non dégradé	23075.9
Total général	**93901.5**

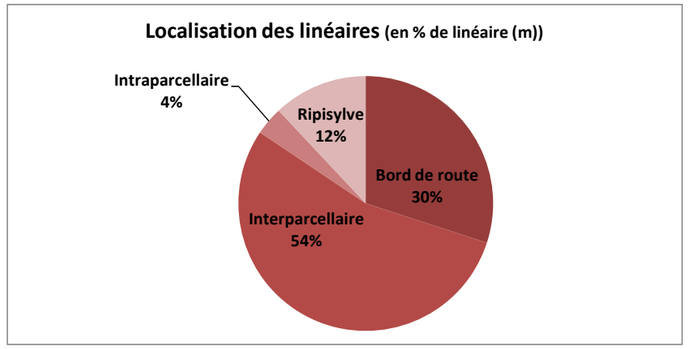
Anti-érosif	Linéaire (m)
non	79001.1
oui	115434.0
Total général	**194435.1**

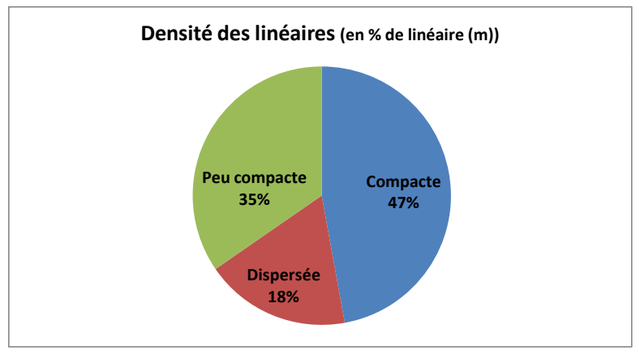
Peuplement	Linéaire (m)	
Feuillus	162216.8	0.834
Mixte	1747.2	0.009
Ornemental	8059.8	0.041
Peupleraie	2902.6	0.015
Résineux	5258.7	0.027
Saulaie	13580.9	0.070
Saulaie - Peupleraie	510.0	0.003
(vide)	172.4	
Total général	**194448.3**	

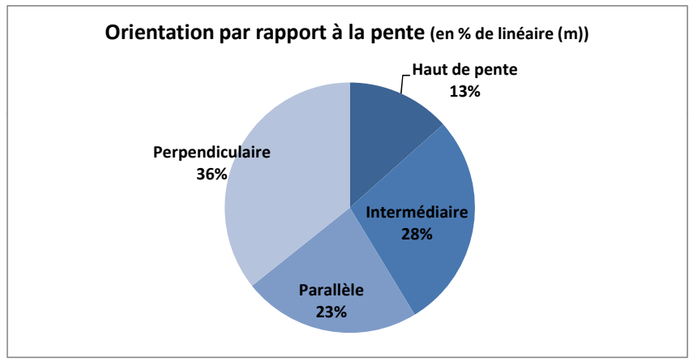
Enjeux	Linéaire (m)
Faible	42506.3
Fort	47721.5
Moyen	104207.4
Total général	**194435.1**

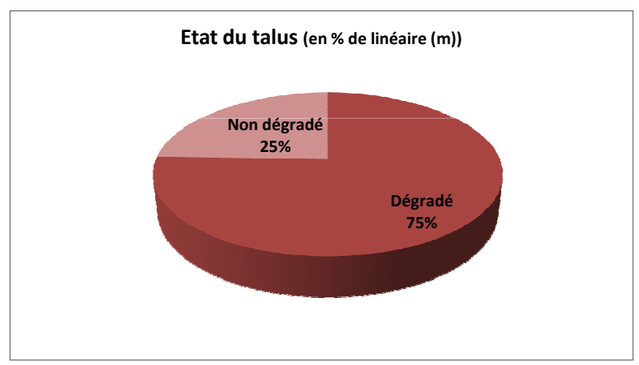


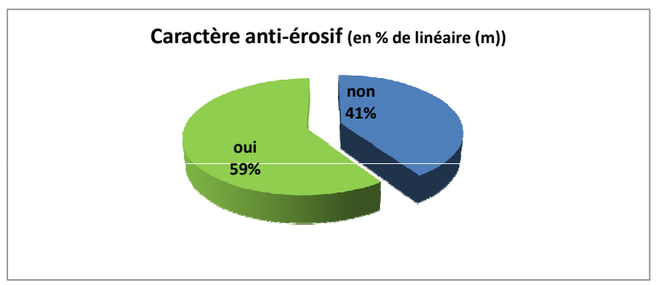


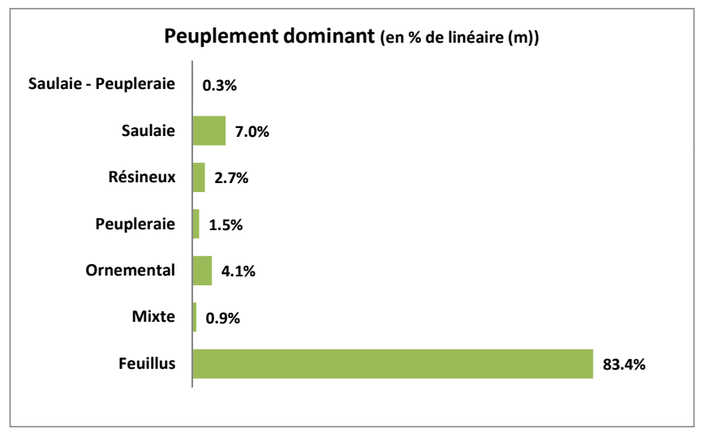


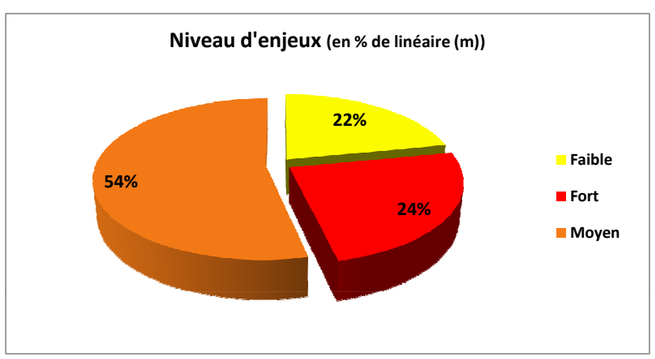












Elaboration du PLAN LOCAL D' URBANISME

Commune de Guilliers

Département du Morbihan

Elaboration

Pièce n°7g : Patrimoine Archéologique

URBA Ouest Conseil Grez-Neuville - Tel : 02.41.69.46.76
urbaouestconseil@orange.fr

PRÉFET
DE LA RÉGION
BRETAGNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Régionale
des Affaires Culturelles
Service régional de l'archéologie

Direction régionale
des affaires culturelles

Service régional de
l'archéologie

Affaire suivie par
Francis BORDAS
Carte archéologique Morbihan

Poste : 02 99 84 59 05
francis.bordas@culture.gouv.fr

Réf : SRA / 23-1450

Rennes, le 10 juillet 2023

Urbaouest Conseil
19 lotissement de Grieul
49220 Grez-Neuville

A l'attention de Mme Agnès Derouineau

Objet : Commune de **Guilliers**
Révision du Plan Local d'Urbanisme – « Porter à la Connaissance »
Réf : Votre courrier du 23 juin 2023
P.J. : - 1 tableau des zones de protections demandées
- 1 carte de localisation des zones de protection demandées au titre de l'archéologie sur fond cadastral

En réponse à votre courrier concernant le PLU cité en objet, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les informations relatives à la protection du patrimoine archéologique communal. J'attire votre attention sur le fait que ces informations archéologiques présentent l'état actuel des données issues de la carte archéologique nationale. Celle-ci est susceptible d'être mise à jour et d'apporter de nouvelles connaissances archéologiques sur le territoire de la commune conformément aux articles L. 522-4 et 522-5 du Code du patrimoine.

1. – Les zones de protection demandées au PLU au titre de l'archéologie

Ces zones sont répertoriées dans un tableau qui mentionne, pour chacune d'entre elles, son numéro, la nature des protections demandées, les références cadastrales des parcelles constituant chaque zone et le ou les sites archéologiques concernés. Ce tableau est accompagné d'une carte sur fond cadastral.

Ce tableau et cette carte devront être intégrés au rapport de présentation du PLU, précisant le patrimoine archéologique communal actuellement connu et permettant ainsi d'identifier la répartition des zones sur le territoire de la commune. Chacune de ces zones devra porter un numéro correspondant à son identifiant, facilitant la correspondance entre la carte et le tableau

Les zones devront être reportées sur le document graphique du règlement du PLU, que constitue le plan de zonage, avec en rappel le numéro qui leur sert d'identifiant. Dans le cas exceptionnel où il serait impossible de surcharger le plan de zonage, une annexe « patrimoine archéologique » devra comporter un plan particulier des zones archéologiques, avec renvoi au tableau figurant dans le rapport de présentation, et réciproquement. Un dispositif graphique sera choisi pour distinguer la nature de ces zones :

Certains sites présentent un intérêt scientifique, culturel et patrimonial suffisamment important pour demander le maintien de leur préservation et leur conservation dans l'état actuel. Cela impose leur inscription en zones N pour une protection durable, en application de l'article R. 123-9 du Code de l'urbanisme. Celles-ci sont différenciées dans le tableau recensant les zones de protection demandées et dans le document graphique joint.

Les dispositions réglementaires et législatives en matières de protection et de prise en compte du patrimoine archéologique sont les suivantes :

- **Code du patrimoine, Livre V – Archéologie, notamment ses titres II et III**

– article R. 523-1 du Code du patrimoine
« les opérations d'aménagement, de constructions d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect de mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations ».

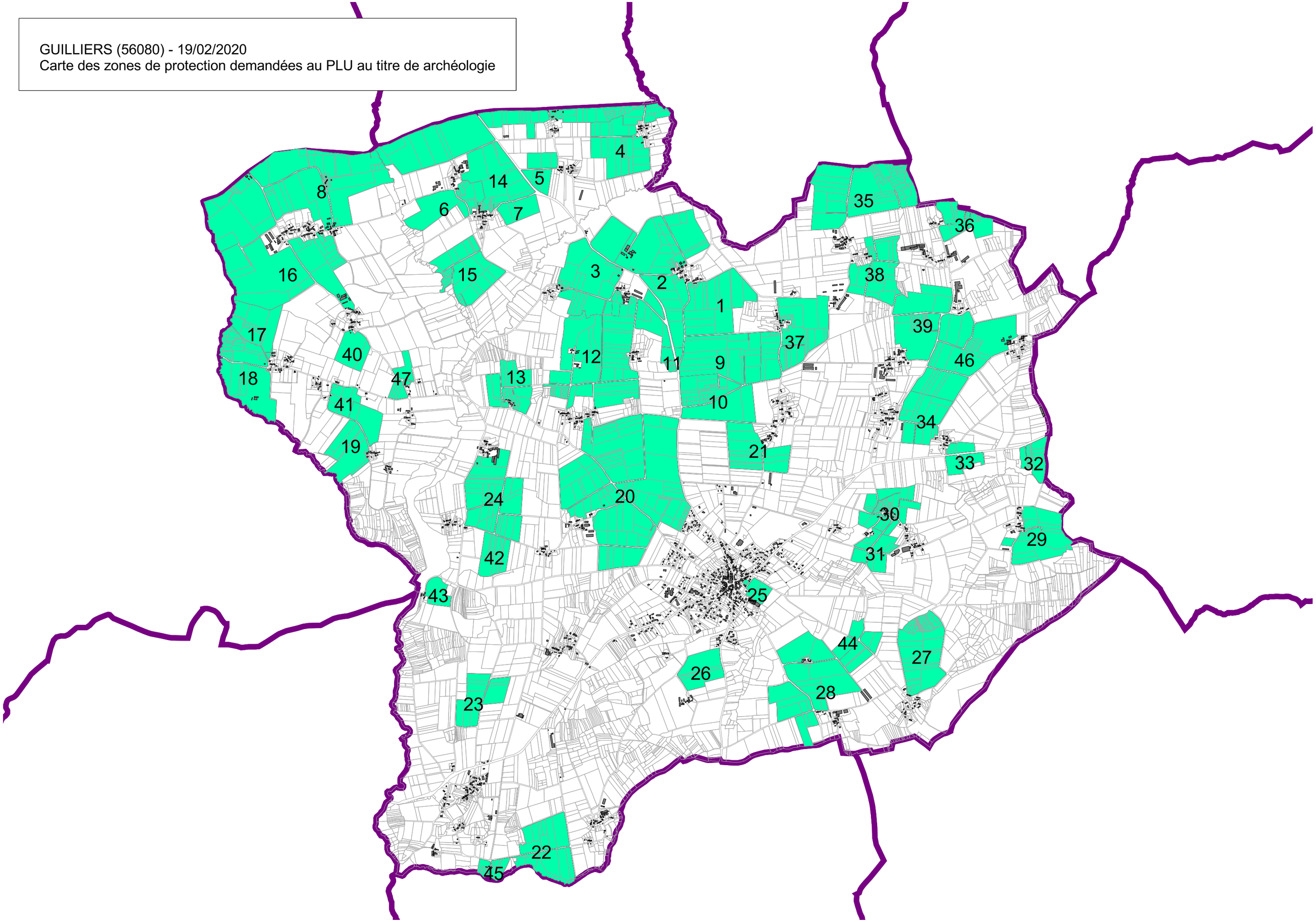
– article R. 523-4 du Code du patrimoine
Entrent dans le champ de l'article R. 523-1 les dossiers d'aménagement et d'urbanisme soumis à instruction au titre de l'archéologie préventive : les permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager, les zones d'aménagement concerté, les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du Code du patrimoine, les aménagements et ouvrages qui doivent être précédés d'une étude d'impact, les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques.
Les dossiers d'urbanisme soumis à instruction systématique au titre de l'archéologie préventive sont :
1° lorsqu'ils sont réalisés dans les zones prévues à l'article R. 523-6 du Code du patrimoine... les permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager, les zones d'aménagement concertées,
2° lorsqu'ils sont réalisés hors les zones, les zones d'aménagement concerté affectant une superficie supérieure à 3 hectares, les opérations de lotissement affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares.

– article R. 523-8 du Code du patrimoine (socle juridique commun avec l'article R. 111-4 du Code de l'urbanisme)
« En dehors des cas prévus au 1° de l'article R. 523-4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article, ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R. 523-7, peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance. »

– article L. 522-5 du Code du patrimoine
« Avec le concours des établissements publics ayant des activités de recherche archéologique et des collectivités territoriales, l'État dresse et met à jour la carte archéologique nationale. Cette carte rassemble et ordonne pour l'ensemble du territoire national les données archéologiques disponibles.
Dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'État peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. »

– article L. 522-4 du Code du patrimoine
« Hors des zones archéologiques définies en application de l'article L. 522-5, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements, ouvrages ou travaux peuvent saisir l'État afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique.

GUILLIERS (56080) - 19/02/2020
Carte des zones de protection demandées au PLU au titre de archéologie



LISTE DES ZONES DE PROTECTIONS DEMANDEES AU PLU AU TITRE DE L'ARCHEOLOGIE

Service régional de l'archéologie

mercredi 19 février 2020

GUILLIERS

N° de Zone	Nature de la zone demandée	Parcelles	Identification de l'EA
1	1	2019 : ZI.181;ZI.37;ZI.38;ZI.39;ZI.40;ZI.41;ZI.42;ZI.43;ZI.44;ZI.45;ZI.46;ZI.47;ZI.48;ZI.49;ZI.50;ZI.51;ZI.52;ZI.54;ZI.79	10790 / 56 080 0034 / GUILLIERS / LA GRANDE PIECE / LA GRANDE PIECE / Epoque indéterminée / enclos
			15565 / 56 080 0058 / GUILLIERS / LA GRANDE PIECE 2 / LA GRANDE PIECE / Epoque indéterminée / enclos (système d')
2	1	2019 : ZD.118;ZD.148à149;ZD.159à163;ZD.165;ZD.174;ZD.18;ZD.181à184;ZD.19;ZD.20;ZD.24à25;ZD.35à36;ZD.43;ZD.45;ZD.55;ZD.59à69;ZD.7à8;ZE.66à68;ZE.70;ZI.36	8349 / 56 080 0001 / GUILLIERS / LES CLOTURES / LE VERGER / Epoque indéterminée ? / enclos (système d')

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 :demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

N° de Zone	Nature de la zone demandée	Parcelles	Identification de l'EA
3	1	2019 : ZD.100;ZD.101;ZD.102;ZD.103;ZD.104;ZD.105;ZD.106;ZD.107;ZD.108;ZD.132;ZD.133;ZD.154;ZD.155;ZD.156;ZD.173;ZD.2;ZD.88;ZD.91;ZD.92;ZD.93;ZD.94;ZD.95;ZD.96;ZD.97;ZD.98;ZE.42;ZE.43;ZE.44;ZE.45;ZE.46;ZE.47;ZE.51;ZE.55;ZE.56;ZE.57;ZE.58;ZE.59	13306 / 56 080 0045 / GUILLIERS / LA VILLE ROUXEL / LA VILLE ROUXEL / Epoque indéterminée / enclos
			13307 / 56 080 0046 / GUILLIERS / TREGLION / TREGLION / Epoque indéterminée / enclos
			8366 / 56 080 0019 / GUILLIERS / LE VERGER / LE VERGER / Epoque indéterminée ? / enclos
4	1	2019 : ZC.128;ZC.178;ZC.179;ZC.180;ZC.181;ZC.182;ZC.183;ZC.185;ZC.186;ZC.187;ZC.188;ZC.189;ZC.191;ZC.192;ZC.193;ZC.194;ZC.284;ZC.75;ZC.76;ZC.77;ZC.90;ZC.91;ZC.92	8965 / 56 080 0021 / GUILLIERS / LES LONGS CHAMPS / LA VILLE HERVE / parcellaire / exploitation agricole / Gallo-romain
5	1	2019 : ZC.242;ZC.243;ZC.244;ZC.245;ZC.248;ZC.249;ZC.250	15883 / 56 080 0060 / GUILLIERS / LA PROVOSTAIS / LA PROVOSTAIS / Age du bronze - Age du fer / enclos
6	1	2019 : ZA.128;ZA.129;ZA.137;ZA.138;ZA.139;ZA.140;ZA.160;ZA.161;ZA.36;ZA.37;ZA.38;ZA.39;ZA.40;ZA.41;ZA.42;ZA.43;ZA.45;ZA.74;ZA.77;ZA.86	13302 / 56 080 0041 / GUILLIERS / LEUCADEUC / LEUCADEUC / Epoque indéterminée / enclos (système d')
7	1	2019 : ZB.63;ZB.64;ZB.65	7718 / 56 080 0051 / GUILLIERS / LA NOES DE JAS / LEUCADEUC / Epoque indéterminée / enclos

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 :demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

N° de Zone	Nature de la zone demandée	Parcelles	Identification de l'EA
8	1	2019 : YL.10à11;YL.136;YL.143à144;YL.2à9;YM.1à8;YM.10à19;YM.167à168;YM.177à178;YM.180)199;YM.78;YM.80à85;YM.87;YM.91;YM.98;ZA.1à2;ZA.10à11;ZA.5à8;ZC.102;ZC.13;ZC.16à17;ZC.2à7;ZC.271;ZC.276;ZC.281à282;ZC.43à44;ZC.46à54;ZC.64à65;ZC.69à72;ZC.78à89;ZC.93;ZC.95à99	13305 / 56 080 0044 / GUILLIERS / LA PLANCHETTE / RIOLO / Epoque indéterminée / enclos
			20706 / 56 080 0069 / GUILLIERS / VOIE RENNES/QUIMPER / section de La Ville Cado à La Planchette / route / Gallo-romain - Période récente
			20707 / 56 080 0070 / GUILLIERS / VOIE RENNES/QUIMPER / Section du Leverin à La Ville Cado / route / Gallo-romain - Période récente
			7720 / 56 080 0052 / GUILLIERS / LA VILLE CADO / LA VILLE CADO / Epoque indéterminée / enclos (système d')
			8966 / 56 080 0022 / GUILLIERS / VOIE RENNES/QUIMPER / LES LIOTAIS / route / Gallo-romain
9	1	2019 : ZI.115;ZI.116;ZI.118;ZI.119;ZI.120;ZI.121;ZI.123;ZI.124;ZI.125;ZI.126;ZI.127;ZI.28;ZI.29;ZI.30;ZI.31;ZI.32;ZI.33	8367 / 56 080 0002 / GUILLIERS / LE BOURG NEUF / LE BOURG NEUF / habitat / parcellaire / Age du fer - Moyen-âge
10	1	2019 : ZI.1;ZI.10;ZI.11;ZI.12;ZI.129;ZI.13;ZI.130;ZI.14;ZI.15;ZI.156;ZI.157;ZI.162;ZI.163;ZI.164;ZI.165;ZI.166;ZI.167;ZI.168;ZI.176;ZI.179;ZI.18;ZI.180;ZI.19;ZI.21;ZI.23;ZI.24;ZI.25;ZI.26;ZI.27;ZI.3;ZI.5;ZI.6;ZI.7;ZI.8;ZI.9	8368 / 56 080 0020 / GUILLIERS / LE DOMAINE / LE BOURG NEUF / Epoque indéterminée / enclos (système d')
11	1	2019 : ZE.305;ZE.313;ZE.318;ZE.71;ZE.72;ZE.77;ZE.78;ZE.79;ZE.80;ZI.35	16365 / 56 080 0063 / GUILLIERS / LE CLOS DU PUITS / LA VILLE GUEGON / Epoque indéterminée / enclos

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 :demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

N° de Zone	Nature de la zone demandée	Parcelles	Identification de l'EA
12	1	2019 : ZE.110;ZE.111;ZE.112;ZE.113;ZE.114;ZE.115;ZE.116;ZE.120;ZE.121;ZE.122;ZE.123;ZE.124;ZE.125;ZE.127;ZE.128;ZE.129;ZE.130;ZE.132;ZE.133;ZE.134;ZE.139;ZE.141;ZE.149;ZE.150;ZE.153;ZE.154;ZE.156;ZE.157;ZE.158;ZE.272;ZE.273;ZE.274;ZE.285;ZE.287;ZE.320;ZE.49;ZE.50;ZE.51;ZE.52;ZE.53;ZE.54;ZE.63;ZE.64;ZH.100;ZH.101;ZH.103;ZH.106;ZH.237;ZH.238	10787 / 56 080 0031 / GUILLIERS / LA VILLE GUEGON / LA VILLE GUEGON / habitat / Age du fer - Gallo-romain
			13308 / 56 080 0047 / GUILLIERS / LA VILLE AUTENOU / LA VILLE AUTENOU / Epoque indéterminée / enclos (système d')
			13309 / 56 080 0048 / GUILLIERS / LA VILLE AUTENOU 2 / LA VILLE AUTENOU / Age du bronze - Gallo-romain / enclos, enclos (système d')
13	1	2019 : ZE.169;ZE.171;ZE.174;ZE.175;ZE.176;ZE.177;ZE.178;ZE.179;ZE.180;ZE.181;ZE.183;ZE.184;ZE.185;ZE.186;ZE.187;ZE.188;ZE.189;ZE.190;ZE.191;ZE.192;ZE.193;ZE.194;ZE.195;ZE.196;ZE.201;ZE.202;ZE.203;ZE.204;ZE.205;ZE.206;ZE.207;ZE.316;ZE.317;ZE.321	19443 / 56 080 0068 / GUILLIERS / LES CLOTURES / LE TERTRE / exploitation agricole / Age du fer - Gallo-romain
14	1	2019 : ZA.100;ZA.103;ZA.104;ZA.105;ZA.106;ZA.107;ZA.12;ZA.13;ZA.132;ZA.133;ZA.134;ZA.135;ZA.136;ZA.14;ZA.150;ZA.46;ZA.47;ZA.48;ZA.49;ZA.50;ZA.51;ZA.52;ZA.53;ZA.54;ZA.55;ZA.56;ZA.57;ZA.59;ZA.60;ZA.62;ZA.63;ZA.64	10784 / 56 080 0028 / GUILLIERS / LEUCADEUC / LEUCADEUC / chemin / parcellaire / Gallo-romain
15	1	2019 : ZB.101;ZB.102;ZB.103;ZB.104;ZB.105;ZB.106;ZB.163;ZB.164;ZB.165;ZB.166;ZB.167;ZB.168;ZB.169;ZB.170;ZB.171;ZB.176;ZB.177;ZB.178;ZB.2;ZB.3;ZB.4;ZB.5;ZB.6;ZB.7;ZB.97;ZB.98;ZB.99	13303 / 56 080 0042 / GUILLIERS / CHAMP DU POIRIER / LEUCADEUC / Epoque indéterminée / enclos
16	1	2019 : YL.12;YL.13;YL.148;YL.18;YL.20;YL.21;YM.159;YM.161;YM.165;YM.174;YM.48;YM.49;YM.50;YM.51;YM.52;YM.53;YM.58;YM.59;YM.60;YM.61;YM.62;YM.63	10785 / 56 080 0029 / GUILLIERS / RIOLO / RIOLO / habitat / parcellaire / Age du fer - Gallo-romain
17	1	2019 : YL.128;YL.45;YL.46;YL.47;YL.48;YL.49;YL.50;YL.51	13301 / 56 080 0040 / GUILLIERS / KERBIGO / KERBIGO / Epoque indéterminée / enclos (système d')
18	1	2019 : YI.178;YI.2;YL.100;YL.101;YL.102;YL.103;YL.104;YL.105;YL.106;YL.108;YL.109;YL.110;YL.111;YL.112;YL.113;YL.114;YL.115;YL.116;YL.117;YL.118;YL.119;YL.120;YL.123;YL.125;YL.126;YL.127;YL.129;YL.130;YL.131;YL.132;YL.133;YL.134;YL.135;YL.52;YL.53;YL.54;YL.55;YL.56;YL.94;YL.95;YL.96;YL.97;YL.98;YL.99	16990 / 56 080 0067 / GUILLIERS / KERBIGOT / KERBIGOT / Epoque indéterminée / enclos

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 :demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

N° de Zone	Nature de la zone demandée	Parcelles	Identification de l'EA
19	1	2019 : YI.155;YI.162;YI.163;YI.196;YI.197;YI.33;YI.34;YI.77;YI.78;YI.82;YI.83;YI.92	8351 / 56 080 0004 / GUILLIERS / PAMARA / PAMARA / Epoque indéterminée / enclos (système d')
			8352 / 56 080 0005 / GUILLIERS / PAMARA 2 / PAMARA / Age du fer / enclos
20	1	2019 : YC.à30;YC.342;YC.42à46;YD.100à109;YD.111à112;YD.116à117;YD.294à296;YD.321;YD.331;YD.334;ZH.145à146;ZH.171à172;ZH.19à20;ZH.210à211;ZH.23à29;ZH.300à301;ZH.304à315;ZH.47à75	10005 / 56 080 0023 / GUILLIERS / LIEROU / LIEROU / Age du fer / enclos (système d')
			10036 / 56 080 0025 / GUILLIERS / TREBLOU / TREBLOU / habitat / Epoque indéterminée
			15509 / 56 080 0053 / GUILLIERS / LA HACHE 2 / LA HACHE / Age du fer / enclos
			8362 / 56 080 0015 / GUILLIERS / LES SOUS LE BOS / LIEROU / Age du fer ? / enclos (système d')
			8364 / 56 080 0017 / GUILLIERS / LA HACHE / LA HACHE / Age du bronze - Age du fer / enclos
21	1	2019 : ZP.170;ZP.171;ZP.26;ZP.28;ZP.29;ZP.30;ZP.31;ZP.32;ZP.33;ZP.34;ZP.55;ZP.56;ZP.57	7717 / 56 080 0050 / GUILLIERS / LE BOURG NEUF 2 / LE BOURG NEUF / Epoque indéterminée / enclos (système d')
22	1	2019 : ZX.157;ZX.158;ZX.159;ZX.160;ZX.161;ZX.162;ZX.163;ZX.164;ZX.165;ZX.166;ZX.167;ZX.168;ZX.169;ZX.25;ZX.26;ZX.27;ZX.28;ZX.29;ZX.30;ZX.31;ZX.32	8357 / 56 080 0010 / GUILLIERS / LES ORGONS / LES ORGONS / Gallo-romain / enclos (système d')
			8358 / 56 080 0011 / GUILLIERS / LES ORGONS 2 / LES ORGONS / Gallo-romain / enclos (système d')

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 :demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

N° de Zone	Nature de la zone demandée	Parcelles	Identification de l'EA
23	1	2019 : YA.114;YA.115;YA.116;YA.47;YA.48;YA.49;YA.52;YA.53;YA.54;YA.55	8359 / 56 080 0012 / GUILLIERS / LA BANDE DU MOULIN / LE BOUIX / Age du fer - Gallo-romain / enclos (système d')
			8360 / 56 080 0013 / GUILLIERS / GRANDE LANDE / LE BOUIX / Gallo-romain / enclos
24	1	2019 : YD.142;YD.143;YD.161;YD.162;YD.163;YD.164;YD.165;YD.166;YD.167;YD.168;YD.169;YD.170;YD.171;YD.172;YD.174;YD.175;YD.176;YD.177;YD.178;YD.179;YD.18;YD.180;YD.291;YD.292;YD.47;YD.48;YD.49;YD.50;YD.76;YD.77	10035 / 56 080 0024 / GUILLIERS / LE DOMAINE / LE DOMAINE / Gallo-romain / enclos
			8361 / 56 080 0014 / GUILLIERS / LE CLOS NEUF / LIEROU / Gallo-romain / enclos
25	1	2019 : AC.236;AC.335;AC.337;AC.349;AC.98	12942 / 56 080 0037 / GUILLIERS / BOURG EST / BOURG EST / Epoque indéterminée / enclos (système d')
26	1	2019 : ZW.25;ZW.26;ZW.27;ZW.32;ZW.33;ZW.34	8365 / 56 080 0018 / GUILLIERS / LA VILLE ORNAN / LE TRONCHOT / Epoque indéterminée / enclos
27	1	2019 : ZT.239;ZT.240;ZT.245;ZT.246;ZT.247;ZT.250;ZT.256;ZT.257;ZT.258;ZT.259;ZT.260;ZT.261;ZT.262;ZT.265;ZT.266;ZT.267;ZT.36;ZT.37;ZT.38;ZT.39;ZT.40;ZT.41;ZT.42;ZT.44;ZT.45;ZT.46;ZT.49;ZT.50;ZT.51;ZT.52;ZT.53;ZT.54;ZT.55;ZT.56;ZT.57;ZT.67;ZT.68;ZT.69;ZT.70;ZT.72;ZT.73;ZT.74;ZT.75;ZT.76;ZT.77;ZT.78;ZT.79;ZT.80;ZT.81;ZT.82;ZT.83;ZT.84;ZT.85;ZT.86;ZT.87	11684 / 56 080 0035 / GUILLIERS / LES VILLES CONGA / LES VILLES CONGA / Epoque indéterminée / enclos (système d')
			16525 / 56 080 0064 / GUILLIERS / LES VILLES CONGA 2 / LES VILLES CONGA / Epoque indéterminée / enclos (système d')

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 :demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

N° de Zone	Nature de la zone demandée	Parcelles	Identification de l'EA
28	1	2019 : ZT.235;ZT.236;ZV.113;ZV.114;ZV.115;ZV.116;ZV.117;ZV.119;ZV.12;ZV.120;ZV.121;ZV.122;ZV.123;ZV.124;ZV.13;ZV.135;ZV.136;ZV.14;ZW.67;ZW.69;ZW.70;ZW.71;ZW.72;ZW.73;ZW.74;ZW.78	10782 / 56 080 0026 / GUILLIERS / LE BREIL / LE BREIL / Age du fer - Gallo-romain / enclos (système d')
			11685 / 56 080 0036 / GUILLIERS / LA VILLE HAGAN / LA VILLE HAGAN / Age du bronze / enclos
			15564 / 56 080 0057 / GUILLIERS / LA VILLE HAGAN 2 / LA VILLE HAGAN / Epoque indéterminée / enclos
29	1	2019 : ZS.129;ZS.23;ZS.24;ZS.25;ZS.26;ZS.27;ZS.29;ZS.30;ZS.32;ZS.384;ZS.46;ZS.47;ZS.66;ZS.67;ZS.68;ZS.70;ZS.71;ZS.79;ZS.80;ZS.89;ZS.90;ZS.91;ZS.92;ZS.93	15562 / 56 080 0055 / GUILLIERS / LA CHENAIE / LA CHENAIE / Epoque indéterminée / enclos
			16989 / 56 080 0066 / GUILLIERS / LA CHENAIE 2 / LA CHENAIE / Gallo-romain / enclos (système d')
30	1	2019 : ZO.206;ZO.208;ZO.210;ZO.211;ZO.215;ZO.239à252;ZO.256à260;ZO.264;ZO.268à276;ZO.280à281;ZO.291à292;ZO.296à298;ZO.303;ZO.309à319;ZR.31;ZR.41à43;ZR.47	13304 / 56 080 0043 / GUILLIERS / QUENANQUE / QUENANQUE / éperon barré / Néolithique - Age du fer
31	1	2019 : ZR.116;ZR.117;ZR.167;ZR.34;ZR.35;ZR.36;ZR.46;ZR.52;ZR.53	15563 / 56 080 0056 / GUILLIERS / LA ROUELLE / LA ROUELLE / Gallo-romain / enclos (système d')
35	1	2019 : ZK.16;ZK.2;ZK.3;ZK.4;ZK.5;ZK.6;ZK.7;ZK.9;ZL.1;ZL.10;ZL.11;ZL.12;ZL.13;ZL.14;ZL.15;ZL.16;ZL.17;ZL.18;ZL.19;ZL.2;ZL.20;ZL.21;ZL.213;ZL.22;ZL.23;ZL.24;ZL.242;ZL.243;ZL.25;ZL.26;ZL.27;ZL.28;ZL.29;ZL.3;ZL.30;ZL.31;ZL.32;ZL.34;ZL.35;ZL.36;ZL.37;ZL.38;ZL.39;ZL.4;ZL.5;ZL.6;ZL.7	16526 / 56 080 0065 / GUILLIERS / LE FAUX 3 / LE FAUX / Epoque indéterminée / enclos
			8353 / 56 080 0006 / GUILLIERS / LE FAUX / LE FAUX / Epoque indéterminée / enclos (système d')
			8354 / 56 080 0007 / GUILLIERS / LE FAUX 2 / LE FAUX / Gallo-romain / enclos (système d')

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 :demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

N° de Zone	Nature de la zone demandée	Parcelles	Identification de l'EA
32	1	2019 : ZO.104;ZO.105;ZO.106;ZO.107;ZO.108;ZO.110;ZO.111;ZO.112;ZO.113;ZO.114;ZO.116;ZO.299;ZO.300;ZO.339	8350 / 56 080 0003 / GUILLIERS / LA CHENAIE 2 / LA CHENAIE / Gallo-romain / enclos (système d')
33	1	2019 : ZO.166;ZO.176;ZO.424;ZO.427	20960 / 56 080 0071 / GUILLIERS / LA RAZERAIS / LA RAZERAIS / exploitation agricole / Second Age du fer
34	1	2019 : ZN.1;ZN.2;ZN.3;ZN.4;ZN.5;ZN.6;ZN.7;ZN.8;ZO.14;ZO.15;ZO.22;ZO.23;ZO.25;ZO.336	15882 / 56 080 0059 / GUILLIERS / ESQUINIAC / ESQUINIAC / Epoque indéterminée / fossés (réseau de)
36	1	2019 : ZL.60;ZL.61;ZL.62;ZL.63;ZL.64;ZL.66;ZL.67;ZL.68;ZL.69;ZL.70;ZL.71;ZL.72;ZL.73;ZL.74;ZL.75;ZL.76;ZL.77	12943 / 56 080 0038 / GUILLIERS / LES FOSSES / LES FOSSES / Epoque indéterminée / enclos
			12944 / 56 080 0039 / GUILLIERS / LES FOSSES 2 / LES FOSSES / Epoque indéterminée / enclos
37	1	2019 : ZI.131;ZI.132;ZI.133;ZI.134;ZI.135;ZI.136;ZI.137;ZI.138;ZK.101;ZK.107;ZK.109;ZK.111;ZK.132;ZK.133;ZK.134;ZK.56;ZK.61;ZK.62;ZK.63;ZK.64;ZK.65;ZK.66;ZK.67;ZK.68;ZK.69;ZK.70;ZK.71;ZK.72;ZK.74;ZK.75;ZK.76;ZK.81;ZK.82;ZK.83;ZK.84;ZK.85;ZK.91;ZK.95;ZK.96	10783 / 56 080 0027 / GUILLIERS / LES FOUGERETS / LES FOUGERETS / Epoque indéterminée / enclos
			22507 / 56 080 0072 / GUILLIERS / LA VILLE GRIGNON / LA VILLE GRIGNON / Age du fer / enclos
38	1	2019 : ZL.169;ZL.170;ZL.171;ZL.172;ZL.174;ZL.206;ZL.207;ZL.208;ZL.209;ZL.229;ZM.108;ZM.109;ZM.110;ZM.111;ZM.112;ZM.442;ZM.444;ZM.446;ZM.484;ZM.81;ZM.82;ZM.98	10789 / 56 080 0033 / GUILLIERS / LA VILLE MAINGUY / LA VILLE MAINGUY / Epoque indéterminée / enclos
			16363 / 56 080 0061 / GUILLIERS / LES FOUGERETZ / LES FOUGERETZ / Epoque indéterminée / enclos
39	1	2019 : ZM.144;ZM.156;ZM.157;ZM.158;ZM.159;ZM.160;ZM.161;ZM.162;ZM.163;ZM.164;ZM.165;ZM.166;ZM.167;ZM.168;ZM.169;ZM.170;ZM.171;ZM.172;ZM.336;ZM.368;ZM.498	10788 / 56 080 0032 / GUILLIERS / LA SUAIS / LA SUAIS / Epoque indéterminée / enclos

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 :demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

N° de Zone	Nature de la zone demandée	Parcelles	Identification de l'EA
40	1	2019 : YK.125;YK.65	25462 / 56 080 0049 / GUILLIERS / CARNABE / CARNABE / ferme ? / Age du fer
41	1	2019 : YI.171;YI.22;YI.24;YI.25;YI.26;YI.27;YI.28;YI.29	25463 / 56 080 0054 / GUILLIERS / PAMARA 3 / KERBIGOT EST / ferme / chemin / Age du fer
42	1	2019 : YB.19;YB.20;YB.21;YB.22;YB.23;YB.24;YB.25;YB.26;YB.27	25464 / 56 080 0073 / GUILLIERS / QUERY / QUERY / ferme / enclos funéraire ? / Age du fer
43	1	2019 : YB.229;YB.230	24551 / 56 080 0030 / GUILLIERS / CHATEAU-THRO / CHATEAU-THRO / motte castrale ? / Moyen-âge
44	1	2019 : ZT.7;ZV.11	26343 / 56 080 0074 / GUILLIERS / LA VILLE-HAGAN 2 / LA VILLE-HAGAN / ferme ? / Epoque indéterminée ?
45	1	2019 : ZX.173;ZX.174;ZX.175;ZX.176;ZX.177;ZX.178;ZX.179;ZX.257;ZX.258;ZX.275;ZY.252;ZY.254;ZY.255;ZY.256;ZY.419;ZY.420;ZY.481;ZY.483	23626 / 56 080 0009 / GUILLIERS / LA CHAPELLE DU BOUIX / LA CHAPELLE DU BOUIX / Age du fer / enclos
46	1	2019 : ZN.10;ZN.11;ZN.12;ZN.13;ZN.14;ZN.15;ZN.16;ZN.17;ZN.18;ZN.19;ZN.20;ZN.21;ZN.22;ZN.23;ZN.233;ZN.24;ZN.25;ZN.26;ZN.27;ZN.275;ZN.29;ZN.30;ZN.31;ZN.9	23167 / 56 080 0062 / GUILLIERS / LA SUAIS 2 / LA SUAIS / chemin / Epoque indéterminée 8355 / 56 080 0008 / GUILLIERS / LA RUAUDAIS / LA RUAUDAIS / habitat / parcellaire / Age du fer
47	1	2019 : YK.137;YK.138;YK.38;YK.52;YK.53;YK.54;YK.55	23627 / 56 080 0016 / GUILLIERS / LE PETIT SIGNAN / LE PETIT SIGNAN / Epoque indéterminée / enclos

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 :demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

Elaboration du PLAN LOCAL D' URBANISME

Commune de Guilliers

Département du Morbihan

Elaboration

Pièce n°7h : Liste des plantes invasives et allergisantes

URBA Ouest Conseil Grez-Neuville - Tel : 02.41.69.46.76
urbaouestconseil@orange.fr

Présentation de la liste des plantes invasives de Bretagne

La liste des plantes invasives de Bretagne comprend, en 2015, **117 taxons.**

Ces 117 taxons se répartissent en 3 catégories :

- **28** invasives avérées ;
- **22** invasives potentielles ;
- **67** plantes à surveiller.

Synthèse des modifications apportées par rapport à la liste de 2011

Tableau 1 : synthèse des modifications apportées par rapport à la liste de 2011

Nom RNFO	Nom TAXREF v7	Ajout	Passage de…	Suppression
Acacia dealbata Link	*Acacia dealbata* Link	IP5		
Acer pseudoplatanus L.	*Acer pseudoplatanus* L.	IP5		
Amaranthus hybridus L. subsp. *hybridus*	*Amaranthus hybridus* L. subsp. *hybridus*	AS2		
Ambrosia coronopifolia Torr. & A.Gray	*Ambrosia psilostachya* DC.	AS1		
Arctotheca calendula (L.) Levyns	*Arctotheca calendula* (L.) Levyns	AS5		
Aster novae-angliae L.	*Symphyotrichum novae-angliae* (L.) G.L.Nesom	AS6		
Cardaria draba (L.) Desv.	*Lepidium draba* L.	AS5		
Carpobrotus acinaciformis x edulis	*Carpobrotus acinaciformis x edulis*	IA1i		
Cornus sericea L.	*Cornus sericea* L.	IP5		
Cotoneaster franchetii D.Bois	*Cotoneaster franchetii* Bois	IP5		
Cotoneaster x watereri Exell	*Cotoneaster x watereri* Exell	IP5		
Elaeagnus x submacrophylla Servett.	*Elaeagnus x submacrophylla* Servett.	IP5		
Erigeron karvinskianus DC.	*Erigeron karvinskianus* DC.	AS5		
Fallopia aubertii (L.Henry) Holub	*Fallopia aubertii* (L.Henry) Holub	AS5		
Gunnera tinctoria (Molina) Mirb.	*Gunnera tinctoria* (Molina) Mirb.	AS5		
Lobularia maritima (L.) Desv.	*Lobularia maritima* (L.) Desv.	IP5		
Nassella tenuissima (Trin.) Barkworth	*Nassella tenuissima* (Trin.) Barkworth	AS6		
Prunus cerasus L.	*Prunus cerasus L.*	AS5		
Pyracantha coccinea M.Roem.	*Pyracantha coccinea* M.Roem.	IP5		
Salpichroa origanifolia (Lam.) Baill.	*Salpichroa origanifolia* (Lam.) Baill.	AS6		
Senecio mikanioides Otto ex Walp.	*Delairea odorata* Lem.	AS5		
Verbena bonariensis L.	*Verbena bonariensis* L.	AS5		
Yucca gloriosa L.	*Yucca gloriosa* L.	AS5		
Aesculus hippocastanum L.	*Aesculus hippocastanum* L.		taxon non invasif à AS5	
Azolla filiculoides Lam.	*Azolla filiculoides* Lam.		IP5 à IA1i	
Conyza canadensis (L.) Cronquist	*Erigeron canadensis* L.		AS6 à AS5	
Conyza sumatrensis (Retz.) E.Walker	*Erigeron sumatrensis* Retz.		AS6 à AS5	
Cotoneaster horizontalis Decne.	*Cotoneaster horizontalis* Decne.		IP4 à IP5	
Cotoneaster simonsii Baker	*Cotoneaster simonsii* Baker		IP4 à IP5	
Crepis sancta (L.) Bornm	*Crepis sancta* (L.) Bornm.		AS5 à AS4	
Crocosmia x crocosmiiflora (Lemoine) N.E.Br.	*Crocosmia x crocosmiiflora* (Lemoine) N.E.Br.		AS6 à IP5	

Cyperus esculentus L.	*Cyperus esculentus* L.		AS5 à IP2	
Datura stramonium L. subsp. *stramonium*	*Datura stramonium* L.		AS5 à IP3	
Elaeagnus angustifolia L.	*Elaeagnus angustifolia* L.		AS5 à IP5	
Eleocharis bonariensis Nees	*Eleocharis bonariensis* Nees		Taxon non invasif à AS5	
Epilobium adenocaulon Hausskn.	*Epilobium ciliatum* Raf.		AS6 à IP5	
Epilobium brachycarpum C.Presl	*Epilobium brachycarpum* C.Presl		Taxon absent à AS2	
Galega officinalis L.	*Galega officinalis* L.		AS5 à AS6	
Heracleum mantegazzianum Sommier & Levier	*Heracleum mantegazzianum* Sommier & Levier		AS1 à IP3	
Hydrocotyle ranunculoides L.f.	*Hydrocotyle ranunculoides* L.f.		IP4 à IA1e	
Impatiens parviflora DC.	*Impatiens parviflora* DC.		IP5 à AS5	
Lathyrus latifolius L.	*Lathyrus latifolius* L.		AS6 à IA1e	
Lemna minuta Kunth	*Lemna minuta* Kunth		IP5 à IA1i	
Lemna turionifera Landolt	*Lemna turionifera* Landolt		IP5 à AS5	
Leycesteria formosa Wall.	*Leycesteria formosa* Wall.		AS6 à AS3	
Lindernia dubia (L.) Pennell	*Lindernia dubia* (L.) Pennell		IP4 à IP5	
Miscanthus sinensis Andersson	*Miscanthus sinensis* Andersson		AS5 à AS6	
Oenothera erythrosepala Borbás	*Oenothera glazioviana* Micheli		AS5 à AS6	
Parthenocissus inserta (A.Kern.) Fritsch	*Parthenocissus inserta* (A.Kern.) Fritsch		Taxon absent à IP5	
Paspalum dilatatum Poir.	*Paspalum dilatatum* Poir.		AS5 à AS6	
Prunus serotina Ehrh.	*Prunus serotina* Ehrh.		Taxon non invasif à AS5	
Pterocarya fraxinifolia (Poir.) Spach	*Pterocarya fraxinifolia* (Poir.) Spach		Taxon absent à AS5	
Reynoutria sachalinensis (F.Schmidt) Nakai	*Reynoutria sachalinensis* (F.Schmidt) Nakai		IA1i à AS5	
Robinia pseudoacacia L.	*Robinia pseudoacacia* L.		IP2 à IP5	
Rosa rugosa Thunb.	*Rosa rugosa* Thunb.		AS5 à IP5	
Sagittaria latifolia Willd.	*Sagittaria latifolia* Willd.		Taxon non invasif à AS5	
Senecio inaequidens DC.	*Senecio inaequidens* DC.		IP5 à IP2	
Sorghum halepense (L.) Pers.	*Sorghum halepense* (L.) Pers.		AS5 à AS2	
Spartina x townsendii H.Groves & J.Groves var. *anglica* (C.E.Hubb.) Lambinon & Maquet *	*Spartina anglica* C.E.Hubb. *		Taxon non invasif à IA1i*	
Trachycarpus fortunei (Hook.) H.Wendl.	*Trachycarpus fortunei* (Hook.) H.Wendl.		Taxon absent à AS5	
Amaranthus albus L.	*Amaranthus albus* L.			AS5 à non invasif
Amaranthus deflexus L.	*Amaranthus deflexus* L.			AS5 à non invasif
Amaranthus hybridus L.	-			Non invasif à non évalué (seule la sous-espèce *hybridus* est évaluée en 2015)
Amaranthus retroflexus L.	*Amaranthus retroflexus* L.			AS5 à non invasif
Matricaria discoidea DC.	*Matricaria discoidea* DC.			AS5 à non invasif
Oenothera biennis L.	*Oenothera biennis* L.			AS5 à non évalué (trop de confusion sur l'identification du taxon)
Reynoutria sachalinensis / x bohemica	-			IA1i à non évalué (les 2 espèces sont évaluées indépendamment en 2015)
Setaria faberi F.Herm.	*Setaria faberi* F.Herm.			AS6 à non invasif

Détail de la liste présentée par catégorie

28 Invasives avérées : *Plante non indigène ayant, dans son territoire d'introduction, un caractère envahissant avéré et ayant un impact négatif sur la biodiversité et/ou sur la santé humaine et/ou sur les activités économiques.*

Nom scientifique selon le R.N.F.O	*Nom scientifique selon TAXREF v7*	Nom vernaculaire	Catégorie invasive en Bretagne (mise à jour 2016)
Allium triquetrum L.	*Allium triquetrum* L.	Ail triquètre	IA1e
Azolla filiculoides Lam.	*Azolla filiculoides* Lam.	Azolle fausse-fougère	IA1i
Baccharis halimifolia L.	*Baccharis halimifolia* L.	Séneçon en arbre	IA1i
Bidens frondosa L.	*Bidens frondosa* L.	Bident à fruits noirs	IA1i
*Carpobrotus acinaciformis (*L.) L.Bolus	*Carpobrotus acinaciformis* (L.) L.Bolus	Griffe de sorcière à feuilles en sabre, Ficoïde à feuilles en sabre	IA1i
Carpobrotus acinaciformis / edulis[7]	-	Griffe de sorcière sensu lato	IA1i
Carpobrotus acinaciformis x edulis	*Carpobrotus acinaciformis x Carpobrotus edulis*	Griffe de sorcière hybride	IA1i
Carpobrotus edulis (L.) N.E.Br.	*Carpobrotus edulis* (L.) N.E.Br.	Griffe de sorcière	IA1i
Cortaderia selloana (Schult. & Schult.f.) Asch. & Graebn.	*Cortaderia selloana* (Schult. & Schult.f.) Asch. & Graebn.	Herbe de la Pampa	IA1i
Crassula helmsii (Kirk) Cockayne	*Crassula helmsii* (Kirk) Cockayne	Crassule de Helms	IA1i
Egeria densa Planch.	*Egeria densa* Planch.	Egérie dense	IA1/3i
Hydrocotyle ranunculoides L.f.	*Hydrocotyle ranunculoides* L.f.	Hydrocotyle à feuilles de renoncule	IA1e
Impatiens glandulifera Royle	*Impatiens glandulifera* Royle	Balsamine de l'Himalaya	IA1e
Lagarosiphon major (Ridl.) Moss	*Lagarosiphon major* (Ridl.) Moss	Grand lagarosiphon	IA1i
Lathyrus latifolius L.	*Lathyrus latifolius* L.	Gesse à larges feuilles	IA1e
Lemna minuta Kunth	*Lemna minuta* Kunth	Lentille d'eau minuscule	IA1i
Ludwigia peploides (Kunth) P.H.Raven	*Ludwigia peploides* (Kunth) P.H.Raven	Jussie faux-pourpier, Jussie rampante	IA1/3i
Ludwigia uruguayensis (Cambess.) H.Hara	*Ludwigia grandiflora* (Michx.) Greuter & Burdet	Jussie à grandes fleurs	IA1/3i
Myriophyllum aquaticum (Vell.) Verdc.	*Myriophyllum aquaticum* (Vell.) Verdc.	Myriophylle aquatique, Myriophylle du Brésil	IA1/3i
Paspalum distichum L.	-	Paspale à deux épis	IA1e
Polygonum polystachyum C.F.W.Meissn.	*Rubrivena polystachya* (C.F.W.Meissn.) M.Král	Renouée à nombreux épis	IA1i
Prunus laurocerasus L.	*Prunus laurocerasus* L.	Laurier-cerise, Laurier-palme	IA1i
Reynoutria japonica Houtt.	*Reynoutria japonica* Houtt.	Renouée du Japon	IA1i
Reynoutria x bohemica Chrtek & Chrtková	*Reynoutria x bohemica* Chrtek & Chrtková	Renouée de Bohême	IA1i
Rhododendron ponticum L.	*Rhododendron ponticum* L.	Rhododendron pontique	IA1i
Senecio cineraria DC.	*Jacobaea maritima* (L.) Pelser & Meijden	Cinéraire maritime	IA1i
Spartina alterniflora Loisel.	*Spartina alterniflora* Loisel.	Spartine à feuilles alternes	IA1i
Spartina x townsendii H.Groves & J.Groves var. *anglica* (C.E.Hubb.) Lambinon & Maquet [8] *	*Spartina anglica C.E.Hubb.**	Spartine anglaise	IA1i*

[7] Certains taxons sont difficilement reconnaissables ; c'est le cas notamment de certains hybrides ou taxons très proches comme pour *Carpobrotus acinaciformis* et C. *edulis*. Face à ces difficultés de détermination, une entité supra-spécifique a pu être conservée (ex : *Carpobrotus acinaciformis / edulis*). Néanmoins, nous souhaitons attirer l'attention des botanistes sur ces taxons afin de les inciter à les déterminer avec la plus grande précision possible. En effet, des taxons très proches morphologiquement n'ont pas forcément le même caractère envahissant au sein des communautés végétales locales, et il est important de pouvoir les distinguer pour leur attribuer, à terme, un statut d'invasivité."

[8*] En 2011, suite aux remarques du CSRPN concernant l'indigénat de ce taxon (plante non exogène au sens strict puisqu'il s'est formé à partir d'un croisement entre un taxon indigène et un taxon non indigène »), il avait été retiré de la liste. En 2015, le CBN de Brest propose d'inscrire tout de même ce taxon, en tant qu'invasive avérée installée, compte tenu de son caractère extrêmement envahissant dans les milieux naturels bretons (Morbihan en particulier), de la concurrence que ce taxon exerce sur Spartina maritima et de l'inscription de ce taxon dans les autres listes régionales EEE (Poitou-Charentes, Pays-de-la-Loire, Basse-Normandie).

22 Invasives potentielles : *Plante non indigène présentant actuellement une tendance au développement d'un caractère envahissant à l'intérieur de communautés naturelles ou semi-naturelles et dont la dynamique à l'intérieur du territoire considéré et/ou dans des régions limitrophes ou climatiquement proches, est telle qu'il existe un risque de la voir devenir à plus ou moins long terme une invasive avérée. A ce titre, la présence d'invasives potentielles sur le territoire considéré justifie une forte vigilance et peut nécessiter la mise en place rapide d'actions préventives ou curatives.*

Nom scientifique selon le R.N.F.O	*Nom scientifique selon TAXREF v7*	Nom vernaculaire	Catégorie invasive en Bretagne (mise à jour 2016)
Acacia dealbata Link	*Acacia dealbata* Link	Mimosa d'hiver	IP5
Acer pseudoplatanus L.	*Acer pseudoplatanus* L.	Erable sycomore	IP5
Ailanthus altissima (Mill.) Swingle	*Ailanthus altissima* (Mill.) Swingle	Ailanthe glanduleux, Faux vernis du Japon	IP2
Ambrosia artemisiifolia L.	*Ambrosia artemisiifolia* L.	Ambroisie à feuilles d'Armoise	IP3
Anthemis maritima L.	*Anthemis maritima* L.	Anthémis maritime	IP5
Buddleja davidii Franch.	*Buddleja davidii* Franch.	Arbre à papillon	IP2
Claytonia perfoliata Donn ex Willd.	*Claytonia perfoliata* Donn ex Willd.	Claytone de cuba, Claytone perfoliée	IP5
Cornus sericea L.	*Cornus sericea* L.	Cornouiller soyeux	IP5
Cotoneaster franchetii D.Bois	*Cotoneaster franchetii* Bois	Cotoneaster de Franchet	IP5
Cotoneaster horizontalis Decne.	*Cotoneaster horizontalis* Decne.	Cotonéaster horizontale	IP5
Cotoneaster simonsii Baker	*Cotoneaster simonsii* Baker	Cotonéaster de Simons	IP5
Cotoneaster x watereri Exell	*Cotoneaster x watereri* Exell	-	IP5
Cotula coronopifolia L.	*Cotula coronopifolia* L.	Cotule pied-de-corbeau	IP5
Crocosmia x crocosmiiflora (Lemoine) N.E.Br.	*Crocosmia x crocosmiiflora* (Lemoine) N.E.Br.	Montbretia	IP5
Cuscuta australis R.Br.	*Cuscuta scandens* Brot.	Cuscute australe	IP5
Cyperus esculentus L.	*Cyperus esculentus* L.	Souchet comenstible	IP2
Datura stramonium L. subsp. stramonium	*Datura stramonium* L.	Stramoine, Datura officinal, Pomme-épineuse	IP3
Elaeagnus angustifolia L.	*Elaeagnus angustifolia* L.	Olivier de Bohême	IP5
Elaeagnus x submacrophylla Servett.	*Elaeagnus x submacrophylla* Servett.	Chalef de Ebbing	IP5
Heracleum mantegazzianum Sommier & Levier	*Heracleum mantegazzianum* Sommier & Levier	Berce du Caucase	IP3
Laurus nobilis L.	*Laurus nobilis* L.	Laurier-sauce	IP5
Senecio inaequidens DC.	*Senecio inaequidens* DC.	Séneçon du Cap	IP2

***67* taxons à surveiller :** *Dans les milieux naturels ou semi-naturels, une plante à surveiller est une plante non indigène ne présentant actuellement pas (ou plus) de caractère envahissant avéré ni d'impact négatif sur la biodiversité dans le territoire considéré mais dont la possibilité de développer ces caractères (par reproduction sexuée ou multiplication végétative) n'est pas totalement écartée, compte tenu notamment du caractère envahissant de cette plante et des impacts sur la biodiversité dans d'autres régions. La présence de telles plantes sur le territoire considéré, en milieux naturels ou anthropisés, nécessite une surveillance particulière, et peut justifier des mesures rapides d'intervention.*

Nom scientifique selon le R.N.F.O	Nom scientifique selon TAXREF v7	Nom vernaculaire	Catégorie invasive en Bretagne (mise à jour 2016)
Acer negundo L.	*Acer negundo* L.	Erable négundo	AS5
Aesculus hippocastanum L.	*Aesculus hippocastanum* L.	Marronnier d'Inde	AS5
Amaranthus hybridus L. subsp. *hybridus*	*Amaranthus hybridus* L. subsp. *hybridus*	Amarante hybride	AS2
Ambrosia coronopifolia Torr. & A.Gray	*Ambrosia psilostachya* DC.	Ambroisie à épis grêles	AS1
Arctotheca calendula (L.) Levyns	*Arctotheca calendula* (L.) Levyns	Souci du Cap	AS5
Artemisia verlotiorum Lamotte	*Artemisia verlotiorum* Lamotte	Armoise de Chine, Armoise des frères Verlot	AS5
Aster lanceolatus Willd.	*Symphyotrichum lanceolatum* (Willd.) G.L.Nesom	Aster lancéolé	AS5
Aster novae-angliae L.	*Symphyotrichum novae-angliae* (L.) G.L.Nesom	Aster d'automne	AS6
Aster novi-belgii L.	*Symphyotrichum novi-belgii* (L.) G.L.Nesom	Aster de Virginie	AS5
Aster squamatus (Spreng.) Hieron.	*Symphyotrichum subulatum* (Michx.) G.L.Nesom var. squamatum (Spreng.) S.D.Sundb.	Aster écailleux	AS5
Aster x salignus Willd.	*Symphyotrichum x salignum* (Willd.) G.L.Nesom	Aster à feuilles de saule	AS5
Berberis darwinii Hook.	*Berberis darwinii* Hook.	Vinettier de Darwin	AS6
Berteroa incana (L.) DC.	*Berteroa incana* (L.) DC.	Alysson blanc	AS5
Bidens connata Muhl. ex Willd.	*Bidens connata* Muhlenb. ex Willd.	Bident à feuilles connées	AS5
Bromus willdenowii Kunth	*Bromus catharticus* Vahl	Brome purgatif	AS2
Cardaria draba (L.) Desv.	*Lepidium draba* L.	Cardaire drave	AS5
Chenopodium ambrosioides L.	*Chenopodium ambrosioides* L.	Chénopode fausse ambroisie	AS5
Conyza bonariensis (L.) Cronquist	*Erigeron bonariensis* L.	Vergerette de Buenos Aires	AS5
Conyza canadensis (L.) Cronquist	*Erigeron canadensis* L.	Vergerette du Canada	AS5
Conyza floribunda Kunth	*Erigeron floribundus* (Kunth) Sch.Bip.	Vergerette à fleurs nombreuses	AS2
Conyza sumatrensis (Retz.) E.Walker	*Erigeron sumatrensis* Retz.	Vergerette de Sumatra	AS5
Coronopus didymus (L.) Sm.	*Lepidium didymum* L.	Sénebière didyme, Corne-de-cerf à deux lobres	AS5
Crepis sancta (L.) Bornm.	*Crepis sancta* (L.) Bornm.	Salade-de-lièvre, Crépide de Terre sainte, Crépide de Nîmes	AS4
Cyperus eragrostis Lam.	*Cyperus eragrostis* Lam.	Souchet robuste	AS5
Eichhornia crassipes (Mart.) Solms	*Eichhornia crassipes* (Mart.) Solms	Jacinthe d'eau	AS5
Eleocharis bonariensis Nees	*Eleocharis bonariensis* Nees	Souchet de Buenos Aires	AS5
Elodea canadensis Michx.	*Elodea canadensis* Michx.	Elodée du Canada	AS4
Epilobium brachycarpum C.Presl	*Epilobium brachycarpum* C.Presl	Epilobe à feuilles étroites	AS2
Eragrostis pectinacea (Michx.) Nees	*Eragrostis pectinacea* (Michx.) Nees	Eragrostis en peigne	AS5
Erigeron annuus (L.) Desf.	-	Erigéron annuel	AS5

Nom scientifique selon le R.N.F.O	Nom scientifique selon TAXREF v7	Nom vernaculaire	Catégorie invasive en Bretagne (mise à jour 2016)
Erigeron karvinskianus DC.	*Erigeron karvinskianus* DC.	Paquerette des murailles, Erigéron de Karvinsky	AS5
Fallopia aubertii (L.Henry) Holub	*Fallopia aubertii* (L.Henry) Holub	Renouée d'Aubert, Voile de mariée	AS5
Galega officinalis L.	*Galega officinalis* L.	Sainfoin d'Espagne	AS6
Galinsoga parviflora Cav.	*Galinsoga parviflora* Cav.	Galinsoga glabre	AS6
Galinsoga quadriradiata Ruiz & Pav.	*Galinsoga quadriradiata* Ruiz & Pav.	Galinsoga cilié	AS6
Gunnera tinctoria (Molina) Mirb.	*Gunnera tinctoria* (Molina) Mirb.	Gunnéra du Chili	AS5
Impatiens parviflora DC.	*Impatiens parviflora* DC.	Balsamine à petites fleurs	AS5
Juncus tenuis Willd.	*Juncus tenuis* Willd.	Jonc grêle	AS4
Lemna turionifera Landolt	*Lemna turionifera* Landolt	Lentille d'eau turionifère	AS5
Leycesteria formosa Wall.	*Leycesteria formosa* Wall.	Arbre aux faisans	AS3
Lonicera japonica Thunb. ex Murray	*Lonicera japonica* Thunb.	Chèvrefeuille du Japon	AS6
Lycium barbarum L.	*Lycium barbarum* L.	Lyciet commun	AS5
Mahonia aquifolium (Pursh) Nutt.	*Berberis aquifolium* Pursh	Mahonia faux-houx	AS5
Miscanthus sinensis Andersson	*Miscanthus sinensis* Andersson	Miscanthus de Chine	AS6
Nassella tenuissima (Trin.) Barkworth	*Nassella tenuissima* (Trin.) Barkworth	Stipe cheveux d'ange	AS6
Oenothera erythrosepala Borbás	*Oenothera glazioviana* Micheli	Onagre à grandes fleurs	AS6
Panicum dichotomiflorum Michx.	*Panicum dichotomiflorum* Michx.	Millet des rizières, Panic à fleurs dichotomes	AS6
Paspalum dilatatum Poir.	*Paspalum dilatatum* Poir.	Herbe de Dallis, Paspale dilaté	AS6
Phytolacca americana L.	*Phytolacca americana* L.	Raisin d'Amérique	AS5
Pistia stratiotes L.	*Pistia stratiotes* L.	Laitue d'eau	AS5
Prunus cerasus L.	*Prunus cerasus* L.	Griottier	AS5
Prunus serotina Ehrh.	*Prunus serotina* Ehrh.	Cerisier tardif	AS5
Pterocarya fraxinifolia (Poir.) Spach	*Pterocarya fraxinifolia* (Poir.) Spach	Noyer ailé du Caucase, Ptérocaryer à feuilles de frêne, Ptérocaryer du Caucase	AS5
Reynoutria sachalinensis (F.Schmidt) Nakai	*Reynoutria sachalinensis* (F.Schmidt) Nakai	Renouée Sakhaline	AS5
Rhus typhina L.	*Rhus typhina* L.	Sumac amarante, Sumac de Virginie, Sumac vinaigrier	AS5
Sagittaria latifolia Willd.	*Sagittaria latifolia* Willd.	Sagittaire à larges feuilles	AS5
Salpichroa origanifolia (Lam.) Baill.	*Salpichroa origanifolia* (Lam.) Baill.	Muguet des pampas	AS6
Senecio mikanioides Otto ex Walp.	*Delairea odorata* Lem.	Séneçon-lierre	AS5
Solidago canadensis L.	*Solidago canadensis* L.	Gerbe d'or, Solidage du Canada	AS5
Solidago gigantea Aiton	*Solidago gigantea* Aiton	Grande verge-d'or, Solidage tardif	AS5
Sorghum halepense (L.) Pers.	*Sorghum halepense* (L.) Pers.	Sorgho d'Alep, Houlque d'Alep	AS2
Sporobolus indicus (L.) R.Br.	*Sporobolus indicus* (L.) R.Br.	Sporobole fertile	AS5
Symphoricarpos albus (L.) S.F.Blake	*Symphoricarpos albus* (L.) S.F.Blake	Symphorine à fruits blancs	AS5
Symphytum bulbosum K.F.Schimp.	*Symphytum bulbosum* K.F.Schimp.	Consoude à bulbe	AS6
Tetragonia tetragonoides (Pall.) Kuntze	*Tetragonia tetragonoides* (Pall.) Kuntze	Epinard de Nouvelle-Zélande	AS5
Trachycarpus fortunei (Hook.) H.Wendl.	*Trachycarpus fortunei* (Hook.) H.Wendl.	Palmier à chanvre	AS5
Verbena bonariensis L.	*Verbena bonariensis* L.	Verveine de Buenos-Aires	AS5

SAGE Vilaine
Commission Locale de l'Eau

ANNEXE 9

Liste des espèces invasives avérées

Priorité	Type de végétaux	Nom Latin de l'espèce	Nom français de l'espèce
1	Hydrophyte flottante	Azolla filicuiculoides Lam.	Azolle fausse fougère
	Hydrophyte immergée	Egeria densa Planchon	Egerie dense
		Elodea canadensis Michaux	Elodée du Canada
		Elodea nuttalii (Planchon) St. John	Elodée de Nuttall
		Lagarosiphon major (Ridley) Moss	Grand lagarosiphon
	Amphibie vivace	Crassula Helmsii (Kirk) Cockayne	Crassule de Helms
		Hydrocotyle ranunculoides L. f.	Hydrocotyle fausse renoncule
		Ludwigia grandiflora (Michaux) Greuter et Burdet	Jussie à grande fleur
		Ludwigia peploides (Kunth) P.H. Raven	Jussie faux pourpier
		Myriophyllum aquaticum (Velloso) Verdcourt	Myriophylle du Bresil
	Herbacée annuelle	Ambrosia artemisiifolia L.	Ambroisie à feuilles d'armoise
		Impatiens balfouri Hooker fil.	Balsamine de Balfour
		Impatiens capensis Meerb	Balsamine du Cap
		Impatiens glandulifera Royle	Balsamine de l'Himalaya
		Impatiens parviflora DC.	Balsamine
	Herbacée pluriannuelle	Heracleum mantegazzianum gr.	Berce du Caucase
	Herbacée vivace	Petasites fragrans	Pétasite odorante
		Petasites hybridus	Pétasite hybride
		Polygonom polystachyum Meisn	Renouée à épis nombreux
		Reynoutria japonica Houtt.	Renouée du Japon
		Reynoutria sachalinensis (Friedrich Schmidt Petrop.) Nakai	Renouée de Sakhaline
		Reynoutria x bohemica J. Holub	Renouée de Bohême
	Arbuste	Baccharis halimifolia L.	Seneçon en arbre
2	Hydrophyte flottante	Eichhornia crassipes (Mart.) Solms	Jacinthe d'eau
		Lemna minuta H.B.K.	Lentille d'eau minuscule
		Lemna turionifera Landolt	Lenticule à turion
		Pistia stratiotes L.	Laitue d'eau
	Herbacée annuelle	Bidens connata Willd.	Bident soudé
		Bidens frondosa L.	Bident feuillé
		Claytonia perfoliata Donn. ex Willd.	Claytonie perfoliée
		Conyza bonariensis (L.) Cronq.	Vergerette de Buenos Aires
		Conyza canadensis (L.) Cronq.	Vergerette du Canada
		Conyza floribunda H.B.K.	Vergerette à fleurs nombreuses
		Conyza sumatrensis (Retz) E. Walker	Vergerette de Sumatra
		Lindernia dubia (L.) Pennell	Lindernie fausse-gratiole
	Herbacée vivace	Allium triquetrum	Ail à trois angles
		Aster lanceolatus Willd.	Aster lancéolé
		Aster novi-belgii gr.	Aster de Virginie
		Aster squamatus (Sprengel) Hieron.	Aster écailleux
		Carpobrotus acinaciformis (L.) L. Bolus	Griffe de sorcière
		Carpobrotus edulis (L.) R. Br.	Ficoïde comestible
		Cortaderia selloana (Schultes & Schultes fil.) Ascherson & Graebner	Herbe de la Pampa
		Cotula coronopifolia L.	Cotule pied de corbeau
		Phytolacca americana L.	Raisin d'Amérique
		Senecio inaequidens DC.	Séneçon du Cap
	Graminée vivace	Paspalum dilatatum Poiret	Millet bâtard
		Paspalum distichum L.	Paspale à deux épis
		Spartina alterniflora Loisel	Spartine à feuilles alternes
		Spartina anglica C.E. Hubbard	Spartine anglaise
	Arbuste	Buddleja davidii Franchet	Buddléia du père David
		Prunus laurocerasus L.	Laurier palme
		Rhododendron ponticum L.	Rhododendron des parcs
	Arbre	Acer negundo L.	Erable negundo
		Ailanthus altissima (Miller) Swingle	Ailanthe

Présentation de la liste des plantes allergisantes

La plante			Potentiel allergisant	Caractéristique du pollen			Période de pollinisation
Genre	Nom Commun	Famille		Pollinisation	Taille du pollen	Abondance dans les capteurs	
ACER	ERABLE	Aceraceae	Faible	Anémophile	35µm: dispersion moyenne.	1/3	Mars à Mai
ALNUS	AULNE	Betulaceae	Moyen	Anémophile	30µm: bonne dispersion	2/3	Février
BETULA	BOULEAU	Betulaceae	Fort	Anémophile	20µm: très bonne dispersion	3/3	Avril
BROUSSONETIA	Mûrier à Papier	Moraceae	Faible	Anémophile	12µm: ils sont très volatiles	2/3	Mai/ Juin
CASTANEA	CHÂTAIGNIER	Fagaceae	Faible	Anémophile	15µm: très bonne dispersion.	3/3	Juin
CARPINUS	CHARME	Betulaceae	Moyen	Anémophile	40µm: dispersion moyenne.	2/3	Mars / avril
CORYLUS	NOISETIER	Betulaceae	Fort	Anémophile	20µm: très bonne dispersion	2/3	Février / Mars
CUPRESSUS	CYPRÈS	Cupressaceae					
C. sempervirens			Fort	Anémophile	35µm: dispersion moyenne.	3/3	Mars /avril
C. arizonica			Fort	Anémophile	35µm: dispersion moyenne.	3/3	Janvier / février
FAGUS	HÊTRE	Fagaceae	Faible	Anémophile	43µm : Dispersion moyenne.	2/3	Avril / mai
FRAXINUS	FRENES	Oleaceae	Moyen	Anémophile	25µm: bonne dispersion	3/3	Avril / mai
JUGLANS	NOYERS	Juglandaceae	Faible	Anémophile	40µm : Dispersion moyenne.	1/3	Mai/ juin
JUNIPERUS	GENEVRIERS	Cupressaceae					
Juniperus oxycedrus			Moyen	Anémophile			
Juniperus ashei			Fort	Anémophile			
Juniperus communis			Faible	Anémophile			
LIGUSTRUM	TROENES	Oleaceae	Moyen	Entomophile	Allergie de proximité	1/3	Juin / juillet
OLEA	OLIVIER	Oleaceae	Moyen	Anémophile	25µm: bonne dispersion	2/3 En Paca	Mai/ Juin
OSTRYA	CHARME HOUBLO	Betulaceae	Faible	Anémophile	24µm: bonne dispersion	1/3	Mars / avril
POPULUS	PEUPLIER	Salicaceae	Faible	Anémophile	30µm: bonne dispersion	3/3	Avril
PLATANUS	PLATANE	Platanaceae	Fort	Anémophile	20µm: très bonne dispersion	3/3	Avril/ Mai
QUERCUS	CHÊNE	Fagaceae	Fort	Anémophile	De 30 à 40µm: dispersion moyenne	2/3	Avril à Juin
SALIX	SAULE	Salicaceae	Faible	Anémophile	19µm: très bonne dispersion	2/4	Avril / Mai
THUJA	THUYA	Cupressaceae	Faible	Anémophile			Avril / Mai
TILIA	TILLEUL	Tiliaceae	Faible	Entomophile	Allergie de proximité	1/3	Juin /Juillet
ULMUS	ORMES	Ulmaceae	Faible	Anémophile	35µm : dispersion moyenne	1/3	Mars

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU MORBIHAN

Agence Régionale de Santé
Bretagne
Délégation Départementale du Morbihan
Département santé environnement

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA LUTTE CONTRE L'AMBROISIE A FEUILLES D'ARMOISE (*AMBROSIA ARTEMISIIFOLIA L.*), L'AMBROISIE TRIFIDE (*AMBROSIA TRIFIDA L.)*, L' AMBROISIE A EPIS LISSES (*AMBROSIA PSILOSTACHYA DC.*), LA BERCE DU CAUCASE (*HERACLEUM MANTEGAZZIANUM* SOMMIER ET LEVIER) ET PRESCRIVANT LEUR DESTRUCTION OBLIGATOIRE DANS LE DEPARTEMENT DU MORBIHAN

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le règlement UE n° 574/2011 de la commission du 16 juin 2011 modifiant l'annexe I de la directive 2002132/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les teneurs maximales applicables aux nitrites, à la mélamine, aux *Ambrosia* spp. et au transfert de certains coccidiostatiques et histomonostatiques et établissant une version consolidée de ses annexes I et II ;

VU le règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

VU le règlement d'exécution (UE) 2017/1263 de la Commission du 12 juillet 2017 portant mise à jour de la liste des espèces exotiques envahissantes pour l'Union établie par le règlement d'exécution (UE) 2016/1141 conformément au règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil ;

VU le Code de la défense, notamment son article L1142-1 ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L110-1, L120-1 à 2, L172-1 et L221-1, L411-6, L411-8, L415-3, R411-46 à 47 ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2122-27 ;

VU le Code de procédure pénale, notamment son article R48-1 ;

VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L205-1, R205-1 à 2 ;

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L1338-1 à 5, D1338.1 à 2, R1338-4 à 10 ;

VU le décret du 21 avril 2016, nommant Monsieur Raymond LE DEUN, préfet du Morbihan ;

VU l'arrêté ministériel du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

VU l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L253-1 du code rural et de la pêche maritime ;

VU l'arrêté du 24 avril 2015 modifié relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E) du Bassin Loire Bretagne, approuvé par arrêté du préfet coordonnateur du bassin le 18 novembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2009 réglementant les conditions générales d'emploi du feu dans le Morbihan ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2017 fixant les mesures destinées à préserver les établissements fréquentés par les personnes vulnérables du risque d'exposition aux produits phytosanitaires dans le Morbihan ;

VU l'instruction interministérielle du 20 août 2018 relative à l'élaboration d'un plan d'actions local de prévention et de lutte contre l'Ambroisie à feuilles d'armoise, l'Ambroisie trifide, et l'Ambroisie à épis lisses, pris par l'arrêté préfectoral prévu à l'article R.1338-4 du code de la santé publique ;

VU les avis et rapport de l'ANSES de mars 2017 relatifs à la réalisation d'une analyse de risques relative à l'Ambroisie à épis lisses *(Ambrosia psilostachya* D.C) et pour l'élaboration de recommandations de gestion ;

VU les avis et rapport de l'ANSES de juillet 2017 relatifs à la réalisation d'une analyse de risques relative à l'Ambroisie trifide (*Ambrosia trifida* L.) et pour l'élaboration de recommandations de gestion ;

VU l'avis du Haut Conseil de Santé Publique en date du 28 avril 2016 relatif à l'information et aux recommandations à diffuser en vue de prévenir les risques sanitaires liés aux pollens allergisants ;

VU l'absence d'observation lors de la consultation du public réalisée entre le 18 février et le 4 mars 2019 ;

VU l'avis favorable du Conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) émis lors de sa séance du 7 mars 2019 ;

VU l'avis favorable du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) émis lors de sa séance du 12 mars 2019 ;

CONSIDERANT que la présence de l'une au moins des trois espèces d'ambroisies visées par l'article D1338-1 du code de la santé publique (Ambroisie à feuilles d'armoise (***Ambrosia artemiisifolia*** L.), Ambroisie trifide (***Ambrosia trifida*** L. et Ambroisie à épis lisses (***Ambrosia psilostachya*** DC.), est avérée dans le département du Morbihan et qu'il est nécessaire d'approfondir la connaissance de leur répartition ;

CONSIDERANT que les ambroisies sont des plantes dont le pollen peut provoquer des réactions allergiques se traduisant par des symptômes tels que la rhinite, la conjonctivite, la trachéite, l'urticaire, l'eczéma, qu'elles peuvent entraîner l'apparition ou l'aggravation de l'asthme, et induire des coûts notamment de santé importants (consultations médicales, consommation de médicaments, etc.);

CONSIDERANT que cinq grains de pollens d'ambroisie par mètre cube d'air suffisent pour que les symptômes apparaissent, que ces symptômes sont d'autant plus prononcés que le taux de pollens est élevé et que les mesures de concentration en pollens d'ambroisie montrent la présence de ces pollens dans l'air dans les quatre départements bretons ;

CONSIDERANT que les ambroisies sont des plantes annuelles, invasives, capables de se développer dans une grande variété de milieux, en particulier sur les terrains dénudés ou à faible couvert végétal ou retournés (bords de route, voies ferrées, zones de travaux, chantiers, friches industrielles, terrains vagues, bords de cours d'eau, parcs, jardins, parcelles cultivées, etc.) et qu'elles constituent également une source de nuisances pour les agriculteurs en se développant aux dépens de certaines cultures (tournesol, maïs, soja, etc.) ;

CONSIDERANT le classement en avril 2016, par le Conservatoire botanique national de Brest, dans sa liste des plantes vasculaires invasives de Bretagne[1], de l'Ambroisie à feuilles d'armoise dans la catégorie des taxons potentiellement invasifs posant des problèmes graves à la santé humaine, ainsi que le classement de l'Ambroisie à épis lisses dans la catégorie des taxons à surveiller posant des problèmes graves à la santé humaine ;

CONSIDERANT que la présence de la Berce du Caucase (***Heracleum mantegazzianum*** Sommier & Levier) est avérée dans le département du Morbihan et qu'il est nécessaire d'approfondir la connaissance de sa répartition ;

CONSIDERANT que la Berce du Caucase est une plante dont la sève contient des toxines activées par les rayons ultraviolets, que le contact de la peau avec la sève, combinée avec l'exposition à la lumière, peut provoquer des lésions cutanées semblables à des brûlures du troisième degré ;

CONSIDERANT que la Berce du Caucase est une plante exotique envahissante colonisant divers milieux, qu'elle nuit à la croissance des plantes indigènes et entraîne une perte de la biodiversité ;

CONSIDERANT le classement, en avril 2016, par le Conservatoire botanique national de Brest, dans sa liste des plantes vasculaires invasives de Bretagne, de la Berce du Caucase dans la catégorie des taxons potentiellement invasifs posant des problèmes graves à la santé humaine ;

CONSIDERANT que les graines d'ambroisie et de Berce du Caucase se disséminent sur de grandes distances, du fait des activités humaines (chantiers, déplacement de terres et matériaux, engins de chantiers ou agricoles, voies de communication, etc.) et du fait du déplacement de l'eau (ruissellement, cours d'eau, etc.) ;

CONSIDERANT que les graines d'ambroisie et de Berce du Caucase sont viables durant plusieurs années et que par conséquent la lutte contre ces espèces végétales nécessite une action à long terme ;

CONSIDERANT que l'entretien des terrains relève de la salubrité publique et qu'il incombe aux propriétaires, locataires, exploitants, gestionnaires de terrains bâtis et non bâtis, ayants droit ou occupants à quelque titre que ce soit ;

CONSIDERANT que la lutte contre les ambroisies et la Berce du Caucase doit être de préférence préventive afin d'éviter l'implantation et la propagation de la plante mais aussi curative, en cas de présence de celle-ci ;

SUR proposition du directeur général par intérim de l'Agence régionale de santé ;

ARRÊTE

TITRE 1 : OBLIGATION DE PRÉVENTION ET DE DESTRUCTION DES AMBROISIES

ARTICLE 1 : Afin de prévenir l'apparition ou de lutter contre la prolifération des ambroisies (Ambroisie à feuilles d'armoise ***Ambrosia artemisiifolia*** L., Ambroisie trifide ***Ambrosia trifida*** L., Ambroisie à épis lisses ***Ambrosia psilostachya*** DC.) et de réduire l'exposition de la population à leurs pollens, les propriétaires, locataires, exploitants, gestionnaires de terrains bâtis et non bâtis, ayants droit ou occupants, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entrepreneurs de travaux publics et privés sont tenus de :

- Mener toute action de prévention, notamment en prévenant l'apparition voire la pousse des plants d'ambroisie,
- Eviter toute dispersion des semences (transport, ruissellement, engins, lots de graines, compost, etc.)
- Mener toute autre action de lutte, notamment en détruisant les plants d'ambroisie déjà développés,

le tout dans les conditions définies dans le plan départemental de lutte contre les ambroisies annexé au présent arrêté et visé à l'article 3.

1-Quéré E., Geslin J., 2016 - *Liste des plantes vasculaires invasives de Bretagne*. DREAL de Bretagne / Conseil régional de Bretagne. Brest : Conservatoire botanique national de Brest, 27 p. + annexes.

ARTICLE 2 : L'obligation de lutte et de non dissémination, définie à l'article 1, est applicable sur toutes surfaces sans exception y compris les domaines publics de l'Etat, des collectivités territoriales et des autres départements publics, les ouvrages linéaires tels que les voies de communication, les cours d'eau, les terrains des entreprises (agriculture, carrière) et les propriétés de particuliers (personnes morales ou physiques).

ARTICLE 3 : Un plan d'action de lutte contre les ambroisies établi en concertation avec les différents acteurs, définit les mesures destinées à prévenir l'apparition de ces espèces et/ou à lutter contre leur prolifération sur le département. Il est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Toute personne publique et/ou privée observant la présence d'ambroisies est invitée à la signaler à l'aide de la plateforme interactive nationale « signalement ambroisie » dédiée à cet effet. Quatre canaux de signalement sont disponibles :

- via l'application pour téléphone mobile : signalement-ambroisie
- via le site internet : http://www.signalement-ambroisie.fr,
- par mail à l'adresse contact@signalement-ambroisie.fr
- par téléphone au 09 72 37 68 88 (coût local).

Cette invitation au signalement est applicable sur toutes les surfaces y compris les domaines publics de l'État, des collectivités territoriales et autres établissements publics, les ouvrages linéaires tels que les voies de communication, les terrains des entreprises (agriculture, carrières, décharges) et les propriétés de particuliers (personnes morales et physiques).

ARTICLE 5 : Les collectivités territoriales concernées par la présence des ambroisies ou susceptibles de l'être peuvent désigner un observateur ou un référent.

L'observateur est chargé de signaler à son référent la présence de ces espèces nuisibles sur le terrain.

Le référent est chargé :

- d'identifier et d'animer les observateurs locaux sur un territoire,
- de vérifier la qualité des signalements des nouveaux foyers,
- de faire remonter l'information auprès de la Fredon Bretagne afin d'organiser la lutte.

La Fredon Bretagne est chargée de veiller à l'élimination des plants d'ambroisies sur le territoire communal.

ARTICLE 6 : Les gestionnaires d'espaces publics sont tenus de sensibiliser leurs personnels et les entreprises travaillant pour eux (au travers des marchés publics) et de mettre en place une surveillance de la présence des ambroisies.
Lorsque des ambroisies sont détectées sur leur territoire d'intervention, ils inventorient les lieux de développement des ambroisies, élaborent un plan de lutte et mènent des actions préventives comme la végétalisation des surfaces. Un arrachage manuel après repérage des ambroisies et avant pollinisation sera réalisé si les surfaces contaminées sont restreintes.

ARTICLE 7 : Sur les parcelles agricoles, la destruction des ambroisies est réalisée par l'exploitant jusqu'en limite de parcelle (y compris talus, fossés, chemins...).

ARTICLE 8 : En bordure de cours d'eau, vecteurs importants de dissémination des graines d'ambroisie, les propriétaires riverains ou les gestionnaires de cours d'eau qu'ils ont éventuellement désignés, participent à la lutte contre l'ambroisie, notamment par des actions d'arrachage.

ARTICLE 9 : Les gestionnaires des routes départementales et nationales ainsi que les voies ferrées, mettent en place une surveillance de la présence des ambroisies. Lorsque des plants sont détectés sur leur territoire d'intervention, ils établissent un plan de gestion de l'ambroisie, qui sera transmis pour information à la préfecture.

ARTICLE 10 : L'élimination des plants d'ambroisies doit se faire, de préférence **avant la floraison**, et au plus tard le 1er octobre afin d'éviter les émissions de pollens et l'impact sur les populations. En cas de découverte tardive, les plants devront être arrachés immédiatement.

En cas de repousse des ambroisies, d'autres interventions devront être réalisées pour empêcher une nouvelle floraison.

Pour toute action de lutte pendant la floraison, il est conseillé de porter un masque, des gants et des vêtements recouvrant tout le corps.
Les plants arrachés peuvent être laissés sur place si la floraison n'a pas encore eu lieu.

ARTICLE 11 : L'élimination des ambroisies par voie non-chimique est à privilégier. Elle est obligatoire hors terrains agricoles. Il peut s'agir entre autre : de la végétalisation, de l'arrachage, du broyage ou de la tonte répétée, du désherbage thermique.

Sur les terrains agricoles et en cas de nécessité absolue, les ambroisies pourront être éliminées par lutte chimique. Les produits utilisés devront être homologués et mis en œuvre en respectant les dispositions réglementaires relatives à l'achat, la détention et l'application des produits phytosanitaires et les spécificités du contexte local. Le recours aux produits phytopharmaceutiques comme moyen de lutte contre les ambroisies est interdit dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des captages d'eau destinée à la consommation humaine et en bordure de cours d'eau selon les dispositions réglementaires des Zones Non Traitées (ZNT) propre à chaque produit phytopharmaceutique.

TITRE 2 : OBLIGATION DE PRÉVENTION ET DE DESTRUCTION DE LA BERCE DU CAUCASE

ARTICLE 12 : Afin de lutter contre la prolifération de la Berce du Caucase, les propriétaires, locataires, exploitants, gestionnaires de terrains bâtis et non bâtis, ayants droit ou occupants, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entrepreneurs de travaux publics et privés sont tenus de :

- Mener toute action de prévention, notamment en prévenant l'apparition voire la pousse des plants de Berce du Caucase,
- Eviter toute dispersion des semences (transport, ruissellement, engins, lots de graines, compost, etc.)
- Mener toute autre action de lutte, notamment en détruisant les plants de Berce du Caucase déjà développés,

le tout dans les conditions définies dans le plan départemental de lutte contre la Berce du Caucase annexé au présent arrêté et visé à l'article 14, avant la formation des graines.

ARTICLE 13 : L'obligation de lutte et de non dissémination, définie à l'article 12, est applicable sur toutes surfaces sans exception y compris les domaines publics de l'Etat, des collectivités territoriales et des autres départements publics, les ouvrages linéaires tels que les voies de communication, les cours d'eau, les terrains des entreprises (agriculture, carrière) et les propriétés de particuliers (personnes morales ou physiques).

ARTICLE 14 : Un plan d'action de lutte contre la Berce du Caucase, établi en concertation avec les différents acteurs, définit les mesures destinées à prévenir l'apparition de cette espèce ou à lutter contre sa prolifération sur le département. Il est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 15 : Les gestionnaires d'espaces publics sont tenus de sensibiliser leurs personnels et les entreprises travaillant pour eux (au travers des marchés publics) et de mettre en place une surveillance de la présence de la Berce du Caucase.

Lorsque la Berce du Caucase est détectée sur leur territoire d'intervention, ils inventorient les lieux de développement de la Berce, élaborent un plan de lutte et mènent des actions préventives comme la végétalisation des surfaces nues.

ARTICLE 16 : En bordure de cours d'eau, vecteurs importants de dissémination des graines de Berce du Caucase, les propriétaires riverains ou les gestionnaires de cours d'eau qu'ils ont éventuellement désignés, participent à la lutte contre la Berce du Caucase, notamment par des actions d'arrachage.

ARTICLE 17 : Les gestionnaires des routes départementales et nationales ainsi que les voies ferrées, mettent en place une surveillance de la présence de la Berce du Caucase. Lorsque des plants sont détectés sur leur territoire d'intervention, ils établissent un plan de gestion de la Berce du Caucase, qui sera transmis pour information à la préfecture.

ARTICLE 18 : L'élimination des plants de Berce du Caucase doit se faire impérativement **entre le 1er avril et le 1er juillet** afin d'empêcher la dissémination des graines dans l'environnement.

En cas de repousse, d'autres interventions devront être réalisées pour empêcher une nouvelle floraison et par conséquent la grenaison.

Avant toute action de lutte, il est nécessaire de se munir de moyens de protection adaptés. Il est ainsi fortement conseillé de porter des vêtements couvrant intégralement la peau (combinaison ou vêtements imperméables, lunettes ou visières, gants).

Les plants arrachés peuvent être laissés sur place si la grenaison n'a pas encore eu lieu.

ARTICLE 19 : L'élimination de la Berce du Caucase par voie non-chimique est à privilégier. Elle est obligatoire hors terrains agricoles, notamment par la coupe sous le collet, la végétalisation, le fauchage répété ou le pâturage.

Sur les terrains agricoles et en cas de nécessité absolue, la Berce du Caucase pourra être éliminée par lutte chimique. Les produits utilisés devront être homologués et mis en œuvre en respectant les dispositions réglementaires relatives à l'achat, la détention et l'application des produits phytosanitaires et les spécificités du contexte local. Le recours aux produits phytopharmaceutiques comme moyen de lutte contre la Berce du Caucase est interdit dans les périmètres de protection immédiat et rapproché des captages d'eau destinée à la consommation humaine et en bordure de cours d'eau selon les dispositions réglementaires des Zones Non Traitées (ZNT) propre à chaque produit phytopharmaceutique.

ARTICLE 20 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Morbihan. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès de Madame la ministre des solidarités et de la santé (direction générale de la santé - EA2 - 14, avenue Duquesne -75350 Paris 07 SP) ou auprès de Monsieur le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, hôtel de Roquelaure, 246 boulevard Saint Germain, 75700 Paris 07. L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisée par l'application Télérecours citoyens accessible par le site https://www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 21 : Une mention de l'arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

ARTICLE 22 : Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, les sous-préfets du Morbihan, les maires du département du Morbihan, le directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt de Bretagne, le colonel commandant du groupement de gendarmerie du Morbihan, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont copie sera adressée au président du Conseil départemental du Morbihan, au directeur interdépartemental des routes de l'Ouest, au directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bretagne, au directeur départemental de la sécurité publique du Morbihan, au directeur de l'agence de l'Eau Loire Bretagne, au directeur de la chambre d'agriculture du Morbihan, au président de l'association Air Breizh, au président de l'association Capt'Air Bretagne, au président de la FREDON Bretagne, au directeur territorial SNCF du Réseau Bretagne Pays de la Loire, au directeur du Conservatoire botanique national de Brest.

Vannes, le 01 AVR. 2019
Le préfet

Par délégation,
Le secrétaire général

Cyrille LE VELY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
Service Eau, Nature et Biodiversité

Arrêté relatif à la lutte contre le Baccharis (*Baccharis halimifolia*), espèce exotique envahissante, sur le territoire du département du Morbihan

Le préfet du Morbihan,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le règlement (UE) 1143/2014 du parlement européen et du conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

VU le règlement d'exécution (UE) 2016/1141 de la Commission du 13 juillet 2016 adoptant une liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union conformément au règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil ;

VU le règlement d'exécution (UE) 2017/1263 de la Commission du 12 juillet 2017 portant mise à jour de la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union établie par le règlement d'exécution (UE) 2016/1141 ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-5, L. 411-6, L. 411-8,L. 415-3, L.411-46 et R.411-47 ;

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

VU la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016, notamment son article 149 ;

VU le décret n°2017-595 du 21 avril 2017 relatif au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales ;

VU l'arrêté ministériel du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2019 réglementant l'usage du feu en vue de la protection des biens et des personnes, de la qualité de l'air et de la protection des forêts, landes et milieux naturels contre l'incendie ;

VU l'avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel en date du 12 mai 2020 ;

VU la consultation du public qui s'est déroulée du 10 juin au 1er juillet 2020 inclus ;

CONSIDERANT que la propagation du *Baccharis halimifolia* représente un danger pour la biodiversité des zones humides littorales, en formant des fourrés denses monospécifiques dégradant des habitats naturels de forte valeur patrimoniale et modifiant les écosystèmes, ainsi qu'en réduisant l'habitat de l'avifaune nicheuse et/ou migratrice.

CONSIDERANT que la propagation du *Baccharis halimifolia* a un impact négatif sur les sites Natura 2000 littoraux du département et que la lutte contre cette espèce est une action inscrite dans la plupart des documents d'objectifs de ces sites, dans l'objectif de restaurer les habitats d'intérêt communautaire et les habitats d'espèces ayant justifié leur désignation ;

CONSIDERANT que la propagation du *Baccharis halimifolia* modifie les paysages littoraux et peut avoir des impacts négatifs, notamment en bloquant les cônes de vue ;

CONSIDERANT que la lutte contre le *Baccharis halimifolia* est nécessaire pour contenir sa dissémination sur de nouveaux territoires ;

CONSIDERANT que la lutte contre les espèces classées exotiques envahissantes réglementées est obligatoire sur tout le territoire du département du Morbihan pour toute personne physique ou morale qui a la jouissance de terres ;

CONSIDERANT la nécessité de mettre en œuvre des opérations coordonnées sur l'ensemble d'un territoire y compris sur des parcelles où le propriétaire ne réalise pas ses obligations de lutte ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

Arrête

Article 1 : Objet de l'arrêté

Le présent arrêté fixe les modalités de la lutte contre le *Baccharis halimifolia et* s'applique sur tout le territoire du département du Morbihan.

Article 2 : Période et Durée

Les opérations de lutte peuvent être réalisées toute l'année. Les dates sont cependant à adapter aux enjeux du site et notamment le dérangement de l'avifaune nicheuse ou hivernante.

Le présent arrêté est valable pendant 3 ans à compter de sa signature.

Article 3 : Interdiction de détention et d'introduction dans le milieu naturel

Est interdite sur tout le département et en tout temps, l'introduction dans le milieu naturel, qu'elle soit volontaire par négligence ou par imprudence, notamment par dispersion des graines, de *Baccharis halimifolia*.

Sont interdits la détention (y compris dans les espaces verts et jardin), le transport, le colportage, l'utilisation, l'échange, la mise en vente, la vente ou l'achat de spécimens vivants de *Baccharis halimifolia*.

Cette disposition ne concerne pas le transport de spécimens prélevés vers les sites de destruction ou de valorisation.

Article 4 : Modalités et techniques de luttes employées

Les opérations de lutte viseront prioritairement les objectifs suivants :
- contrôle des fronts de propagation ;
- restauration d'habitats naturels patrimoniaux ou autres secteurs à enjeu (paysager, ressource en eau...) ;
- éradication locale, en priorité sur les sites les plus sensibles à la propagation.

Les opérations de lutte demandant des ressources importantes, elles sont planifiées en fonction de critères de priorités de lutte contre le baccharis et des autres contraintes de gestion du site. Elles s'inscrivent dans la feuille de route opérationnelle départementale prévue à l'article 7.

Tous les modes d'arrachage des plants, avec leur système racinaire doivent être privilégiés, mais tous les modes de lutte active par coupes répétées, broyages ou pâturages sont possibles suivant le contexte local.

Les chantiers ne devront pas porter atteinte de manière significative au milieu naturel (par tassement du sol, destruction du cortège floristique, dérangement de la faune...). En site Natura 2000, les opérateurs concernés sont associés à la définition des priorités d'intervention et des modalités de lutte en vue d'éviter les impacts sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Afin d'épuiser la banque de semences présente dans le sol, un contrôle des repousses doit être réalisé pendant un minimum de 5 années suivant l'arrachage des plants adultes.

Article 5 : Personnes en charge de la lutte

Sont responsables de la lutte contre le *Baccharis halimifolia* :

- les propriétaires fonciers ou toute personne physique ou morale qui a la jouissance de terres ;
- les gestionnaires d'espaces naturels sur les terrains qui leur sont confiés en gestion.

Dans le cas des parcelles privées sur lesquelles le propriétaire ne réalise pas les actions de lutte, les agents communaux et intercommunaux des territoires concernés ou les personnes mandatées par eux sont autorisés à pénétrer et à mettre en œuvre les opérations de lutte nécessaires en se conformant à la procédure prévue par la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics. Cependant, une sensibilisation du propriétaire et une solution consensuelle seront recherchées de prime abord.

Les communes, EPCI, établissements publics territoriaux compétents, le Parc naturel régional peuvent organiser des opérations groupées et coordonnées sur leur territoire de compétence. Les associations compétentes ou collectifs citoyens peuvent participer à ces opérations groupées ou en organiser après accord des propriétaires, gestionnaires et/ou collectivités concernées.

Article 6 : Destination des plantes exotiques envahissantes

La destruction des plans arrachés ou coupés est réalisée sur le site par broyage ou brûlage. Ils peuvent aussi être laissés sur place pour décomposition naturelle. Pour les actions réalisées en absence de graines, les plants peuvent être exportés en déchetterie ou en plate-forme de compostage. Le transport vers les sites de destruction est réalisé à l'aide de véhicules bâchés pour éviter toutes dissémination. Les expérimentations de valorisation des rémanents ne présentant pas de risque de dissémination du baccharis sont autorisées (béton végétaux, pellets, paillage,...). Elles doivent être menées en lien avec le comité technique de suivi départemental

Les opérations de brûlage des végétaux devront respecter l'arrêté préfectoral en vigueur réglementant l'usage du feu.

Article 7 : Coordination et suivi à l'échelle départementale

Il est constitué un comité technique de suivi piloté par la DDTM du Morbihan et comprenant la DREAL Bretagne, les représentants des collectivités, des établissements publics et des associations, opérateurs Natura 2000, scientifiques, représentant des propriétaires privés impliqués dans les opérations de lutte.

Ce comité décline la stratégie nationale et régionale de lutte contre le *Baccharis halimifolia* au niveau départemental en s'assurant de la bonne coordination des actions sur les territoires, établit une feuille de route opérationnelle et dresse le bilan quantitatif et qualitatif des opérations après chaque saison de lutte. Il se réunit en avril/mai de chaque année.

Article 8 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet :
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication au registre des actes administratifs de la préfecture du Morbihan conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative.
Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique. Ce recours administratif proroge de 2 mois le délai sus-mentionné.
L'absence de réponse expresse à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les maires des communes du Morbihan, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité du Morbihan, et le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 31 JUIL. 2020

Le Préfet,

Patrice FAURE

Elaboration du PLAN LOCAL D' URBANISME

Commune de Guilliers

Département du Morbihan

Elaboration

Pièce n°7i : Règlement de lotissement

URBA Ouest Conseil Grez-Neuville - Tel : 02.41.69.46.76
urbaouestconseil@orange.fr

Commune de GUILLIERS
Rue de la Mairie - BP 1
56 490 GUILLIERS

Amenagement d'un lotissement communal "Le Hameau de Perhan"

DEMANDE DE DOSSIER DE PERMIS D'AMENAGER

N° pièce	Désignation	Echelle :
PA10	REGLEMENT	
Date		
Mars 2014		

Indice	Date	Modifications

Adepe
URBANISME MAITRISE D'OEUVRE
26 avenue Henri Fréville
35 200 RENNES
Tél: 02 99 83 06 20 - Fax: 02 99 83 09 20
E-mail : be-adepe@wanadoo.fr

2LM
BUREAU D'ETUDE VRD
18, Rue du Pâtis - BP 70 038
44 690 La Haye Fouassière
Tél: 02 40 54 82 50 - Fax: 02 40 54 82 54
E.mail : be-2lm@wanadoo.fr

Fichier :

SOMMAIRE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES 2

CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL 2
DESIGNATION FONCIERE 2
OBJET ET PORTEE 2
PERMIS DE CONSTRUIRE 2
MODIFICATIONS 2
SUBDIVISION - REUNION 2
COMMUNICATION DU REGLEMENT 2

TITRE II – REGLEMENT D'URBANISME 4

ARTICLE 1 - TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS 4
ARTICLE 2 - TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS SOUMIS A CONDITIONS PARTICULIERES 4
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES 4
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS 4
ARTICLE 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES 5
ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES 5
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES 5
ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE 5
ARTICLE 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS 6
ARTICLE 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 6
ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS 6
ARTICLE 12 - OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'AIRES DE STATIONNEMENT 7
ARTICLE 13 – OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'ESPACES LIBRES ET DE PLANTATIONS 7
ARTICLE 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL 7

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

Le présent règlement s'applique à l'opération de lotissement au sens des articles L.441.1 à L.442-14 du Code de l'urbanisme, dite « **Le Hameau de Perhan**» prévue par la commune de GUILLIERS.

DESIGNATION FONCIERE

SECTION et N° de parcelle	Contenance totale (cadastre) en m²
ZH 31	500
ZH 32	10 210
TOTAL	**10 710**

Les terrains lotis sont tous propriétés de la Commune de GUILLIERS et correspondent à une superficie de 1 ha 07a 10 ca, soit 10 710 m².

OBJET ET PORTEE

Le présent règlement détermine les règles applicables s'ajoutant au règlement de la zone UBb du Plan d'Occupation des Sols de GUILLIERS et se lit en complément du plan de réglementaire (pièce PA 10b du présent dossier) dont il est indissociable.

Il s'impose aux particuliers comme aux personnes morales de droit privé et public, sans préjudice de législations et réglementations affectant l'occupation et l'utilisation du sol qui restent applicables.

Ces règles, prescriptions et dispositions ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation à l'exception, conformément à l'article L. 123-1 du Code de l'urbanisme, des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

PERMIS DE CONSTRUIRE

L'arrêté de permis d'aménager ne confère pas le droit de construire. Toute construction devra faire l'objet d'une demande de permis de construire ; les règles d'urbanisme et de construction applicables seront celles en vigueur au moment de l'instruction de la demande.

MODIFICATIONS

SUBDIVISION - REUNION

La subdivision de lots est interdite.

La réunion en une même main de deux lots contigus pour réaliser un seul logement est interdite.

Un lot ne peut comprendre qu'un logement.

Toute modification de tout ou partie du présent règlement, ou d'une pièce annexée à l'arrêté d'autorisation de lotir ne peut intervenir que suivant l'une des procédures définies par les articles L. 442.10 et L. 442-11 du Code de l'Urbanisme.

COMMUNICATION DU REGLEMENT

Lotissement communal « Hameau de Perhan » à GUILLIERS (56)

En application des dispositions de l'article L. 442-7 du Code de l'urbanisme, le présent règlement doit être remis aux acquéreurs des lots lors de la signature de la promesse de vente ou de l'acte de vente et doit leur avoir été communiqué préalablement.

Avant la signature de l'acte authentique, chaque acquéreur aura pris connaissance de la note de présentation, du règlement, du cahier des charges de cession de terrains et ses annexes, ainsi que du programme des travaux. L'acte authentique devra mentionner que l'acquéreur reconnaît avoir pris connaissance de ces documents.

TITRE II – REGLEMENT D'URBANISME

Pour l'ensemble de l'opération, il sera fait application du **règlement d'urbanisme en vigueur sur la commune de GUILLIERS.**

Le pétitionnaire est tenu de s'informer d'éventuelles modifications.

Les articles suivant complètent ou précisent le règlement de zone. En cas de divergence dans la rédaction d'un article d'origine et d'un article complété l'article à prendre en compte sera toujours le plus contraignant.

ARTICLE 1 - TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS

Sont interdits :

- L'implantation d'installations classées ou d'activités incompatibles avec l'habitat en raison de leur nuisance, ou l'édification de construction destinée à les abriter.
- L'implantation d'habitations légères de loisirs,
- Le stationnement de caravanes, camping-cars, poids lourds et véhicules de transport sur l'espace public.
- Le stationnement de caravanes ou camping-cars pour une durée supérieure à trois mois par an sur les terrains privés sauf dans les bâtiments et remises.

ARTICLE 2 - TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS SOUMIS A CONDITIONS PARTICULIERES

Sont soumis à conditions particulières :

- l'extension ou la transformation d'activités a nuisances ou de constructions existantes les abritant sous réserve que l'extension ou la transformation envisagée n'ait pas pour effet d'aggraver le danger ou les inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Rappels :

- l'édification de clôtures est soumise à autorisation.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES

Les accès aux lots se feront par la voie créée dans le cadre de l'opération.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS

4.1 Alimentation en eau

Les constructions devront être alimentées à partir des citerneaux laissés en attente en limite de lot sur le domaine privé. Le lotissement sera desservi par le réseau d'eau potable.

4.2 Assainissement

Un réseau d'eaux usées sera mis en place avec un regard de branchement en limite de chaque lot sur le domaine privé. Les acquéreurs seront tenus de s'y raccorder.

Les eaux de ruissellement seront évacuées par l'intermédiaire des canalisations créées à cet effet. Les propriétaires devront récupérer les eaux de toiture dans une cuve enterrée avec système de pompage destinée à cet effet. Le trop-plein sera raccordé au réseau d'eaux pluviales.

4.3 Réseaux divers

Le lotissement sera desservi par les réseaux collectifs souterrains d'électricité et de téléphone. Les branchements particuliers sur ces réseaux seront réalisés à partir des coffrets laissés en limite de lots (électricité) et des citerneaux dans le domaine privé (téléphone).

4.4 Cuves et citernes

Les cuves ou citernes (gaz, fuel) seront, soit placées à l'intérieur des bâtiments, soit enterrées.

ARTICLE 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

5.1 - Les surfaces et formes des terrains destinés à recevoir des constructions sont celles qui figurent au plan masse, sous réserve du bornage définitif des lots.

5.2- La réunion de plusieurs lots contigus n'est pas autorisée.

5.3 - La subdivision d'un lot n'est pas autorisée.

ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions d'habitation et de garage doivent être implantées à une distance minimale de 5m par rapport à la limite du domaine public.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions, lorsqu'elles ne jouxtent pas les limites séparatives doivent être implantées à une distance au moins égale à la moitié de leur hauteur mesurée à l'égout de toiture, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres pour les constructions principales.

ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Des annexes indépendantes du bâtiment principal type abris de jardins, abris à bois, garages, pourront être édifiés en n'importe quel point du lot sous réserve de respecter au moins le même recul sur rue que le bâtiment

principal et avoir une distance les unes des autres au moins égale à la hauteur du bâtiment le plus élevé mesurée a l'égout de toiture, sans pouvoir être inferieure a 6,00 mètres.

Elles auront au plus 40 m2 d'emprise au sol, et 3m de hauteur maximum.

Ces constructions seront implantées au moins sur une limite séparative. Elles seront recouvertes à une ou deux pentes, et seront constituées soit de matériaux similaires au bâtiment principal, soit de bois naturel ou teinté.

ARTICLE 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des constructions ne doit pas dépasser 40 % de la superficie totale du terrain.

ARTICLE 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions est fixée à 4 mètres, mesurée :

- à l'égout de toiture et au faîtage (pour les constructions couvertes par une toiture à pentes traditionnelles).
- a l'acrotère (pour les constructions couvertes en toiture terrasse ou à faible pente).

Pour les constructions à usage d'habitation individuelle, le niveau du sol fini du rez-de-chaussée ne devra pas être situe a plus de 0,50 m au-dessus du niveau moyen du terrain naturel (avant terrassements) sous l'emprise de la construction.

ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Les sous-sols avec accès extérieur sont interdits.

Dispositions spécifiques à la volumétrie

La volumétrie sera composée d'un ou plusieurs volumes faits d'élévations verticales sur un ou deux niveaux surmontées d'un ou plusieurs pans de toitures qui pourront être :

- traditionnelles, avec une pente ou deux pentes ; dans tous les cas la ou les pentes seront comprises entre 40° et 45°,
- modernes (toiture terrasse)

Dispositions spécifiques aux clôtures

Les clôtures et les portails devront participer à la conception architecturale d'ensemble des constructions et des espaces libres de la propriété et du lotissement.

Certains parements (produits manufacturés, préfabriqués, bardages, brandes, etc) pourront être interdits en raison de leur aspect, caractère, matière, brillance, ou teinte, en particulier s'ils sont visibles depuis l'espace public.

L'usage des plaques en fibrociment ou béton en clôture est partout interdit.

Les claustras sont interdits en façade sur voie publique et le long des limites séparatives adjacentes sur les marges de recul.

Sur la voie publique, en façade, si une clôture est installée, elle devra être réalisée :

- soit par un mur bahut en pierres ou parpaings enduits de 0.50 m maximum de hauteur éventuellement surmonté d'une lisse ou grille portant la hauteur totale à 1m20 maximum, doublé ou non d'une haie vive de 1m50 de hauteur maximum, d'essences différentes ou non
- soit d'un grillage de couleur verte de 1m20 de hauteur maximum, doublé ou non d'une haie vive d'une hauteur de 1m50 maximum, d'essences différentes ou non

- soit uniquement d'une haie vive de 1m50 de hauteur maximum, d'essences différentes ou non en limite séparative et en limite des espaces verts communs, elles seront constituées :
- soit par une haie vive de 2.00 m de hauteur maximum doublée ou non d'un grillage de couleur verte de 1.50 m de hauteur maximum
- soit par un grillage de couleur verte de 1.50 m de hauteur maximum

En limite séparative, la clôture doit être :

- soit un grillage sur poteaux métalliques de couleur vert, éventuellement doublé d'une haie bocagère. La hauteur totale de la clôture n'excédera pas 1.50 m. Dans ce cas, le mode de clôture de la façade sur rue sera retourné en limite sur l'ensemble de la marge de recul.
- soit par un mur bahut en pierres ou parpaings enduits de 0.50 m maximum de hauteur éventuellement surmonté d'une lisse ou grille portant la hauteur totale à 1m20 maximum, doublé ou non d'une haie vive de 1m50 de hauteur maximum, d'essences différentes ou non
- soit une haie bocagère.

Dans le cas de maisons implantées en limite séparative, dans le cadre de maisons mitoyennes, l'acquéreur pourra réaliser un mur le long de la limite concernée entre le bâtiment et la rue n'excédant pas 1,50 m de haut. Les murs en parpaing devront obligatoirement être enduits de la même manière que la maison située sur la parcelle.

Les portails et portillons ne pourront pas dépasser une hauteur de 1.50 mètre.

Dispositions spécifiques aux abris de jardin

L'implantation des abris de jardin doit respecter les emplacements reportés au plan réglementaire et devra être implanté en limite séparative

Les habillages en bois peint, lasuré ou brut sont autorisés

L'usage d'aggloméré, contre-plaqué, plaque ciment, bâche est interdit comme revêtement de façade ou matériaux de toiture. Toiture type « bac acier couleur » harmonisée aux toitures environnantes est autorisée.

Les constructions préfabriquées vendues dans le commerce seront autorisées si elles respectent les règles précédentes.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'AIRES DE STATIONNEMENT

Deux places de stationnement privé sont obligatoires à l'intérieur du lot.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE D'ESPACES LIBRES ET DE PLANTATIONS

Pas de règles complémentaires au POS

ARTICLE 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le coefficient d'occupation du sol est fixe à 40% du terrain.

REÇU LE
20 SEP. 2013
CIADS de PLOERMEL

Département du Morbihan

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PORHOET

PARC D'ACTIVITES « LES CROIX BILLY »
A GUILLIERS

DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER UN LOTISSEMENT

- PA 10 -

REGLEMENT

Cabinet BOURGOIS
Groupe MERLIN

Atelier
COURCHINOUX
ARCHITECTE PAYSAGISTE CONCEPTEUR D'ESPACES
4 rue du Halage
BP 93 - 56120 JOSSELIN
Tél 02 97 22 37 49 Fax 02 97 22 34 16
courchinoux.paysages@orange.fr

dm EAU

Réf doc : N° 801348-872-PDC-ME-1-081

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	Y. NICOLAS	D. COURCHINOUX	18/04/13	1ère diffusion

SOMMAIRE

Chapitre 1 - Généralités 3
Article 1.1 - Objet du règlement 3
Article 1.2 - Champ d'application territorial 3
Chapitre 2 - Nature de l'occupation et de l'utilisation des sols 5
Article 2.1 - Occupation ou utilisation des sols autorisés 5
Article 2.2 - Occupation ou utilisation des sols interdits 5
Article 2.3 - Occupation ou utilisation des sols soumis à des conditions spéciales 5
Chapitre 3- Conditions d'occupation des sols 6
Article 3 - Voirie et accès au lot 6
Article 4 – Desserte par les réseaux divers 6
4.1 - Eau potable 6
4.2 - Eaux usées 6
4.3 - Eaux pluviales 7
4.4 - Electricité 7
4.5 - Télécommunication 7
Article 5 - Surface et forme des terrains 8
Article 6 - Implantation des constructions 8
6.1 - Généralités 8
6.2 - Implantation par rapport aux voies et emprises publiques 8
6.3 - Implantation par rapport aux limites séparatives 8
6.4 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété 8
Article 7 - Emprise au sol 9
Article 8 - Hauteur maximale et adaptations au sol 9
Article 9 – Aspect Extérieur 9
9.1 Façades et implantation 9
9.2 Enseignes liées aux espaces libres 9
9.3 Toitures 10
Article 10 – Clôtures 10
Article 11 – Entrée de lots et portail 11
Article 12 - Stationnement des véhicules 11
Article 13 - Espaces verts communs – plantations dans les lots 11
Article 15 – Espaces livraison, STockage et exposition 12
Chapitre 4 - Possibilités maximales d'occupation du sol 13
Article 16 Possibilités maximales d'occupation du sol 13
Article 17 Dépassement du coefficient d'Occupation du Sol 13

CHAPITRE 1 - GENERALITES

ARTICLE 1.1 - OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement fixe les règles applicables et servitudes d'intérêt général en matière d'occupation ou d'utilisation des sols à l'intérieur du lotissement, **en complément de celles précisées par le Plan d'Occupation des Sols de la Commune.**
Il est opposable et s'impose à quiconque détient ou occupe, à quelque titre que ce soit, tout ou partie du lotissement.

ARTICLE 1.2 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

Le présent règlement s'applique au lotissement dénommé « Parc d'activités Les Croix Billy» à Guilliers. Le Maître d'Ouvrage est la Communauté de Communes du Porhoët.

Le lotissement est situé sur la commune de Guilliers qui est pourvue d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé depuis le 25/03/1998. Il est situé en **zone NAi** du Plan d'Occupation des Sols.

L'ensemble du terrain loti est cadastré section ZP n° 240, 248, 249 et 250 ou tous autres numéros parcellaires qui pourraient être définis par les Services du Cadastre à l'occasion d'un document d'arpentage, et pour une superficie totale lotie de 32 837 m².

Désignation	Superficie
Lot 1	3 179 m²
Lot 2	3 260 m²
Lot 3	3 181 m²
Lot 4	1 832 m²
Lot 5	1 308 m²
Lot 6	1 309 m²
Lot 7	1 240 m²
Lot 8	751 m²
Lot 9	838 m²
Lot 10	1 760 m²
Lot 11	633 m²
Lot 12	649 m²
Lot 13	1616 m²
Surface totale des lots	21 556 m²
Surfaces communes (voies, espaces verts, bassins...)	11 281 m²
Surface totale du projet	**32 837 m²**

CHAPITRE 2 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS

ARTICLE 2.1 - OCCUPATION OU UTILISATION DES SOLS AUTORISES

Le lotissement est destiné aux activités artisanales, industrielles et économiques pour les lots situés en zone NAi.

ARTICLE 2.2 - OCCUPATION OU UTILISATION DES SOLS INTERDITS

- Les règles du document d'urbanisme en vigueur sont applicables.
- La construction de caves et garages en sous-sol sont interdits
- Aucune zone de dépôt ou de stockage de matériels ou de matériaux, même temporaire ou provisoire, n'est admise entre la limite d'emprise des voies interne au lotissement et la ligne d'accrochage des façades.

ARTICLE 2.3 - OCCUPATION OU UTILISATION DES SOLS SOUMIS A DES CONDITIONS SPECIALES

Pas de règle complémentaire au document d'urbanisme en vigueur.

CHAPITRE 3- CONDITIONS D'OCCUPATION DES SOLS

ARTICLE 3 - VOIRIE ET ACCES AU LOT

Les lots seront desservis par la voie intérieure du lotissement.

D'une manière générale, aucun accès au lot ne pourra se faire par les espaces verts communs ni par la route départementale n°16 et ni par la voie communale existante à l'Est.

Le choix de l'accès au lot devra tenir compte des différents équipements communs existants ou mis en place par l'aménageur : coffrets, regards et boîtes de branchement, candélabres, bordures ou aménagements de voirie interdisant l'accès...

Les frais de déplacement éventuel de ces équipements seront à la charge de l'acquéreur, sous réserve des possibilités techniques et après en avoir informé l'aménageur ainsi que les services concessionnaires de réseaux.

ARTICLE 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX DIVERS

Les acquéreurs des lots raccorderont en souterrain leur construction aux réseaux établis par l'aménageur. Tous les dispositifs relatifs aux raccordements aux réseaux seront conformes aux règlements en vigueur et soumis à l'approbation des services compétents.

4.1 - Eau potable

Chaque construction devra être alimentée à partir du branchement équipé d'un citerneau ou d'un coffret en attente, construit par l'aménageur sur chacun des lots.

La fourniture et la pose du compteur, par le Service Concessionnaire, seront à la charge de l'acquéreur ainsi que tous les frais pouvant être générés par une augmentation des besoins en eau potable

4.2 - Eaux usées

L'ensemble des eaux usées (eaux vannes et ménagères) devra être évacué vers le regard de branchement individuel construit par l'aménageur pour chacun des lots.

Le rejet de ces eaux au terrain naturel ou au réseau d'eaux pluviales est formellement interdit.

Pour certains effluents particulièrement nocifs, un pré-traitement pourra être imposé.

L'acquéreur du lot devra fixer le niveau altimétrique du rez-de-chaussée de sa construction, en tenant compte de l'obligation de raccordement gravitaire au regard de branchement individuel.

L'altitude du collecteur principal et du regard de branchement individuel n'est pas obligatoirement prévue pour permettre un raccordement des installations implantées en sous-sol. En conséquence, tout système de relèvement des eaux usées sera à la charge de l'acquéreur de lot, et sous sa seule responsabilité y compris quant au fonctionnement de ce relèvement, à son entretien et aux éventuels dégâts qui pourraient être occasionnés à ses installations propres par un fonctionnement défectueux du système de relèvement ou par une mise en charge du collecteur principal des eaux usées.

4.3 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales, en particulier les eaux provenant des toitures, devront être conduites vers le regard de branchement individuel construit par l'aménageur sur chacun des lots.

L'acquéreur du lot devra fixer le niveau altimétrique du rez-de-chaussée de sa construction, en tenant compte de l'obligation de raccordement gravitaire au regard de branchement individuel.

NOTA : c'est en particulier le cas du lot 3 situé en contrebas du regard de branchement eaux pluviales existant. Si le niveau altimétrique de la plate-forme du bâtiment ne permet pas le raccordement gravitaire alors le système de relèvement sera à la charge de l'acquéreur.

4.4 - Electricité

Chaque construction devra être alimentée à partir du coffret basse tension construit par l'aménageur en limite sur chacun des lots. Une augmentation des besoins en puissance électrique induit par l'activité et entraînant une modification notable du réseau de viabilisation exécuté sera sous la responsabilité de l'acquéreur du lot et à sa charge.

4.5 - Télécommunication

Chaque construction devra être alimentée à partir du citerneau ou du coffret construit par l'aménageur sur chacun des lots.

Firefox about:blank

ARTICLE 5 - SURFACE ET FORME DES TERRAINS

Les contenances exprimées au plan de composition sont susceptibles de modifications lors de l'exécution des travaux de bornage des lots. La subdivision et la réunion de plusieurs lots sont autorisées.

Les changements de contenances en résultant ne seront, en aucun cas, considérées comme des modifications du plan de composition.

La réunion de plusieurs lots contigus est autorisée. Dans ce cas, les zones inconstructibles figurant éventuellement sur les limites mitoyennes intérieures des lots, avant la constitution des nouvelles unités foncières, seront fusionnées.

ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

6.1 - Généralités

Les constructions devront être implantées à l'intérieur des zones constructibles, conformément aux dispositions du plan de composition du lotissement.

6.2 - Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Les futures constructions devront avoir au minimum une façade alignée sur la ligne d'accroche représentée sur le plan de composition. Les constructions devront s'implanter au minium sur une des deux lignes d'accroche.

Les portails devront s'implanter avec un recul de 5m minium de l'emprise de la voie.

6.3 - Implantation par rapport aux limites séparatives

Pas de règle complémentaire au document d'urbanisme (POS) en vigueur.

Il est rappelé que les constructions seront implantées à l'intérieur de la zone constructible du lot et devront respecter les éventuelles règles d'implantation en limite figurant au plan de composition.

Lors de la réunion de plusieurs parcelles contiguës, les règles relatives aux anciennes limites séparatives internes ne s'appliquent pas.

6.4 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Pas de règle complémentaire au document d'urbanisme (POS) en vigueur.

8 sur 14 24/10/2023, 09:36

ARTICLE 7 - EMPRISE AU SOL

Pas de règle complémentaire au document d'urbanisme (POS) en vigueur soit un coefficient d'emprise au sol de 60 %.

ARTICLE 8 - HAUTEUR MAXIMALE ET ADAPTATIONS AU SOL

Pas de règle complémentaire au document d'urbanisme (POS) en vigueur.

ARTICLE 9 – ASPECT EXTERIEUR

9.1 Façades et implantation

Afin d'obtenir un parc d'activités visuellement cohérent et harmonieux, toutes les constructions et installations devront respecter les recommandations suivantes :

- les constructions et installations doivent présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et une qualité de matériaux garantissant leur insertion dans l'environnement et le maintien de la qualité architecturale dans l'ensemble du parc.
- les constructions doivent conserver un caractère sobre dans les formes, les couleurs et les matériaux. **L'usage du verre réfléchissant est interdit.**
- les bardages seront disposés verticalement. Les bardages horizontaux peuvent être autorisés pour certaines parties des bâtiments, si les exigences architecturales le nécessitent.
- le choix des couleurs des façades et toitures sera guidé par un souci d'harmonie et de sobriété. Les teintes foncées seront privilégiées (brun, gris, ardoise notamment). L'usage de couleurs vives peut être autorisé ponctuellement et devront s'identifier à la charte graphique de l'enseigne commerciale, artisanale ou industrielle.
- une attention toute particulière devra être portée aux façades de bâtiments et ce particulièrement pour les façades donnant sur voirie. En aucun cas, les angles des volumes bâtis seront soulignés par des cornières ou habillages de couleurs différentes des façades.

9.2 Enseignes liées aux espaces libres

- les enseignes seront disposées soit sur les façades des bâtiments, soit au niveau du sol si elles ne sont pas liées aux bâtiments.
- leur dimension verticale ne devra pas dépasser un tiers de la hauteur du bâtiment mesurée à l'égout de toiture.

- elles devront par ailleurs respecter les exigences de sobriété indiquées au point précédent et ne pas entamer l'homogénéité et l'aspect harmonieux du secteur.
- les enseignes lumineuses sont autorisées, à l'exception des enseignes clignotantes ou présentant des changements de teinte ou d'intensité.
- les totems sont autorisés dans les limites suivantes :
    - surface unitaire maximum 6 m²
    - hauteur maximum 3 m
    - nombre maximum autorisé pour une activité, 1 double face ou 2 simples faces
- Tout éclairage de façade réalisé à partir de mâts d'éclairage interne au lot sont interdits.

9.3 Toitures

Pas de règle complémentaire au document d'urbanisme (POS) en vigueur.

ARTICLE 10 – CLOTURES

Les clôtures devront être conformes au document d'urbanisme en vigueur.

Les clôtures sont obligatoires. L'entreprise devra respecter les conditions suivantes :

- des talus plantés existants ou à créer, qu'il y a lieu de maintenir et d'entretenir
- des grillages simples (à maille rectangulaire rigide d'une couleur se rapprochant de celle du bâtiment, à l'exclusion du blanc), sur poteaux métalliques dont la hauteur maximale ne devra pas excéder 2 m, doublée de haies végétales vives et non taillées, dont la hauteur maximale sera égale à celle du grillage.

Les essences végétales seront diversifiées et choisies parmi les essences locales, lauriers palmes, cyprès et thuyas interdits. Les clôtures différentes (notamment plaques de béton moulé ajourées ou non, parpaings) sont interdites.

Les clôtures ne doivent pas être des supports de panneaux ou banderoles publicitaires.

ARTICLE 11 – ENTREE DE LOTS ET PORTAIL

Les différents types de contrôle d'accès en vigueur (portail coulissant, ouvrant, barrière de contrôle, borne de contrôle) sont autorisés. Les portails et portillons seront de préférence coulissants, en acier ou en aluminium de même couleur que la clôture ou en bois avec un barreaudage vertical. La hauteur n'excèdera pas 2.00 mètres.

Ces portails ne pourront pas être implantés en limite de voie. Ils devront être implantés 5 m en retrait au minimum à l'emplacement des entrées figurant au plan de composition.

Les plaques d'entreprises, les boîtes aux lettres et les coffrets (électricité, téléphone, fibre optique, ...) seront intégrés dans le muret en pierres de pays implanté à l'entrée du lot.

ARTICLE 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules automobiles et des deux roues correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques.

ARTICLE 13 - ESPACES VERTS COMMUNS – PLANTATIONS DANS LES LOTS

Les espaces libres seront réalisés conformément au plan de composition et au programme des travaux. Pas de règle complémentaire au document d'urbanisme en vigueur.

L'acquéreur de lot devra respecter les règles de plantation suivantes :

- chaque lot devra comporter au minimum 10% de sa superficie en plantations (gazon, arbres, arbustes et plantes vivaces).
- pour 100 m² de terrain non construit, il y a obligation de plantation d'un arbre d'une taille supérieure ou égale à 10/12 (circonférence du tronc à 1 m du sol).

L'ensemble des plantations réalisées sur le site ne devra pas comporter d'essences panachées, dorées, bleues ou pourpres. La mise en place de conifères ne devra pas excéder 5% de la totalité des plantations réalisées sur le lot. De plus les variétés à caractères tropicales et méditerranéennes sont interdites, sauf si celles-ci font partie d'un aménagement de « vitrine » intérieur au lot. Les arbres de haute tige plantés devront faire au minimum une taille de 12/14 (circonférence du tronc à 1m du sol).

L'acquéreur de lot se rapportera au cahier des recommandations paysagères et architecturales pour la composition des plantations.

Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par le POS et non soumis à un régime spécifique d'autorisation, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable dans les conditions prévues à l'article R 421-23h du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 14 – ESPACES LIVRAISON, STOCKAGE ET EXPOSITION

- Dans le cadre de stockages extérieurs, les secteurs définis doivent être traités, par une haie vive d'arbustes persistants, qui fera office d'écran, afin de limiter au maximum leur impact visuel depuis les emprises publiques ainsi que depuis les aires de stationnement ou de circulation piétonne.

- Dans le cas de stockages ou d'installations dégageant des odeurs « agréables » ou « désagréables », des plantations à fortes émanations olfactives devront être prévues aux alentours de cet espace. L'acquéreur de lot se réfèrera au cahier des recommandations paysagères et architecturales.

- S'il s'agit de lieux dégageant des niveaux sonores assez élevés, il faudra accompagner ce secteur en le bordant de plantations conformément au cahier des recommandations paysagères et architecturales. En cas d'exposition permanente, 35% du périmètre de cette zone, devront être végétalisés dans le même cadre qu'énoncé ci-dessus.

CHAPITRE 4 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 16 POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Les dispositions du Plan d'Occupation du Sol ne fixent pas de coefficient d'occupation du sol (C.O.S.).

La superficie maximale de plancher constructible autorisée pour l'ensemble de l'opération est calculée à partir du C.E.S.

La surface de plancher autorisée de chaque lot figure au tableau ci-dessous :

Numéro du lot	Surface terrain	SHON
1	3 179 m²	1 907 m²
2	3 260 m²	1 956 m²
3	3 181 m²	1 909 m²
4	1 832 m²	1 099 m²
5	1 308 m²	785 m²
6	1 309 m²	785 m²
7	1 240 m²	744 m²
8	751 m²	451 m²
9	838 m²	503 m²
10	1 760 m²	1 056 m²
11	633 m²	380 m²
12	649 m²	389 m²
13	1 616 m²	970 m²
TOTAL	21 556 m²	12 934 m²

ARTICLE 17 DEPASSEMENT DU COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Sans objet

Fin.